

# KIEL ET TANGER

1895–1905

La République française devant l'Europe

1905–1913–1921

Charles Maurras

1921

Édition électronique réalisée par  
Maurras.net  
et  
l'Association des Amis  
de la Maison du Chemin de Paradis.

– 2008 –

Certains droits réservés  
merci de consulter  
**[www.maurras.net](http://www.maurras.net)**  
pour plus de précisions.

Ne sois donc pas de mauvaise foi :  
tu sais bien que nous n'en avons pas,  
de politique extérieure, et que nous ne  
pouvons pas en avoir.

Anatole FRANCE, 1897.



À  
FRÉDÉRIC AMOURETTI

PATRIOTE FRANÇAIS  
FÉDÉRALISTE DE PROVENCE  
ROYALISTE DE RAISON ET DE TRADITION  
1863–1903

À L'AMI DISPARU  
QUI M'INITIAIT À LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

À  
SON ESPRIT  
À  
SA MÉMOIRE

AU LIVRE QU'IL AURAIT ÉCRIT  
À L'ACTION QU'IL AURAIT CONDUITE

SI  
LE DESTIN DE L'HOMME  
ET  
LA COURSE DES CHOSES  
NE S'ÉTAIENT PAS CONTRARIÉS



# Examen de l'édition définitive

Pour affronter une édition définitive de ce vieux livre, il a bien fallu le relire. J'ai revécu les inquiétudes qui le firent germer.

Je l'avais conçu et écrit, publié en articles et préparé pour le libraire, puis replongé dans le tiroir, puis décidément imprimé, avec ce sentiment d'hésitation violente que doivent connaître tous ceux qui se sont sentis déchirés entre l'amour et l'horreur d'une vérité claire et sombre, entre les espérances que suscite le seul nom de notre patrie et l'alarme que donne son gouvernement détestable. Bien que le lecteur et l'auteur, alors ne faisant qu'un, pût retrouver à chaque page sa très haute idée de la France, il s'en voulait de la voir et de la montrer exposée à ce risque constant né d'une faiblesse politique essentielle. Assurément cette faiblesse n'avait rien de spécifiquement français, mais elle était liée aux organes capitaux de la vie de la France. Ces organes n'étaient-ils pas d'un type indigne d'elle ? Inaptes à la diriger, incapables de pourvoir à sa sûreté, n'auraient-ils pas perdu une nation moins bien douée ? Ne lui infligent-ils pas, quand ils ne lui font point d'autre tort, une diminution certaine ?

Le patriotisme sincère ne peut fermer les yeux. Mais de semblables inquiétudes sont bien dures à exprimer ! En réimprimant aujourd'hui question et réponse, je voudrais pouvoir n'en rien dire de plus et me contenter d'une adjuration sommaire au Français, à l'allié, au civilisé, à cet homme pensant qui est intéressé à la vie de la France :

— Prenez ! lisez ! voyez ! N'est-ce pas l'évidence même ?

Petit traité en 1905, livre de moyenne grandeur en 1910, gros tome en 1913, il n'est plus nécessaire de le bourrer de preuves nouvelles. Après l'immense démonstration de la guerre, c'est au public de dire si, oui ou non, le thème central est acquis.

Oui ou non, la République peut-elle avoir une politique extérieure ? Oui ou non, sa nature de gouvernement d'opinion, de gouvernement de partis, de gouvernement divisé, fatalement diviseur de lui-même, l'a-t-elle mise en état d'infériorité dans les négociations qui ont précédé, accompagné, suivi cette guerre ?

Le 23 juillet 1913, presque un an, jour pour jour, avant le carnage, avons-nous eu tort d'appeler la République « un gouvernement inhumain » et de dire que ses erreurs ou ses lacunes offraient à notre esprit cette effroyable image : « cinq cent mille jeunes Français couchés froids et sanglants sur leur terre mal défendue » ? Il y en a le triple, hélas ! dans les cimetières du front. Devant la vérification de cris de terreur trop justifiés, on voudrait pouvoir douter. Comment faire ?

Nous ne disons pas : « Crois et meurs », bien qu'on nous en accuse par un paradoxe artificieux et violent. Nous passons notre vie à conjurer le lecteur d'examiner et de réfléchir avec nous. Puis, des années ayant coulé, nous revenons à lui pour le prier de comparer ce qu'il a vu à ce que nous disions, nous revenons pour insister et pour demander s'il ne convient pas de conclure ainsi que nous avons conclu. Conclure, la voilà notre tyrannie. Mais il y aurait contrainte supérieure à interdire ou à négliger de conclure. Ceux qui affectent cette abstention du jugement final sont-ils toujours de simples rhéteurs soigneux de discrète élégance ? Il est difficile de ne pas rechercher jusqu'à quel point ils sont désintéressés de l'inertie et du silence qu'ils prescrivent à la raison. Pareille insouciance des conditions de notre vie et de notre mort est-elle naturelle ? Et ne se peut-il pas qu'elle serve un profit caché ? Dans tous les cas, de tels Français sont bien cruels ! C'est contre eux, c'est aussi pour eux, c'est tout au moins pour leurs enfants, que je n'hésite pas à redire mon « Prenez ! lisez ! »

L'effort naturel de la vie emporte, meut et renouvelle, mais il a beau tout remettre en perpétuelle question et encourager de la sorte les moins raisonnables des espérances : quand les résultats apparaissent, quand les comptes se font, quand l'épreuve du réel vient confirmer la somme des opérations théoriques et coïncider avec elle, les idées éternelles, les lois qui durent dans l'écoulement des êtres sont plus fortes que l'illusion et l'on n'a plus le droit d'aventurer le commun avenir sur ce qui vient d'échouer à fond.

Avant notre crise de 1905 qui fut le point de départ des réflexions de ce livre, la mémoire des Français de ma génération peut se représenter plus d'une heure critique.

Nous sommes né un peu en avant de 1870, nous nous rappelons l'abandon de la Revanche, la défaite du Boulangisme, l'Alliance russe. . . Dans ma petite ville, aux vacances de 1893, j'entends encore le pharmacien républicain, fier de la venue d'Avellane<sup>1</sup> et des marins du tzar, me demander narquoisement

---

<sup>1</sup> L'amiral Avellane commandait une escadre russe venue en visite officielle à Toulon en 1893 dans le cadre de la signature des accords franco-russes. Une grande solennité entourait cette visite, l'amiral étant reçu par le président de la République Sadi Carnot. (N.D.É.)



ce que je pense du savoir-faire des diplomates de son parti ! Un peu plus tard, dans le cabinet de M. Édouard Hervé , directeur du *Soleil*, je me revois avec Urbain Gohier et Frédéric Amouretti , protestant tous les trois que nous ne ferions pas d'articles sur le tzar ni sur la tzarine à Paris, étant fermement résolus à ne pas mystifier nos concitoyens<sup>2</sup>. Je revois les dures années de la tragique Affaire<sup>3</sup> qui acheva de nous livrer et de nous désarmer. Mais, là, nous pouvons nous souvenir d'avoir témoigné pour la France et pris date pour l'avenir. Dès ce moment, nous avons été quelques-uns à sentir et à voir venir cette guerre, à la souffrir dans notre esprit. La guerre inévitable ! La guerre impréparable ! Car les meneurs de l'opinion publique haïssaient et faisaient haïr toute prévoyance. Rien n'était plus naturel alors que d'entendre un ministre de la guerre nier que la conflagration fût possible. Essaiera-t-on d'en rejeter la faute sur le peuple français ? Non, non : nous avons vu, de nos yeux, qui trompait ce peuple pour avoir ses suffrages, et qui vivait, et qui prospérait de l'erreur. Comme dit le personnage d'Anatole France, même en histoire contemporaine « ne soyons donc pas de mauvaise foi ».

Un écrivain du parti qui gouverne a dit<sup>4</sup> :

*La cause de la guerre, c'est, il ne faut pas s'y méprendre, le renvoi de M. Delcassé<sup>5</sup>. Ce jour-là, l'Allemagne a cru qu'elle pouvait tout se permettre à notre égard ; et cette conviction a dominé les dix années de politique pangermaniste, a déterminé la transformation de la mentalité de Guillaume II, l'explosion chauvine des élections au Reichstag, etc., etc.*

*La guerre et tous ses ravages sont issus des premiers jours d'avril 1905.*

Mais la capitulation d'avril 1905 résultait de l'état où les auteurs de l'affaire Dreyfus avaient jeté les forces militaires, maritimes, politiques et morales du pays légal. Cela ne s'est pas fait tout seul.

---

<sup>2</sup> J'ai raconté l'historiette dans la *Revue d'Action française*, du 1<sup>er</sup> septembre 1905, au premier jet du présent ouvrage.

<sup>3</sup> *L'Affaire*, avec une capitale à l'initiale, désigne l'affaire Dreyfus. (N.D.É.)

<sup>4</sup> Eugène Lautier, dans *L'Homme libre* du 28 mai 1921.

<sup>5</sup> Théophile Delcassé, 1852–1923, fut l'un des principaux artisans du rapprochement de la France et de la Grande-Bretagne qui aboutit à la signature de l'Entente cordiale. Député de l'Ariège en 1889, il devint ministre des Colonies dans le cabinet Dupuy puis ministre des Affaires étrangères dans les cabinets Dupuy, Waldeck-Rousseau, Combes, Rouvier entre 1898 et 1905. Influent président de la commission de la Marine de la Chambre des députés entre 1906 et 1909, il devint ministre de la Marine des gouvernements Caillaux et Poincaré en 1911 et 1913. Ministre de la Guerre dans l'éphémère gouvernement Ribot de l'été 1914, il fut à nouveau aux Affaires étrangères dans le gouvernement Viviani d'août 1914 à octobre 1915. (N.D.É.)

Ce livre de pitié n'est pas un écrit de guerre civile. Il a la dureté du vrai. Il n'en ôte rien. Des fautes et des crimes ont été réparés. Absolvons les acteurs, n'oublions pas les actes. Mes jugements sont soumis, comme il est naturel, à ceux de la raison et de l'intelligence, de la réflexion et de l'avenir, mais se rient des vaines paroles, qu'elles soient taillées en facéties ou qu'elles tournent à la pièce d'éloquence. Nous essayons de parler choses et idées, non de choquer des mots. Je redis au lecteur qu'il est simplement prié de se souvenir et de réfléchir.



Le lecteur est particulièrement prié de donner un peu d'attention au vieux et bref chapitre sur la Russie. Le *Livre jaune*<sup>6</sup> publié en 1918, treize années après nos remarques, a mis en lumière éclatante ce que nous avons dit sur le tour essentiellement allemand de la politique russe : c'était l'époque où la France entière prenait Saint-Pétersbourg pour une position de défense et d'attaque contre Berlin !

Et cependant cette alliée qui nous unissait à Berlin est la même qui s'en sépara violemment : si la guerre franco-allemande a eu lieu quand elle a eu lieu, ç'a été par la Russie. Ce n'est pas Metz, ce n'est pas Strasbourg, c'est la fraternité des peuples slave et français qui a fourni son prétexte à Guillaume II.

On disait en levant les bras : « Nous ne ferons pas la guerre pour la Serbie ! »

C'est à propos de la Serbie qu'on nous l'a déclarée et il a bien fallu la faire<sup>7</sup>. Mieux eût valu cent fois l'avoir faite pour notre compte et l'avoir déclarée à notre heure et à notre jour. Mieux eût valu, cent fois, profiter du fameux « recueillement » de 1871 pour nous organiser, guetter la première défaillance allemande et prendre l'initiative d'une revanche à bon marché. C'est Boulanger qui avait raison, et Déroulède, et tous ceux à qui le souvenir conseillait l'action ! On n'a rien empêché par l'inaction. On a simplement laissé grandir la force et le nombre des Allemands jusqu'à ce qu'ils eussent le choix du moment.

Cette faute historique du gouvernement républicain, cette immense faute commise contre la France doit être d'abord reconnue. Cela fait, il n'y aura

---

<sup>6</sup> On appelait *Livre jaune* chacun des recueils de documents diplomatiques publiés à l'appui de la politique gouvernementale par le ministère des Affaires étrangères jusqu'en 1947. (N.D.É.)

<sup>7</sup> Après l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand d'Autriche à Sarajevo le 28 juin 1914, l'Autriche exigea de la Serbie de pouvoir enquêter en territoire Serbe. La Serbie refusa : ce fut par le jeu des alliances en Europe le point de départ de la Première Guerre mondiale. (N.D.É.)

point à chicaner sur les services de détail rendus par l'alliance de 1892. Son coup d'épaule à la première Marne en 1914 fut très précieux. Néanmoins, la balance des services reste cruellement boiteuse et la Russie fut, au total, une alliée longtemps incertaine, coûteuse, ouverte à l'ennemi par ses courtisans, ses intellectuels, ses révolutionnaires et ses Juifs : la France l'a payé dès que le tzar loyal eut fait place à la « démocratie » et à l'Orient.

Nous avons également considéré sans illusion l'autre grande pensée de la République française et ce qu'un abus de langage appelle sa politique coloniale, car de politique suivie, elle n'en eut guère. Pourtant, je ne voudrais point comparer à la Russie cet empire d'Afrique et d'Asie qui, par ses chefs, ses soldats, ses produits, donna à notre guerre le plus magnifique renfort. Mais, il ne faut pas l'oublier, ce fut de ce côté que l'attaque allemande a cherché et trouvé ses prétextes en 1905, en 1908, en 1911. Elle les chercha du même côté en 1913, lors des incidents de la Légion. Preuve qu'une politique plus sage n'eut pas laissé traîner quarante ans le problème de notre sécurité en Europe. Le mauvais équilibre de notre empire colonial paraît d'ailleurs devoir continuer dans le même sens. Mal connu et mal exploité des Français qui n'ont pas assez de bateaux pour le défendre et même pour le visiter, ce territoire d'outre-mer reste un objet d'envie passionnée ; ainsi il recèle des germes de graves périls. Que ces périls soient surmontés, il faut le désirer : mais ils ne pourront l'être qu'à la condition d'être vus et reconnus, non noyés dans une rhétorique d'officieux.

Cela suppose une marine. Les nouveaux lecteurs de *Kiel* verront ce que les anciens savaient à l'avance pourquoi et comment l'organisation et la formation d'une marine sont particulièrement malaisées à une démocratie, qui ne peut trouver son juste milieu entre l'esprit de routine bureaucratique et l'esprit de révolution politique. Avec tous ses défauts, tous ses crimes, causés par la structure de l'Allemagne et par la nature de l'Allemand, l'improvisation maritime de Guillaume II a joué un très grand rôle pendant la guerre, et le sacrifice volontaire de Scapa Flow<sup>8</sup> semble réserver une promesse pour l'avenir. Pour nous qui étions les seconds sur toutes les mers du globe en 1870, nous n'avons même pas pu en 1914 réaliser notre modeste ambition de

---

<sup>8</sup> Après l'Armistice du 11 novembre 1918 mettant fin à la Première Guerre mondiale, soixante-quatorze bateaux de la marine allemande reçurent l'ordre d'entrer dans la baie de Scapa Flow, aux Orcades, pour y être internés. Ils y restèrent pendant dix mois où ils servirent d'attraction pour les habitants des alentours, et des tours en bateaux furent organisés pour les visiter. Mais en juin 1919, le vice-amiral Ludwig von Reuter, officier en commandement de la flotte présente à Scapa Flow réalisa que l'Allemagne allait devoir se résigner à signer le Traité de Versailles et la capitulation. Il profita d'un jour où la plupart des bâtiments britanniques étaient partis en exercice pour donner l'ordre à sa flotte de se saborder. (N.D.É.)

tenir la Méditerranée, de suivre le *Goeben* et le *Breslau* à Constantinople, d'investir la Turquie, et d'établir le contact méridional avec la Russie ! La guerre finie, n'ayant rien pu fabriquer que des obus et des canons, sans argent pour construire ou acheter une flotte, nous voici descendus tout près du sixième rang. Ainsi la faiblesse du programme naval, l'ignorance du pouvoir politique, son incompetence dans la désignation des chefs, sa propre inexistence faute d'autorité et faute de durée ont produit le résultat qu'elles devaient produire. La jalousie anglaise y est-elle pour quelque chose ? Cette fausse excuse supposerait toujours d'extrêmes mollesses dans notre gouvernement.

Pendant la dernière année de la guerre, qui était celle où notre liaison avec l'Angleterre était le plus précieuse, une feuille révolutionnaire dévouée aux intérêts de l'anglophobe M. Caillaux affecta une anglophilie violente pour dénoncer toutes les pages de ce livre où l'Angleterre n'est pas adorée, où l'alliance anglaise, son allure, ses origines, ses effets, sont mis en libre discussion. La démocratie adore ou bafoue, mais elle n'aime pas qu'on juge. Elle conteste à l'écrivain français le droit de dire qu'un pays comme le nôtre, placé physiquement entre l'Allemagne et l'Angleterre, n'a point à opter pour celle-ci ou celle-là, mais doit s'aimer lui-même d'abord. Oh ! l'Alliance est nécessaire. Mais, cela dit, je conçois avec l'Angleterre, une partie mieux liée, moins étroite, plus libre, fondée sur d'autres principes, telle enfin que le monde radical et socialiste de M. Lloyd George n'en soit pas la seule cheville ouvrière ; je désire en outre que le dogme démocratique ou libéral ne fasse pas payer à notre pays les frais d'une alliance plus « idéale » que productive. À l'époque à laquelle ces critiques nous étaient adressées, rien n'aurait été plus facile que de rétablir nos principes dans leur détail en réponse à des divagations malintentionnées. Cependant, contre ma coutume, je préférerai laisser dire, me taire et prier le temps de courir : il s'est chargé de tout remettre en place. J'ai été dépassé et comme submergé par le murmure universel contre la plus grande alliance de la République.

Ce murmure hostile est exagéré. La véritable alliance anglaise, l'alliance qui a fonctionné n'est pas sortie de la volonté des hommes, mais de la force des choses. En 1905, Londres avait formellement offert son concours contre Berlin, et Paris l'avait refusé. En 1914, à deux jours de la déclaration de guerre, le roi George V faisait la même réponse négative à l'appel au secours de M. Poincaré<sup>9</sup>. Rien de décisif n'était donc réglé à l'heure tragique.

---

<sup>9</sup> Raymond Poincaré, 1860–1934, ministre de l'Instruction publique et des Finances dans divers gouvernements. Il fut partisan d'une laïcité sans anticléricalisme, ce qui l'éloigna des gouvernements radicaux et socialistes et en fit une figure des modérés, la droite républicaine. Durant l'affaire Dreyfus, il adopta une attitude très prudente puis se rallia finalement au camp dreyfusard. Sénateur de la Meuse, président du Conseil entre janvier

Les hommes avaient échoué deux fois en neuf ans. Qu'est-ce qui emporta l'intervention anglaise ? Une chose. Une chose qui ne dépendait ni de Londres, ni de Paris : l'invasion de la Belgique. Les Anglais n'ont réagi qu'ensuite. Comme nous, ils avaient subi l'événement. Or, si notre diplomatie (la plus intéressée des deux à l'effort), avait été assez ingénieuse, manœuvrière et puissante pour effacer le piteux souvenir de 1905 et décider nos amis à proclamer leur alliance avec nous dès le 31 juillet, il y a gros à parier que la guerre n'eût pas éclaté. La guerre finie, leur butin maritime et colonial une fois prélevé par nos compagnons d'armes, nous avons accepté toutes leurs fantaisies sans parvenir à faire durer l'amitié entre nous. Ce que la force et la nécessité avaient fait, une autre nécessité, une autre force obscure et brute le défait donc. Et des hommes pensants le permettent ! Est-il rien de plus inhumain ?

Devant l'Angleterre plus encore que devant le reste du monde, les vices publics de notre administration, conséquences d'un gouvernement faible et court, nous ont fait perdre l'autorité dérivée de notre prestige militaire, de notre expérience de l'Europe politique et jusqu'aux avantages de cette vivacité d'esprit que nos alliés reconnaissent en contraste avec leur lenteur. Sauf en ce qui touche directement à l'économie de son empire maritime universel, l'Angleterre paraît insensible à tout ordre de faits qui n'est point perpendiculaire ou tangent au bout de son nez. À ce signe on discerne un peuple gardé par la mer ! Nos risques naturels nous ont faits moins flegmatiques et plus prompts aux affaires d'Europe. Sur le continent, il nous appartenait de marcher en avant comme des éclaireurs et des guides. C'est le rôle naturel de la France. Il lui semble interdit tant qu'elle est enchaînée au chariot mérovingien de la démocratie.

On y perdra des deux côtés. En ce qui concerne notre pays, la réforme qui s'impose n'est pas douteuse : comme pour l'empire colonial, comme pour la marine un changement de régime est le seul correctif capable de redresser nos rapports avec l'Angleterre. Le mal est immuable si l'institution qui le cause ne bouge pas.



Mais la guerre et la paix ont porté des leçons plus topiques encore dans la ligne que nos considérations indiquaient.

D'abord, nos révolutionnaires n'ont cessé de le ressentir et de le dire, la victoire de la France a été due aux causes et aux moyens de la réaction.

---

1912 et janvier 1913, il avait été élu à l'Académie française dès 1909. Président de la République entre 1913 et 1920, il est l'un des artisans de l'Union sacrée. Il redeviendra président du Conseil de 1922 à 1924 et de 1926 à 1929. (N.D.É.)

Des maîtres du régime aussi qualifiés que M. le professeur Aulard<sup>10</sup> en sont tombés d'accord « Chez toutes les nations victorieuses la guerre a été gagnée par des procédés de dictature conservatrice. . . Partout, on a, pour ainsi dire, rétabli provisoirement et en vue de l'effort militaire l'ancien régime<sup>11</sup> ». Assurément, tous les Français, tous les Alliés sans distinction de parti ont combattu pour vaincre, mais une seule doctrine française ou alliée a été appliquée jusqu'à la victoire : la doctrine qui s'opposait à la tradition de Danton et de Gambetta.

L'esprit démocratique a servi pendant la guerre à colorier des harangues inopérantes puis à orienter des négociations désastreuses. L'esprit contre-révolutionnaire a imposé la dictature d'un général en chef<sup>12</sup> au moment de la Marne, la dictature d'un civil<sup>13</sup> au moment de la grande péripétie décisive et, d'un bout à l'autre, la censure de la presse, le discrédit des assemblées, le travail à huis clos des commissions, les comités secrets, la suppression des réunions publiques, le silence méthodique et volontaire de l'opinion, l'autonomie presque exagérée du pouvoir militaire (mais l'incompétence du pouvoir politique y contraignait), parfois l'état de siège, souvent la suppression de la liberté individuelle. Contre-épreuves : quand un ministre trahissait comme Malvy, ou pataugeait comme Painlevé, il invoquait les directives démocratiques ; lorsqu'il s'appliquait au travail de la guerre et s'efforçait d'y rallier des citoyens récalcitrants, ce ministre, s'appelât-il Albert Thomas et fût-il mandaté par le parti socialiste unifié, ne craignait pas de déclarer qu'il n'y avait « pas d'égalité en temps de guerre » ; il abaissait le formulaire du désordre devant les besoins du pays.

L'intérêt national était d'un côté, le régime de l'autre. On admirera un jour ce partage. Eh ! quoi, pour que la République se pliât à l'*essentiel* du service de la nation, aux nécessités strictes de son *salut*, il a donc fallu lui donner les lois, les mœurs, les procédures du régime opposé ! Dans une crise de vie ou de mort, ce régime ne servait donc pas la nation par ses propres moyens ! À quoi sert-il alors ? Et que sert-il ? Nous nous sommes réjoui du très patriotique effort que des hommes tentèrent pour corriger et tempérer un principe naturellement vicieux. Le président de ce régime de partis, M. Poincaré, eut le sens, l'honneur, la vertu de proposer et de faire

---

<sup>10</sup> Alphonse Aulard, 1849–1928, historien radical-socialiste qui fut le premier titulaire de la chaire d'Histoire de la Révolution française à la Sorbonne. Grand admirateur de Danton, il est aussi l'auteur d'un ouvrage de référence sur *Paris sous le Consulat*. C'est lui qui inventa la formule fameuse selon laquelle la République était « plus belle sous l'Empire » que sous la République conservatrice des années 1880. (N.D.É.)

<sup>11</sup> *Le Pays*, du 25 juillet 1919.

<sup>12</sup> Joffre. (N.D.É.)

<sup>13</sup> Clemenceau. (N.D.É.)

adopter dès le premier jour son système d'*union sacrée* par lequel tout parti s'oublia dans la France. Mais c'était désavouer l'esprit du régime. On ne pouvait mieux renverser la République dans les cerveaux.

Tout ce que la guerre eut d'heureux l'ayant été dans la mesure de l'influence de l'esprit réactionnaire, l'intervention et le dosage de l'élément républicain ou révolutionnaire ayant aussi mesuré exactement le revers, la même relation devait se retrouver dans l'heur et le malheur du traité de paix. Elle s'y retrouva en des proportions différentes si le bien y fut national et le mal démocratique, notre dose de fortune et d'infortune ne fut pas la même que sur les champs de bataille. Nous avons eu la gloire, nous aliénâmes le profit, par des motifs qui tiennent soit à l'économie soit à la théologie du régime. La langue française a perdu son vieux titre de langue de la diplomatie ; ce fait consacre l'affaiblissement de la France depuis cent trente ans d'évolution démocratique ; mais, quand elle a réclamé son « privilège », il a été trop facile de lui répondre : « — Eh ! quoi, y en a-t-il en démocratie ? Que faites-vous de l'égalité des grands peuples ? » L'échec de la paix séparée, celui des négociations du prince Sixte<sup>14</sup> et des nobles ouvertures du roi d'Espagne relèvent aussi d'un préjugé anti-autrichien qui fait corps avec l'esprit de la République. Le respect de l'unité allemande porte le même caractère, de même origine, reconnu aussi par M. Aulard<sup>15</sup>. Pareillement, le goût des carnages désintéressés, de la guerre qui ne paie pas. Pareillement, et de façon plus générale, l'imprévision, l'inexpérience, le manque de suite et de lien entre les hommes et les idées : la consommation de ministres des Affaires étrangères, de la Guerre et de la Marine n'a pas diminué devant le tapis vert des conférences. Mêmes causes, mêmes effets, mêmes noires erreurs maculés d'un beau sang : elles en demeurent avides puisqu'elles font les fières et ne regrettent rien.

Ainsi les adversaires de ces erreurs ont-ils le droit de rappeler que les monarchistes français ayant prévu « *la grande guerre de destruction tenue en suspens, qui devait éclater un jour ou l'autre* »<sup>16</sup>, et ayant déclaré à la même date qu'entre l'Angleterre et l'Allemagne « *il ne restait plus que nous dans la zone de liberté dangereuse* »<sup>17</sup>, les mêmes écrivains, dès la première victoire de septembre 1914, et même auparavant, avaient déjà tracé au jour le jour la ligne claire et nette de ce qu'il fallait faire : *la dissociation de l'Allemagne*, et

---

<sup>14</sup> Les princes Sixte et Xavier de Bourbon-Parme ont joué un rôle important dans la proposition sans suite de paix séparée faite par l'Autriche aux Alliés en 1917. (N.D.É.)

<sup>15</sup> *Le Pays*, du 19 février 1920.

<sup>16</sup> *Kiel et Tanger*, p. 89 de la présente édition.

<sup>17</sup> *Ibid.*

de ce qu'il fallait éviter : *le démembrement de l'Autriche*<sup>18</sup>. On ne les a pas écoutés. Le public le déplore. Parmi le personnel régnant combien sont assez forts et sages pour penser comme le public ?

On ne saurait porter à l'*avoir* du régime ni décompter de nos prévisions d'avant-guerre qu'un épisode heureux : l'intervention du royaume d'Italie. On avoue qu'elle s'est produite en dépit de l'opinion libérale et parlementaire de la péninsule, qu'elle a résulté d'un recours au roi formé par l'instinct populaire<sup>19</sup>, qu'elle traduisait une opinion nationaliste dont les chefs ont été longtemps comptés pour des amis, on disait même des « disciples » de *L'Action française* (mais ce qu'ils tenaient de nous venait uniquement de ce qu'ils étaient nés après nous, l'histoire de leur *Risorgimento* nous ayant beaucoup renseignés et aidés nous-mêmes). Tout cela n'ôte rien à l'importance et à la valeur de l'heureuse intervention inespérée. Le beau et long effort de M. Barrère<sup>20</sup> demeure ce qu'il est. Tous les patriotes l'en loueront avec nous. Nous nous réjouissons de nous être trompé de ce côté-là. Nous eussions souhaité que le régime fût en état de nous faire un plus grand nombre de bonnes surprises pareilles et de nous donner beaucoup de démentis de ce poids ! Ce fut le seul. Car l'affaire roumaine a été trop gâchée, avant, pendant et après : la République n'a pas lieu de s'en faire gloire.

Ici se pose la même question que pour la liaison avec l'Angleterre, mais en termes plus graves : comment ces alliances ont-elles si peu duré dans leur première forme amicale ? On s'est séparé ou peu s'en faut ; on s'est fâché ou presque : alors qu'il aurait fallu donner de part et d'autre un exemple éclatant de fidélité, d'entr'aide, de magnificence. L'obstacle wilsonien<sup>21</sup> ? C'était une raison de plus ! Il ne serait pas équitable de supposer qu'on n'ait pas formé à Paris le rêve idyllique et pratique d'union latine perpétuelle : on n'a pas su et l'on n'a pas pu l'accomplir. Quant au vrai sentiment français, il ne s'est pas traduit, car nous étions en République c'est-à-dire inorganisés. La preuve de cette assertion ressortira du simple fait qu'on ne s'est pas brouillé avec Rome

---

<sup>18</sup> Tout ceci est tributaire de l'œuvre de M. Jacques Bainville depuis *Bismarck et la France*, en 1906, *l'Histoire de deux peuples*, en 1915, *l'Histoire de trois générations*, en 1917, *Les Conséquences politiques de la paix*, en 1920. Voir *Les Tronçons du serpent* de M. Louis Dimier.

<sup>19</sup> Voir *La Guerre et l'Italie*, par Jacques Bainville.

<sup>20</sup> Camille Barrère, ambassadeur de France près le Quirinal de 1897 à 1924. (N.D.É.)

<sup>21</sup> Allusion au président américain Thomas Woodrow Wilson, 1856-1924, président démocrate des États-Unis de 1913 à 1921. Il est surtout connu pour son discours en quatorze points dont il imposa les principes idéalistes pour procéder au règlement du conflit au sortir de la Première Guerre mondiale. (N.D.É.)



pour Vienne ou pour Berlin, qui en eussent valu la peine : Fiume<sup>22</sup>, quelle pitié !

Perdre, après la victoire, de telles amitiés et s'être assez trompé sur les inimitiés pour laisser démembrer l'Autriche et pour aider à resserrer l'unité de l'Allemagne du nord, il semble qu'une telle politique extérieure se juge elle-même. Il ne reste qu'à souhaiter que la vie évolue avec assez de faveur pour permettre un redressement avant l'échéance de la catastrophe nouvelle !



Il y a des pays où la faute a été rapidement suivie de la peine : ainsi la débâcle de l'œuvre de M. Wilson est complète dans sa patrie, lui-même n'y existe plus. En Europe il avait été populaire en tant qu'ami et allié, bien entendu, mais aussi comme chef d'un formidable pouvoir personnel : c'était l'homme de qui tout dépendait, un pape-césar<sup>23</sup>. Quel langage parlait aux imaginations ce professeur promu despote ! Comme les hommes de 1750, de 1799, de 1848, il a voulu utiliser le despotisme pour la liberté : toquade napoléonienne et raté napoléonien ! Cet autocrate libertaire aura sauvé l'Allemagne et tué la Paix.

À peine eut-il le dos tourné qu'une œuvre de contre-révolution s'ébaucha spontanément partout où il avait agi, et c'est le mouvement qui ne cesse de gagner en force à l'heure où j'écris. L'Entente<sup>24</sup> en est réduite à interdire aux peuples de disposer d'eux-mêmes en faveur de telle ou telle dynastie. Cela permettra un jour à Berlin de se faire le centre d'une renaissance de l'ordre. Postés à Vienne ou à Budapest, nous aurions dû empêcher le germanisme et la révolution, qui avouaient leurs vieilles affinités, de prendre de nouveau le masque. On enrage de voir recommencer une comédie grossière. Mais, vue de Sirius ou d'Orion, la Turquie est bien intéressante et la Hongrie l'est davantage. Le cycle est déjà achevé dans la Grèce<sup>25</sup> constantinienne où, par la faute des Alliés, les oscillations avaient été plus courtes qu'ailleurs.

---

<sup>22</sup> En 1920, Gabriele D'Annunzio a occupé la ville de Fiume, qui ne faisait pas partie de l'Istrie annexée par l'Italie après la Première Guerre mondiale et y a créé l'éphémère Régence italienne de Carnaro, à laquelle succéda l'État libre de Fiume. La ville fut annexée par l'Italie en 1924 après la signature d'un traité avec la Yougoslavie. (N.D.É.)

<sup>23</sup> Wilson fut le premier président américain à s'adresser personnellement au Congrès depuis plus d'un siècle, il engagea des réformes qui assirent la puissance de l'État fédéral et de l'administration comme la création de la Réserve fédérale, de plus son prestige personnel et la puissance des États-Unis au sortir du conflit lui assurèrent une prééminence certaine dans les relations internationales. (N.D.É.)

<sup>24</sup> L'alliance de l'Angleterre la France et de la Russie officialisée en 1914 sous le nom de Triple-Entente. En 1921 elle se survit encore : la Russie en est bien évidemment détachée depuis la révolution bolchevique, et l'Italie s'y est jointe depuis 1915. (N.D.É.)

<sup>25</sup> La Grèce commença la lutte pour son indépendance en 1821. En 1830 elle devint indépendante et les puissances européennes lui imposèrent une dynastie bavaroise en la

Chacun se rappelle cette série d'événements où l'attitude du gouvernement d'Athènes semblait contredire la doctrine d'après laquelle l'hérédité monarchique fait des rois les premiers patriotes de leur empire : les lettres de Sophie de Grèce<sup>26</sup> semblaient en désaccord si vif avec l'intérêt et le sentiment d'une nation grecque ! Puis le sang français répandu sur la Colline des Nymphes et sous le monument de Philopappos montra que la Prussienne n'était pas isolée là-bas. Elle n'y manquait certainement pas de soutiens. La situation s'étant embrouillée et tendue encore, l'hérédité fournit à ce curieux pays un moyen idéal de tout ménager, peuple, roi, dynastie, Entente même, de tout sauvegarder et de tout recouvrer, par un simple changement dans la succession princière<sup>27</sup>. Mais un coup du hasard ayant fait

---

personne du roi Othon. Impopulaire, ayant fait face à plusieurs soulèvements, Othon est destitué après un coup d'État aidé par l'Angleterre en 1862 et remplacé en 1863 par un prince Danois qui prend le nom de Georges I<sup>er</sup>, plus libéral, qui après avoir étendu territorialement la Grèce est assassiné à Salonique en 1913. Son fils Constantin lui succède. C'est de lui et de sa femme Sophie qu'il est question dans les lignes qui suivent. Constantin abandonnera définitivement le pouvoir en 1922 au terme d'un processus engagé dès la guerre et auquel Maurras va faire allusion. (N.D.É.)

<sup>26</sup> Sophie, épouse de Constantin I<sup>er</sup> était née princesse prussienne et était la sœur de l'empereur Guillaume II. (N.D.É.)

<sup>27</sup> Pendant la Première Guerre mondiale Constantin I<sup>er</sup>, plutôt germanophile, essaya de conserver la neutralité de la Grèce tandis qu'une partie de la population et la classe politique se prononçaient en faveur des Alliés. Il s'opposa alors à son premier Ministre Eleftherios Venizelos. Ce dernier organisa même un gouvernement provisoire rival à Thessalonique. En octobre 1915, le roi renvoya son premier Ministre et favorisa l'attaque bulgare contre la Serbie. Après avoir tenté une dernière conciliation auprès du souverain qui refusa de le recevoir, Venizelos quitta Athènes pour retourner dans sa Crète natale.

En novembre, il organisait cependant à Salonique un gouvernement provisoire rival du gouvernement fidèle au roi mené lui par Spyridon Lámpros. Ce fut l'*Ethnikos Dikhasmos*, le « Grand Schisme ». Venizelos était soutenu par la partie nord du pays et l'Entente. Une flotte franco-britannique, occupait la baie de Salamine pour faire pression sur Athènes à qui divers ultimatums successifs, concernant principalement le désarmement de l'armée grecque, furent envoyés. Nicolas II refusait cependant que Constantin fût déposé.

Le 1<sup>er</sup> décembre 1916, le roi Constantin céda aux exigences de l'amiral français et les troupes débarquèrent à Athènes pour s'emparer des pièces d'artillerie demandées. L'armée fidèle à Constantin s'était secrètement mobilisée et avait fortifié Athènes. Les Français furent accueillis par un feu nourri. Le massacre des soldats français fut surnommé les « Vêpres grecques » en référence aux Vêpres siciliennes. Le roi félicita son ministre de la guerre et le général Dousmanis.

L'Entente n'agit pas tout de suite. La Russie, mais aussi l'Italie, hésitaient. Ce ne fut que le 11 juin 1917 que l'abdication de Constantin fut exigée. Le 12 juin, sous la menace d'un débarquement de 100 000 hommes au Pirée, il la signa en son nom et au nom de son fils aîné Georges. Son second fils Alexandre monta sur le trône. (N.D.É.)

disparaître trop tôt un prête-nom commode<sup>28</sup>, le roi Constantin en personne fut rappelé et M. Vénizelos, dont le tour d'exil arrivait, se borna à présumer que Constantin, au pis aller, serait bien obligé de conserver tout ce dont le ministre déchu avait arrondi l'héritage national et royal. Cela était dit en termes si crus que l'interlocuteur français de l'illustre Crétois y reconnut loyalement le son même de nos idées<sup>29</sup>.

Voilà donc qui boucle la boucle<sup>30</sup>. On nous permettra de dédier l'historiette à un instable ami royaliste à qui chaque courrier d'Athènes donna du vague à l'âme tout le long de l'été de 1916. Il avait raison d'en souffrir pour la France. Il avait tort de douter des leçons de l'histoire et des analyses de la raison. Patience, que diable ! La même année, un grand poète patriote nous disait qu'une relecture de la *Réforme intellectuelle et morale*<sup>31</sup> l'avait déçu. C'est qu'il cherchait à contre-temps. Il y a moment pour observer et moment pour conclure : l'heure où les sorts se débattent n'est pas l'heure où se forment les décisions. La nature des choses comporte un commencement, un milieu et une fin. Attendre la fin, c'est le conseil du fabuliste. Il faut, en la guettant, la discerner et la comprendre. Il y a des sujets sur lesquels depuis des temps variables on ne cesse de nous faire l'honneur de redire : « Combien vous avez eu raison ! » Sur les mêmes sujets peu auparavant l'on était venu s'informer auprès de nous en grand mystère du degré de notre sérieux. Si, bien tâté, nous résistions, on insinuait « Tout de même ne craignez-vous d'avoir fait quelque erreur ? » Hé, non, c'était trop difficile.

Le sceptique paresseux ou intéressé dira qu'ainsi tourne la roue du monde. Mais ses révolutions se font en un sens qui ne tourne pas. Cette roue a des rayons stables, des crans d'arrêt cent fois notés. Naturellement, l'observateur est un homme faillible qui peut se méprendre. Encore faut-il distinguer entre les salubres vérifications de l'intelligence et l'instabilité des nerfs. On rectifie

---

<sup>28</sup> En octobre 1920, Alexandre I<sup>er</sup> mourut. Lors des élections législatives de novembre, Eleftherios Venizelos subit une défaite électorale. Constantin revint sur le trône en décembre après un référendum agité.

Constantin dut abdiquer, définitivement et réellement cette fois, en 1922, après la défaite grecque en Asie Mineure et le coup d'État du colonel Nikolaos Plastiras. Son fils aîné Georges lui succéda et devint Georges II. (N.D.É.)

<sup>29</sup> « VÉNIZÉLOS. — Le roi, pressé par les intérêts du pays, n'a que rarement les idées du prétendant. Je l'ai bien vu avec Alexandre. . .

ÉMILE BURÉ. — Prenez garde, Monsieur le Président, le fier démocrate que vous êtes vient d'apporter son témoignage au royaliste Maurras qui prétend que, sur le trône, les rois se nationalisent ! » (*L'Éclair*, du 8 février 1921.)

<sup>30</sup> Naturellement, la victoire des Turcs pourrait la rouvrir. Mais ceci est une autre histoire.

<sup>31</sup> *La Réforme intellectuelle et morale de la France*, ouvrage d'Ernest Renan, 1871. (N.D.É.)

le faux. On enregistre le vrai qui se confirme, mais surtout on n'attend pas pour le confesser qu'il se soit manifesté par des coups de foudre ou par des secousses sismiques. La vérité politique ressemble à la poudre explosive que le chimiste annonce et définit parce qu'il la connaît. Cependant elle dort et ne fait rien sauter. Le vulgaire badaud répète : « Non, voyez, ça ne saute pas. . . » Ne nous amusons pas à le faire sauter pour voir, car le malheureux saute plus souvent qu'à son tour.



Les politiques fanfarons qui décrétèrent en 1918 la chute des monarchies dans l'Europe centrale sont obligés de mesurer plus exactement ces forces de l'histoire et de la nature.

Guillaume II fut un souverain médiocre et funeste, qui a régné sur des peuples bien surfaits. Cependant l'organisation qu'il présidait engendra une somme énorme de puissance par le simple fait de l'unité, de l'hérédité et de la tradition du commandement.

On ne saurait exagérer le poids historique de ses fautes personnelles. La plupart ont été capitales. Ayant résisté vingt ans à la faction de la guerre, il n'a pas su conserver un tel avantage. À peine l'avait-il perdu qu'il a fédéré l'univers contre lui dans des conditions qui ressemblent au suicide d'un État et d'une nation. Ainsi, défauts, travers, vices et crimes, l'empereur aura incarné tout son peuple. N'importe : dans l'égale abjection des personnes, sujets et chef, cette pyramide de légitimisme prussien et de nationalisme germain portée par leurs vassaux austro-hongrois et turcs et les vassaux de leurs vassaux disposait de deux éléments essentiels de la résistance et de l'action : base équilibrée, pointe de convergence. Le ciment de cette barbarie armée et systématisée aura tenu quatre ans contre les forces du reste du monde, et dans le rapport d'un seul contre sept ou huit, peut-être neuf et dix adversaires. La guerre donne donc une idée très basse de l'esprit politique du peuple allemand, mais élève très haut la valeur organique de toute royauté, la valeur dynamique d'un sentiment national qu'elle discipline.

Trois ans de fausse république allemande établissent que les bienfaits du nationalisme royal ont survécu là-bas à la Révolution. Aussi travaille-t-on à liquider celle-ci. On rêve de quelque Régence éliminant le mauvais prince et ramenant le principat.

Telle est la vigueur monarchique. Il serait vain de prétendre la dénigrer au point de vue de la morale pure. L'honneur de la monarchie est intact. Ni l'abjection de Guillaume II ni celle de Constantin ne font pâlir la dignité chevaleresque d'Albert <sup>32</sup>, ce sauveur de l'occident, ni la bonne grâce et

---

<sup>32</sup> La conduite d'Albert I<sup>er</sup> de Belgique lors de la Première Guerre mondiale lui valut le surnom de « roi soldat » (N.D.É.)

la charité d'Alphonse d'Espagne, ni la bravoure d'Alexandre de Serbie et d'Emmanuel d'Italie. On ne peut oublier non plus l'amour de la paix qui guida les pensées de Charles d'Autriche ni la foi de ce pauvre tzar qui nous fut toujours conservée.

Mais, s'ils rendent justice à la Couronne chez l'ennemi, chez l'allié et chez l'ami, les Français n'éviteront pas le souvenir de leurs propres rois, qui, pour être des morts ont aussi combattu et agi en notre faveur. Nous devons à Louis-Philippe la constitution d'une Belgique, à Louis XVI l'amitié séculaire des États-Unis ; le lointain Louis XIV n'est pas étranger à notre sécurité du côté des Pyrénées. Cependant, il faut être simple citoyen pour dire cela des rois de France : nulle parole officielle française ne leur a exprimé la moindre reconnaissance. Ceux qui y prendront garde ne s'en laisseront plus conter sur la valeur éthique du régime républicain : idéalisme, esprit de justice ou sentiment du droit, quelles simagrées !

Pourtant, ces morts royaux ont précisément un mérite qui a fait défaut au régime vivant. Leur ouvrage historique représente à peu près le seul concours extérieur qui ne nous ait pas été apporté par le jeu naturel de la force des choses ou de la sottise ennemie : le seul que des mains françaises aient véritablement formé et modelé en notre faveur. Royales mains défunes, ensevelies et décharnées depuis longtemps ! Notre État, sans cœur ni cerveau paraît avoir aussi perdu ces mains d'ouvriers capables de tailler la figure d'une politique à long terme : il peut être agité au dedans, mais au dehors, il est manchot.

Du temps où dix départements étaient envahis, quand nos armées tenaient et résistaient glorieusement, une obsession ne nous quittait guère

« — *Cela va bien*, disions-nous et imprimions-nous sans relâche, *et cela ira bien ainsi tant que nous serons attaqués et envahis, car l'agression contient en elle-même une direction, elle ne permet pas de trop hésiter ni de trop diviser l'effort ; il suffit de vouloir ; l'unité est fournie par la nécessité d'une riposte convergente à l'assaut ennemi : quand nous subissons ainsi l'autorité de l'agresseur envahisseur et la monarchie de sa guerre, c'est, au fond, le règne indirect de la monarchie de Guillaume II. La vraie difficulté commencera pour la République quand l'ennemi qui la dirige sera vaincu et que nous serons sur le Rhin. Car alors il faudra qu'elle tire de son fond une pensée, une volonté, une direction. En a-t-elle ? Ou la guerre offensive traduira une visée politique ; ou, en pleine victoire et avant l'entière victoire, elle s'arrêtera d'elle-même sans rien finir.* »

Ce ne sont pas là des supputations inventées après coup, selon que tourne l'événement. On les a relevées sous notre plume à tous les moments de la guerre, chacun peut aller les relire. Nous ne tirons aucune gloriole de ces

calculs élémentaires : ni la nature qui les vérifie, ni la raison qui les découvre ne pouvait s'y prendre autrement.

En effet, l'ennemi en retraite, un genre d'effort relativement simple était terminé. Du moment que l'envahisseur sortait du pays, il ne pouvait plus être question de se borner à répondre au choc par le choc réflexe. L'habileté des chefs militaires, la bravoure des troupes ne suffisaient plus. Il fallait au gouvernement civil un but autre que la défense, une politique de guerre, il lui fallait des desseins, un plan, des méthodes pour mettre l'ennemi hors de cause et l'empêcher de nuire à l'avenir. Cela supposait une vue ferme de l'Europe et du monde, de mûres réponses aux problèmes posés par l'unité de l'Allemagne, les nationalités autrichiennes, le branlant trépied polonais. Il fallait dès 1914 ou 1915 avoir pensé là-dessus quelque chose de défini, de souple et, dans la série des combinaisons possibles, avoir fait des choix motivés. Grave sujet, grave affaire ! Déploiement de pensée et de volonté prévoyante considérable ! L'opération requérait un pouvoir établi, ancien, unifié, fonctionnant à l'image d'un cerveau, capable de substituer à l'acte féminin et passif de la résistance un principe mâle d'initiative et d'action. Cette opération passait les ressources d'un gouvernement populaire et du régime des partis.

Pourquoi ? Les partis sont divers, les peuples sont ignorants, les uns et les autres sont menés, ils ne mènent pas ; plusieurs hommes, plusieurs chefs, plusieurs plans n'en valent pas un, et leur politique toujours discutée, jamais continuée, ne vise que le présent, mais avec ses passions ou ses sentiments plus qu'avec l'idée complète de son destin. Nous avons manqué d'une tradition et d'un chef : l'une nourrie de la sagesse du passé, l'autre pensant un avenir. Il n'y a point d'action humaine libre et heureuse sans ces deux guides. Vieilles vérités que l'esprit a toujours déduites de la connaissance des hommes et du jeu de leurs intérêts. Vues et dites avant l'expérience elles nous en reviennent aggravées d'affreux souvenirs.

C'est en 1896 que le raisonneur de M. Anatole France répondait au rêveur officiel : « *Tu sais bien que nous n'en avons pas, de politique extérieure, et que nous ne pouvons pas en avoir.* » En 1921, ces mots répercutent la plainte de ceux qui sont morts pour rien ou pour trop peu de chose. Puisse la vérité qu'elle enseigne suggérer la restauration générale capable de les apaiser !

Prenez, lisez *Kiel et Tanger* ! Je l'écris hardiment. Jamais le vieux volume n'aura été capable de rendre plus de services. Tant de républicains inquiets se cherchent ! Serons-nous désormais le « peuple assisté » ? Si les empires environnants se renforcent, négligerons-nous de nous raffermir ? S'ils se désarticulent, laisserons-nous passer l'occasion d'incomparables prospérités ? Voici la réponse à bien des questions. Voici l'esprit de notre histoire et le nerf du salut public. La double et chétive anecdote qui fait le fond de *Kiel*, perte

de M. Delcassé, mauvais départ de M. Hanotaux<sup>33</sup>, introduit au système de causes, de raisons et de lois plus qu'humaines qui joua contre nous et qui peut rejouer pour nous.

---

<sup>33</sup> Gabriel Hanotaux, 1853–1944, étudia à l'École des chartes, et devint maître de conférences à l'École pratique des hautes études en 1880. En 1879, il intégra les cadres du ministère des Affaires étrangères comme secrétaire-adjoint et gravit un à un les échelons de la carrière diplomatique. Il fut notamment secrétaire d'ambassade à Constantinople.

Il est élu député de l'Aisne en 1886 mais est battu en 1889. Il milite dans le camp républicain au côté de Léon Gambetta et de Jules Ferry, dont il sera le chef de cabinet lorsque celui-ci est nommé président du Conseil en 1890.

Le 31 mai 1894, il devient ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement de Charles Dupuy. Il le demeure jusqu'au 14 juin 1898 avec toutefois une interruption durant le gouvernement Alexandre Ribot du 26 janvier au 2 novembre 1895. Méfiant à l'égard de l'Angleterre, il s'attache à créer un bloc continental européen capable de rivaliser avec elle en établissant une alliance solide entre la France, l'Allemagne et la Russie, et combat sans relâche la volonté de revanche contre l'Allemagne. L'affaire Dreyfus rendra ces efforts illusoires.

Il est à nouveau ministre des Affaires étrangères de 1896 à 1898 dans le gouvernement Jules Méline. Il s'attache à resserrer les liens entre la France et la Russie, et accompagne le président Félix Faure en visite officielle à Saint-Petersbourg. L'incident de Fachoda en 1898 est directement lié à sa politique africaine et à sa défiance à l'égard de l'Angleterre.

Délégué de la France à la Société des Nations de 1920 à 1923, il s'oppose notamment à l'admission de l'espéranto comme langue de travail de la Société. (N.D.É.)





# Introduction

Les incidents européens de 1905 qui ont déterminé la démission de M. Delcassé et la crise qui dure encore ont fourni le sujet de commentaires infinis. Mais personne n'en tire le véritable enseignement. On évite d'en établir les causes historiques. On ne désigne pas les hommes, les partis et les institutions qui en sont responsables chez nous. C'est pourquoi, jusqu'ici, tous les discours tenus sur ce sujet n'ont servi de rien au pays.

Ceux qui préfèrent se décharger sur les caprices du hasard ou sur les pièges du destin se contentent de soupirer : — *C'est Moukden*<sup>34</sup> ! Ils entendent par là tout ramener à ce seul fait, d'ailleurs certain, que la défaite russe en Asie, dégageant l'Allemagne sur la Vistule, nous affaiblissait sur le Rhin.

M. Rouvier<sup>35</sup> avait des larmes dans la voix quand il produisait cette excuse devant la Chambre : il était président du Conseil depuis quelques mois et ministre depuis quatre ans ; ce n'était pas sa faute, c'était la faute de Moukden.

Des esprits passionnés, et toujours prêts à mettre en cause les personnes, se sont bien rendu compte qu'il ne fallait pas s'exagérer l'excuse de Moukden ; mais, en la rejetant, ils ont couvert d'injures M. Delcassé et sont tombés à

---

<sup>34</sup> Aujourd'hui Shenyang. La prise de la ville par les Japonais en mars 1905 durant la guerre russo-japonaise fut décisive et détermina la défaite russe. (N.D.É.)

<sup>35</sup> Maurice Rouvier, 1842–1911, d'abord journaliste proche de Gambetta, puis banquier. Député des Bouches-du-Rhône puis des Alpes-Maritimes, sénateur, il est plusieurs fois ministre, en charge du commerce, des colonies, des finances. Président du Conseil à trois reprises, les deux dernières consécutives : du 30 mai au 4 décembre 1887, du 24 janvier 1905 au 18 février 1906 et du 18 février au 7 mars 1906. Ce fut l'un des partisans acharnés de l'instauration d'un impôt sur le revenu. (N.D.É.)

bras raccourcis sur M. Combes<sup>36</sup>, M. Jaurès<sup>37</sup>, ou M. Hervé<sup>38</sup>, qui, du reste, ne se sont jamais mieux portés que depuis ce déluge de violences irréfléchies.

Les plus philosophes sont allés jusqu'à incriminer la politique radicale ou socialiste, internationaliste ou pacifiste. *C'est la faute de la gauche*, crie la droite à satiété. Et le centre : — *C'est la faute à la gauche extrême !*

Ces dernières explications, les seules qui tiennent, ne manquent pas de force apparente. Un ministère de vieux républicains, ceux qu'on appelle les

---

<sup>36</sup> Émile Combes, 1835–1921. D'abord séminariste, docteur en théologie, il perd la foi et devient médecin. Maire de Pons dès 1876, puis sénateur de la Charente-Inférieure en 1885 il devient président de la Gauche démocratique. Il entre au ministère de l'Instruction publique en 1895. En 1902, il est désigné président du Conseil et mène alors une politique fortement anticléricale, qui mènera en 1905 à la loi de séparation des Églises et de l'État. Mais il démissionne avant la promulgation de la loi en 1905, suite à l'affaire des fiches. Il est ensuite président du Parti radical en 1911 et 1912, ministre d'État dans le gouvernement d'Union nationale en 1915, restera maire de Pons jusqu'en 1919 et sénateur jusqu'à sa mort en 1921. (N.D.É.)

<sup>37</sup> Jean Jaurès, 1859–1914, d'abord professeur de philosophie à Albi puis à Toulouse, il est élu député du Tarn en 1885. Il siège alors parmi les opportunistes et n'évolue que lentement vers le socialisme. En pleine affaire de Panama éclate la grève de Carmaux, durement réprimée. Jaurès prend parti pour les grévistes dans ses articles enflammés de *La Dépêche*, ce qui lui vaut d'être élu député lors d'une élection partielle qui est une conséquence indirecte de la grève. C'est alors qu'il devient le leader socialiste que l'on connaît, appuyé sur les ouvriers de sa circonscription et les vigneron du midi. Durant l'Affaire, Jaurès est d'abord anti-dreyfusard, allant jusqu'à condamner la sentence de déportation comme trop douce et soulignant qu'un simple sous-officier aurait été fusillé. Sous la pression de Lucien Herr, des allemanistes et de la jeune génération socialiste, il devient peu à peu l'un des principaux partisans de Dreyfus, écrivant en 1898 *Les Preuves*, qui reste l'un des principaux ouvrages de synthèse en faveur de Dreyfus. Jaurès joue par là un rôle important dans la rupture entre socialistes, s'opposant aux guesdistes généralement anti-dreyfusards. Battu en 1898, il dit prendre conscience des résistances de la société capitaliste et de la nécessité première de la défense du régime républicain, ce qui le conduit à soutenir activement les gouvernements Waldeck-Rousseau puis Combes, à prendre parti contre le cléricisme, et finalement à conduire une action de soutien qui porte plus à gauche qu'auparavant le point d'équilibre du régime. Cette action marque cependant le pas avec l'épuisement du Bloc des gauches après la démission d'Émile Combes. Jean Jaurès est régulièrement réélu député du Tarn jusqu'à son assassinat à la veille de la déclaration de guerre de 1914. En 1911 son intérêt pour les langues régionales, intérêt renouvelé par un voyage au Portugal, le rapprochera sur ce point de Charles Maurras. (N.D.É.)

<sup>38</sup> Gustave Hervé, 1871–1944, homme politique socialiste. Ultra-pacifiste dans les années 1900, il se convertit au patriotisme à l'approche de la guerre. En février 1917, à la demande d'Alice Regnault, il rédige le faux *Testament politique d'Octave Mirbeau* et prononce, sur la tombe du grand écrivain, un discours jugé récupérateur qui scandalise les véritables amis de Mirbeau. Il finira son évolution dans le socialisme fasciste, fondant le Parti de la république autoritaire (PRA, 1925), refondant un Parti socialiste national (PSN, 1927) puis créant la Milice socialiste nationale (MSN, 1932–1933) dont il confiera la direction à Marcel Bucard, ultérieurement chef du francisme. (N.D.É.)

républicains de gauche, et de la plus pure tradition gambettiste, se trouvait en fonctions lorsque la crise a éclaté. Mais, quelles que soient les erreurs propres de ce groupe, et que l'on voit trop bien, la faute principale est infiniment plus ancienne.

Cette faute, non morale mais politique et beaucoup moins personnelle que collective, c'est la droite républicaine qui l'a commise, il y eut tout juste dix ans en 1905, à l'époque où la gauche en supporta le plus rude effet. C'est par cette droite républicaine, et par elle seule, que nous avons été égarés dès 1895 dans la direction des impasses ou des abîmes. La cruelle aventure de Tanger demeure un phénomène incompréhensible dès que l'on oublie notre histoire intérieure aux temps de la grande victoire des républicains modérés, les élections de 1893, les présidences de Casimir-Perier <sup>39</sup> et de Félix Faure <sup>40</sup>. Ôtez cette victoire et la qualité des vainqueurs, ôtez les grandes espérances qu'elle conseilla, les erreurs de conduite qui ne pouvaient manquer d'en naître, et vous supprimerez par là même un mauvais engagement de principe, lequel, seul, ou à peu près seul, aura permis la série des déceptions qui nous ont été infligées du dehors, depuis le désastre de Fachoda en 1898, jusqu'à cette « humiliation sans précédent », cette « chose unique dans l'histoire » : le renversement de notre ministre des Affaires étrangères par l'ordre de Guillaume, en cette « année infâme » de 1905.

Un examen rapide, établissant les véritables responsabilités, n'accablera ni les hommes ni les partis. La qualité de monarchiste oblige à garder toujours présente à l'esprit cette forte maxime du comte de Paris, que « les institutions ont corrompu les hommes ». Le prince parlait des voleurs qui, de son temps, commençaient à déshonorer le parlement. Ce sont, ici, d'honnêtes gens, ce sont des personnages de grand mérite. L'institution les a illusionnés plutôt

---

<sup>39</sup> Jean Casimir-Perier, 1847–1907, président de la République (27 juin 1894–16 janvier 1895). Il est le fils d'Auguste Casimir-Perier, 1811–1876, ministre de l'Intérieur dans le gouvernement d'Adolphe Thiers, et petit-fils de Casimir Perier, 1777–1832, ministre de Louis-Philippe. Député de l'Aube en 1876, constamment réélu, bien qu'héritier d'une famille bourgeoise il rejoint les républicains de gauche et fit partie des 363 (voir note 63). Contrairement à une erreur souvent rapportée, le vote de la loi d'exil et son application aux princes d'Orléans n'a eu qu'un rôle de demi-prétexte très secondaire dans sa démission, liée à des circonstances essentiellement politiques et à une violente campagne de dénigrement qu'il subit de la part de l'extrême gauche. (N.D.É.)

<sup>40</sup> Félix Faure, 1841–1899, président de la République de 1895 à sa mort en 1899. Il est surtout connu pour sa mort dans les bras de Marguerite Steinhell. C'est à son propos qu'on rapporte les mots de Clemenceau « il voulut vivre César, il est mort Pompée » et « en entrant dans le néant il a dû se sentir chez lui ». Député du Havre, plusieurs fois sous-secrétaire d'État puis ministre de la Marine, il fut un président de compromis élu avec l'appui d'une partie de la droite après la démission de Jean Casimir-Perier. (N.D.É.)

que corrompus. On se demande seulement par quelle merveille elle aura su leur imposer une si grossière illusion.

Pouvaient-ils vraiment croire, même il y a quinze ans, qu'une République parlementaire changerait de nature du jour qu'ils la présideraient, ou se figuraient-ils que leurs grands desseins politiques deviendraient compatibles avec l'inertie et l'instabilité de la démocratie, du seul fait qu'ils en seraient les ministres ? Étant loyaux républicains, aucun d'entre eux ne se flattait d'un droit personnel et spécial à régir la chose publique. Ils ne comptaient ni sur une grâce de Dieu ni sur la vertu de quelque formulaire mystique, étant libres penseurs de naissance ou de profession. Le fait de résumer ce que la République présentait de meilleur leur valait, par surcroît, la haine des pires. Ils le savaient ; ils n'ignoraient point que cela compliquerait encore leur position et la rendrait plus précaire et plus incertaine : comment s'y fiaient-ils ?

Ils ne s'y fiaient pas, mais n'en couraient pas moins à la rencontre de tous les risques : courageux pour leur compte, téméraires pour leur pays. D'ailleurs, aujourd'hui même, après l'expérience faite, ces messieurs sont prêts à recommencer : que le hasard d'une élection leur rende la chose possible, on reverra ces patriotes, ces hommes d'ordre conspirer de nouveau à la perte de la patrie. Aujourd'hui comme hier ils n'hésiteront pas à appliquer la méthode des gouvernements sérieux, réguliers, continués et stables au régime qui ne comporte ni sérieux, ni méthode, ni continuité, ni stabilité. Ils accepteront un certain statut et voudront gouverner par la vertu d'un autre, de celui même qu'ils auront oublié d'établir.

Si cette confiance, évidemment absurde et folle, n'implique pas quelque chose de criminel, le lecteur en décidera.

J'apporte, quant à moi, une démonstration précise de cette vérité que : *sept ans de politique d'extrême-gauche, les sept ans de révolution qui coururent de 1898 à 1905, firent à la patrie française un tort beaucoup moins décisif que les trois années de République conservatrice qui allèrent de 1895 à 1898.* En se donnant à elle-même l'illusion d'un certain ordre public au dedans et d'une certaine liberté d'action au dehors, la République conservatrice nous a perdus : c'est elle qui nous a placés entre l'Angleterre et l'Allemagne, comprenez entre les menaces de ruine coloniale et maritime ou le risque du démembrement de la métropole.

Ce fait d'histoire constaté, je me propose, en second lieu, de tirer de cette leçon un avertissement pour nos concitoyens. Toutes les fois qu'il se dessine à l'horizon quelque espérance ou quelque chance de réaction conservatrice ou patriotique, le rêve d'une République modérée reprend faveur. Ce rêve se présente avec les apparences de la sagesse. Des réalistes prétendus, et

qui se croient pratiques parce qu'ils ne songent qu'au but immédiat, qu'ils manquent toujours, nous demandent alors d'avoir pitié d'un pis-aller aussi modeste, et le proverbe trivial de la grive et du merle ne manque pas de nous être offert à cette occasion. Je démontrerai, dans ces pages, que ce merle est le plus fabuleux des oiseaux. C'est un introuvable phénix. Ce qu'on nous propose comme « une affaire » est une aventure d'un romantisme échevelé. Il n'y a pas de pire escompteuse de l'irréel que la République conservatrice. Il n'existe pas de chimère radicale ou socialiste, point de voyage dans la Lune, point d'itinéraire au pays de Tendre et d'Utopie qui suppose réalisées un aussi grand nombre de conditions irréelles et d'ailleurs irréalisables. Les vastes entreprises auxquelles serait forcément condamné, à peine maître du pouvoir, tout parti républicain patriote, modéré et conservateur, ne fonderaient sur rien, ne poseraient sur rien, et, faute d'un appui, aboutiraient nécessairement à des chutes nouvelles, mais beaucoup plus profondes.

La profonde erreur de 1895 fut commise assez innocemment pour que, le dégât reconnu, on garde le moyen d'en plaindre les auteurs. Quinze ans plus tard, ni la pitié ni la clémence, ni l'excuse, ne sont possibles. Après la faute immense dont nous subissons encore les contre-coups, toute épreuve de même genre ferait honte à l'esprit politique de notre race. Tout désir, toute tentative de refaire la République modérée et conservatrice doit se juger à la clarté de la faute ancienne et de sa leçon. Non seulement il ne vaut pas la peine de désirer une pareille République, mais il importe de la haïr comme le plus dangereux des pièges tendus à la France par nos ennemis du dehors et du dedans. Son rêve peut flatter l'imagination par un air résigné et conciliateur. Mais ce n'est rien qu'un rêve, médiocre en lui-même et, par ses conséquences, fou. Personne n'a le droit d'exposer la patrie pour un conte bleu. Il faut que les Français puissent s'en rendre compte. Disons-le leur, et rudement, pour qu'on ne les voie plus s'asseoir ni hésiter à ce carrefour de l'action.

Quelque abrupt que soit le sentier que nous découvre la vérité politique, il reste le seul praticable. Quelque plane et aisée qu'apparaisse l'erreur, elle conduit en un endroit d'où il faut rebrousser chemin. Ceux qui se représentent clairement et d'avance cette nécessité, ceux qui calculent les conséquences de leur départ, ceux qui savent que, si la couleur de Demain reste mystérieuse, une chose est pourtant certaine, à savoir que demain luira, ceux-là trouveront plus pratique d'éviter et d'économiser les pas dangereux. Prévoyants, ils s'efforceront de se mettre en route sans manquer à ce très petit nombre d'indications rationnelles que l'on appelle les vérités de principe et qui renseignent le passant à la manière d'écriteaux dans un bois épais — « Possibilité de passer par là. Impossibilité de passer par ici... » Cela ne veut point dire qu'il suffise d'enfiler un bon chemin pour atteindre le

but, car il y faut encore des jambes, du cœur et des yeux, mais cela certifie que les meilleures jambes du monde, les plus beaux yeux, les plus grands cœurs ne peuvent empêcher une direction fausse de manquer le but désiré, ni un mauvais chemin de mener contre un mur à pic ou de déboucher sur le précipice.

C'est une vérité générale que la politique extérieure est interdite à notre État républicain. C'en est une autre que la Nation française ne saurait se passer de manœuvrer à l'extérieur. De ces deux principes, il résulte que la France républicaine, aussi longtemps qu'elle sera et républicaine et française, quels que puissent être les talents ou les intentions de son personnel dirigeant, demeurera condamnée à des manœuvres gauches, énervantes et plus que dangereuses pour l'intégrité du pays et l'indépendance des habitants. Le démembrement est au bout.

Un passant distrait peut sourire d'énoncés aussi généraux. Mais le citoyen réfléchi se rappellera qu'un principe général représente le plus grand nombre des réalités particulières à leur plus haut degré de simplification : l'expérience historique et géographique s'y trouve concentrée dans une formule suprême, comme un or qui figure toutes les parcelles de sa monnaie. On peut avoir raison sans principe en un cas sur cent ; avec les principes, on a raison dans cent cas contre un. Plus quelque principe établi est général, moins il est éloigné de nous ; plus c'est un être familier auquel nous aurons des chances d'avoir affaire. Mais aussi plus il a de chances de s'appliquer aux faits quotidiens, plus il est digne d'attention et d'obéissance.

La haute abstraction dont je supplie nos concitoyens de se pénétrer avant toute chose est établie par l'exemple des diverses nations, et de la nôtre même. La république de Pologne et la république athénienne, notre expérience de 1871 et notre expérience de 1895 en seront d'éternels témoins : il n'y a pas de bonne république démocratique. Parlementaire ou plébiscitaire, radicale ou modérée, « les deux se valent », comme le duc Albert de Broglie disait si bien !

Cette maxime, reconnue, comprise et obéie sauverait la France. Si les Français la méconnaissent, sa vérité n'en sera aucunement altérée, mais elle entraînera la disparition de la France. Les républicains patriotes peuvent choisir : la République ou la patrie ?

# Première partie

KIEL

L'erreur des républicains modérés

1895–1898





Nous faisons de la politique monar-  
chique sans monarchie...

Le COMTE DE \*\*\*.



# Chapitre premier

## L'avènement des modérés

L'avènement des républicains modérés supposait la défaite du boulangisme (1889), le ralliement des catholiques (1890), les menaces, puis les attentats anarchistes (1892, 1893, 1894), la révélation de l'esprit nouveau par Eugène Spuller<sup>41</sup>, l'assassinat du président Carnot, l'élection « réactionnaire » de Jean Casimir-Perier (1894–1895), enfin l'avènement de Félix Faure à la présidence. On se souvient que Félix Faure fut élu sur la désignation explicite de M<sup>gr</sup> le duc d'Orléans : la lettre du prince au président de la droite sénatoriale, M. Buffet<sup>42</sup> père, faisait écrire à Joseph Reinach<sup>43</sup> : « Je dis qu'il y a là quelqu'un ».

La suite de ces événements dénote le progrès régulier de certaines idées de droite. Tout au début, la grande pensée de M. Constans<sup>44</sup> avait été de gouverner avec « les gens bien ». Elle se réalisait à vue d'œil. Les républicains se rangeaient. Leur meilleur historien fait dire à un préfet juif de cette période que le gouvernement se préoccupait d'*aiguiller l'esprit public vers*

---

<sup>41</sup> Le 3 mars 1894, M. Spuller, alors ministre des Cultes, vint célébrer à la tribune de la Chambre un « esprit nouveau de tolérance, de bon sens, de justice, de charité », qui animerait désormais « le gouvernement de la République dans les questions religieuses ». Il fut approuvé par 315 voix contre 191. Ces dernières étaient d'ailleurs les seules à savoir ce qu'elles voulaient.

<sup>42</sup> Louis Buffet, 1818–1898, partisan de Cavaignac en 1848, opposant modéré sous l'Empire, il occupa plusieurs fonctions dans les débuts de la troisième République avant d'être nommé sénateur inamovible en 1876. (N.D.É.)

<sup>43</sup> Joseph Reinach, 1856–1921, journaliste et homme politique français fortement engagé pour Alfred Dreyfus, et l'une des cibles principales des anti-dreyfusards. (N.D.É.)

<sup>44</sup> Jean Antoine *Ernest* Constans, 1833–1913, fut le premier gouverneur général de l'Indochine française, plusieurs fois ministre de l'Intérieur, il s'illustra en particulier dans la répression des boulangistes ; c'est lui qui le 3 avril 1889 signa la décision de dissoudre la Ligue des patriotes. Il fut de 1898 à 1909 ambassadeur de France à Constantinople, poste où il s'enrichit considérablement en poussant, contre les instructions de Paris, à la construction – pour l'essentiel par des firmes allemandes – du chemin de fer de Constantinople à Bagdad. (N.D.É.)

*une certaine distinction de goût et de manières*<sup>45</sup>. Ce détail d'attitude et d'équipement exprime en perfection la tendance de l'heure. On allait à un régime aristocratique.

On n'y allait point sans combat, la lueur des bombes révolutionnaires l'atteste. Ces cinq années parlementaires présentent une série d'actions radicales et de réactions modérées, menées les premières par MM. Bourgeois<sup>46</sup>, Peytral<sup>47</sup>, Burdeau<sup>48</sup>, les autres par MM. Ribot<sup>49</sup> et Charles Dupuy<sup>50</sup>,

---

<sup>45</sup> Anatole France, *Histoire contemporaine*.

<sup>46</sup> Léon Bourgeois, 1851–1925, est un homme politique français, député radical élu contre le général Boulanger, plusieurs fois ministre, président de la Chambre des députés de 1902 à 1904, théoricien du solidarisme. Il est le premier président de la Société des Nations en 1919 ce qui lui vaut le prix Nobel de la paix en 1920. Aujourd'hui encore sa mémoire est particulièrement honorée par le Grand Orient de France. (N.D.É.)

<sup>47</sup> Paul Peytral, 1842–1919, député puis sénateur radical, plusieurs fois ministre. À ne pas confondre avec son fils, Victor Peytral, lui aussi radical et ministre d'Édouard Herriot dans les années 1920. (N.D.É.)

<sup>48</sup> Auguste Burdeau, 1851–1894, professeur de philosophie à Nancy, il a pour élève Maurice Barrès. Chef de cabinet de Paul Bert, il le remplace au ministère de l'Instruction publique. Il est élu député du Rhône de 1885 à 1894. Ministre de la Marine et des Colonies de 1892 à 1893, il est ministre des Finances de 1893 à 1894 dans le cabinet de Casimir-Perier. Il devient président de la Chambre des députés le 5 juillet 1894. Défenseur de la laïcité, il est l'auteur de *L'Instruction morale à l'école* (1893) et du *Manuel d'éducation morale* (1893), ouvrages qui visent à démontrer que la morale n'est pas obligatoirement liée à la religion. Il est à l'origine de l'expression d'*ordre social désirable* qui caractérise la volonté d'un État d'assurer une large mission d'organisation de la vie sociale en fonction de l'intérêt général. (N.D.É.)

<sup>49</sup> Alexandre Ribot, 1842–1923, député républicain modéré, il est l'un des principaux opposants au parti radical dans les années 1880. Sa crainte du boulangisme le convertit ensuite à l'alliance avec les radicaux dans les cabinets de *concentration républicaine*. Ministre des Affaires étrangères en 1890 il est l'un des promoteurs importants de l'alliance russe. Il a été trois fois président du Conseil entre 1892 et 1895, l'un des ses gouvernements tombant sur l'affaire de Panama. Ensuite opposant à la politique religieuse de Waldeck-Rousseau, il s'opposa au ministère Combes dont il fut l'un des artisans de la chute. Il sera à nouveau président du Conseil durant la guerre : quelques jours en 1914 et plus longuement en 1917 au moment critique de l'offensive Nivelle et des mutineries consécutives, qui provoquent la chute de son ministère. (N.D.É.)

<sup>50</sup> Charles Dupuy, 1851–1923. Député, ministre et cinq fois président du Conseil. Ministre de l'Intérieur en 1892, pendant les deux premières présidences d'Alexandre Ribot, il organisa la répression brutale des troubles estudiantins à Paris et des troubles ouvriers en 1893. Suite au scandale de Panama, il fut chargé de former le gouvernement à la chute du cabinet Ribot ; il y conserva le ministère de l'Intérieur et des Cultes et travailla comme son prédécesseur à l'alliance franco-russe. Il était président du Conseil quand Sadi Carnot fut assassiné et fut candidat malheureux à sa succession face à Jean Casimir-Perier, qu'il réussit à faire démissionner au bout de quelques mois. C'est également sous son ministère que Dreyfus fut condamné. Dans cette affaire, il ne put contenir l'agitation croissante des ligues : quand le baron Cristiani eut agressé à coups de canne le président Loubet au champ de courses d'Auteuil, on accusa son gouvernement car les policiers, pourtant présents en

souvent au sein des mêmes cabinets, dits cabinets de concentration républicaine. L'alliance russe se dessinait, et cet événement diplomatique plein de promesses faisait pencher la balance du côté de l'Ordre. Si, d'ailleurs, les outrances de la prédication anarchiste avaient été écoutées avec complaisance, la propagande par le fait selon Ravachol, Vaillant, Émile Henry et Caserio<sup>51</sup> déterminait des paniques dont l'opinion la plus modérée profita. On eut des ministres à poigne. Leur action était faite pour les user rapidement, mais l'œuvre subsistait. En sorte que les « gens bien », se trouvant rassurés, prirent le courage d'oser des rêves d'avenir.

Il m'a été parlé, et il m'est arrivé quelquefois de parler moi-même d'un très vague « complot royaliste » qui aurait été ébauché vers le même temps. Il consista probablement en de simples conversations. La date peut en être placée aux premiers mois de 1896. Le public témoignait de sa crainte de l'impôt sur le revenu, et, les ministres s'étonnant de voir la Russie les pousser de plus en plus à se rapprocher de Berlin, quelques hommes politiques très républicains d'origine, dont j'ai bien oublié les noms, se demandèrent si le moment n'était pas venu de *réaliser*, comme on dit en Bourse, c'est-à-dire de convertir en des valeurs certaines, en des institutions stables, résistantes, définitives, les avantages de la politique modérée suivie jusque-là : il devenait trop évident qu'on allait se trouver aux prises avec de sérieuses difficultés. Ne valait-il pas mieux éviter ou réduire ces difficultés à l'avance en supprimant les facteurs, l'occasion et le terrain même ? Le moyen le plus sûr de garantir et de fonder à tout jamais la politique modérée n'était-il pas, dès lors, de renverser la République et d'établir la Monarchie ?

Cette question hantait et tentait des esprits sur lesquels j'ai été renseigné de première source.

Cette tentation ne doit pas paraître incroyable. Ne serait-ce que pour l'honneur de ce pays, l'on se réjouirait qu'il se fût trouvé, en effet, dans les conseils supérieurs du gouvernement ou les alentours du pouvoir, beaucoup d'hommes assez sensés, assez sérieux, assez pratiques pour avoir conçu, dès cette époque, ce projet. C'était l'heure, c'était l'instant : il fallait se garder de les laisser passer. On pouvait encore assurer à l'État conservateur le moyen

---

nombre, n'étaient intervenus que mollement. Cet incident lui valut une motion de censure. C'est lui qui quelques années plus tôt présidait la séance de la Chambre des députés lors de l'attentat de l'anarchiste Vaillant et qui aurait prononcé la formule célèbre « Messieurs, la séance continue ». (N.D.É.)

<sup>51</sup> François Claudius Königstein, dit Ravachol d'après le nom de sa mère, est l'auteur de divers attentats anarchistes à la bombe en 1892, qui le firent condamner à mort. C'est pour venger la mort de Ravachol qu'un autre anarchiste, Auguste Vaillant, jeta peu après une machine infernale artisanale en pleine Chambre des députés. L'anarchiste Caserio poignarda mortellement le président de la République Sadi Carnot en 1894. Émile Henry est lui l'auteur de deux attentats anarchistes à la bombe en 1892 et 1894. (N.D.É.)

de durer et la force de s'ordonner. Les modérés avaient le choix : réaliser, ou s'exposer à de cruelles aventures sur la face mobile du régime électif et des gouvernements d'opinion.

Ils choisirent le risque. On ne fit pas un roi. Il ne sortit qu'un ministère de ce puissant effort d'imagination. Ce fut, il est vrai, le ministère modèle : ministère homogène, ministère sans radicaux, animé, disait-on, d'un esprit unique, incapable de tiraillement et de dissension. Les dix-huit premiers mois de ce ministère Méline<sup>52</sup> ont d'ailleurs mérité d'être appelés la fleur de la présidence de M. Faure.

On y verra aussi la fleur ou plutôt la semence des périls qui depuis ont serré le pays de si près !

Mais les contemporains affichaient une magnifique assurance. Oui, bien des ruines étaient faites ; les sujets d'inquiétude étaient nombreux : on ne s'aveuglait pas sur les éléments qui se coalisaient contre la société et contre la France ; mais, comme aucune agitation n'annonçait encore une catastrophe prochaine, on tirait gloire et gloriole de toutes les apparences contraires ; satisfait des dehors, ébloui des effets, on traitait d'importun qui s'occupait des causes. Ainsi, pouvait-on prendre pour la paix sociale de fuyantes clartés de concorde civile. On avait une armée, on croyait avoir une flotte, on venait de signer une belle alliance : sécurité, donc sûreté.

Par le poids de cette fortune, par ce mirage du bonheur inattendu, notre audace naissante devait tourner les têtes vers l'action au dehors, et notre pied glissait du côté de la pente de l'erreur que nous expions. Quand le ministre des Affaires étrangères imagina de concevoir une vaste combinaison politique, il ne rechercha point si ce grand luxe, très permis à l'empire allemand et même au royaume de Grèce, était bien accessible à la République française.

Cependant, jusque-là, elle-même en avait douté.

---

<sup>52</sup> Jules Méline, 1838-1925, fut député puis sénateur des Vosges, ministre de l'Agriculture du gouvernement Ferry, président du Conseil du 28 avril 1896 au 15 juillet 1898. Son action fut guidée par la conviction que l'agriculture était le seul fondement de la richesse et il laissa en particulier son nom aux « tarifs Méline » de 1892, loi protectionniste visant à protéger l'agriculture française de la concurrence étrangère. (N.D.É.)

## Chapitre II

### Avant 1895 : « Point d'affaires ».

### Aucun système

Avant 1895, la tradition du quai d'Orsay était un peu basse et assez facile : tous les ministres y recommandaient uniformément aux sous-ordres de ne « point » leur faire d'« affaires ». — « Politique de réserve et d'expectative », a dit le colonel Marchand <sup>53</sup> dans l'un des beaux articles qu'il a publiés dans *L'Éclair* sur nos alliances. Le mot « politique » est de trop. La politique ne peut être confondue avec l'administration, la politique ne se réduit pas à expédier les affaires courantes dans le continuel effroi d'en voir émerger de nouvelles.

Et d'abord, après Mac-Mahon, la grande affaire, la préparation de la Revanche, à laquelle le pays entier se croyait fermement exercé et conduit, avait été rayée du programme réel. Les monarchistes de l'Assemblée nationale n'avaient signé la paix de Francfort qu'avec cette arrière-pensée de reprendre par force ce que la force avait ravi. Mais, dès 1871, Grévy <sup>54</sup> avait déclaré à Scheurer-Kestner <sup>55</sup>, alors député de Thann : « Il ne faut pas que la France

---

<sup>53</sup> Jean-Baptiste Marchand, 1863–1934, entre autres responsable de la mission Congo-Nil, dite *mission Marchand*, qui s'illustra par l'épisode de Fachoda. Il démissionna de l'armée au moment de l'affaire des Fiches, ne reprenant du service que durant la Première Guerre mondiale. (N.D.É.)

<sup>54</sup> Jules Grévy, 1807–1891, fut, au terme d'une carrière politique déjà longue, président de la République après la démission de Mac-Mahon en 1879. Il reste à la fois le symbole de l'installation des républicains dans les institutions et attaché à l'un des grands scandales de la troisième République, l'affaire des décorations : son gendre fut accusé de vendre des nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur. Ce scandale contraignit Grévy à la démission en 1887. (N.D.É.)

<sup>55</sup> Auguste Scheurer-Kestner, 1833–1899, était l'oncle de l'épouse de Jules Ferry. Républicain, opposant à l'Empire, il fut élu député du Haut-Rhin le 2 juillet 1871 et devint sénateur inamovible de la Seine le 15 septembre 1875. Vingt ans après, il était le dernier représentant de l'Alsace française au parlement. Ami très proche de Gambetta, il était considéré comme l'une des hautes autorités morales de la République. Il joua un rôle

songe à la guerre ; il faut qu'elle accepte le fait accompli ; il faut qu'elle renonce à l'Alsace. » Grévy ajoutait : « N'en croyez pas les fous qui vous disent le contraire<sup>56</sup>. . . » Après la victoire du parti, la politique de Grévy s'imposa en fait ; les « fous » eux-mêmes, c'est-à-dire Gambetta et ses amis cessèrent de conseiller sérieusement « le contraire » ; s'ils continuaient d'en parler, ils y pensaient si peu qu'ils nouaient d'obscures intrigues avec M. de Bismarck<sup>57</sup>. Il en résultait à Berlin une sorte de protectorat qui pesa lourdement sur nous. À la volonté agissante du chancelier<sup>58</sup> correspondait chez nous la volonté de céder, de nous laisser mener, de ne jamais soulever de complications. Cette volonté toute négative que se transmirent nos diplomates aida Bismarck à les jeter dans la politique coloniale. On désirait nous éloigner des conseils de l'Europe, au moment même où nos gouvernants se montraient scrupuleusement attentifs à n'y plus rentrer : pour donner pleine satisfaction à ce bel accord, il suffisait de faire miroiter aux yeux de l'électeur ou du parlementaire français l'image de quelques « bons coups » à frapper sans risque. La Tunisie en parut un. L'Indochine en parut un autre. Cependant, notre empire colonial, dit M. Lockroy<sup>59</sup>, « ne recèle pas les richesses qu'on lui attribue<sup>60</sup> ». Quand il nous faisait généreusement ces présents discutables, le prince de Bismarck comptait bien que la Tunisie nous créerait de longues

---

important dans l'Affaire, où il fut d'abord convaincu de la culpabilité de Dreyfus, puis partisan prudent de son innocence. (N.D.É.)

<sup>56</sup> *Souvenirs de Scheurer-Kestner*. On trouvera le texte de la conversation à l'appendice I.

<sup>57</sup> Voyez, sur ce sujet, *La République de Bismarck*, par Marie de Roux et Jacques Bainville, et *Bismarck et la France*, par Jacques Bainville, à la Nouvelle Librairie nationale, 1907. – Au surplus, l'examen des budgets de la Guerre permet de saisir les intentions et les arrière-pensées dans les actes. D'après les chiffres donnés par M. Klotz, rapporteur du budget de la Guerre en 1906, le budget de préparation nationale à la guerre, constructions neuves et approvisionnements de réserves (3<sup>e</sup> section du budget du département) s'est mis à décroître rapidement à partir de 1881 : « De près du double des dépenses similaires allemandes en 1881 » (145 millions contre 80 en Allemagne), « elles tombent à moins d'un cinquième en 1905 », c'est-à-dire à 27 millions contre 137 millions en Allemagne. Cette date de 1881 est celle de la deuxième législature républicaine. Elle marque des élections triomphales et l'affermissement du pouvoir de Grévy et de Gambetta. J'extrais ces indications et ces renvois d'un article du général Langlois au *Temps* du 26 février 1906.

<sup>58</sup> Otto von Bismarck, chancelier d'Allemagne, artisan de la défaite française en 1870, qui ne quitta le pouvoir qu'en 1890. (N.D.É.)

<sup>59</sup> Édouard Lockroy, 1838–1913. Resté fidèle à l'extrême gauche pendant les années 1870, Lockroy se rapprocha ensuite du républicanisme opportuniste puis des radicaux, dont il devint l'une des figures importantes. Longtemps à la tête du ministère de la Marine, son passage au ministère du Commerce et de l'Industrie lui permit de soutenir activement l'édification vivement contestée de la Tour Eiffel. Lockroy épousa en 1877 la veuve de Charles Hugo, le fils de l'écrivain Victor Hugo. (N.D.É.)

<sup>60</sup> Lockroy, *La Défense navale*. – Sur les origines bismarckiennes de notre politique coloniale et les premiers budgets du ministère des Colonies, on peut aussi consulter le



difficultés avec l'Italie, si déjà il ne méditait de nous lancer obliquement contre l'Angleterre. Peut-être aussi calcula-t-il que, la mise en valeur de l'Indochine devant coûter très cher, il serait temps de s'appropriier le domaine quand le trésor français l'aurait engraisé et rendu moins improductif. Nos gains, s'il y eut gain, étaient accompagnés, au même instant, de graves déchets. « Les marchés du Levant, de la Méditerranée et de l'Amérique nous ont été disputés, puis peu après enlevés », confesse M. Lockroy. Nous perdions des terres françaises : l'Égypte, la Syrie ! Pertes sèches, alors que les bénéfices nouveaux, loin d'être nets, étaient onéreux pour le présent et pour l'avenir bien précaires. L'unique avantage en aura été d'exercer l'activité de la nation. La politique coloniale nous forma des hommes, administrateurs et soldats. On murmurait en outre que, en mettant la chose au pis, elle fournirait la menue monnaie des échanges européens, quand s'ouvrirait, le plus tard possible, la succession d'un vieil empereur. . .

Ces lieux communs de l'éloquence gambettiste ou de l'intrigue ferryste étaient surtout des formules d'excuse destinées à masquer l'incertitude ou la versatilité des desseins. Nos expéditions coloniales doivent être comprises comme des dérivatifs allemands, acceptés par notre gouvernement en vue d'entreprises financières profitables à ses amis. Nul plan d'ensemble. On travaillait au petit bonheur, avançant, reculant, sans système tracé, ni choix défini, sans avoir voulu, sans même avoir su, mais (il convient aussi de le reconnaître) en parfaite conformité avec l'esprit des institutions. La *nolonté*<sup>61</sup> diplomatique de ce gouvernement se compose avec l'intérêt supérieur de la République et la condition même de sa durée.

L'instinct des vieux routiers de la Défense nationale<sup>62</sup> et des 363<sup>63</sup> ne les trompait donc point en ce sens. Trop heureux de rester, de vivre et

---

substantiel opuscule du comte de Chaudordy *Considérations sur la politique extérieure et coloniale de la France*, 1897.

<sup>61</sup> Néologisme formé sur le latin *nolo* (ne pas vouloir) comme *volonté* est formé sur *volo* (vouloir). (N.D.É.)

<sup>62</sup> L'expression désigne le gouvernement républicain groupé autour de Gambetta en 1870. (N.D.É.)

<sup>63</sup> Durant la présidence Thiers, la question du régime n'avait pas été tranchée formellement. Porté à la présidence de la République le 24 mai 1873, le maréchal de Mac-Mahon pratique une politique conservatrice, mais il doit accepter la formation d'un gouvernement d'opposition après les élections de février 1876, gouvernement dirigé par Jules Dufaure puis par Jules Simon. Républicain et anticlérical, Jules Simon procède à une épuration de l'administration et refuse d'intervenir contre le gouvernement italien qui s'oppose au pape. Hostile à cette politique, Mac-Mahon prend pour prétexte le vote d'une loi sur les délits de presse et adresse à Jules Simon, le 16 mai 1877, une lettre publique dans laquelle il remet en cause l'autorité du gouvernement ; Jules Simon démissionne. Un gouvernement d'« ordre moral » est nommé par Mac-Mahon avec à sa tête le duc de Broglie.

de durer, se félicitant d'avoir les mains libres pour organiser au dedans ce que le naïf Scheurer-Kestner appelait assez bien « la lutte<sup>64</sup> », ce qu'on pourrait nommer encore mieux la petite guerre civile, c'est-à-dire le jeu électoral et parlementaire, ils sentaient admirablement combien, en politique extérieure, une vraie démocratie, bien républicaine, demeure dépourvue de la continuité et de l'esprit de suite qui permet aux aristocraties et aux monarchies de se marquer un but politique, puis de l'atteindre, lentement ou rapidement, par la constance de leurs actions successives et la convergence des services coexistants. Nos vieux républicains furent dociles à la nature de leur régime : ils se résignèrent aisément au défaut dont ils recueillaient le profit. Capituler, s'éclipser et faire les morts leur coûta d'autant moins qu'ils étaient naturellement modestes pour leur pays, auquel un grand nombre d'entre eux ne tenaient que de loin Génois, Badois, Anglais ou Juifs.

L'inertie devint le grand art. Ne rien prétendre, ne rien projeter, a été la prudente règle de leur conduite. Sagesse à ras de terre, inattaquable en fait. De M. Waddington<sup>65</sup> à M. Develle<sup>66</sup>, de Challemel-Lacour<sup>67</sup> et Barthélemy-

---

Le 22 juin, les 363 députés républicains votent un ordre du jour de protestation et l'Assemblée est dissoute le 25 juin. Les élections qui suivent cette dissolution apportent une nouvelle majorité républicaine et Mac-Mahon finit par démissionner en janvier 1879, scellant définitivement, après les articles constitutionnels de 1875, la forme républicaine du régime. (N.D.É.)

<sup>64</sup> « En présence des menées royalistes, il importait au parti républicain de s'organiser pour la lutte. » *Souvenirs*, p. 265.

<sup>65</sup> William Henry Waddington, 1826–1894, archéologue et homme politique d'origine anglaise, naturalisé français, il fut député, sénateur, ministre de l'Instruction publique (1873 et 1877) puis des Affaires étrangères (1877–1879) et enfin président du Conseil durant la plus grande partie de l'année 1879. Il fut ensuite ambassadeur à Londres. (N.D.É.)

<sup>66</sup> Jules Develle, 1845–1919, d'abord secrétaire de Jules Grévy, fut douze fois ministre, dont ministre des Affaires étrangères dans les gouvernements Ribot et Dupuy. Raymond Poincaré fut son chef de cabinet au ministère de l'Agriculture. (N.D.É.)

<sup>67</sup> Paul-Armand Challemel-Lacour, 1827–1896, normalien, professeur de philosophie, exilé en Suisse sous l'Empire. Il est proche de Gambetta qui le fait nommer préfet du Rhône en 1870, il est ensuite élu député et siège à l'extrême gauche. Peu à peu il va parcourir toutes les nuances républicaines de l'assemblée pour finir dans les rangs des républicains modérés. Il a été ministre des Affaires étrangères dans le cabinet Ferry. (N.D.É.)

Saint-Hilaire<sup>68</sup> à M. de Freycinet<sup>69</sup>, tous, – les simples et les subtils, les ignares et les doctes, les niais et les malins, – se soumirent à la maxime éminemment juste qu'on doit s'abstenir d'essayer ce qu'on n'est point capable de réussir. Un système diplomatique quelconque, un plan général d'action en Europe ou ailleurs, requerrait d'abord l'unité et la stabilité, qui n'étaient pas dans leurs moyens ; puis le secret qui leur échappait également ; la possibilité de prendre l'offensive à un moment donné, de supporter sans révolution une défaite ou une victoire, ce qui leur faisait de même défaut. Cela étant ou plutôt rien de cela n'étant, mieux valait se croiser les bras. Si l'on se résignait à perdre sur ce que les rivaux gagneraient dans le même laps de temps, du moins se trouvait-on gardé provisoirement contre les risques d'une fausse manœuvre. On pouvait bien être enfermé, mais on ne se jetait toujours pas sur le fer.

Ceux qui ont inventé cette humble sagesse n'ont pas à en être trop fiers. Comme il ne suffit pas de vouloir être en paix pour ne jamais avoir de guerre, il ne saurait suffire de se montrer paresseux et incohérent pour s'épargner la peine de marcher, et de marcher droit à défaut d'une direction

---

<sup>68</sup> Jules Barthélemy-Saint-Hilaire, 1805–1895. Jeune journaliste, il s'oppose à la politique de Charles X. Après 1830, il contribue à différents journaux, puis il renonce à la politique afin de se consacrer à l'histoire de la philosophie antique et entreprend une traduction complète d'Aristote qui l'occupera une grande partie de sa vie. Il en retire une certaine réputation, qui lui permet d'obtenir une chaire de philosophie antique au Collège de France. Après la Révolution de 1848, il est élu député républicain du département de Seine-et-Oise, mais est obligé de se retirer après le coup d'État. Élu député en 1869, il rejoint l'opposition à l'Empire et, en 1871, il contribue à l'élection de Thiers. Nommé sénateur à vie en 1875, il prend place parmi les républicains modérés. Ministre des Affaires étrangères dans le cabinet Ferry, l'événement le plus important de son administration est le protectorat français imposé à la Tunisie. La petite histoire rapporte qu'il aurait été un fils illégitime de Napoléon I<sup>er</sup>. (N.D.É.)

<sup>69</sup> Charles de Freycinet, 1828–1923, polytechnicien, il devient collaborateur de Gambetta comme délégué à la guerre dans le gouvernement de la Défense nationale en 1870. Il devient ensuite sénateur de la Seine en 1876, mandat qu'il conserve jusqu'en 1920. Ministre des Travaux publics (1877–1879), son nom est attaché à la multiplication de lignes de chemin de fer, et il contribue également à la modernisation des voies fluviales. Il est ensuite à plusieurs reprises président du Conseil après avoir été appelé pour la première fois par Jules Grévy, cumulant cette fonction avec celle de ministre des Affaires étrangères en 1879–1880, puis en 1885–1886. Il soutient Jules Ferry dans ses projets de laïcisation et de scolarité obligatoire. En 1886, il fait expulser les prétendants au trône de France. Premier civil à devenir ministre de la Guerre en 1889–1890, il fait porter le service militaire à trois ans, crée l'état-major général et modernise l'équipement militaire en faisant adopter par l'armée le fusil Lebel et le canon de 75 modèle 1897. Accusé d'avoir voulu étouffer le scandale de Panama, il est éloigné du pouvoir, mais retrouve le ministère de la Guerre dans le cabinet Dupuy où, soucieux de défendre l'honneur de l'armée, il se montre ardemment anti-dreyfusard. Président de la commission des forces armées au Sénat, il est encore ministre d'État dans le gouvernement Briand en 1915–1916. (N.D.É.)

nationale, conçue chez nous et dans notre intérêt, nous continuions à recevoir de Bismarck des directions systématiques, qui ne manquaient ni d'étroitesse, ni de constance, ni de dureté. Un ambassadeur d'Angleterre, lord Lyons, disait en 1887<sup>70</sup> : « Il est inutile de causer à Paris, puisque la France a confié toutes ses affaires au gouvernement prussien. » Pour causer avec nous, il fallait passer par Berlin, c'était l'opinion courante en Europe, aucun de nos divers ministres des Affaires étrangères ne l'a ignoré.

---

<sup>70</sup> Comte de Chaudordy, *La France en 1889*, p. 230. Le comte de Chaudordy, diplomate de carrière, ancien délégué aux Affaires étrangères à Tours pendant la guerre de 1870, paraît avoir recueilli directement ce propos de la bouche de lord Lyons.

## Chapitre III

### L'alliance russe

Pourtant, ni les premières expéditions en Asie et en Afrique, où nous entraîna ce gouvernement, ni même la défaite de Boulanger, n'avaient éloigné des mémoires françaises le devenir de l'Alsace et de la Lorraine. Patriotes et boulangistes avaient passionnément souhaité l'alliance russe parce qu'ils supposaient que la Russie nous fournirait enfin l'occasion de reparaître sur le Rhin. Mais les vainqueurs du boulangisme avaient aussi un intérêt à conclure cette alliance à condition de la dégager du sens guerrier que lui donnait le pays. On leur fit savoir ou comprendre que l'état d'esprit de Saint-Pétersbourg correspondait à leur volonté de paix absolue.

L'intérêt de la Russie, déjà manifesté en 1875, était bien de ne pas nous laisser attaquer par l'Allemagne. Mais, déjà écartée par Bismarck de Constantinople, repoussée comme nous du centre de l'Europe vers les confins du monde, la Russie ne voyait plus dans l'Allemagne ni l'ennemie héréditaire, ni l'ennemie de circonstance. Tout au plus si une offensive résolue de la France aurait pu entraîner la sienne. Germanisée jusqu'aux moelles, gouvernée par des Allemands, la Russie n'aurait pas rompu la première avec Berlin. L'anti-germanisme a été pour nos alliés un sentiment, mais, s'il régna chez eux, ce ne fut pas sur eux.

Dans ces conditions, le vieux parti républicain s'accommodait fort bien de l'alliance russe <sup>71</sup>, car elle respectait l'article fondamental de sa politique.

---

<sup>71</sup> Ce n'est certainement pas à la guerre que pouvait songer M. de Freycinet dès les débuts de l'alliance russe : c'est le simple maintien de la paix qu'il en espéra. Le 10 septembre 1891, au déjeuner militaire de Vandeuvres, après les premières grandes manœuvres d'armée, il jetait sur les effusions du chauvinisme exalté cette douche froide : « *Personne ne doute que nous soyons FORTS ; nous prouverons que nous sommes SAGES. Nous saurons garder dans une SITUATION NOUVELLE le calme, la dignité, la mesure qui, aux mauvais jours, ont préparé notre relèvement.* »

— Il est bon de noter que ce document fut cité par M. Maurice Sarraut, répondant à Jaurès dans *L'Humanité* du 22 octobre 1905, pour établir combien M. Delcassé s'était

Le « point d'affaires » étant assuré, on bernait les chauvins en se fortifiant de leur adhésion ingénue. C'étaient deux profits en un seul.

À quoi bon s'en cacher ? Dans la mesure très étroite où un simple écrivain, qui ne se soucie pas d'usurper, peut donner son avis sur une affaire d'État dont il n'a pas en main les pièces, il est permis de regretter les conditions dans lesquelles cette alliance disproportionnée a été conclue.

Le plus imposant des deux alliés n'était pas le plus éclairé, et notre infériorité manifeste quant à la masse n'était pas compensée par une organisation qui permît de tirer avantage de nos biens naturels : traditions, culture, lumières. On peut imaginer une France jouant auprès de la Russie le rôle d'éducatrice et de conseillère, en échange duquel l'alliée eût fourni les ressources immenses de sa population et de son territoire. Mais le gouvernement français n'était pas en mesure d'être centre et d'être cerveau. Notre France n'était plus assez organisée pour rester organisatrice.

Des deux pays, c'était le moins civilisé qui disposait de l'organisation politique la moins imparfaite. C'était nous qui subissions un régime qui convient à peine à des peuples barbares ou tombés en enfance. On médit beaucoup du tzarisme, on peut avoir raison. Mais que l'on se figure la Russie en république : une, indivisible, centralisée ! Ce modèle de l'ataxie, de la paralysie et de la tyrannie serait vite décomposé.

Telle quelle, la Russie *peut* avoir une politique. Telle quelle, en proie au gouvernement des partis, déséquilibrée, anarchique, la démocratie française *ne le peut pas*. Elle en était donc condamnée à remplir l'office indigne de satellite du tzar ! La pure ineptie de son statut politique plaçait la fille aînée de la civilisation sous la protection d'un empire à demi inculte, troublé par de profondes secousses ethniques et religieuses, exploité par une cour et par une administration dont la vénalité reste le fléau, depuis le temps où Joseph de Maistre, un ami pourtant, signalait « l'esprit d'infidélité, de vol et de gaspillage inné dans la nation ».

C'était un monde renversé, que cette alliance. Il en devait sortir de communes misères. Nous allions être dirigés par la Russie comme le seraient des voyants un peu perclus par un aveugle turbulent et malicieux, un troupeau d'hommes adultes par un berger enfant. C'est d'après son conseil que notre folie commença.

---

tenu éloigné de l'idée de Revanche. La convention militaire entre la France et la Russie dut être signée vers décembre 1893.

# Chapitre IV

## Grave erreur de principe : un système apparaît

Jusque-là, quelle qu'eût été, en réalité, la faiblesse des cabinets républicains devant la chancellerie allemande et quelque humiliante attitude de vassalité qu'ils eussent adoptée en fait, cette réalité, ce fait, ne s'étaient pas encore traduits dans un acte qui signifiât notre résignation tacite. Dans la teneur des explications données à demi-voix au pays, le pouvoir alléguait la pression d'une force majeure, douloureuse nécessité qui ne pouvait qu'aiguiser parmi nous le mâle et salubre désir du compte à régler. L'Alsace et la Lorraine subsistaient sur nos cartes avec une frange de deuil. Non, personne ne renonçait.

Le gouvernement disait quelquefois : « Voilà de forts beaux sentiments, mais n'y a-t-il pas autre chose ? » Il n'osait jamais ajouter : « La religion de nos défaites ne compte plus », et nul Français n'aurait osé suggérer d'interrompre nos actes de constance et de fidélité. Exactement, la suggestion vint de la Russie. De quelque façon qu'on explique ce jeu russe à Berlin et sans y concevoir de duplicité, si l'on s'en tient au simple fait des froissements de l'Asie russe et de l'Inde anglaise qui obligeaient le cabinet de Pétersbourg à rechercher plus d'un appui européen, il est trop clair que, non contente de se faire l'amie intime de l'Allemagne, la Russie fit toujours effort pour nous placer en tiers dans cette amitié.

La suggestion russe n'est pas niable<sup>72</sup>. La Russie nous a bien poussés dans les bras de l'Allemagne. C'est le 10 juin 1895 que le mot d'*alliance russe* fut prononcé pour la première fois d'une façon formelle par MM. Ribot et Hanotaux, et, le 18 juin suivant, les vaisseaux français rencontrèrent les vaisseaux russes avec les escadres allemandes dans les eaux de Kiel, à l'entrée

---

<sup>72</sup> M. Poincaré la confirme absolument dans ses *Origines de la guerre*. Pour Kiel, il y eut, par « note écrite » de Nicolas II, « désir formel que nos bateaux y vinsent à côté des siens ». « Le cabinet français s'inclina. » (Note de 1920.)

d'un canal construit avec l'indemnité de guerre que paya notre France à l'Allemagne victorieuse. Tandis que le tzar nous menait, l'empereur d'Allemagne influençait le tzar. Bien que, en ce même 18 juin 1895, qui était le quatre-vingtième anniversaire de Waterloo, il eût fait hommage d'une couronne d'or au régiment anglais dont il est colonel, Guillaume caressait déjà le plan d'une fédération armée du continent européen contre la reine de la mer : il mit donc tout en œuvre pour y ranger la France, que « l'honnête courtier » russe lui amenait <sup>73</sup>.

Notre ministre des Affaires étrangères, M. Hanotaux, ne refusa point de prêter l'oreille au tentateur. Les mots de plan et de système ne lui donnèrent point d'effroi. Il les salua comme les signes d'une chose belle, brillante, nécessaire, la conception d'un but par rapport auquel ordonner l'économie de son effort. Les résultats diplomatiques ne s'obtiennent pas sans système, il y faut des plans à longue portée, suivis avec étude, appliqués avec cœur. Les simples jeux d'aveugle fortune donnent peu. Comme pour récolter, on sème, pour obtenir, il faut prévoir et combiner.

Il eût été absurde de penser autrement.

Mais on fut plus absurde encore de ne pas sentir que, si la pensée était raisonnable, toute application de cette pensée, en quelque sens que ce fût, sortait aussi de la raison, parce que cela dépassait malheureusement la mesure de nos moyens. Les vieux républicains de 1878 l'avaient parfaitement compris dès leur accès aux responsabilités du pouvoir après s'être bien consultés et, comme on dit, tâtés sur l'état de leurs forces, ils en avaient conclu qu'il ne s'agissait pas, pour eux, d'ordonner un mouvement quelconque vers un objet quelconque, éloigné ou prochain, mais de vivre le plus modestement possible en évitant même d'adhérer jamais aux propositions faites. — *Pourtant*, leur eût objecté M. Hanotaux, *j'entends soutenir que nous sommes un gouvernement patriote*. — « Nous sommes une République » est la forte parole qui l'eût rappelé au sentiment des réalités, au bon sens, s'il eût été placé sous un autre chef que M. Ribot. L'excès de zèle qu'il se permit voulait sortir du médiocre et nous jetait naturellement dans le pire.

Sans en venir encore à juger le système « Paris-Pétersbourg-Berlin », auquel il se rangea, retenons ce point que M. Hanotaux fut le premier à suivre l'idée d'un système. Il nous proposa un dessein, et, de ce chef, son successeur n'a fait que le continuer. Tout en repoussant le système qu'il trouvait en service, M. Delcassé conserva cette pensée maîtresse de construire de « grandes machines » en Europe. Bien qu'il intervertît les termes du plan

---

<sup>73</sup> Guillaume II essaya de recommencer la manœuvre dix ans plus tard. Ce fut l'affaire Bjoerkoe (23 juillet 1905), dont les journaux ont fait tant de bruit, mais en oubliant pour cette simple tentative le coup réussi de 1895. (Note de 1920.)



Hanotaux, il en acceptait le point de départ, et cette acceptation réconcilie les deux personnages dans la responsabilité de la même erreur : qu'ils aient rêvé de soutenir l'Allemand contre l'Anglais ou l'Anglais contre l'Allemand, l'un et l'autre rêvaient tout haut.



# Chapitre V

## La République conservatrice et ses jeunes ministres

Le bon accueil fait aux avances de Berlin a été souvent expliqué par on ne sait quelle infériorité qui aurait été propre à la pensée de M. Hanotaux. De même, la malice ou l'incapacité profondes de M. Delcassé firent plus tard les frais de divers jugements portés sur son entente avec l'Angleterre contre l'Allemagne. J'ai donné autrefois dans ces verbiages. J'ai détesté de tout mon cœur M. Hanotaux. Franchement, était-ce la peine ?

Il est vrai que le ministre de 1895 était jeune et qu'il montrait, comme tous les hommes de sa génération, trop de goût intellectuel pour l'Allemagne. Les leçons de M. Monod<sup>74</sup>, que ce dernier lui reprocha très amèrement par

---

<sup>74</sup> Gabriel Monod, 1844–1912, historien et grande figure intellectuelle de l'époque. Maurras consacra à la famille, pour ne pas dire la dynastie universitaire et mondaine des Monod, une série de textes. Voici ce qu'il en dit dans la troisième partie d'*Au signe de Flore* :

J'avais, depuis des mois et des mois, sur ma table, le manuscrit inachevé d'un bizarre petit ouvrage qui m'amusait comme exercice et qui me paraissait valoir quelque chose pour enseigner en amusant.

Comment avais-je été amené à entreprendre ces *Monod peints par eux-mêmes* que Barrès devait un jour traiter de « fameux » et qui ne purent jamais sortir de mes caves ? À la fin du printemps de 1897, dans la *Gazette de France*, j'avais dirigé un certain nombre de menues pointes contre M. Gabriel Monod. Il ne s'agissait pas encore de Dreyfus, dont l'Affaire ne devait éclater qu'à l'automne suivant. Je m'étais contenté de critiquer la place que tenait dans l'État, et spécialement dans l'Université, la curieuse famille cosmopolite dont M. Gabriel Monod faisait la parure et l'honneur.

Le hasard avait fait tomber entre mes mains des documents très pertinents sur sa généalogie, sa tradition, ses tendances politiques, et qui accusaient, avec une naïveté pleine de saveur, un désintéressement profond des choses de France, une préférence exaltée donnée au peuple, à l'esprit allemands. Cela était d'ailleurs sensible dans certain petit livre qu'il venait de publier : *Portraits et souvenirs*, plus sensible encore dans un opuscule ancien, datant

la suite, n'étaient pas suffisamment oubliées par l'héritier de Choiseul et

---

de 1871, *Allemands et Français*, et cela s'était surtout exprimé dans la longue campagne d'épuisantes chicanes qu'il avait infligée aux dernières années de Fustel de Coulanges, vieux lion harcelé sans pudeur ni mesure par ce moucheron. Fustel mort, Gabriel Monod était devenu un très puissant personnage. Directeur de la *Revue historique*, maître absolu de l'agrégation d'histoire, il y faisait régner par sa terreur, par ses faveurs, l'orthodoxie germaniste qui l'animait.

Mes rancunes philosophiques furent aiguillonnées quand M. Gabriel Monod parut au premier rang du parti dreyfusard dans des conditions qui avaient réjoui les *Deux mondes*. La Cour de Cassation avait eu de la peine à garder son sérieux, le jour où il était venu déposer.

[...] Gabriel Monod, conte Dutrait-Crozon, avait, lui aussi, apporté le résultat de ses nombreuses enquêtes : enquête graphologique sur le bordereau, enquête auprès de M. Hanotaux, enquête en Alsace sur la famille Dreyfus, enquête en Italie, enquête sur la communication secrète. Et il savait que Dreyfus n'avait pas écrit le bordereau, que M. Hanotaux considérait l'affaire Dreyfus comme le « grand malheur de sa vie », qu'il s'était traîné aux pieds du général Mercier pour l'empêcher de faire le procès, et que si, en Alsace, le père de Dreyfus n'avait joui que d'une médiocre sympathie, en revanche ses fils étaient connus pour l'ardeur de leurs sentiments français, spécialement Alfred pour « son patriotisme un peu exalté ». En Italie, la Reine, les ministres, les généraux, les amis de M. Panizzardi étaient convaincus de l'innocence de Dreyfus... M. Hanotaux infligea un démenti formel aux allégations le concernant quand il les connut.

Le ridicule n'empêchant pas la puissance ni l'influence, l'indiscrétion du touche-à-tout nous semblait excessive ; l'idée d'une contre-attaque énergique fut jugée d'assez bonne guerre, et j'avais occupé mes moments perdus à la rédaction du petit pamphlet que j'intitulai sur le mode de Granville et de Zola : *Les Monod peints par eux-mêmes, histoire naturelle et sociale d'une famille de protestants étrangers dans la France contemporaine*.

J'avais collé sur la chemise l'avant-propos suivant :

« La famille Monod est la plus puissante de France après la famille Dreyfus. L'une apportant son or, l'autre fournissant son influence, elles se sont coalisées. Mais j'ai découvert les Monod bien avant que la condition fût publique, et je n'ai pas cessé de les suivre avec intérêt.

Dans les cas de trouble civique, tout citoyen est magistrat. Le bien de la nation commande aujourd'hui que je donne le compte-rendu détaillé de ce que j'ai appris. Mais je dois commencer par l'exposé des indices qui éveillèrent mes soupçons et qui me désignèrent la famille Monod comme le type pur de ces étrangers établis chez nous, ou Métèques, véritables ennemis de l'intérieur. »

À la suite d'une introduction qui posait mon sujet, je le traitai en composant chaque chapitre sur le rythme quaternaire, un, deux, trois numéros d'histoire et le quatrième en forme de conclusion morale. Quelques extraits parus à la *Gazette de France* avaient plu. Amouretti et Hugues Rebell, ayant eu la confiance du reste, s'en étaient amusés et ils trouvaient, comme moi, le joujou instructif. Quoique assez loin du point final, je croyais

de Talleyrand. Mais il ne manquait pas d'expérience technique, puisqu'il sortait des bureaux mêmes du quai d'Orsay et qu'il avait déjà fait partie du ministère précédent. Ses études d'histoire pouvaient toujours soutenir son expérience ; nos grands souvenirs nationaux, lui inspirer d'autres volontés et d'autres idées que d'aller parader dans un hémicycle.

Ce qui fut appelé mégalomanie chez M. Hanotaux, comme plus tard chez son successeur, n'était que rêve de l'action. Oui, remplir son mérite, servir son pays, cueillir ces fruits de gloire qui, pour un esprit neuf et, comme celui-ci, bien placé par les circonstances, deviennent aisément le seul digne objet de désir ! Neveu de l'historien patriote et révolutionnaire Henri Martin <sup>75</sup>, l'homme d'État devait se dire qu'il serait beau d'avoir surgi enfin dans cette jeune République pour lui apprendre à se mouvoir entre les nations.

Elle avait vécu jusque-là d'une existence repliée et végétative, « à peine plus puissante », « mais moins honorée que la République helvétique ». C'était exactement le sort que lui avait prédit Renan. Eh bien ! on lui rendrait la vie supérieure et la figure humaine. L'étonnement de M. Hanotaux et de ses amis était qu'on ne l'eût pas essayé plus tôt. — *Quelle erreur !* était-il de mode de

---

toujours y toucher et annonçais, une ou deux fois par mois, ce livre jamais prêt.

La publication dans une revue ne serait-elle pas tout à fait propre à ma faire avancer moins lentement ?

Dans ma promenade nocturne avec Henri Vaugeois, comme nous approchions du pavillon de Flore, au Pont Royal, je dis :

— Voudriez-vous mes Monod pour *L'Action Française* ?

Au fond, mon offre était osée. Tous mes nouveaux amis venaient de l'Union pour l'action morale, pays judéo-protestant, où l'esprit et l'État protestants faisaient la loi. Si Vaugeois leur vouait une extrême aversion politique et philosophique, il y avait laissé de fortes chaînes d'amitié ; le coup droit, porté de sa main, n'ajouterait-il pas aux plaies de la rupture quelque chose comme un attentat envers des personnes que Vaugeois n'avait pas cessé de chérir et même d'idolâtrer, comme il faisait de toutes les personnes humaines, les unes en tant qu'amies, et les autres comme capables de le redevenir un jour ?

— Quel Polyphile vous faites ! Et quel Pamphile ! Ne cessais-je de lui redire.

De cette universelle charité, j'attendais une hésitation. Il n'y en eut aucune.

— C'est cela, dit-il ; donnez-moi vos *Monod*. Ce sera un acte.

Ma pochade commença donc à paraître au cinquième numéro de la *Revue grise*, le 1<sup>er</sup> octobre 1899. J'oserai en donner, au chapitre suivant [soit au livre IV d'*Au signe de Flore*], l'essentiel.

(N.D.É.)

<sup>75</sup> Henri Martin, 1810–1883, historien, député de Paris, sénateur de l'Aisne. Il est l'auteur d'une monumentale et fort datée *Histoire de France* en 17 volumes. (N.D.É.)

se dire en 1895, *quelle erreur que cette inertie !...* Il semblait véritablement que ce fût erreur. Des nouveautés brillantes, vives, conformes à la tradition du pays, flattaient le regard, et l'espérance s'enhardissait. On choisissait de beaux ambassadeurs titrés, armoriés, dorés sur toutes les coutures. Amiraux, généraux, étaient mobilisés pour des missions d'État. Les cardinaux et les évêques attendaient leur tour, qui semblait imminent, au fur et à mesure que les organes du respect et ceux de la puissance semblaient renaître ou se rejoindre dans les différents corps d'une « démocratie » rayonnant au soleil du vingt-cinquième été.

Pendant que M. Jules Méline protégeait les intérêts agricoles et industriels, M. Félix Faure portait haut la cocarde et signifiait la forte tendance à « nationaliser le pouvoir ». Ce pouvoir cherchant à prendre appui sur des classes de la nation établies et enracinées, la politique financière elle-même inclinait au patriotisme ; certaines précautions de salut public étaient prises contre la coulisse hébraïque ; la bourgeoisie catholique et conservatrice cessait d'être éloignée des fonctions administratives ; les représentants de la vieille France coudoyaient les hommes nouveaux dans le brillant état-major du général de Boisdeffre<sup>76</sup>. L'armée, bien entraînée, était pleine de confiance dans ses chefs, sa puissante organisation propageait même un esprit de déférence et de discipline dans la hiérarchie civile. Les tribunes officielles, les journaux reprenaient volontiers le thème typique du *Temps*, qui, bien qu'hostile au protectionnisme d'alors, ne faisait point mal sa partie dans le chœur mélinien : « Le gouvernement de la République n'est pas un gouvernement comme les autres, mais il est un gouvernement. » Il avait tout d'un gouvernement, en effet, excepté la tête et le cœur.

Aussi bien, M. Hanotaux commençait-il par s'affranchir du contrôle parlementaire. Il traita et négocia de son cabinet, sans rien communiquer aux élus du peuple. Ses discours furent des lectures aussi impertinentes que brèves. Comme il est vrai que l'homme est un animal gouverné, cette allure hautaine n'était pas mal accueillie des Chambres, des journaux. Les exaltés du libéralisme protestaient seuls<sup>77</sup>. Encore étaient-ils peu nombreux.

---

<sup>76</sup> Raoul Le Mouton de Boisdeffre, 1839–1919, brillant général, il est l'un des premiers artisans de l'alliance franco-russe. Jouant un rôle important dans l'affaire Dreyfus, il démissionne après que le *faux Henry* est avéré, en 1898. Sa mention après celle de Gabriel Monod revêt peut-être un sens particulier : au chapitre quatre d'*Au signe de Flore*, Maurras revient longuement sur un épisode pourtant très mince : la fille de Gabriel Monod et de sa femme Olga Herzen avait appelé son chien *Boisdeffre* ; Monod avait nié la chose, mais d'une manière si maladroite et gênée que cela valait confirmation : Maurras avait consacré un article entier, devenu par la suite un long passage d'*Au signe de Flore*, à disséquer la psychologie de Monod à la lumière de ce nom donné au petit chien de sa fille. (N.D.É.)

<sup>77</sup> Parmi ces libéraux fidèles à la tradition du caquetage public, il faut citer M. Deschanel et M. de Pressensé. En juin 1905, peu après la démission de M. Delcassé, qui avait continué

On n'aimait pas beaucoup l'orientation allemande, mais le vœu de discipline et d'ordre était si puissant que l'on évitait d'y faire une opposition vaine et qu'on préférait la laisser se développer jusqu'aux premiers fruits, quitte

---

les habitudes de discrétion inaugurée par M. Hanotaux et qui n'en avait pas mieux géré nos affaires, M. Deschanel élevait ce soupir de soulagement au sein d'une Commission de la Chambre :

On a parfois reproché au Parlement les interventions dans l'ordre diplomatique. Il est permis de penser, au contraire, que le contrôle parlementaire, et en particulier votre expérience et les remarquables travaux de vos rapporteurs ont rendu au pays de notables services, et que, si nous avions été renseignés à temps, certains événements eussent pris une autre tournure [!]. La France peut s'expliquer librement avec tout le monde parce qu'elle n'a d'arrière-pensée contre personne et parce que ses intérêts se confondent avec la cause de la civilisation générale et du droit. (*Gazette de France* du 16 juin 1905.)

Ainsi, pour M. Deschanel, le remède au désordre était de l'aggraver.

M. de Pressensé écrivait, le 10 juillet 1905, dans *L'Humanité* :

Ce qu'il faut par dessus tout, c'est que la démocratie française proclame nettement, hautement, ses desseins, ses principes, ses fins en matière de politique étrangère, et qu'elle ne permette plus à un ministre infatué d'en falsifier l'esprit et de l'entraîner, malgré elle, à son insu, dans des voies aventureuses. On avait réussi à y faire de la diplomatie de la République une sorte de mystère ésotérique. La démocratie souveraine abandonnait à des hommes d'État de raccroc, successeurs improvisés et mal préparés de Richelieu ou de Vergennes, une toute-puissance moins contrôlée, une irresponsabilité plus complète qu'onques n'en offrirent les ministres de la Monarchie absolue. Si je n'ai jamais réussi à comprendre comment et pourquoi le suffrage universel ne devait pas être le maître de sa politique étrangère comme de sa politique intérieure, le gardien vigilant des relations extérieures du pays, j'ai encore moins réussi à m'expliquer de quel front on osait revendiquer sans rire cette omnipotence pour des politiciens que le hasard seul des combinaisons parlementaires avait hissés à la tête d'un département à la direction duquel rien absolument ne les avait préparés. Le plus logiquement du monde nous avons recueilli les fruits amers de cette sottise commise par la routine.

M. de Pressensé et M. Deschanel maintenaient à la fois la tradition de la démocratie qu'ils ont dans le sang et les intérêts de leur opposition libérale chez l'un, anarchiste chez l'autre. Mais M. Hanotaux pouvait toujours leur répondre en invoquant, avec les leçons de l'histoire et les maximes du sens commun, l'intérêt et la tradition du pays. Toutes les fois que nous avons tenté de la diplomatie en plein vent, de la politique extérieure démocratique, les résultats n'ont pas été de nature à nous encourager. M. Hanotaux en a précisément rappelé un triste exemple dans son histoire de la troisième République, en parlant des négociations de 1870-71, avec le chancelier prussien : « Les plénipotentiaires français jouaient cartes sur table, alors que personne ne connaissait le jeu des négociateurs allemands... »

à juger ensuite de leur valeur. Un sens assez réel des nécessités générales rendait l'opinion plus que docile, très complaisante.

Hier on discutait, c'est-à-dire qu'on détruisait : ces républicains de gouvernement prétendaient construire. Déjeunant chez le pape et dînant chez le tzar, intelligents, actifs, suivis par à peu près toute la vraie France, la France honnête, aisée, patriote, laborieuse, ces jeunes députés et ces jeunes ministres ne pouvaient pas douter du pays ni d'eux-mêmes ; le ciel du « long espoir » et des « vastes pensées » semblait s'illuminer à chacune des ouvertures successives de Guillaume et de Nicolas. Tableaux étincelants, flatteuses perspectives, dont ils se plaisaient à oublier la fragilité ! La puissance même du charme aurait bien dû les mettre en garde. Elle avertissait d'autant moins qu'elle agissait avec plus de force. On ne comprendra rien d'humain si l'on se refuse à comprendre leur illusion.



# Chapitre VI

## Du système Hanotaux : qu'il reniait la République

Que l'illusion fût folle, nous l'avons déjà remarqué. Que ces plans, ces desseins, fussent irréalisables en l'absence du seul moyen de les réaliser, c'est aussi l'évidence pure. Toutefois, en eux-mêmes et abstraction faite du reste, ils étaient soutenables et pouvaient tenter les esprits.

D'abord, cette politique eut ceci pour elle de correspondre à des prévisions justes. Le système Hanotaux, normalement pratiqué et continué, n'eût pas été surpris par la guerre sud-africaine : l'heure de l'action, d'une action qui pouvait réussir, eût sonné inmanquablement quand les forces anglaises furent immobilisées par le petit peuple des Boers. La Russie et la France pouvaient, alors, tout entreprendre contre l'Angleterre avec la coopération militaire et navale de l'Allemagne<sup>78</sup>, celle-ci essayant d'entraîner ou de neutraliser l'Italie. Des patriotes avérés, tels que M. Jules Lemaître<sup>79</sup>, ont aimé cette conception. Je n'ai aucun sujet de contester le patriotisme d'hommes tels que Félix Faure, M. Méline ou M. Hanotaux. Un autre ami de cet accord franco-allemand, M. Ernest Lavisse, avait longtemps prêché dans ses cours de Sorbonne la mémoire pieuse des pays annexés : on se disait tout bas que l'alliance allemande lui apparaissait un détour pour obtenir ou arracher plus tard la suprême restitution.

Or, une Monarchie aurait pu faire ce détour. La Monarchie peut feindre d'ajourner ses meilleurs desseins pour les réaliser en leur temps. La Monarchie française, dont la tradition fut toujours de cheminer du côté de l'Est, aurait pu conclure une alliance provisoire avec l'Allemagne et se réserver l'avenir. Le plus national des gouvernements aurait pu gouverner d'une manière utile

---

<sup>78</sup> Une démarche effective faite par l'ambassadeur allemand à la veille de la chute de M. Hanotaux ne reçut de son successeur aucune réponse.

<sup>79</sup> Jules Lemaître, 1853–1914, écrivain et critique dramatique, il joua un rôle dans l'affaire Dreyfus et fut membre de l'Action française. (N.D.É.)

et même glorieuse en faisant une violence passagère au sentiment national et en formant une liaison avec les vainqueurs de Sedan il gouverna ainsi, de 1815 à 1848, avec l'amitié des vainqueurs de Waterloo, *contre l'opinion du pays*, mais *dans l'intérêt du pays*, sans avoir eu à renoncer le moins du monde à l'adoucissement des traités de 1815, puisqu'il ne cessa de s'en occuper et qu'il était à la veille d'en obtenir de considérables quand les journées de Juillet vinrent tout annuler par la Révolution.

La politique extérieure n'est pas un sentiment, même national : c'est une affaire, on le dit, et l'on dit fort bien. Mais à la condition que le sentiment public ne fasse pas corps avec le pouvoir politique. À condition que l'intérêt soit représenté et servi par un pouvoir indépendant de l'opinion. Quant à vouloir poursuivre l'exécution d'une pensée et d'un système politiques sans le concours de l'opinion alors qu'on n'est soi-même qu'un pouvoir républicain, c'est-à-dire un sujet, une créature de l'opinion : le vouloir, c'est vouloir entreprendre un effort immense et consentir d'avance à ce qu'il soit stérile, car c'est en même temps se priver de l'unique moyen dont on ait la disposition.

Ainsi, dès son premier effort systématique, la diplomatie nouvelle se trouva induite à prendre conscience de son incompatibilité de fait avec le gouvernement de la France, lequel était un autre fait. « Manœuvrons temporairement avec l'Allemagne », disait par exemple une certaine idée de l'intérêt national. « Manœuvrons en secret », ajoutaient l'expérience technique et le sens de nos susceptibilités françaises. « Mais », interrompait alors la sagesse politique, « si vous manœuvrez en secret contre le cœur et la pensée de la nation pour vous entendre avec ces Prussiens qu'elle traite en ennemis mortels, vous serez sans soutiens aux premières difficultés qui feront nécessairement un éclat dans ce public dont vous dépendez ».

En effet, l'action de M. Gabriel Hanotaux pouvait bien être patriote dans son intention et dans son objet : dans sa formule expresse, qui eût immanquablement révolté le sentiment national, elle ne pouvait lui être soumise en aucun langage explicite. Rien d'important ne devait donc en être traité qu'en dehors des agents de la démocratie, en dehors du Parlement, à l'écart de la presse, alors que le principe et le jeu des institutions exigeaient le contrôle perpétuel de l'opinion du pays et, surtout, en cas d'émotion, son ferme concours...

M. Gabriel Hanotaux ne fut pas seul à éprouver cette contradiction. Lorsque, plus tard, M. Delcassé s'engagea dans une manœuvre plus conforme au sentiment national, mais qui était contraire aux intentions de son parti, les mêmes renaissantes nécessités l'obligèrent à renouveler les procédés du gouvernement personnel, à renier le principe républicain, à ne tenir aucun compte de l'opinion républicaine, enfin à subir l'ascendant des mêmes méthodes que son prédécesseur.

Un ami politique de M. Delcassé redisait volontiers pendant les dernières années :

— *Nous faisons de la politique monarchique sans monarchie* <sup>80</sup>.

*Mais faire* – non pas feindre – *de la politique monarchique sans monarchie*, c'est ce qui paraîtra l'impossible même, à qui voit le rapport des institutions avec les fonctions dans la suite des desseins et des événements. On peut se conformer au système républicain, et pour l'amour de lui se priver d'agir pour la France. On peut aussi renverser cette République pour l'amour de l'action française à travers le monde. Mais, sans la renverser, essayer d'opérer comme si elle n'était pas debout, agir sans tenir compte de *cette présence réelle*, agir comme si l'on avait un autre régime, que l'on n'a point, ne pas vouloir tenir compte de cette *absence* non moins réelle, annoncer aux nations qu'on se comportera comme si ce qui existe n'existait pas et comme si ce qui n'existe pas existait, c'est une gageure que l'on peut soutenir quelque temps par la distraction ou la confiance du public, la longanimité ou la ruse de l'adversaire ; mais, sitôt que le jeu devient sérieux, on perd.

---

<sup>80</sup> Ce mot a été dit par le comte de \*\*\* à l'auteur de ce livre, pendant l'enterrement de Gabriel Syveton, le 10 décembre 1904, c'est-à-dire quatre mois avant l'éclat de Tanger.



## Chapitre VII

### Suite du système Hanotaux : le sentiment de la Revanche

Cette puissante politique d'amitié allemande n'était pas seulement tenue à se cacher du sentiment national, elle se devait de le détruire.

Qu'elle le voulût ou ne le voulût point, ce n'est pas en question : pour se poursuivre en paix, cette politique devait proscrire les allusions, les commémorations, les revendications intempestives, et, en s'efforçant de les arrêter en fait, elle devait étouffer aussi l'idée de Revanche dans le principe de sa libre expansion. Aucune convention ne l'y obligeait, certes : simplement la nature du chemin qu'elle avait choisi. Le seul effet matériel d'une entente berlinoise voilait le souvenir, endormait les ressentiments et les espérances.

Pour la première fois depuis son avènement, « la République des républicains » obtenait de ce côté un résultat moral appréciable. Pour y venir, il avait fallu dix-sept ans (1878–1895). Jules Ferry<sup>81</sup>, qui n'eut pas les audaces de M. Hanotaux, dans la pratique de l'action, en avait donné le premier

---

<sup>81</sup> Jules Ferry, 1832–1893. Avocat, opposant actif à l'Empire, il connaît la notoriété en publiant en 1868 une brochure accusatrice contre le préfet de la Seine : *Les Comptes fantastiques d'Hausmann*. Il est élu député républicain de la 6<sup>e</sup> circonscription de Paris en mai 1869. Le 4 septembre 1870, il devient membre du gouvernement de la Défense nationale. Maire de Paris du 16 novembre 1870 au 18 mars 1871, il eut la charge d'assurer le ravitaillement de la capitale assiégée par l'armée prussienne. Les restrictions alimentaires qu'il dut imposer lui valurent le surnom de « Ferry-Famine ». Pendant l'insurrection de la Commune de Paris, il fuit de la ville et prend rang parmi les Versaillais. Aux élections du 8 février 1871, il se fait élire représentant des Vosges à l'Assemblée nationale et sera réélu député en 1876, siège qu'il conservera jusqu'en 1889.

Nommé par Adolphe Thiers ambassadeur à Athènes (1872–1873), il devient ensuite l'un des chefs de l'opposition à Mac-Mahon jusqu'à l'élection de Jules Grévy à la présidence.

Nommé ministre de l'Instruction publique du 4 février 1879 au 23 septembre 1880 dans le cabinet Waddington, il attache son nom aux lois scolaires. Président du Conseil du 23 septembre 1880 au 10 novembre 1881, il redevient ministre de l'Instruction publique du 31 janvier au 29 juillet 1882 (ministère Freycinet) et dirige à nouveau deux

conseil. Bien avant les Gascons et les Marseillais qu'on accuse si légèrement de tiédeur patriotique, cet homme de l'Est, ce Lorrain, détourna les Français de « la trouée des Vosges ». Il ne réussit pas, faute d'un élément que le plan Hanotaux a fourni à ses successeurs. Il n'avait pu détruire le sentiment qu'il ne pouvait pas remplacer. Mais, peu à peu, quand, à la suite de mauvais heurts coloniaux, on eut marié la haine de l'Angleterre à celle de l'Allemagne, le cœur des citoyens cessa d'appartenir aux seuls « pays encore annexés ». Quelques doux songeurs parlaient bien de porter une guerre simultanée sur la Manche et sur le Rhin ; aussi fin que le charcutier d'Aristophane, notre public comprit qu'il ne pouvait regarder de ces deux côtés à la fois sans loucher : entre la Manche et le Rhin, le continent et l'Océan, il lui fallait choisir, et cette possibilité d'un choix créa vite l'état de doute et de partage qui tue les passions, dans les groupes d'hommes aussi bien que dans l'homme seul.

La passion de la Revanche tenait alors chez nous un rôle particulier. Ingénieusement, M. Robert de Bonnières<sup>82</sup>, à la mémoire de qui l'on doit rendre cette justice, a soutenu un jour que, pendant vingt-cinq ans, cette idée de Revanche a servi de lien à l'unité française. Rien de plus vrai. C'est une belle chose, mais rare, courte et d'autant plus précieuse que le gouvernement d'un peuple par une idée. Cette idée fut vraiment une Reine de France<sup>83</sup>. Sa régence avait établi la discipline de nos troupes, le travail de nos officiers. Nous lui devons l'existence même de notre armée. Si le parti républicain a poursuivi avec une certaine lenteur les destructions qu'il nommait les plus nécessaires, c'est encore de l'idée de Revanche que nous sont venues ces années de grâce et de sursis. Quelle carte splendide nous avait jetée là le destin ! Il eût fallu la retenir à tout prix. Un office public aurait dû être préposé à la garde de cette idée-force. École, presse, État, famille, tout le monde aurait dû rivaliser d'attention et de vigilance pour conspirer à ce maintien. En l'absence du Prince, la Revanche faisait briller un reflet, une image de son autorité. Politique du Rhin, retour vers le Rhin, sur les pas de César et de Louis XIV ! Un peu des volontés et des traditions capétiennes subsistait au fond de nos désirs et de nos regrets.

Le jeune ministre Hanotaux avait-il réfléchi à cela ? Ce qu'il détruisait sans pitié n'était pas réfectible. Mais l'insouciance publique ressemblait à de la confiance. Comme elle ne mettait aucune limite à l'autorité qu'il exerçait, elle l'enivrait. Ce crédit, fait au ministre plus qu'à l'homme, était général.

---

gouvernements du 21 février 1883 au 30 mars 1885. C'est sa politique d'expansion coloniale que vise Maurras dans les lignes qui suivent. (N.D.É.)

<sup>82</sup> Robert de Bonnières, 1850–1905, romancier, journaliste au *Figaro* sous le pseudonyme de Janus et poète. (N.D.É.)

<sup>83</sup> Voir l'appendice II, *L'idée de la Revanche, d'après Scheurer-Kestner, le comte de Mun, Drumont, Jaurès, Gambetta, Ranc, etc.*

Tout en s'appliquant à bien remplir son mandat de pleine puissance, il s'en exagérât, non point peut-être l'étendue ni la valeur, mais assurément la durée... Autour de lui, on partageait et on encourageait son rêve. À quoi bon cultiver le « thème vague<sup>84</sup> » de la Revanche ? À quoi servait-il désormais ? Non plus même à la politique intérieure. Le parti modéré avait cru s'assurer un personnel capable de tenir honorablement la place d'une dynastie devant l'Europe et la nation. On n'avait plus besoin de la collaboration du gros public dans une République ainsi appuyée sur un monde respectable, compact et fort. Celui-ci représentant l'intérêt public, l'opinion publique faisait corps avec lui... — Éternellement ?

Ces étranges républicains, ces républicains apostats, tenaient un compte très exact de toutes leurs données, sauf une, sauf la principale, celle qui avait été la condition de leur arrivée au pouvoir et qui restait maîtresse de leur départ éventuel. Comme il s'agissait d'eux, la démocratie cesserait d'être versatile...

La théorie de la Revanche n'était certes pas reniée de front. On se contentait de lui prodiguer les petites provocations, les menues négligences. Mais on fut promptement compris à demi-mot. Trop bien compris ! Deux ans plus tard, au moment de l'Affaire, quand le ministère Méline-Hanotaux dut faire appel au sentiment national pour résister à l'Étranger de l'intérieur, on s'affligea de le trouver si cruellement affaibli. S'aperçut-on que l'on avait lâché la proie pour l'ombre, un sentiment réel, vivace et fort pour une abstraction de chancellerie<sup>85</sup> ?

---

<sup>84</sup> Hanotaux, *Histoire de la troisième République*.

<sup>85</sup> C'est vers 1895 que le sentiment national commença à baisser chez les instituteurs. M. Jean Tharaud en a fait un jour la remarque : « Il a suffi d'une dizaine d'années pour transformer radicalement la mentalité de nos maîtres d'écoles. De 1870 à 1895 environ, ils ont formé le groupe le plus patriote peut-être de la nation. On leur avait tant répété dans leurs écoles normales, que c'était le maître d'école allemand qui avait vaincu en 1870, qu'ils s'étaient habitués à se considérer comme les préparateurs, les organisateurs de la revanche prochaine. Dix ans, vingt ans passèrent ; peu à peu la guerre cessa d'apparaître comme possible, comme désirable. Ils finirent par se lasser de ce rôle d'annonceurs d'un événement qui ne se réalisait jamais. En même temps, leur orgueil, exalté par une science pourtant médiocre, souffrait de la situation subalterne que leur faisait la Société.

« Dégoûtés de prêcher la revanche, profondément humiliés et mécontents, ils étaient tout préparés à recevoir la foi socialiste. C'est vers 1895 que le mouvement de propagande révolutionnaire commença d'être conduit, parmi eux, avec un peu de vigueur. »

Vers 1895. Cette date approximative est tout à fait juste. Je regrette que Jean Tharaud n'ait pas eu la curiosité de se demander en quoi cette année se distingua des précédentes et précipita les suivantes vers un ordre nouveau. Le sens de ce nombre fatal eût ajouté quelque chose à son analyse. Certes, il a bien raison de dire que l'enthousiasme patriotique des instituteurs (et des autres) a dû se refroidir faute d'aliment et que, la Revanche apparaissant moins prochaine, la guerre moins probable, on devait se lasser. Mais il est certain que, en 1895, cette lassitude rencontra une raison d'être précise et un motif qui put

---

paraître décisif. C'était en 1895 que la Russie et la France s'étaient unies à l'Allemagne. C'était en 1895 que la flotte russe et la flotte française étaient venues fraterniser avec la flotte allemande dans les eaux de Kiel. C'était en 1895 que toute la fraction avancée, réfléchie et bruyante du gros public français avait compris que son gouvernement lui conseillait l'oubli de la « grande idée ».



## Chapitre VIII

### Suite du système Hanotaux : la mission Congo-Nil. – L’Affaire

*Nous avons un gouvernement, nous aurons les desseins des autres gouvernements*, — s’était dit ce ministre des Affaires étrangères que les gens du bel air commençaient à qualifier tout haut de « chef du *Foreign Office* français ». On n’a jamais assez admiré cette locution. Elle dit le style d’un temps. Elle est « jeune ministre ». Elle qualifie l’ambition, aussi noble qu’aveugle et que naïve, de nos politiques vers 1895.

La France ou ceux qui se croyaient les fondés de pouvoir de cette personne historique, la France ou son mandataire, avait donc le dessein de préparer toutes sortes de surprises désagréables à l’Angleterre. D’accord avec l’Allemagne et la Russie, des pièges lui furent tendus sur différents points. Quelques-uns médiocres, en Chine et au Japon. D’autres excellents, comme la mission Congo-Nil.

En 1896, l’Angleterre, aujourd’hui installée très solidement, n’en était guère qu’à la moitié de la grande entreprise africaine : si haut qu’elle eût mis l’espérance, elle doutait encore de pouvoir la réaliser. S’emparerait-elle de l’épine dorsale du monde noir ? Achèverait-elle cette voie ferrée du Cap au Caire, que ses travaux simultanés poussaient également du nord au sud et du sud au nord ? C’est au Sud africain surtout que son progrès était saisissant. Elle avançait rapidement au delà de Boulouaiho<sup>86</sup>. Mais les nations rivales avaient aussi le temps de couper cette magnifique route militaire et commerciale. En s’emparant de ce qui n’appartenait à personne dans la partie moyenne de l’Afrique, la France pouvait espérer de joindre sa colonie orientale d’Obock<sup>87</sup>, où le négus était pour elle, à son vaste domaine de l’Ouest africain : la transversale ainsi menée arrêta net la route verticale de l’Angleterre, et l’intervention française, passant au sud des

---

<sup>86</sup> Aujourd’hui Bulawayo, en ex-Rhodésie. (N.D.É.)

<sup>87</sup> Ville portuaire appartenant aujourd’hui à la république de Djibouti. (N.D.É.)

cataractes, permettait de rouvrir la question d'Égypte, la question des Indes, la question de la Méditerranée, et de toutes les autres mers sur lesquelles régnait jusqu'alors, sans conteste, le pavillon de Sa Gracieuse Majesté.

C'est en juillet 1896 – sous le règne de Félix Faure, la présidence<sup>88</sup> de M. Méline et l'administration de M. Hanotaux – que le commandant Marchand, à qui avait été suggérée<sup>89</sup> cette grande tâche, débarqua au Congo. La mission était-elle trop peu nombreuse ? Fallait-il une armée où le gouvernement n'envoyait qu'une petite troupe ? Les héritiers politiques de Jules Ferry avaient-ils imité sa méthode des petits paquets ? On l'a dit. Il est possible que cette faute de conduite ait été commise. Nous en verrons de beaucoup plus graves. Mais, sur ce point, j'aime mieux penser le contraire, et croire un témoin qui vaut la peine d'être cru ; Marchand en personne déclare n'avoir pas été arrêté par l'insuffisance de l'effectif. En effet, l'explorateur n'a pas été vaincu à Fachoda, où la victoire était possible, mais à Paris, où elle ne l'était pas.

Il avait bien fallu commencer par de petits coups de force, mais l'itinéraire du jeune officier français ajoute à l'éclat de cette marche militaire la beauté d'un effort de conquête économique, administrative et, osons le dire, bien qu'il s'agisse de pauvres nègres, diplomatique. Pour donner passage au matériel, on devait construire des routes ; pour assurer les positions, élever des forts. Plusieurs de ces rudes travaux furent accomplis par des hommes mourant de faim, qui ne s'arrêtaient de marcher ou de travailler que pour solliciter et obtenir l'amitié des tribus. Une seule comparaison vient à la pensée : on songe à la course des légions de Rome charriant avec elles le capital, l'élan, le génie et la vertu d'un monde civilisé. Chamberlain<sup>90</sup> a nommé leur expédition « une des plus étonnantes et plus magnifiques dans l'histoire de l'exploration africaine. . . » Quel chef ! quels braves compagnons ! Que manquait-il donc à

---

<sup>88</sup> Du Conseil. (N.D.É.)

<sup>89</sup> M. Hanotaux a fait remarquer, après Marchand, je crois, qu'il n'est point le premier auteur de cette suggestion, à laquelle M. Delcassé n'avait pas été étranger. Il y a une phase anti-britannique dans l'existence politique de M. Delcassé durant son passage au ministère des colonies dans le cabinet de Charles Dupuy (1894). Le lecteur sent combien ces questions de personnes ont peu d'intérêt dans un exposé général. – Ajoutons que M. Hanotaux met aujourd'hui une extrême énergie à contester que la mission Marchand et généralement sa politique africaine aient été dominées par l'idée d'une guerre avec l'Angleterre ou qu'elles aient dû y aboutir nécessairement. Il nous suffira de répéter que cette politique, était par son essence même, affectée du risque constant d'un conflit armé avec l'Angleterre. Si le ministre ne prévoyait pas la possibilité de ce conflit, avec ses conséquences, il se dissimulait une des faces principales de la question.

<sup>90</sup> Arthur Neville Chamberlain, 1869–1940, homme politique britannique, premier Ministre du Royaume-Uni du 28 mai 1937 au 10 mai 1940. Maire de Birmingham en 1915, il est élu député conservateur en 1918 puis est chancelier de l'Échiquier à deux reprises avant de devenir premier Ministre. (N.D.É.)

Marchand, qui servait brillamment, pour servir utilement ? Il ne lui manquait que la France. Son instrument colonial et militaire était parfait. Pour qu'il fût employé, il eût suffi d'un gouvernement à Paris.

En juillet 1896, ce gouvernement n'existait pas. C'était un malheur grave ; mais le pire malheur était qu'il eût l'air d'exister. Il avait toutefois un peu d'existence réelle, dans l'ordre que les philosophes appellent la catégorie de la simultanéité, de l'espace ; l'Élysée, le quai d'Orsay, la présidence du Conseil, étaient occupés par trois hommes qui agissaient avec un certain ensemble ; mais ils ne possédaient vraiment ni la certitude ni la puissance de prolonger cette action au delà de la minute écoulée. Quant à la catégorie du successif et au point de vue de la durée, le gouvernement qui envoyait Marchand vers le Nil et *qui avait grand besoin de se maintenir au pouvoir, du moment qu'il venait d'engager et d'hypothéquer l'avenir en visant l'arrivée de Marchand sur le Nil*, ce gouvernement n'avait aucune solidité. Il pouvait cesser d'être, d'un moment à l'autre. Il dépendait d'un caprice parlementaire ou d'une simple saute de vent électorale.

— Qui en doutait ? demanderez-vous.

Hélas ! faut-il répondre, qui s'en doutait ?

Non, personne ne s'en doutait : les républicains de cette génération, hypnotisés par le pouvoir, ont été anesthésiés sur les conditions du pouvoir. Leurs prédécesseurs du quatre septembre<sup>91</sup>, compagnons des 363, avaient gardé mémoire de l'ère difficile : ils savaient combien leur office était précaire, leur situation menacée. Fils des révolutions, ils se savaient exposés aux révolutions. Un passé personnel très chargé venait leur rappeler la nature chancelante et périssable de leur fortune. Une perquisition bien menée ferait peut-être découvrir que leur paquet est toujours fait. « *Est-ce ce soir que l'on m'arrête ?* » demandait Rouvier au préfet de police Lozé, un jour fâcheux du Panama<sup>92</sup>. Mais les nouveaux venus n'ont pas ce sentiment. Ils sont nés dans la République et n'ont jamais frôlé ni bagne ni prison ; ils ont une tendance à se croire ministres à vie. La griserie est naturelle. Tout le régime n'est funeste que parce qu'il met en jeu, contre l'intérêt du public, tout ce qui tente, grise, étourdit les particuliers. M. Lemaître l'a bien dit : au lieu de venir au secours de notre faiblesse, ce régime en sert le conseil ; il en favorise l'erreur. Sous Combes et sous Waldeck, il a ouvert le pouvoir à des scélérats, mais, sous

---

<sup>91</sup> Le 4 septembre 1870, Léon Gambetta proclamait la République aux Tuileries. Cette proclamation ne fut pas suivie d'effet, puisque la forme républicaine du gouvernement de la France ne fut fixée, après bien des luttes, qu'avec l'amendement Wallon du 30 janvier 1875. Rétrospectivement, la III<sup>e</sup> République y voyait néanmoins son origine. (N.D.É.)

<sup>92</sup> Le scandale du Panama est l'un des scandales politico-financiers de la troisième République, en 1892-1893. (N.D.É.)

Faure, sous Méline et sous Hanotaux, il avait perverti des hommes d'esprit, de talent ou d'intelligence en leur enlevant la raison.

Marchand a-t-il dressé la concordance de ses actes avec les actes de la vie intérieure de la Métropole ? La double série serait admirable à poser en regard sur des colonnes parallèles. . . On peut admettre, provisoirement, que, de juillet 1896 à novembre 1897, MM. Félix Faure et Hanotaux, ayant les mains libres au dedans, ont su faire tous les préparatifs convenables en vue d'appuyer Marchand et de lui fournir, quand il approcherait du but, l'appui décisif. Comme on le verra tout à l'heure, ils ne le firent point en ce qui concerne la guerre maritime. Mais peut-être qu'ils se disposaient à le faire. Un événement leur en arracha tout moyen.

. . . En effet, dans le mois de novembre 1897, et comme Marchand approche de Fort-Desaix, un phénomène absolument imprévu du grand public, bien que préparé de longue main dans un petit monde, éclate tout à coup en France : MM. Ranc<sup>93</sup>, Scheurer-Kestner et Joseph Reinach lancent la révision du procès du traître Dreyfus. L'Affaire, alors, commence, les passions se heurtent, et le gouvernement français, hier assez fort pour dessiner une offensive contre l'Étranger, se trouve tout à coup réduit à se défendre contre l'ennemi de l'intérieur. Il lui devient très difficile de continuer sa politique russo-allemande : l'ambassade allemande est mêlée à l'Affaire ! D'ailleurs, les colères et les inquiétudes sont éveillées, les factions sont en armes : personne n'est plus disposé à faire confiance à ce cabinet ni à aucun autre, comme le prouveront la formation pénible, la vie accidentée et la chute rapide des deux ministères suivants, Brisson et Dupuy.

Déjà, M. Méline perd une fraction importante de ses premiers soutiens modérés, libéraux et opportunistes : les croyants de la doctrine républicaine

---

<sup>93</sup> Arthur Ranc, 1831–1908. En décembre 1851, il combat sur les barricades pour s'opposer au coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte. Il est condamné à la déportation en Algérie en 1854. Il réussit à s'évader et à rejoindre l'Italie, puis la Suisse. Il rentre à Paris après l'amnistie de 1859 et collabore au journal *Le Réveil* de Charles Delescluze, puis à *La Rue* de Jules Vallès. Il est condamné à de multiples amendes et peines de prison pour incitation à la guerre civile. Après la proclamation de la République le 4 septembre 1870, il est nommé maire du IX<sup>e</sup> arrondissement. Pendant le siège de Paris, il rejoint Léon Gambetta à Tours. Le 8 février, il est élu député de l'Assemblée nationale, mais en démissionne le 2 mars pour protester contre la signature des préliminaires de paix avec les Allemands. Le 26 mars, il est élu au Conseil de la Commune par le IX<sup>e</sup> arrondissement. Il démissionne le 6 avril pour protester contre le décret sur les otages que vient de prendre la Commune.

Après la Semaine sanglante, il se présente en juillet 1871 aux élections municipales de Paris, mais la presse de droite l'attaque et il doit s'enfuir en Belgique. Il est condamné à mort par contumace par le conseil de Guerre en octobre 1873.

Il revient en France après l'amnistie de 1880. Il est élu député de gauche de la Seine en 1881, et sénateur en 1891. (N.D.É.)

d'une part, les coquins de la défense républicaine de l'autre, se sont prononcés pour Dreyfus. Dreyfus représente pour les naïfs l'incarnation souffrante des chimériques Droits de l'homme ; pour les vendus, il correspond au type réaliste et productif des droits du Juif. Tout ce monde fait à l'État une guerre violente, et M. Méline n'y peut riposter que modérément. Il observe toutes les règles du jeu que l'on s'applique à violer contre lui. Ses paroles sont justes, mais faibles. Ses actes sont nuls. Son adversaire agit sans cesse et ose tout.

Un roi de France eût fait ce qu'eût fait le roi d'Italie ou l'empereur d'Allemagne : avant de laisser propager le roman de l'erreur judiciaire, il se fût assuré des perturbateurs avérés. Mais, sur les douze ou quinze personnes qu'il eût fallu arrêter dans la même nuit, M. Jules Méline reconnaissait un sénateur que son ministre de la Guerre ne pouvait s'empêcher d'appeler son « *excellent* » et son « *honorable ami* », des collègues de la Chambre avec qui il avait des relations aussi anciennes que courtoises, des hommes ayant fondé la République avec lui ou qui, s'y étant ralliés dès la première heure, s'en montraient les plus fermes mainteneurs et soutiens : quelles mesures pouvait-on se permettre contre eux<sup>94</sup> ? Sans doute, le salut de l'État exigeait ces mesures. Mais, outre que le salut du parti républicain ne les exigeait peut-être pas, le président du Conseil ne disposait d'aucun pouvoir légal l'autorisant à ces mesures de salut.

Nul arbitraire intelligent et responsable ne veillait : nous n'avions ni une institution ni un organe politique qui fût chargé *en général* de cette surveillance essentielle. Les morceaux fonctionnaient, mais aucune pièce centrale. Le lucide Anatole France vit donc se vérifier la mémorable sentence : « *Nous n'avons pas d'État, nous n'avons que des administrations.* » Les administrations se montrent implacables quand elles ont affaire à des individus isolés ou à des groupes de vaincus (catholiques, conservateurs), mais elles sont bien obligées de montrer une insigne mollesse quand elles trouvent devant elles des compagnies puissantes ou des individus solidaires comme nos Juifs, nos protestants, nos métèques et nos francs-maçons.

Le gouvernement de M. Méline dut reconnaître qu'il n'était qu'un frêle assemblage de bureaucraties mal liées. L'anarchie eut cours libre, le pouvoir seul se trouva arrêté et mis en échec. Son effort n'aboutit qu'à manifester l'intention de refuser aux Juifs une révision injuste en elle-même, dangereuse pour le pays. Mais l'effort ministériel ne parvint même pas à tenter d'opposer un obstacle réel aux réalités menaçantes.

---

<sup>94</sup> « S'il existait des lois qui me fussent applicables... », disait un peu plus tard, au procès de Rennes, M. Trarieux dans un beau mouvement contre un homme de peu, qui s'était permis de l'accuser de faux témoignage.

Grâce à la ferme parole de M. Méline, le droit public que l'on tentait d'usurper demeura intact, mais, du fait de son inaction, toute notre activité politique fut immobilisée, puis brisée et réduite en miettes. Qui voudra étudier le détail de cet épisode<sup>95</sup> verra comment un honnête homme peut, sans forfaire à son honneur, par simple ignorance politique, commettre, au moment du danger, une désertion fertile en désastres<sup>96</sup>.

Ces vérités n'enlèvent rien à l'estime personnelle due à M. Méline, dont la politique agricole sauva un intérêt français. Il eût pu faire un bon ministre sous un roi. La haine dont la juiverie l'a toujours poursuivi depuis pourra nous le faire honorer. Mais il faut se garder d'honorer son infirmité, qui fut d'être républicain, et cette grande faute d'avoir essayé d'oublier, ou de faire oublier, la qualité incohérente et inconsistante de ses pouvoirs dans un gouvernement d'opinion.

La faction révolutionnaire en vint à bout quand il lui plut.

Faible, infiniment faible pour contenir ou pour maintenir, l'opinion pouvait tout pour la destruction.

---

<sup>95</sup> On en trouvera tous les faits dans l'admirable *Précis de l'affaire Dreyfus*, par Henri Dutrait-Crozon. La position juridique de M. Méline, en 1897, lorsqu'il opposa un ferme refus, fondé sur des motifs absolument inattaquables, à ceux qui voulaient lui imposer l'initiative d'une révision, a été indiquée dans ma préface au premier ouvrage de Henri Dutrait-Crozon : *Joseph Reinach historien*, p. xv et xvi, surtout à la note de la page xv.

<sup>96</sup> Un ami de M. Méline, M. Judet, appelle cette désertion la « grande défaillance gouvernementale de 1898 » (*L'Éclair* du 7 septembre 1909).

# Chapitre IX

## Comme en Pologne

On vit s'opérer en peu de mois un revirement général. L'opinion avait ratifié la bonne entente avec le Pape : or, il suffit de quelques campagnes de presse pour réveiller, en 1897, l'anticléricalisme de 1877 ; dans toutes les classes de la société républicaine, les tolérants et les sceptiques de la veille redevinrent fanatiques et persécuteurs.

L'opinion avait ratifié sans mot dire les mystères hautains de nos Affaires étrangères dans les sujets qui intéressaient le plus gravement le pays ; or, il suffit d'une banale affaire judiciaire pour exaspérer les curiosités et ravir aux ministres ce crédit implicite qui leur avait donné, en fait, pleins pouvoirs.

L'opinion de 1896 souhaitait un gouvernement responsable et fort, une belle armée : dix mois après, par un brusque et logique revirement, les libéraux démocrates ramenaient le thème anarchiste. Une moitié de l'ordre des avocats, tout ce que la haute société comptait d'utopistes, et le monde universitaire de philosophes mystiques, retourna, avec les Waldeck, les Barboux, les Duclaux, les Grimaux, les Saussine et les Boutroux, à leurs prototypes révolutionnaires de 1789, 1848 ou 1871.

M. Jules Méline, M. Gabriel Hanotaux et M. Félix Faure avaient donc bien mal calculé la résistance de ce banc de nuage sur lequel ils s'étaient ridiculement installés ! L'opinion change : c'est sa nature dont ils ne se méfiaient pas. Elle a suffi à les renverser.

Sur les causes de cette révolution de l'esprit public, M. de Freycinet disait au conseil de guerre de Rennes que la campagne Dreyfus avait été « très désintéressée en France » (il en était « sûr »), mais qu'elle « l'était peut-être un peu moins à l'étranger ». Ce témoin, le plus indulgent des hommes, n'avait pu fermer les yeux à l'évidence de l'intérêt majeur qu'avaient telle et telle puissance à diminuer la cohésion et le prestige de notre organisation militaire. Mais, plus encore que l'Armée, les amis de Dreyfus affaiblissaient l'État ; ils opposaient à toute politique générale un conflit intérieur qui paralysait. L'immobilité ainsi obtenue servait si clairement les intérêts de

l'Angleterre qu'on ne peut supporter qu'elle y soit demeurée étrangère. La politique anglaise a toujours profité du jeu des factions parmi nous. Il est aussi de règle qu'elle les suscite et les paye. Son intervention était naturelle et d'ailleurs presque juste. C'était la riposte indiquée au plan Hanotaux, mais appliquée par un gouvernement traditionnel au point faible d'une démocratie. Le « chef du *Foreign Office* français » avait envoyé les tirailleurs de Marchand opérer au loin contre l'Angleterre : le chef du véritable *Foreign Office* répondait en envoyant la cavalerie de Saint-Georges<sup>97</sup> manœuvrer dans nos villes contre le cabinet français et les soldats français. Comme les souples et silencieux cavaliers ne rencontraient aucun pouvoir d'État indépendant de l'opinion (cette opinion qu'ils étaient capables de faire) ; comme ils étaient déjà assurés du concours actif de tous nos ennemis de l'intérieur (déjà maîtres d'une partie de cette opinion versatile) ; comme enfin ils ne trouvèrent de résistance que dans l'administration militaire (qui, étant subordonnée à la République, devait céder en fin de compte à l'opinion) : il leur suffit de réussir à impressionner puissamment ce vague et vibrant composé de sentiments, d'intérêts, de caprices et de passions, dont la mobilité est prodigieuse en France. Un tel succès était facile. Qui émeut l'opinion ? La presse. Et qui mène la presse ? L'or.

C'est pourquoi, en raison de cet or anglais et de cette presse vénale, par la faute ou le crime de cette opinion souveraine et de ce régime démantelé, quand les journaux français de 1897 et de 1898 lui parvinrent, après ses longs mois d'immersion dans la solitude africaine, le colonel Marchand dut se détourner pour pleurer.

Un Forain prophétique éternise ce souvenir.

On peut répondre que ce fut simple coïncidence de fortunes fâcheuses. Mais le hasard est innocent des maux immenses qui résultaient de la série de nos troubles civiques. Ces maux sont dus à l'imprévoyance des hommes et surtout à l'anarchie des institutions. Si, pendant qu'on édifiait Fort-Desaix, Mathieu Dreyfus a pu recruter un parti au traître, son frère<sup>98</sup>, et allumer ainsi une guerre civile, – si l'œuvre d'un simple particulier a pu causer de tels effets, – si, au moment même où les nôtres se mettaient en marche pour Fachoda, Paris et la France ont pu se battre jour et nuit pour M. Zola : ces accidents scandaleux n'ont été *possibles* qu'à la faveur de la caducité absurde de l'État. Non, n'alléguons pas de surprise. La sagesse politique consiste à savoir qu'il y a des imprévus dans la marche du monde : elle échelonne les moyens d'y faire face et d'y pourvoir.

---

<sup>97</sup> La cavalerie de Saint-Georges : l'expression aujourd'hui vieillie désigne la politique d'influence vénale souvent prêtée à l'Angleterre. (N.D.É.)

<sup>98</sup> C'est à ce moment-là que Mathieu Dreyfus écrit la lettre publique dans laquelle il dénonçait, comme le véritable traître, un homme de paille à la solde des Juifs, Esterhazy.



La folie, la faiblesse des années 1897, 1898, 1899, étaient comme enfermées et sous-entendues dans un régime où nul barrage n'était opposé aux sautes de l'opinion ni préposé à la défense de l'intérêt général contre le caprice des foules ou l'entreprise des factions que subventionnait un ennemi bien organisé et bien soutenu. « Nous n'avions point d'État ! » On avait négligé d'en forger un quand il était temps. On avait refusé de construire le roi : nos actions extérieures ne pouvaient que succomber aux convulsions de l'intérieur. Les prédictions de quelques journalistes perdus, griffonnées dès l'éclat des premières alarmes<sup>99</sup>, restent pour faire foi de la nature essentiellement organique et constitutionnelle des difficultés auxquelles se heurtèrent alors les Hanotaux et les Méline, ainsi qu'ils devaient s'y heurter. Les républicains modérés purent s'apercevoir qu'il n'y avait aucune proportion entre les outils dont ils avaient disposé et la grande œuvre extérieure et intérieure à laquelle ils avaient entraîné leur pays.

L'un de ces ministres d'alors, grand ami de M. Méline, Alfred Rambaud, en convenait vers la fin de l'année suivante<sup>100</sup>. En examinant les points noirs d'Asie et d'Afrique au Transvaal, en Chine, au Japon, puis la crise autrichienne, alors imminente, et en considérant tout ce qui se défait, tout ce qui se refait dans l'univers autour de nous et en dehors de nous, l'ancien ministre rédigeait ce mélancolique mémoire, ce compte douloureux du temps et des efforts que l'Étranger nous avait fait perdre dans l'affaire Dreyfus :

Pour faire front à tant de périls, il faudrait une France une, non pas seulement au point de vue administratif, mais d'intelligence et de cœur. Il faudrait qu'aucun Français n'eût rien de plus cher que la grandeur et la sécurité de la France.

En sommes-nous là ?

Il faudrait un gouvernement qui n'eût d'autre pensée que celle de notre salut, une armée très forte, une diplomatie attentive et souple.

Or, depuis deux ans quel est celui de nos ministres de la Guerre qui a pu dévouer tout son temps et toute son intelligence à la préparation de la Défense nationale ? Pour chacun d'eux, qu'on

---

<sup>99</sup> Par exemple, celles de Barrès, de Drumont, et, si j'osais les placer à leur suite, quelques-uns de ceux que la *Gazette de France* et *Le Soleil* ont publiés sur ces sujets à partir du 1<sup>er</sup> décembre 1897.

<sup>100</sup> *Le Matin* du 21 septembre 1899, quelques jours après la seconde condamnation du traître Dreyfus au conseil de guerre de Rennes. – Rappelons à ce propos que cette condamnation du 9 septembre 1899 n'a pu être cassée, le 12 juillet 1906, par la Cour de Cassation, qu'à la suite d'une enquête frauduleuse et de débats scandaleux couronnés par la violation et la falsification de l'article 445 du Code d'instruction criminelle.

fasse le compte des heures qu'il a pu consacrer à cette tâche et de celles que lui ont gaspillées d'autres préoccupations, d'autres dossiers.

L'un d'eux<sup>101</sup>, et non des moins dignes de cette haute fonction, était obligé de répondre à une interpellation sur nos ouvrages de défense : « *Je suis ministre depuis huit jours ; j'ai dû en employer sept à l'examen de... ce que vous savez.* » Faites ce même compte pour les présidents du Conseil, les ministres de la Marine. Faites-le pour le ministre des Affaires étrangères lui-même.

Faites-le pour le Conseil des ministres : demandez-vous pendant combien de minutes, dans une séance de deux ou trois heures, les hommes chargés de la défense nationale ont pu retenir sur cet objet l'attention de leurs collègues.

Faites le même compte pour les séances du parlement. Combien ont été employées à des discussions utiles ? Combien à l'Affaire et aux affaires connexes, dont elle fut une infatigable mère Gigogne ?

Par la place qu'elle a prise dans les colonnes des journaux, appréciez ce qui restait d'espace à ceux-ci pour tenir le public au courant de ce qui doit le plus intéresser des patriotes, pour éclairer l'opinion sur notre situation en Afrique, en Asie, et sur nos propres frontières.

Pendant tout ce temps, que devenait l'armée ? Une furieuse campagne tendait à l'affaiblir dans sa cohésion morale, dans sa confiance en ses chefs, dans sa discipline. Un incident comme celui des réservistes de l'Yonne<sup>102</sup> aurait-il été possible il y a seulement un an ? Est-ce simplement un incident ? Ne serait-ce pas un symptôme ? Et de quelle gravité !

Notre diplomatie ? Il y a dix-huit mois, elle se heurtait déjà à des difficultés inexplicables, il *une force d'inertie évidemment expectante*, et, jusque dans les négociations pour le Niger, elle constatait l'influence maligne du trouble des esprits en France et des calculs malveillants à l'étranger.

Cela ne pouvait alors qu'empirer. Nous l'avons bien vu pour Fachoda.

Nous l'éprouverons dans d'autres occasions autrement graves et périlleuses, si nous ne parvenons à nous ressaisir.

---

<sup>101</sup> M. de Freycinet.

<sup>102</sup> Ces histoires de réservistes anti-militaristes se sont bien multipliées depuis douze ans.

Un tel état de choses est évidemment très avantageux à nos rivaux. Ils avaient intérêt à le prolonger, à l'envenimer, et ils n'y ont pas manqué.

*Les uns ont prodigué l'argent ; les autres y sont allés de leurs précieux conseils ; à Londres, au moment le plus critique du fameux procès, quand les cœurs de tous les Français, encore que pour les raisons les plus différentes, étaient étreints de la même angoisse, on s'amusait à ouvrir des paris.*

Maintenant, à Londres, on ne s'amuse plus : on se fâche tout rouge. Il s'est tenu à Hyde-Park un meeting monstre d'indignation. Toute la canaille britannique a crié : « À bas l'armée française ! » N'avons-nous pas assez pour cette besogne, de notre propre canaille ? Et, dans ce meeting, on a assommé quelques Français.

*On a failli voir des officiers étrangers, dont le rôle d'espionnage a été reconnu aussi bien par la défense que par l'accusation, venir figurer comme témoins. Bien mieux : comme arbitres. Presque comme juges.*

Quand il fait crédit au régime qu'il peut impressionner, diviser et troubler si facilement, l'Ennemi peut attendre que la victime soit à point. Mais l'exterminateur n'attendra pas toujours. La Pologne, écrit M. Rambaud, a fini par être « partagée » :

Il ne faut pas croire que ce soit du premier coup que les armées ennemies ont pénétré sur le territoire polonais. Non. L'invasion étrangère a été précédée, préparée de longue main par une infiltration d'éléments étrangers et d'influences étrangères.

De l'argent étranger entraînait en Pologne pour y fomenter certaines agitations. Les étrangers avaient pris l'habitude de critiquer les lois du pays, de vouer au mépris de l'Europe intellectuelle les sentences de ses juridictions, de boycotter, à coups de tarifs, ses produits.

Ils estimaient injustes que les protestants et les orthodoxes n'eussent pas les mêmes droits politiques que les catholiques, et en cela ils avaient raison, mais les Polonais qui leur donnaient raison avaient tort, car l'étranger n'est jamais désintéressé dans ses critiques.

Des Polonais prenaient l'habitude de fréquenter chez les ambassadeurs étrangers, de leur demander des renseignements, de croire à leur parole, de suivre leur direction. Les uns dénonçaient aux Prussiens et aux Russes l'intolérance catholique de leurs

compatriotes; les autres les suppliaient de garantir les libertés anarchiques du pays; d'autres s'entendaient avec eux pour condamner le « militarisme » polonais.

Au bout de quelques années de cet échange de bons offices entre Polonais et étrangers, la Pologne s'est trouvée mûre pour l'invasion et le partage.

*Notez que la Pologne était vraiment une RÉPUBLIQUE, encore qu'elle eût à sa tête un roi qui, d'ailleurs, avait encore moins de pouvoir effectif qu'un président français. Il est également facile de démontrer que (les paysans mis à part) la Pologne était une DÉMOCRATIE.*

Comme elle, nous ayons pour voisins de puissants États monarchiques et militaires. Ces voisins ont intérêt à ce que la France soit paralysée, neutralisée par impuissance. . .

Telle était l'opinion d'un esprit modéré jugeant à une année de distance : il commençait à dominer l'histoire de la crise, il en apercevait nettement les instigateurs. Les difficultés et les embarras extérieurs que nous avions suscités au Royaume-Uni étaient revenus à la République sous forme d'embarras et de difficultés à l'intérieur. Contre ce coup violent le régime ainsi attaqué demeurait sans riposte, parce qu'il était sans pouvoir. Dès lors impossible de rien sauver à moins que de changer la Constitution en pleine bataille et d'opérer une contre-révolution radicale sous le feu de l'ennemi ! Mais bien peu songeaient à ce remède héroïque. Tout s'écroula paisiblement.

# Chapitre X

## La fin du système Hanotaux : le désarroi de la Marine

La catastrophe consommée découvrit au régime un autre point faible par lequel il est bien probable que l'effondrement se serait produit, alors même que l'Angleterre se fût épargné les dépenses de l'affaire Dreyfus.

Pour la commodité et pour la clarté de l'exposition, j'ai laissé de côté ce point : j'ai supposé que le fragile gouvernement de MM. Félix Faure, Méline, Hanotaux, et leur façade d'administrations éphémères composaient, tout au moins, à chaque instant donné, une surface une, liée, suivie et cohérente. C'est ce qu'on avait attendu de leur « ministère homogène », et c'est ce que réclame toute politique sérieuse, en particulier, la politique extérieure, qui, avant d'obtenir la continuité dans le temps, a besoin de bien assurer sa liaison dans l'espace. Bismarck, à Ems, ne put se résoudre à marcher sans avoir consulté, une dernière fois, ses principaux collaborateurs, Moltke et Roon.

Mais en France il fallait compter avec les conditions qui sont inhérentes à toute république démocratique ; faute d'un chef suprême, stable et puissant, le gouvernement y est divisé et segmenté à perte de vue, pour le plus grand bonheur des chefs de service et le pire malheur des services eux-mêmes. Deux ministres y sont égaux sous un chef qui n'est pas un maître. Deux ministères sont deux maisons qui s'ignorent l'une l'autre. Ces rivales jalouses ne se pénètrent pas et refusent de se rien céder l'une à l'autre. On correspond, on traite, mais c'est entre puissances étrangères, lointaines, et l'on n'agit pas de concert ni sous une même impulsion. Il en était ainsi en 1896. Il en est ainsi aujourd'hui. Les ministres modérés trouvèrent cet état de choses incoordonné et, loin de le modifier, n'y furent même pas sensibles.

La fortune voulut que cette secrète ataxie n'apparût point aussi longtemps que le système « Pétersbourg-Berlin contre Londres » fut en vigueur et que les ministres modérés furent en fonctions. Mais, trois mois après leur départ, au jour précis de l'échéance du principal effet tiré par M. Hanotaux sur notre

avenir national, c'est-à-dire en septembre 1898, on découvrit subitement que tout avait été agencé par nos mains en vue d'une rencontre possible avec l'Angleterre sans qu'on eût pris aucune des précautions navales qu'impliquait une telle éventualité... Un rapport de l'amiral Fournier déclara textuellement : « Nous ne sommes pas prêts... » La « forme républicaine » qui avait permis ce cas d'imprévoyance et de distraction monstrueuses apportait ici les effets directs de son essence propre. « Elle est la dispersion, elle est la diversité, elle est le mal. » On ne peut que redire ces définitions de l'abbé Lantaigne<sup>103</sup> pour peu qu'on se reporte à ce moment-là. Oui, en septembre 1898, et notre mission Congo-Nil venant de se heurter à Fachoda contre l'Angleterre, l'opinion française découvrit, sans en être d'ailleurs autrement émue, que, pendant ces quatre ans d'une politique évidemment anti-anglaise, nous n'avions négligé qu'un élément : nos forces de mer. Nous n'étions dépourvus que d'un organe, et c'était précisément du seul organe utile, l'unique organe de défense et d'attaque contre l'Anglais. Notre armée de terre était encore bonne, mais ne servait pas à grand-chose ici. Une protection sérieuse du littoral métropolitain et colonial, sur la mer, des escadres, à terre, des ports en état, c'était aujourd'hui l'indispensable, et cela manquait. Le Cabinet Brisson-Cavaignac-Lockroy eut la charge d'improviser ce qui

---

<sup>103</sup> L'admirable passage du discours de M. l'abbé Lantaigne à M. le professeur Bergeret, dans *L'Orme du mail*, de M. Anatole France, serait à apprendre par cœur.

Nous l'avons cité bien des fois. Mais il faut le relire.

M. Lantaigne. — ... Fût-elle respectueuse de la religion et de ses ministres, je haïrais encore la République.

M. Bergeret. — ... Pourquoi ?

M. Lantaigne. — Parce qu'elle est la diversité. En cela, elle est essentiellement mauvaise...

... La diversité est détestable. Le caractère du mal est d'être divers. Ce caractère est manifeste dans le gouvernement de la République qui, plus qu'aucun autre, s'éloigne de l'unité. Il lui manque avec l'unité l'indépendance, la permanence et la puissance. *Il lui manque la connaissance, et l'on peut dire de lui qu'il ne sait pas ce qu'il fait.* Bien qu'il dure pour notre châtement, il n'a pas la durée, car l'idée de durée implique celle d'identité, et la République n'est jamais un jour ce qu'elle était la veille. Sa laideur même et ses vices ne lui appartiennent pas. Et vous avez vu qu'elle n'en était pas déshonorée. Des hontes, des scandales qui eussent ruiné de puissants empires, l'ont recouverte sans dommage. Elle n'est pas destructible, elle est la destruction. *Elle est la dispersion, elle est la discontinuité, elle est la diversité. Elle est le mal.*

La page, d'une extraordinaire lucidité, a précisément été écrite en 1896, alors que les jeunes ministres de la République conservatrice gravaient dans la chair vive, inscrivaient dans les faits concrets ce mémorable monument de dispersion, de discontinuité et de diversité dont il est fait ici l'historique.

aurait dû être préparé à loisir dans les années antérieures et ce qui n'y avait même pas été commencé.

La présidence de la République était occupée par un ancien armateur havrais, ancien ministre de la Marine, à qui l'importance de la mer ne pouvait vraisemblablement échapper. Elle ne pouvait échapper non plus à son ministre des Affaires étrangères.

M. Gabriel Hanotaux s'était appliqué à consolider notre situation en Tunisie, en nous déliant de traités antérieurs : à quoi bon, si le passage de la Méditerranée n'était pas assuré par une flotte suffisante ? La grande île de Madagascar avait été proclamée colonie française le 20 juin 1896 : à quoi bon si, de Madagascar à Marseille, une force étrangère restait facilement maîtresse d'arrêter nos communications ?

Tous ces actes publics devaient nous obliger à veiller sur l'armée navale. À plus forte raison, cet acte secret, la mission du Congo vers le Nil. Ou c'était folie pure, ou l'entreprise sous-entendait des armements, des constructions, des approvisionnements maritimes réguliers et complets. Notre politique d'alors aurait permis, à la rigueur, de négliger les armées de terre, puisqu'elle escomptait le concours de l'armée russe et de l'armée allemande, mais elle exigeait l'entretien et, au besoin, la réfection de la marine. Précaution d'autant plus nécessaire que le concours de la flotte italienne semblait douteux, depuis que l'Angleterre se l'était assuré par un traité plus fort que l'arrangement triplicien. Ce long ministère modéré et conservateur, couronné d'une présidence plus modérée et plus conservatrice encore, avait donc légué un modèle de négligence maritime à ses successeurs radicaux. Si l'incurie et l'incohérence agressives de M. Camille Pelletan <sup>104</sup> ont pu faire pardonner au public l'incurie et l'incohérence passives de l'équipe antérieure, l'historien ne l'oubliera pas. Une forte marine était supposée dans le dessein conçu et poursuivi dès 1895 et 1896 : or, nous ne l'avions pas à l'été de 1898 !

Comme toujours, alors, sous le poids des choses, sous la pression des circonstances, on essaya d'improviser <sup>105</sup>. Le ministère radical s'efforça de bien mériter de la patrie en parant tout de suite au plus nécessaire. Notre

---

<sup>104</sup> Camille Pelletan, 1846–1915, fils d'Eugène Pelletan. Il est après la guerre de 1870 l'un des chefs des radicaux qui s'opposent aux opportunistes regroupés autour de Ferry. Membre du parti radical-socialiste dès sa création, il en incarne l'aile la plus avancée et joue un rôle important dans la défense de Dreyfus, puis devient ministre de la Marine dans le gouvernement Combes. Jugé trop conciliant avec les grévistes de Marseille en 1904, il ne retrouve pas de poste ministériel après la chute du ministère Combes en 1905 et redevient député des Bouches-du-Rhône. (N.D.É.)

<sup>105</sup> On trouvera un récit de ces improvisations aux appendices III et IV : *Les fonctions propres de l'État, Mais il faut la violer.*

littoral se hérissa de canons. Les soutes des vaisseaux de guerre se garnirent de combustibles et de munitions. On jeta du charbon dans les postes lointains pour le ravitaillement de nos stationnaires. Ce fut un élan général.

On ne peut s'empêcher d'observer néanmoins que cette ardente réorganisation maritime devait coïncider, par une gageure ironique, avec un changement de front en diplomatie : le ministre nouveau détournait peu à peu sa pointe de notre vieille concurrente maritime ; c'est un ennemi continental que M. Delcassé allait nous mettre sur les bras. Dès ce moment-là, nous aurions eu besoin d'affermir et de consolider notre armée de terre. Mais, précisément dans les années qui suivirent, on ne travailla qu'à la désorganiser. En 1899, toujours à propos de Dreyfus, qui venait d'être recondamné et qu'il s'agissait de faire absoudre à tout prix, la lutte s'engageait entre l'important Service des renseignements, organe de notre défense nationale, et la Sûreté générale, qui ne défendait que la République. En 1900, Waldeck-Rousseau donnait raison aux défenseurs de la République contre les défenseurs de la France : « Le Bureau des renseignements n'existe plus », déclarait-il à la tribune. Le général André<sup>106</sup> remplaça Gallifet<sup>107</sup> au ministère, les généraux se virent dénoncés par des sous-officiers influents dans les Loges, un vaste service de délation fonctionna. En 1903 et 1904, le ministère de la Guerre donnait tout son cœur à la réhabilitation de Dreyfus, à la diminution du budget de la Guerre, au service de deux ans, et, lorsque, en 1905, éclata le coup de foudre de Tanger, qui ne fut rien qu'un Fachoda interverti, nous nous trouvions exactement dans la même impuissance pour des raisons égales,

---

<sup>106</sup> Louis André, 1838–1913, général issu d'une famille conservatrice et cléricale, il s'en voit rejeté à cause de son mariage avec une cantatrice. Il en conçoit de l'animosité pour son milieu d'extraction et, chef de garnison au Mans dans les années 1890, professe des opinions avancées et ultra-républicaines qui le font remarquer par Waldeck-Rousseau, lequel lui propose le poste de ministre de la Guerre en remplacement de Gallifet. André se fixe pour tâche de démocratiser l'armée et de « rapprocher le corps des officiers de la nation républicaine ». C'est lui qui abaisse le service militaire à deux ans en 1905. Il imagine, ayant peu confiance en ses propres services, de faire tenir par les loges maçonniques des fiches sur les opinions politiques et religieuses des officiers français, afin de favoriser dans l'avancement les officiers les plus républicains et les moins catholiques. La mise au jour de cette affaire des Fiches entraînera en 1905 la chute du ministère Combes après un bref sursaut républicain entraîné par la gifle donnée par le député Syveton au général André en pleine Assemblée, Syveton étant mort peu après cet épisode dans des conditions mystérieuses. (N.D.É.)

<sup>107</sup> Gaston de Gallifet, 1830–1909. C'est à ce militaire couvert de gloire sous l'Empire, l'un de ceux qui réprimèrent la Commune en 1870 et distingué par Gambetta en 1880 que Waldeck-Rousseau fait appel en 1899, en pleine crise politique consécutive à l'Affaire, pour occuper le ministère de la Guerre. Ayant ennemis comme amis dans tous les partis, il passait pour impartial et capable de faire accepter à l'armée des décisions difficiles. C'est lui qui demande la révision du procès de Dreyfus. Il démissionne en 1900, suite à un désaccord avec le président du Conseil. (N.D.É.)



quoique toutes contraires : il aurait fallu exercer notre armée de terre, et c'était à l'armée de mer qu'on avait donné quelques soins.



# Chapitre XI

## L'oscillation de la Marine

Mais la réforme maritime de 1898–1902 ne s'avança qu'avec des lenteurs, des incertitudes et des contradictions ; elle échoua, en fin de compte, sur un double écueil bien républicain : les Chambres, les Bureaux.

M. Édouard Lockroy avait remplacé rue Royale le brave et digne marin <sup>108</sup> qui, pour répondre à un interpellateur du Sénat, déclarait que ses équipages sauraient mourir. Le ministre civil entreprit quelques modifications brillantes, au beau milieu desquelles un parlementaire nouveau, M. de Lanessan, survint pour les bouleverser ou les remanier. Ce double programme Lockroy-Lanessan à peine esquissé, M. Pelletan paraissait et cassait tout (1902–1905). Les dégâts et les ruines ont été particulièrement sensibles sous le ministère de M. Thomson <sup>109</sup>, qui se flattait de raccommoder quelque chose. C'est une question de savoir si l'incohérente série de ces ordres et de ces contre-ordres n'était pas aussi vaine, en étant plus coûteuse, que l'inaction sommaire de

---

<sup>108</sup> L'amiral Armand Besnard. Voici la liste des ministres de la Marine pour la période dont parle Maurras :

- du 30 mai 1894 au 17 janvier 1895 : Félix Faure ;
- du 28 janvier 1895 au 1<sup>er</sup> novembre 1895 : amiral Armand Besnard ;
- du 1<sup>er</sup> novembre 1895 au 29 avril 1896 : Édouard Lockroy ;
- du 29 avril 1896 au 28 juin 1898 : amiral Armand Besnard ;
- du 28 juin 1898 au 22 juin 1899 : Édouard Lockroy ;
- du 22 juin 1899 au 7 juin 1902 : Jean-Marie de Lanessan ;
- du 7 juin 1902 au 24 janvier 1905 : Camille Pelletan ;
- du 24 janvier 1905 au 22 octobre 1908 : Gaston Thomson ;
- du 22 octobre 1908 au 24 juillet 1909 : Alfred Picard ;
- du 24 juillet 1909 au 2 mars 1911 : amiral Auguste Boué de Lapeyrère ;
- du 2 mars 1911 au 21 janvier 1913 : Théophile Delcassé.

(N.D.É.)

<sup>109</sup> Gaston Thomson, 1848–1932, député de Constantine de 1877 à sa mort ; Maurras est un peu sévère avec lui : c'est à son action que l'on doit un important accroissement du tonnage de la flotte française auquel ne sera comparable que l'effort de Georges Leygues à la fin des années 1920. (N.D.É.)

M. l'amiral Besnard. Il ne faut pas lutter contre les colosses de la bureaucratie, ou il faut être armé de manière à en triompher.

La monarchie seule le peut. Les incontestables progrès obtenus sous la République dans l'armée de terre ne doivent pas faire illusion, car, ici, l'anarchie démocratique a été puissamment tempérée par le stimulant de la Revanche<sup>110</sup>, qui n'existait pas pour l'armée de mer. Il y a trop longtemps que nous n'avons plus fait de grande guerre maritime. L'âge de nos progrès sur mer remonte au prince de Joinville<sup>111</sup>. En 1878, le rapport fameux de M. Étienne Lamy<sup>112</sup> élevait contre notre marine un ensemble d'accusations que l'on n'a cessé de reprendre et de renouveler<sup>113</sup>. Le rapport fut écrit dans un but d'action et de progrès ; la fatalité démocratique a réduit cette pièce au rôle humiliant de *memento* pour mécontents. Aucune réforme utile n'en est sortie, mais tous les brouillons de la Chambre s'efforcent d'en démarquer les vieilles critiques qu'ils aigrissent et retournent en pointes offensantes contre le corps de nos officiers de vaisseau. Dans cet ordre naval, la République tricolore des Dufaure et des Lamy n'échappe donc à la routine qu'en poussant à la destruction. C'est par l'effroi des réformes qui détruisaient que la République rose de l'amiral Besnard était revenue aux pratiques de l'immobilité, d'où, nécessairement, le pendule devait se remettre, peu après, à courir de nouveau dans le sens des ruines.

La longueur de l'oscillation peut surprendre au premier abord. Mais c'est la faute du régime si les fautes n'apparaissent que lentement. Les services de la marine ne sont pas comparables à d'autres administrations techniques qui exigent aussi une très forte part de compétence spéciale, mais qui reçoivent, comme les chemins de fer, par exemple, la vérification et la critique perpétuelle de l'expérience publique : chaque voyageur et chaque actionnaire peut se convaincre des résultats bons ou mauvais de l'exploitation. La seule expérience publique bien concluante à laquelle puisse être soumise une marine militaire est celle qui vient d'une guerre, c'est-

---

<sup>110</sup> Voir à l'appendice V, *Aéroplanes et dirigeables*, ce qui se passe aujourd'hui dans les services techniques de la Guerre.

<sup>111</sup> François d'Orléans, prince de Joinville, 1818–1900, troisième fils de Louis-Philippe. (N.D.É.)

<sup>112</sup> Étienne Lamy, 1845–1919, député du Jura en 1871, son vote contre une partie des lois scolaires en 1880 lui fit perdre tout rôle politique important. Il est surtout connu aujourd'hui pour les travaux littéraires qui lui valurent son élection à l'Académie française, en particulier sa préface aux *Lettres d'Aimée de Coigny*, la « Jeune captive » d'André Chénier. (N.D.É.)

<sup>113</sup> *Rapports du budget de la marine*, 1870–1879. N° 926, p. 17 et 20. [Le rapport d'Étienne Lamy est de 1876 (N.D.É.)]

à-dire lorsqu'il est trop tard pour rien réformer<sup>114</sup>. En temps de paix, ce personnel et ce matériel immenses, hautement spécialisés, ne sauraient être sérieusement contrôlés qu'à force de présence d'esprit, de volonté ingénieuse et de sagesse vigilante : œuvre de personnalité, de science humaine et d'esprit humain, affaires de prince et de chef. Les aristocraties versées dans les choses maritimes et commerciales, Carthage, Venise, aujourd'hui encore la ploutocratie américaine, peuvent réussir à faire de bonnes inspections, à donner des directions sérieuses à leurs ministres et fonctionnaires de la mer : elles ont la durée et la compétence. Aucun pouvoir démocratique et républicain ne possède ces deux vertus.

Un ministre, un grand chef militaire n'y peut garder longtemps sa place sans porter ombrage à l'État. Quant à contrôler des serviteurs successifs, les mieux douées des démocraties y échouent forcément : elles vont de déconvenue en déconvenue, trompées par l'indolence de leurs spécialistes divers qui se fatiguent, s'usent et se combattent les uns les autres, ou desservies par la compétition, le tumulte et le bruit qui sont le partage des assemblées. Les professionnels s'endorment ou s'incrument, le peuple, le souverain, n'en peut rien savoir ; et ses représentants, les commissions incompetentes, les rapporteurs ignares, les ministres turbulents et destructeurs le précipitent, dès qu'ils ont le dessus, dans l'abîme du mal contraire.

C'est un réformateur parlementaire, c'est M. de Lanessan, qui, par ses décrets, imposa l'incohérence aux services du ministère et facilita la révolte dans les arsenaux. C'est un autre réformateur parlementaire, Pelletan, qui prit à tâche de soulever les équipages, d'arrêter les constructions et de distribuer les commandements à la mer d'après les opinions philosophiques et religieuses des officiers. L'attitude de ce ministre échappait complètement aux reproches d'étroitesse ou de routine qu'on adresse aux professionnels : mais il en résulta une épouvantable série d'échouements, de naufrages, d'explosions, d'incendies, d'accidents et des désastres de toutes sortes, effets normaux de la malfaçon, de l'incurie, de la malveillance ou de la trahison. Quand, durant deux années entières, le malheur public éclatant, cet unique avertisseur et contrôleur des démocraties, eut longuement et cruellement fonctionné, le pays finit par l'entendre et le faire entendre au pouvoir. On rouvrit donc le vieux « conservatoire de tous les abus », et l'on revint, par les deux lentes étapes<sup>115</sup> de MM. Thomson et Picard, au ministère d'un amiral.

---

<sup>114</sup> Cependant la période qui courut de 1907 à 1911, avec ses incendies et ses explosions, apporta une demi-sanction expérimentale. Fut-elle seulement sentie ? (Note de 1920.)

<sup>115</sup> Combien ces étapes ont été lentes, on peut s'en faire une idée par des chiffres recueillis dans un grand organe officieux du gouvernement républicain, *Le Temps*. Les trois années 1907, 1908 et 1909, celles qui ont vu éclater les conséquences du système Lanessan-Pelletan, et se vérifier, à coups de sinistres, tous les pronostics les plus sombres, ont vu périr ou

Mais l'expérience avait coûté cher : du deuxième rang que nous tenions en 1899, nous tombions, en 1909, au cinquième : la marine française s'est classée au-dessous des marines de l'Allemagne, des États-Unis, même du Japon. . .

Le résultat n'était pas évitable. Mais un autre malheur est au bout du système contraire auquel on semble devoir se ranger.

Affranchie des fous furieux du parlement, la marine retombe sous le particularisme de ses bureaux. Dès qu'un grand pouvoir ne s'élève plus au-dessus des administrations, ces puissances subalternes, mais compétentes, doivent s'ériger en petites souverainetés indépendantes, comparables à des seigneuries féodales ou même aux Grandes Compagnies du XIV<sup>e</sup> siècle. En tout bien tout honneur, en tout scrupule de parfaite honnêteté, les professionnels en possession d'état, et par là même très hostiles aux changements et, de leur nature, opposés à tout élément qui n'est pas de leur partie, sont conduits à confondre le bien général avec les avantages de la spécialité qu'ils détiennent ; ils ne conçoivent plus qu'un service, et c'est le leur propre, et nul contrepoids ne leur est opposé que par d'autres coteries analogues, formées quelquefois en factions ou en clientèles : coalitions d'intérêts privés qui peuvent demander par hasard des réformes, mais qui, toutes ensemble, aspirent seulement à maintenir l'abus ou à le déplacer. Dans ce système comme dans l'autre, l'utilité générale cherche en vain son représentant.

Au lendemain du passage de Pelletan, on a dû avouer que cette routine, avec tous ses défauts, reste supérieure à l'immixtion brutale des orateurs et des rapporteurs ; cette clique étrangère superpose à des torts purement administratifs tous les vices du désordre politique. Le *vieux tableau* conserve un reliquat d'organisation, les bonnes traditions du commandement, ses usages utiles, un esprit de corps précieux. Pauvre musée flottant qui ne peut entreprendre des pointes bien hardies vers la haute mer, mais qu'on pourra garder en rade jusqu'au changement de régime, qui, rendant de nouveau les réformes possibles, lui fournira le moyen de se rajeunir.

---

mettre hors d'usage un certain nombre de nos unités de guerre maritime. Combien en a-t-on reconstruit ? Voici les mises en chantier en Allemagne et en France :

	FRANCE	ALLEMAGNE
Cuirassés	0	10
Croiseurs cuirassés	0	3
Croiseurs protégés	0	9
Contre-torpilleurs	17	76
Sous-marins	0	8

## Chapitre XII

### Une réforme en Monarchie

Dans l'été de 1900, un écrivain français, à qui l'instabilité parlementaire avait fait des loisirs, visitant les arsenaux, les ports, les chantiers de la mer du Nord et de la Baltique, écrivait au directeur du *Temps* qu'une émotion profonde l'étreignait « à la vue d'une pareille explosion de vitalité et de force ». La jeune marine allemande jaillissant des eaux toute neuve, pourvue des derniers perfectionnements de l'outillage scientifique moderne, lui donnait une idée de « vie intense » qui suggérait la comparaison avec l'Amérique. Mais l'auteur se rendait compte des différences et notait qu'il ne s'agissait point de la simple exubérance d'une nature longtemps vierge, révélant tout d'un coup des trésors de fécondité : non, le sol est ingrat, la race est lourde en Allemagne, les côtes fournissent des matelots médiocres et en petit nombre. Seulement un principe y domine tout : c'est la division du travail, l'économie des moyens, l'énergie de l'impulsion. « Une discipline sévère, jointe à un esprit d'initiative qui ne recule devant aucune audace, là est le secret de la force. » Comment ce secret a-t-il été mis en œuvre ? Comment se maintient ce bel ordre des travailleurs très divers si exactement spécialisés ?

Le voyageur, qui n'était autre que M. Édouard Lockroy, arrivait un an à peine après la réorganisation de l'administration supérieure de la marine. En décrivant le jeu de cette réforme, il fait voir et toucher, sans y songer peut-être, assurément sans le vouloir, le double avantage de la monarchie. Cette institution conservatrice de l'ordre et dont il prononce à peine le nom se révélait à lui réformatrice par excellence : prompte, directe, sans tergiversations ni tâtonnements superflus. Il écrit :

Quand en Allemagne une réforme paraît utile, elle est toujours rapidement accomplie. *L'exécution suit toujours de près, la pensée.* Le 7 mai 1899, un décret impérial modifia profondément les choses, supprima l'*Oberkommando*<sup>116</sup>, créa à sa place

---

<sup>116</sup> Haut commandement des armées de mer qu'en 1889 l'amiral von der Goltz avait constitué en service distinct du ministère de la marine ou *Reichsmarineamt*.

l'*Admiralstab*, augmenta les pouvoirs du *Reichsmarineamt*, et plaça enfin toute la marine sous l'autorité directe de l'empereur, aidé de son cabinet militaire.

*Ce fut une révolution.* À la tête de l'*Oberkommando* avait été placé un homme que l'éclat de ses services et sa longue expérience rendaient sympathique à tout le pays : l'amiral de Knorr. Jeune encore, puisqu'il n'était âgé que de cinquante-neuf ans, l'amiral de Knorr était entré au service à quatorze ans... (*Ici les titres de l'amiral.*) On l'avait fait *Oberkommandant*, c'est-à-dire commandant en chef de la marine allemande. Cependant, il fut tout à coup, et sans que personne s'y attendît, relégué dans le cadre de réserve. L'*Oberkommandant* s'en alla avec l'*Oberkommando*.

M. Lockroy attribue la rapidité et le radicalisme de cette « révolution » bienfaisante à ce que l'Allemagne était alors, au point de vue maritime, une table rase ; l'esprit d'innovation n'y était gêné par aucune des traditions naturelles aux pays engagés depuis longtemps dans cette voie. Il ne dit pas si cette absence de traditions maritimes n'était pas compensée par la présence d'une tradition politique si forte et si continue qu'elle est incarnée dans une famille représentée par un homme. Continuons à lire les explications données au *Temps* du 9 septembre 1900 :

Ce remaniement des autorités supérieures de la marine, qui avait coûté si cher à l'amiral de Knorr, simplifiait encore l'organisation de 1889. *Elle avait surtout pour but d'empêcher ces compétitions entre les services, qui entravent la marche, des affaires d'une façon toujours fâcheuse.* [L'inconvénient serait donc le même, n'en déplaise à l'auteur, dans ce pays sans traditions et clans et dans nos pays de vieilles traditions maritimes.] Pour la rendre à peu près IRRÉPROCHABLE, on n'eut qu'à copier l'organisation de l'année de terre, Tout le monde sait que l'empereur allemand commande personnellement cette armée. *Toutes les attributions sont spécialisées et séparées avec un art méticuleux et admirable.* Il en fut de même pour la marine. On ne conserva de l'*Oberkommando* que le service relatif à la préparation à la guerre, qui, sous le nom d'*Admiralstab*, devint le pendant du *Generalstab* ou état-major général. À lui furent spécialement réservées les questions de stratégie et de tactique navale, les questions de politique militaire se rapportant aux navires de guerre allemands qui se trouvent à l'étranger, enfin la mobilisation. Le *Reichsmarineamt* s'enrichit des disponibles de l'administration



supprimée, et l'empereur, à la tête de son cabinet militaire, prit le commandement effectif et direct de la marine entière.

Le décret impérial, dont M. Lockroy nous traduit le texte, ne manque pas d'allure :

« Ayant décidé de prendre en mains le commandement de la marine comme je l'avais fait jusqu'ici pour l'armée, j'ai jugé qu'il n'était plus nécessaire de laisser entre moi et les divers commandants une autorité spéciale et centrale qui n'avait d'autre service à faire que mes ordres à transmettre.

En conséquence, j'ordonne ce qui suit :

La branche spéciale appelée *Oberkommando* est supprimée. »

M. Lockroy ajoute :

C'est ainsi que s'est accomplie en quelques jours, on pourrait dire en quelques heures, la révolution administrative et militaire qui, pour la seconde fois, a profondément modifié les conditions du commandement supérieur de la marine allemande. Il a suffi que l'on constatât des défauts dans l'organisation existante et qu'on ne la crût pas suffisamment en harmonie avec un principe fondamental, pour qu'aussitôt, *sans souci des situations acquises, sans crainte de jeter le trouble dans l'administration*, on résolut un changement radical. Si le nouveau système présente encore des inconvénients, et si – ce qui n'est pas impossible – quelque frottement se produit entre le *Marinekabinet* et l'*Admiralstab*, on n'hésitera pas à retoucher l'œuvre nouvelle.

C'est en poursuivant avec cette ténacité l'exécution d'une série ininterrompue de progrès et de réformes que l'Allemagne est parvenue, on pourrait dire en quelques bonds, au degré redoutable de puissance où nous la voyons aujourd'hui. Voilà-t-il pas une leçon et un exemple ?

L'auteur écrit que l'« on » constata. Qui, *on* ? Il ajoute qu'« on » ne crut pas et qu'« on » résolut. Qui ne crut pas ? Qui résolut ? Et plus loin : « l'Allemagne ». L'Allemagne, c'est, Guillaume II. C'est le successeur du roi-sergent devenu l'empereur, disons l'empereur quartier-maître, qui traite l'administration maritime comme son trisaïeul traitait les grenadiers. C'est l'esprit toujours agissant d'une dynastie militaire. Ainsi la monarchie, quand elle est dynastique, peut associer aux lourdes garanties de stabilité qu'elle porte en elle un esprit de réforme qui ne s'embarrasse outre mesure *ni des situations acquises ni de la crainte de jeter le trouble dans l'administration*. Esprit éminemment pratique d'ailleurs, puisqu'il réalise les réformes conçues

par lui avec une telle célérité que le narrateur, la voulant bien qualifier, emploie, à tort sans doute, mais emploie le terme de révolution qui lui est naturellement sympathique. Des révolutions conservatrices, des cyclones tutélaires et protecteurs, voilà ce dont la Monarchie est capable.

Nous n'étions pas en monarchie dans les années 1895, 1896, 1897 et 1898<sup>117</sup> : aussi, notre Marine ignorait bien ce que faisaient les Affaires étrangères, et nos Affaires étrangères ne se doutèrent pas que nous avions quelque part une Marine en souffrance ; et cette Marine était en souffrance parce que, en dépit d'une bonne technique professionnelle, elle se trouvait inévitablement livrée à l'inertie de son mouvement routinier : il n'existait aucun mécanisme supérieur de surveillance et de contrôle, aucun organe d'ordre, aucun pouvoir d'irrésistible coercition.

Le contrôle des services d'une marine, services à la fois spéciaux, techniques et militaires, doit, pour être efficace, posséder au plus haut degré la durée, la puissance et la discrétion. Ce sont les vertus mêmes du contrôle royal. L'intérêt monarchique n'est pas de causer un scandale sous le prétexte d'imposer une réforme pour renverser un Cabinet, mais bien de réformer, en fait, tout en évitant les éclats. Ennemi personnel des prévarications et des négligences, comme de cette impunité qui fait les rechutes, le Roi suit son

---

<sup>117</sup> Et, hélas ! neuf années après ces années de Fachoda, nous n'étions pas encore en monarchie, et cela s'est bien vu à l'explosion de l'*Iéna*, en mars 1907 : cent cinquante bons Français, officiers et matelots, ayant été tués ou blessés grièvement dans cette catastrophe, le général de La Rocque, ancien directeur de l'artillerie au ministère de la Marine (1892–1899), a pu écrire à ce propos (Lettre à *L'Éclair* du 20 mars) :

Les enquêtes contre l'artillerie, les constructions navales, les commandants des navires, prouveront que TOUT LE MONDE a tort, si elles sont bien conduites – mais elles ne remédieront pas au mal... Avec un personnel incomparable à tous les degrés et dans tous les corps, avec des ressources financières beaucoup plus que suffisantes, on aboutit à n'être pas en mesure de faire la guerre contre la dernière des puissances maritimes ! Les énormités et le chambardement dont nous avons le triste spectacle, depuis quelques années, sont imputables au régime parlementaire, QUI AFFIRME EN PRINCIPE, MAIS SUPPRIME EN FAIT, la responsabilité où elle doit porter tout entière, c'est-à-dire sur les ministres.

Le général répétait la même pensée en d'autres termes à un envoyé du *Temps* (24 mars) : « Les coupables sont moins les hommes que le système. *Ce système est celui de l'irresponsabilité.* Le désordre en est la conséquence. Nous ne manquons ni d'argent ni de collaborateurs dévoués. Mais nous ne savons utiliser ni l'un ni les autres. »

Le système peut être défini, celui auquel aucune expérience ne sert de rien ou, pour mieux dire encore, c'est un régime politique sans mémoire. Précisément parce que « tout le monde » peut s'y mêler de tout, on n'y trouve personne dont le rôle défini soit de pouvoir, de devoir et de savoir se souvenir dans l'intérêt public et en vue de l'action commune.

intérêt et fait son devoir en recherchant le mal, en vue non de l'étaler, mais de l'extirper.

Maître de procéder sans aucune publicité, il ne peut être retenu par la crainte de donner une alarme excessive. Aisément prémuni contre les emportements de l'esprit public, il lui est pourtant naturel de presser et de stimuler l'indifférence du pays aux grands objets de politique nationale. Cette opinion publique, il aide à la faire, n'étant pas roi pour suivre, mais pour guider, éclairer et rectifier. Véritable disciple de Louis XIII et de Louis XIV, qui ont fait tout cela avant lui, Guillaume II a su trouver dans sa Ligue navale un merveilleux auxiliaire civique qui lui fournit l'appui moral et jusqu'à des ressources. L'opinion qui détruit tout dans notre pays se trouve donc là-bas conviée et utilisée pour construire. L'initiative du pouvoir est soutenue, multipliée, ravitaillée par le concours de la nation. Sans doute, tout monarque est appelé à vieillir. Mais le royaume a de fortes chances de conserver sa jeunesse, l'État est défendu par sa nature même contre les routines qui asservissent notre inertie : au fur et à mesure que le Prince décline, son héritier grandit, et chaque nouveau règne renouvelle la Monarchie.



# Deuxième partie

## TANGER

Le septennat des radicaux et la politique du monde

1898–1905



Nous sommes malades, nous sommes  
un pays foutu ! Ah ! il ne nous faudrait  
pas une guerre !

Le général DE GALLIFFET.





## Chapitre XIII

# Pourquoi Loubet fut magnifique

Le cabinet Méline-Hanotaux avait fini par se laisser tomber. Il succomba en apparence sur la simple question de savoir s'il avait la majorité dans la nouvelle Chambre élue en mai 1898. Bien qu'il possédât cette majorité, il la déclara trop faible et s'en fut. La vérité était qu'il cédait à l'inquiétude, d'ailleurs fort naturelle, que lui causait la coalition dreyfusienne.

C'était la Révolution qui montait, couverte, avec MM. Godefroy Cavaignac<sup>118</sup> et Édouard Lockroy, d'un prétexte nationaliste, mais cosmo-

---

<sup>118</sup> Jacques Marie Eugène Godefroy Cavaignac, 1853–1905, fils du général républicain et figure de la II<sup>e</sup> République Louis Eugène Cavaignac, neveu du journaliste républicain de 1830 prénommé lui aussi Godefroy, et petit-fils du conventionnel régicide Jean-Baptiste Cavaignac. Il devient ingénieur des ponts et chaussées puis est nommé maître des requêtes au Conseil d'État. En 1885, dans le premier gouvernement Brisson, il soutient l'expansion coloniale au Tonkin. Il est ensuite à plusieurs reprises ministre de la Marine ou de la Guerre.

Son nom reste attaché à l'affaire Dreyfus ; nommé ministre de la guerre dans le deuxième gouvernement Henri Brisson, il s'oppose à la révision du procès et se range dans le camp anti-dreyfusard, défendant les valeurs de l'armée. C'est à cette occasion que Zola prononcera son fameux : « Les Cavaignac se suivent mais ne se ressemblent guère » qui contribuera en dépit des faits et d'une réalité infiniment plus complexe à faire voir dans tous les républicains avancés des dreyfusards et dans tous les anti-dreyfusards des cléricaux réactionnaires.

Le 7 juillet 1898, Cavaignac lit à la Chambre des députés une lettre qu'aurait interceptée le colonel Henry, adressée par l'attaché militaire italien Alessandro Panizzardi au diplomate allemand von Schwartzkoppen, et qui est censée prouver incontestablement la culpabilité de Dreyfus. Mais son officier d'ordonnance, le commandant Louis Cuignet, découvre rapidement que ce document est un faux grossier.

Cavaignac convoque alors, le 30 août 1898, le colonel Henry qui lui avoue avoir fabriqué ce qui devient le fameux *faux Henry*. Après le suicide du colonel, le scandale se poursuit. Le chef du gouvernement Henri Brisson accepte le principe de la révision du procès Dreyfus. Opposé à cette initiative, Cavaignac démissionne le 3 septembre.

Cavaignac fut un membre important de la Ligue de la patrie française et sera proche de l'Action française. (N.D.É.)

polite et conforme à toute la tradition du vieux parti républicain avec les Brisson, les Sarrien et les Delcassé.

La République conservatrice cédait à une République radicale ; la politique de concentration nationale, à la politique de concentration républicaine. Après les tâtonnements exprimés par les départs successifs de MM. Cavaignac, Zurlinden, Chanoine, ministres de la Guerre opposés à la révision du procès de Dreyfus, et cette courte trêve du ministère Dupuy-Freycinet, le cabinet Waldeck-Rousseau, suivant de près l'arrêt de la Cour de Cassation, se constitua. Cette nouvelle équipe subit comme un revers la seconde condamnation de Dreyfus, qu'elle gracia sur-le-champ, mais elle organisa le procès de la Haute-Cour et mit en œuvre le système qui portera désormais la marque de 1899–1900 : elle fit de la Défense républicaine.

Les sanctions politiques données à l'affaire Dreyfus furent expressément contraires au verdict rendu le 9 septembre 1899 par le tribunal compétent. Un nouvel article 7<sup>119</sup> fut voté contre l'enseignement religieux. Les congrégations furent réexpulsées. Le gouvernement s'appuya publiquement sur les organisations anarchiques, un cortège révolutionnaire vint caresser du drapeau rouge le visage du président Loubet<sup>120</sup>, qui ne sourcilla point. Non plus que son ministre Waldeck-Rousseau, M. Loubet ne manqua jamais l'occasion de témoigner aux Juifs par ses actes, et aux protestants par ses paroles, qu'il les tenait, selon le mot de M. Brisson, pour la véritable « ossature » de la République<sup>121</sup>. La Maçonnerie gouverna, ainsi qu'elle avait fait au lendemain de la victoire des 363. Les classes indépendantes, les familles honorées, les plus anciens éléments de la nation, se virent retirer l'accès du fonctionnariat, exception n'étant faite que pour des personnalités disposées à se dégager

---

<sup>119</sup> Allusion à l'article 7 de la loi Ferry de 1880, dont les dispositions furent renouvelées. (N.D.É.)

<sup>120</sup> Émile Loubet, 1838–1929, président de la République du 18 février 1899 au 18 février 1906. Républicain modéré il fait partie des 363. Élu au Sénat en 1885, il devient rapidement un acteur majeur de la gauche républicaine. Il est nommé Secrétaire du Sénat, puis intègre la Commission des Finances en tant que rapporteur général du budget, où il aura une grande influence. Président du Conseil sous Sadi Carnot de février à novembre 1892 malgré une faible expérience gouvernementale antérieure, à la mort de Félix Faure il est président du Sénat et apparaît peu à peu comme le candidat idéal, n'ayant jamais pris publiquement position sur l'Affaire. Néanmoins, peu de temps après l'élection, Paul Déroulède tenta sans succès de provoquer un coup d'État et Loubet fut agressé par le baron Christiani, ardent anti-dreyfusard, à Auteuil en juin 1899. Le baron fut écroué et condamné à 10 ans de prison ferme. L'événement provoqua indirectement la chute du cabinet Dupuy. C'est sous la présidence d'Émile Loubet que fut proclamée l'Entente cordiale avec l'Angleterre. (N.D.É.)

<sup>121</sup> M. Waldeck-Rousseau devait dire à Saint-Étienne, le 12 janvier 1902 : « Il existe une entente naturelle entre le régime républicain et le culte protestant, car l'un et l'autre reposent sur le libre examen. »

de leurs traditions, de leurs relations ou de leur honneur. La délation qui florissait dans tous les autres services publics se trouva étendue aux armées de terre et de mer. Le gouvernement prit nettement position contre le corps des officiers, considéré comme séditionnel de naissance, et tout chef militaire fut mis en observation. En même temps, on fomentait discrètement une certaine indiscipline dans la troupe, afin de prévenir les velléités dangereuses du commandement. Même précaution avait été prise sous Mac-Mahon <sup>122</sup>.

Le Vieux Parti <sup>123</sup>, qui avait lutté contre Mac-Mahon, se souvenait aussi de sa disgrâce de 1893. À cette date, ses participations aux scandales du Panama l'avaient fait traiter en vaincu et mettre, sinon hors la loi, du moins à la porte du pouvoir à l'heure où il venait de remporter un nouveau succès sur « l'esprit prétorien » représenté par Boulanger et le boulangisme. Mais, puisque, à la faveur des revirements de l'Affaire, le personnel du Panama trouvait sa revanche avec M. Joseph Reinach, le neveu de son oncle <sup>124</sup>, avec M. Clemenceau, l'ami de Cornelius Herz <sup>125</sup>, avec M. Émile Loubet, qui les avait tous protégés, cette fois, le Parti, tenant à durer, avait résolu d'appliquer sa tradition et sa doctrine avec exactitude et vigueur. Il visa la destruction complète de l'adversaire. Cela était logique et même naturel.

Ce qui semble moins logique et moins naturel, c'est que, la politique intérieure du Vieux Parti étant restaurée de la sorte, on n'ait point restauré sa politique extérieure. À cet égard, le Vieux Parti se transforma. Il changea sa diplomatie, ou plutôt il respecta tous les changements que l'on y avait introduits pendant qu'il était exclu du pouvoir.

Lui qui avait évité, avec un soin extrême, tout engagement à terme lointain, lui dont le système avait été de vivre sans système, le plan, de n'avoir aucun plan, fort et fier de la vieille devise : « Point d'affaires », il soutint

---

<sup>122</sup> C'est-à-dire : sous les gouvernements républicains hostiles au président de Mac-Mahon, mais que ce dernier avait dû accepter après les élections de 1876. (N.D.É.)

<sup>123</sup> Déjà employée *supra* par Maurras de manière moins marquée et sans capitales, l'expression désigne le parti des républicains des débuts de la troisième République, qui se confond en pratique avec le parti radical qui en restera l'héritier et en gardera le surnom afin de le distinguer des socialistes et des radicaux-socialistes. Il faut cependant souligner que les partis politiques de la III<sup>e</sup> République étaient moins formellement organisés alors qu'ils ne le seront après guerre et sous les républiques suivantes. (N.D.É.)

<sup>124</sup> Jacques de Reinach, 1840-1892, banquier d'origine allemande compromis dans le scandale du Panama et qui mourut mystérieusement la veille de son passage devant le tribunal, sa mort donnant le coup d'envoi du scandale dans la presse populaire. (N.D.É.)

<sup>125</sup> Cornelius Herz fut accusé d'avoir acheté les voix de certains députés afin de permettre l'émission des emprunts du canal de Panama, qui ruinèrent quantité d'épargnants. Clemenceau a été accusé de rapports troubles avec lui, ne fut jamais condamné, mais cela mit néanmoins un coup d'arrêt à sa carrière et comme beaucoup d'hommes politiques impliqués dans le Panama, il ne reviendra en politique qu'à la faveur de son engagement dreyfusard. (N.D.É.)

et approuva chez son président Loubet les infidélités à la circonspection de Jules Grévy et de Sadi Carnot. Quand nous paraissions tendre à un régime de république suisse, esprit radical et très petit bourgeois, anticlérical, protestant, on évitait manifestement de nous ramener de même au régime de neutralité extérieure qui permet à la Suisse le plus grand nombre de ses expériences sociales à l'intérieur.

En principe, ignorer l'Europe et en être ignoré assure, jusqu'à un certain point, contre les périls du dehors. Un État s'expose toujours dès qu'il prend des initiatives précises dont l'étranger peut s'emparer. Les républicains de la vieille école s'appliquaient à ne jamais commettre de ces péchés d'action. On peut se demander s'il était permis de nourrir une autre ambition en 1899 et si la peur des coups était moins naturelle ou moins raisonnable alors qu'en 1879 par exemple ? L'armée et la marine ayant été mêlées à la politique et diminuées d'autant, il tombait sous le sens que la méthodique abstention primitive redevenait plus que jamais le bon parti. Comme l'a dit spirituellement M. Denys Cochin<sup>126</sup>, la politique de Dreyfus pratiquée à l'intérieur interdisait à l'extérieur la politique de Déroulède. Elle interdisait toute politique à longues visées. Or, ni Loubet ni Delcassé ne se l'interdirent. Ils ne se refusèrent rien.

L'Élysée de M. Émile Loubet ressembla à l'Élysée de Félix Faure ; le quai d'Orsay de M. Delcassé au quai d'Orsay de M. Hanotaux. Les vues avaient beau différer, les objectifs être contraires : dans une orientation différente en sens opposés, on ne cessait pas de se conformer à des vues générales et à des systèmes de même essence que ceux qui étaient suivis en 1895–1898 et qui auparavant avaient été si soigneusement écartés.

Comment donc la sagesse avait-elle fondu ? Comment, à l'inquiétude, avait pu succéder une telle témérité ? L'excès de confiance des modérés avait pu s'expliquer jadis. Mais rien n'était moins brillant que la situation des radicaux trois ans plus tard, menacés à la fois par la Révolution et par la Réaction, condamnés aux alternatives d'une lutte perpétuelle contre les alliés de gauche ou les adversaires de droite. On ne pouvait pas imputer l'innovation au tempérament ni aux origines du nouveau personnel : M. Loubet appartenait à l'ancienne équipe ; de date plus récente, M. Delcassé avait grandi à l'ombre de M. Reinach, dans le journal de Gambetta, parmi les familiers de l'opportunisme naissant. Pourquoi cette tradition fut-elle rompue ?

La première explication qui se présente à la pensée n'est pas la plus sérieuse. Ce n'est pas non plus la plus fausse, et, en dépit d'un certain ridicule

---

<sup>126</sup> Denys Cochin, 1851–1922, député de Paris de 1893 à 1919, l'un des principaux porte-parole à la Chambre du parti catholique. Il sera l'un des piliers de l'« Union sacrée ». Académicien français en 1898, il est aussi connu pour avoir soutenu les impressionnistes et acheté de nombreux tableaux à Monet. (N.D.É.)

triste, il n'est pas possible de la négliger tout à fait, quoi qu'on veuille. *On y mit de la vanité*. Il faut tenir compte de ce facteur, qui agita deux grands personnages à la fois. Vanité de M. Delcassé. Vanité de M. Loubet.

Son prédécesseur Félix Faure, aimant trancher du gentilhomme, avait pris des allures de haute vie auxquelles M. Émile Loubet put se sentir, dès son début, remarquablement inégal. Le nouveau président ne s'en disait pas moins tout bas que, au fond, de Faure ou de lui, le vrai patricien, ce n'était pas Félix Faure. N'ayant jamais été ouvrier tanneur en peinture ni en figure, mais bien docteur en droit, fils, petit-fils de propriétaires campagnards, il se rendait l'exacte justice de se trouver socialement le plus haut placé. Il s'estima tenu, par respect de soi-même et culte des ancêtres, à le faire voir. Son arrivée à l'Élysée fut bien marquée par quelques mesures somptuaires, qui firent commencer par réduire le train de maison présidentiel : une moitié des chevaux et des gens fut remerciée. « Oui, mais », annonça-t-on, « nous en aurons le double l'année prochaine ». L'année prochaine était l'année de la visite des rois, qui justement ne vinrent pas à l'Exposition. M. Loubet se jura de les faire venir dans les années suivantes ; cet avènement peu joyeux ayant imposé de petits sacrifices à l'esprit jaloux de la démocratie révolutionnaire, il espérait les rattraper.

C'est à quoi il tendit toujours.

Tel était le secret de ce petit vieillard rusé et circonspect. Il a vécu en butte à l'obsession de la pompe de Félix Faure. L'accueil de la gare Saint-Lazare, la conduite d'Auteuil, l'ayant d'autant plus affamé de cérémonial, de prestige, de tous les signes perceptibles de sa dignité, il ne rêvait que protocole, galas et carrousels, chapelets du pape et ordres de rois. Et plus sa politique l'enfonça dans la honte, plus il sentit l'obligation de courir les honneurs d'emprunt et d'aller se frotter à toutes les autorités respectables de l'univers.

Ses désavantages extérieurs furent un aiguillon. « L'autre » était beau garçon. Le successeur, de stature modeste, de démarche timide et d'aspect chétif, désire pouvoir faire confesser aux Français que ces inégalités sont de peu et qu'il est en état d'obtenir autant, sinon plus, que le plus fastueux des commis voyageurs de la République. Faure avait la Russie : Loubet eut la Russie. Mais Faure n'a pas eu l'Angleterre, ni l'Espagne, ni l'Italie : M. Loubet reçut tout ce monde à dîner. — « Vous voyez bien ! » Le public ayant pris, sous la présidence de « l'autre », des habitudes de sociabilité extra-républicaine, fut prié d'avouer que la République radicale n'avait perdu aucune des belles relations acquises en Europe par la République conservatrice <sup>127</sup>.

---

<sup>127</sup> Ces lignes étaient publiées dès septembre 1905. M. Adolphe Brisson, dans la *Nouvelle Presse libre* de Vienne, vient d'en confirmer le sens par une extraordinaire conversation

M. Delcassé était fait à souhait pour comprendre ce prurit de magnificence, car il éprouvait des tortures symétriques quand il se comparait à M. Hanotaux.

M. Hanotaux aura été le ministre de rêve dont le brillant fantôme exaspéra les envies de son successeur. M. Hanotaux venait de la Carrière, il émanait du quai d'Orsay, M. Hanotaux était un écrivain notoire, un brillant lauréat de l'Université. Les ducs de l'Académie l'avaient choisi pour leur collègue.

---

avec le retraité de la rue Dante. Elle dévoile tout à fait, cet aspect peu connu du caractère de M. Loubet.

« J'ignore ce qui se passe ; on ne me tient au courant de rien », lui a dit tout d'abord l'ancien président de la République.

Et, montrant les portraits des souverains qui l'entourent, il ajouta : « Regardez ces illustres personnages. Ceux-là se souviennent. Ils me comblent d'attentions délicates dont je suis touché. Quand le roi d'Angleterre vient à Paris, il fait déposer sa carte chez moi ; à la fin de chaque année, je reçois la visite de l'ambassadeur de Russie. Ces souverains et ces princes ont une courtoisie raffinée ; ils n'oublient ni les amitiés anciennes, ni les services rendus. »

Et, comme son interlocuteur s'étonne qu'on ne donne pas aux anciens présidents une situation digne d'eux, M. Loubet sourit : « Que voulez-vous ? dit-il ; l'ingratitude est une plante démocratique. . . » Et un peu plus loin :

« Tout à l'heure, dit-il, j'exprimais ma gratitude envers les souverains. Le public les juge mal, d'après de fausses légendes. Ainsi, on voit généralement en l'empereur Nicolas un homme excellent, généreux, mais un peu faible, sans défense contre les pressions du dedans et du dehors, mobile, influençable. Erreur, profonde erreur ! Il est attaché à ses idées, il les défend avec patience et ténacité ; il a des plans longuement médités et conçus dont il poursuit lentement la réalisation.

« Longtemps à l'avance, il avait prévu le rapprochement franco-anglais, il le déclarait nécessaire ; il le favorisa ardemment. Lorsque l'accord fut signé, il me fit écrire : “Vous souvenez-vous de nos entretiens de Compiègne ?” Sous des apparences timorées, un peu féminines, le tzar est une âme forte, un cœur viril, immuablement fidèle. Il sait où il va et ce qu'il veut. »

L'ancien président ne tarit pas d'anecdotes sur le roi Édouard VII, qu'il a vu dans les circonstances les plus diverses, à l'époque surtout où la France et l'Angleterre se menaçaient. Il rappelle les mesures prises pour protéger le roi lors de sa première visite officielle à Paris. « Le lendemain du gala au Théâtre-Français, dit M. Loubet, le roi était si fatigué que ses yeux se fermaient malgré lui. “Pincez-moi, me disait-il, pincez-moi ou je dors !” Et je le pinçais et je murmurais à son oreille : “Sire, saluez à droite, saluez à gauche !” Il saluait, il souriait automatiquement. Le bon peuple était enchanté. » Amené à parler de l'empereur d'Allemagne, M. Loubet déclare qu'il eût accepté volontiers une entrevue avec lui.

Cette entrevue était presque décidée, et il était convenu que la flotte allemande et la flotte française s'aborderaient. M. Loubet accepta l'initiative d'une visite que Guillaume II, aussitôt après, lui aurait rendue. L'impatience, le mouvement de vivacité de l'empereur, son brusque départ, firent avorter ce projet. M. Loubet le regrette. Il eût souhaité que sa présidence dénouât toutes les difficultés, adoucît toutes les querelles et fût en quelque sorte une apothéose de la paix. (Reproduit par *L'Action française* du 26 décembre 1909, d'après la traduction du *Temps*.)

Et Delcassé se regardait : ancien maître répétiteur, à peine licencié ès lettres, petit secrétaire de rédaction, promu par les hasards honteux de l'élection et de l'intrigue parlementaire. Ces genres d'élévation ne sont plus aussi bien portés au XX<sup>e</sup> siècle qu'ils le furent au XIX<sup>e</sup>. Sans doute, la fortune d'un mariage avait un peu pansé ces plaies. Elle y ajoutait un nouveau germe d'irritation : deux amours-propres, dont un de femme, à satisfaire ! On prétend qu'une question de taille brouilla Elisabeth et Marie Stuart. Ce fut peut-être en se mesurant à la toise que M. Delcassé décréta de surpasser du moins M. Hanotaux de toute la sublimité de sa politique en Europe.

— Moi aussi !... Nous aussi !

Ces petits mots contiennent une part du secret de l'intrigue.

Ainsi dut naître entre MM. Delcassé et Loubet, par le concert des intérêts de vanité meurtrie, cette amitié profonde nouée dans les entrailles d'une émulation et d'une jalousie identiques. Ainsi fut ourdie leur conjuration, qui montre comment une politique personnelle, toujours possible en République, y est uniquement dépourvue du sérieux, des garanties et des correctifs qu'elle doit trouver sous la Monarchie.





## Chapitre XIV

# La diplomatie spéculative

L'explication par l'amour-propre des personnes a besoin d'être complétée si l'on veut se rendre compte de tous les faits.

Pour que des hommes mûrs, et qui n'étaient pas plus bêtes que d'autres, aient pu se laisser entraîner et dominer par une passion de petite-maîtresse, il faut qu'ils se soient crus à l'abri de bien des dangers. Un abandon facile, un consentement prolongé à de telles faiblesses, montrent bien qu'ils avaient le sentiment profond de ne rien risquer. Tous les deux ont joui certainement d'une grande sécurité d'esprit depuis les premiers jours de la présidence Loubet jusqu'au printemps de 1905. Ils ont vécu ce laps de temps dans l'intime persuasion que tout était permis, qu'il ne pouvait rien arriver.

L'Europe leur semblait inerte. Ils croyaient que nulle manœuvre diplomatique n'aboutirait jamais à la mettre en mouvement. À part les clauses purement commerciales, tout ce qu'ils signaient et contresignaient à tour de bras, sous le titre pompeux d'accords, d'alliances, d'ententes et d'amitiés, signifiait pour eux un avantage de parade, un sacrifice de façade ; ils n'y voyaient que des exercices de protocole où chaque nation étalait, comme ils croyaient devoir le faire au nom de la France, le souci de briller pour tenir son rang. Les conventions militaires elles-mêmes ne semblaient devoir conserver de valeur que sur le papier. En s'accumulant, ces « papiers », simples signes ou signes de signes, allaient être affectés d'un coefficient d'importance plus ou moins fort, se compenser ou non, s'équilibrer ou non, à la cote européenne et américaine : dans la réalité des choses, il n'en serait ni plus ni moins que ce que l'opinion de l'Ancien ou du Nouveau Monde en voudrait opiner. Le plus faible ou celui que l'on estimerait tel, pourrait subsister, et fort bien, dans la pire faiblesse, s'il avait pris ses précautions économiques et financières. Dans l'ordre politique pur, tout ce qui se ferait serait fait « pour rire », comme on dit avec les enfants, en manière de jeu. Beau jeu fastueux et brillant, mais sans péril, bien que les intérêts les plus graves y fussent mêlés : personne n'en

doutait dans le monde officiel. La diplomatie n'était qu'un théâtre, armes en carton-pâte et foudres imités par des roulements de tambour.

Sur cette hypothèse admise de tous, l'on persévéra donc à nous aventurer dans le courant des grandes tractations internationales. Toute la destinée française y fut lancée avec le même sentiment que ces spéculateurs qui trafiquent en Bourse sur des denrées inexistantes : l'objet des stipulations fut perdu de vue, on n'en apercevait plus que le titre flottant, dans une brume vague où les solides milliards de M. Carnegie ou de M. Rockefeller auraient été amalgamés à la pâte indécise des trésors de M<sup>me</sup> Humbert<sup>128</sup>. Cet état d'esprit était si bien celui des gouvernants radicaux que, à la première épreuve que subit notre allié russe, ils perdirent à peu près toute notion des signatures échangées, des revues passées ensemble, des visites reçues et rendues entre lui et nous : de toute évidence, les cérémonies dans lesquelles on s'était coudoyé, les grands noms, les grands mots, les banquets à discours, les tapages, l'apparat et la chamarrure avaient entièrement caché à ceux qui contractaient en notre nom le fond et le corps du contrat, qui était l'engagement défini de quelque chose de concret, les forces françaises, à une autre chose concrète, les forces de la Russie.

À ce vertige de grandeurs imaginaires, à cette faiblesse de cœur et d'esprit, s'était ajoutée l'influence d'un préjugé maçonnique extrêmement puissant sur tous les vieux républicains. Ce préjugé veut que l'ère des guerres soit

---

<sup>128</sup> L'affaire Humbert-Crawford est l'un des scandales financiers de la III<sup>e</sup> République : Thérèse Humbert, 1856–1918, est à l'origine de *l'héritage Crawford*, une escroquerie qui secoua le monde politique et financier. Thérèse Daurignac naît d'une famille paysanne à Aussonne en 1856. Elle épouse en 1878 Frédéric Humbert, fils de Gustave Humbert, maire de Toulouse qui deviendra ministre de la Justice dans le deuxième gouvernement Freycinet en 1882. En 1879, elle prétend avoir reçu de Robert Henry Crawford, millionnaire américain, une partie de son héritage. Dès lors, les Humbert obtiennent d'énormes prêts en utilisant le supposé héritage comme garantie. Ils emménagent à Paris, avenue de la Grande Armée. Ils achètent le château des Vives-Eaux à Vosves (Dammarie-lès-Lys). *Le Matin* publie dès 1883 divers articles doutant de la réalité de l'héritage, mais la personnalité du beau-père qui a introduit sa belle-fille dans le monde politique couvre l'escroquerie qui dure au total près de vingt ans jusqu'à ce qu'un juge ne se décide à faire ouvrir le fameux coffre-fort où sont censés se trouver les documents prouvant les droits de Thérèse Humbert, et sur lesquels elle a emprunté des sommes considérables, dont la presse rapporte qu'elles ne seront jamais couvertes par l'héritage si même il existe. Le coffre ne contient qu'une brique et une pièce d'un penny. Le milliardaire américain se révèle parfaitement imaginaire. Les Humbert fuient alors la France, mais ils sont arrêtés à Madrid en décembre 1902. Thérèse Humbert, qui a comme défenseur Fernand Labori, est jugée et condamnée à cinq ans de travaux forcés, tout comme son mari Frédéric. Ses deux frères, qui s'étaient déguisés en tant que neveux Crawford pour figurer les adversaires disputant l'héritage à Thérèse Humbert, sont condamnés à deux et trois ans chacun. À sa libération Thérèse Humbert émigre vers les États-Unis. Elle meurt à Chicago en 1918. L'affaire a ruiné plusieurs sociétés financières et parfois leurs clients, dont le père du peintre Matisse. (N.D.É.)

bien close en Europe et que, hors d'Europe, tout doive toujours s'arranger à l'amiable par des sacrifices mutuellement consentis entre les puissances coloniales.

On s'était quelquefois arrangé en effet. Des conventions idéalistes, comme celles qui ont été passées entre l'Angleterre et nous, ont paru réaliser sur la terre un bon type d'équitable balancement. Tout le monde donnait, tout le monde recevait, et, semblait-il, avec une équivalence parfaite. Ce semblant suffisait pour éloigner l'idée fâcheuse de vainqueurs et de vaincus ou de gagnants et d'évincés. Comme il s'agit de territoires à exploiter ou bien à cesser d'exploiter, où l'essentiel dépend de la mise en valeur industrielle et commerciale, un arrangement, quel qu'il soit, vaut toujours mieux qu'un litige armé et, plutôt que de perdre du temps à épiloguer sur la justice du partage, le plus simple est de se mettre au travail le plus tôt possible pour tirer des terres ou des eaux le maximum de leur produit. En matière coloniale, il y a toujours avantage à commencer par cultiver en paix son jardin. La méthode guerrière étant la plus coûteuse, les gens pratiques substituent au conflit des colons l'émulation des concurrents.

Cette diplomatie courante risquait-elle de ne pas convaincre les orateurs de l'opposition ? Le vrai pouvoir n'en était pas embarrassé. Eh ! qu'à cela ne tienne ! L'opposition discuterait ? Les débats promettaient de longues saisons de répit au gouvernement : techniques, ils ne passionneraient que les gens compétents ; si l'on sortait de ce domaine, si l'on allait jusqu'à la véhémence ou jusqu'à l'injure, les haussements d'épaules en feraient justice, car jamais lecteur ni auditeur de bon sens ne concevrait qu'un gouvernement établi, jouissant du prestige qui naît de la détention et de l'exercice de l'autorité, eût commis les légèretés ou les extravagances que lui imputeraient ses adversaires : polémistes, théoriciens, personnages mal réputés.

Une discussion sur les Affaires étrangères est encore regardée au Palais-Bourbon comme un tournoi d'académiciens, volant très haut dans les nuées et sans rapport avec les affaires proprement dites. De là un grand détachement, beaucoup d'aveugle confiance, de la résignation et du scepticisme. Si le gouvernement se croyait à l'abri des réalités extérieures, l'opposition se sentait aussi loin que possible du moyen et du moment de le contrôler.

Pour faire voir les choses réelles, par exemple pour établir que M. Delcassé avait abandonné à l'Angleterre un bien que nous possédions, en échange de biens que l'Angleterre ne pouvait nous donner, car elle ne les possédait pas, il fallut autre chose que des preuves écrites ou articulées : il fallut l'acte qui devait se produire à Tanger en mars 1905. Or, cet acte, le Vieux Parti républicain vivait persuadé qu'il n'était pas dans la nature des choses que Guillaume II ni personne en eût seulement le plus vague projet. L'acte, c'était la guerre, la menace de guerre : donc l'impossible pur, toute partie africaine

engagée entre grands États devant être purement parlementaire et tenue par des diplomates autour du tapis vert. Tout se passerait en discours ; la paix du monde ne pouvait être troublée.

Ce préjugé de paix perpétuelle était consolidé en outre par cette garantie russe qui parlait surtout à la simplicité de l'électeur et de ceux des élus qui sentent comme lui. Ce grand et gros pays, ce vaste morceau du planisphère qui s'étend, uni et continu, de Cronstadt et d'Odessa jusqu'à Port-Arthur et Vladivostok, cette masse devait frapper l'imagination populacière d'un semblable gouvernement. Une République démocratique, étant fondée constitutionnellement sur le nombre, doit croire au nombre en toute chose : habitants, lieues carrées, devaient impressionner et tranquilliser des républicains. Les monarchies et les aristocraties connaissent que le monde appartient à la force, donc à la qualité. Mais une foule croit aux foules comme le stupide Xerxès. Nos mandataires de la foule se figuraient, de plus, qu'un géant est toujours robuste, un puissant toujours semblable à lui-même. On ne calculait ni la faiblesse intérieure ni l'affaiblissement momentané. Le colosse, étant là, ne pouvait jouir que d'une vigueur constante et d'une durée éternelle. On en parlait comme d'un dieu. M. Loubet et M. Delcassé n'avaient aucune peine à se persuader que le « poids russe » à l'orient de l'Europe fournirait l'invariable équilibre de leurs extravagances en occident.

Parce qu'ils se reposaient sur le grand allié et qu'ils s'en remettaient à lui du soin de tout faire rentrer dans l'ordre quand cela serait nécessaire, le ministre et le président avaient pu s'amuser comme de petites folles. Sans rien forcer, j'emploie ce langage qu'ils ont permis, avec un sourire d'esclave, à quelqu'un qui guettait leurs évolutions politiques. « Un tour de valse à l'Italie », « un autre à l'Angleterre », expliquait, sans les perdre de vue, M. de Bülow <sup>129</sup>...

Ces manœuvres de lourde coquetterie internationale n'iraient jamais, estimaient-ils, au delà du théorique et de l'idéal : à tout hasard, l'ami de Pétersbourg ferait respecter l'innocence.

N'était-ce point pour ce service éventuel qu'on lui avait versé plusieurs milliards ? Que la Russie fût rongée à l'intérieur de la lèpre anarchique et juive ; qu'elle fût engagée en Asie au delà de ses forces et de ses moyens ; et que, par là, notre podestat moscovite dût subir une dépréciation qu'il aurait fallu calculer : c'étaient des notions beaucoup trop complexes pour troubler l'optimisme doctrinaire fondamental.

Et pourtant, la coquette a beau être bien sûre d'elle : il y a autrui. *Autrui* est ce qu'il est, indépendamment des qualifications d'un arbitraire

---

<sup>129</sup> Bernhardt von Bülow, 1849–1929, chancelier de l'empire allemand entre 1900 et 1909. Il ne faut pas le confondre avec le maréchal Karl von Bülow. (N.D.É.)

complaisant. *Autrui*, ç'avait été, dans le système Hanotaux, l'Allemagne, qui ne s'était jamais figuré une minute qu'il n'y eût là que jeu, et qui, en nous accablant de ses politesses, prétendait obtenir en retour autre chose que des grimaces ou des compliments, c'est-à-dire un concours colonial et maritime réel. Les nouvelles puissances avec lesquelles on allait entrer en combinaison, l'Italie, l'Angleterre, devaient incontestablement se trouver dans la même disposition : il faudrait donc, à l'échéance, où leur échapper en les repoussant tout d'un coup, ou les laisser devenir plus pressantes et leur répondre par autre chose que de vagues minauderies ou des excuses en l'air. Notre thème était protocolaire et parlementaire : mais comment admettre qu'il dût demeurer tel, en réponse aux puissantes réalités offertes sur des airs de musique de régiment ? M. Loubet, M. Delcassé, espéraient qu'on n'irait jamais jusque là et que jamais nous ne serions sommés un peu sérieusement de traduire en actes guerriers le papier fiduciaire qu'ils avaient mis en circulation. Tout ce monde croyait que parler suffirait à *autrui* comme à nous.

Rêverie contre tout bon sens !



# Chapitre XV

## Le réalisme universel

Messieurs Delcassé et Loubet avaient oublié d'ouvrir les yeux sur leur époque. Ils ressassaient Henri Martin, Hugo et M. Thiers, mais connaissaient bien mal ces États modernes, gérés comme des métairies, où rien n'est avancé pour rien, où, si l'on met un germe en terre, l'on a déjà dressé le compte approximatif de son rendement. Les affaires, étant les affaires, sont traitées fort pratiquement. Face à notre diplomatie qui, après avoir dormi si longtemps, rêvait tout éveillée et se livrait au souffle de spéculations sans terme ni objet, l'Univers entier s'organisait pour l'action : jamais peut-être ces actions de politique étrangère, l'immixtion des peuples dans les affaires de leurs voisins, les luttes d'influences, les rivalités de production et d'échange, n'ont été poussées autour de nous aussi ardemment que dans la période de République radicale qui va de 1898 à 1905.

Dès la constitution du cabinet, quand M. Delcassé succéda à M. Gabriel Hanotaux, l'oligarchie ploutocratique des États-Unis commençait ses opérations contre les escadres et les armées de l'Espagne enfermées dans Cuba. Cette guerre finit en août, mais, sur l'heure, recommença autour des tables diplomatiques, par des procédés d'intimidation brutale qui aboutirent à ce dur traité de Paris dont le texte définitif aggrava les préliminaires : en quelques mois de pourparlers, sans avoir tiré un nouveau coup de canon, l'Amérique avait annexé les Philippines et les archipels circonvoisins...

À Mc Kinley<sup>130</sup> succédait M. Roosevelt<sup>131</sup>, c'est-à-dire qu'au protectionnisme et au nationalisme s'ajoutait un impérialisme exalté. Telle est du reste la tendance commune à tous les peuples qui ont constitué leur puissance et leur unité dans le siècle passé. Si le XX<sup>e</sup> siècle les trouve préoccupés de s'armer, ce n'est plus pour devenir indépendants des autres, mais pour placer

---

<sup>130</sup> William McKinley, 1843–1901, le vingt-cinquième président des États-Unis d'Amérique, de 1897 à son assassinat par un anarchiste en 1901. (N.D.É.)

<sup>131</sup> Theodore Roosevelt, 1858–1919, vingt-sixième président des États-Unis d'Amérique entre 1901 et 1908. (N.D.É.)

les autres sous une domination de fait ou de nom. Il ne s'agit plus de défendre ou d'exister, mais de primer et de régner. Pangermanisme, panslavisme, union du monde anglo-saxon <sup>132</sup>, voilà les formules qui courent. L'Angleterre, qui a été la première à pratiquer, sans aucun égard à l'Europe, une surnoise politique de strict intérêt national, ne cherche plus du tout à la déguiser. Elle l'avoue et la proclame, afin d'ajouter aux immenses ressources matérielles de son gouvernement le précieux facteur moral des suffrages de l'opinion, puisque l'opinion de l'âge nouveau préfère hautement le cynisme guerrier à l'hypocrisie pacifiste. L'Angleterre s'était dite strictement libre-échangiste, libérale et même révolutionnaire tant que le formulaire de la révolution avait servi ses intérêts sur le continent : elle a dévoilé ses principes et confessé le véritable secret de sa fortune quand elle a vu les avantages qu'elle pourrait avoir à tailler un drapeau dans la vieille maxime : « être dur ». Ce n'est pas l'avènement d'un cabinet libéral à la surface du pouvoir qui a pu dévier ces tendances profondes. Ce cabinet s'est montré aussi patriote, aussi militariste et plus royaliste que son prédécesseur <sup>133</sup>. L'Angleterre varie beaucoup moins qu'on ne croit. Elle est restée pirate. Après avoir jeté le Japon sur la Russie pour se délivrer de l'antagoniste oriental et demeurer notre unique ressource

<sup>132</sup> Le terme par lequel on désigne cette union est significatif : ligue de « ceux qui parlent anglais ».

<sup>133</sup> Il n'est ici question que du fond des choses, sans parler de leur étiquette.

Les grandes élections libérales ont eu lieu en 1906. Or, de 1905 à 1910, la marine anglaise eut à sa tête lord Fisher, premier lord de l'amirauté. Lord Fisher est « le père des Dreadnoughts », dont le premier type a été mis en chantier dès 1905. Il a réorganisé l'escadre de réserve, qui, désormais, garde en tout temps ses équipages à effectifs réduits, prêts à encadrer l'armée de seconde ligne. Il a désarmé tous les bâtiments vieilliss, afin de ne compter que sur de véritables unités de combat. Enfin, la flotte anglaise, naguère dispersée sur toutes les mers, notamment en Méditerranée, est concentrée dans la mer du Nord (*Home Fleet*). Ce résumé de l'œuvre de lord Fisher, emprunté au *Times* par *Le Temps* du 27 janvier 1910, est complété par ce tableau du nombre des bâtiments anglais en 1904 et en 1910 :

	1904	1910
Cuirassés	16	44
Croiseurs de 1 <sup>re</sup> classe	13	37
Petits croiseurs	30	58
Contre-torpilleurs	24	121
Torpilleurs	16	88
Sous-marins	0	59

*Le Temps* ajoute : « Il ne faudrait pas en conclure néanmoins que les unionistes soient désormais satisfaits de l'état présent des constructions navales. Nul doute que la discussion des crédits de la marine ne soulève cette année au Parlement des orages aussi violents pour le moins que ceux de l'année dernière. »



en Europe, elle n'a point dicté la paix russo-japonaise sans avoir conclu, pour sa part, le traité qui lui assure le concours des armées et des escadres du vainqueur.

Guillaume II s'est bien posé, au nom de l'humanité civilisatrice, en adversaire des barbares d'Extrême-Orient ; mais, après qu'il eut dénoncé le péril jaune, il s'est allié à l'Islam. Le droit des gens et la conscience du genre humain n'importent plus guère qu'à Nicolas II, ce fils spirituel de Tolstoï, qui d'ailleurs commence à renier son père, et aux humanitaires du Parlement français, qu'il n'y a pas à corriger, mais à chasser.

La liberté, disait M. Ranc, est une guitare. On put jouer de cette guitare et des autres tant que des Puissances diverses, et en assez grand nombre, équilibraient les unes par les autres le continent. Depuis que trois ou quatre grandes nations dominatrices ont fait qu'il n'y a plus d'Europe, la force brutale est devenue l'unique porte-respect. L'Angleterre compte sur l'influence de ses flottes magnifiquement déployées en temps utile, par exemple pour attirer la marine italienne dans la sphère de son action. Il est vrai que, pour conserver l'appui de la même marine, l'Allemagne calcule aussi l'effet magique du même attrait. Pareilles ambitions : pareils moyens de les satisfaire. Je n'approuve pas, je constate. Loin de cacher les préparatifs de la guerre, on les étale. Partout, il ne s'agit que d'intimider avant de frapper, soit pour éviter de frapper, soit afin de ne frapper qu'efficacement, à coup sûr, comme l'État d'Orange et le Transvaal l'ont suffisamment éprouvé.

Entre eux, les plus puissants États se témoignent des égards : plutôt que d'en venir aux mains, ils conviendront de se partager certaines dépouilles. Celles des plus faibles ? Peut-être que non, car ces faibles sont répartis en clientèle autour de chaque État fort. La grande guerre de destruction tenue en suspens et qui doit éclater un jour ou l'autre vise plutôt les nations d'étendue et de force moyenne dont la Pologne fut le type à l'avant-dernier siècle. De nos jours, ce n'est pas la Roumanie, ce n'est pas la Turquie ni le Portugal, ce n'est même pas l'Italie que les grands empires menacent. Le Portugal est anglais, la Turquie et la Roumanie à peu près allemandes. Le jeu de l'Italie est de feindre tour à tour un même rôle subalterne auprès de Londres et de Berlin. Il ne reste plus guère que nous dans la zone de liberté dangereuse. En 1900, la France était encore étrangère à ces systèmes de protectorats impériaux. En 1910, preuve de survivance, mais signe de très grand péril, elle n'est encore entrée définitivement sous aucun, et, pour l'y faire entrer avant de se la partager, on se rend compte qu'il faudra commencer par l'amoindrir dans ses moyens d'action ou dans l'opinion qu'elle en a.

Mais Berlin et Londres s'en rendent compte : même en république, même démunis d'un gouvernement durable, prévoyant et fort, tant que l'outillage industriel et l'organisation militaire de notre pays conserveront quelque

valeur, nous jouirons d'un degré d'autonomie qui nous épargnera les formes explicites de vassalité qui seraient dangereuses pour nos dominateurs parce qu'elles pourraient susciter chez nous un réveil national. À condition d'être discrets, nous pourrions ainsi nous garder en temps de paix d'une tentative d'Empire germano-franc ou anglo-celte. Mais, n'étant encore assez bas pour obéir sans discuter, nous ne sommes plus assez haut pour prévenir l'ambition ou la volonté de nous donner des ordres.

L'ambassadeur qui représenta notre France aux obsèques récentes du roi de Danemark exprimait à un journaliste une satisfaction presque naïve de ce que « *nous avions été traités comme une très grande puissance...* » En effet, telle quelle, cette France peut encore gêner considérablement. Sans renouveler nos luttes d'influence contre le Saint-Empire ni reprendre l'épée de François I<sup>er</sup> contre la couronne et le globe de Charles-Quint, sans recommencer Richelieu, une France républicaine peut se rappeler de temps à autre ce qu'elle fut, dire un « non » ou un « demi-non », créer ainsi des difficultés au roi d'Angleterre ou valoir des désagréments à son cousin d'Allemagne. Sans que notre concours puisse rendre de services décisifs à aucun des antagonistes, notre abstention pourra les troubler vivement. De là les convoitises rivales. Tous deux doivent se dire qu'il faudrait, d'ici peu de temps, régulariser la situation de ce pays étrange et savoir à quoi s'en tenir sur sa vigueur et ses desseins. On s'est habitué à songer que le roi d'Angleterre veut reprendre son ancien titre de roi de France. Mais l'Allemagne a la même envie que l'Angleterre : elle veut que la France devienne pour elle un de ces alliés certains qui sont de vrais sujets. Si nous nous flattions de pouvoir vivre d'une autre manière, une nouvelle grande guerre aurait mission de nous révéler cette erreur. Si donc cette guerre n'est pas indispensable, elle peut avoir son utilité. On exagère quand on affirme que la menace anglaise fut l'unique mobile de la querelle que nous a faite l'Allemand. L'intérêt allemand est en jeu d'une manière plus directe. L'Allemagne s'accommoderait de la domesticité de la France, mais elle sait ne pouvoir compter sur un service sérieux et sûr avant de nous avoir liés par un traité plus dur que celui de Francfort. Telle est du moins l'opinion de beaucoup d'Allemands, qui sont en force dans leur pays.

Si en effet, comme on l'assure quelquefois, Berlin voulait sincèrement briguer notre amitié et notre complaisance, si l'on y souhaitait vraiment une alliance véritable contre l'Angleterre et si toutes ces choses avaient vraiment pour l'Allemagne un intérêt aussi décisif et aussi profond qu'on veut bien le dire à Paris, Berlin devinerait à quel prix une sérieuse « amitié française » pourrait être scellée. La simple neutralisation de Metz et de Strasbourg serait accueillie des Français comme un don du ciel. Guillaume aurait pensé à faire cette offre et, malgré tout ce qui a été raconté, jamais une ouverture valable

n'a été produite en ce sens. Elle ne se produira jamais sous la République. Assez importants pour n'être pas négligés, on ne nous trouve pas assez bien gouvernés pour fournir l'appui résistant pour lequel on consent des sacrifices effectifs. Les « pays d'Empire » ne nous seront pas rétrocédés, et la seule alliance franco-allemande qu'il faille prévoir sera la capitulation suprême de l'impuissance démocratique, non l'effet d'une entente librement débattue et précédée des réparations équitables.

Ce que Guillaume II doit souhaiter de notre part, comme la solution la plus élégante de ses embarras, ce qu'il espérait des républicains modérés que stylait la Russie, c'était un concours obtenu au prix des mêmes libéralités un peu flottantes qui nous sont venues de l'Italie ou de l'Angleterre, les unes religieuses et philosophiques, les autres coloniales. Tandis que les ferrystes se représentaient nos établissements d'outre-mer comme un moyen de racheter un jour l'Alsace-Lorraine, les Allemands élèves de M. de Bismarck seraient disposés à nous laisser l'Asie et l'Afrique pour nous faire oublier la blessure des Vosges. Nous sommes libres d'accepter ou de refuser. En cas de refus, une combinaison moins pacifique donne toujours à l'empereur des satisfactions égales aux meilleurs fruits de notre alliance, car un effort sur terre et sur mer contre nous lui vaudrait des bénéfices proportionnés aux besoins de l'Empire : notre flotte, nos colonies<sup>134</sup>, peut-être même un pied-à-terre sur notre littoral ouest, quelque Gibraltar allemand fondé à Cherbourg ou à Brest, avec chemin de fer direct le raccordant aux voies du Rhin, ou encore un lambeau maritime arraché de cet ancien royaume d'Arles, qui fut jadis terre impériale, Toulon<sup>135</sup>.

---

<sup>134</sup> « C'est sur le Rhin que l'Allemagne conquerra son domaine colonial. » (Bismarck.)

<sup>135</sup> Dans ses vastes desseins d'administrateur-fondateur de la puissance maritime allemande, Guillaume II n'est pas incapable d'appeler à son aide les rêveries d'une imagination historique toujours très fertile et inventive chez lui, toujours apte à projeter le passé sur l'avenir. Ce compatriote de Goethe et de Frédéric II n'a jamais oublié le chemin des pays où fleurit l'oranger. Il vise notre Méditerranée par l'Adriatique, mais aussi par le golfe du Lion. Deux amis, deux alliés déjà anciens occupent ou convoitent Fiume et Trieste ; la seconde voie appartient à l'ennemi héréditaire, mais ne lui appartient pas toujours : Arles, Toulon, Marseille, n'ont-ils pas fait partie du Saint-Empire romain germanique, avec toute la rive gauche du Rhône ? Si l'Illyrie et la Dalmatie restent intangibles et le resteront fort longtemps, la Provence est moins défendue. Comment Guillaume ne regarderait-il pas vers cette belle portion du domaine de Charlemagne qui allumait encore les convoitises de Charles-Quint ?

Il est impossible de dire positivement jusqu'où a pu cheminer, de ce côté, la fantaisie de l'empereur. [Quelqu'un s'est vanté en France d'avoir été désigné en 1914 comme gouverneur de Provence par Guillaume II (Note de 1920.)] Mais il y eut beaucoup d'accidents à Toulon pendant les derniers temps, et nos officieux sont seuls d'accord pour exclure toute hypothèse de « malveillance ». La révolution qui, presque toujours, nous est fabriquée en Allemagne, est aussi singulièrement influente dans ce grand port de

Nos colonies, nos ports, naguère encore nos vaisseaux, sont les objectifs permanents de l'Allemagne. Elle songe à les utiliser en amie et en alliée ; elle peut se résigner un jour à les conquérir <sup>136</sup>. En quelque état de délabrement que nos escadres puissent tomber, nos colonies, nos ports, même mal outillés, restent capables de servir.

---

guerre. Enfin, l'espionnage y paraît très développé, surtout l'espionnage allemand, tantôt direct (l'enseigne juif Ullmo est allé droit aux Allemands quand il s'est agi de trahir), tantôt indirect, par intermédiaire des travailleurs ou faux travailleurs italiens qui infestent ce littoral. Joignez la considération qu'aucune grande ligne de navigation allemande n'a d'intérêts à Toulon : tout peut donc y sauter à la fois, sans coûter un *pfennig* ni une larme à l'Empire, et le pangermanisme en aura des profits absolument nets. De ce faisceau d'indices et de vraisemblances, rien n'apporte de certitude, mais tout inviterait un gouvernement français à la vigilance, si seulement ce gouvernement existait.

[Sur cette note de Charles Maurras :

- la mention du *pays où fleurit l'oranger* est une allusion imprécise (Goethe parle lui de *citronniers*) au *Mignons Lied* ;
- jeune officier de marine à Toulon en 1905, Charles Benjamin Ullmo, évoqué dans cette longue note de Maurras, avait subtilisé les codes confidentiels des signaux de la Marine et tenté de monnayer leur restitution en menaçant de les livrer à l'Allemagne. Arrêté et poursuivi pour tentative de trahison, ce fumeur d'opium fonda sa défense sur l'altération de sa personnalité par la drogue. Condamné à la dégradation militaire et à la détention perpétuelle, Ullmo passera les deux tiers de sa vie au bagne où il occupera la case de Dreyfus à l'île du Diable. (N.D.É.)]

<sup>136</sup> Ingénieusement, le colonel Marchand, qui n'admet pas que la politique allemande nous soit foncièrement hostile, a vu autrement cette perspective du choc franco-allemand : « En supposant, écrivait-il, le cas des armées allemandes victorieuses sur terre, nul doute que la marine française anéantisse la marine germanique et s'ensevelisse elle-même dans son triomphe. » – Comme dit le Mithridate de Racine,

Doutez-vous que l'Euxin ne me porte en deux jours.  
Aux lieux où le Danube y vient finir son cours ?

Un homme du métier, dit l'historiette, interrompt le roi du Pont pour crier qu'il en doutait en effet. Les rôles, ici, sont renversés : un colonel affirme en poète, et le plus simple lecteur osera contester l'avis du technicien. Je ne demande pas mieux que de voir la marine germanique anéantie par la marine française, et je veux pouvoir l'espérer. Mais, que notre marine doive ensuite nécessairement s'ensevelir dans son triomphe, c'est une autre hypothèse, il faudrait qu'on la démontrât. Notre flotte peut subsister : dans sa victoire ou sa défaite, elle peut composer encore un utile trophée à remorquer vers les eaux de Kiel au lendemain de notre défaite sur terre. Encore, cette dernière éventualité est-elle sans doute imaginée tout différemment à Berlin : on y suppose une invasion si foudroyante, des succès si rapides et si décisifs, qu'ils devanceraient de beaucoup le mouvement de nos flottes et seraient tels enfin que la paix fût immédiatement implorée par quelque lâche gouvernement de Paris. Les conditions de cette paix procureraient tout aussitôt à l'Allemagne quelques-uns des éléments qui lui font encore défaut pour cette domination de la mer qui lui est également imposée par sa population, son commerce et son industrie.

Tel est le sommaire des ambitions réelles braquées par les grands États civilisés sur les pleins et les vides de la carte du monde. Elles permettent de mieux comprendre ce qui vient au-devant de nous depuis Fachoda. Ce que M. Delcassé se donnait pour de simples jeux de protocole, ou des tours de valse, ces formalités de papier étaient prises à Berlin de tout autre manière. Les cabinets avec lesquels M. Delcassé folâtrait, Londres, Rome, étaient d'ailleurs, à cet égard, du même avis que ceux contre lesquels il faisait tournoyer son chœur de chimères. Tout le monde pensait qu'il mettait quelque chose sous les démonstrations. Il n'y avait jamais songé, pas plus que le très petit nombre des Français au courant des choses ! Tandis que nous croyions piétiner et vibrer sur place, nos partenaires avançaient ; ils devaient donc nous faire avancer avec eux.



# Chapitre XVI

## Le précédent nous engageait

Dans ces conditions du réalisme rigoureux commun à la politique de tous les peuples, on voit qu'il sera juste de ne pas outrer les responsabilités du président Loubet et de ses ministres : l'œuvre de leurs prédécesseurs devait agir en eux et comme à travers eux bien plus qu'ils n'agirent eux-mêmes.

Supposons en effet que M. Émile Loubet n'eût pas été sournoisement, profondément, un glorieux, épris d'ostentation et de pompe vaine, et que le Vieux Parti républicain n'eût pas ressenti le besoin d'égaler en faste européen ses jeunes concurrents de 1895. Supposons également que M. Delcassé ne se soit pas laissé prendre aux figures brillantes de la diplomatie et qu'ayant reconnu sous le décor spécieux les menaces distinctes, les dangers définis, il eût calculé de sang-froid la date incertaine mais inévitable des échéances : toute la sagesse du monde n'aurait pourtant guère changé la situation que la République conservatrice avait léguée à la République radicale. Celle-ci était grevée d'une forte charge, et le plan Hanotaux avait créé, du fait qu'il avait été mis en service, un précédent qui engageait.

Plus de jugement, d'attention et de vigilance, un esprit plus libre aurait, à la rigueur, pu sauver des hommes fermement décidés à résoudre et à liquider ce passif. Mais, tel qu'il s'imposait au gouvernement radical, le problème n'en demeurait pas moins d'une difficulté immense. Ses données les plus dures résultaient de l'effet des démarches antérieures faites hors du pays et indépendamment de la volonté du pays. Nous pouvions bien vouloir nous arrêter ; mais au loin, les conséquences de nos actes ne s'arrêtaient pas.

On s'est beaucoup plaint, par la suite, que l'Étranger se soit mêlé de nos affaires ; eh ! ne venions-nous pas de nous mêler, en imagination tout au moins, des affaires de l'étranger ? Pour la première fois depuis vingt-cinq ans, l'Étranger nous avait vus sérieusement occupés hors de nos foyers. Cela donnait de la France une idée nouvelle. Émanant d'un État qui rompait sa clôture, nos initiatives et nos entreprises récentes nous avaient introduits, forcément, dans bien des calculs : telle combinaison dans laquelle, dix ans plus

tôt, aux époques du « repliement » et du « recueillement », personne n'eût jamais imaginé de nous convier, devenait tout à fait naturelle et plausible, l'on n'hésitait que sur les conditions et le degré du concours à nous demander ; le nom français réveillait ces espérances ou ces craintes que n'avaient jamais fait concevoir l'apathie, l'indétermination et la silencieuse inertie d'autrefois. Certes, nos radicaux ne pensaient plus à étouffer une rumeur aussi flatteuse, ni à reconquérir notre ancienne réputation de sommeil : mais l'auraient-ils voulu, qu'ils y auraient bien difficilement réussi. Leur résistance eût été gênée et leur vœu annulé d'abord par nos amis du jour, et ensuite par nos ennemis de la veille.

Le parti du recueillement avait, tout naturellement, à combattre les puissances participantes du système Hanotaux, inquiètes ou irritées de nos menaces de défection, et désireuses de nous rappeler sous leur aile, mais il aurait fallu décourager aussi les offres des puissances mêmes contre lesquelles l'ancien système avait été organisé. Le cabinet de Saint-James nous sentait disposés à nous dégager de tout dessein qui lui fût hostile : il devait donc songer à nous offrir chez lui l'équivalent exact de ce que nous semblions disposés à quitter du côté allemand. . . La tentation d'enchérir sur les avances de Berlin lui était suggérée par le mouvement qui nous éloignait de l'Europe centrale. Il devait désirer le prolonger et le conduire jusqu'à cet extrême opposé qui était l'entente avec lui. Bientôt, tous ses efforts tendirent à nous mettre dans l'impossibilité de lui échapper.

La tentation anglaise était sérieuse. Que lui opposer ? Pendant plusieurs années, notre diplomatie avait donné la main à un ennemi héréditaire qui nous avait ravi Strasbourg et Metz, cinq milliards et toute suprématie politique en Europe. Pouvions-nous alléguer aucun motif sérieux de repousser l'amitié que nous offrait, par-dessus la Manche, quelqu'un qui ne nous avait rien pris, du moins rien de bien net, depuis fort longtemps ? Fachoda n'était que le malentendu de deux troupes. Quant à l'Égypte, étions-nous certains de l'avoir jamais possédée ? Et, si faibles que fussent les sophismes anglais sur ce dernier point, il n'en restait pas moins assuré que le véritable avenir français est sur le continent. La tradition et l'intérêt sont pour nous d'avancer vers le Rhin, sur la Germanie. L'Angleterre se prévalait de nous avoir soutenus à cet égard. En 1875, elle s'était jointe à l'empereur Alexandre et à Gortchakov pour arrêter M. de Bismarck<sup>137</sup>. Elle ne nous avait demandé jusqu'ici aucun retour de ce service, puisque nous avions semblé résolu à n'agir désormais que dans

---

<sup>137</sup> Cette intervention ne peut faire de doute, depuis que le comte de la Barre de Nanteuil, gendre du général Le Flô, qui était alors ambassadeur de France à Saint-Petersbourg, a communiqué à notre confrère, M. François de Nion, son parent, deux dépêches inédites adressées de Russie en France.

Voici ce que notre ambassadeur à Saint-Petersbourg écrivait, à la date du 10 mai 1875 :



ces mers lointaines où les conflits avec sa puissance restaient fatals. Mais, puisque nous rentrions en Europe, il était temps de considérer qu'Henri IV, Louis XIV, Louis XV même, avaient songé à dominer le continent avec cette amitié de la maîtresse de la mer : aujourd'hui comme alors elle était décidée à tout nous faciliter du côté de la terre ferme.

Il n'était plus possible de décliner purement et simplement une offre pareille. L'Angleterre pouvait tenir notre neutralité pour une menace, depuis

---

« Lord Loftus – l'ambassadeur d'Angleterre en Russie – a reçu, hier soir, communication d'instructions envoyées par lord Derby à tous les ambassadeurs de Russie, d'Autriche et d'Italie, pour qu'ils provoquent de la part de ces diverses cours des *démarches communes et immédiates à Berlin, dans l'intérêt de la paix*. En d'autres termes, lord Derby, ayant été informé des dispositions résolument pacifiques de l'empereur Alexandre, a chargé ses agents près l'empereur d'Autriche et le roi d'Italie de leur demander *d'appuyer sur-le-champ les démarches d'Alexandre II.* »

Douze jours plus tard, le 20 mai, le général Le Flô note de nouveau : « L'intervention de l'Angleterre a été plus ferme et plus catégorique encore qu'on ne l'aurait cru. Elle a produit une très grande impression. Les instructions de Oddo Russell – l'ambassadeur d'Angleterre à Berlin – portaient : qu'il devait déclarer que ses ordres précis lui prescrivaient d'appuyer la Russie, quoi qu'elle dît ou fit. et que toutes ses paroles, en ces circonstances, devaient être considérées comme *la parole même de son gouvernement et l'expression des sentiments de sa souveraine.* »

Alors s'engage le mémorable dialogue entre lord Russell et M. de Bismarck, furieux de voir lui échapper sa proie :

« Vous devenez bien belliqueux sur le tard, Messieurs les Anglais ! dit le prince, mordant sa moustache grise.

— Prince, répond l'ambassadeur, – sans permettre à son tic habituel de se produire : le bizarre sourire qui lui servait parfois à attribuer à une plaisanterie les paroles qu'il voulait démentir, – prince, il n'est jamais trop tard pour bien faire. »

Et, pendant ce temps, lord Loftus, pour décider l'indécis que fut trop souvent Alexandre, faisait télégraphier en *clair*, dans toutes les directions, les termes de son entretien avec le tzar. La parole de l'autocrate était engagée, l'alerte était passée.

« Cette attitude de l'Angleterre, dit encore le général Le Flô, *était de nature à faire réfléchir plus sérieusement le prince de Bismarck*, qui a été battu en brèche ainsi de tous les côtés à la fois et qui, depuis, jette feu et flamme contre l'Angleterre. »

(*Journal diplomatique intime et inédit du général Le Flô.*) – Voir aussi dans *Les Débats* du 6 juillet 1905 un article de M. Henri Welschinger.

On remarquera que la politique étrangère du gouvernement du Maréchal ressemble – matériellement – à celle de M. Delcassé. Mais, comme elle s'inspirait des directions, des habitudes et des traditions de la Monarchie, comme elle était exécutée par un personnel monarchique, elle n'eut à souffrir que de l'instabilité de la République dans la durée : l'incohérence propre aux actes simultanés de services républicains en était absente ; les Affaires étrangères et la Guerre y marchaient ensemble et d'accord. Bismarck était devenu menaçant, parce que notre armée se réorganisait trop vite. Les menaces de Guillaume II sont nées, tout au contraire, de ce que notre armée était périodiquement affaiblie par notre gouvernement. Les deux politiques de 1875 et de 1905 ne présentent qu'une analogie de surfaces, elles sont contraires au fond.

qu'elle venait de modifier ses idées sur elle-même autant que ses intentions sur nous.

En effet, la concurrence maritime de l'empire allemand avait attristé les derniers jours de la reine Victoria. Avant Fachoda, peut-être encore lors de la guerre du Transvaal, l'attitude du continent l'avait inquiétée. Tremblait-elle pour sa victoire ? Elle tremblait du moins pour la splendide paix anglaise, cette longue absence de guerre européenne, qui, à peu près ininterrompue depuis Waterloo, fournit la principale explication de la grandeur du Royaume-Uni au XIX<sup>e</sup> siècle.

D'autre part, toute frémissante de la facilité avec laquelle nous avions cédé à la pression russe, l'Angleterre s'était étonnée de notre promptitude à oublier le fameux programme de recueillement contre les Prussiens. Non contents d'être en paix avec eux, nous avions été sur le point de faire la guerre pour eux. Elle avait épié la baisse graduelle, puis l'éclipse totale des rancunes et des souvenirs qui l'avaient jusque-là déchargée de bien des soucis continentaux. La rencontre de Kiel en 1895 fut sa première alerte ; notre accueil « enthousiaste »<sup>138</sup> aux produits et aux exposants allemands de 1900<sup>139</sup> lui causa une surprise plus sensible encore. Enfin, au mois d'août de la même année, quand le feld-maréchal Waldersee fut nommé au commandement des troupes européennes, et par conséquent françaises, en Chine<sup>140</sup>, l'Angleterre observa avec stupeur que notre esprit public ne se cabrait plus ; si la France ne donnait aucun signe d'approbation, ses improbations étaient rares, et elles exprimaient le sentiment d'un parti ou d'une classe plutôt que celui du pays, occupé tout entier des affaires et des plaisirs de l'Esplanade ou du Champ-de-Mars.

Et les Anglais se demandaient si nous allions nous mettre à aimer l'Allemand.

Si les Anglais ont commencé par laisser s'opérer l'annexion de l'Alsace-Lorraine, s'ils ont suivi alors les vues de Bismarck, c'était afin que les Français fussent gardés par un ressentiment vivace de tout esprit d'alliance avec leur vainqueur. Londres s'était inquiété de simples manœuvres de chancellerie. Or, elles devenaient tout à fait sérieuses du moment que l'oubli de 70 survenait. N'en avait-on pas une preuve nouvelle dans le fait qu'un combattant de 70 pouvait faire accepter ses ordres en allemand à nos officiers et à nos soldats ? Sans une haine invétérée des deux grands peuples continentaux, il n'est point

---

<sup>138</sup> *Le Gaulois* du 27 septembre 1905, article de M. Arthur Meyer, qui appelle les choses par leur nom.

<sup>139</sup> À l'Exposition universelle parisienne de 1900. (N.D.É.)

<sup>140</sup> En 1900-1901, durant la seconde partie de la réduction de la révolte des Boxers, après l'épisode bien connu des *55 jours* de Pékin. (N.D.É.)

de sécurité pour l'île bretonne. Que cette haine pût s'éteindre, qu'on fût si près de l'oublier, c'était une révolution dans l'état de l'Europe.

Telle est la raison de la vigueur des pressions de l'Angleterre.

C'est pourquoi la chute de M. Hanotaux et son remplacement par M. Delcassé n'avaient donné qu'une demi-satisfaction. Car les ministres vont et viennent. Elle désirait plus que ces résultats transitoires. Le nouveau ministère ne comptait à ses yeux que pour les garanties qu'il pourrait souscrire. Ces garanties, ces promesses bien définies, M. Hanotaux les avait accordées à l'Allemagne; M. Delcassé devait en fournir d'équivalentes à quiconque hériterait de notre amitié. La diplomatie de la France était prise dans l'engrenage. L'idée du roi<sup>141</sup> n'était pas d'arrêter le mouvement, mais de le renverser à son profit sans nous laisser le temps de nous dégager. À la coalition de 1895, dont Guillaume II s'était fait le cerveau et le cœur, Édouard VII, encore simple prince de Galles, rêvait de substituer une coalition contraire dont Guillaume serait la proie désignée. Mêmes éléments : Russie, Italie, France. Rôles à peu près semblables : la Russie immobile, l'Italie indécise jusqu'au dernier moment et la France, mais combattant sur terre et non plus sur mer, comme dans le projet Hanotaux. Guillaume avait offert le Nil à M. Hanotaux. Édouard offrirait à M. Delcassé le Maroc pour l'instant, et dans l'avenir une berge du Rhin. Les princes de l'Europe sont bien maîtres de nous prodiguer tout ce qu'ils n'ont pas ! « Nous distribuons des réalités, nous récoltons des promesses », a fort bien remarqué M. Hanotaux<sup>142</sup>.

La guerre du Transvaal s'acheva sans encombre après la mort de la reine. Il fallut le temps de circonvenir M. Delcassé et M. Loubet, de libeller un certain nombre de petites invitations dont chacune portait le même sens : « Vous disiez ceci à l'Allemagne; pourquoi ne pas nous le dire à nous?... » Le gouvernement français écoutait ce langage avec attention. Il donnait même de grands signes de faveur, mais les circonstances n'étaient pas unanimement favorables.

Si les menues querelles entre la France et l'Angleterre avaient à peu près cessé depuis Fachoda, et si l'amitié franco-russe se refroidissait peu à peu, l'affaire Dreyfus avait créé une atmosphère toute spéciale entre la France officielle et Guillaume II. Cette affaire avait surpris l'empereur allemand, comme il était au fort d'un travail d'amitié française : l'agitation dreyfusienne imaginée, subventionnée par l'Angleterre afin de riposter aux machinations coloniales et à la politique russo-allemande de la République conservatrice, avait d'abord contrarié Guillaume II dans sa diplomatie; mais ce qu'il perdait d'une sorte se compensait d'une autre, et, si l'opinion française lui était

---

<sup>141</sup> Édouard VII avait entre temps succédé à Victoria. (N.D.É.)

<sup>142</sup> Préface de *Politique extérieure* par René Millet.

aliénée par cet incident, de merveilleux avantages de fait lui étaient acquis sans combat : notre armée décapitée de ses chefs respectés, les généraux Hervé, Jamont, Boisdeffre, notre Service des renseignements supprimé <sup>143</sup>, nos régiments démoralisés, notre population civile rejetée aux plus basses sottises et aux pires folies de la révolution ! Et ce qui ne gâtait rien, l'amour-propre impérial y trouvant son compte, ces brillants résultats pouvant passer aux yeux du monde pour un succès direct du service d'espionnage que surveille en personne Guillaume II.

La conspiration contre notre armée, bien que de marque initiale anglaise, ne fut donc pas une mauvaise affaire pour la marque opposée. Guillaume n'avait pas cru beaucoup s'affaiblir en affaiblissant nos escadrons et nos régiments : c'était de l'armée de mer qu'il avait désiré le concours et, aujourd'hui que l'Angleterre est devenue notre amie, notre diminution militaire, consécutive à la même affaire Dreyfus, subsiste au profit de l'Allemagne. La situation de ce pays reste prépondérante en diplomatie ; les gouvernements français de 1898 à 1902, tous composés d'amis du traître, ne pouvaient guère interrompre le contact régulier avec la puissance au profit de laquelle Dreyfus

---

<sup>143</sup> D'après un grand capitaine, le Service des renseignements est comme l'œil et l'oreille d'une armée. Le colonel Sandherr et le colonel Henry avaient élevé cet organe à un brillant degré d'activité et de force. Les débats publics des procès engendrés de l'affaire Dreyfus ont commencé par diffamer ce service et, finalement, ils l'ont fait regretter. Le procès des quatre officiers (octobre à novembre 1904) laissa entrevoir la hardiesse de certaines entreprises préparées par les officiers qui travaillaient sans bruit à la section de Statistique : Henry, notamment, avait mis sur pied une compagnie de pétardiers alsaciens qui auraient entravé la mobilisation allemande. Quelques mois après la révélation de ce fait, au moment de l'alerte de Tanger, un de nos confrères républicains, M. Latapie, écrivait dans sa brochure *Sommes-nous prêts ?* (juillet 1905) :

Nous aussi, nous avons, à un moment, réussi à organiser un service d'espionnage en Alsace, sur les chemins de fer. J'ai serré la main, à Nancy, d'un brave homme qui a collaboré à cette organisation. Ils étaient plus de cent Alsaciens, paraît-il, qui avaient accepté, pour le jour de la mobilisation, une besogne concertée qui devait apporter un trouble momentané dans les services des chemins de fer. Hélas ! notre système offensif visant les aiguilles et les ponts en Alsace n'existe plus ! Il est à refaire tout entier : sera-ce possible ?

« Nous n'avons pas voulu avoir affaire aux agents de la Sûreté, m'a dit mon brave Alsacien, Et puis après l'affaire Dreyfus, la confiance n'y était plus. »

Maintenant, la situation est retournée. Ce sont nos chemins de fer qui sont couverts d'espions. Ceux que Guillaume II emploie, comme le colonel Henry utilisait les Alsaciens, sont, d'après M. Latapie, certains révolutionnaires qui croient servir l'humanité en « sabotant la défense nationale ».

[De 1911 à 1913, Léon Daudet a exposé dans *L'Avant-guerre* ce que fut ce revirement. (Note de 1921.)]

avait trahi ; tant que l’Affaire passionnait notre public, il était trop facile à l’Allemagne de causer de gros embarras à nos cabinets dreyfusiens par la simple menace de ses divulgations<sup>144</sup>. Elle les tenait d’assez court. Tout cela fit un grand retard dans le projet de coalition sur lequel l’Angleterre nous faisait sonder.

L’Angleterre avait dû attendre et patienter. Son organisation politique éprouvée, qui laissait à un roi plein d’expérience une autorité plénière sur les affaires de l’État, lui donnait le moyen de ne rien brusquer ni improviser. Son dessein se fondait sur le sentiment d’une nécessité naturelle. Il était difficile que le gouvernement français lui échappât. Du seul fait que le plan Hanotaux s’effaçait, l’amour-propre et la vanité des gouvernants, l’intérêt de parti, la badauderie du public lui-même, conspiraient à faire adopter un nouveau plan, quel qu’il pût être. La troisième République se trouvait, pour ainsi dire, embarquée. Son premier navire faisant eau et s’enfonçant depuis Fachoda, il avait bien fallu poser le pied sur un autre, n’aurait-elle voulu que revenir droit au port ; mais le roi d’Angleterre se promettait d’entraîner sa passagère très avant dans la haute mer.

---

<sup>144</sup> Il est à remarquer que la deuxième révision du procès Dreyfus, commencée en 1903, poursuivie pendant toute la durée de 1904, a été complètement étouffée durant l’année 1905, c’est-à-dire pendant la crise franco-allemande et n’a recommencé à faire parler d’elle qu’après la clôture de la conférence d’Algésiras, et nos élections de 1906...



## Chapitre XVII

# Le pouvoir du roi d'Angleterre : nos colonies

Le pouvoir du roi d'Angleterre sur les affaires de la France s'est prodigieusement étendu au XIX<sup>e</sup> siècle et dans les premières années du XX<sup>e</sup> ; il grandira encore, à moins d'un changement de régime chez nous.

Même indépendamment de son personnel et de sa politique, notre régime est déjà, quant à son essence, du choix de l'Angleterre. Elle nous a donné la démocratie et la République. C'est à la suite de la guerre d'Amérique, des victoires et des armements de Louis XVI, qui avaient fait perdre le commandement de la mer à l'Angleterre, que celle-ci fomenta la Révolution. C'est à la suite de l'expédition d'Alger qu'elle provoqua les journées de 1830. C'est après sa rupture avec Louis-Philippe, dans l'affaire des mariages espagnols, qu'elle détermina les journées de février et l'établissement de la seconde République. Enfin, la troisième République naquit de la série des intrigues et des conflits européens que l'Angleterre avait subventionnés partout, notamment en Italie, depuis cinquante ans. La volonté de Bismarck n'intervint qu'à titre de cause seconde et de réalisateur immédiat.

Depuis, le cabinet de Saint-James a trouvé une base d'opérations favorable à son influence dans notre système de discussion et de division constitutionnelles où l'intervention périodique de l'Étranger paraît une clause arrêtée et convenue d'avance. Mais les Anglais ont connu en France un autre bonheur, celui-ci composé en partie de nos propres mains comme pour leur donner de nouveaux moyens de nous gouverner. Ce fut la politique coloniale. Quand Bismarck nous jeta dans cette aventure, le gouvernement anglais ne fit guère qu'une opposition de grimace et d'humeur : car ces expéditions tapageuses donnaient à l'Angleterre une large prise sur nous, prise qui devenait d'autant plus importante et sérieuse que se multipliaient nos succès au delà des mers. Il n'en pouvait être autrement en raison de la manière dont ces entreprises étaient conduites.

La vieille France a connu des revers maritimes et coloniaux. Il nous est arrivé de perdre à la fois l'Inde et l'Amérique. Pourtant les malheurs d'alors diffèrent des erreurs d'aujourd'hui en ce que nos fautes de jadis, si nombreuses qu'elles aient été, montrent, dans leur ensemble, beaucoup moins d'imprévoyance et d'absurdité. Ce premier développement colonial avait été uni intimement à la naissance et aux progrès de notre marine ; marine et colonies déclinèrent en même temps, par suite de la même incurie passagère ; mais leurs décadences simultanées rendent du moins un témoignage du sens pratique et du bon sens des Français d'autrefois. Lorsque nos pères négligeaient leur marine, ils ne prétendaient pas s'intéresser à leurs colonies. Ils savaient qu'on ne traverse pas la mer à pied sec et que, si l'on part pour les îles, il faut posséder quelque moyen d'en revenir. La renaissance coloniale était subordonnée pour eux à la renaissance maritime : quand il voulut prendre sa revanche des traités de Paris, le successeur de Louis XV, qui n'était pourtant que Louis XVI, commença par construire de bons vaisseaux.

La République aura changé tout cela. Elle s'est annexé les îles et les presqu'îles, elle a créé sur tous les rivages des dépôts, des stations, des forts et des bureaux. Les colonies anciennes, comme le Sénégal, se sont agrandies à perte de vue. La Tunisie s'est ajoutée à l'Algérie. Le groupe de la Réunion, de Nossi-Bé et de Mayotte, s'est accru de l'immensité de Madagascar. L'Afrique nous a vus remonter les fleuves, cerner les lacs, envahir les déserts et les marécages. Mais, quant aux moyens d'assurer les communications de toutes ces contrées avec la mère-patrie, seule capable d'y maintenir le drapeau, cette affaire primordiale, cette condition de toutes les autres n'a jamais occupé que secondairement nos hommes d'État. Le cas de M. Hanotaux et de ses collègues de 1895 n'est pas isolé. On s'est habitué à posséder des colonies sans disposer d'une marine !

De temps en temps, un publiciste ou un ministre, un amiral ou un député, particulièrement doué du sens de l'évidence, faisait remarquer que, entre Diégo-Suarez et Marseille ou Dakar et Bordeaux, il y avait de l'eau ; cela étant, il n'était peut-être pas superflu d'avoir des bateaux garnis de canons pour la traversée. On convenait que notre matériel de mer n'a jamais eu le nombre suffisant ni la qualité convenable, car il correspondait aux nécessités de la défense métropolitaine et de quelques petites colonies de plaisance, comme nous en avons aux Antilles et dans l'Hindoustan. Un vaste empire voulait être défendu autrement. Le nôtre est un empire ouvert, démuné et sans résistance, richesse offerte aux cupidités du plus fort. Nos explorateurs et nos trafiquants nous auront fait exécuter dix fois le geste de prendre : personne n'a songé à nous organiser en vue de retenir. Nos actions d'Asie et d'Afrique, toutes déterminées par des affaires financières, demeurent donc naturellement exposées à finir comme de très mauvaises affaires.



Pour expliquer un tel procédé, l'inconscience de la République, son absence de mémoire et de prévision doit entrer en ligne de compte : aucun régime, si médiocre ou si nonchalant qu'on veuille le supposer, n'eût conçu ni même supporté, en les connaissant, ces incohérences. Il faudrait reculer les frontières de l'ineptie pour imaginer le gouvernement qui se dirait : « Partons coloniser sans nous assurer d'une flotte ! » Un petit État sûr de sa neutralité, la Belgique, ne l'a pas osé, et c'est le roi Léopold II appuyé sur l'adhésion de l'Europe entière qui a tenté le Congo à titre personnel ; la création d'une marine belge aura été l'idée fixe de ses derniers jours, elle est reprise et continuée par le jeune roi qui l'avait soutenue comme prince héritier. Ainsi les paradoxes les plus heureux tendent eux-mêmes à rentrer dans la loi. L'esprit humain est inhospitalier à certains contre-sens. Il ne peut se donner pour but la possession paisible ou l'exploitation sûre d'un territoire et s'y interdire la condition immédiate de la sécurité. C'est pourquoi, dans notre politique coloniale, il n'y eut pas de négligence proprement dite, car il n'y eut pas conception. L'oubli de la marine fut un cas d'absence matérielle, de lacune physique dont personne ne peut être dit responsable. L'homme responsable de la faute n'existe pas. Nul ne le trouvera. La troisième République n'avait en son centre aucun organe capable de porter cette charge, ni intelligence, ni volonté, ni sens de la direction, rien d'humain. L'impulsion était partie de la Bourse de Paris ; une fois en marche, la machine administrative alla, courut, vola, roula vers le but indiqué, tant qu'elle trouva des chemins où rouler, mais à la mode des machines, sans rien penser et sans se soucier de rien. Les mots de « politique coloniale » ne conviennent donc pas à la succession des actes de diplomatie et de force qui nous a valu nos « possessions » lointaines. Ces accidents discontinus, entraînés les uns par les autres, nullement conduits les uns en vue des autres, ne sont point une politique<sup>145</sup>.

Quand le Gouvernement de la Restauration préparait la conquête d'Alger, il ne pouvait pas distinguer toutes les suites à donner à cette affaire, mais il en avait envisagé les conditions et pesé les risques. Ceux qui citent, sous les formes les plus diverses, le bon mot du baron d'Haussez à l'ambassadeur d'Angleterre qui l'obsédait de réclamations : « Allez dire à votre maître que je m'en f... », n'observent pas assez la qualité du porte-parole de Charles X. Était-ce le ministre des Affaires étrangères, était-ce même le président du Conseil que le baron d'Haussez ? Point du tout, il était ministre de la Marine. La Monarchie française, qui, encore avec Charles X, donnait cette preuve de bon sens devant l'étranger, chargeait de sa réponse à la première des puissances maritimes celui des hommes du roi qui était responsable de sa fortune sur la mer ; c'était spécifier nettement qu'en partant

---

<sup>145</sup> Voir René Millet, *Politique extérieure, 1898-1905*.

pour Alger, on avait prévu l'essentiel. L'Angleterre ne comprit pas autre chose et resta au large.

Mais, sous la troisième République, l'Angleterre adopta pour tactique de s'en tenir aux représentations de forme, et, en fait, d'arrondir son domaine au fur et à mesure de l'extension du nôtre, en ayant soin de toujours tendre au contact des territoires et de développer sa sphère d'influence jusque sur nos propres sujets : ainsi s'emparait-elle de la totalité de l'Égypte et inondait-elle de sa propagande biblique, non seulement Madagascar, mais l'Algérie. En nous laissant agrandir, presque à notre souhait, nos propres territoires, elle se disait que ces acquisitions sans mesure resteraient plus ou moins idéales tant qu'elle conservait le moyen de nous en séparer à volonté et de les fréquenter elle-même de près. La seule précaution qu'elle prît aux jours de partage et de délimitation fut de s'approprier les meilleures parts, les territoires d'un rapport immédiat, en nous laissant la charge de défricher, d'engraisser et de mettre en valeur les autres. « Le coq gaulois aime à gratter le sable », disait lord Salisbury. On se fiait à notre industrie, à notre génie et à notre goût pour faire jaillir du désert insalubre les fontaines et les jardins. La méthode avait l'avantage de nous obliger à dépenser notre argent et nos peines pour aménager le pays, instruire et encadrer les hommes. Ces importantes mises de fonds, incorporées à la contrée et à la race, ne seront pas perdues pour nos héritiers présomptifs. Éternel et classique exemple : ce que nous avons fait en Égypte et le parti qu'en tire l'Anglais.

Depuis vingt ans que s'y appliquent nos trésors, une partie des territoires coloniaux est renouvelée. Ils ont pris figure française. Le pire est devenu le meilleur par notre art. Nos soldats, nos missionnaires, nos administrateurs, nos colons mêmes, tant en Extrême-Orient que sur divers points de l'Afrique, ont amélioré l'ingrate matière et stimulé les populations. Tout cela a grandi et, sinon prospéré, du moins reçu un fort tour de charrue. Une grande richesse a été ajoutée, de main d'homme, d'homme blanc, noir ou jaune, sous la direction de la France, à l'état primitif du Tonkin, du Congo et de Madagascar. Le peuple de proie qui voudra nous les ravir ne perdra ni l'or, ni le fer, ni le sang qu'il y versera, car il y trouvera mieux qu'une terre vierge : un pays jeune et le vieux fruit des expériences et des entreprises de l'ancien monde. Ce qu'on nous laissait conquérir voilà vingt ans valait bien peu. Ce qu'on peut conquérir sur nous a déjà son prix, qui augmente de plus en plus.

Donc, par les colonies de la troisième République, la France s'est rendue merveilleusement vulnérable. On a bien soutenu que leur perte ne lui infligerait qu'un dommage moral. Faut-il compter pour rien l'évanouissement de ces vingt ans d'efforts militaires, administratifs et privés ?

Or, et surtout depuis qu'elle a le Japon pour doublure<sup>146</sup>, il est au pouvoir de l'Angleterre de nous infliger ce malheur. Rien ne saurait l'en empêcher, notre défense coloniale n'existant pas. Les fameuses réorganisations maritimes dont les programmes se sont succédé n'ont jamais été qu'un mot. Et maintenant on n'ose même plus redire ce mot. Sous la Monarchie, on posait comme règle que la France devait tenir une marine « supérieure à toutes ensemble, celle de l'Anglais exceptée ». En 1878, le rapport Lamy disait encore qu'il n'y avait « pas de sécurité pour elle si elle ne se rendait capable de tenir tête à la coalition de deux flottes », celles des puissances qui viennent immédiatement après nous. En 1905, la seule marine allemande était considérée comme équivalente à la nôtre. Elle nous a dépassés depuis ; comme on l'a vu déjà, deux autres puissances en ont fait autant ; le dernier rapport sur le budget de la marine ne nous propose plus que de tenir tête à l'Autriche et à l'Italie en Méditerranée, et l'on ne peut même plus affirmer intrépidement, comme en 1898, que nos équipages « sauraient mourir », car l'indiscipline est moins générale encore dans l'armée de terre qu'à bord de nos bâtiments.

J'ai vu des ivrognes tracer d'un doigt humide, sur une table de café, le rapide moyen d'en finir avec l'Angleterre. Notre corps d'armée tunisien longe le rivage de la Tripolitaine et prend l'Égypte à revers. Nos troupes d'Algérie traversent le Sahara, ramassent les postes du Soudan et du Sénégal, violent le Congo belge et, prenant au pas de course le continent noir dans sa longueur démesurée, tombent, sans coup férir, sur le cap de Bonne-Espérance. Enfin une armée russe, à travers le Tibet et l'Himalaya, vient fraterniser sur le Gange avec les garnisons françaises de l'Indochine. Cela est d'une facilité lumineuse. Je n'oserais pas affirmer qu'au pavillon de Flore ou à la rue Royale on n'eût jamais formé quelque plan de campagne de cette force, quand on étendait nos colonies sans mesure. Comme c'est le seul plan concevable en dehors d'un effort maritime long et coûteux que personne n'a voulu commencer par le seul commencement naturel (par le roi), il faut bien avouer qu'on a beaucoup acquis sans prévoir qu'il faudrait monter la garde devant nos acquisitions : chaque progrès au delà des mers n'aura donc eu pour résultat que de fournir de nouveaux gages à la maîtresse de la mer, des gages de plus en plus riches, de façon à nous mettre de plus en plus à sa merci.

Le pouvoir du roi d'Angleterre en pays de France s'étant accru à proportion de nos accroissements loin de France, ces territoires exotiques forment son gage matériel ; toute la politique anglaise se résumera donc quelque jour

---

<sup>146</sup> L'Angleterre avait conclu des traités avec le Japon dans la foulée du règlement du conflit russo-japonais. (N.D.É.)

dans l'alternative qu'un enfant de sept ans comprendrait sans difficulté : *vous ferez notre bon plaisir, ou nous prendrons votre empire colonial*. Et on nous le prendra effectivement pour peu que nous tentions de faire les méchants ; mais il est très possible que nous soyons très sages et que nos colonies nous soient enlevées tout de même.

Naturellement on s'est appliqué à nous conduire d'abord au bout de l'extrême sagesse afin d'en avoir tout le fruit.

# Chapitre XVIII

## L'amitié italienne et les doctrines libérales

Ainsi vers 1903, 1904 et 1905, par la force même des choses, la sagesse de la France devait consister à abandonner, bon gré mal gré, son cœur et sa main à l'Angleterre ; la brutale mise en demeure n'était pas nécessaire, et l'événement comportait, dans l'exécution, de fines nuances.

Édouard VII y mit tout son art. Il n'eut même pas à procéder de manière directe. Deux moyens termes le servirent auprès des gouvernants français : l'amitié italienne et les doctrines libérales. On ajouterait à ce couple d'intermédiaires un troisième élément, les Loges, qu'il n'y aurait lieu d'en témoigner aucune surprise, mais, toutefois, comme on étudie l'inconnu pour le ramener à des causes connues, nos lecteurs ne gagneraient pas grand-chose à apprendre qu'un mystère diplomatique peut s'expliquer par un mystère maçonnique. Nous examinons ces difficiles affaires en vue de les éclairer.

En ce temps-là nous possédions l'amitié de l'Italie, pour cette première raison que l'amitié italienne est quelque chose d'œcuménique et de planétaire. On ne s'étonne plus de la rencontrer partout, depuis qu'on l'a vue si paisiblement installée, depuis plus de vingt ans, chez les « *tedeschi* » et les « *barbari* » de Vienne, ses anciens ennemis, oppresseurs et tyrans. Élément très actif de la Triple-Alliance, l'Italie n'en a pas moins été, de tout temps, en accord étroit avec Londres. Aux heures du plan Hanotaux, quand les armes françaises, russes et allemandes semblaient tournées d'un même mouvement contre l'Angleterre, nul esprit clairvoyant n'aura compté sur l'Italie comme auxiliaire de cette coalition. On a même craint que sa marine ne fit cause commune avec la flotte anglaise pour annuler la France en Méditerranée. Depuis que la situation s'est renversée et qu'on parle, au contraire, d'une coalition anglo-française contre l'Allemagne, le pronostic est interverti ; c'est de sa fidélité à l'Angleterre que l'Italie a fait douter : son plus grand intérêt paraît ici être allemand, et les princes de la Maison de Savoie sont aussi

disposés que leurs peuples à suivre leur seul intérêt, sans se considérer comme prisonniers autre part <sup>147</sup>.

Cette indécision subtile, ce jeu alternatif de savantes réserves, ce beau et froid calcul dissimulé sous un sourire qui s'adresse au vaste univers a vraiment fait de Rome « amie de tout le monde » un des grands pivots de l'Europe. C'est à Rome qu'il faut aller si l'on tient à traiter de divorce ou de mariage. Cela s'est dit du Vatican. C'est bien plus vrai du Quirinal <sup>148</sup>. La politique anglaise y trouva son centre d'action privilégié.

Rien de plus simple que le jeu de l'Italie auprès du gouvernement français. Ce gouvernement radical était composé de vieux hommes ou imbu des vieilles idées qui ont couru l'Europe d'il y a cinquante ans. Sous Félix Faure, un certain préjugé favorable à l'autorité et le jeune goût de la force, goût pervers, si l'on veut, chez des républicains, rapprochaient M. Hanotaux de

---

<sup>147</sup> Ces appréciations ont leur date. Nous les avons publiées dans la *Gazette de France* et *L'Action française* dès 1905, au moment de la crise déterminée par la démission de M. Delcassé. Elles ont été curieusement confirmées depuis (février 1907) par M. Jules Hansen, ancien secrétaire intime du baron de Mohrenheim, dans son livre : *L'Ambassade à Paris du baron de Mohrenheim*. Les révélations de M. Hansen éclairent l'histoire diplomatique de la Triple-Alliance.

Constituée le 20 mai 1882, la Triple-Alliance a été renouvelée en 1887, en 1892, en 1897 et en 1902. Or, le dernier texte comporte une nouveauté remarquable, si l'on en croit M. Hansen : « Dans le traité tel qu'il était avant 1902, il y avait une clause ou mieux une réserve verbale ou écrite faite par le *cabinet italien* et d'après laquelle, *en aucun cas* la Triple-Alliance *n'aurait pu obliger l'Italie à entrer en ligne contre l'Angleterre*. Dans le renouvellement de 1902. M. Prinetti a OUBLIÉ de renouveler la réserve contre l'Angleterre. »

L'oubli peut s'expliquer de diverses façons. Il est cependant très intéressant de constater qu'à l'heure ancienne où l'antagonisme maritime et colonial de la France et de l'Angleterre pouvait rallier l'Europe centrale à la cause française, l'Italie avait soin d'établir, par une stipulation formelle, la pérennité de sa vieille amitié anglaise. Avec le ministère Delcassé, les choses peu à peu commencent à changer d'aspect : l'entente franco-anglaise se dessine : l'accord ne sera signé qu'en 1904, mais des efforts bien connus à Rome travaillent à le préparer. On peut dire que l'affaire est en chantier dès 1898. L'Italie elle-même va contribuer à la réaliser. Elle en profite d'ailleurs, et beaucoup. Seulement, elle prend ses assurances, ou plutôt, elle modifie ses précautions d'autrefois. Avant 1902, il était entendu que rien ne pourrait l'obliger à se détacher de l'Angleterre. Cette année-là, elle ne contracte aucune obligation nouvelle ; mais elle oublie soigneusement de faire mention de l'ancien scrupule. Elle se sent libre de violer l'amitié du grand peuple son bienfaiteur, parce qu'il va se lier d'amitié avec nous... On a beaucoup remarqué, dans le même ordre d'idées, aux funérailles d'Édouard VII l'absence du roi d'Italie, qui s'était contenté de déléguer un prince du sang, le duc d'Aoste. — Simple nuance, si l'on veut, mais significative, et qui peut montrer que l'intérêt politique de l'Italie est à peu près toujours de se ranger dans le groupement militaire dont nous sommes absents.

<sup>148</sup> Ancienne résidence habituelle des papes, aujourd'hui siège de la présidence de la république italienne, à l'époque dont parle Maurras c'est la résidence du roi d'Italie. (N.D.É.)

Vienne et de Berlin. Au contraire, M. Loubet et M. Delcassé en furent instinctivement éloignés : l'origine révolutionnaire, l'éducation romantique, les traditions et les idées coutumières du vieux parti républicain facilitaient leur rapprochement de l'Angleterre et de l'Italie, – une Italie imaginaire et une Angleterre fictive, telles que l'ignorance représentait l'une et l'autre à leurs yeux fermés.

Que l'Italie soit un des pays les plus autoritaires du monde, que la force publique y soit faite pour une très grande partie du loyalisme de l'armée et de l'attachement héréditaire des provinces du Nord aux droits historiques de la Maison régnante, c'était un sujet d'observation négligeable pour un parti pénétré de cette idée fixe que l'Italie devait être démocratique, libérale, humanitaire, « française », concluaient-ils, du moment qu'elle était, en sa qualité de geôle du pape <sup>149</sup>, la capitale de l'esprit anticlérical. Le formulaire de l'anticléricalisme fut donc le grand lien entre les radicaux français et quelques hauts dignitaires du jeune royaume. C'est une profession de foi anticléricale que M. Loubet formula expressément par son voyage à Rome, dont le premier effet fut de donner aux sujets de Victor-Emmanuel III une haute idée de l'influence et du crédit de leur jeune roi. Ainsi la République, si elle s'aliénait les catholiques, fortifiait une dynastie étrangère <sup>150</sup> et ranimait chez nous ces illusions d'amitié latine qui nous ont déjà coûté cher. En Italie, l'hostilité à l'Église désigne des passions et des sentiments, les uns amortis, les autres ravivés de façon artificielle. Cette façade nous a fait oublier l'évidence de l'intérêt présent !

On l'a écrit avec beaucoup de sens et de force : « un ministre des Affaires étrangères de France qui n'a pas toujours dans un des tiroirs secrets de sa table un projet pratique et étudié, libellé dans ses moindres détails, d'une réorganisation de l'Italie sur le type d'un gouvernement républicain, est un criminel ou un imbécile <sup>151</sup> ». Imbécillité, crime ou distraction, notre anarchie de gouvernement pense à autre chose : pratique et réaliste quand il s'agit de leur personne ou de leur parti, la politique générale des radicaux ne s'est jamais inspirée de l'examen des grands intérêts du pays : elle suit des idées, « idées » flottantes, souvent fausses en elles-mêmes et presque toujours contraires à notre bien.

Jadis, le monde officiel italien, le Quirinal lui-même, avait profité de l'entremise des « Nuées » républicaines pour rendre un service considérable au gouvernement de la reine Victoria en aidant l'Angleterre à constituer chez

---

<sup>149</sup> La question romaine, bien qu'apaisée dans les faits, ne sera réellement réglée entre l'Italie et le Saint-Siège qu'avec les Accords du Latran en 1929. (N.D.É.)

<sup>150</sup> Sur le royaume d'Italie et l'esprit révolutionnaire, on pourra consulter notre *Enquête sur la monarchie*, p. 129. Voir aussi l'appendice VI du présent volume.

<sup>151</sup> *L'Accord franco-anglais*, par Denis Guibert et Henry Ferrette.

nous ce parti de Dreyfus, qui mit en échec la politique de M. Hanotaux sur le Nil. Non seulement, dans le monde de la cour et les salons romains les demoiselles Amari approvisionnaient M. Gabriel Monod de leurs renseignements sur les troupes de couverture et le canon de 120, mais, à Paris même, l'ambassadeur<sup>152</sup>, précédemment titulaire du poste de Londres, était mêlé à toutes les intrigues antimilitaires de cette époque. L'ambassade italienne fut le quartier général de M. Reinach. Là, fut conspiré le départ du cabinet Méline. Là, dit-on même, fut inventé, désigné et choisi M. Delcassé. C'est là que M. Trarieux<sup>153</sup>, chargé des criminelles confidences d'un président de chambre à la Cour de cassation, M. Loew, vint murmurer à l'oreille de l'ennemi les secrets de notre service de contre-espionnage<sup>154</sup>. M. Reinach servait l'État juif, l'ambassadeur d'Italie servait le roi, son maître, qui rendait service à son cousin le roi d'Angleterre, et M. Delcassé n'avait qu'à se laisser aller à la suggestion de ces deux puissances étrangères qui, en somme, n'en faisaient qu'une. Il est allé de leur côté aussi loin que possible, jusqu'au crime de faux et d'usage de faux. Le commandant Cuignet l'a surabondamment démontré<sup>155</sup>.

Mais le comte Tornielli ne négligeait pas son pays pour ses alliés, et, s'il est vrai que le cabinet Waldeck-Rousseau fut en partie constitué par l'Italie, l'ambassadeur ne laissa pas oublier ce service<sup>156</sup>. L'Italie obtint tous les accords commerciaux dont l'impécuniosité qui lui est naturelle avait le plus pressant besoin. Elle les obtint même parfois à nos dépens. Lyon fut atteint dans ses soieries, ainsi que le Comtat, la Drôme et l'Ardèche ;

---

<sup>152</sup> Le comte Tornielli et la comtesse, née Rostopschine, ne passaient pas pour des amis très chauds de la France avant de se fixer à Paris. Lors de sa nomination, en janvier 1895, on rappela le toast porté deux ans auparavant, à Londres, par le comte Tornielli, à l'occasion d'une visite de l'escadre anglaise à la Spezzia, « Nous autres Italiens », avait-il déclaré, en faisant une allusion plus que transparente aux grandes fêtes données à Toulon en l'honneur de l'escadre russe, « nous n'avons jamais éprouvé le besoin de mettre la maison sens dessus dessous pour recevoir nos amis ». Le propos discourtois et désobligeant de 1893 fut récompensé par l'accueil enthousiaste de tout ce que la société parisienne pouvait compter d'étrangers, de Juifs, de protestants, et, par conséquent, de hauts personnages républicains.

<sup>153</sup> Ludovic Trarieux, 1840–1904, sénateur, plusieurs fois ministre, il joue un rôle important parmi les dreyfusards, fondant en particulier la Ligue des droits de l'homme pour regrouper et fédérer les soutiens à Dreyfus. (N.D.É.)

<sup>154</sup> Il faut lire quelques détails de cette intrigue, encore bien imparfaitement connue, dans le livre remarquable cité plus haut qu'ont publié le jeune député nationaliste Henry Ferrette et notre confrère Denis Guibert, sur *Le Conflit franco-allemand en 1905* (Paris, Albin-Michel). Sans être toujours de l'avis des auteurs, je leur ai fait différents emprunts pour ce chapitre et les deux suivants.

<sup>155</sup> Voir *Précis de l'affaire Dreyfus*, par Henri Dutrait-Crozon.

<sup>156</sup> Voir l'appendice VII, *Le comte Tornielli*.



le Languedoc souffrit dans ses vins. Les ministres français se montrèrent à cette époque si accommodants sur nos intérêts régionaux que le roi d'Angleterre dut en conclure qu'ils ne pourraient pas se montrer beaucoup plus difficiles sur un intérêt national. Il pria son rabatteur romain de nous acheminer vers lui. Le traité d'arbitrage permanent signé entre Paris et Rome fut suivi d'un accord secret laissant à l'Italie les mains libres en Tripolitaine et en Albanie, mais *nous abandonnant toute initiative au Maroc*. Les critiques attentifs font remarquer avec beaucoup de raison que l'Italie, amie et cliente de l'Angleterre, ne nous aurait jamais laissé le Maroc ouvert sans l'aveu du cabinet de Londres. Le nom de Maroc, ainsi prononcé de longs mois avant tout accord franco-anglais, prouve que l'Angleterre combinait déjà ses arrangements avec nous, l'Italie étant la courtière.

Celle-ci était également secondée, comme l'avait calculé la diplomatie d'Édouard VII, par le concours diffus mais constant que lui apportaient les erreurs des libéraux et des radicaux français sur la nature du gouvernement de l'Angleterre. Le plus *whig* des Anglais ne saurait penser sans sourire à l'imagination que nos pères s'étaient formée à ce propos et qui subsiste dans tous les lieux où domine l'ignorantisme républicain.

Que le libéralisme anglais ne soit point un libéralisme, c'est ce qu'il est un peu trop facile de voir. Aristocrate, traditionnelle, profondément gouvernementale par sa constitution de la propriété, par le recrutement de son armée de mer, par ses mœurs générales, sa cruelle et pure justice, son régime pénitentiaire et fiscal ; aussi antidémocrate qu'il est possible ; dévouée depuis deux siècles à la religion de la raison d'État ; royaliste au surplus et résolument fidèle à sa dynastie ; inconnue et fermée au reste du monde, mais se développant, pénétrant et tyrannisant en tout lieu, l'Angleterre contemporaine, celle qui est forte, non l'Angleterre prédicante et biblomane du XVII<sup>e</sup> siècle (qui peut reparaître au XX<sup>e</sup>, mais à la condition de tout compromettre et de tout gâcher de ce qui la fit prospère et puissante), cette Angleterre doit être jugée à peu près aussi libérale que put l'être Carthage dans l'antiquité ou Venise moderne. Elle n'est la patrie de la Liberté qu'en un sens : l'admiration ou le pastiche de ses institutions les plus inimitables a servi à faire quantité de révolutions et d'émeutes sur le continent. Tel a été le rôle bien anglais des idées « anglaises ». Un rôle utile à l'Angleterre qui, dans l'isolement splendide qu'elle devait à la nature, a dû à cette politique une paix profonde. Les idées anglaises ont causé, en particulier, l'abaissement de la France ; mais, comme elles ont fait la fortune du parti libéral et des républicains, ces derniers ont toujours penché pour l'Angleterre.

L'essence commune du libéral et du radical en France se reconnaît à ce fait que tous deux se dévouent à leur pays sous une condition quasiment religieuse. On ne saurait trop rappeler l'excellente définition de ce patriotisme

conditionnel donnée par M. Ranc, quand en 1898 il assurait qu'il lui était agréable d'entendre crier à l'étranger<sup>157</sup> : « Vive la France », « MAIS » « la France de la Révolution ». Quand on est pour « la France mais », et quand, par surcroît, l'on connaît que ce « mais » révolutionnaire, axiome mystique antérieur et supérieur au patriotisme, est inspiré des révolutions qui agitérent anciennement l'Angleterre, on est aussi tenté de placer le berceau de ces principes immortels au-dessus du berceau de notre chair périssable. Avant de calculer l'intérêt de la France, le parlementaire de vocation le subordonne à l'intérêt de la Liberté dans le monde, telle qu'on l'invoque, suppose-t-il, dans la Mère des Parlements.

Dès lors, quand il est franc, quand il est administré par une équipe radicale bien pénétrée du libéralisme confessionnel, le régime républicain enferme quelque chose de profondément et de passionnément étranger, une arrière-pensée qui nous abaisse en particulier devant les Anglais, qui les préfère à nous et qui nous subordonne à eux, un sentiment qui, s'il le fallait, nous sacrifierait à leur avantage. La République conservatrice de 1895 avait oublié cet esprit et l'avait même remplacé par des traits de jactance à l'adresse de l'Angleterre : la République radicale réintégra les traditions du vieux parti. Elle restaura les vieux sentiments de subordination à la sagesse anglaise, tant admirée de Voltaire, de Rousseau et de Montesquieu, élément d'humilité assez dangereux, sorte de trahison inconsciente mais formelle, qui est gravée au cœur de ses dirigeants.

Sur toute chose ils élevèrent le bonheur et l'honneur d'une association avec les « nations libérales », c'est-à-dire avec l'Angleterre d'abord, et cette entente fut considérée comme un bien trop urgent pour être différée jusqu'à l'acquisition d'une forte situation militaire continentale qui nous eût permis de causer d'égal à égal avec notre associée. Certes, on ne put traiter tout de suite, sous peine de blesser l'opinion encore meurtrie des menaces de Fachoda. Mais on organisa de doctes campagnes de presse. Le « tzarisme » et le gouvernement du « Kaiser » furent rétablis dans leur ancienne dignité d'épouvantail pour électeurs. On vanta l'avantage humanitaire d'un accord entre les États doués de l'incalculable trésor d'un parlement, les races privilégiées, les peuples élus. L'opinion radicale insista sur la hiérarchie spirituelle des constitutions politiques. Les unes font le salut des peuples, et les autres suffisent à consommer leur damnation : « Venez mes brebis ! Allez, mes boucs<sup>158</sup>. » Un ordre du jour du Grand Orient de France a proclamé que

---

<sup>157</sup> Il faisait le récit d'un voyage en Belgique.

<sup>158</sup> Allusion à Matthieu, 25, v. 31-46 :

Or quand le Fils de l'homme viendra dans sa majesté (...)  
Et il placera les brebis à sa droite et les boucs à sa gauche.

les insurrections, jadis le plus saint des devoirs, deviennent abominables et scandaleuses dans les pays qui affichent sur les murs la déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen. L'Empire britannique brillait au premier rang de ces oints du seigneur. Personne ne se demanda ce que deviennent, au surplus, les droits de l'Homme quand la marine anglaise recrute ses équipages par le procédé de la « presse »<sup>159</sup>. On nous exhorta simplement à acclamer le roi d'Angleterre, ses vaisseaux et ses matelots.

La malheureuse victime de l'or anglais, Kruger<sup>160</sup>, vaincu et dépouillé, venait de s'arrêter à Paris, qui ne lui avait pas marchandé l'ovation. En mai 1903, Édouard VII fut moins bien reçu par le peuple, mais les sphères officielles lui firent brillant accueil. Il invita M. Loubet à le venir voir en juillet suivant, puis il revint lui-même, aimant mieux traiter directement son affaire avec le président ou avec les ministres que de s'en décharger sur qui que ce soit. Quelque renseigné qu'il fût, sur la France, le prince dut s'étonner de trouver tout ce monde peu difficile, et même plat. Son circuit italien aurait-il été superflu ? Il se le demanda peut-être et s'excusa devant lui-même d'avoir douté de la tradition révolutionnaire. Mais rien de plus excusable que son erreur. Si notre politique étrangère doit avoir la couleur du parti politique vainqueur, et cela en vertu du régime et de l'esprit républicain, elle a, dans l'Angleterre monarchique, les seules couleurs du pays. Là-bas un fait rallie et l'on fait confiance au pouvoir en tant que pouvoir. Ici, et c'est ce que le roi dut se rappeler, en l'absence d'un pouvoir réel suffisant, il ne reste que les idées, lesquelles divisent. Édouard VII estima nos divisions une bonne chose

---

Alors le roi dira à ceux qui seront à sa droite : Venez, vous qui avez été bénis par mon père, possédez le royaume qui vous a été préparé dès le commencement du monde.

Car j'ai eu faim et vous m'avez donné à manger (...)

Il dira ensuite à ceux qui seront à sa gauche : Retirez-vous de moi, maudits, allez au feu éternel (...)

Manière pour Maurras de souligner qu'il ne voit dans les attitudes politiques qu'il dénonce ici qu'une parodie de messianisme. (N.D.É.)

<sup>159</sup> Il est bon de savoir que le procédé est constaté dans un livre intitulé : *Le Libéralisme*, par M. Émile Faguet : « En Angleterre, le service militaire n'existe pas. . . Il est volontaire. . . Qui veut n'être pas soldat n'est pas soldat. Cela se comprend très bien. . . Mais ce même peuple a besoin d'une marine militaire énorme, et il trouve naturel qu'on ait recours à la presse, c'est-à-dire à l'enrôlement forcé des matelots de la marine de guerre. »

<sup>160</sup> Paul Kruger, 1825–1904, président de la république du Transvaal en Afrique du Sud de 1883 à 1902 et figure essentielle de la résistance à l'Angleterre durant la première et la seconde guerre de Boers. Il meurt en exil en Europe où il fit une vaste tournée afin de trouver de l'aide, tournée qui fut un succès populaire sur le continent, mais ne donna aucun résultat officiel probant. (N.D.É.)

dans la mesure où elles ne nous rendraient pas trop inaptes à l'œuvre pour laquelle il avait des vues sérieuses sur nous.

L'entente désirée et réglée en principe ne s'annonçait pas mal.

# Chapitre XIX

## Le plan Delcassé.

### — De la faute ou du crime

La doctrine du Vieux Parti républicain et l'intrigue anglo-italienne s'accordaient naturellement dans la politique de M. Delcassé. Mais l'accord était maintenu et même stimulé par des forces financières dont il faut tenir compte.

Notre puissance nationale devenue le bien des spéculateurs et des gens d'affaires, il n'est plus possible à un cabinet de durer quelque temps sans former des entreprises coloniales nouvelles. Entreprises qui exigent que l'on s'entende avec l'Angleterre ou que l'on dispute avec elle. Du moment qu'on avait cessé de fourbir des armes et que le camp de Boulogne était bien levé, le parti le plus simple était d'en finir tout de suite avec la dispute ; le plus pratique était de placer notre mouvement colonial sous le protectorat des maîtres de la mer.

Qu'il y eût entre l'Angleterre et nous de vieilles querelles (Égypte, Terre-Neuve), c'est possible, redisaient certains financiers coloniaux ; mais des conventions franches peuvent intervenir sur tous les points litigieux. On peut signer une manière de concordat. Les faits sont accomplis ; revêtons-les d'un acquiescement régulier, et, tout aussitôt, nous recevrons en échange nos laissez-passer, nos licences pour d'autres efforts. Bismarck nous avait dit : « Prenez la Tunisie, prenez l'Indochine. » Édouard VII peut nous dire : « Prenez le Maroc », le Maroc étant d'une nécessité immédiate pour laquelle tous nos syndicats sont debout et dont ils ne feront point grâce au gouvernement qu'ils soutiennent. . .

Tel fut le germe de ce qu'on peut appeler le plan Delcassé. Sans doute ce plan apparaît plus grave et plus ample quand on le considère dans les calculs d'un roi anglais qui nous veut pour son soldat sur le continent, ou dans les inquiétudes d'un empereur allemand qui, nous ayant souhaités pour seconds sur la mer, nous voit enfin passer au service de l'ennemi. Sans doute aussi, et plus encore que les volontés des rois étrangers, plus que

l'insouciance et l'inattention de notre ministre, l'esprit de la situation, le génie des circonstances envisagées nous faisaient courir un risque sérieux. Ce plan nouveau, s'il ne prévoyait pas le conflit avec l'Allemagne, aurait pourtant dû le prévoir : l'Angleterre souhaite ce conflit et l'espère, elle l'escompte même avant l'exécution du programme naval qui doit mettre si haut l'outillage maritime allemand. Mais ces effets prévus ou imprévus du plan Delcassé y sont pleinement étrangers. En lui-même, tel qu'il se formula et se réalisa, ce plan est beaucoup plus simple. Il pose sur une idée nette : *nous ne pouvons plus coloniser contre l'Angleterre ni sans elle ; colonisons donc avec elle*. Tout entier, il se déduit de cette idée-là.

Le ministre espérait des « pénétrations pacifiques » mais rapides qui enrichiraient un certain nombre de ses amis. Mais il ne croyait pas ni il ne voulait croire à l'échéance guerrière désirée par Édouard VII : il s'arrêtait à peine à l'idée qui aurait fait bondir d'espérance et de joie tout autre homme d'État français, celle d'une vraie guerre entre Londres et Berlin. C'est pour l'aisance du discours que l'on nomme le plan Delcassé « anti-allemand ». Tout au fond, M. Delcassé ne tenait pas compte de l'Allemagne. Il considérait que tous ses calculs pouvaient subsister en faisant abstraction de la plus puissante monarchie du continent. L'idée d'une intervention allemande dans le nouveau mariage anglo-français n'était pas au nombre des combinaisons qui eussent le bonheur de l'intéresser.

Plusieurs raisons de cet état d'esprit bizarre ont été avancées. Y eut-il une sorte de rivalité de métier entre l'empereur et M. Delcassé, le premier grand amateur de diplomatie et de paix, négociateur inlassable en mainte circonstance où n'importe lequel de ses aïeux eût tiré le glaive, le second plus novice mais d'autant plus enragé à ce noble jeu ? On va jusqu'à parler d'une querelle d'homme à homme<sup>161</sup>. En fait, M. Théophile Delcassé estima Guillaume II, comme le font certains esprits en France, agité et agitateur sans surface, capable de manifestations, de paroles et de gestes, mais ceci et cela sans suite ni portée<sup>162</sup>.

---

<sup>161</sup> « M. Delcassé eut, assure-t-on, le tort, dans les couloirs des Chambres, d'exprimer trop librement son opinion sur la politique allemande et sur l'empereur lui-même. — Quand on apprit la démission de M. Delcassé, l'empereur, qui se trouvait à une manœuvre militaire à côté du général de Lacroix, envoyé en mission spéciale pour le mariage du Kronprinz, lui dit tout à coup : *Il est parti... Il, c'était M. Delcassé.* » (André Tardieu, *La Conférence d'Algésiras*.)

<sup>162</sup> Les jugements les plus contradictoires ont été portés, en effet, sur l'empereur Guillaume II. L'historique en serait piquant. Depuis l'académicien Jules Simon (confit de béatitude au souvenir des questions dont Sa Majesté le pressait si curieusement sur le verbe français « godailler », qu'Elle avait employé par mégarde, et qu'il avait osé, en s'excusant, relever), jusqu'à la belle dame amie de Picquart, qui, en 1898 ou 1899, alla, flanquée d'un lieutenant de cavalerie, demander à l'empereur si, oui ou non, Dreyfus lui

À supposer qu'il eût vu juste, M. Delcassé se donna le tort de ne pas savoir retenir des marques, bien superflues, de ce sentiment. Il fut encore inférieur à sa tâche en ne s'inquiétant pas de savoir si nos forces militaires valaient les forces de cet empereur dédaigné. Plus il pouvait avoir raison dans son attitude, plus il devait se rendre capable de la soutenir aisément. En admettant que Guillaume II manquât de « sérieux », il fallait pouvoir l'attendre de pied ferme et opposer à ses démonstrations des démonstrations plus vigoureuses encore. M. Delcassé avait beau rejeter toute idée d'une offensive éventuelle de l'empereur. Il méritait tous les châtiments du seul

---

avait livré nos secrets, il y aurait à signaler des entreprises d'admiration, de sympathie, d'enthousiasme absolument insoupçonnées du grand public. Je n'en dirai que ce trait : un écrivain, d'abord sous son nom de citoyen et de fonctionnaire français, puis, comme pris de pudeur, sous un pseudonyme, a très sérieusement, et presque sans y mettre aucune fantaisie, proposé Guillaume II pour roi ou empereur à l'acceptation, à l'acclamation de la France. L'offre n'a pas eu lieu dans une revue juive ni dans une publication anarchiste : elle s'est reproduite en deux périodiques, dont l'un très honorable, l'autre si droit, si honnête et si pur que le nom de vertueux lui conviendrait parfaitement. Notons que l'extrême niaiserie du langage ôtait de l'importance à cette insanité. Consultez là-dessus le *Mercur de France* de novembre 1904 et *La Coopération des idées* d'avril 1905.

En revanche, des esprits amers et perspicaces, comme Drumont, se sont toujours montrés extrêmement durs pour la personne de Guillaume II. Ils lui ont surtout reproché de parler beaucoup. Nous voudrions pouvoir admettre que l'action de l'empereur allemand ne suit pas sa parole. Mais l'impulsion donnée au commerce, à l'industrie et à la marine de l'Empire ne permet guère de le penser. Ce n'est pas seulement dans la construction de la flotte de guerre que l'on perçoit son impulsion et sa volonté. Comme le disait très bien M. Roger Lambelin dans la *Gazette de France* du 21 février 1907 : « Partout, en Allemagne, on perçoit une impulsion directrice ; des plans sont élaborés avec soin et poursuivis avec méthode pour l'outillage des chantiers, l'aménagement des ports, l'amélioration des voies fluviales. Le souverain s'intéresse avec passion à tout ce qui a trait à la prospérité nationale ; il sait que la marine marchande est l'auxiliaire indispensable de la marine de guerre. *Au Parlement, on demande des crédits et non des instructions de détail.* » Ce n'est là qu'un chapitre d'une activité et d'une vigilance qui s'étendent à bien des choses, à tout. — Il n'a pas fait de guerre ? . . . Mais à quoi la guerre eût-elle servi, je le demande, s'il suffit des moyens pacifiques pour imposer maintenant et développer une situation magnifique ? La nation allemande est un produit fragile et cassant. Peut-être l'empereur a-t-il fait preuve d'un talent supérieur en ne tirant jamais le sabre qu'à demi. Peut-être aussi a-t-il eu tort d'exposer aux risques de la rouille le seul instrument qui ait pu rassembler les matériaux disparates de cette œuvre artificielle, de ce paradoxe historique et géographique : les Allemagnes unifiées ! — En somme, il n'est guère qu'un élément du caractère de Guillaume sur lequel on puisse tomber facilement d'accord, c'est la passion avec laquelle on l'a toujours vu tirer parti, dans le sens d'une utilité immédiate et pratique, de tout ce qui brille et séduit dans sa personne. Éloquence, poésie, bonne grâce, sciences, beaux-arts, il faut que tout serve ! Quand le cygne eut suffisamment fait ses grâces, Lohengrin tordit le cou à l'oiseau divin, le pluma et le mit à rôtir pour son déjeuner. C'est ce que Drumont aime à appeler l'hérédité anglaise du neveu d'Édouard VII.

fait qu'il négligeait de se garder contre le cas fortuit où l'hypothèse ainsi écartée se serait produite. Diplomatie, c'est précaution.

La précaution à prendre s'indiquait toute seule : *il importait d'intéresser le patriotisme français*. Celui qui l'oublia fit une faute incomparable. Quoi ! tous vos mouvements d'Europe et d'Afrique, toutes vos allées et venues entre Londres et Paris, entre Rome et Saint-Pétersbourg, ont pour effet, sinon pour but, « d'ennuyer », ou même « d'encercler » l'empereur d'Allemagne. Vous faites mine d'éloigner de lui son allié du midi. Vous vous faites accuser de l'avoir écarté lui-même de vos arrangements coloniaux, et, en somme, c'est un peu vrai. Il s'agit d'isoler l'Allemagne, assure-t-on, et dans l'intimité, vous ajoutez : de « rouler » Guillaume, de « rouler » Radolin<sup>163</sup>. Vous faites entendre que vous ne craignez rien. Tout se passera en conversations, vous en êtes sûr. Vous nous affirmez que l'âme des chancelleries contemporaines, surtout allemandes, est le « bluff », – et vous ne sentez pas que vous aussi bluffez, pour parler votre langue, et que votre bluff obligera votre partenaire à des bluffs redoublés. C'est à quoi il vous faudra bien peut-être répondre. Mais comment ? Sinon en triplant le bluff à votre tour et en le renforçant de toutes les puissances morales capables de rendre votre bluff imposant ! Il se trouve que vous ne faites rien en secret. Vos sentiments sont avérés. D'abord, on en cause partout. Puis, vous y ajoutez toute la publicité concevable. Votre défi à l'empereur remplit la presse européenne, y compris la russe et la turque. Et voilà qu'une seule presse, une seule opinion, en est tenue absolument ignorante, et c'est la presse officieuse de votre pays, c'est notre presse nationale ! L'opinion française est censée gouverner, et vous ne faites rien pour l'avoir avec vous. Vous ne faites rien pour émouvoir le pays et pour l'associer à votre mouvement.

Cependant le concours tout au moins tacite de la nation était indispensable à une politique pareille. Quand vous auriez été décidé à ne jamais faire aucun appel effectif à de telles forces, il vous fallait, pour la montre et pour la parade en Europe, des hommes, de l'argent, de l'enthousiasme public. Il vous fallait un corps de sentiments et d'idées favorables sérieusement propagé dans notre pays. Or, vous n'avez jamais exprimé de velléité dans ce sens. Vous n'avez même pas demandé à vos collègues du gouvernement d'interrompre, en raison de votre grande œuvre en Europe, la propagande des doctrines et des sentiments contraires à votre effort. Vos collègues, vos chefs, les Waldeck et les Combes, les André et les Pelletan, servaient l'Internationale de l'Étranger. Vos amis, vos soutiens dans le parlement, prêchaient de désarmer et d'oublier l'Alsace : vous les avez laissé dire ; vous

---

<sup>163</sup> Hugo von Radolin, ambassadeur de Guillaume II à Paris, qui passait pour détester cordialement Delcassé. (N.D.É.)



avez servi l'Étranger et l'Internationale avec eux. Si vous l'aviez vraiment voulu, vous auriez réuni avec vous et contre eux les multitudes françaises. Vous n'avez jamais fait un geste ou un acte, ni même conçu une volonté dans ce sens. Quelle inertie ! Et quelle complaisance ! Et quel contraste avec votre boniment au dehors ! Si vous aviez eu, comme on l'a répété, la pensée de nous rendre l'Alsace, il faudrait avouer que vous en avez constamment rejeté d'abord toute apparence, ensuite tout moyen.

Il est vrai, votre main a touché un instant la balance de nos destins. S'il était une idée, un nom, un objectif politique qui eussent quelque chance de relever notre esprit public dissous par l'affaire Dreyfus, c'était certainement le nom, l'idée et l'objectif de la Revanche ; c'était le désir de repartir pour le Rhin et dans la direction des provinces perdues. En avez-vous jamais usé ? Vous avez négligé une œuvre qui restait possible, puisqu'elle fut tentée, lorsque tout fut perdu, par votre successeur, M. Rouvier coalisé avec les Berteaux et les Clemenceau. Certes, la belle spontanéité de la nation n'a point reparu, mais le gouvernement, par des moyens de gouvernement, en obtint sous nos yeux quelques simulacres, et ces simulacres constituèrent une démonstration utile. Rien de tel tant que vous fûtes au quai d'Orsay. Rien de tel de 1898 à 1905. Ces manifestations vous auraient servi. Elles vous auraient aidé puissamment. S'il ne s'agissait que de feintes, pourquoi n'avoir pas fait signe à toute la France de feindre avec vous ? Elle eût compris à demi-mot. Les cachotteries de M. Hanotaux se concevaient par l'impopularité fatale de son projet. Votre mystère à vous ne comporte pas cette explication. Conforme à une pente longtemps suivie, à l'habitude, à la tradition, aux anciens sentiments, à des intérêts éternels, votre politique étrangère non seulement pouvait devenir populaire en France, mais elle était la seule qui possédât cette vertu. Et vous y avez renoncé !

À la rigueur, un ministre de monarchie, qui n'eût été ni un Cavour, ni un Bismarck, ni un Richelieu, se fût embarrassé d'une répugnance de protocole ; il lui aurait déplu d'associer « le peuple » à sa politique étrangère. Mais nos textes constitutionnels assuraient expressément M. Delcassé qu'il vivait sous une République démocratique et parlementaire. La plus stricte légalité du régime se trouvait, par miracle, en accord complet avec l'intérêt du patriotisme en sommeil et de la patrie en danger. Le ministère Hanotaux pouvait se prévaloir de la nécessité de faire le bien sans le dire : le ministère Delcassé ne pouvait réaliser un peu de ce bien qu'en le disant. Or, il s'est tu.

On a très bien vu les calamités de la méthode qu'il adopta. Du point de vue de notre intérêt national, on ne voit pas quel aurait été le point faible d'une méthode inverse, dont les avantages semblent éclatants et nombreux. Écartons toute idée de succès effectif. Dans le seul ordre immatériel de la pensée et de l'énergie nationales, les Parisiens d'abord, tous les Français

ensuite, spécialement nos jeunes générations si éloignées du souvenir de la grande guerre<sup>164</sup>, notre armée couverte d'insultes, les pays annexés qui s'éloignaient de nous, auraient recueilli le bénéfice moral des revendications reprises à ciel ouvert. Ces résultats moraux auraient du moins compensé le péril qui a été couru sans compensation et qui nous a valu des pertes si cruelles.

---

<sup>164</sup> Celle de 1870. (N.D.É.)

# Chapitre XX

## Du plan Delcassé (suite).

### — La défense républicaine

Monsieur Delcassé a-t-il craint de trop plaire au pays ? A-t-il craint de lui plaire jusqu'à déplaire à son parti ?

Ce parti se reconnaissait, il « se mirait » dans le ministre qui l'avait conduit à l'entente anglaise et à l'amitié italienne. Il l'approuvait de témoigner quelque froideur à l'absolutisme prussien. Mais il eût refusé d'aller plus loin dans cette direction, car, surtout en 1901, 1902, 1903, déterminer un courant d'opinion un peu vif contre la nation allemande et tendre à raviver le souvenir de nos défaites eût semblé pactiser avec le nationalisme grondant et vouloir rendre un essor dangereux au militarisme, alors que nulle guerre immédiate ne nous pressait.

Un gouvernement d'opinion ne peut jamais avoir d'attention réelle que pour ce qui le presse. Les amis de M. Delcassé se plaisaient donc à songer, comme lui, que toutes les difficultés pendantes se résoudraient en quelque vain passage d'écrits. À quoi bon déranger le peuple ? Pourquoi troubler la bonne fête anticléricale et anticatholique à laquelle le personnel gouvernemental se donnait ? L'esprit public est unitaire. Si l'on veut qu'il mange du prêtre, il ne faut pas lui mettre du Prussien sous la dent. Enfin était-il opportun d'interrompre le précieux courant d'idées qui faisait prévaloir l'idée d'humanité sur l'idée de patrie ? Les journaux officieux des ministres Combes, André, Delcassé, organisaient les fêtes publiques où les artistes des théâtres subventionnés déclamaient des poésies antipatriotes :

Déchirez ces drapeaux ! Une autre voix vous crie :  
L'esclavage et la haine ont seuls une patrie,  
La fraternité n'en a pas.<sup>165</sup>

---

<sup>165</sup> Alphonse de Lamartine, *La Marseillaise de la Paix*. (N.D.É.)

Récemment, la nécessité a ramené ces radicaux à leur antique chauvinisme. Une même nécessité en avait détourné M. Delcassé aux dates marquées ci-dessus. Tous ses co-religionnaires politiques auraient déconseillé comme superflue et dangereuse une agitation patriotique capable de déclasser les partis et de les ramener à l'unité française qui fait leur épouvantail. On n'a point de raison de croire M. Delcassé supérieur à ses compagnons de fortune ; il devait partager leur façon de voir.

Les haines, les rancunes, les misères d'esprit du parti radical étaient si vivantes en lui qu'il ne s'était pas contenté de négliger l'appui de l'opinion française contre l'ennemi du dehors. Plus anciennement, il avait travaillé lui-même à diminuer dans les esprits et dans les choses la force militaire sur laquelle repose toute diplomatie. Il avait et souillé et laissé souiller cette épée française qu'il feignait de brandir et de faire briller afin d'étonner le Prussien. Son rôle dans l'affaire Dreyfus est d'un criminel. Il ne faut pas dire que cette affaire est bien antérieure à la politique malheureuse de M. Delcassé, car le cabinet Combes l'a reprise en 1903, et M. Delcassé, ministre au moment de la première révision, l'était également au début de la seconde, à laquelle il ne s'est jamais opposé. On ne peut donc pas oublier qu'en 1899 ce fut « d'ordre de M. Delcassé », que le métèque Paléologue<sup>166</sup> comparut le 29 mars devant la Cour de Cassation et accusa l'État-Major général de l'armée française d'avoir produit un faux devant cette Cour. Or, ce faux était la transcription d'une pièce parfaitement originale : la minute en fut retrouvée par le commandant Cuignet dans la serviette de l'agent de M. Delcassé... Cette manœuvre honteuse fut si complètement démasquée, qu'on n'a pas osé en laisser subsister la trace dans le recueil de l'*Enquête de la Cour de Cassation* édité par les dreyfusiens chez P.-V. Stock, bien que

---

<sup>166</sup> Tel patron, tel client. De même qu'en 1904 M. Delcassé n'a rien su, rien vu des préparatifs japonais, ses fameuses intelligences à Londres ne lui ayant permis de rendre aucun service à notre alliée de Saint-Petersbourg, de même en 1908 ce fut l'ancien mandataire de M. Delcassé devant la Cour de Cassation, c'est le porteur et le défenseur du « faux Delcassé », c'est M. Maurice Paléologue ministre de la République française à Sofia, qui n'a rien su des graves événements qui devaient aboutir à créer le royaume des Bulgares. Ce diplomate apparut incapable. Un journal juif a touché un mot des déboires orientaux de ce Parisien mâtiné de valaque ou de byzantin. Outre que personne n'est prophète dans son pays, il y a un dicton qui court : *Dreyfusien, propre à rien*, et la qualité de métèque y change peu de chose. – M. Paléologue, devenu en 1912 le lieutenant de M. Poincaré au quai d'Orsay, n'a pas brillé davantage dans le règlement des incidents franco-italiens en Méditerranée, ni dans les interventions balkaniques. [Il faut préciser ici à propos de Maurice Paléologue, 1859–1944, que son *Journal de l'Affaire Dreyfus* ne sera publié qu'après sa mort, et que Maurras n'en a donc pas eu connaissance lorsqu'il écrit ces lignes. (N.D.É.)]

l'allégation eût été publiée par tous les journaux de Dreyfus, notamment par *Le Figaro*.

Or, cette imputation d'un faux imaginaire était uniquement destinée à masquer un faux très réel, produit par M. Delcassé et par son mandataire <sup>167</sup> : faux dont le caractère a été démontré par le commandant Cuignet. Dans l'intérêt de qui M. Delcassé avait-il usé de ce faux ? Dans l'intérêt de qui avait-il fait porter l'accusation calomnieuse ? Le traître juif Alfred Dreyfus ne ressemble pas au premier bandit venu. On ne peut pas l'avoir servi sans avoir secondé une cause évidente d'amoindrissement national. Dreyfus personnifie cette intrigue étrangère qui nous paralysait au dehors parce qu'elle nous décomposait au dedans. Cette intrigue a été nouée par l'ambassade italienne et tout d'abord dans l'intérêt immédiat de l'Angleterre. Mais en faisant de main de maître les affaires de Londres et de Rome, le comte Tornielli n'avait-il pas également servi le souverain au profit duquel Dreyfus avait trahi et qui était le plus ancien allié du roi d'Italie ? On en pensera ce que l'on voudra, mais pendant les heures décisives de l'affaire Dreyfus, M. Delcassé, que l'on donne pour le champion du monde contre l'Allemagne, avait veillé au bon renom des attachés militaires allemands.

Cette complaisance, qu'on peut nommer d'un mot <sup>168</sup>, s'accorde mal avec les beaux rêves nationalistes <sup>169</sup>, les projets de fière revanche et tous les autres bons sentiments que, depuis sa chute, On lui prête. Certains actes excluent certaines intentions. Les bons offices rendus par M. Delcassé au gouvernement de Schwartzkoppen et de Münster <sup>170</sup> établissent qu'il n'était

---

<sup>167</sup> Voir le *Précis de l'affaire Dreyfus*, par Henri Dutrait-Crozon.

<sup>168</sup> En 1921, quand Maurras établit cette « édition définitive », Delcassé est encore vivant. D'où sans doute la prudence de Maurras qui n'écrit pas explicitement le mot *trahison*. (N.D.É.)

<sup>169</sup> C'est après coup (après le coup que lui donna sa chute) que M. Delcassé se voulut faire peindre en libéral de l'Alsace-Lorraine. Il a même donné la première touche au portrait. Drumont (*Libre Parole* du 31 janvier 1906) rapporte comme textuelles ces paroles que l'ancien ministre a dites à des représentants nationalistes :

« J'oublie les attaques de la *Libre Parole* depuis dix ans, j'oublie tout ce qui a pu être dit contre moi, je ne me souviens que de ce que M. Drumont a écrit : "Depuis trente-cinq ans, Delcassé est le seul ministre des Affaires étrangères qui ait osé regarder l'Allemagne en face. . ." Je serai fier de montrer ces quelques lignes à mes enfants plus tard. » Ces belles paroles ne peuvent faire oublier comment M. Delcassé a fait défendre sa politique par ses journaux, ses amis, son parti.

« Elle n'est pas dominée par l'idée de revanche. » — « Le but qu'il poursuivait n'était pas la revanche », répète M. Maurice Sarraut (un des hommes les plus influents du groupe Delcassé) dans *L'Humanité* du 22 octobre 1905. Et c'est la simple vérité.

— Il faut ajouter, en 1921, que l'idée de Revanche a saisi depuis M. Delcassé au point d'en faire un des ouvriers de la défense nationale. Même observation pour M. Paléologue.

<sup>170</sup> Tous deux ambassadeurs d'Allemagne à Paris. (N.D.É.)

pas étouffé par le scrupule. Il faut plutôt se souvenir qu'il a multiplié les démarches amicales auprès de l'Allemagne toutes les fois que la suggestion anglaise l'y a porté. Il les a cessées et remplacées par des démarches d'un ton contraire quand la même pression réglée lui en fit un devoir. On peut dire, l'histoire contemporaine à la main, que M. Delcassé n'a jamais marché contre notre vainqueur de 1870, il a marché pour l'Angleterre. Il n'a menacé l'Allemagne que lorsque l'Angleterre y eut intérêt. Delcassé-Revanche est un mythe. Sa politique fut tournée contre Berlin par Londres ; elle ne s'y est jamais orientée d'elle-même.

Un seul ministre républicain se montra aussi bon Anglais que M. Delcassé : ce fut M. Waddington, excusé par le sang qui coulait dans ses veines ; mais tel est aussi, pourrait-on dire, le sang même de ce régime, né anglais et demeuré sujet anglais <sup>171</sup>. En fait, l'ancien ministre de M. Loubet avait été l'élève des disciples de M. Waddington et de ses pareils.

Les Chambres sentaient et pensaient là-dessus comme M. Delcassé.

Une fois qu'ils eurent obtenu de l'Angleterre promesse de sécurité et même de progrès pour leur empire colonial, possession du parlement et de la finance, plutôt que propriété du pays <sup>172</sup>, nos radicaux, qui ne croyaient pas à l'Europe armée, ne purent pas admettre qu'une tension sérieuse pût jamais résulter de simples conversations de chancellerie. Pas plus qu'ils ne se souciaient du répertoire de Déroulède, ces hommes d'État ne s'étaient jamais, sinon par occasions et suggestions extérieures, souciés de l'hostilité de l'Angleterre à l'égard de l'Allemagne.

Ils ne songeaient pas davantage à parer les menaces que notre intimité avec l'Angleterre enflait et grossissait du côté allemand. « Choses d'Europe », la défense républicaine n'a rien à y voir !

Tous les dangers courus par la suite doivent être expliqués de ce point de vue. Il est absurde de reprocher à M. Delcassé d'avoir abusé de son crédit sur la Chambre. Il faisait les affaires de son parti dans l'esprit de son parti, en les adaptant à la situation. Ses prédécesseurs n'avaient jamais fait autre chose. La politique extérieure n'a jamais été contrôlée par le parlement de la République, qui a toujours laissé le ministre tranquille : jusqu'en 1895, comme on l'a vu, on ne contrôlait pas faute d'avoir quoi que ce fût à contrôler. L'indépendance des bureaux, le silence de la tribune, la discrétion hautaine observée par les dignitaires du quai d'Orsay, toutes ces survivances de la Monarchie fonctionnèrent à vide jusqu'au jour où M. Gabriel Hanotaux conçut l'idée, aussi généreuse que malheureuse, de

---

<sup>171</sup> Voir appendice XII : *Le cri de Londres : Vive Delcassé*.

<sup>172</sup> M. Maurice Sarraut dit très incidemment que l'intervention marocaine répondait aux *préoccupations actuelles de coloniaux avides d'affaires*. (*L'Humanité* du 22 août 1905.)

les utiliser sans commencer par rétablir la Monarchie. Il les avait mises au service d'une politique qui eût pu devenir utile à la France sous la condition chimérique de durer et de coordonner ses organes, mais qui nous engagea dans la plus funeste des voies, faute de cohésion et faute de durée. Le parti radical et M. Delcassé trouvaient cette machine en branle ; au lieu de l'arrêter purement et simplement, comme l'eût voulu la tradition du parti, ils l'ont utilisée pour la pompe et l'ostentation au dehors, pour des fins religieuses, électorales ou financières à l'intérieur, sans prendre garde aux réalités désastreuses qui s'annonçaient. L'Angleterre exigeante nous lançait, à toute vitesse, sur l'Allemagne inquiète. Ils servaient la première, ignoraient la seconde, et l'esprit de défense républicaine imposait de n'avoir aucune idée de l'extérieur.

Une fois de plus se vérifiait la loi du développement historique de ce régime où les meilleurs ne servent qu'à fournir aux pires des prétextes plus respectables, des moyens d'action plus puissants. Les bonnes intentions de la République conservatrice avaient fourni des armes contre la France aux républicains radicaux. Pendant les trois ou quatre dernières années de son sultanat, beaucoup d'écrivains patriotes réclamèrent la tête de M. Delcassé : que ne réclamaient-ils la destruction de la République ? Cela seul importait.





## Chapitre XXI

### « Humiliation sans précédent » et « chose unique dans l'histoire » : *de mars à juin 1905*

Non, certes, ce qu'on poursuivait n'était pas la Revanche. Non, l'on ne voulait pas attaquer l'Allemagne. Mais, comme un somnambule, on suivait des chemins dans lesquels on devait nécessairement la rencontrer, armée. Nous ne la visions pas, mais elle se voyait visée par l'Angleterre, qui nous conduisait par la main. Or, en mars 1905, la grossière parole de M. Maurice Rouvier n'était pas sans justesse : il y avait quelque chose de changé en Europe, il y avait « Moukden<sup>173</sup> ». Le flanc oriental de l'Empire allemand était affranchi de toute menace russe.

Peut-être, après les premières défaites asiatiques et dès le milieu de l'année précédente, dès Lyao-Yang<sup>174</sup>, en septembre 1904, eût-il été facile à un ministre des Affaires étrangères français de prévoir ce péril. Des esprits politiques auraient pris garde à ce nouvel élément pour en parer les conséquences. Mais, M. Delcassé, n'ayant rien su la veille de l'ouverture des hostilités russo-japonaises, ne se fit une idée nette ni du cours que prenait cette guerre ni des répercussions qu'elle devait avoir. Les collaborateurs de M. Loubet ne montrèrent leur sollicitude militaire, maritime et diplomatique qu'après avoir subi le contrecoup des disgrâces de leur allié. Ils procédaient comme le Barbare de Démosthène : « S'il reçoit un coup, il y porte aussitôt la main. Le frappe-t-on ailleurs ? Il y porte la main encore. Mais de parer le coup qu'on lui destine, il n'en a pas l'adresse et même il n'y pense pas<sup>175</sup>. » Aucune prévision

---

<sup>173</sup> Voir note 34. (N.D.É.)

<sup>174</sup> Premier grand engagement terrestre de la guerre russo-japonaise, la bataille de Lyao-Yang, du 24 août au 3 septembre 1904, est aussi la première à montrer clairement l'infériorité militaire russe. (N.D.É.)

<sup>175</sup> *Première Philippique*.

n'occupa nos ministres durant les progrès japonais de 1904. Au budget pour 1905, le compte de la préparation matérielle à la guerre (constructions neuves et approvisionnements de réserves) a été réduit à 27 millions (de 100 millions en 1904), et c'était l'année même où l'Allemagne élevait le même budget de 85 à 137 millions<sup>176</sup>. Le général André, ministre de la Guerre, consentait ces économies qui ne coûtaient rien aux parlementaires. Au surplus, qu'on se rappelle l'histoire de France dans les trois derniers quarts de 1904 ! On saura à quoi s'occupait<sup>177</sup> le gouvernement chargé de défendre la frontière et l'honneur français.

C'est un accident, la découverte des fiches, c'est un autre accident, la gifle de Syveton, qui, tout à la fin de l'année, eurent raison du général André. C'est l'année suivante, en janvier, que fut congédié M. Pelletan, destructeur de notre marine. Jusque-là donc nos flottes et nos régiments étaient administrés par leurs ennemis naturels. Le général de Négrier<sup>178</sup> avait donné sa démission d'inspecteur d'armée quelques mois auparavant, parce que, disait un de ses rapports<sup>179</sup>, « *on croit que la frontière de l'Est est couverte et elle ne l'est pas* ». Qu'importait ! Le roi d'Italie et le roi d'Angleterre nous faisaient des

---

<sup>176</sup> Le général Langlois, *Le Temps* du 26 février, d'après M. Klotz, député, rapporteur du budget de la Guerre. — Tandis que le fait matériel de la guerre d'extrême-orient n'éveillait même pas l'inquiétude de la défense nationale chez nous, l'Angleterre en utilisait rapidement les leçons et les exemples concrets. Dès le lendemain des défaites russes qui révélaient le rôle décisif des grands cuirassés, elle mettait en chantier le *Dreadnought* (1905).

<sup>177</sup> L'année 1904 est successivement marquée par la révision du procès Dreyfus, des mesures contre les congrégations et l'affaire des Fiches. (N.D.É.)

<sup>178</sup> François Oscar de Négrier, 1839–1913, à ne pas confondre avec le général François Négrier mort en 1848. (N.D.É.)

<sup>179</sup> M. Louis Dausset, dans *La Liberté* du 5 avril 1906, a publié la note suivante, signée du général de Négrier, et relative aux événements de 1904–1905.

Mon rapport sur la situation à la frontière a été remis par moi-même au cabinet du ministre le 23 juillet 1904, à 5 h. 45 du soir.

Le jour même, je me suis rendu à l'Élysée, où j'ai laissé copie de la lettre d'envoi du rapport.

M. le Président de la République m'a fait appeler le 27 juillet pour m'entretenir de cette lettre ; elle se termine ainsi :

« Dans ces conditions, j'estime que je ne dois pas conserver en temps de paix des fonctions dont je ne pourrais pas remplir les obligations en temps de guerre, et, d'autre part, mon devoir est de dégager, vis-à-vis du pays, la responsabilité des généraux et des troupes du VII<sup>e</sup> corps, relativement à leur situation à la frontière.

En conséquence, j'ai l'honneur de vous demander de me relever de ma fonction de membre du Conseil supérieur de la Guerre et de me placer en disponibilité, en attendant mon passage dans la 2<sup>e</sup> section du cadre de l'état-major général de l'armée. NÉGRIER. »

visites ou nous en annonçaient. Tous les sots du pays faisaient escorte à M. d'Estournelles de Constant<sup>180</sup>, qui leur prêchait l'évangile du pacifisme. Après trente-cinq années de préparatifs militaires, notre monde politique, représenté par une presse anarchiste et cosmopolite, provoquait les Russes à la révolution. Toutes les puissances judiciaires de l'État étaient employées à flétrir quatre officiers sans reproche emprisonnés sur une accusation infâme dont on finit par reconnaître l'absolue vanité, car elle avait été forgée de toutes pièces au ministère de la Guerre par des criminels bien connus, mais restés impunis, et qui ont même été abondamment récompensés, parce que l'objet de leur crime avait été de satisfaire les partisans du traître Dreyfus. Entre temps, on votait une loi militaire destinée à bien disposer les électeurs : ils ne feraient plus que deux ans<sup>181</sup> !

En regard de ce peuple où tout se déchire, où le civil et le militaire sont ennemis, où le simple soldat fait peur au gradé, où l'officier en est réduit à fuir l'officier, où l'indiscipline politique engendre une indiscipline sociale et religieuse qui s'étend à tout et à tous, – en regard du pays où, qui plus, qui moins, tout le monde, fredonne, à son rang

... que nos balles

Sont pour nos propres généraux,<sup>182</sup>

en regard du triste pays qu'est devenue la France, se dressait, – sur un peuple beaucoup moins bien doué, sur un territoire beaucoup moins riche, moins fécond, nullement prédestiné à nourrir un corps de nation – se dressait un État dont le seul avantage était de reposer sur un principe juste développant des mœurs politiques saines.

Le même prince y règne depuis dix-sept ans. Le chef d'état-major que ce prince devait congédier en 1906 était en fonctions depuis plus de quinze ans et, depuis 1821, date de l'institution de l'état-major prussien, c'était seulement le *sixième* titulaire du poste<sup>183</sup>. Ce qui environne ce prince est tout à l'avenant : robuste, ancien, remis à neuf de temps à autre. Un pareil cadre, ayant pour caractères la prévoyance et la tradition, pour base le passé, et pour objectif l'avenir, peut compenser des infériorités et des lacunes dans le caractère de la

<sup>180</sup> Paul Henri Balluet d'Estournelles de Constant, baron de Constant de Rebecque, 1852–1924, figure du pacifisme diplomatique et officiel, prix Nobel de la paix en 1909. (N.D.É.)

<sup>181</sup> « Quant les Allemands ont, en 1893, mis à l'essai le service de deux ans pour l'infanterie, ils ont eu soin d'accroître sensiblement leurs cadres de sous-officiers. Actuellement, le nombre de leurs sous-officiers dépasse 82 000, tous rengagés, du reste. Nous, nous n'en comptons que 50 000. » (Pierre Baudin, *L'Alerte*, 1906.)

<sup>182</sup> Paroles extraites du cinquième couplet de *L'Internationale* (N.D.É.).

<sup>183</sup> En Angleterre, M. de Chaudordy compte, de 1783 à 1895, c'est-à-dire en plus d'un siècle, trente-trois ministères ; il y en a eu trente-cinq en France de 1870 à 1895.

nation. La méthode, la discipline, l'économie, suppléant aux dons spontanés, ont mis sur pied un mécanisme qui fonctionne vigoureusement, activé par les impulsions, souvent singulières, d'autres fois merveilleusement sagaces et claires, du souverain qu'on appelle chez lui avec un mélange de dérision, de stupeur et d'admiration, « l'Empereur français ».

Son projet avait été étudié avec soin. Il l'avait mûri dans la solitude d'une croisière. On le vit, dit-on, hésiter après la station de Lisbonne, par suite des représentations d'une fille de France, la reine Amélie de Portugal<sup>184</sup>. Mais le bolide était lancé. Le 31 mars 1905, Guillaume II débarquait à Tanger et annulait d'un geste toutes les compensations idéales que les Anglais avaient accordées aux Français en échange de l'Égypte et de Terre-Neuve. Il déclarait que le sultan du Maroc était pour lui un « souverain indépendant », et que ce souverain devait tenir le pays ouvert à la concurrence pacifique « de toutes les nations, *sans monopole et sans annexion* ». « L'Empire, disait-il encore, a de très gros intérêts au Maroc. » Le progrès de son commerce, poursuivait-il, ne sera possible « qu'en considérant comme ayant des droits égaux toutes les puissances par la souveraineté du Sultan et avec l'indépendance du pays ». Il conclut lapidairement : « *Ma visite est la reconnaissance de cette indépendance* ».

Ce texte si net a été communiqué comme officiel soit aux agences, soit même au *Livre jaune*<sup>185</sup>. Une version plausible porte : « Je n'admettrai pas qu'une autre puissance y prenne une prépondérance. » Dès lors, quoi qu'il dût advenir, l'amitié de la population marocaine était assurée à la « pénétration pacifique de l'Allemagne ». La conférence d'Algésiras fera plus tard ce qu'elle voudra. Un résultat se trouve acquis, d'ores et déjà : la libre colonisation allemande est inaugurée au Maroc. Comme au Brésil<sup>186</sup>, comme à Anvers,

---

<sup>184</sup> MM. Denis Guibert et Henry Ferrette, qui indiquent le fait, sont républicains tous les deux.

<sup>185</sup> Voir l'analyse des deux discours prononcés par Guillaume II le 31 mars 1905 à Tanger, dans le livre d'André Mévil : *De la paix de Francfort à la conférence d'Algésiras*.

<sup>186</sup> « Les immenses richesses de ces vastes territoires encore vierges réalisent le rêve d'une plus grande Allemagne, économiquement indépendante, au delà des mers. Déjà 500 000 Allemands et leur progéniture résident au Brésil. Dans le sud, ils sont l'élément dirigeant ; leurs factoreries, leurs fabriques, leurs fermes, leurs magasins, leurs écoles, leurs églises couvrent toute la contrée. Le portugais, langage officiel du pays, est remplacé par l'allemand dans nombre de communes, Des capitaux allemands s'élevant à 20 millions de livres sont placés dans les banques, les tramways, les ouvrages électriques, les mines, les plantations de café, etc., sous la protection du drapeau allemand.

Un réseau de chemins de fer traversant le pays et un projet de réseau plus étendu encore sont entre les mains des capitalistes allemands. Dans tout le grand trafic de l'Océan, dans celui des côtes ainsi que dans la navigation de l'Amazone, les Allemands prédominent.

La germanisation du Brésil n'est pas un projet datant du XX<sup>e</sup> siècle ; il y a soixante-dix ans qu'elle est entreprise, bien qu'elle ne soit poursuivie de façon agressive que depuis dix

comme à Chicago, une nouvelle Allemagne est en formation sur ce territoire. Satisfait de son œuvre, l'empereur se rembarque et fait voile pour l'Italie.

En Italie, de Naples, nous est signifiée notre seconde erreur.

Non seulement le Maroc n'a jamais été à nous, mais on nie, d'un accent hautain, que l'Italie nous soit acquise, ainsi que nous avons eu la simplicité de nous en vanter. Le roi Victor-Emmanuel, levant son verre devant l'empereur, répète avec insistance la formule des « deux peuples alliés » et souhaite « la prospérité de la noble nation allemande, alliée *fidèle* de l'Italie ». Guillaume lui répond en vantant la Triple-Alliance, « gage sûr et solide de la paix », protectrice de leurs « deux peuples ». Il se déclare « fermement confiant dans l'alliance *fidèle* et dans l'amitié *intime* de l'Italie et de son auguste souverain ». Les deux souverains pouvaient paraître divisés sur le papier des arrangements signés avec d'autres puissances, mais ils se donnaient publiquement rendez-vous du même côté des champs de bataille futurs.

Ce que signifiait de prochain la course de Guillaume, il n'était pas facile de le saisir. On ne voyait pas que l'empereur eût un intérêt immédiat à risquer la guerre avec l'Angleterre ; ses constructions navales étaient encore loin du terme. Mais, le geste et la voix étaient assez pressants. Provisoirement, il tâtait, il éprouvait la solidité des alliances d'Édouard VII. La conférence d'Algésiras a depuis témoigné que ces alliances n'étaient point trop mal agencées et résistaient à l'épreuve du tapis vert. Mais, plus tard, les incidents balkaniques ont prouvé à leur tour que la force du fait resterait acquise aux gros bataillons de l'Europe centrale et à la combinaison triplicienne qui les représente.

Quoi qu'il en soit, la vérité oblige à dire que le discours de Tanger résonna comme un coup de foudre à Paris ; le saisissement fut considérable. Assurément, sauf dans les marécages politiques délimités par le Palais-Bourbon, l'Élysée et la place Beauvau, aucun Français n'eut peur, aucun ne trembla ; mais tout le monde vit que l'affaire était grave. Précisément, on discutait de théologie et de droit canon à la Chambre. Cela fit dire à beaucoup de gens, notamment à un homme d'esprit de profession nommé Harduin, à qui il est utile d'emprunter ce texte qui fera foi : « Ah ! oui, il s'agit bien de la séparation de l'Église et de l'État en ce moment, et du fameux article 4 !

---

ans environ, époque qui coïncide avec la naissance et le développement de ce mouvement expansionniste exubérant connu sous le nom de pangermanisme.

Dans les nombreuses communautés peuplées uniquement de Germains, le gouvernement allemand autonome existe. Les États du Brésil sont divisés en petits districts. Parmi ceux-ci, il en est des quantités qui sont administrés pour et par des Allemands. Ils ont le droit même de maintenir un système de taxation pour l'entretien d'églises et d'écoles exclusivement allemandes. L'allemand est parlé partout. » (*L'Énergie française* par André Chéradame.)

Si nous le croyons, et nous avons tout l'air de le croire, nous sommes de fameux Byzantins. » Ces Byzantins n'étaient qu'au parlement, dans les Loges et dans quelques rédactions de journaux. La nation comprit qu'il s'agissait de sa vie, de sa mort et de son honneur.

Le gouvernement voulut faire une expérience. Il envoya une mission militaire, composée d'officiers de la plus haute distinction, pour le représenter au mariage du prince impérial allemand. Les délégués furent bien reçus comme militaires, et la mission, comme mission, presque éconduite. L'empereur imagina même de compléter les journées de Tanger et de Naples : il vint inaugurer un monument à Metz.

Il était naturel que le roi d'Angleterre fit alors sentir sa présence et sa volonté.

Ayant intérêt à des chocs maritimes aussi prompts que possibles, Édouard VII aurait pu pousser au conflit immédiat. Plus d'un faiseur de pronostics annonçait qu'il y aiderait, pour écraser dans l'œuf la nouvelle flotte allemande. Il préféra resserrer ses liens avec le Japon, donner la paix aux Russes et les appeler dans sa ligue contre l'Allemagne. Comme il ne réussit pas tout d'abord en ce dernier projet, l'intervention aggrava la crise sans la résoudre. Le représentant de l'Angleterre au Maroc, eut mandat d'appuyer fortement la cause française. La presse de Londres éclata en invectives contre Guillaume II. Édouard VII tint à l'ambassadeur impérial un langage plein d'énergie.

Il fut plus net encore devant l'ambassadeur français, qui en rendit compte à son gouvernement dans une dépêche historique déclarant que, en présence de l'attitude de l'Allemagne, « *il était autorisé à déclarer que le gouvernement anglais était prêt à entrer dans l'examen d'un accord de nature à garantir les intérêts communs des deux nations, s'ils étaient menacés* ». Or, « cette dépêche, a dit M. Maurice Sarraut, fut communiquée, le jour même de l'arrivée du roi d'Espagne à Paris, par M. Delcassé à M. le Président de la République et à M. Rouvier : *le lendemain elle était connue à Berlin !* » « Comment et par qui avait-elle été communiquée ? » poursuit M. Sarraut. « Voilà ce qu'on n'a jamais pu savoir. »

Le gouvernement de la République tremblait déjà. Avait-il intérêt à trembler davantage ? En avait-il simplement envie ? L'événement fut précipité. Averti par l'un ou par l'autre, mais enfin averti des intentions anglaises par un très haut personnage républicain, se croyant ainsi assuré qu'on répondait à sa menace de la veille par des préparatifs qui, eux, aboutiraient infailliblement à l'action – une action qu'à ce moment-là il désirait, peut-être autant et peut-être un peu moins que son bon oncle de Londres – l'empereur éleva le ton de ses journaux.

La presse allemande déclara que la France servirait d'*otage* à l'Allemagne si l'Angleterre s'avisait jamais de menacer la flotte de l'Empire : pour chaque milliard de perdu sur la mer, on saurait retrouver deux milliards à terre, dût-on aller les demander jusqu'à Paris. Cet aimable langage fut accueilli en France comme il le méritait. L'esprit public fit tête. La nation ne se troubla point. Les journaux qui ont dit le contraire ont menti. Nous sommes des témoins et nous avons vu. Redisons que notre France n'a pas eu peur. On ne peut en dire autant de ceux qui la gouvernaient.

Le doute sur leurs appréhensions fut quelque temps possible. Nous savons maintenant, par des confidences dont l'origine est sûre, car elles émanent tout à la fois du monde radical et du monde modéré, que, non content d'agir par la presse, l'empereur faisait des menaces officieuses et officielles pressantes. Ce que des particuliers osaient imprimer à Berlin, les autorités de l'Empire le disaient dans les mêmes termes. Ce langage de barbares ou d'énergumènes aura été, à cette époque, celui de la diplomatie. M. Clemenceau, dans *L'Aurore* du 21 septembre 1905, nous atteste que c'étaient « bien des voix autorisées » qui avaient porté à Paris le chantage prussien ; le même jour, M. Latapie<sup>187</sup>, de *La Liberté*, continua et précisa les révélations de M. Clemenceau.

Quelles étaient « ces voix autorisées » ? dit M. Latapie. Jugeant qu'il n'y a plus d'inconvénient à les faire connaître, ce républicain a écrit : « *C'est l'empereur allemand qui a proféré la menace et l'a fait signifier par son ambassadeur, le prince Radolin, au président du Conseil de France.* » Dans une entrevue, toute privée, mais qui restera « *un des incidents les plus graves et les plus douloureux de notre histoire* », il fut demandé, exigé : que la France accomplît « un acte » et prît « une mesure » qui apparût nettement en opposition avec les faits publics de l'Entente cordiale franco-anglaise dont Guillaume II se montrait de plus en plus irrité. Le sacrifice du ministre des Affaires étrangères était indiqué comme suffisant, mais aussi comme nécessaire : le congé, le départ de l'homme qui s'était vanté de « rouler » l'empereur et d'« isoler » l'empire devant être considéré partout comme la conséquence et l'écho direct du discours de Tanger. La voix de l'empereur entendue au loin aurait fait tomber le chef de service français !

À Paris, les ministres estimèrent, avec raison, que l'énoncé d'une telle proposition suffisait à constituer une nouvelle offense pour le pays. « Ils hésitaient », assure M. Latapie, dont personne n'a démenti la version cruelle. Quant au Président de la République, « il avait le cœur déchiré ! » — « Il faut que les ministres sachent au moins ce qu'ils risquent », fit dire alors

---

<sup>187</sup> Il faut lire la belle enquête de M. Latapie « sur la frontière de l'Est et en Allemagne », *Sommes-nous prêts ?*

Guillaume II. « *Nancy pris en vingt-quatre heures, l'armée allemande devant Paris dans trois semaines, la révolution dans quinze grandes villes de France et sept milliards à payer pour les dégâts que ne manquera pas de causer la flotte anglaise à la flotte allemande...* »

Ce n'est malheureusement pas la première fois que l'on parle ainsi à la France. C'est la première qu'un tel langage est supporté et que l'on y répond en accordant tout. M. Rouvier, dont il est difficile d'imaginer le port de tête en cette circonstance, alla faire la commission de l'ambassadeur aux ministres et au président. Il paraît que M. Delcassé balbutia : « Mobilisons. » Mais ses collègues le regardèrent avec stupeur. Mobiliser l'armée française en 1905. Hélas ! l'état du commandement ! Hélas ! l'état de la troupe ! Hélas ! l'état de l'opinion ! La guerre enfin, la guerre, estimée de tout temps dangereuse à la République, soit qu'elle fût victorieuse ou qu'elle amenât des revers <sup>188</sup> !

Le bruit d'armes passait le Rhin. Des mouvements mystérieux s'effectuaient sur la frontière. Les émissaires impériaux inondaient Paris, et chacun précisant le rude ultimatum. M. Rouvier prit son parti. M. Loubet dut le subir, et quoi que pussent faire dire l'Italie et l'Angleterre, constituées en cette occasion les dernières gardiennes de notre dignité, malgré M. Reinach et M. Clemenceau qui s'étaient faits les porte-paroles des deux puissances désireuses de nous enfoncer dans un mauvais pas, on en passa par la volonté de Guillaume. La « chose unique dans l'histoire » <sup>189</sup> eut lieu. L'empereur reçut la victime telle qu'il l'avait choisie et marquée : le 6 juin 1905, M. Delcassé apporta sa démission.

Dans les salons du quai d'Orsay, qui sont le centre de notre action dans le monde, M. Delcassé avait dit, six ans auparavant, au commandant Cuignet : — *Quand je parle, c'est la France qui parle*. Malgré tout ce qu'il faut penser du système, du rôle et du personnage de ce ministre présomptueux, il demeure certain que, le jour de sa chute, la France est tombée avec lui. L'injure, commencée le 31 mars à Tanger, consommée à Paris le 6 juin, est la plus grande et la plus grave que ce peuple ait eu à souffrir. On sait le nom qu'elle gardera dans l'histoire. « Humiliation sans précédent », a dit un historiographe républicain, fonctionnaire républicain, rédacteur de plusieurs

---

<sup>188</sup> D'après M. Pierre Baudin (*L'Alerte*), et M. André Tardieu (*La Conférence d'Algésiras*), les lacunes de notre situation militaire, telles qu'on dut les constater en 1905, s'élevaient à 224 190 200 francs. Et, ces dépenses n'étaient pas des dépenses imprévues, c'était pour exécuter en quelques mois des commandes qu'on aurait dû faire en quelques années ; c'était pour combler des vides énormes dans des stocks de marchandise, pour mettre en état nos quatre grandes places fortes, pour compléter l'armement et l'équipement de l'armée, pour quelques travaux de chemin de fer absolument indispensables à la concentration telle qu'elle était prévue par le plan de mobilisation...

<sup>189</sup> Ce mot est de M. André Mévil dans son livre : *De la paix de Francfort à la conférence d'Algésiras*.



journaux de la République, et qui rendait ainsi un hommage complet à l'ensemble des régimes antérieurs<sup>190</sup>. Aucun d'eux n'avait vu cela : en pleine paix, sans coup férir, le renvoi d'un de nos ministres par une puissance étrangère !

---

<sup>190</sup> C'est M. André Tardieu, auteur du *Bulletin de l'Étranger* dans *Le Temps* du 5 juin 1908, qui caractérisa de la sorte, trois années presque jour pour jour après l'événement, cette démission de M. Delcassé sur l'injonction de l'empereur Guillaume II. L'année suivante, le 20 juillet 1909, à la tribune de la Chambre, M. Clemenceau, président du Conseil, appela cet événement « la plus grande humiliation que nous ayons subie », La Chambre semble avoir renversé M. Clemenceau dans le dépit et dans la rage que cette vérité, éclatante et sonore, lui aurait inspirée. En tout cas, ce mot vrai et dur n'y fut point étranger.



# Troisième partie

## INERTIE

Nos mouvements depuis 1906



« Athéniens, il ne faut pas se laisser commander par les événements, mais les prévenir : comme un général marche à la tête de ses troupes, ainsi de sages politiques doivent marcher, si j'ose dire, à la tête des événements ; en sorte qu'ils n'attendent pas les événements pour savoir quelle mesure ils ont à prendre mais les mesures qu'ils ont prises amènent les événements.

... Vous faites dans vos guerres avec Philippe comme fait le barbare quand il lutte. S'il reçoit un coup, il y porte aussitôt la main. Le frappe-t-on ailleurs ? il y porte la main encore. Mais de prévenir le coup qu'on lui destine, ou de prévenir son antagoniste, il n'en a pas l'adresse, et même il n'y pense pas.

... Jamais de projets arrêtés. Jamais de précautions. Vous attendez qu'une mauvaise nouvelle vous mette en mouvement. Autrefois, peut-être, vous pouviez sans risque vous gouverner ainsi, mais le moment décisif est venu, il faut une autre conduite. »

DÉMOSTHÈNE, *Première Philippique*.



## Chapitre XXII

### Le retour à l'inertie

Plus loin, plus bas que Fachoda, où nous avait pourtant conduits la République conservatrice, la République radicale avait reçu dans cet affront une marque cruelle de son inaptitude à exécuter aucun mouvement à long terme.

Sous l'amitié anglaise comme à l'époque de l'entente allemande, cette vérité apparaissait éclatante : il fallait avouer que rien n'était changé ! Même la nouvelle expérience était plus concluante que les premières. M. Delcassé ne pouvait même pas essayer de l'excuse que M. Hanotaux fournira : « Je n'ai pas eu le temps. J'ai été renversé trop tôt. » Cette pauvre petite pétition de principe n'est même pas permise au ministère radical. Avant d'être renversé, M. Hanotaux avait dû faire face, pendant sept ou huit mois, à la diversion des Anglais pour Dreyfus. Mais, contre M. Delcassé, point de diversion, ni d'agitation. Le loisir d'un beau septennat. Le pouvoir le moins contrôlé, le plus indépendant, en bon latin le plus *absolu* qui existât alors en Europe ! Et ce pouvoir se révélait, pour la seconde fois, ridiculement inégal à une entreprise, qui s'était pourtant recommandée d'une forte raison : du moment que notre action coloniale restait à la merci des Anglais, mieux valait les avoir pour amis que pour ennemis ; au surplus, l'Angleterre était notre meilleure cliente ; et si l'Entente nous apportait un mauvais risque de guerre avec l'Allemagne, tout de même il était plus facile, quand on était la France, – à condition d'être la France, – de défendre les Vosges ou de passer le Rhin que de réussir le difficile chef-d'œuvre d'une descente en Angleterre.

Justement, parce qu'il aurait eu mille fois raison s'il avait existé, politiquement, une France, M. Delcassé avait eu mille fois tort dans cette carence des pouvoirs compétents qu'on appelle la République. Ayant vu ce gouvernement négatif, et, par système, insoucieux de sa lacune capitale, viser énergiquement un but maritime et découvrir un jour que, tout en le visant, il était dépourvu de marine de guerre, M. Delcassé n'avait pas le droit de lancer la République dans la direction contraire et de s'exposer à la guerre

continentale sans se demander si une armée de terre ne lui manquerait pas comme une armée de mer à M. Hanotaux. Le régime qui avait manqué de bateaux pour aller contre l'Angleterre pouvait et devait être à court de soldats pour se heurter à l'Allemagne. Telles étaient bien, telles devaient être les assises de la diplomatie républicaine pendant son évolution de dix ans !

Ce ridicule état de choses risquait d'être enfin reconnu pour un stigmate naturel et nécessaire du régime et destiné à durer autant que lui-même. Il se produisit donc une poussée de sens commun dans les régions gouvernementales, où chacun s'aperçut que la sagesse était de ne plus bouger désormais. Toute une presse invoqua à cor et à cri les maximes de la plus épaisse prudence.

M. Harduin, qui avait joué dans cette histoire le rôle à demi bouffe du chœur des tragédies antiques, n'a pas mal traduit ce que « pensent » les vieux républicains, M. Ranc, M. Mascuraud<sup>191</sup>, sur ce qu'il appelle « l'absurde cauchemar marocain ». « *Et je pense, à ce propos, que nous étions bien tranquilles, que nous aurions parfaitement pu continuer à l'être, si un ministre n'avait pas éprouvé le besoin, alors que personne ne le lui demandait, de faire de la haute politique.* À quoi tient, cependant, le sort des nations ! Deux peuples vivent en paix, et, un beau jour, les voilà sur le point de s'égorger parce qu'un petit monsieur s'amuse à sortir du néant une question qui, sans aucun inconvénient, pouvait y rester. Ah ! être délivré des gens qui font du zèle, quel rêve<sup>192</sup> ! » Le portefeuille de M. Delcassé fut remis à M. Rouvier. L'imagination politique ou littéraire cédait à la vieille pratique.

M. Rouvier était considéré pour son expérience. On tenait compte de ses rares talents de financier, l'affaire du Maroc étant aux trois quarts financière, et nos entrepreneurs publics à Tanger et à Fez voulant sauver l'argent, à défaut de l'honneur. Mais ces raisons n'auraient pas été décisives si l'on n'eût observé en outre que M. Rouvier n'appartient pas à la tribu des jeunes ministres, ni roses, ni teintés ; il n'est pas radical, il n'est pas progressiste : il est « opportuniste ». Il est de la bande de Grévy et de Gambetta, il appartient à la promotion de ce héros d'Anatole France qui savait si bien dire que nous n'avons pas, que nous ne pouvons pas avoir de politique étrangère, et qui savait pourquoi et qui savait comment<sup>193</sup>. M. Rouvier avait été des plus fougueux à s'élever contre l'hurluberlu qui voulait faire de « la grande politique<sup>194</sup> », M. Rouvier se déclara pour la petite, très nettement.

---

<sup>191</sup> Alfred Mascuraud, 1848–1926, l'un des piliers du régime, il dirigea en particulier pendant longtemps le comité parlementaire chargé de financer le parti radical, que l'on désigne comme le comité Mascuraud. (N.D.É.)

<sup>192</sup> H. Harduin (*Le Matin* du 14 janvier 1906).

<sup>193</sup> Voir l'*Histoire contemporaine* de M. Anatole France.

<sup>194</sup> L'expression est de M. Ranc, autre Gambettiste authentique.



Il liquida l'affaire de Tanger et, tout en la liquidant, il se donna pour but de reprendre l'ancien système ou plutôt cette ancienne absence de système qui est positivement chère à quiconque, oubliant les sentiments et les intérêts d'une France, prend en main les nécessités d'une République anarchique.

Le nouveau ministre des Affaires étrangères n'était déjà plus seul dans son sentiment ; il se fit rapidement écouter parmi de plus jeunes que lui. Il convertit à son point de vue les esprits capables d'entendre les leçons de l'expérience. Notamment M. Pierre Baudin, homme avisé, opiniâtre, a écrit, au *Figaro*, que notre malheur est de trop faire de « diplomatie, de vieille diplomatie » : « demandons aux ministres et à leurs collaborateurs de travailler, non à l'élaboration de grands instruments politiques, mais à la défense de la multitude de nos affaires à l'étranger, et nous aurons moins de difficultés à résoudre. . . » Des affaires industrielles et commerciales, et point d'affaires proprement politiques : comme si les premières n'étaient pas étroitement liées aux secondes, ainsi que l'exemple du commerce italo-allemand ne le montre que trop ! M. Pierre Baudin indiquait dans cette direction d'autres vues non sans intérêt, mais sa tendance allait évidemment au même objet que M. Rouvier : n'ayons plus de desseins, traitons, commerçons, trafiquons le plus obscurément, le plus modestement et le plus fructueusement possible, avec tous les comptoirs et tous les ateliers du vaste univers.

Reste seulement à savoir si ce retour aux premières pratiques du Vieux Parti républicain est demeuré dans l'ordre des choses possibles, après Tanger, après Kiel, après l'alliance russe. Il ne le paraît guère au premier examen. Au second, il ne le paraît plus du tout. D'abord parce que nous sommes engagés ; ensuite parce que nous le sommes avec l'Angleterre. Notre passé nous tient, et le roi d'Angleterre ne nous lâchera pas.

C'est ce que les événements n'ont pas tardé à montrer. Depuis la chute de « son » ministre Delcassé, qui constituait un échec personnel pour lui, le roi d'Angleterre n'a cessé de nous obliger. Il a même « obligé » la Russie et, de manière à faire dire ou croire que c'était pour l'amour de nous, il a conclu la paix russo-japonaise. L'Allemagne a retrouvé sur sa frontière orientale une Russie hostile qu'il lui faut surveiller, à moins de recouvrer la chance ou le moyen de changer la voisine en amie, comme à l'époque où s'allièrent les trois empereurs. En tous cas, l'activité politique et militaire de l'Angleterre doit redoubler. Multipliant les précautions pour nous imposer son service et constituer fortement notre vassalité, elle nous a soutenus à la conférence d'Algésiras. Le ministère Rouvier s'était brisé en plein conflit, peut-être sous le choc d'une impatience de l'empereur Guillaume, peut-être par l'initiative réfléchie du roi Édouard ; celui-ci a immédiatement exigé la constitution d'un cabinet à lui : Clemenceau, premier ministre, flanqué d'Albert Sarraut, le frère de l'ami et défenseur de Delcassé, au sous-secrétariat de l'Intérieur, et

de M. Pichon, créature de Clemenceau, au quai d'Orsay. Le roi d'Angleterre enjoint dès lors à Clemenceau de rétablir l'ordre, de réorganiser le civil et le militaire. Il ajoute à ses bons conseils des cadeaux plus sensibles. Notre colonisation semblait lui faire ombrage ; maintenant nous aurons toute liberté de l'étendre et de l'arrondir. On nous en donnera l'invitation de plus en plus nette avec les facilités les plus larges. Le bon sens nous indiquerait ici de perfectionner et d'accroître la flotte. Non. Ce n'est pas d'une flotte que l'Angleterre se soucie pour coopérer contre l'Allemagne : elle a besoin de notre armée. Notre gage colonial soigneusement accru et gonflé par ses suggestions lui garantira le concours de l'armée française.

*Mais, si elle a besoin de notre armée, elle n'a pas précisément besoin de notre victoire.* Il suffira que nous ayons occupé l'Allemagne, attiré son effort, et détourné les coups. Ce qu'il ne faut point, c'est que l'effort de la Germanie se porte sur les rivages de la mer, ni que Guillaume de Prusse puisse recommencer Guillaume de Normandie ou Napoléon. Tout pastiche de camp de Boulogne, toute réunion de Grande Armée à la berge de Kiel ou dans les anciens ports de la Hanse doit être dérivée sur l'Ouest, sur le Rhin, sur nous, comme fut dérivée du côté du Danube la force qui menaçait Douvres en 1805. Il y a cent ans, l'Autriche, alliée et subventionnée de l'Angleterre, avait beau essuyer désastres sur désastres : à Elchingen, à Ulm et à Austerlitz, elle n'en a pas moins sauvé une grande portion de la fortune anglaise. C'est le même rôle autrichien que nous destine l'Angleterre au XX<sup>e</sup> siècle.

Plus on accepte ses services aujourd'hui, plus on engage nos lendemains à les rembourser. L'ancienne politique de recueillement sera donc d'utilité bien médiocre. On n'évitera pas l'échéance. Ne dire mot, c'est accepter. Et recevoir, c'est se lier. Inertie ou réengagement s'équivalent : du moment que notre partenaire agit pour nous entraîner, tout ce qui n'est pas résistance formelle de notre part est consentement. La féroce amie insulaire procède comme ces créanciers souriants, attentifs à ne mettre personne en fuite. Elle ne nous demande aucune parole à l'avance, mais s'inquiète de l'état de nos armes et de nos chevaux.

Nous avons accepté, nous avons reçu les services. Oh ! l'Angleterre n'a pas transcrit en un langage de prière ce que l'Allemagne avait mis en style de menace : — Soyez notre otage, consentez à répondre pour nous sur le continent... Nous n'avons rien promis, non plus. Mais le temps a consolidé, il a, pour ainsi dire, consacré la situation. M. Clemenceau a glissé et manœuvré en Delcassé supérieur. Y a-t-il une convention militaire entre nous et l'Angleterre ? lui demandait à la tribune le sénateur Gaudin de Villaine. Et le ministre a répondu par l'explication vague terminée par le célèbre « J'ai bien l'honneur de vous saluer ». On ne sait rien. Il n'est pas sûr que l'on ait signé quelque chose, même après que M. Clemenceau fut devenu premier

ministre. Le fait a même été démenti assez nettement. Mais à certain jour dit, quand le marin anglais montera sur le pont et que le fusilier allemand épaulera son arme, quelque intérêt qui nous sera commun avec l'Angleterre se trouvera avoir été lésé, comme par hasard, du fait des Germains. Nulle excuse de notre part ne sera de mise. On nous intéressera à marcher. On y intéressera même les nôtres ou ceux que nous prenons pour tels. Le malheur de ne plus posséder qu'une milice de second ordre sera qualifié de mauvais prétexte évident. Milice ou armée, l'Angleterre ne nous demande qu'une chose : de nous faire envahir, et nous le ferons. Nous ferons cette basse guerre de mercenaires où nul sacrifice des hommes ne sera payé en avantages pour la patrie ; nous la ferons, en très grande partie, par un réflexe automatique qui aura découlé, comme ce qui précède, des excellentes positions que nous aura fait occuper notre seigneur, exploiteur et tuteur anglais. Elles suffisent à répondre de notre conduite.

Cette union de fait ne ressemble guère à une alliance dans laquelle on voit deux États contracter pour se mouvoir ensemble. Ici l'un est moteur, l'autre est simple mobile et simple protégé. L'utilité pratique d'une entente équitable avec l'Angleterre consistait à n'être pas gênés sur la mer, de manière à garder tous les moyens de manœuvrer sur le continent. Mais cette utilité s'évanouit pour un régime découragé et décomposé qui, se sentant incapable de bonne manœuvre, fait retour au premier état de neutralité. La République ne manœuvre plus, mais sera manœuvrée et manipulée par un cabinet étranger. Elle ne fera plus ni combinaisons ni systèmes, mais elle sera d'un système et d'une combinaison : système anglais, combinaison dont la mise en train et la direction lui échappent. L'inaction la plus complète va donc continuer à signifier, de sa part, le service de l'Angleterre. Le « point d'affaires », en 1879, était inspiré par la terreur de l'Allemagne. En 1905, il est grevé de toutes les hypothèques que le prêteur de Londres a prises sur nous.

Les patriotes qui gémissent ou se querellent<sup>195</sup> à propos de ce scandale feraient mieux d'en saisir la cause et le remède. À ce gouvernement que sa nature rend inerte ainsi que la masse et le nombre dont il est le reflet, il faut oser vouloir substituer un gouvernement indépendant des partis et ayant ses mouvements libres, un état politique autonome, par là même, capable d'actionner les autres, au lieu d'être toujours et forcément actionné par eux. « Athéniens, disait Démosthène, il ne faut pas se laisser commander par les événements, mais les prévenir : comme un général marche à la tête de ses troupes, ainsi de sages politiques doivent marcher, si j'ose dire, à la tête

---

<sup>195</sup> La presse nationaliste elle-même est divisée entre violents amateurs d'alliance anglaise et âpres partisans d'alliance allemande ; la défense nationale y devient donc un nouveau sujet et un nouveau prétexte de guerre civile.

des événements ; en sorte qu'ils n'attendent pas les événements pour savoir quelle mesure ils ont à prendre ; mais les mesures qu'ils ont prises amènent les événements. »

## Chapitre XXIII

# Raison de l'inertie : que nulle république ne pourra manœuvrer et vaines réformes qui témoignent pour le roi

Quel serait ce régime actif ? La crise de 1905 suscita bien des réponses à cette question, et c'est à ce propos que le général Zurlinden se demanda si l'on devrait aller jusqu'à la monarchie. « Ce serait assurément, dit-il, le plus simple et le plus facile. » Pour éviter cette voie droite, on a proposé bien des circuits plus ou moins embranchés à la constitution de 1875. Mais toutes les modifications constitutionnelles ne permettront pas à la République de cesser d'être République, nature qui exclut le ressort permanent et coordinateur que tout le monde appelle à grands cris.

Une solution présentée par M. Paul Deschanel, solution à laquelle semblent incliner MM. Denis Guibert et Henry Ferrette, dans laquelle Édouard Drumont lui-même a parfois témoigné une confiance narquoise, consiste à demander le contrôle du parlement. Bonne ou mauvaise, plutôt mauvaise, la réponse ne se rapporte guère au problème posé. À la rigueur, un contrôle parlementaire peut éviter des fautes, signaler des périls, exercer l'influence d'un correctif, d'un cran d'arrêt matériel, d'un principe négatif. Mais cela suppose un mouvement déjà ordonné : à quoi servirait ce contrôle, dans l'acte de concevoir ou dans le fait d'exécuter ? Il nuirait nécessairement, dès les premières difficultés, à la mise en œuvre de chaque système : tout système enveloppant nécessairement le sacrifice de quelques parties à l'ensemble, rien ne serait plus aisé que d'alarmer et d'ameuter un parlement ou une commission en faveur de l'élément qui ne voudra pas qu'on le sacrifie<sup>196</sup>.

---

<sup>196</sup> C'est proprement ce qui s'est passé pour l'Égypte. Voyez *La Question d'Égypte*, par M. de Freycinet.

Et comme tout se passerait au grand jour ou à peu près, malgré les formations en comité secret, l'intervention de l'Étranger n'en serait que facilitée. Il verrait notre jeu un peu plus clairement qu'il ne le distingue aujourd'hui, et le sien nous resterait d'autant plus obscur.

On a beaucoup exagéré la publicité donnée aux questions extérieures dans le Parlement britannique. D'abord, les orateurs qui y questionnent le gouvernement y sont presque toujours en accord tacite ou formel avec lui ; de plus, les réponses publiques du cabinet responsable n'ont souvent qu'une relation éloignée avec la vérité des faits et des tendances ; troisièmement, l'opinion anglaise accepte de bon cœur ces fictions et ces conventions ; enfin, et c'est la nouveauté de l'Angleterre moderne, les Chambres et les ministres ont beaucoup moins de part qu'autrefois aux affaires extérieures du pays. Comme toujours, dans tous les cas où une fonction s'exerce parfaitement, celle-ci s'est de plus en plus spécialisée et incarnée dans un organe accompli ; après avoir été, comme prince de Galles, le premier agent diplomatique de son pays, Édouard VII était devenu le maître de ce département : il consultait, on le conseillait ; mais, aux applaudissements de son peuple, il mena la barque à son gré <sup>197</sup>.

Dès lors, nous nous trouverions d'autant plus faibles devant le roi d'Angleterre que nous adopterions un système plus voisin des anciennes coutumes de son île. Nos comités parlementaires deviendraient facilement le jouet de ses cigares et de ses dîners. Mieux vaut un Delcassé qui reste, après tout, punissable, que huit cents Delcassés sur lesquels il serait impossible de mettre la main. Le fou méchant unique est moins redoutable qu'une horde quelconque, animée de terreurs, de paniques et de tentations que nul esprit humain ne peut prévoir ni arrêter. Notre *statu quo* est bien préférable à l'intrusion du parlement dans la diplomatie.

Il serait cependant d'une « urgente nécessité », disait-on en 1905, de coordonner l'action de nos ministères. Dans ce noble dessein, l'on a rêvé d'un ministère central appelé Ministère de la Défense nationale. Le personnage pourvu de ce portefeuille cumulerait les Affaires étrangères, la Guerre, la Marine et les Colonies. On ne dit pas quelle serait la nature de ses rapports avec le président de la République, dont ce potentat pourrait escamoter la personne, le siège et le titre dès qu'il en aurait fantaisie. On ne dit pas non plus quelles seraient ses relations avec le parlement le jour où la forme de son nez aurait déplu à la majorité : la défénéstration des palabreurs hostiles serait probablement sa première réponse aux ordres du jour un peu frais.

---

<sup>197</sup> On pourra consulter sur ce point l'Appendice X : *La Monarchie et la politique extérieure*, à propos du divorce suédois et norvégien.

Quelques-uns vont au-devant de l'objection en proposant de rendre la Guerre, la Marine et les Affaires étrangères, qui administrent les intérêts supérieurs de la patrie, indépendantes des fluctuations de la politique, et leurs titulaires (multiples ou uniques) inamovibles. On ajoute précipitamment : sous l'autorité du président de la République. En effet, s'ils ne dépendent pas de lui, ils seront ses supérieurs, et, s'ils dépendent de lui, ils voudront s'affranchir de ce joug nominal, de ce joug injustifié : si des hommes recommandés par une haute valeur technique en ce qui touche à la sûreté même de l'État, ne doivent pas changer quand tout le reste change, s'ils conservent leur fonction indéfiniment, aucun politicien soumis à de tels changements n'aura d'autorité ni de prise sur lui. On peut sortir ainsi de l'anarchie parlementaire, mais ce sera par une dictature administrative, c'est-à-dire par la monarchie, sans les garanties de responsabilité à long terme, d'impartialité et de modération qui sont propres à la monarchie.

Ce remède-là se confond avec le remède déroulédien. Il souffre des mêmes critiques, et l'argument tiré du beau masque de Roosevelt ne signifie rien. Roosevelt était le fondé de pouvoirs d'une ploutocratie en partie héréditaire. Profondément, il a été l'homme des Trusts. Pour avoir un équivalent français de M. Roosevelt, il faudrait combiner les personnages d'un Rothschild et d'un duc de la Rochefoucauld-Doudeauville. Rentrons dans nos conditions françaises : ce dictateur, s'il est élu, songera d'abord à sa réélection, et il lui manquera la vertu indispensable au chef de l'État : la capacité de réagir contre l'opinion du pays dans l'intérêt de ce pays. L'élira-t-on à vie ? L'obsession du long avenir historique, la prévoyance paternelle qui y répond, feront défaut encore. Le gouvernement d'un seul, lorsqu'il est sérieux, complet, indépendant, ne saurait recevoir qu'un tempérament : c'est l'hérédité. Sans elle, il est mené à la tyrannie la plus folle ; elle seule peut balancer le règne de l'opinion, car elle impose le souci, essentiellement domestique, paternel, dynastique, de l'histoire à venir qui n'est pour la masse d'un peuple qu'un rêve abstrait sans consistance ni vertu.

Ceux qu'effrayait le dictateur ministériel préposé à la Défense nationale ont songé à mettre à la place du roi, non un ministre, mais un Conseil. Ce Conseil de la Défense nationale a paru à beaucoup une institution saugrenue. Les vrais parlementaires se sont rebiffés. Et la responsabilité ministérielle ? demandent les uns. Et la publicité des débats et des décisions ? objectent les autres. Une troisième Chambre ? Un autre parlement ? Assez de deux, merci ! disent les militaires. Il nous manque « *l'homme à la barre* », il nous manque « *quelqu'un* », et rien de plus, a fait observer fort justement un

général<sup>198</sup>. Autre objection faite en 1905 par M. Brunetière : on ne réunit pas le Conseil supérieur de la Guerre, que ferait-on d'un Conseil de la Défense nationale ? La « cérémonie » aurait lieu une fois l'an, « pas plus » ! a ricané M. de Galliffet. Et M. de Mun a conclu avec sérénité que cette « création » n'avait « aucune chance d'aboutir dans l'état présent de nos institutions ». Il était permis de le croire ; mais eût-elle abouti, telle quelle, elle n'eût donné à la politique républicaine ni plus de cohérence, ni plus de fermeté ; notre manœuvre internationale n'en aurait été qu'alourdie et compliquaillée.

Aux débuts d'avril 1906, pour ouvrir le septennat de M. Fallières<sup>199</sup>, on estima utile de paraître tenter quelque chose. Le nouveau président et les nouveaux ministres imaginèrent de dénommer « Conseil supérieur de la Défense nationale » certaines réunions d'une petite moitié du Conseil de ministres, auxquelles viennent faire figure de consultants les chefs d'état-major des armées de terre et de mer. La plaisanterie était si grossière que des officieux, au *Temps*, n'ont pu retenir l'expression d'une mauvaise humeur ironique. Ils ont traité ce Conseil d'inutile, en ajoutant que, dans le cas invraisemblable où l'on éprouverait l'envie d'en faire usage, on s'« apercevrait » que c'est « un bel édifice », mais « bâti sur le sable », puisque les représentants de chaque administration y seraient aussi instables, aussi passagers, aussi éphémères que le pouvoir politique lui-même, changeant à chaque crise et suivant les fluctuations des ministères successifs. « Base peu solide », en effet.

La direction de notre Défense nationale en demeura donc à attendre les vertus de permanence et de cohérence que les républicains ambitionnaient pour elle ; imaginaires ou réels, existants ou rêvés, ces organes postiches ne procurent ni l'œil du maître, ni la main du chef ; ni aucun des organes politiques du roi.

---

<sup>198</sup> Le général Garnier des Garets. Opinion fournie à un enquêteur du *Figaro*, M. Charriaud.

<sup>199</sup> Armand Fallières, 1841–1931, député du Lot, sénateur, plusieurs fois ministre, président du Sénat, il succède à Émile Loubet en 1906. Son septennat verra, après Tanger sous Loubet, la seconde crise marocaine, celle d'Agadir. (N.D.É.)



## Chapitre XXIV

# Que la France pourrait manœuvrer et grandir

Alors, pour n'avoir pas à désespérer de la République, bien des républicains se sont résignés à un désespoir qui a dû leur être fort douloureux : ils se sont mis à désespérer de la France. Résistance, vigueur, avenir, ils nous contestent tout. Ce pays est peut-être absolument épuisé, disent-ils. Sa dégression militaire et maritime n'exprime-t-elle pas un état d'anémie et d'aboulie sociales profondes ? Sans parler des mutilations que nous avons souffertes, n'avons-nous pas diminué du seul fait des progrès de l'Univers ?

La population de l'Europe s'est accrue. L'Amérique s'est colonisée et civilisée. Nos vingt-cinq millions d'habitants à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle représentaient la plus forte agglomération politique du monde civilisé. Aujourd'hui, cinq ou six grands peuples prennent sur nous des avances qui iront bientôt au double et au triple. La terre tend à devenir anglo-saxonne pour une part, germane pour une autre. Slaves du Nord, Slaves du Sud finiront par se donner la main. L'Islam renaît, le monde jaune s'éveille : à l'un l'Asie, l'Afrique à l'autre. Que pourra faire la petite France entre tous ces géants ? Barbares ou sauvages, à plus forte raison si elles sont civilisées, ces grandes unités ne paraissent-elles pas chargées de la dépecer ou de l'absorber par infiltrations graduelles ? Peut-elle avoir un autre sort que celui de la Grèce antique ?

Ceux qui font ce raisonnement oublient trop que, des grandes agglomérations nationales qui nous menacent, les unes, comme l'Italie et l'Allemagne, ne sont pas nées de leur simple élan naturel, mais très précisément de notre politique révolutionnaire, et les autres ne sont devenues possibles qu'en l'absence d'une action vigoureuse de Paris. En général, elles sont nées extérieurement à nous, des mouvements nationalistes que notre politique nationale n'a pas été en état de combattre ou même qu'elle a sottement servis et favorisés. Nous avons favorisé l'unification des peuples européens, nous avons laissé faire l'empire britannique. L'Amérique avait été séparée par

Louis XVI de l'Angleterre, et son histoire ultérieure eût été un peu différente si Louis XVI avait eu quatre ou cinq successeurs réguliers, c'est-à-dire aussi versés dans l'art de pratiquer des sécessions chez les voisins que de maintenir entre les Français l'unité, la paix et l'union<sup>200</sup>...

Notre natalité a baissé ? Mais il n'est pas prouvé que cette baisse soit indépendante de nos lois politiques, ces chefs-d'œuvre de volonté égalisante et destructive qui tendent à rompre l'unité des familles et à favoriser l'exode vers les villes des travailleurs des champs. Il n'est pas prouvé davantage qu'on ne puisse y remédier, directement et sûrement, par un certain ensemble de réformes profondes doublées d'exemples venus de haut. Une politique nationale eût changé bien des choses, du seul fait qu'elle eût existé. Elle en changerait d'autres, si elle profitait des réalités favorables qu'une diplomatie républicaine, condamnée à l'inexistence ou à la démence, ne peut que laisser échapper.

Plus d'une circonstance très propice semble nous sourire aujourd'hui. Il suffirait de voir, de savoir, de prévoir. C'est nous qui manquons à la fortune, nous n'avons pas le droit de dire que l'occasion fera défaut. On se trompe beaucoup en affirmant que l'évolution du monde moderne ne peut tendre qu'à former de grands empires unitaires. Sans doute une partie de l'univers s'unifie, mais une autre tend à se diviser, et ces phénomènes de désintégration, comme dirait Herbert Spencer<sup>201</sup>, sont très nombreux<sup>202</sup>. Les virtualités de discorde, les causes éventuelles de morcellement, les principes de guerres de climats et de guerres de races existent, par exemple, aux États-Unis ; ils y sont moins visibles que l'impérialisme, mais le temps, les heurts du chemin et des brèches adroites pratiquées de main d'homme les feraient apparaître facilement un jour. Une foule de petites nations séparées se sont déjà formées au XIX<sup>e</sup> siècle en Europe, comme en peut témoigner la mosaïque des Balkans,

---

<sup>200</sup> Voir Appendice VIII, *La gestion extérieure de l'ancien Régime, d'après M. Étienne Lamy*. « Le Maître », dit, en parlant du roi de France, un célèbre rapport au Comité de Salut public, « le Maître était l'héritier de quelques principes de famille, de quelques axiomes, bases des visées ambitieuses de la Maison de Bourbon au préjudice des Maisons rivales. Nos tyrans ne s'écarterent jamais de ces axiomes et, forts de l'industrie nationale, ils parvinrent à donner à la France les degrés d'étendue qui en ont fait la puissance la plus terrible au dehors. Dans toutes nos guerres, une province nouvelle était la récompense de notre politique et de l'usage de nos forces. » (*Rapport à l'arrêté du 14 octobre 1794.*)

<sup>201</sup> Herbert Spencer, 1820–1903, philosophe anglais, l'un des fondateurs de la sociologie. Il fut l'un des principaux promoteurs de l'évolutionnisme, rivalisant de renom avec Darwin, et tenta d'en tirer des conclusions quant à l'évolution des sociétés humaines. Il est plus connu aujourd'hui pour sa théorie du droit de sécession de l'individu par rapport à l'État, volontiers citée par certains penseurs libéraux qui voient en Spencer un précurseur du minarchisme et même de l'anarcho-capitalisme. (N.D.É.)

<sup>202</sup> Notre ami Frédéric Amouretti avait profondément étudié ce point de vue. Voir Appendice IX, « *Dans cent ans* ».

dont nous n'avons su tirer aucun parti pour la France. La Norvège et la Suède ont divorcé<sup>203</sup>. La Hongrie semble parfois vouloir rompre avec l'Autriche, qui elle-même est travaillée des revendications croates et roumaines. Cela fait entrevoir beaucoup de possibles nouveaux.

Ce serait une erreur profonde que de penser que tout petit peuple récemment constitué doive fatalement se référer, en qualité de satellite, à l'attraction du grand État qui sera son plus proche parent, ou son plus proche voisin, ou le plus disposé à exercer sur lui, par exemple, la tutelle affectueuse de l'Empire britannique sur le Portugal. Les Slaves du Sud ne sont pas devenus aussi complètement vassaux de Saint-Pétersbourg que l'indiquaient leurs dispositions d'autrefois. Le tzar blanc les recherche ; il leur arrive d'accepter ses bienfaits comme vient de le faire le nouveau roi des Bulgares. Mais les Slaves sont repoussés par une crainte autant qu'attirés par un intérêt : la monarchie austro-hongroise peut les grouper. À supposer que Budapest devienne indépendante, de sérieux problèmes de vie et de liberté se posent pour les Magyars placés entre le Hohenzollern de Berlin et celui de Bucarest. On soutient que, dans cette hypothèse, le Habsbourg serait vivement dépouillé par le roi de Prusse. C'est bientôt dit. D'autres solutions sont possibles, qui seraient plus conformes au nationalisme farouche des États secondaires, celle-ci notamment : l'addition fédérale ou confédérale de tous ces États moyens tendant et même aboutissant à former un puissant contrepoids aux empires. Il n'y faudrait qu'une condition : cet ensemble ayant besoin d'être organisé, il resterait à trouver l'organisateur, ou, si l'on veut, le fédérateur, car rien ne se forme tout seul.

Le choc des grands empires, remarquons-le, pourra multiplier le nombre de ces menues puissances qui aspireront ainsi à devenir des neutres. Chaque empire éprouvera une difficulté croissante à maintenir son influence et sa protection sans partage sur la clientèle des nationalités subalternes. La liberté de celles-ci finira par être partiellement défendue par le grave danger de guerre générale qui résultera de toute tentative d'asservir l'une d'elles ou d'en influencer une autre trop puissamment. Le monde aura donc chance de se présenter pour longtemps, non comme une aire plane et découverte, abandonnée à la dispute de trois ou quatre dominateurs, non davantage comme un damier de moyens et de petits États, mais plutôt comme le composé de ces deux systèmes : plusieurs empires, avec un certain nombre de nationalités, petites ou moyennes, dans les entre-deux.

Un monde ainsi formé ne sera pas des plus tranquilles. Les faibles y seront trop faibles, les puissants trop puissants et la paix des uns et des autres ne reposera guère que sur la terreur qu'auront su s'inspirer réciproque-

---

<sup>203</sup> Sur le divorce suédois-norvégien, voir l'appendice X, auquel nous avons déjà renvoyé.

ment les colosses. Société d'épouvantement mutuel, compagnie d'intimidation alternante, cannibalisme organisé ! Cette jeune Amérique<sup>204</sup> et cette jeune Allemagne, sans oublier cette vieille Autriche et cette vieille Angleterre qui rajeunissent d'un quart de siècle tous les cent ans, auront des relations de moins en moins conciliantes et faciles. Peu d'alliances fermes, mais un plexus de traités et partant de litiges. La rivalité industrielle entre les empires est déjà très âpre ; il serait utopique de chercher de nos jours leur principe d'accord, ni comment cet accord pourra durer entre eux.

*Quantum ferrum*<sup>205</sup> ! On ne voit au loin que ce fer. La civilisation occidentale a fait la faute immense d'armer les barbares, l'Abyssinie contre l'Italie, le Japon contre la Russie. Erreurs qui ne peuvent manquer d'engendrer à la longue de nouvelles suites d'erreurs. On a salué dans Guillaume II le prince généreux qui voulut grouper l'Europe contre les Jaunes<sup>206</sup>. Et c'est lui qui arme les multitudes sauvages de l'Asie blanche et de l'Afrique noire contre l'Angleterre et la France. Mais, s'il est le coadjuteur de la Porte<sup>207</sup> et le protecteur de l'Islam, il ne lui serait pas facile de ne pas l'être : les empires contemporains subissent de plus en plus cette loi de travailler contre leur commune racine, la chrétienté et la civilisation. C'est un des résultats de leur progrès matériel. À ne regarder que les intérêts, l'intérêt de la seule métallurgie en Allemagne, en Angleterre et en Amérique suffit à rendre chimérique toute union des civilisés, tout pacte civilisateur. Concurrence : d'où tremblement universel.

Eh bien ! dans cet état de choses, entre les éléments ainsi définis, ce tremblement et cette concurrence fourniraient justement le terrain favorable et le juste champ d'élection sur lequel une France pourrait manœuvrer, avec facilité et franchise, du seul fait qu'elle se trouverait, par sa taille et par sa structure, très heureusement établie à égale distance des empires géants et de la poussière des petites nations jalouses de leur indépendance. Les circonstances sont propices à l'interposition d'un État de grandeur moyenne, de constitution robuste et ferme comme la nôtre. Parce qu'elle doit rester puissamment agricole, la France peut apporter quelque mesure au développement industriel ; elle n'en est point servie. Elle peut se développer et s'enrichir sur place presque indéfiniment, parce qu'elle dispose des plus belles terres d'Europe, qui sont encore bien loin d'être mises en valeur comme il conviendrait. Une politique favorable à nos dix-huit millions de ruraux, dont

---

<sup>204</sup> On peut suivre les progrès de l'appétit américain dans le livre éloquent du marquis de Barral-Montferrat, *De Monroe à Roosevelt*.

<sup>205</sup> « Que de fer ! », au sens imagé du mot : *que de lames, que d'armes*. L'expression vient d'un fameux fragment en latin de Stobée. (N.D.É.)

<sup>206</sup> Allusion à la révolte des Boxers déjà évoquée *supra* par Maurras. (N.D.É.)

<sup>207</sup> L'empire Ottoman, alors allié et partenaire commercial de l'Allemagne. (N.D.É.)

beaucoup sont propriétaires, nous concentrerait fortement dans le domaine de nos rois, et le péril d'être touché par le mouvement de désintégration universelle serait prévenu sans difficulté par un octroi spontané de larges libertés locales. Économiquement et politiquement, par l'agriculture et par la décentralisation, nous composerions l'État le plus uni, en même temps que le plus souple et le plus autonome de l'Europe. Tout fâcheux abus de politique impériale et coloniale nous serait interdit par cette heureuse constitution qui ouvrirait la voie à la plus belle, à la plus active, à la plus fructueuse des politiques d'influence, car notre roi, maître absolu de son armée, de sa marine et de sa diplomatie, jouirait de l'indépendance nécessaire pour guetter, chez autrui, l'inévitable excès de la politique orgueilleuse à laquelle les Allemands, les Russes, les Anglais et les Américains ne peuvent désormais échapper.

Cette période de guet, d'affût et de véritable recueillement pourrait être employée à un travail souterrain de correspondance, d'entente et d'organisation, pratiqué parmi les peuples de puissance secondaire, parmi les demi-faibles, affamés d'une sécurité moins précaire, aspirant à une existence mieux garantie<sup>208</sup>. Chacun d'eux ne peut rien. Simplement coalisés, ils ne peuvent pas beaucoup plus, étant séparés l'un de l'autre par de trop grandes diversités d'intérêt. Une ligue à vingt têtes n'aurait au juste aucune tête. Il y faut une tête unique et puissante pourvu que sa puissance ne soit pas un effroi. Il y faut la tête d'une France bien ordonnée, c'est-à-dire *couronnée par un roi de France*. Pour fournir un réel service, cette France doit représenter l'alliance d'un État fort, complet, capable de présider avec une impartiale majesté le conseil de ses alliés et de ses clients, en mesure de faire exécuter les décisions communes et de donner des avis compris avec rapidité, tout en se défendant avec le plus grand soin de paraître imposer une autorité insolente.

Nous n'aurions pas à chercher ni à convier ; les États secondaires seraient comme chassés par la force des choses dans notre direction : nous les verrions s'enfuir vers nous. À nous donc de nous montrer assez vigoureux et d'être assez sages pour donner confiance, apparaître comme des protecteurs effectifs et non des tyrans. Cette ligue de menus peuples pourrait nous déférer son commandement militaire, et la politique éternelle des rois de France, *volonté d'empêcher la Monarchie universelle ou l'accroissement excessif de*

---

<sup>208</sup> Inutile de rappeler que telle était la tradition de l'ancien régime, si remarquablement sanctionnée par les aveux du Comité du Salut public dans le *Rapport à l'arrêté du 14 octobre 1794*. « Le système des traités de Westphalie, dit excellemment Albert Sorel, fonde la suprématie de la France sur la clientèle des États moyens. » Il faut relire toute cette forte page de *L'Europe et la Révolution française*, t. 1, l. II, ch. II, X, p. 311 et p. 314, le résumé de la pensée de Vergennes : « Groupant autour de vous les États secondaires qu'elle (la France) protège, leur intérêt lui garantira leur alliance, et elle sera à la tête d'une coalition défensive assez forte pour faire reculer tous les ambitieux », etc.

*telle ou telle coalition*, recommencerait à rayonner efficacement de Paris. Comme jadis, en raison de l'infériorité numérique qui nous échet parfois sans nous procurer de désavantage réel, nous n'aurons peut-être pas sur la carte le volume des plus grandes puissances : nous en aurons l'autorité morale fondée sur une force vive supérieure. Mieux que la Prusse ou le Piémont avant l'Unité, nous multiplierons nos valeurs par un habile emploi d'amis, de protégés, d'affranchis exercés et fortifiés par notre aide. Politique de générosité qui aura son intérêt propre autant que sa beauté, cette chevalerie nous élèvera à l'empire.

Le maximum de notre force intérieure ayant été atteint par la constitution de la Monarchie héréditaire, traditionnelle, antiparlementaire et décentralisée, nous aurons obtenu, par la constitution du robuste faisceau de nos amitiés, le maximum de notre force extérieure. Assurés de la force, la force ordonnée et qui dure, il deviendra possible d'en venir à l'action : l'action, soit immédiate, soit à long terme, pour la reprise de notre bien et l'action en vue d'une paix européenne et planétaire qui, mettant fin à l'anarchie barbare de nos races supérieures, mérite enfin d'être appelée la *paix française*, seule digne du genre humain.

Il n'est pas permis de marchander à l'œuvre de Bismarck, nationaliste prussien, ou de Disraeli, nationaliste anglais, l'admiration qu'elle comporte. Mais enfin, il y a quelque chose au-dessus, c'est l'œuvre d'un Metternich : son Europe, qui est celle de Richelieu, de Lionne, de Choiseul et de Vergennes<sup>209</sup>, apparaît bien supérieure aux nationalités de Cavour et de Canovas. Cette Europe elle-même était inférieure à la chrétienté d'Urbain II et d'Innocent III. La chrétienté unie n'existant plus depuis la Réforme, il n'en subsiste pas moins une civilisation commune à sauvegarder. La France peut en être le soldat et le gendarme, comme le Siège catholique romain peut en redevenir le docteur et le promoteur. Le monde jaune organisé par le Japon, le monde sémitique ressuscitant, ici dans l'Internationale juive et ailleurs dans l'Islam, nous menacent de furieuses secousses, et tout le monde ne méprise pas l'apport intarissable des continents noirs : que de croisades pacifiques ou guerrières à organiser ! Et, si l'on est tenté de se croire isolé, qu'on se rappelle tout ce qui parle encore français et latin dans le monde, l'immense Canada et cette carrière infinie que nous ouvrent les Amériques du Centre et du Sud ! Ce n'est pas la matière qui se refusera à l'audace française. L'esprit français trouve à choisir entre d'innombrables objets.

---

<sup>209</sup> Respectivement ministres de Louis XIII, Louis XIV, Louis XV et Louis XVI. (N.D.É.)

## Épilogue

**La trahison constitutionnelle**





... La politique extérieure primera toujours la politique intérieure, parce que les risques ne sont pas les mêmes des deux côtés. À l'intérieur, si nous faisons fausse route, nous pouvons toujours espérer un état meilleur et un retour des esprits vers des idées plus larges. Là, du reste, tout se paye, mais aussi tout se répare, et l'expérience se charge de mettre au point les hommes et les choses. C'est ce qui fait que, dans ces dernières années, nous n'avons pas perdu confiance et que nous avons attendu patiemment la crise que nous venons de traverser.

... À l'extérieur, il n'en va pas de même. Là aussi, tout se paye, mais les fautes commises peuvent être irréparables, et l'expérience est un maître qui fait payer ses leçons trop cher. La moindre imprévoyance, un défaut de jugement, un simple excès de confiance, peuvent décider de l'avenir et du sort d'une nation.

JULES MÉLINE.



Les perspectives qui s'offriraient ainsi à la France sont donc illimitées. Tout ce qui la resserre et la borne aujourd'hui provient de son régime seul. Le sort n'y est pour rien. Les temps sont plus que favorables. Mais notre État républicain, au XX<sup>e</sup> siècle, fait penser à ce personnage de *Candide* royalement servi par la plus belle des circonstances et qui, ne pouvant accuser que lui de sa disgrâce, finit par soupirer après des efforts superflus : *O che sciagura d'essere senza*<sup>210</sup>... ! Encore l'État français est-il beaucoup moins à plaindre que l'eunuque du conte, puisqu'il lui suffirait d'un acte de volonté pour recouvrer tous les organes de la puissance. Il n'a qu'à le vouloir. Sa vieille et auguste dynastie fondatrice pourrait lui rendre, en quelques heures, avec sa couronne de princes, les uns enfants ou jeunes hommes, les autres blanchis sous l'expérience et sous le savoir, un chef dans la force de l'âge, actif et résolu, qui « connaît l'Europe comme un bourgeois sa ville »<sup>211</sup>, et qui serait environné des hommages de l'univers. Tous les instruments nécessaires à une politique européenne active sont à notre disposition. Tout est possible, tout est prêt, le roi est là. Mais si l'on ne veut pas du roi, il est très important de ne plus se leurrer : quoi qu'on veuille ou qu'on rêve, il faudra renoncer à rien réaliser, la vivante condition de toute manœuvre étant ainsi omise ou laissée de côté.

Les deux grands poèmes diplomatiques dont nous avons suivi et expliqué l'échec avaient certainement de quoi séduire les imaginations. Si le sentiment national s'est montré à peu près aussi froid pour l'aventure anglophile que pour l'aventure germanophile, des hommes d'élite se seront passionnés successivement pour ces projets antagonistes. Nous avons vu un capitaine comme Marchand, des écrivains comme Jules Lemaître, Judet, Lavis, se laisser tenter par l'ample étendue du plan Hanotaux... Non moins vivement, Édouard Drumont, Paul Déroulède, Jules Delafosse, Cochin, se sont prononcés en faveur de l'épuration de M. Delcassé... On ne peut dire que

---

<sup>210</sup> Exactement : « *Ma che sciagura d'essere senza coglioni!* » prononcé par l'eunuque au chapitre 12 du *Candide* de Voltaire. (N.D.É.)

<sup>211</sup> Expression de Jules Lemaître.

les uns ni les autres aient commis d'erreur d'appréciation. Dans les airs, tous raisonnaient juste. Il n'était pas absurde d'aller chercher à Londres les clefs de Strasbourg et de Metz, et l'idée d'une opération de ce genre, conduite après entente avec Guillaume II, pouvait se défendre : seulement elle supposait une forte constitution de l'État politique et la confiance de l'opinion dans un chef supérieur à tout soupçon, reconnu incapable d'oublier l'objectif final alors même que la nécessité lui eût imposé des détours plus subtils, des circuits plus larges encore. À plus forte raison, très soutenable était aussi la pensée d'une action commune avec l'Angleterre nous rassemblant malgré Guillaume et se raccordant ainsi au concept instinctif et primitif de la Revanche : mais cela exigeait la restauration de l'armée, le raffermissement de l'opinion publique, le châtement des traîtres, le silence des factieux, la résurrection de l'autorité, la transformation intellectuelle et morale de ceux-là mêmes qui se trouvaient investis de l'exécution de ce plan... Pas un de ces retours de bon sens qui ne fût chimérique sous le règne du Bloc ou même sous le règne de n'importe quelle faction républicaine intéressée à prolonger ou du moins à couvrir les génératrices de l'anarchie parmi nous.

Avec le roi, chacune de ces deux politiques eût procuré ses avantages. On eût pu choisir l'une ou l'autre et la faire aboutir. Nous l'avons dit, s'il avait été possible de conduire l'entente avec l'Allemagne jusqu'à la guerre anglo-boer, c'est-à-dire jusqu'en octobre 1899, un ministère Hanotaux prolongé d'un an et demi aurait su tirer parti des embarras de l'Angleterre. Cela était possible dans un État capable de maintenir un cabinet pour des raisons d'intérêt national contre une opinion fanatique et vénale ; mais cela était impossible dans un État moins résistant que les factions et, dès lors, nécessairement impuissant à dompter le parti de Dreyfus.

D'autre part, l'Allemagne n'a pas eu à traverser, depuis 1904, des heures aussi difficiles que l'Angleterre de 1899 ; mais elle eut ses crises sociales, morales, religieuses, même régionales, qu'une action franco-anglaise aurait pu exploiter<sup>212</sup> si M. Delcassé, dans son long ministère, avait pu s'assurer les forces matérielles capables de donner un corps au platonisme de sa diplomatie. Quand on la suppose fondée sur le réel, au lieu de poser sur

---

<sup>212</sup> C'est précisément ce qu'a fait contre nous Guillaume II. Nous avons eu, en 1906 et 1907, nos crises politiques, religieuses, sociales et régionales, quelquefois excitées par lui et dont il s'est servi ensuite pour réaliser en Allemagne les brillantes élections nationalistes, impérialistes et dynastiques de 1907 contre le socialisme. Cet empereur et roi faisait de l'ordre chez lui pendant qu'il nous dépêchait la Révolution, après nous avoir humiliés par ses menaces de guerre. La suite donnée par l'empereur à l'alerte de 1905 rappelle assez bien comment Bismarck, après une autre alerte, moins heureuse pour lui, en 1875, seconda et excita le radicalisme contre le Maréchal, le duc de Broglie et l'Église. Avant d'envoyer ses obus, un État prévoyant adresse à l'ennemi des éléments de guerre civile. Richelieu le faisait avec les moyens de son temps.

des imaginations, la politique Delcassé réalise le bon sens même. Un peu atténuée et relâchée du côté de Londres, où nous n'avons besoin que de neutralité bienveillante, corrigée vers le Quirinal, où nous sommes beaucoup moins forts depuis qu'on nous brouilla avec le Vatican, enfin suffisamment soutenue du côté de Vienne, cette politique ferait un ensemble satisfaisant. Mais comment essayer de réorganiser une armée et comment nouer une intime et sérieuse entente autrichienne sans avoir le roi à Paris ?

Il serait, au reste, bien sot de tenir Vienne ou Londres pour des éléments, bons ou mauvais *a priori*, désirables ou haïssables en eux-mêmes. Ils sont ce qu'on en sait tirer. Appelant bon l'utilisable, mauvais ce dont on n'a que faire, personne n'a que faire d'un dessein politique éclatant et qui semblerait digne de la grandeur française tant que l'on refuse à la France le moyen d'en régler la suite et l'exécution. Faute d'un roi de France, le système Delcassé a valu le système Hanotaux, qui ne valut rien. Ceux qui ont fabriqué, moitié dormants, moitié éveillés, ces rêveries jumelles sont naturellement de l'avis contraire. Mais, lorsqu'ils tentent de se justifier en expliquant leur double défaite par de mauvais hasards indépendants de leur sagesse, ce pitoyable plaidoyer ne sert qu'à remettre en lumière le point sur lequel ils baissent les yeux et la voix : ils ont compté sans la faiblesse du système républicain, ils en ont négligé le principe de malfaisance.

Leurs apologies personnelles ont en outre montré, en acte, l'influence corruptrice exercée par l'esprit de ce régime sur des hommes dont on ne suspectait jusque là que la clairvoyance. Le public n'a pu voir sans en éprouver une surprise mêlée d'effroi comment les hommes d'État de la démocratie, au sortir de négociations et de difficultés encore brûlantes, se jouaient des plus grands secrets de la politique extérieure de leur pays<sup>213</sup>. Dès l'automne de 1905, les conversations, les démarches, même les documents relatifs à la chute de M. Delcassé coururent les journaux par le soin de l'ancien ministre et de ses amis : M. Sarraut en a rempli la *Dépêche de Toulouse* et *L'Humanité*.

Trahison ? soit. Cette trahison était bien fatale. Il le fallait. Il le fallait absolument pour M. Delcassé, il le fallait pour ses amis, il le fallait pour ses électeurs : chacun se préparait aux élections législatives de mai suivant, et, si M. Clemenceau en manifesta quelque indignation facétieuse, cela tenait uniquement à ce que le sénateur du Var n'était pas candidat à la députation<sup>214</sup>. C'est en vain que la conférence d'Algésiras approchait, elle aussi ; en vain risquions-nous d'y être mis en état d'infériorité par les divulgations

---

<sup>213</sup> Voir l'Appendice XI, *Nos secrets d'État*.

<sup>214</sup> M. Clemenceau était d'ailleurs candidat ministre. Il le devint quelques mois plus tard, et la tête d'homme d'État que le vieil opposant anarchiste venait de se façonner aux dépens de M. Delcassé lui mérita la confiance de notre suzerain, le roi d'Angleterre. Voir encore l'appendice XI.

de nos diplomates parlementaires. La grande conférence européenne n'était de rien au prix de la nécessité où se voyait M. Delcassé de ramener à lui la faveur et la sympathie de l'électeur. Cette faveur venait de lui être ravie brutalement dans une conversation internationale recueillie par M. Georges Villiers et parue au *Temps* du 5 octobre 1905. M. de Bülow, chancelier de l'Empire, venait de le mettre en cause publiquement en l'accusant d'avoir affecté d'ignorer l'Allemagne et tenté de l'isoler. C'est pour le défendre sur ce point que les amis de M. Delcassé ouvrirent toutes les écluses. Il fit d'ailleurs comme eux, malgré de pâles grimaces de démenti. Lui qui, au ministère, s'était montré si arrogamment dédaigneux des explications de tribune et que la Chambre avait trouvé plus secret, plus mystérieux que M. Hanotaux, M. Delcassé se transformait en professionnel de l'information et du bruit depuis que l'exigence électorale l'avait saisi. Il se peignit lui-même ou se fit peindre dans un appareil de martyr, et ces confidences dramatisées plurent à l'électeur, qui s'empressa de réélire ce républicain éprouvé ; mais elles apprirent malheureusement à l'Europe la confiance qu'on pouvait mettre dans nos bureaux. L'unique bénéfice de cette triste affaire n'aura été que d'avertir quelques citoyens réfléchis ; ils comprirent par ce scandale comment l'élection provoque à trahir la nation, en provoquant l'insurrection des intérêts particuliers contre l'intérêt général.

Il est assez piquant de trouver chez un des plus fermes amis de M. Delcassé le sentiment de cette trahison constitutionnelle. Les trois cents pages que M. André Mévil a rédigées en 1909 sur notre politique extérieure forment un dithyrambe en l'honneur de l'ancien ministre ; le loyalisme républicain de M. Mévil n'y paraît pas effleuré de l'ombre d'une inquiétude ; mais il ne peut pas s'empêcher de noter au passage des actes de défaillance ou des faits de duplicité tellement graves qu'il suffit de saisir ces traits particuliers pour être au moins tenté de lui demander s'il admet que le régime où ils sont possibles soit innocent.

Pour charger certains adversaires de M. Delcassé, M. André Mévil en vient à nous décrire un état de choses tel que le président du Conseil et le ministre compétent purent régler en même temps et en sens opposés une même affaire étrangère ! M. Rouvier prenait un parti, M. Delcassé en adoptait un autre<sup>215</sup>, et l'étranger se réservait, comme de juste, la liberté de choisir le plus à son goût. Jamais la division qui est au cœur de la République ne s'est mieux accusée que dans l'âpre discorde où s'agitèrent nos vaines tentatives de résistance à Guillaume II.

---

<sup>215</sup> On devait avoir la répétition des mêmes scènes au moment d'Agadir en 1911, sous le ministère Caillaux-de-Selves.

Nous n'en étions plus, comme pour l'alerte de 1898, à modifier trop hâtivement un dessein : ici, à la même minute de la même journée, notre dessein perdait aux yeux de l'ennemi tout caractère d'identité ! Non contents de différer sur des points graves, les deux ministres se contredisaient, l'un disant blanc, l'autre disant noir, et leur lutte intestine, naturellement ignorée du peuple français, c'est-à-dire du maître et du souverain, était connue de toute l'Europe. On parlait de la droite allemande et de la gauche anglaise de notre ministère avec autant de simplicité que de la droite et de la gauche de notre Chambre. Un ambassadeur d'Allemagne, le comte Monts, fit un jour allusion, dans un salon de Rome, à certain parti que les gens de Berlin appelaient « nos alliés de France ». Et le chef avéré de ces alliés de l'Allemagne, partisans publics de l'alliance allemande, n'était autre que M. Rouvier, collègue et président de M. Delcassé. M. Rouvier traitait par-dessus la tête de son collaborateur du quai d'Orsay, alors que celui-ci était aux prises avec Bülow et Guillaume II.

« Je ne chercherai pas à expliquer, dit M. André Mévil, l'étrange attitude de M. Rouvier, ni à établir les mobiles qui l'ont fait agir. J'ai entendu porter contre lui les plus graves accusations ». Sans préciser, probablement faute de preuves matérielles, l'auteur juge que, « par les accointances » que M. Rouvier eut « en tout temps » « avec les financiers allemands », par ses dispositions favorables « à un rapprochement franco-allemand », M. Rouvier ne devait pas être « indifférent » (lisez *hostile*) aux intrigues de l'Étranger contre son ministre. D'après certaines pages du livre de M. Mévil, c'est M. Rouvier qui aurait songé le premier à sacrifier M. Delcassé ; c'est encore à M. Rouvier que Berlin fit sentir que l'on nous saurait gré du sacrifice.

« Ne considérant que le présent », ne songeant pas à jeter un coup d'œil sur le passé, ne se souciant pas de l'avenir, bref, « financier et non diplomate », M. Rouvier était incapable d'apprécier à leur vraie valeur les desseins profonds de l'Allemagne. Avait-il seulement compris l'importance du secret qu'il laissa surprendre au sujet des propositions que nous faisait l'Angleterre d'après la dépêche historique de notre ambassadeur à Londres <sup>216</sup> ? Ce secret n'était connu que de lui, de M. Delcassé et de M. Loubet. Ce n'est pas « sciemment » que M. Rouvier l'a laissé courir, car M. Mévil n'admet pas « qu'un premier ministre français » ait « sciemment » livré « la politique de la France » : mais, selon ce publiciste républicain, le premier ministre de la République dut « lâcher » un mot malheureux que son entourage direct sut recueillir « soigneusement » et transmettre « fidèlement ». Où ? À Berlin. Voilà un ministre bien entouré.

---

<sup>216</sup> On en a vu l'analyse page 134.

M. Mévil a soin d'ajouter que l'offre anglaise déplaisait à M. Rouvier : elle nous éloignait de l'Allemagne, nous mettait en mesure de résister à l'empereur, et enfin elle fortifiait la situation morale de M. Delcassé, que M. Rouvier aimait peu. D'après M. Mévil, il suffisait de ce triple dépit pour rendre M. Rouvier plus expansif que de raison dans les sociétés dangereuses où sa présence était déplacée presque autant que ses confidences. « *M. Rouvier voyait fréquemment des gens dont la fidélité à la cause française n'était rien moins que sûre.* » Ce n'est pas moi qui souligne. « Un d'entre eux, notamment, fut pincé en flagrant délit, à l'automne 1905, sortant du cabinet de M. Rouvier pour aller à l'ambassade d'Allemagne... Chose étrange, le même personnage, *financier israélite* », je souligne ceci, « fut un de ceux qui, au moment de la constitution du ministère Rouvier, annonçaient ouvertement que dans quelques mois l'alliance allemande serait faite. Est-ce que cette personne n'aurait pas entendu quelque parole imprudente qu'elle transmit très discrètement à Berlin, soit encore à l'ambassade d'Allemagne ? » M. Mévil, ami de M. Delcassé, ne paraît pas autrement surpris de trouver là ce juif, posté à égale distance de l'Allemagne et de M. Rouvier : « Tout est possible », conclut-il avec une remarquable philosophie.

Les agents secrets de l'Allemagne étaient pareillement des amis, des meilleurs amis, de M. Rouvier et de certains de ses collègues. Les « personnages » « dangereux » que l'« homme d'État français avait adoptés pour amis » « ont été royalement et impérialement récompensés à Berlin ». Au premier rang de ces vieux familiers du monde gambettiste figurait le mari de la Païva<sup>217</sup>, Henckel de Donnersmarck, qui fut fait prince comme Bismarck, Münster et Bülow, pour actions d'éclat contre la France. Mais Henckel n'était qu'un ambassadeur hors cadre : de l'ambassade officielle, M. von Miquel menait la campagne contre M. Delcassé, recrutant dans le Tout-Paris « des concours féminins très actifs », « ne craignant pas de rendre visite à des parlementaires influents ».

Et ces parlementaires en étaient fort impressionnés, car les intrigues de l'étranger redoublent d'influence et de portée politique en un pays où l'autorité nationale se dépense et se dissout dans le verbiage. On pouvait recueillir entre les tribunes et les couloirs du Palais-Bourbon des murmures intéressants, peut-être intéressés : « Nous en avons assez de ce ministre qu'on ne voit jamais, qui ne daigne pas parler, refuse de s'expliquer et pose au grand

---

<sup>217</sup> Esther Lachmann, 1819–1884, célèbre courtisane qui épousa d'abord le marquis portugais Arango de Paiva, puis le comte Henckel de Donnersmarck. Ils achetèrent le château de Pontchartain qu'ils vendirent ensuite au riche financier franco-péruvien Auguste Dreyfus – sans lien de parenté avec Alfred Dreyfus, mais l'une des cibles principales des attaques d'Édouard Drumont. Soupçonnée d'espionnage, *la Païva* dut quitter la France. (N.D.É.)



diplomate<sup>218</sup> ». Ainsi les « agents allemands » manœuvraient sans peine cette foule de malheureux bavards, effrayés du spectre guerrier. Des journées qui auraient pu être remplies par les travaux muets de la préparation militaire et par des négociations de sang-froid eurent leur centre dans les pas-perdus du Parlement et les antichambres des ministères. Tel était le dernier tribunal établi pour juger sur une grande affaire française ! Les duretés de l'événement proportionnèrent notre honte à l'absurdité de notre Constitution. Quand M. Delcassé eut succombé, la princesse de Bülow a pu dire : « *Nous n'avons pas demandé sa tête, on nous l'a offerte !* »

Moins facile à couvrir que M. Delcassé, M. Hanotaux avait eu des prospérités plus courtes et était tombé de moins haut. Moins remuant, moins entouré, il a écrit pour sa défense un petit livre et des articles variés. La position reste assez faible, parce qu'il a cru sage de se tenir à l'abri d'exposés de diplomatie pure sans consentir à en examiner l'étroit rapport avec la politique générale. Il lui importe assurément de masquer un pareil rapport, mais il importe, à nous, de le mettre en son jour, en montrant la raison de la réticence, qui ne tend guère qu'à nous faire perdre de vue un ensemble fâcheux, à force de nous faire admirer des détails satisfaisants. Si M. Hanotaux était un ingénieur-métallurgiste ayant présidé à la construction d'une voie ferrée défectueuse, il n'échapperait pas au reproche de malfaçon en se bornant à alléguer la qualité parfaite du métal fourni par ses forges. Le métal a sa haute importance dans l'entreprise, mais celle-ci comporte bien d'autres éléments, depuis l'étude des terrains et du tracé jusqu'au choix de divers autres matériaux, sans oublier la pose et l'ajustage. Le fer était bon, c'est entendu. Mais le reste ? De M. Hanotaux, marchand de fer ou diplomate de carrière, personne ne dispute, et l'on ne demande pas mieux que de rendre justice aux talents spéciaux qu'il put déployer aux Affaires. Ses explications spéciales sur la qualité d'une fourniture n'éclaircissent absolument rien des autres questions. Tout au contraire, elles y ajoutent une question nouvelle : comment cette excellente denrée diplomatique et comment la bonne maison qui l'a produite ont-elles, en fin de compte, manqué leur but ?

M. Hanotaux apportait des ambitions servies par un talent et par des connaissances dont nous pouvons tomber d'accord. Ce que nous voulons savoir, c'est, étant donné sa valeur, s'il pouvait en tirer un emploi utile dans les conditions politiques établies par la démocratie et acceptées par lui : sa qualité de ministre des Affaires étrangères de la République lui donnait-elle les moyens d'action que, loyalement, rationnellement, postulait l'ampleur de

---

<sup>218</sup> Il avait déclaré, à ses débuts, qu'il dirait tout, publiquement ou dans son cabinet (*L'Éclair* du 13 octobre 1905). Ç'avait été, dit M. Judet, sa première parole, son premier engagement.

vues et de desseins qui lui étaient propres quand il prit possession de la plus haute vigie française sur l'étranger ? Voilà la question débattue. M. Hanotaux n'y a jamais répondu, bien qu'elle lui ait été posée sur tous les tons depuis que le coup de Tanger nous a fait souvenir du coup de Fachoda. Ce n'était pas nous répondre que de dire en dernière ligne, page 121 de son livre, que, « en France », au moment où s'amorça la crise extérieure, le concours de l'opinion fit défaut, pour ce motif que « les esprits passionnés par l'affaire Dreyfus étaient ailleurs ».

Ils n'auraient pas été ailleurs si le gouvernement avait été plus puissant que l'Affaire. Ou les distractions d'esprit n'auraient pas eu de conséquences aussi graves si l'autorité avait résidé dans le gouvernement et non dans les esprits d'une multitude. Alléguer, même page, que « l'opinion », étant « divisée », ne le soutenait plus, est-ce la contester, n'est-ce pas plutôt confirmer ce que nous disons de la faiblesse organique d'un gouvernement d'opinion ? M. Hanotaux ajoute, page 122, que, le lendemain d'un accord utile et précieux, « le ministère » dont il faisait partie « était renversé » : renversé le lendemain du jour où, selon l'expression d'un partisan de M. Hanotaux, l'Angleterre elle-même, se trompant « sur la santé et la vie de la République modérée », croyait à la « vitalité » de cet expédient ! De telles observations ne font que répéter en d'autres termes notre question perpétuelle : — Comment vous êtes-vous fié à l'opinion ? Comment avez-vous pu fonder sur le roseau une construction de ce poids et de ce volume ? Comment n'aviez-vous pas calculé cette nécessaire fragilité du ministérialisme républicain ? Sachant qu'il leur était possible de tout renverser en renversant votre ministère, vos antagonistes européens en recevaient une tentation et une provocation permanentes à user contre vous de nos conflits intérieurs : comment cela ne vous apparaissait-il pas clairement ? Vous savez pourtant bien que l'élection du souverain en Pologne conviait, appelait de même les monarchies voisines à pénétrer la diète pour y asseoir les influences et les autorités qui étaient à leur solde. Prendre garde à ces vérités, y réfléchir profondément et passer outre aurait été un crime : personne n'en accuse M. Hanotaux. Les avoir oubliés dans le feu de l'action est une faute de sagacité dont nul homme d'État ne se vanterait.

Non moins considérable avait été l'autre faute de M. Hanotaux, celle qui consistait à risquer un choc avec l'Angleterre avant d'avoir vérifié l'état de nos forces de mer. Oui, l'erreur était prodigieuse, et l'était d'autant plus que son unique excuse tient aux habitudes de travail inhérentes à un régime où, comme on l'a vu, l'incoordination ne saurait disparaître sans péril pour l'essence même du gouvernement.

Le défenseur le plus habile, le plus ardent et le plus tenace de M. Hanotaux dans la presse parisienne a senti le danger que courait son client de ce côté ; il a essayé d'y pourvoir. Dans une série d'études consacrées à la politique

intérieure et extérieure des modérés, M. Ernest Judet s'est d'abord efforcé de nier que tout choc entre Angleterre et France ait même été possible. Or, le choc n'a été évité que parce que nous avons battu précipitamment en retraite, devant « un parti pris appuyé par la force et sur le fait de la conquête », a écrit M. Hanotaux en personne, qui a constaté que « le droit des traités n'était même pas admis aux honneurs de la discussion » ; pour l'y faire admettre, il aurait fallu pouvoir mettre en ligne des forces réelles. Que le risque ait été couru, ce n'est donc plus niable. On refusera donc toute espèce d'indulgence à des hommes d'État qui se sont exposés à une telle éventualité sans y parer et même sans y penser, laissant les côtes sans défense, les dépôts de charbon sans approvisionnement, la flotte, en infériorité manifeste. M. Judet a si bien senti la valeur décisive de ce reproche qu'il a fait de son mieux pour paraître y répondre et que, un beau jour, en tête du papier sur lequel il se préparait à écrire son article, le septième de la série, numéro 7592 de son journal, sa plume arrondit en fort beaux caractères ce titre : « *La France était-elle désarmée en 1898 ?* » Mais, ayant lu et relu cette page avec une attention soutenue, je déclare qu'on pourra y trouver tout ce qu'on voudra, excepté le premier mot d'une argumentation tendant à établir que celles des forces françaises qui pouvaient être destinées à faire face aux forces anglaises, c'est-à-dire nos forces maritimes, fussent en état. L'auteur se contente absolument d'assurer que la France était « bien en selle », sans préciser sur quelle espèce de cheval marin.

Ainsi, quelque soin qu'ils en prennent, ni le ministère de 1905, qui nous valut Tanger, ni celui de 1898, à qui nous devons Fachoda, ne trouvent de justification ni d'excuse au régime. Chacun à sa manière accable ce régime et en révèle une faiblesse. Leurs fautes symétriques sont énormes en elles-mêmes. Elles s'aggravent si l'on réfléchit aux périls effleurés, dont la mesure échappe, et aux conséquences qu'on n'évitera pas. Ces « affaires » extérieures, dont les républicains de la première équipe avaient eu une horreur si humble et si sincère, les voici aujourd'hui qui affluent, nous pressent, nous débordent, en attendant qu'elles entraînent et submergent. Déjà vieille alliée de la Russie, amie et, si l'on peut dire, « commère » de l'Angleterre, bonne camarade de l'Italie, la France est lourdement grevée de tout ce que représentent de charges et d'inimitiés les dessous de tant d'amitiés ! Ne s'étant même pas privée de nouer des sous-alliances, fort compliquées, trop compliquées, avec les meilleurs amis de nos plus sûrs ennemis<sup>219</sup>, la République est lancée sur

---

<sup>219</sup> À propos des quelques incidents qui ont suivi l'entrevue du tzar et du roi d'Italie à Racconigi, M. Jacques Bainville notait dans *L'Action française* :

Nous avons déjà dit à plusieurs reprises combien nous semblait imprudente cette politique que l'on dit sage et prévoyante et propre à conserver la paix. L'Autriche-Hongrie fait malheureusement partie d'un

un flot de nouvelles difficultés internationales que les incidents marocains menacent d'aggraver, alors que son régime intérieur ne peut suffire à régler les plus simples et les plus anciennes.

On peut se reporter à la constitution, si remarquablement analysée par M. Hanotaux dans la grande histoire rédigée pendant les loisirs que lui a faits sa chute<sup>220</sup>. On y voit que le texte constitutionnel « ne prévoit pas le danger extérieur », que tout y est « sacrifié au contrôle et au contre-poids », que « la discussion y prime la résolution », que cette oligarchie des Dix mille, comme l'appelait Bismarck, et qui n'est, sous le nom de démocratie, conformément à la définition de Hobbes, que « la tyrannie de quelques harangueurs », n'est même pas capable d'un sentiment net de ses responsabilités devant le pays. La responsabilité n'est pas définie dans notre élu, elle ne l'est pas davantage dans notre électeur. Nous ne demandons pas de compte, « jamais, nulle part, à personne ». Le ministre coupable n'est pas inquiété. « Il tombe, et c'est tout. » Tout est permis dès lors, en fait de négligence et d'incurie. C'est ce règne de la « facilité » déjà observé par M. Anatole France. Le régime est facile pour les particuliers qui se mêlent de l'État.

---

système dirigé contre nous et contre nos alliés européens. Tout service que nous lui rendons en ce moment ne peut que nous desservir nous-mêmes. Le parti de la jeunesse, qui est dominant à Vienne depuis quelques années avec l'archiduc François-Ferdinand, est assez actif et assez ambitieux pour qu'il soit évident qu'on exploite là-bas les témoignages de bonne volonté que prodigue le gouvernement de la République. Ce n'est sans doute pas servir les intérêts de la paix générale que d'aider à forger des armes contre nos amis, et cela dans une période critique de la rivalité austro-slave.

Encore une fois, nous avons trop souvent traité ce sujet pour qu'il soit utile d'y revenir. À quoi bon se réjouir de l'entente italo-russe, dirigée contre l'Autriche et les ambitions de cette puissance en Orient, si l'on s'empresse, d'autre part, d'épouser la cause autrichienne ? Nos complaisances pour la cour de Vienne n'auront d'autre effet que de nous introduire dans un redoutable imbroglio. À force d'irriter ou de décourager ses amis et de donner à ses adversaires sans rien recevoir en échange, la France sera la dupe de combinaisons infiniment trop compliquées. En tout cas, il faudrait choisir et ne pas célébrer comme une victoire diplomatique le rapprochement italo-russe qui, lui-même, était loin de simplifier la situation, pour aller tout de suite après chercher une contre-assurance chez l'ennemi. Tant de pas et de démarches ne constituent plus de la politique, c'est de l'agitation. Et l'on perd nécessairement au jeu lorsqu'on prend à la fois tous les numéros de la loterie.

Mieux valait, comme au temps passé, ne pas jouer ! Seulement aujourd'hui il faut mettre à la loterie, et les mises sont telles que l'on y perd à tout les coups.

<sup>220</sup> Gabriel Hanotaux, *Histoire de la France contemporaine*, t. III, ch. V. *Théorie de la constitution*.

En revanche, l'avenir de l'État n'obsède, n'occupe spécialement personne : pour tout ce qui est de haut intérêt, d'ordre national, tous nos textes constitutionnels s'accordent à établir « un minimum de gouvernement ». Et cela peut encore aller tant que l'État n'a point d'histoire sur les bras et tant que les autres États ne lui font sentir ni leur existence ni leurs exigences. Mais, s'écrie l'analyste Hanotaux, « qu'arriverait-il soit dans la paix, soit dans la guerre, si soudain tous les ressorts de la nation devaient être tendus en un effort suprême pour courir à la frontière ou sauver l'âme du pays ? » M. Hanotaux se résume en marge du livre par ces mots : « *Quid ?* en temps de crise ? » Eh ! oui, *quid* dans ces temps de crise que notre politique extérieure, par sa direction même, tend à rapprocher, sinon à précipiter ? *Quid* en cas d'invasion ? *Quid* en cas de révolution ? C'est le cas de le demander, *Quid* et *quid* ? Où donnera-t-on de la tête et que fera-t-on ?

Nul ne veut poser la question. Au contraire, cette grave question politique est écartée comme suspecte. Ceux qui l'écartent s'évertuent, en outre, à discréditer ceux qui l'articulent. Comme à la veille de 1870, quand l'opinion démocratique revenait à la vieille chimère du pacifisme désarmé, les modérés ne se montrent pas plus sages que les révolutionnaires. Soit qu'ils assurent, comme M. Ribot au Sénat, que « les grandes luttes politiques vont pour le moment finir » et qu'il n'y aura plus que des questions sociales ; soit qu'ils approuvent bruyamment ce discours, comme l'a fait M. Judet ; soit enfin qu'ils s'efforcent, comme M. Hanotaux, d'écarter de son *Journal* à un sou les inquiétudes sérieuses qu'éveillent ses livres à sept francs cinquante : les modérés s'efforcent de faire oublier par des concessions et des bravades sociales leur impuissance à aborder le problème de l'État. Comme si ce problème premier ne devait pas être résolu avant tous, afin d'aborder les difficultés sociales dans de bonnes conditions et pour garder quelque chance de les résoudre ! Ces modérés s'unissent donc en fait à l'effort anarchique dans ce que cet effort présente de plus téméraire et de plus dangereux ; ils rejoignent cette anarchie dans l'oubli de l'intérêt le plus général, qui s'appelle la force et le maintien de la nation. On imagine accroître ainsi et consolider la République. Eh ! si l'on y parvient, on accroît et on consolide la vieille cause d'inertie qui nous annule en tant qu'État européen. Devenue satellite d'un système de Puissances supérieures, votre République est moins que jamais en mesure de résister aux forces extérieures en mouvement : au lieu de l'entraîner et de la stimuler, les Puissances la poussent et la charrient, comme un corps mort, vers ses destinées misérables.

Dans ces hasards qui peuvent devenir facilement tragiques, les responsabilités politiques doivent être bien réparties. Sans décharger ni les idées ni les personnes du parti radical, qui reste gravement et profondément accusé, l'examen attentif remonte bien au delà de ces radicaux pour découvrir la

faute qui causa les autres malheurs. Le système des larges combinaisons européennes et des mouvements étendus à travers le temps et l'espace ne date point des radicaux. Ce ne sont pas des radicaux qui voulurent prendre l'air de l'Europe, qui songèrent à faire grand sans posséder les organes de la grandeur : le parti que représentaient, en 1895, MM. Ribot et Hanotaux, en 1898, MM. Hanotaux et Méline, le parti de Kiel, le parti de Fachoda n'étaient aucunement le parti radical ; la majorité qui, de 1896 à 1898, laissa M. Hanotaux plus que libre, maître absolu, n'était pas une majorité radicale, ce n'était à aucun degré une majorité d'énergumènes, de sectaires, d'illusionnés.

Les hommes d'expérience, les gens d'affaires, les capitalistes puissants et les bourgeois précautionneux y étaient en majorité. On y trouvait pas mal d'esprits cultivés et studieux, modérés et conservateurs, patriotes et sages, accoutumés à tenir compte des recettes du jour pour mesurer les dépenses du lendemain. Cette aristocratie et cette bourgeoisie conduisait tout le reste. Elle s'est bien trompée. Qu'elle paie son erreur. Pour mieux dire, qu'elle la voie. On ne lui demande pas autre chose. Qu'ayant vu, elle tire du spectacle un enseignement. Qu'ayant appris, compris, elle ait la volonté d'agir et de réagir. L'absurdité et la folie de son premier pas dans une politique extérieure digne de la monarchie et dépourvue des moyens de la monarchie, devrait suffire à lui montrer qu'il n'est plus permis d'être sage dans un régime sans sagesse, ni raisonnable et prévoyant dans un État décapité, ni même patriote dans un gouvernement constitué contre la patrie. Les modérés ont trop péché contre la France. Ils lui doivent en expiation un exemple : leur ralliement général à la monarchie.

FIN

du premier

*KIEL ET TANGER*

Commencé en 1905.

Publié en librairie en 1910.

Le nouveau

*KIEL ET TANGER*





# Histoire de huit ans

de 1905 à 1913<sup>221</sup>

Ce petit livre est à peu près épuisé depuis la fin de l'année 1912 après avoir vécu plus de deux ans, et d'une vie assez active. Comme l'auteur n'y fut qu'une manière de greffier et de brocheur, s'étant borné à recueillir et relier des témoignages, il aura toute liberté pour reconnaître de combien de façons ce qu'il a écrit sur la feuille a pu entrer dans les esprits, y graver des idées qui déjà créent leur mouvement.

*Kiel et Tanger* propose à l'opinion française un doute radical sur le point de savoir si la République peut avoir une politique étrangère. Les faits qui y sont relevés ont-ils été groupés pour une thèse antérieure aux faits ? On l'a beaucoup dit à l'auteur. On a prétendu qu'il abusait de la permission de généraliser des cas déplorables, mais accidentels. On a cru répondre à son livre en assurant qu'une mauvaise saison de la République n'était pas la république elle-même. Cependant, voici qu'hier encore, au lendemain du discours d'un ministre des Affaires étrangères, un publiciste républicain presque officieux a pu écrire : « *Soyons franc ! voyons net ! la France n'a nulle politique extérieure, elle reste lamentablement passive et atone*<sup>222</sup>... » Un député, M. Leboucq, si radical qu'il en est allé à la conférence de Berne, mais resté patriote, écrit à propos du partage de l'Asie turque : « Tout se passe comme si la France n'existait pas<sup>223</sup> ». Un autre député socialiste, unifié celui-là, M. Marcel Sembat, publie tout un livre sur le même thème d'alarme, « *Faites un roi* », dit-il, « *sinon faites la paix*<sup>224</sup> », et, l'inertie profonde qu'il conseille à la France, il la motive par l'inaptitude du régime à des actions de diplomatie et de guerre. Ce livre, dérivé du mien, mais

---

<sup>221</sup> Ces pages ont servi de préface à l'édition de 1913. Elles forment en réalité un livre nouveau.

<sup>222</sup> *Paris-Midi*, 17 mai 1913.

<sup>223</sup> *La France* du 21 mai 1913.

<sup>224</sup> *Faites un roi, sinon faites la paix*, par Marcel Sembat, 1 vol. in-18, chez Eugène Figuière, Paris, 7, rue Corneille.

autrement dur que le mien, émeut et préoccupe tous ses lecteurs, et les jeunes républicains parient plus volontiers pour lui que contre lui. M. Édouard Herriot, le sénateur-maire de Lyon<sup>225</sup>, M. Edmond du Mesnil, le directeur du *Rappel*, lui font des échos plus ou moins discrets. « Je parle pour le cas où il y aurait une diplomatie française », peut s'écrier un vétéran de l'anarchie, M. Clemenceau<sup>226</sup>. M. André Beaunier, archi-moderé, se demande s'il va falloir opter entre « le pays et le régime »<sup>227</sup>. Telle est l'atmosphère, tels sont les courants de l'esprit. Le temps a mûri cette idée, loin de la flétrir : vrai signe que ses causes et ses raisons d'être ont dû subsister et s'accroître. Comme dit Sembat, c'est un « énorme point d'interrogation » « tracé sur un tableau noir ». On n'en peut « détacher ses yeux ».

Je ne dis pas que ces rumeurs, même grandissantes, suffisent à me donner raison, à dissiper les objections, ni à faire fonction de preuves ; mais enfin je n'ai pas rêvé ni bombyciné au fond de l'espace vide. Un cri public, qui ressemble parfois au gémissement national, reprend nos propositions d'il y a trois ans, qui, elles-mêmes, répétaient un mot d'Anatole France en 1896, interprétant une opinion de Renan, le Renan de 1871 : « *Nous n'en avons pas, de politique extérieure... Nous ne pouvons pas en avoir.* » Cette constance du retour du même murmure doit au moins donner à penser.

Il y a trois ans, les républicains, à qui je m'étais fait un devoir d'adresser l'objection, ont commencé par se dérober, s'excuser et se taire, Puis, l'effet naturel d'une réflexion obsédante, aiguisée peut-être par nos défis, a fait accepter ou subir peu à peu le débat qu'ils auraient préféré ne point engager. Ils n'y ont pas brillé. Mais la lutte inégale contre la vérité ne leur aurait valu qu'une ombre de disgrâce vite oubliée, si, onze mois plus tard, la crise d'Agadir<sup>228</sup> n'eût énergiquement rappelé l'attention du côté de nos pronostics. Alors, et alors seulement, non par un libre effort de pensée devant la pensée, mais sous la pression matérielle des faits brutaux, la République, très fidèle aux routines fatales des gouvernements d'opinion, se résigna à s'infléchir dans le sens d'une politique « nouvelle » : son ministère « national »

---

<sup>225</sup> *Le Rappel* du 20 juillet 1913.

<sup>226</sup> *L'Homme libre* du 16 juillet 1913.

<sup>227</sup> *Le Figaro* du 23 juillet 1913.

<sup>228</sup> Agadir a été le théâtre d'un incident entre la France et l'Allemagne, à propos de l'envoi d'une canonnière de la marine de guerre allemande dans le port marocain, alors placé sous protectorat français, le 1<sup>er</sup> juillet 1911. L'Allemagne entendait ainsi protester contre la main-mise française sur le Maroc, jugée excessive par l'Allemagne alors que la conférence d'Algésiras en 1906 avait voulu la limiter au profit de l'Allemagne, précisément. L'engagement diplomatique du Royaume-Uni aux côtés de la France à partir du 21 juillet fit reculer l'Allemagne, qui ne s'estimait pas prête pour engager un conflit européen. Un accord précaire fut trouvé et formellement conclu le 11 novembre 1911. (N.D.É.)

constitué, au bout de six mois de tâtonnement, tenta de démontrer qu'une gestion extérieure républicaine était possible en essayant de la pratiquer.

Après ce silence contraint, après de si faibles réponses, l'effort réformateur ne contenait-il pas le commencement d'un aveu ? On entreprenait du nouveau et l'on devenait national : c'était donc bien que l'ancien système tournait le dos à la nation. Mais qu'imaginer d'autre que la conclusion et l'épigraphe de ce volume quand on constate, en fin de compte, qu'un effort aussi normal, une volonté aussi naturelle, n'ont su, malgré tout, qu'échouer ?



# Chapitre premier

## Après trois ans

Les nouveaux appendices de cette nouvelle édition<sup>229</sup> recueillent l'essentiel des « défenses » de Kiel et Tanger telles que je les ai exposées au journal de l'Action française huit ou dix mois avant que les choses mêmes ne m'eussent apporté leur triste surcroît d'évidence. Le lecteur jugera si j'ai raison de dire que les premières contradictions théoriques étaient un peu frivoles.

Ces nuées ayant achevé de s'évanouir à la lumière des réalités survenues, il importe de se rappeler nos épreuves dans leur ordre de succession.

Comptons :

- la soudaine arrivée d'un vaisseau allemand au Maroc<sup>230</sup>, le chantage auquel nous cédâmes, la déshonorante cession d'une vaste étendue de territoire colonial ;
- le maigre et mol appui de notre amie anglaise ; son intrigue muette et tenace, réglée par le désir de se maintenir à Tanger ; l'énergique défense de la Monarchie espagnole armée du traité secret conclu par M. Delcassé, qui nous coûta toute la longueur du « balcon » marocain sur la Méditerranée avec une bande du pays intérieur d'une profondeur remarquable ;
- l'installation de l'Italie en Tripolitaine qui nous valait en Tunisie un voisin gênant et en Méditerranée un rival ambitieux et fier ; la police

---

<sup>229</sup> Pour la « critique et la défense de Kiel et Tanger », voir les Appendices XIII (Hanotaux), XIV (Henry Maret), XV (Marcel Sembat), XVI (Flourens), XVII (les Marches de l'Est), XVIII (André Tardieu).

On me permettra de remercier ici le grand nombre des écrivains patriotes qui ont fait accueil à ces études. Il convient de citer à leur tête notre maître Drumont, Georges Malet, Étienne Charles, Angot des Rotours, Léon Philouze, Charles Dupuis, Rubat du Mérac, Alcide Ebray, Alphonse Massé, Hubert Bailly. – Il serait impossible d'énumérer tous mes chers amis et compagnons d'armes de l'Action française qui, dans leur journal, leur revue, les feuilles amies, puis au cours d'innombrables conférences, ont su faire aux idées de ce livre un sort. Mais entre tous Bernard de Vesins, lui, fut magnifique.

<sup>230</sup> Voir l'appendice XIX, *Agadir*.

insolente exercée par le cabinet de Rome jusque sur nos propres vaisseaux ;

- la guerre des Balkans allumée d'Italie, mais que nous n'avons ni prévue ni utilisée, et (malgré tous les bénéfices éventuels miraculeusement offerts à la France lorsque la Turquie germanisée s'effondra) une telle consécration, un tel accroissement de l'autorité triplicienne que, dès novembre 1912, il fallut constater l'avènement d'une nouvelle puissance maritime en Méditerranée : l'empire allemand <sup>231</sup>.

De tous ces faits nouveaux, le dernier est celui qui confirme le mieux ce qui avait été prévu ici : nous ne savions pas si l'Allemagne aborderait la mer latine par le Maroc, la Principauté monégasque, la Libye ou, comme on l'a annoncé depuis, par un port de Syrie, mais nous savions qu'elle y aborderait, attirée par le poids de ses destinées historiques, de ses besoins économiques et de l'ensemble même des moyens qu'elle a réunis pour y faire face. Voilà l'affaire en train ; une division navale allemande est aujourd'hui à demeure dans « Notre Mer ».

Devant ces vérifications, comment nous souvenir des faibles ironies opposées à nos craintes ? On nous trouvait absurde de croire que le plus bel empire colonial resterait fragile tant qu'il serait soutenu par une flotte négligée et par une armée réduite : quelle risée quand nous pensions qu'il était exposé à nous être aisément enlevé par l'Anglais ! *Avec les cipayes peut-être ?* écrivait superbement M. Hanotaux, qui me demandait encore « *ce que j'en savais* ». Rien, hélas ! mais le cabinet de Londres n'eut même pas à déranger les cipayes, ses instances cordiales lui ont toujours suffi à obtenir ce qu'il a voulu convoiter de nous ; et Berlin qui n'est pas classé de nos amis, ou qui même a le titre inverse, raffe ce qu'il lui plaît sans rien mobiliser : il lui suffit d'une chétive canonnière embossée au bon endroit.

On nous a extorqué ainsi 220 000 kilomètres carrés de nos possessions africaines, ce qui fait presque la moitié de la France continentale, exactement dans les conditions qui ont été décrites au chapitre XVII de ce livre, autrement dit sans coup férir : une manœuvre qui a si bien réussi à l'Allemagne peut, à la prochaine occasion, recommencer du côté anglais, avec un succès identique.

Nous avons laissé la République française entre l'Angleterre et l'Allemagne qui se disputaient son amitié avec des intrigues et des menaces. Cette situation dangereuse est devenue plus onéreuse depuis que l'Angleterre paraît incliner à admettre les avances de Berlin. Les liens de l'Entente se relâchent

---

<sup>231</sup> Voyez appendice XII.

à l'heure où nous aurions intérêt à les resserrer<sup>232</sup>. Le voyage du président Poincaré à Londres a-t-il amené la réaction nécessaire ? Cela supposerait de notre part bien des sacrifices nouveaux.

Les anciens ne se comptent plus depuis les origines de cette amitié plus que chère. Nos coloniaux qui n'ont vieilli que de quelques lustres ont peine à reconnaître le peuple qui lançait la mission Marchand de l'embouchure du Congo jusque vers le Haut Nil dans la même nation qui, des portes de l'Algérie, dispute péniblement le port de Tanger aux influences de l'Angleterre. De même, nos marins en se repliant sur la Méditerranée, s'étonnent d'avoir à quitter l'Océan. « Où avons-nous perdu la bataille qui explique cette déroute<sup>233</sup> ? » Pareil fléchissement de l'activité et de l'esprit d'entreprise serait tragique. Mais ce n'est pas le sang français qui s'abandonne, c'est notre politique qui est tombée au-dessous de nos forces. Il n'y a pas à la juger ni à la qualifier. Car, proprement, elle n'est pas. Il lui suffirait d'être pour s'épargner d'être en perte à tous les coups. Les calculs de la politique anglaise ont pu varier de valeur, changer de qualité, suivant les hauts et les bas de son heure historique ; du moins continuent-ils à bénéficier des avantages de l'existence. L'entente avec l'Allemagne ne signifie ni pacifisme ni sommeil pour le gouvernement britannique : le parlement canadien refuse-t-il trois cuirassés qu'elle escomptait, l'Amirauté les fait construire par la métropole.

Au surplus, si, du fait de la mort d'Édouard VII, par les hésitations inséparables d'un nouveau règne et par la mollesse naturelle à un cabinet radical, il a pu sembler que nous nous étions exagéré le crédit mérité par la diplomatie anglaise, ce faux semblant s'est dissipé depuis que le chef actuel du *Foreign Office*<sup>234</sup> a pris la direction de la Triple-Entente en Orient :

---

<sup>232</sup> M. Asquith a nié péremptoirement l'existence d'aucune convention militaire entre son gouvernement et la France.

<sup>233</sup> La question est de M. Larisson, dans *Excelsior* du 21 juin 1913.

<sup>234</sup> Sur le véritable moteur de la politique extérieure anglaise, je laisse, suivant notre habitude, parler un fonctionnaire républicain, M. Tardieu, au *Temps* du 25 février 1913 : « Comme l'explique fort bien M. Bardoux (dans *Le Correspondant*), le *Foreign Office* est maître absolu de la politique anglaise : "Aucune commission des affaires étrangères ne contrôle leur gestion, de brèves questions ne troublent pas leur activité. Le culte britannique de la discrétion met le *Foreign Office* à l'abri des bavardages. La religion nationale de la monarchie le protège contre les attaques. Couvert par le roi, aidé par le sous-secrétaire d'État permanent, le ministre des Affaires étrangères conserve au début du XX<sup>e</sup> siècle une autorité sans pareille." Sur la politique extérieure de l'Angleterre, notre maître et ami M. Paul Bourget aime à réciter les paroles suivantes, animées d'un beau rythme et qui sont tirées du discours prononcé à Manchester, en octobre 1879, à propos de l'occupation de Chypre, par lord Salisbury : « L'occupation de Chypre était simplement le développement de la politique traditionnelle du gouvernement anglais depuis un long temps déjà. Quand l'intérêt de l'Europe avait pour centre les conflits qui étaient débattus en Espagne, l'Angleterre a occupé Gibraltar. Quand l'intérêt de l'Europe eut

il a mené, comme il a voulu, les bureaux russes et français dans les directions tripliciennes, qu'il s'agit de l'Adriatique ou de la Turquie d'Asie... La tutelle d'Édouard VII <sup>235</sup> subsiste donc sous George V, elle continue d'être la mesure de notre accord anglo-français.

D'autre part, bien que l'alliance franco-russe se soit enfin raffermie, l'esprit ne s'en est pas amélioré. Les moins civilisés continuent d'y prendre le pas sur les moins barbares. La qualité inférieure de notre gouvernement met la France dans un état d'infériorité qui peut revêtir un aspect de vassalité. Cela se reconnaît à bien des détails graves ou légers. Les ministres impériaux gardent leur chapeau sur la tête quand ils reçoivent à Cronstadt le chef du ministère républicain arrivant tête nue <sup>236</sup> et le tzar peut écrire au président de la République de bonnes lettres d'un ton singulièrement protecteur <sup>237</sup>. Sur ce sujet encore, *Kiel et Tanger*, accusé de traiter sans égard l'alliance russe, n'avait rien dit que la vérité en des termes que l'événement rafraîchit et aiguisé comme une plaie. Je persisterai donc à renvoyer le lecteur au chapitre III de ce livre.

Enfin, pour Rome et Vienne le public a dû reconnaître que l'avertissement dispersé dans nos trois cents pages ne l'aura point mal préparé à comprendre soit le résultat du jeu nuancé mais fort des Italiens, soit le brutal déploiement de la force autrichienne beaucoup moins vaine que ne l'ont cru et dit la plupart de nos publicistes uniquement férus de l'idée du partage fatal de la Monarchie dualiste. Cela peut arriver comme bien d'autres choses. Pourtant, d'autres possibles valaient d'être considérés.

Les lecteurs ont été pareillement mis en garde contre cette chimère, vieille de quarante-trois ans, d'autant plus chère aux républicains français et d'après laquelle on peut attendre, parmi les bienfaits de la paix, l'effondrement automatique de la royauté prussienne, du militarisme prussien, la libération spontanée de l'Alsace-Lorraine, sous les coups du socialisme allemand. En 1913, comme en 1910, l'empereur Guillaume maintient la paix, mais gagne toujours contre nous dans l'ordre économique, social, religieux ; quant au

---

pour centre les conflits qui se débattaient en Italie. L'Angleterre occupa Malte. Maintenant qu'il y a une chance pour que l'intérêt de l'Europe ait pour centre l'Asie Mineure ou l'Égypte, l'Angleterre a occupé Chypre. Il n'y a rien de nouveau dans la politique. Nous ne prétendons pas avoir quoi que ce soit de nouveau dans notre politique. Notre prétention est de suivre la tradition qui nous a été léguée. » [En 1920, il ne faut ajouter à ce schéma qu'un mot, mais il est de taille : CONSTANTINOPLE]. C'est ainsi que se forment les grands empires.

<sup>235</sup> « Ce que je veux, disait l'empereur Guillaume II à M. Étienne, c'est que la France cesse d'être gouvernée par mon oncle Édouard VII ». (Jacques Bardoux : *L'Angleterre radicale*, p. 24-25.)

<sup>236</sup> Scène illustrée par un croquis de *L'Illustration* du 17 août 1912.

<sup>237</sup> Voir la lettre du 6 février 1913...



socialisme germain, il tend à devenir impérialiste ou dynastique : il ne peut pas ne pas subir le poids des nécessités naturelles qui associent la faim, la soif, le lucre, le goût de l'expansion individuelle à ce qui reste la condition la plus générale de leur réelle satisfaction : au bonheur de former une communauté vivace dirigée par un État fort<sup>238</sup>. Ainsi, le socialisme allemand s'est lui-même chargé de rédiger un post-scriptum inattendu à notre XV<sup>e</sup> chapitre, intitulé *Le réalisme universel*.

---

<sup>238</sup> Voir les articles de M. Charles Andler à *L'Action nationale* des 10 novembre et 10 décembre 1911, *Le Socialisme impérialiste dans l'Allemagne contemporaine*. M. Charles Andler, socialiste militant, appartient aussi à la haute université dreyfusienne. C'est donc un témoignage qui n'est pas suspect de nationalisme français, bien que M. Jaurès ait discuté sa thèse avec autant de faiblesse que de passion.



## Chapitre II

### Le passé de *Kiel et Tanger*

Quelque inouïes que puissent paraître ces attestations concordantes d'un avenir déjà dépassé, l'auteur ne s'est jamais flatté de détenir la lunette magique ou le projecteur enchanté qui permettent de prendre possession de la nuit des temps. L'instrument employé ici est dans la main de tous. C'est un simple calcul de sagesse empirique. On doit même avouer n'avoir pu, tout d'abord, s'y confier sans hésitation.

Les doutes instinctifs ont bien duré quatre ans entiers, de 1905 à 1910.

En effet, la plupart des études parues dans ce volume il y a trois ans, étaient dès lors assez anciennes. Elles avaient été écrites au jour le jour, et publiées en feuilles volantes, pendant la crise extérieure des mois de juin-juillet 1905, que termina la démission inexpiable de M. Delcassé sur la volonté de Berlin. À peu près tous les hommes politiques ont fait, à cette époque, des séries d'articles de journaux. Beaucoup d'entre eux, M. Pierre Baudin, M. René Millet, M. André Tardieu, en ont tiré immédiatement un volume. Ceux mêmes qui n'écrivaient rien dictaient, comme fit M. Delcassé à M. André Mévil. Le public d'élite qui voulut bien s'intéresser à nos analyses de la *Gazette de France* et de *L'Action française* nous invitait à suivre l'usage et à porter nos articles chez le libraire.

Mais, justement parce que je m'étais appliqué à pousser jusqu'au fond des choses, je n'étais pas arrivé à ma conclusion générale sans le frémissement d'une forte inquiétude. Si certain que parût l'aphorisme de M. Anatole France sur l'impossibilité d'une politique extérieure en démocratie, quelque fortement corroborée que fût dans son détail cette généralité souveraine, que peut sanctionner la raison avant les épreuves du fait, j'espérais, j'attendais que la succession des affaires apportât, malgré tout, un léger démenti de hasard à cette dure nécessité idéale, et, véritablement, je n'osais consentir à croire que pareille loi pût s'appliquer inflexiblement, sans une ombre, sans un retard ni une nuance, à la série complète de tous les cas. La défiance des idées m'était surtout soufflée par la foi dans le ressort intérieur de la France.

Il me fallait douter encore et voir les choses de plus près avant de servir au pays, à la dose massive d'un traité, d'un volume, une si amère leçon !

J'attendis. Mais bien loin que la suite des choses imposât des adoucissements ou des réductions, elle ne cessait d'assombrir le tracé éventuel de la carte de nos malheurs. Aux divulgations scandaleuses osées dès octobre 1905 par M. Delcassé, qui sortait à peine de charge, s'ajouta bientôt cet autre scandale d'une crise ministérielle en pleine conférence d'Algésiras, un mois à peine après l'avènement d'un nouveau président de la République. Ces secousses ne pouvaient pas faciliter une politique liée ; mais les trois années qui suivirent (1906–1909) amenèrent un nouveau ministère, d'une stabilité relative : pas plus que les temps secoués, la période stable n'apporta d'amélioration à l'ensemble du fait diplomatique et militaire français.

C'était le 21 mars 1905, autrement dit quelques semaines après Moukden, que nous avions réduit le service militaire à deux ans ; dix jours plus tard, le 31 du même mois, l'empereur d'Allemagne avait débarqué à Tanger : non seulement le service de trois ans ne fut pas rétabli sur l'heure, ni après quelque temps de mûre réflexion, mais, personne n'y ayant même songé, on ne se mit pas en peine non plus d'organiser les cadres de l'armée de réserve ni d'exercer sérieusement cette réserve dont on avait fait le nerf de l'instrument de guerre nouveau. On aima mieux s'occuper de la réhabilitation du traître Dreyfus et de la promotion de Picquart, son complice. Bien pis, les périodes de manœuvre furent graduellement écourtées, et quand le généralissime Hagron se démit de sa charge, faute de vouloir accepter la responsabilité de la défense du pays en de pareilles conditions, le monde conservateur, c'est-à-dire celui qui était converti d'avance, en fut seul alarmé, le grand public en étant à peine informé, et dans quels termes rassurants ! Un murmure courut les sphères officielles : — Qu'était-ce que ce militaire, qui se mêlait de politique et critiquait le parlement ?

Le général Hagron avait écrit à un député, M. Millevoye, dans une lettre privée du 3 août 1907<sup>239</sup> :

---

<sup>239</sup> Dans une lettre du 30 juillet 1907, adressée à un de ses camarades, exhumée au *Temps* du 6 juin 1913, le général Hagron s'était plaint de « l'agonie de l'armée », « prélude de la fin de tout ». Il ajoutait :

Je ne pouvais pas, par mon silence, trahir la confiance du pays.

Quant aux causes secondaires qui venaient s'ajouter aux deux précédentes, elles sont légion, et si ceux qui ont mission de veiller aux intérêts de la patrie les connaissaient, ils seraient frappés de stupeur en les apprenant.

Il y a cependant un grand Conseil de la Défense nationale. Je n'y ai jamais été convoqué. Il y a un Conseil supérieur de la Guerre. Le ministre ne l'a réuni qu'une seule fois, et pour une question secondaire, alors que notre réunion était légale, ou plus exactement imposée par la loi, etc., le chapelet est long.

Ce n'est pas *uniquement* pour dégager ma responsabilité que j'ai demandé au ministre de la Guerre à être relevé de mes fonctions. Ce n'est pas pour des considérations *personnelles* que j'ai fait le grand sacrifice de me séparer, avant l'heure, de mes camarades de l'armée et d'abandonner une œuvre à laquelle je consacrais avec *passion* tous mes instants : la préparation de la Défense nationale. *J'ai voulu, avant tout, pousser un cri d'alarme avec l'espoir qu'il serait entendu et compris par les pouvoirs publics et par tous les bons Français.*

La guerre du Maroc, entreprise avec l'armée de deux ans, fit admirer la qualité de cette jeunesse splendide que la République tirait inépuisablement du pays ; elle montra la valeur du commandement, la perfection du canon de 75 mis en service par cet ancien État-Major qu'avait décimé l'affaire Dreyfus ; mais l'impéritie, la faiblesse, la nullité de la direction et de la gestion du ministre de la Guerre Marie-Georges Picquart, cette créature du traître Dreyfus, firent ressortir l'inanité du fantôme d'État installé par la République sur les débris du gouvernement de la France. Et pourtant le ministère était présidé par un homme qui se piquait d'énergie et qui ne craignait pas de faire le cocardier. Dès l'automne de 1907, Clemenceau dut commencer d'abandonner le sultan marocain, protégé de la France, Abd-el-Aziz, au profit de Moulay-Hafid, protégé de l'Allemagne. Les massacres de Narbonne<sup>240</sup> et les mutineries du 17<sup>e</sup> régiment ne compensaient pas ce revers.

---

Pour bien voir la portée de ces lignes, il ne faut pas oublier que le général Hagron les écrivait deux ans après le coup de Tanger. Preuve matérielle du seul point qui soit à prouver : cette épreuve n'avait servi de rien au gouvernement.

<sup>240</sup> Le 1<sup>er</sup> avril 1907, les vignerons du midi tiennent des meetings pour dénoncer leurs difficultés. En juin le mouvement des vignerons du Midi prend une tournure insurrectionnelle et l'on voit 600 000 manifestants à Montpellier. Des bagarres éclatent le lendemain à Narbonne. Deux leaders apparaissent, un petit propriétaire, Marcellin Albert, et le maire socialiste de Narbonne, le docteur Ernest Ferroul, qui démissionne le 10 juin, déclenchant une grève municipale suivie par des centaines de communes de l'Hérault, de l'Aude et des Pyrénées-Orientales. Clemenceau, président du Conseil, craint une paralysie administrative. Le 17 juin, le gouvernement engage des poursuites contre les dirigeants. Le docteur Ferroul est arrêté après avoir fait arborer le drapeau noir sur la mairie. Le 20 juin, six manifestants sont tués. La préfecture de Perpignan et la sous-préfecture de Narbonne sont incendiées en représailles. Le 21, à Béziers, les militaires du 17<sup>e</sup> régiment, composé de natifs de la région, refusent de tirer sur les manifestants. Ils seront envoyés à Gafsa en Tunisie. Le 29 juin, une loi interdisant la chaptalisation est votée, calmant les esprits qui y voyaient la principale cause de la baisse excessive des prix du vin. L'agitation se calme ensuite peu à peu et des non-lieux seront prononcés pour les dirigeants du mouvement. Voir Rémy Pech et Jules Maurin, *1907 – Les Mutins de la République / La Révolte du Midi viticole*, Toulouse, Privat, 2007, 256 p. (N.D.É.)

L'année suivante, un acte d'énergie esquissé dans l'affaire des prisonniers de Casablanca rendit au Ministère le précieux service de masquer l'impuissance où le surprirent les événements d'Orient.

Ce fut, en juillet, le coup Jeune Turc, dont nous n'avons pas su profiter, car le parlementarisme ottoman fut maintenu dans la même sujétion austro-allemande qu'avait subie l'absolutisme d'Abdul-Hamid <sup>241</sup>, et la pirouette que nous adressèrent alors nos amis francs-maçons ou juifs de Constantinople vint montrer une fois de plus la stérilité des idées révolutionnaires, dites françaises, pour notre influence politique réelle à travers le monde. Nous sommes la nation rédemptrice et le peuple lumière, c'est entendu, mais nous ferions mieux d'être forts.

Ce fut, en octobre, la proclamation de l'indépendance bulgare et le couronnement du tzar Ferdinand <sup>242</sup>, événement que notre ministre à Sofia, le métèque Paléologue, ne connut, assure-t-on, que par les journaux.

Ce fut, au même mois, l'annexion définitive de la Bosnie et de l'Herzégovine à la couronne austro-hongroise. . .

Heure critique où, dit un écrivain républicain du *Temps*, M. André Tardieu, « la guerre a été la plus menaçante », mais où notre ministre des Affaires étrangères, M. Stéphen Pichon (revenu au pouvoir à l'heure où j'écris) médita « ce qu'il en peut coûter de *n'être pas assuré militairement quand on a la lourde charge d'agir diplomatiquement* » <sup>243</sup>.

Oui, trois ans et sept mois après le coup de Tanger, trois ans et quatre mois après la démission obligatoire de M. Delcassé, espace de temps prodigué en stériles luttes intérieures, la République française ne s'était pas encore « assurée militairement ». Par cette incurie du régime qui avait conservé la direction politique et diplomatique de la patrie, sans être en état d'y suffire, nous avons fait un pas de plus dans le sens de l'abandon de notre héritage matériel et moral en Orient.

Cette alerte nouvelle ainsi passée, ainsi payée, pouvait avertir encore : tout présageait qu'après 1908, comme après 1905, le coup triplicien se répéterait. Mais tout montrait aussi que l'on serait de moins en moins « assuré » pour y faire face. Le seul effet de pareils avertissements était au fond de témoigner qu'ils étaient inutiles ; d'établir qu'il n'y a rien à attendre d'aucune épreuve et que la République est le système où rien ne peut servir à rien, hormis à démontrer avec une clarté croissante, qu'il n'est bon à rien en effet, puisqu'il

---

<sup>241</sup> L'antépénultième sultan ottoman qui eut à faire face aux Jeunes Turcs en 1908 puis fut déposé. (N.D.É.)

<sup>242</sup> Ferdinand de Saxe-Cobourg-Gotha, 1861–1948, tzar de Bulgarie en 1908 à la faveur de la révolution Jeune-Turcs, mais qui exerçait la réalité du pouvoir depuis 1877, la tutelle turque étant devenue presque uniquement nominale. Il dut abdiquer en 1918. (N.D.É.)

<sup>243</sup> *Temps* daté du 15 avril 1913, paru la veille au soir.

est incapable de rien comprendre (ou même de rien sentir) aux expériences cruelles dont il est le champ.

Notre flotte continua donc de brûler paisiblement, et nos ministres de la guerre ne s'inquiétèrent point davantage de laisser les casernes vides d'hommes ou les arsenaux démunis. En juillet 1909, le général Langlois signalait au ministre Picquart l'insuffisance de nos munitions. Il disait au Sénat en des termes volontairement adoucis, que la presse étouffa encore :

Votre responsabilité, Monsieur le ministre, est entière ; et si par malheur l'infériorité de notre artillerie conduisait la France, je ne dirai pas à des désastres, car je ne crois pas que des choses accessoires entraînent de grands effets, mais à quelques revers, si elle avait pour conséquence de faire verser à notre infanterie un sang inutile, vous en auriez la responsabilité complète...

À quatre ans de distance, revenant avec plus de clarté sur cette gestion funeste, *Le Temps* accusait M. Picquart d'avoir « préparé la défaite ». Ces négligences militaires se produisaient moins de neuf mois après les événements d'octobre 1908, où l'on vient de voir que nous n'étions pas « assurés militairement ». Avec la même insouciance, tout allait à vau-l'eau partout.

En matière d'excuse, pouvait-on invoquer le ralentissement ou la stagnation de l'effort ennemi ? Mais, sur des témoignages qu'on ne peut suspecter (celui, notamment, du président du Conseil des ministres d'alors, redevenu simple journaliste comme nous, M. Clemenceau<sup>244</sup>, et de M. André Lefèvre, député radical<sup>245</sup>), l'Allemagne a fait depuis trente ans un « colossal effort » qui annonce (en regard de « la faiblesse », de la « dispersion », du « gaspillage de notre activité défensive ») « *de tels desseins méthodiques conduits vers une fin inévitable qu'il faut ou nous abandonner ou rassembler en un suprême élan toutes nos énergies* » ! « L'Allemagne a dépensé 2 milliards de plus que nous pour son matériel de guerre », « la progression des dépenses militaires a été pour nous de 70 p. 100 et pour l'Allemagne de 227 p. 100 »... M. Clemenceau, qui enregistre en 1913 des vérités qui commençaient à apparaître vers 1883, était premier ministre en juillet 1909 et il laissait faire à Marie-Georges Picquart<sup>246</sup> !

Or, en ce même été 1909, un jour qu'un ministre en fonction ayant besoin de se défendre contre un ministre en expectative lui jetait un peu

---

<sup>244</sup> Les textes qui suivent sont tirés d'un article de M. Clemenceau dans *L'Homme libre* du 8 juin 1913.

<sup>245</sup> *Journal officiel de République française* du 6 juin 1913.

<sup>246</sup> On a trouvé tout naturel qu'après trois ans d'une incapacité scandaleuse à son ministère, M. Picquart fût nommé commandant de corps d'armée, et l'on a oublié depuis l'impéritie extraordinaire dont il fit preuve aux manœuvres de 1910.

étourdimement à la tête le souvenir de « la plus grande humiliation que nous eussions subie<sup>247</sup> », ce souvenir de la démission Delcassé et du coup de Tanger fut brusquement promu à la dignité d'effet oratoire et d'argument parlementaire. Il porta. Il tua. Un ministère en tombait mort, un autre ministère en naissait ; l'humilié de 1905, M. Delcassé, s'étant distingué dans cet épisode de guerre civile, retrouvait au milieu des débris épars du cabinet Clemenceau ses anciennes possibilités ministérielles qui devaient se réaliser moins de deux ans plus tard.

Devant ces spectacles féroces et frivoles, si mal en rapport avec la dure série de nos épreuves européennes, les conclusions qui m'avaient semblé presque impies quatre années auparavant quand je les rédigeais dans le feu de la première alarme du siècle, me parurent avoir acquis la solidité, l'autorité et l'utilité. Ces rudes idées me revenaient aggravées, mais approuvées aussi, par la sanction tangible de tant de malheurs répétés, quoique absolument incompris : elles m'avaient dit vrai, et elles me faisaient comprendre désormais que tout ce qui s'était produit se répéterait point par point en dépit de la grande scène de tragi-comédie qui avait coûté ses portefeuilles au ministère Clemenceau. Je n'avais confiance ni au génie réparateur d'Aristide Briand ni aux bienfaits des élections de 1910. Il n'y avait donc plus qu'à ouvrir mon écluse et à laisser ce petit livre répandre les tristesses et les lumières dont il est plein. Mais je ne pouvais pas m'y résigner sans une appréhension mêlée d'espérance :

— Si, contrairement à tous les calculs et conformément à toutes les promesses électorales, l'année 1910 régénérerait la République, à quoi bon ce livre attristant ? S'il ne se trompait pas, quel resserrement au cœur de la France !

---

<sup>247</sup> Il est à retenir que dès ce moment-là *L'Action française* quotidienne avait fait un sort à cette parole échappée à la verve très véridique de M. André Tardieu.



# Chapitre III

## Un gouvernement inhumain

La crainte de causer une angoisse au pays pouvait-elle entrer en balance avec les dangers qu'il était trop facile de voir venir ?

Depuis les dix années dont mon livre faisait l'histoire (1895–1905), la période qui venait de finir (1905–1910) m'avait fait toucher du doigt que le principal caractère de l'État républicain était d'être un État qui ne peut pas s'améliorer parce qu'il ne peut pas s'instruire : modèle et type d'une chose qui semble vivre, mais qui ne vit pas ou qui, très différente des autres vivants, n'apprend point au cours de la vie et n'y recueille pas le fruit des traverses et des erreurs.

Nous ne faisons ni ontologie, ni mythologie politique. Nous savons que les sociétés humaines ne sont des êtres animés que par métaphore, nous avons assez critiqué l'organicisme social pour y tomber le moins du monde. Mais la précision des analyses antérieures, l'exactitude des historiques concrets, autorisent à emprunter, pour notre synthèse, un langage plus général. Tout adversaire qu'il fût de l'organicisme, Gabriel Tarde<sup>248</sup> n'estimait pas illogique de souhaiter à un État de se rapprocher autant que possible du modèle d'organisation représenté par l'esprit humain, et, puisque les États se développent dans la durée, de lui désirer, par exemple, de ne pas se composer d'impulsions contradictoires et de lier le mieux possible les instants successifs dont il est formé. Un État florissant ressemble à l'âme humaine, *sui conscia, sui memor, sui compos*<sup>249</sup>. Il participe de cette humanité considérée par Pascal comme un même homme qui subsiste toujours et qui s'instruit continuellement. Ce n'est point là une simple vue de philosophie. Les plus médiocres artisans

---

<sup>248</sup> Jean-Gabriel de Tarde, 1843–1904, souvent dit simplement Gabriel Tarde, professeur titulaire de la chaire de philosophie moderne au Collège de France, il fut l'un des fondateurs de la sociologie, mais sur des fondements inverses de ceux de Durkheim, voyant dans les phénomènes collectifs des expressions des individus. Son œuvre, longtemps oubliée, a été quasiment redécouverte par Gilles Deleuze. Gabriel Tarde est également connu pour ses travaux de criminologie. (N.D.É.)

<sup>249</sup> « Qui a la conscience, la mémoire et la maîtrise de soi. » (N.D.É.)

de la politique l'ont acceptée. M. Thiers a pu dire que la Marine signifiait « suite, volonté, coordination ». Tout le monde a exprimé le même vœu pour l'Armée, les Finances, les Affaires extérieures, l'ensemble et le détail de toutes les administrations.

M. Pierre Baudin a découvert, *a contrario*, qu'un « effort fractionné, momentané, éphémère, suivi de revirement et de réaction, devait naturellement faire souffrir toute notre organisation<sup>250</sup> ». C'est ce qui la tue forcément. Unité, cohérence, sont les conditions du service public. Si elles manquent partout et toujours, c'est qu'il manque un ressort central à l'État.

Une nation a besoin de se tenir et de concorder dans le temps, comme elle a besoin, dans l'espace, de lier ses parties, ses fonctions, ses bureaux. Elle en a besoin d'autant plus qu'elle doit accomplir un travail (ou une « mission ») plus difficile. Les républicains démocrates qui parlent à tout propos de la conscience nationale et de la dignité de la France, celle-ci volontiers conçue comme une personne morale, sont les derniers qui puissent contester la nécessité d'assurer à l'État français les organes sans lesquels on ne peut concevoir ni moralité ni personnalité. Leur État, tel qu'ils l'imaginent ou tel qu'ils le désirent confusément, doit, autant et plus que tout autre, comporter une sensibilité, une intelligence, une mémoire, une réflexion, une volonté générale, afin que la vie simultanée du pays, comme la succession de ses états de conscience, puisse s'y concentrer, s'y connaître, s'y exprimer. Mais, chose curieuse ! ces républicains démocrates, plus ils élèvent le niveau des devoirs qu'il leur plairait de voir pratiquer à la France, moins ils s'occupent de savoir si l'organisation de leur choix est outillée pour les remplir ou même pour en avoir idée.

Les obligations qu'ils imposent à leur pays sont celles d'une humanité angélique, mais pour y faire face, ils lui proposent des moyens et des organes inférieurs encore, et de beaucoup, à ceux dont peuvent disposer l'oursin et l'étoile de mer. Que deviendraient même l'éponge ou le corail, au fond de l'abîme, si la communauté de petits êtres qui les composent se réduisait à subir les impulsions mécaniques immédiates qui sont le partage d'une République française ? Ils ne deviendraient rien, et ils ne vivraient pas. Les colonies animales ou végétales suivent la direction d'un plan général imposé par les circonstances ou par d'intérieures affinités. Ce plan dont les effets brillent ici par leur absence, tout se passe comme s'il n'existait pas ; on ne trouve pas trace d'idée ni de loi directrice dans l'attitude d'une diplomatie qui ne sait jamais que subir.

Cette prodigieuse disparité entre la fonction surhumaine qu'on propose à la France et l'organisation proprement mécanique inhérente à la démocratie

---

<sup>250</sup> *Journal officiel de la République française* du 21 mai 1913.

réalise tous ses effets dans les contrastes qui surgissent entre la moralité éthérée du programme idéal et la rare immoralité de la conduite effective. En laissant de côté tous ses scandales positifs, cet État décoré des plus hautes ambitions morales découvre la mesure de son immoralité réelle et profonde, de son ignorance absolue de la moralité, dans le fait flagrant de son irresponsabilité sans limite.

Assurément, l'immoralité démocratique tient d'abord au régime des assemblées, au gouvernement collectif, car l'initiative, le contrôle approbateur ou réprobateur, y sont divisés entre tant de têtes qu'aucune d'elles n'en supporte le vrai poids. Il ne peut exister de véritable responsabilité gouvernementale sans gouvernement personnel où la resserrer. Mais nos assemblées et nos oligarchies les plus anonymes ne sont pas toujours parvenues à supprimer les occasions de mettre en avant un nom d'homme pour caractériser et signifier une politique. Eh ! bien, même en ce cas, la responsabilité demeure fictive : à chaque instant, à chaque pas, il se produit un phénomène d'amnistie. Non l'amnistie légale, mais, bien plus forte et plus dangereuse encore, une amnistie physique et fatale, une amnésie tenant à l'absence de tout souvenir, provenant de l'absence d'un organe central qui fasse fonction de cerveau et introduise quelque rudiment de liaison et d'unité dans la suite des vicissitudes courantes.

C'est ainsi qu'un pauvre complaisant du régime a pu écrire que le « parlementarisme conserve ». Il conserve ses hommes à force de leur verser à flots ces eaux lustrales de l'oubli. Il conserve, mais quels déchets ! Un Rouvier, un Brisson, ont pu survivre au Panama, et, au bout de quelques saisons d'une plongée plus ou moins discrète, reparaître, frais comme rose, à la surface de l'élément. Un Joseph Reinach, une première fois recouvert par les sales boues du même scandale, a reparu aussi par la faveur de la campagne qu'il mena pour l'amour de son congénère le traître juif Alfred Dreyfus. Du moins pouvait-on croire, après la honte judiciaire et militaire de 1906, que, malgré tant de crimes impunis, Joseph Reinach mourrait en portant sur le front quelque stigmate ineffaçable des neuf années de subversion et de trahison dans lesquelles il avait présidé à la répartition des mensualités du Syndicat fameux réuni pour abattre, tête par tête, tous les ministres, tous les généraux, tous les fonctionnaires militaires et civils susceptibles de faire obstacle à la reprise publique d'un procès voué, par sa nature, au secret d'État. Il n'était pas injuste d'espérer que cette carrière et ce nom garderaient leur note d'infamie dans les souvenirs de la France.

Si nous avons perdu l'avance merveilleuse que nous donnait en 1896 la belle armée de Bétheny<sup>251</sup> ; si des chefs éminents ont été remplacés par des politiciens du modèle de Picquart et de Pédoya ; si les réfections hâtives ont dû être substituées au perfectionnement normal, au progrès régulier d'autrefois ; si les crédits militaires jadis votés à l'unanimité des voix des deux Chambres, comme un signe de notre unanimité nationale devant l'Étranger, sont devenus la proie de discussions indignes, symbole décisif de l'accroissement de nos divisions ; si le service de deux ans et toutes les mesures funestes qui l'ont précédé et suivi nous ont mis en état d'infériorité éclatante, qui s'aggrave de jour en jour ; si la publicité honteuse donnée aux opérations de notre contre-espionnage, incroyablement divulguées, a pour longtemps découragé ces Alsaciens, ces Badois, ces Bavares, ces Autrichiens qui auraient pu et pourraient encore nous aider à percer le secret des institutions militaires de la Triple-Alliance ; si notre marine a été saccagée par un Pelletan, notre administration militaire par un André ; si nous avons rompu avec le Vatican, subi la guerre religieuse à l'intérieur ; si nos congrégations ont été dissoutes, chassées et poursuivies ; si le concordat a été dénoncé et, dans des conditions ignobles, l'Église et l'État séparés ; si, en dix années, nous avons cédé vers l'Orient latin plus de terrain que nous n'en avons jamais perdu jusqu'à ; si, enfin, l'on s'est réveillé au bas d'une courbe de dépression nationale qui est peut-être sans exemple dans toute notre histoire, car elle n'est l'effet ni d'une guerre extérieure, ni d'une révolution sanglante à l'intérieur : le principal auteur commun de toutes ces ruines, leur responsable principal, est si parfaitement désigné par le nom de Joseph Reinach qu'on voudrait, en traitant de lui, pouvoir lui imposer la sensation physique de l'échafaud qu'il a hautement mérité. Dans le régime d'impersonnalité parlementaire et démocratique, il est incontestablement un de ceux qui ont le plus agi et qu'on a le mieux vus agir. Ce patriote juif, cet anti-patriote français, ce comédien du patriotisme français aura signé son œuvre : par la triple action concordante de sa fortune immense, de sa sottise énorme, de sa race toute-puissante, il s'est trouvé correspondre et satisfaire complètement, de tous les côtés, à chacune des conditions parlementaires et démocratiques requises pour les démolitions poursuivies.

Eh bien ! M. Reinach « *fait* » maintenant du catholicisme sans être souffleté par tous les catholiques dont il encombre les antichambres, les salles à manger, les journaux. M. Reinach « *fait* » du patriotisme sans risquer le coup de botte des bons Français. Tout au contraire, il peut frayer tranquillement avec eux. . .

---

<sup>251</sup> En 1896, Nicolas II en visite en France pour sceller l'alliance franco-russe fit étape à Bétheny, dans la Marne, où il assista à une imposante revue militaire. (N.D.É.)

La démocratie, c'est l'oubli.

Imagine-t-on le visage d'un prince, d'un prince de race, d'un roi de métier, devant qui pareil entrepreneur de trahison et de chambardement aurait prétendu comparaître dans cet affublement de reconstruteur et dans cette peau de sauveur ?... Je ne parle pas d'un grand prince ni d'un prince supérieur. Je songe au prince de Renan. « Le plus médiocre des princes », « conduit au trône par le hasard de l'hérédité », pourvu qu'il fût resté identique à lui-même dans la suite de ses années, aurait un air de tête qui suffirait à décourager un Reinach ! Ce Reinach s'en irait sans avoir seulement formulé l'offre de service qui pue la fausse réhabilitation, la spéculation et le piège. Mais, de quel œil atone le pauvre peuple-roi a suivi les marches et les contre-marches du même Reinach, l'a laissé trahir la patrie et puis feindre de la servir, sans être en état de concevoir l'idée du juste mouvement de la colère utile, de la défiance effective... On l'a vu, on l'a dit, les *Archives israélites* s'en sont enorgueillies : des députés nationalistes citent comme une personne naturelle, comme un Français normal, « l'honorable collègue » auquel ils refusaient naguère la qualité de citoyen, et jusqu'aux attributs de la nature humaine : « simple macaque », disaient-ils. Nous ne disions que « Juif ». La *Libre Parole*, aujourd'hui rédigée par l'élite des bons élus du régime parlementaire, a fini par restituer à Joseph Reinach tous les honneurs du droit commun.

Il faut bien se garder de voir dans le cas de Reinach un privilège de l'impudence juive. Delcassé n'est pas juif, non plus qu'Aristide Briand. Armé d'une parole sordidement dorée et grossièrement emmiellée, Briand n'eut même pas à se donner la peine d'abjurer son passé antipatriotique et antisocial. On vient de lire l'histoire de M. Delcassé : il lui a suffi de jeter par terre un cabinet pour être applaudi presque autant qu'il fut conspué quand, ministre d'hier, il faisait circuler, pour sauver sa mise<sup>252</sup>, tous les secrets d'État qui palliaient sa chute en aggravant la honte qu'elle nous avait infligée.

Et Clemenceau ! Ce vétéran du Panama et ce vélite<sup>253</sup> de Dreyfus a trouvé le moyen d'ajouter au bel art de l'immunité dans la palinodie : chef du gouvernement en 1907, il nous a conduits au Maroc ; directeur de journal en 1913, nul n'est plus chaud que lui contre la guerre du Maroc. Très peu l'ont remarqué. Mais nul ne s'en est étonné. Quant à lui, il n'a même plus besoin de répondre que cette « incohérence » lui va comme un gant.

Ni Georges Clemenceau, ni Théophile Delcassé, ni Aristide Briand n'ont rien inventé. Ni même Reinach. M. Constans avait pratiqué avant eux la

---

<sup>252</sup> Voyez pages 163 et suivantes du présent volume.

<sup>253</sup> Vélite : soldat d'infanterie légère habituellement chargé de harceler l'ennemi. (N.D.É.)

grande manœuvre, enseigné et montré l'habileté suprême des chefs de parti : il n'importe que de savoir obliquer et tourner au moment utile. Vers 1880, à l'exécution de décrets contre les congrégations, Constans, plus connu sous le nom de Zéphyrin et du Vidangeur, était considéré, dans le monde conservateur, comme un autre fléau de Dieu ; en 1889, nul ne s'étonnait encore de l'entendre affirmer avec sérénité « qu'il assassinait lui-même ». Mais, moins d'un an plus tard, quand il se fut approprié une partie du programme du boulangisme vaincu, il put faire appel aux classes dirigeantes, qui ne lui marchandèrent pas le zèle à servir.

Constans avait suivi le modèle donné par un certain antimilitariste de 1869 devenu grand chef de la défense nationale en 1870, Léon Gambetta. Ce Gambetta n'était lui-même qu'un élève de Thiers, sophiste intelligent et demi-grec rusé, qui, celui-là, savait la pratique et la théorie, ayant compris parfaitement les ficelles du gouvernement d'opinion. Quand, dans la jeunesse de Thiers, le régime parlementaire était tempéré par la Monarchie, on y subissait malgré tout une autorité personnelle, une mémoire humaine, et une volonté vivante, devant laquelle tout homme d'État devait rendre encore des comptes : le Roi parti, il n'y eut plus rien. Les Thiers, les Gambetta, les Constans, les Briand, les Delcassé, les Rouvier, les Clemenceau et les Reinach, n'ayant personne au-dessus d'eux, purent donner leur plein : ils le firent voir à la France.

Gouvernement de tous par tous, disaient-ils. En réalité, *leur* gouvernement ou plutôt le gouvernement de la liberté qu'ils avaient de changer à volonté de pensée et de multiplier sans risque les distractions, les négligences et les incohérences dont le pays faisait les frais, pour se faire ensuite audacieusement délivrer le mandat de travailler à les réparer, sans qu'ils eussent d'ailleurs à feindre de se mettre à cette besogne ni de se procurer des excuses ou des alibis, car le pays eut toujours autre chose à faire que d'aller contrôler si les travaux soumissionnés étaient accomplis : ce pays nerveux, occupé de ses besognes ou de ses plaisirs, divisé entre des milliers et des milliers d'intérêts contradictoires, ne repassant jamais par les états d'esprit qu'il a traversés une fois.

D'autres gouvernements ont commis des oublis fâcheux ou proclamé des amnisties utiles, mais celui-ci est composé de telle sorte que l'oubli est sa règle ; l'étourderie et l'impudeur, sa nature même ; la demi-mort de la distraction et du sommeil, sa vie essentielle. Comme disait un personnage de M. Anatole France dont nos réflexions ne font ici que paraphraser et éclaircir

l'antique et véritable parole<sup>254</sup>, la justice et l'intelligence lui sont également étrangères. C'est un gouvernement extérieur à l'humanité<sup>255</sup>.

On commettrait aussi une injustice grave en le comparant à quelque animal inférieur. Même le végétal pousse et s'accroît par sa vertu interne, par un intime procédé de germination et d'évolution, le secret *nisus* qui s'exerce du dedans au dehors. Ici, c'est du dehors au dedans que s'exercent tous les stimulants, toutes les poussées. Il est tellement vrai que la République est gouvernée par des faits extérieurs à elle et à nous, que la preuve ou l'aveu en éclate dans ses journaux.

Prenez, lecteur impartial, le plus grand de tous. Ouvrez *Le Temps*. Si vous suivez les hauts et les bas de sa ligne quotidienne, vous verrez que, dans les questions de politique militaire, qui sont, au juste, les plus importantes pour la nation, cette ligne aura consisté à imiter exactement les hauts et les bas de la politique militaire allemande. Un projet de loi militaire impérial est-il annoncé ? Vite, s'écrie le vieux journal républicain, aux armes ! Et d'aligner des statistiques, et de publier des tableaux, et de montrer qu'il faut répondre à l'ennemi ainsi menaçant et armant ! Mais la presse allemande et le gouvernement allemand aiment-ils mieux faire les morts pendant quelque huit jours ? Aussitôt, loin de flairer l'embûche du silence et de mettre à profit les sérieux avertissements du passé, le zèle du *Temps* et de ses confrères républicains patriotes se ralentit, ils lâchent des articles favorables à des concessions et à des réductions ministérielles qu'ils eussent blâmées comme inacceptables trois jours plus tôt. Mais que le bruit des armes recommence à courir, depuis la Spree jusqu'au Rhin, à travers les organes et les conseils de Guillaume II, la trompette guerrière retentit vive et chaude parmi les abonnés de M. Adrien Hébrard et, de nouveau, les statistiques font rage, les dénombrements font fureur, on croirait assister au départ pour le camp dans la pièce d'Aristophane. Et l'ardeur tombe dès que l'alerte s'apaise sur l'autre versant des Vosges. Prolongée, au contraire, l'alerte extérieure prolongera et perpétuera cette ardeur, laquelle variera exactement comme sa cause et suivra avec non moins de docilité toutes les suggestions, toutes les impulsions, toutes les directions qui seront données de là-bas.

Est-il situation moins libre ou plus servile ? Peut-on moins ressembler à une essence indépendante ? Est-il possible de se montrer plus complètement infidèle à la définition officielle d'une *démocratie maîtresse de ses destinées, justement fière de se gouverner elle-même* ? Le gouvernement qui fait vaciller

---

<sup>254</sup> Voyez page 54 de ce livre, en note.

<sup>255</sup> Sa politique « humanitaire » elle-même, tant vantée, retarde sur toute l'Europe. Ce qui la caractérise, c'est le nombre des illettrés, des criminels et des alcooliques, c'est l'incurie des administrations et l'audace effrénée des étrangers qu'il laisse s'installer en maîtres chez lui.

à son gré, je ne dis pas nos armements, mais la simple velléité de nous armer, ce gouvernement n'est pas celui de la France. Aucun roi ne règne sur nous à Paris, mais cela n'empêche qu'on est gouverné par un roi et que la République affranchie de nos Capétiens est en fait, la sujette docile du Hohenzollern. Sous la main de l'empereur-roi, notre République ressemble aux ludions qui montent ou descendent dans le bocal selon les coups de pouce sur la membrane, au caprice du physicien. Comment en serait-il autrement ? Où l'opinion gouverne, personne ne gouverne, la spontanéité gouvernementale n'a même plus de centre, d'organe, ni de lieu : athénien, polonais, français, l'État ne peut plus que flotter comme un bouchon de liège, sinon rouler comme une boule de billard. Toutefois, si l'indépendance et l'initiative tombent ainsi à rien, cela n'annonce pas du tout la fin du mouvement et des tribulations : au contraire ! l'activité que nous n'avons plus, on nous l'imprime ; si nous ne marchons pas, on nous fait marcher. Marcher, c'est subir et souffrir pour ce gouvernement né passif.

Il ne souffrira pas dans son corps parce qu'il n'en a point (j'entends un corps unique rassemblé par un même réseau nerveux), ni dans son âme, dont il est plus dépourvu encore : mais il en souffrira d'autant plus fort et plus profondément dans les chairs vives qu'il juxtapose. L'État démocratique souffrira dans ses membres, patriotes et bons citoyens tout d'abord, dans l'ensemble de ses administrés ensuite. Les bons Français souffriront de sentir que l'effort patriotique leur est imposé comme les pures suites et les simples effets des mouvements conduits contre eux par un prince étranger. Ils souffriront de voir comment la réaction nécessaire, au lieu de les fortifier, les divise encore, les épuise peut-être, par le fait de l'entre-choc armé des factions. Ce ne sont guère là que souffrances morales. Mais, comme peu de démocraties répondent autant que la nôtre à leur définition théorique la plus sévère, nous approchons manifestement d'une zone où les particuliers recevront leur part matérielle et directe de chacun des maux de l'État, qui seront d'autant plus sensibles qu'ils auront été précédés d'une période plus longue ou plus profonde d'inerte insouciance et de fausse sécurité. Tous souffriront alors de cet effort violent qu'ils devront faire pour rattraper l'avance de l'Ennemi, et aussi de l'effort qu'ils ne pourront pas faire, et aussi de celui qui, à peine ébauché, sera brisé ou dispersé par l'événement. Il faudra de toute façon s'émouvoir enfin ! Et, quelque bonne chance que puisse encore ménager l'âcre stimulant du péril, c'est un jeu dangereux que de se fier à ce risque, il est infini, et mieux vaudrait cent fois se pourvoir à l'avance, et le plus tôt possible, d'une organisation nouvelle et sérieuse, capable de voir, de prévoir, afin d'être prête au jour dit.

Tel quel, notre régime d'une insuffisance sauvage, épanoui jusqu'aux derniers de ses effets, rejoindrait, atteindrait et frapperait non plus seulement « la France éternelle », mais l'être physique et moral de chacun des Français



vivants, nos contemporains : ils sont menacés dans leurs biens et dans leur vie. Un patriotisme lucide revêt donc naturellement les formes les plus hautes de la pitié. Comment ne pas s'apitoyer sur la destinée de générations florissantes conduites par l'ignorance, l'amnésie et l'aveuglement de l'État aux « cavernes de mort » de la plus sombre et la plus cruelle des boucheries ? Juste pitié qui se transforme bientôt en colère quand on découvre dans le monde officiel et officieux un effort insolent pour nier le mal et le justifier.

« Ce qui frappe », écrit un théoricien républicain qui en résume quantité d'autres<sup>256</sup>, « ce qui frappe le plus dans la doctrine royaliste, c'est l'édifice sur lequel elle repose » : l'idée « *du salut public* ». Cette idée nous « hypnotise ». Elle nous « inspire une véritable phobie » ; « dans cette disposition d'esprit, les inconvénients secondaires, les accidents fortuits, les défaillances individuelles du régime » « prennent une importance considérable, et leurs conséquences sont immédiatement généralisées ». Le royaliste montre « un noir pessimisme à l'encontre du présent », « les événements sont interprétés comme autant de marques de décadence ». « *En réalité, LA PATRIE N'EST PAS EN DANGER, et sa sauvegarde ne réclame aucune mesure de SALUT PUBLIC* ». — « *À l'extérieur, aucun péril immédiat ne nous menace, et à l'intérieur, la France traverse une crise d'évolution tout comme les autres puissances européennes.* »

Ne pouvant parvenir à rendre les résultats de la République conformes aux lois de la raison, aux conseils de la prévoyance, on essaie d'altérer le texte de ces lois inscrites pour nous fermer les yeux sur des résultats désolants. Les phénomènes de triste insouciance et de honteuse impéritie, dont il est impossible de contester l'éclat, on s'efforce de leur conférer la reconnaissance de droit. Ils sont normaux, puisque la norme est le régime ! *L'esprit* du régime rejoint et égale ainsi la stupidité de son être matériel ; dès que les choses le menacent trop clairement, il prie les choses de lui apparaître couleur de nuit : c'est l'affaire d'un coup de lancette sur la rétine. Un aveuglement théorique et volontaire confirme alors l'aveuglement pratique : les citoyens distraits ont raison de l'être, leur distraction et leur légèreté sont *morales*,

---

<sup>256</sup> M. Léon Jacques, docteur en droit, *Les Partis politiques sous la III<sup>e</sup> République*, p. 186 et suiv.

sont *politiques*<sup>257</sup>. Très sages de ne pas s'instruire. Plus sages encore de s'y refuser.

Comprenons la nécessité naturelle de cette philosophie, il n'en est pas d'autre permise en gouvernement d'opinion ; comprenons aussi quelle décadence elle dénote et multiplie, surtout quels dangers elle annonce. Au bas mot, en termes concrets, elle doit nous représenter 500 000 jeunes Français couchés, froids et sanglants sur leur terre mal défendue<sup>258</sup>.

Telles apparaissant les cruautés naturelles à l'illusion inconsciente, plus naturelles encore à la fable officielle enseignée et vécue, la publication de *Kiel et Tanger* se présentait comme un devoir. Il fallait publier l'avertissement ou renoncer à toute pitié pour la France. Que pesait même l'appréhension du dommage causé à notre bon renom à l'étranger ! Notre figure extérieure est chose précieuse : mais avant elle doivent passer l'être réel de la patrie à garder ou à rétablir, par conséquent la destruction du trompe-l'œil politique existant, par conséquent la destruction des sophismes obturateurs dont on le protège, par conséquent l'institution d'un régime de chair et d'os animé d'un cœur d'homme, éclairé et conduit par l'humaine raison.

---

<sup>257</sup> Depuis, un député, ancien ministre, M. Paul-Boncour (séance de la Chambre du 1<sup>er</sup> juillet 1913), a développé jusqu'au bout la pratique de ce système. Pour établir qu'il n'y avait pas lieu d'augmenter le temps de service actif en dépit de l'accroissement de l'armée active allemande, il a montré que, à aucun moment, la République n'avait voulu recourir à cette augmentation, et bien au contraire « *quelle qu'ait été la gravité des circonstances diplomatiques, malgré les augmentations continues, croissantes, des effectifs allemands* » ! Il y avait alerte européenne grave en 1882 : moment où Gambetta proposa la réduction du service de cinq à trois ans ; il y avait alerte grave en 1889 : quand M. de Freycinet réalisa la promesse de Gambetta. Il y avait alerte en 1905 (après Moukden, avant Tanger) : quand le service militaire fut réduit à deux ans. Conclusion : s'il y a alerte en 1913, il n'y a qu'à continuer dans le même sens et à réduire de plus en plus le service. . . C'est ainsi que l'on substitue habilement à la loi utile les fautes et les erreurs commises contre elle ; on fait prendre pour ce qui doit être ce qui a le malheur d'exister.

(Voir appendice XXII.)

<sup>258</sup> Rappelons ici que Maurras écrit ces lignes en 1913. (N.D.É.)

# Chapitre IV

## Essai loyal d'une réforme après Agadir

Il n'y eut pas à regretter cette publication. Les adversaires naturels de la vérité politique ont accusé M. Alcide Ebray, l'auteur de la pessimiste *France qui meurt*, d'avoir renseigné l'ennemi sur notre point faible. Personne n'a osé proférer la même absurdité haineuse contre mon livre<sup>259</sup> ; plutôt qu'on ne l'a diffamé on s'est même efforcé de faire droit à ses critiques ; quelques sombres confirmations nouvelles qui aient été apportées depuis 1910, on ne peut même dire que les pronostics de *Kiel et Tanger* aient été perdus pour l'ordre des réformes immédiatement praticables.

On nous a écouté, mais, malheureusement, d'une façon trop partielle, sur les points trop secondaires de la question : on n'a pas consenti à renverser la République ; dès lors le désordre a dû persister dans la mesure où il était républicain. Ce n'est pas peu de chose.

À voir les choses dans leur ensemble, tous les maux que nous avons observés de 1895 à 1905, et que nous avons vus s'amplifier de 1905 à 1910, se sont reproduits de 1910 à 1913. Ils ne pouvaient pas ne pas se renouveler, leur génératrice ayant été respectée. Du moins, leur répétition devrait nous rendre le service de mettre hors de doute l'élément qui les a causés. Dix-huit ans d'observation, d'analyse, de prévision vérifiées, en déposent. L'élément qui n'a pas cessé d'agir de la même manière sous l'administration et sous la présidence des factions opposées et des cabinets différents ne sauraient être que celui qui n'a pas varié durant ces dix-huit ans, celui qui est également réparti entre ces années, celui qui se retrouve pareil dans ces factions, ces cabinets, et ces présidences. Si ce n'est pas la République, qu'est-ce que c'est ?

---

<sup>259</sup> Que ceux qui ont imposé au peuple des Gaules le gouvernement d'opinion portent la peine des effets produits par la révélation de notre faiblesse : ils le disent eux-mêmes, tous les progrès sont à ce prix.

M. Briand, M. Monis, M. Caillaux, offraient entre eux bien des traits de diversité ou même de contradiction : mais comment leur politique extérieure aurait-elle évité de reproduire les mêmes misères ? De toute évidence, pareil échec attend tout autre individu et tout autre groupe, vous, moi, n'importe quel mammifère qu'on soumettra au même jeu de discussions effrénées dans la même « absence de prince<sup>260</sup> », au même conflit rituel d'opinions, d'intérêts et de coteries, à la même nécessité de faire prévaloir les conditions vitales des partis sur les conditions vitales de la patrie ; enfin à la nature d'un État où chaque intérêt particulier possède ses représentants attitrés, vivants, militants, mais où l'intérêt général et central, quoique attaqué et assiégé par tous les autres intérêts, n'est pas représenté, n'est donc pas défendu, par personne ! sinon par hasard ou par héroïsme ou par charité, et n'a, en fait, aucune existence distincte, n'existant qu'à l'état de fiction verbale ou de pure abstraction, agitée et brandie successivement ou simultanément par les créatures et par les meneurs de tous les partis.

La République académique de M. Poincaré a bien pu succéder à la République financière de M. Caillaux ou à la République bohémienne des premiers ministères Briand ; la distinction et le talent de quelques personnages ministériels n'ont pu améliorer l'administration. Et même la substitution d'apparences louables à des apparences qui ne l'étaient point ne pouvait être l'œuvre spontanée et propre du régime. La tentative, l'honnête effort a bien eu lieu sous l'aiguillon des partis, mais pas de leurs partis, pas des partis républicains : c'est à ses adversaires nationalistes et royalistes, c'est à nous, s'il vous plaît, que la République dut l'initiative de ses derniers beaux jours.

Pour élever une aspiration, même faible, vers l'intérêt de la patrie, l'État républicain, même provoqué d'Allemagne, a eu besoin de se sentir pressé à l'intérieur, et dans les œuvres vives de la coterie qui le mène. Parmi les accoucheurs de la réaction poincariste, on ne découvre aucun moyen de ne pas compter ce petit livre, dont la contribution se mesure à la part qu'il a prise à l'effort de l'Action française depuis cinq ans.

Cela ressortira d'un rapprochement entre deux époques.

En 1905, nul mouvement d'opinion n'a suivi le coup de Tanger : c'est qu'en 1905, l'Action française n'avait pas encore sa librairie, son Institut, son journal, ni sa forte prise sur la jeunesse et sur l'élite intelligente du pays. En 1911, au contraire, l'esprit public a réagit devant le coup d'Agadir : c'est que, en 1911, nous étions là, avec toutes nos forces, hommes et idées. Guillaume II n'était plus seul à stimuler la République ; une autre action que celle de la *Wilhelmstrasse* s'exerçait sur le monde républicain : par l'effort d'un jeune journal parisien, par son contrôle impitoyable, le monde

---

<sup>260</sup> Ce mot est de M. Anatole France.

républicain le plus avancé dut se mettre à penser et à parler à la française, dont il avait perdu l'habitude et le goût.

Sous la simple menace de l'empereur allemand, on n'avait guère fait que des réponses démocratiques et républicaines, c'est-à-dire discontinues et brèves, comme il convient aux êtres qui sentent à peine, enchaînent peu, ne pensent rien : notre œuvre aura été d'éclaircir la vue du péril, et de la débrouiller, et de la rendre intelligible : d'en faire chaque jour un rappel très concret. Assurément, l'Allemagne de 1911 aura, plus qu'en 1905, pressé le bouton, mais nous l'avons bien remplacée dans l'intervalle des sonneries. Et c'est alors que le pays a répondu par des efforts de réflexion personnelle qui ont réorganisé toute sa pensée. De là est sorti ce qu'un publiciste<sup>261</sup> a pu appeler une « renaissance de l'orgueil français » et qu'il faudrait appeler plutôt un retour de l'intelligence politique française.

L'attitude de la presse républicaine envers notre livre put en témoigner à partir de ce moment-là.

De juillet 1910 à juillet 1911, on avait chicané sur *Kiel et Tanger*. Mais, du jour où la *Panther*<sup>262</sup> menaça le Sud marocain, tout conteste s'arrêta et l'on se mit à le réciter, à le récrire, à l'utiliser. Nos trois cents pages devinrent le manuel du journaliste ou du politique, et l'on en adoptait jusqu'aux plus modestes détails de vocabulaire. Quel était le conseil prodigué inlassablement par les journaux républicains aux négociateurs de la République ? Le conseil même que nous avions ressassé : il faut « manœuvrer » l'adversaire pour n'être pas « manœuvré » par lui... Que blâmait-on dans notre politique extérieure ? Comme nous, la discontinuité, l'ataxie et, dès lors, le défaut d'activité spontanée. On allait jusqu'à dénoncer le défaut central à sa place, dans ces vides supérieurs de l'État que le député socialiste Marcel Sembat m'avait très bien définis, dans une lettre antérieure<sup>263</sup>, « *un trou par en haut* » : quand, au cours des débats sur l'accord congolais, le cinquième ou sixième successeur de M. Delcassé, M. de Selves, se vit réduit à quitter la place, sa lettre publique au chef de l'État déplora que « à notre politique extérieure » fissent défaut « *l'unité de vues et l'unité d'action solidaire*<sup>264</sup> ». La solidarité nationale en un régime de parti ! On souhaitait cette chimère, on proposait d'autres remèdes ridicules et palliatifs dérisoires ; mais c'était toujours du même côté que se tendaient les regards et les intelligences. On sentait distinctement ce qui nous manquait.

---

<sup>261</sup> M. Étienne Rey.

<sup>262</sup> Nom de la canonnière allemande dont la présence dans le port d'Agadir provoqua la crise avec l'Allemagne en 1911. (N.D.É.)

<sup>263</sup> Voyez l'appendice XV.

<sup>264</sup> Lettre du 9 janvier 1912.

« Nous n'avons pas, nous ne pouvons pas avoir...! » L'épigraphe de M. Anatole France obsédait les esprits comme l'ombre portée par l'illusion républicaine à son couchant. La presse officielle ne pouvait pas nommer l'immense lacune, mais elle en trahissait la haute anxiété. Anxiété, non pas doute. Sentiments avivés et empoisonnés, par une terreur manifeste que la France tout entière n'en vînt à reconnaître l'inaptitude ou l'indignité de la République. Comme il arrive en temps de crise, on pouvait voir glisser les plus secrets des masques, ceux que prend une idée avant même de s'énoncer.

Après M. Anatole France et son mot terrible et fameux, le plus grand succès de l'époque aura été pour un autre Athénien l'orateur Démosthène. Nous avons cité à plusieurs reprises le reproche sanglant qu'il adressait à ses compatriotes qui, sans même avoir été réellement vaincus par Philippe, se comportaient en sujets de ce roi, puisque l'initiative guerrière, comme l'impulsion politique, ne leur venait jamais de leurs conseils, mais de ceux du Macédonien. Peut-être sans l'avoir voulu, l'orateur démocrate, par la pure lumière où il a mis le fait, a démontré pour notre siècle quel état de passivité politique est attaché à toutes les démocraties de l'histoire. Voici ses paroles :

*Athéniens, il ne faut pas se laisser commander par les événements, mais les prévenir : comme un général marche à la tête de ses troupes, ainsi de sages politiques doivent marcher, si j'ose dire, à la tête des événements ; en sorte qu'ils n'attendent pas les événements pour savoir quelle mesure ils ont à prendre, mais les mesures qu'ils ont prises amènent les événements.*

*... Vous faites dans vos guerres avec Philippe comme fait le barbare quand il lutte. S'il reçoit un coup, il y porte aussitôt la main. Le frappe-t-on ailleurs ? il y porte la main encore. Mais de prévoir le coup qu'on lui destine, ou de prévenir son antagoniste, il n'en a pas l'adresse, et même il n'y pense pas.*

*... Jamais de projets arrêtés ! Jamais de précautions ! Vous attendez qu'une mauvaise nouvelle vous mette en mouvement. Autrefois, peut-être, vous pouviez sans risque vous gouverner ainsi mais le moment décisif est venu, il faut une autre conduite.*

C'est un excellent signe que ces claires paroles n'aient pas été perdues pour nos bons confrères. Beaucoup s'y sont précipités avec une avidité presque touchante. Dès le lendemain d'Agadir la réminiscence sortait par tous les pores des grands journaux parisiens. Avec un ensemble admirable, en des termes presque pareils, on sommat le gouvernement de prévenir l'Allemagne au lieu de se laisser prévenir par elle, et sans se soucier le moins du monde de savoir si le régime était capable d'une telle gymnastique ou si l'essai ne ferait pas tomber (comme en 1895 M. Hanotaux) de Charybde en Scylla (oui, de

l'inertie périlleuse naturelle à la République dans l'agitation pleine de danger inhérente à une politique monarchique sans monarchie), on pressait M. Jules Cambon et M. Joseph Caillaux d'arrêter des plans à l'avance et de suivre d'amples desseins, sagement médités. On déplorait que notre diplomatie fût également incapable de riposter avec choix ou d'attaquer avec intelligence et qu'au lieu de se protéger par des feintes, elle se jetât imprudemment sur le fer ennemi. L'antique métaphore venue de la lutte à mains plates cédait à des images tirées du jeu des salles d'armes, mais la pensée était la même, la haute inspiration reconnaissable, et d'ailleurs suggérée par l'analogie des époques et des régimes. Il reste trace de cet état d'esprit dans le recueil des articles publiés à cette date par le principal porte-parole du gouvernement républicain dans la presse, l'auteur du *Mystère d'Agadir*, M. André Tardieu. Un de ses admirateurs et ami zélé, M. René Pinon, du *Temps*, analysant ce précieux recueil, a pu écrire avec justesse :

*Il y a, dans Le Mystère d'Agadir, une phrase qui revient à plusieurs reprises et qui en est comme le leitmotiv : — Au lieu « de mener les événements, la diplomatie française se laissa mener par eux. » (En note : p. 446, 451.) C'est, condensée en une formule, la grande faiblesse de notre politique extérieure : on dira qu'elle n'ose pas ou qu'elle ne sait pas prendre des initiatives... L'art de la politique ne consiste pas seulement à parer les coups et à faire face aux difficultés qui surgissent ; il consiste surtout à prévoir et à préparer de loin des solutions que l'avenir mûrira.*<sup>265</sup>

— À MARCHER, disait énergiquement Démosthène, À LA TÊTE DES ÉVÉNEMENTS COMME UN GÉNÉRAL À LA TÊTE DE SES TROUPES...

Une parole antique, où la vérité amenée à ses éléments simples et généraux peut atteindre à ce maximum de lucidité, devient tout à fait efficace<sup>266</sup> ; sa diffusion est un bienfait public. On eût simplement désiré que le malheureux Démosthène fût associé par MM. Tardieu et Pinon à l'épiphanie de son formulaire ; une mention modeste, signée d'un de ces grands publicistes républicains, aurait causé sans doute un plaisir obscur à ses mânes.

<sup>265</sup> *Le Temps* du 5 juillet 1912.

<sup>266</sup> Cette rapidité avec laquelle la pensée de Démosthène a été comprise, assimilée, emportée dans le flot de la circulation, comporte quelques leçons : et, d'abord, que les Français de 1911 n'étaient pas aussi barbares qu'on le prétend ; ensuite que la sage antiquité a prévu bien des choses que nous croyions d'hier, sa fréquentation, même intermittente, n'est donc pas sans fruit ; troisièmement, que, la démocratie étant ainsi toujours pareille à elle-même, à Athènes comme à Paris et à Varsovie, les républicains athéniens se conduisant devant Philippe comme les républicains français devant Guillaume II, il n'y a qu'un moyen d'améliorer la démocratie : la détruire.

Le précieux concours donné par M. Anatole France, Démosthène et les autres collaborateurs de *Kiel et Tanger*, ne se limita point à une information générale de l'esprit public non plus qu'à des utilisations de détail. Le service fut plus direct et plus actif encore. Munis de notre table sommaire des événements qui avaient commandé toute cette crise, les royalistes se trouvèrent en mesure d'interpréter jour par jour chaque fait nouveau surgissant et de le rapporter à ses causes intimes : — « Nous retrouvons *Kiel et Tanger* » ! « étudions *Kiel et Tanger* » ! sont des espèces de refrain qui scandèrent, de vive voix ou par écrit, des arguments auxquels nos démocrates n'avaient pas de réplique.

Plus encore qu'une doctrine on y trouvait une méthode efficace et satisfaisante. C'est pourquoi les plus jeunes, les plus libres d'esprit d'entre les patriotes attardés dans la République, en comparant notre analyse des diverses difficultés antérieures à tel accident qui venait de leur être appris, ont saisi le rapport et se sont délivrés de l'erreur politique ; on les a vus quitter allègrement le camp troublé du régime des dissensions et des incohérences pour la doctrine de l'unité, de la durée et de l'autorité. Un grand aîné, M. Émile Flourens, donna le même exemple de haute vertu. Mais la plupart de ceux qui étaient de son âge restèrent enchaînés par les habitudes et les intérêts du passé : les concessions et les emprunts qu'ils ne cessaient pas de nous faire n'en montrèrent que mieux le degré de la prise qui s'exerçait sur eux. Comme on dit en logique, ces messieurs répétaient nos « prémisses » en faisant de leur mieux pour y adapter les « conclusions » d'un démocratisme opiniâtre ou résigné, mais le principe de cet effort ne venait guère que de nous. La patrie profitant du décalque et démarquage, il n'y avait rien que d'honorable pour tout le monde.

Pour citer un exemple aussi tranché que possible, à peine M. Delcassé fut-il devenu ministre de la Marine, qu'il nous donna la satisfaction de mettre à profit les conseils rétrospectifs que nous lui avions prodigués : reniant la pratique d'un septennat antérieur<sup>267</sup>, il associa l'opinion au travail de ses directions, appela la presse dans le vestibule de ses comités techniques, organisa la grande revue navale du 4 septembre 1911, enfin convia les multitudes françaises à collaborer aux efforts de son gouvernement. Le même homme qui avait jalousement renfermé dans ses bureaux une politique susceptible d'intéresser le patriotisme français se rendait maintenant au reproche élevé par nous.

« Eh ! quoi... » avait grondé le XIX<sup>e</sup> chapitre de *Kiel et Tanger*, « votre défi à l'empereur remplit la presse européenne, y compris la russe et la turque.

---

<sup>267</sup> M. Delcassé avait été ministre des Affaires étrangères de 1898 à 1905 avant d'être ministre de la Marine en 1911 et 1912.



Et voilà qu'une seule presse, une seule opinion, en est tenue absolument ignorante, et c'est la presse officieuse de votre pays, c'est notre presse nationale ! L'opinion française est censée gouverner, et vous ne faites rien pour l'avoir avec vous. Vous ne faites rien pour émouvoir le pays et pour l'associer à votre mouvement... » <sup>268</sup>

Le Delcassé de 1911 voulut mettre les bouchées doubles. En janvier 1912, entrés après lui dans le ministère, le premier à la Guerre, le second aux Affaires étrangères, MM. Millerand et Poincaré tentèrent comme lui de ne pas faire une politique nationale sans le concours de la nation. M. Poincaré ouvrit au quai d'Orsay une espèce de salon de réception, les méchants dirent de fumerie, pour y recevoir toute la presse parisienne ; M. Millerand compléta d'heureuses initiatives techniques, par des spectacles et des manifestations qui permirent aux patriotes de revoir enfin des soldats dans la rue et d'y saluer le drapeau ; les officieux furent priés de dire et d'imprimer que nous conservions une armée digne d'estime et que ses chefs n'étaient point du tout des fléaux publics qu'il y eût lieu d'accabler de notre mépris. L'idée des retraites militaires, souvent réalisée d'une façon très heureuse, témoignait de l'appel répété aux bonnes volontés du pays. Les généraux et les amiraux de carrière succédant aux militaires politiciens qu'on remerciait, rentrèrent dans les directions administratives avec une faveur qui rendait confiance. Le gouvernement adopta dans ses déclarations publiques et dans ses journaux un langage frappé au coin des idées nouvelles : il déclarait vouloir répondre de l'intérêt général, ou, disait-il encore, de l'intérêt national qu'il opposait correctement à l'intérêt particulier (c'est-à-dire aux partis, c'est-à-dire à la République !). Ce langage réactionnaire était parlé par tout le monde à l'*Officiel*, au *Temps*, dans les communiqués du Conseil des ministres, et tout homme en place se montrait résolu à tirer parti du progrès que la critique royaliste avait fait accomplir dans l'intelligence des grands devoirs.

Croyant le succès assuré, des républicains optimistes perdirent toute retenue : sans discrétion, ils confessèrent d'où leur étaient venus l'exemple et la leçon. Oh ! ils se hâtaient d'ajouter que les royalistes avaient perdu, « depuis quinze mois », « le plus beau de leurs forces, le privilège du patriotisme » (ce qui déjà donnait à croire que nous avions détenu ce privilège un bout de temps, concession qu'au surplus nous ne demandons guère, car le patriotisme peut être partout : éclairé ici, là obscur). Ils en déduisaient que dès lors notre « rôle politique avait diminué d'intérêt ». Avec M. Étienne Rey, jeune écrivain à qui j'emprunte ce cri de joie bien naturel, mais irréfléchi, comme la suite l'a démontré, ils croyaient pouvoir se réjouir en ces termes :

---

<sup>268</sup> Voir pages 120 et 121.

La marque d'un gouvernement valide, de même qu'un organisme bien portant, c'est de savoir tirer de toutes choses les éléments les plus utiles pour se les assimiler. C'est ainsi qu'a procédé la République à l'égard du nationalisme et de l'Action française. Au début, elle a repoussé toutes les manifestations de leur idéal traditionaliste, parce qu'elle voyait dans ces survivances du passé un danger pour elle ; mais dès qu'elle a pu s'assimiler sans péril certaines parcelles de cet idéal, elle n'a pas hésité... De là, la disparition actuelle du préjugé contre l'armée (*hélas !*) ; de là ce désir d'un gouvernement qui gouverne ; de là enfin cet effort pour développer dans tout le pays le patriotisme.

L'auteur républicain ajoutait à ces prétentions généreuses, mais sans mesure, un témoignage loyal, environné de vaines réserves :

L'idée qui présidait au Boulangisme et au nationalisme était belle et grande : la fidélité au souvenir de la défaite, le culte de la revanche, le respect de l'armée, le souci des traditions purement françaises, le goût d'une certaine fierté nationale, en furent, à côté de bien des petitesse, les plus nobles aspects. C'est cette même idée que, depuis dix ans, l'Action française a reprise et élargie. Et en cela elle a accompli une œuvre salubre. Il est certain qu'il y a quelques années, *le sentiment de la patrie avait fléchi dans tout le pays* ; en lui donnant une forme vigoureuse et combative, l'Action française a préparé son réveil et pris une part des plus actives au mouvement actuel de renaissance française.

Mais, cette renaissance désormais lancée, assurée, notre mission était finie, M. Rey croyait pouvoir l'affirmer dans une formule augurale : « Le meilleur de la doctrine nationale est maintenant entre les mains du parti républicain. »

Mains débiles ! Mains incapables de prendre ou de retenir fortement autre chose que les avantages immédiats du pouvoir ! Qu'autrefois elles eussent laissé échapper le soin de la grandeur et de l'orgueil français, M. Étienne Rey ne permettait plus d'en douter. Que, depuis, ces pauvres mains fussent plus ou moins agitées du désir de nous reprendre un noble dépôt, ce n'était pas niable non plus. Mais, vu et jugé à distance, leur désir n'a plus qu'une valeur historique et n'importe plus guère qu'à la chronique des intentions et des tentatives. Seulement, celle-ci présenta un vif intérêt pour la passion avide avec laquelle le monde républicain se jeta sur des idées et des formules qui plaisaient, non seulement par la mise en ordre et la mise en œuvre, mais par l'extrême convenance à la situation.

Déjà bien avant Agadir, et Jules Lemaître l'avait remarqué, certaines jeunes équipes républicaines, celle surtout qui entourait Aristide Briand <sup>269</sup>, tendaient à souscrire à tout ou partie du programme d'Action française, dont elles jalousaient le très vif succès dans l'élite de la nation, sans en toujours saisir les raisons et les causes. Néanmoins ces tendances étaient circonscrites à de très petits groupes, elles s'agitaient dans des caves.

Le réveil d'Agadir leur permit de se manifester au grand jour parce qu'elles étaient dès lors autorisées à classer nos idées comme nous les classons, par rapport à leur axe, à leur centre normal : sentiment national, intérêt national. Le patriotisme était redevenu à la mode, on n'en rougissait plus, il devenait même une manière de parure. Bientôt, l'équipe poincariste, en réalisant mieux qu'aucune autre ce qui avait été rêvé sous Briand, ne garda plus aucune mesure de prudence dans son extrême application à nous refléter, et, comme nous, dans les mêmes termes, elle appela la patrie régionale et municipale au service de la commune patrie française ; contre tous les usages de la démocratie, sans peur de chagriner M. Joseph Reinach par d'intempestifs « réveils du passé <sup>270</sup> », on parla provinces, traditions, particularisme local ; le flanc de nos vaisseaux de ligne naguère étrangement timbré aux noms d'*Ernest-Renan*, d'*Edgar-Quinet*, de *Démocratie* ou de *Justice* fut signé *Lorraine*, *Bretagne*, *Provence*. À cette religion du sol de la France, on ne craignit pas d'ajouter le culte de son histoire : les deux années 1912 et 1913 virent librement circuler à travers les rues de Paris ce cortège de Jeanne d'Arc pour lequel, aux trois années précédentes, les Camelots du roi avaient dû affronter les batailles contre la police et la prison qui s'ensuivait. On donnait même de timides coups de sonde dans la direction des questions sociales pour essayer de les résoudre sans antagonisme de classe et abstraction faite de l'anarchisme démocratique... C'était notre programme presque au complet, reconnaissable à tous les ornements empruntés aux Lettres et aux Arts dont nous avions pris plaisir à le décorer. Pour en faire tenir ensemble tous les éléments et pour le faire vivre, il n'y manquait plus que le Roi. Mais en ce temps-là (l'année dernière), on aimait à se déclarer « Action française sans le roi ». Ce mot, qui a couru certains milieux officiels, nous a été rapporté souvent. Ce qu'allait devenir le programme royal, conçu pour remonter cent vingt années de révolution et d'erreur, mais ainsi amoindri et, pour ainsi dire, tronqué de son moyen, de son royal organe d'exécution, ce fut pour nous, durant quelques mois, un digne sujet de curiosité. Curiosité sans malveillance : il ne pouvait pas nous déplaire d'assister à la mise en essai de

---

<sup>269</sup> Y compris *La Démocratie sociale*, qui rage à chaque fois qu'on le lui rappelle.

<sup>270</sup> Reinach : *Le Matin* du 19 avril 1895. – L'article de M. Reinach a été recueilli dans *Un débat nouveau sur la République et la décentralisation*, par Paul-Boncour et Charles Maurras.

notre programme. Curiosité sans illusion : nous savions comment tournerait cet effort insensé de disciples inattendus.

Pour que l'échec eût toute sa valeur probante et démontrât l'usage de l'outil historique dont on prétendait si cavalièrement se passer, il convenait que l'expérience républicaine se poursuivît en toute liberté, comme un essai loyal, sans coup de pouce royaliste, les événements seuls ayant la charge de mettre en lumière la vérité. Le patriotisme nous rendit cette réserve plus que facile.

Sans conteste possible, dès l'époque des négociations congolaises, de juillet à novembre 1911<sup>271</sup>, et pendant la période d'agitation parlementaire qui précéda la ratification du traité franco-allemand, nous aurions eu des occasions de mettre le gouvernement dans un vif embarras. De ces révélations qui, plus tard, en janvier suivant, abondèrent dans les journaux et dans les commissions, on était venu nous proposer quelques-unes. Nous les avons toutes très impartialement ajournées. À ces informateurs bien intentionnés, mais emportés par la fureur que donne l'habitude de l'opposition, nous avons répondu qu'il nous était moralement impossible d'affaiblir à l'extérieur la position de la France, soit dans la personne d'un ambassadeur, fût-il irrégulier, soit dans celle de l'un des ministres en fonction. Il était évident que la place Beauvau, où est l'Intérieur, faisait la guerre au quai d'Orsay, où sont les Affaires étrangères, et que la rue Oudinot, où l'on a relégué les Colonies, n'était pas toujours en accord avec les deux autres maisons ; dix ministres, douze ministres, chacun avec sa faction, avec son parti, c'étaient les forces de la France dix ou douze fois divisées, par ces administrations concurrentes au lieu d'être accrues et multipliées par la concordance de leurs efforts : comme nous avons résolu de servir le pays, mais non de le perdre, nous n'avons pas voulu ajouter un atome de désordre à cette anarchie ; nous n'avons ni prononcé un mot ni fait un signe qui pût gêner personne même dans la chiourme de M. Caillaux, à plus forte raison dans le bateau qui suivit : lorsqu'un partisan trop pressé nous reprochait notre réserve, il était simple de montrer, par l'autorité d'un axiome royal, que, s'il existe un lieu où le respect des intérêts nationaux garde son refuge, c'est bien dans les cœurs royalistes. Au surplus, ne manquions-nous pas d'ajouter, l'opposition n'y

---

<sup>271</sup> Ce traité de 1911, auquel Maurras a déjà brièvement fait allusion plus haut, est celui qui fixa les frontières de la colonisation allemande du Cameroun, bordé par le Nigéria anglais le Gabon français et l'Afrique Équatoriale Française. Ce traité est une conséquence directe de la crise d'Agadir, le règlement ayant consisté principalement en ce que l'Allemagne renonçait à ses ambitions au Maroc en échange du Cameroun. La présence allemande ne fut effective que jusqu'en 1916 du fait de la guerre. (N.D.É.)

pouvait perdre : cette anarchie est assez forte par elle-même pour se passer de notre collaboration, *fara da se*<sup>272</sup>.

Et elle a fait.

---

<sup>272</sup> *Elle (se) fera par elle-même* : maxime des patriotes italiens au moment de l'unification italienne, qui voulait signifier que l'Italie n'avait besoin d'aucune puissance étrangère pour conquérir son unité. (N.D.É.)



# Chapitre V

## Le déclin de l'expérience Poincaré

L'examen attentif des tendances politiques les plus récentes semble montrer que l'apogée de la nouvelle République nationale et conservatrice a été touché de janvier 1912 à janvier 1913, par le cabinet Poincaré. Combien fut rapide la décroissance !

On pouvait le prévoir d'après les difficultés rencontrées fin 1911, d'après la forte résistance que devaient opposer à un effort très honorable tout d'abord sa matière même, – puis les partis, – ensuite les hommes, – et, plus que tout, la suggestion pervertissante et corruptrice du système républicain.

Un matériel agité par trente ans d'anarchie est un instrument peu maniable et un pauvre soutien. Dès septembre 1911, neuf jours après la revue navale de M. Delcassé, l'organe officieux du monde maritime anglais <sup>273</sup> nous dissuadait de concevoir trop d'illusions sur le nombre des unités mises en ligne ; on en avait compté plus de cent : avions-nous, en réalité, plus d'une douzaine de bateaux utiles ? Vingt et un jours plus tard, d'autres amis anglais purent s'écrier : *Quelle malheureuse marine !* L'explosion de la *Liberté* aggravait le deuil national <sup>274</sup> de vingt sortes de doutes sur la qualité de la force ainsi déployée. On mit en cause qui l'on put : les chefs, les équipages,

---

<sup>273</sup> *Naval and Military Record* du 13 septembre 1911.

<sup>274</sup> Le 4 septembre 1911 avait eu lieu une grande revue de la flotte française à Toulon, en présence du président de la République Armand Fallières et du ministre de la Marine Delcassé. Le cuirassé *Liberté*, mis en service en 1908, était l'un des fleurons de la Marine française : il mesurait 134 mètres de long et jaugeait près de 15 000 t. Au petit matin du 25 septembre, le feu prit à bord de la *Liberté* qui renfermait plus de 5 000 obus. Malgré les efforts pour éteindre le feu, le bateau explosa, tuant nombre de ses propres marins et endommageant gravement de nombreux autres bateaux alentours. Lors des obsèques officielles des 148 victimes identifiées, on refusa aux syndicats de déployer leurs drapeaux rouges, et le président Fallières s'inclina devant l'évêque de Fréjus et Toulon : cela fit accuser le gouvernement de réprimer les syndicats tout en flattant le clergé. Durant le passage du cortège funèbre, divers mouvements de panique lancés par des rumeurs s'emparèrent de la foule et même d'une partie des soldats chargés de la contenir : il y eut 280 blessés.

la main de l'étranger insuffisamment surveillée ; on s'arrêta aux poudres. Cette discussion ne faisait que de commencer quand la flotte italienne, au 29 septembre, prit le large et gagna les bords de Tripoli, comme pour avertir des différences qu'il faut faire entre l'usage rationnel d'une flotte et ses vaines ostentations. L'enthousiasme militaire ne fut pas moins fécond en surprises désagréables : en particulier, l'aéronautique, si bien partie, servie par une corporation de héros, a déçu le peuple français, d'abord si confiant dans la nouvelle arme. Il en a gardé le cœur gros <sup>275</sup>.

Son désenchantement n'a pas été moins vif, lorsque, sur un plan bien inférieur, il s'est aperçu que les retraites militaires se développaient dans Paris de manière à entrer en conflits réguliers et comme désirés avec la jeunesse ouvrière des syndicats. Était-ce un coup de police ? Ou l'effet du gouvernement des partis dont la tradition naturelle, la pente nécessaire, étaient d'extraire du réveil national une recrudescence d'esprit diviseur ? Il faut bien que les partis s'accroissent en démocratie, et ils vivent de ce qu'ils trouvent. De toute façon, une intrigue invisible d'émissaires secrets travaillait à exciter les uns, à provoquer les autres, pour rendre aux Français la vie en commun insupportable, impossible l'activité en commun. L'opinion démocratique, même saine, est sommaire et brutale. D'elle-même, elle s'offre aux tentations de l'ennemi, faute d'y pouvoir prendre garde ou de vouloir y résister. Comment resterait-elle maîtresse de son mouvement ? Comment marcherait-elle sans être conduite et traînée ?

Pour conduire ou traîner, il eût fallu des hommes. Cette question du personnel, si elle n'est pas la plus haute de toutes, reste bien l'une des plus graves.

Suivant une habitude que l'on doit nous connaître et qui se vérifie dans ces pages mêmes, je n'incriminerai ni les intentions ni les volontés et, plutôt

---

Plus tard furent enterrés sans grands honneurs les restes des victimes trop mutilées pour être reconnaissables, au nombre estimé de 74.

L'accident arrivait après une série d'autres du même type, en particulier l'explosion de l'*Iéna* qui fit près de 200 morts en 1907. On évoqua l'espionnage et le sabotage allemand. On affirma la collusion de l'Allemagne et de certains mouvements socialistes ou anarchistes français. Jean Jaurès fut mis en cause par la presse en raison d'une homonymie avec l'officier qui s'était absenté de la *Liberté* le matin de l'explosion, et qui avait commandé dans le passé un autre navire accidenté quelques jours avant la *Liberté*, le cuirassé *Gloire*, accident qui avait fait neuf morts.

Il est admis aujourd'hui que la série d'accidents est due à la poudre dite *poudre B*, du nom du général Boulanger sous le ministérat de qui elle avait été adoptée par la marine : elle avait une fâcheuse tendance à s'enflammer spontanément à la chaleur. Delcassé fit rapidement adopter une nouvelle poudre. (N.D.É.)

<sup>275</sup> On peut voir ce que nous en disons, il y a trois ans, appendice V, *Dirigeables et aéroplanes*.



que de former des jugements d'ordre moral sur les décisions des personnes, j'aime mieux supposer des vues droites à tout acte normal, fût-il malheureux. Quant aux œuvres d'une utilité patriotique certaine, il déplairait beaucoup de les expliquer par des sentiments inférieurs : à tout homme de nationalité française, et de passé plus ou moins net, mais ayant montré quelque activité depuis Agadir, nous avons toujours accordé plus que l'estime et même plus que la gratitude. Pourtant, une question préalable se pose à propos des artisans de la réaction poincariste : à leur insu peut-être, est-ce qu'ils n'ont pas toujours un peu craint de trop réussir ? d'aller trop loin dans les directions purement patriotiques ? de trop céder à ce que le vocabulaire de leur jeunesse appelait réaction ? et, moyennant ces mots en l'air, ne leur inspirait-on pas avec trop de facilité la crainte de leur ombre ? les moyens utiles et nécessaires, les seuls, ne leur causaient-ils pas une aversion spontanée dont il faut tenir compte ? Ils devaient être aussi bien gênés par quelques-unes de leurs amitiés. Il n'est pas très facile de diriger le patriotisme français quand on est flanqué, à droite, de Reinach, à gauche, du traître Dreyfus.

Dès qu'un gouvernement ainsi formé règle plus ou moins honorablement quelque question nationale, il est placé dans l'alternative de deux malheurs : ou s'exposer, s'il persévère, à succomber à bref délai ; ou, pour ne pas périr, dépenser le crédit moral que lui vaut sa bonne attitude à commettre des infamies qui rassurent les pires éléments du « pays légal », du monde républicain orthodoxe. Il lui faut toujours rechercher la moyenne entre la trahison et le salut public : c'est là sa véritable *proportionnelle*. Et cette proportion, cet équilibre aussi invraisemblable qu'introuvable qu'il lui faut concevoir entre la vie et la mort de la France, représente un état d'esprit plus dangereux que tous les maux qui en sont le signe ou l'effet. Cette maladie qui consiste à trouver sage de penser premièrement à nous arranger de toutes nos plaies ne cédera qu'à un remède radical. Les expédients héroïques, fussent-ils insensés, sauveraient tout d'abord du comble de l'insanité : de la fausse sagesse.

C'est ainsi que M. Poincaré, président du Conseil, se vit sollicité, attiré, entraîné, au dîner Mascuraud, et peu de mois plus tard, dans l'exercice d'une fonction supérieure, à l'inauguration du buste de Ranc. Ranc signifie pourtant l'insurrection en 1871 et la destruction de l'armée en 1897-99. Le nom du sénateur Mascuraud est devenu synonyme du trafic électoral de la croix d'honneur. Ni l'armée ni la patrie ne gagnaient grand-chose à ces compromis du chef du gouvernement. Pourtant il ne faudrait pas croire que les sentiments ou les tendances intimes d'un républicain modéré fussent beaucoup contrariés par l'idée d'un hommage ainsi rendu à la corruption et à la destruction. Les deux hommes que nous pouvons traiter, pièces en mains, de corrupteurs ou de destructeurs de la France ont pris part à la fondation ou à la défense de

la République, et, de ce chef, tout haut dignitaire républicain doit estimer que leur œuvre est, à quelque degré, positive, utile, bienfaisante. Mais la contradiction de l'idée républicaine et de l'idée française n'en apparaît que plus vivace, étant réalisée au fond du même esprit : elle est faite pour dérouter l'homme d'État qui la porte en lui, ébranler, inquiéter et dérouter sa marche comme elle inquiète, ébranle et déroute aussi le public qui regarde et qui voudrait suivre...

Il est bien d'autres mauvais tours que l'esprit ou le fait des institutions jouèrent alors à leur personnel.

De par le texte des lois constitutionnelles, un moment critique approchait. Au fort de ces dures crises orientales, que l'Italie avait si savamment tirées de la Tripolitaine, on devait nous élire un nouveau président. Il aurait mieux valu l'élire à un autre moment. En monarchie, le mauvais hasard ou le crime peut seul créer des coïncidences de cette malignité. En République, la concordance pernicieuse naît de la loi écrite. La date, parfaitement connue à l'avance, de nos déménagements et transferts de pouvoir fournit une indication précieuse à l'Étranger, dont elle autorise, provoque et facilite les entreprises – comme il est déjà arrivé à la veille de l'élection Fallières, en 1905.

Quelque rôle qu'ait tenu l'Étranger dans les intrigues présidentielles de 1912–1913, la reconnaissance nationale républicaine y a souffert d'une vive déconsidération par la facilité avec laquelle ses plus grands chefs ont immolé tout au désir de leur promotion personnelle. On disait, par exemple, que M. Delcassé s'était indissolublement marié à notre Marine, et cette chaste épouse de sa pensée semblait devoir suffire à son bonheur en ce monde. Les esprits simples comme le mien s'en réjouissaient, parce que, malgré tout, ce ministre avait paru finir par réussir, en somme. Cependant, plusieurs occasions s'étant présentées à lui pour accéder, de la Marine, à la présidence de la Chambre des députés, réputée l'un des postes qui conduisent à l'Élysée, M. Delcassé avait répondu sans hésitation qu'il était prêt à tout quitter, bureaux, directions, commissions, arsenaux et escadres, pour se jucher un peu plus haut sur le degré de nos fonctions publiques.

Des remarques de même nature ont un peu dénimbé M. Poincaré quand il a délaissé, après une année d'exercice, dans une heure fort délicate, la direction personnelle des Affaires étrangères pour un poste de présidence où la décoration l'emporte sur l'action et sur les responsabilités. Déjà sa perspicacité avait été mise en doute quand il avait pris pour second aux Affaires étrangères un Paléologue, mètèque étourneau, bavard et sans consistance. Un certain nombre d'autres illusions s'envolèrent en le voyant quitter la partie difficile, et qui se compliquait, pour une affaire d'avancement personnel. Tant de fierté française, tant de calme lorrain n'étaient-ils que littérature ? On le

crut, on le dit. Voilà ce que notre *cursus honorum* fait penser. Voilà ce que la République fait de la réputation des républicains.

Dans le même remue-ménage, M. le ministre de la Guerre Millerand disparut, emporté, balayé sur la simple apparence du soupçon de ne pas pratiquer tous les rites de la religion dreyfusienne : un cas de conscience véritablement byzantin posé par le seul nom du lieutenant-colonel du Paty de Clam<sup>276</sup> sut primer et couvrir tout souci d'intérêt public. Si d'autres raisons mystérieuses se sont jointes au prétexte invoqué, il restera que ce prétexte aura suffi à justifier la retraite. Or, le scandale est là surtout ! Une fois de plus, la poussée du parti domina sans difficulté, ni discussion, ni résistance, domina sans effort l'intérêt du pays.

La même préséance se fit remarquer peu de jours après dans le débat sur la réforme électorale qui suffit à déterminer la crise ministérielle et rejeta du cabinet les derniers chefs du « ministère national ». Après le départ de Millerand, l'élection de M. Poincaré à la Présidence avait fait nommer, le 21 janvier, un nouveau ministre des Affaires étrangères, M. Jonnart : M. Jonnart fut en fonction jusqu'au 18 mars, date du nouveau remaniement. Cinquante-six jours au quai d'Orsay ! Ce fut presque trop long. Un passage de vingt-quatre heures, comme celui de M. Lebrun à la Guerre, n'eût dérangé personne ni rien. M. Jonnart n'était pas au courant des Affaires, mais il allait sans doute y être mis quand il quitta la place à M. Stéphen Pichon, surtout connu pour ses anciennes concessions à la Triple-Alliance. En même temps, M. Delcassé, malheureux au Palais-Bourbon, malheureux à l'Élysée, abandonnait sans qu'on sût pourquoi sa fidèle et chère Marine pour une ambassade à Saint-Pétersbourg.

Le cabinet suivant, présidé par M. Barthou, qui tutoie M. Poincaré, fournit, à son avènement, un signe manifeste de ses volontés patriotiques : le dépôt de la loi du service militaire de trois ans, demandée par le Conseil supérieur de la Guerre<sup>277</sup>. Le nouveau ministère donna un signe non moins clair de sa faiblesse constitutionnelle par son incapacité d'aboutir au vote rapide qu'imposaient alors les nécessités diplomatiques tout autant que l'intérêt militaire. Il eût fallu montrer à l'Europe belliqueuse la résolution et l'énergie du peuple français. L'opinion s'y prêtait de tout cœur. L'antimilitarisme se

---

<sup>276</sup> Alexandre Millerand démissionnera après guerre, alors qu'il sera président de la République et en conflit avec une partie de la Chambre des députés. Maurras parle ici de la démission de Millerand du poste de ministre de la Guerre, en 1913, sous la pression des dreyfusards, pour avoir réintégré du Paty de Clam en échange du retrait d'une plainte déposée contre le ministère par ce dernier dans l'une des séquences judiciaires – qui dureraient encore – de l'affaire Dreyfus. (N.D.É.)

<sup>277</sup> Le Conseil supérieur de la Guerre n'avait pas été consulté pour la réduction du service à deux ans en 1905.

mourait, même dans le journal<sup>278</sup> de M. Hervé ; le socialisme international n'osa point se montrer durant les premières semaines. Le champ était libre et ouvert, on pouvait marcher. Mais il eut fallu le vouloir ! Quelque tiraillement interministériel retarda cette volonté. Et, dès qu'on eût commis la faute de traîner et que la résistance eut été rendue possible, tout put résister à la fois : le formalisme parlementaire si lent, parce qu'il est timoré, inintelligent et paresseux ; puis les partis électoraux appuyant les partis révolutionnaires.

Au nom de la doctrine de la Démocratie, de son formulaire mystique, Jaurès et Sangnier<sup>279</sup> s'unirent sur le principe : *pas d'action gouvernementale*,

---

<sup>278</sup> *Le Soleil*. (N.D.É.)

<sup>279</sup> Il importe de rappeler ici l'enquête scandaleuse menée sur l'opinion de simples soldats par *La Démocratie* de Marc Sangnier, *La Critique du libéralisme* écrivait le 1<sup>er</sup> mai :

Déjà les bons esprits déploraient que l'adoption d'une mesure de salut national, définie comme telle par les autorités compétentes, réclamée comme telle par les hommes qui ont la responsabilité du gouvernement, dépendit des mille influences qui dominent la volonté des parlementaires : Marc Sangnier a trouvé le moyen d'étendre encore ce péril en conviant les officiers et les soldats en activité de service à joindre leurs voix à la cacophonie générale. Il ne nous manquait plus que cela, en vérité ! Et l'on se demande où s'arrêtera la contagion du *morbis comitalis*, maintenant que le sillonnisme a pu ainsi pénétrer impunément dans l'armée. Et il faut voir comme lui-même triomphe de l'« originalité » de son entreprise :

« Originale, écrit M. Georges Hoog, qui le contesterait ? Aucun journal, aucune revue n'a jusqu'ici, en effet, songé à demander à tous les militaires, officiers aussi bien que soldats, – les plus directement, les plus immédiatement intéressés dans la question, en définitive – leur opinion sur la réforme proposée par le gouvernement. »

Eh ! non, certes, « aucun journal, aucune revue » n'y aurait songé, et il fallait la perversion intellectuelle de Marc Sangnier et de sa cohorte pour concevoir une idée aussi saugrenue, aussi diamétralement opposée à toutes les données de la logique et du bon sens. Les adversaires du parlementarisme, tel qu'il fonctionne sur la base du suffrage universel purement numérique, lui reprochent communément de n'assurer aucune représentation compétente et efficace aux intérêts légitimes ; mais encore, quand ils réclament cette représentation des intérêts, jamais il ne leur viendrait à l'esprit de comprendre, dans la nomenclature des intérêts à faire représenter, les intérêts militaires, dont le sort, par définition, se doit régler d'office par la volonté supérieure de l'autorité publique, sans adjonction d'un appoint représentatif quelconque. Marc Sangnier, lui, pour une fois qu'il donne à une consultation une base objective et réelle, portant sur un « intérêt » défini, va précisément choisir l'intérêt militaire : ainsi éclate l'aberration flagrante de son incurable démocratismes...

Mais, nous y songeons, le sophisme dont nous plaisantons de la sorte, et dont nous ne savons s'il ne mérite pas plutôt la pitié ou l'indignation, a été réfuté avec une autorité souveraine par Pie X lui-même, précisément dans sa magnifique et toujours triomphante encyclique du 25 août 1910 sur le Sillon.

*sans discussion dans le pays.* Jaurès et Sangnier avaient raison de penser qu'il n'y a pas de gouvernement démocratique sans un contrôle appesanti sur les compétences par les incompétences. Et puis, l'on est en République ou l'on n'y est pas ! À Berlin, le gouvernement de l'action agit et réalise parfois sans attendre les votes du parlement. À Paris, le régime du bavardage a tous les moyens d'entraver et d'annihiler l'activité. Le cabinet dut se laisser gagner de vitesse. L'opposition antimilitaire se sentait aussi bien approvisionnée et armée que le gouvernement était démuné par l'égoïsme et la fatuité des individus, l'intérêt des élus à réélire, la peur de compliquer, de défier, même de paraître pousser à la guerre. . .

Pendant ces curieuses semaines qui coururent de février à mai 1913, les partis dominants, les idées régnantes, une portion du haut personnel universitaire se sont appliqués à décomposer point par point la bonne volonté d'un pouvoir éphémère et les élans de l'enthousiasme public. Les forces exhalées du fond de la Nature et de l'Histoire de la France se heurtaient à ce qu'il y a de plus stable ou de mieux lié dans le régime et, là contre, s'exténuaient l'effort isolé de la fraction ministérielle mise pour une heure au service de notre intérêt national.

Un parlementaire radical, ancien ministre, le comte de Lanessan, a résumé la situation assez spirituellement<sup>280</sup> en disant que ceux qui avaient tenté de rapprocher tous les Français, « d'unir tous les républicains dans le parlement », et de « rallier autour d'un même drapeau les citoyens », devaient reconnaître qu'ils s'étaient trompés, n'ayant « fait que créer des éléments nouveaux de divisions et des luttes » : « le seul rapprochement qu'ils aient opéré est celui des radicaux socialistes unifiés ». L'essai loyal aboutissait à un nouvel effort vers le Bloc radical et réveillait tous les démons d'anarchie enfermés dans la démocratie. Comme *Kiel et Tanger* le fait entrevoir,

---

De quoi s'agit-il, en effet, dans l'enquête dont nous dénonçons le contre-sens foncier, sinon d'une application nouvelle, et particulièrement funeste, du système, cher à Marc Sangnier, de l'« autorité consentie » ? Le service de trois ans, nous dit-on, ne vaudra que si les soldats l'acceptent de bon gré : c'est bien là, n'est-il pas vrai ? la subordination de la loi, c'est-à-dire de ce que saint Thomas nomme *ordinatio rationis*, non pas à l'autorité de celui *qui curam communitatis habet*, et qui se détermine en vue du *bonum commune*, mais bien au consentement de ceux à qui elle doit s'appliquer, et c'est là que là que M. Georges Hoog voit « la force et la beauté du régime démocratique », tout en concédant qu'il y voit aussi « la délicatesse de ce régime ».

Et *La Critique du libéralisme* cite le passage de l'encyclique où sont analysées les « notions erronées et funestes » qui continuent de fournir un principe aux agitations de Marc Sangnier. On a pu voir l'effet pratique de ces agitations dans nos casernes.

<sup>280</sup> *Le Siècle* du 21 mai 1913.

« la défense nationale » en République fournit « un nouveau sujet de guerre civile ».

Dès avril, les délibérations des conseils généraux ont mis au jour l'influence croissante de la volonté révolutionnaire, la faiblesse croissante des réactions patriotiques. L'incertitude politique commença et passa bientôt du gouvernement dans le pays même. Un incident de Nancy, soulevé entre quelques noctambules français et des voyageurs allemands, surexcita les pangermanistes, mais ne stimula point le patriotisme français autant qu'on l'aurait pu prévoir et désirer. Le cabinet lui-même dut se laisser gagner par le fléchissement général : il eût pu se plaindre à Berlin des outrages gratuits de la presse allemande, il a préféré fournir une réparation aussi exagérée que hâtive d'offenses dont il était parfaitement innocent. Cependant les injures pangermanistes n'étaient pas négligeables et pouvaient être relevées. « Dirait-on », objectait un écrivain républicain, M. Jean Herbette, « que, si la France avait interprété ainsi la situation, des difficultés se seraient produites ? La réponse serait facile : “Je sais bien”, disait l'honorable M. Pichon, à la tribune du Sénat le 8 février 1912, en refusant de signer le traité franco-allemand, “*je sais bien que certaines difficultés sont venues du fait que l'Allemagne a eu une autre interprétation que celle-là*” : MAIS ALORS IL FALLAIT LUI RÉSISTER. »<sup>281</sup>

Reste à savoir si M. Jean Herbette, aussitôt qu'il aura remplacé M. Stéphen Pichon aux Affaires étrangères de la République, ne sera pas contraint de l'imiter au gouvernement dans cette docile faiblesse, après avoir suivi ses fiers exemples de fermeté dans l'opposition. Quel changement de personnel changerait rien à la débilité du centre de tout le système ?

---

<sup>281</sup> *Écho de Paris* du 19 avril 1913.

## Chapitre VI

### L'esprit du mal

Pauvre éphémère Renaissance unanime de l'orgueil français, union spontanée ou concordance artificielle des ignorances et des roueries de la politique courante ! Nous ne triomphons pas de cette dépression, message de ruine civile ; mais nous estimons qu'il serait de devoir élémentaire d'en approfondir les raisons. Car enfin voilà la troisième fois depuis dix-huit ans qu'on essaie et qu'on manque un dessein conservateur et national dans la République. Ni en 1895, comme il est exposé au chapitre premier de *Kiel et Tanger*, ni en 1910, comme le disait la préface du même livre, ni davantage en 1913, comme nous le voyons, ces entreprises ne correspondent à l'intention. Ce que nous exposons n'est donc pas une vue de l'esprit à l'appui d'une thèse, c'est l'histoire suivie selon le droit fil des événements, sans aucune idée préconçue. Considérez l'objet, car tout dépend de lui. Notre simple lumière s'y dégage des choses, elle n'en est rien que l'esprit, l'esprit des affaires publiques analysé sans partialité, mais avec un peu d'attention.

La plus récente expérience, celle qui est en train d'échouer et ainsi d'exposer gravement le pays, a été faite dans des conditions favorables, qui ont tiré de la masse républicaine tout ce qu'elle peut contenir de bons sentiments français, de vertus nationales. Nous l'avons aidée de nos ressources propres, nous lui avons donné, – quelquefois à coups de défis et de provocations – tout ce qu'un mouvement royaliste comporte d'initiative patriotique, d'autorité et d'ordre quand le roi n'est pas là, régnant et gouvernant. Mesurez le concours chaleureux, désintéressé, magnifique, de Léon Daudet par son enquête de *L'Avant-Guerre*, celui de Maurice Pujo et de ceux qu'il appelle ses « gendarmes supplémentaires », les Camelots du roi et les Étudiants d'Action française, par leurs belles campagnes en faveur des trois ans. Supputez le courage ainsi communiqué à des régions plus froides de l'opinion conservatrice et patriote, qui s'éveillaient et s'échauffaient après nous. Non contents de ne leur créer aucun embarras, nous aurons couru en avant par toutes les voies où leur timidité naturelle devait faire hésiter des républicains de naissance.

Ces voies, nous les avons ouvertes et quelquefois forcées afin de frayer le passage. Notre action ayant seule les moyens de mordre, de pénétrer, d'entraîner, nous avons été, durant des mois et des saisons, comme la pointe et la flamme spirituelle d'une lame que nous engagions après nous : bon gré, mal gré, elle suivait et elle entraînait. Les républicains éclairés ne nient plus ces bienfaits certains ; consciente ou non, l'idée royaliste ne cesse de les occuper, invisible et présente. Mais l'illusion était de croire qu'ils pourraient continuer indéfiniment un tel échange de bons procédés ; nous, fournissant les ouvertures, les conseils ou les suggestions utiles ; eux s'en faisant honneur par des tentatives d'application.

Il aurait fallu nous écouter jusqu'au bout ou ne pas nous entendre. Si l'on était résolu à écarter décidément la conséquence de tout ce que l'on amorçait, il eût mieux valu ne poser aucune de ces amorces, car, sans le Roi, elles aboutissent naturellement à des phénomènes de retour anarchique d'autant plus vifs que l'on aura fait présumer d'intentions plus réactionnaires sans s'être muni de l'instrument d'une réaction franche, effective, mesurée et sage.

Cet indéniable concours moral des royalistes, qu'il lui faut accepter en le désavouant, n'est pas sans dommages immédiats pour un gouvernement républicain à vues patriotes. Assurément, on sert un régime, quel qu'il soit, quand on l'aide à vivre ; mais on le dessert lorsque, en même temps, on ruine la confiance dans son esprit, le respect de sa procédure et de son formulaire. À chaque instant le gouvernement républicain modéré dialogue et polémique avec notre pensée, la contestant par sa parole, mais la mêlant à sa pratique perpétuelle. Position gênée et gênante qui ne peut durer indéfiniment. Toutefois les républicains au pouvoir n'y renoncent pas sans ennui : « Grâce à vous, nous disait l'un d'eux, je puis me faire une moyenne par rapport à Jaurès<sup>282</sup>. »

Chétive conception où l'économie d'un régime dépend de ses ennemis à l'intérieur ! Ces adversaires officieux et bénévoles doivent répondre à son appel, ou il est perdu. Car leur appoint n'est pas exigé sur une question

---

<sup>282</sup> C'est l'erreur commise par le spirituel auteur des *Problems of Power*, M. Morton Fullerton, erreur d'autant plus excusable chez lui qu'elle se rattache à une notion très anglaise de l'équilibre et du bienfait des partis. Après avoir traité l'idée monarchique de « morte », ce qui est gai, notre confrère écrit ces mots que je ne puis ni ne veux traduire : « *It is impossible, however, to exaggerate the admirable and useful roll of certain leaders of the anti-republicain opposition in helping to create discontent in France and to transmute that discontent into a force capable of destroying grave abuse. The service rendered to french society, and even to the Republic, by M. Charles Maurras, the Royalist leader, are invaluable.* » Le présent chapitre fait voir dans quelle limite étroite peut s'améliorer une République française et comment l'unique réforme qui lui soit applicable, c'est la suppression pure et simple.



secondaire, pour une manœuvre de luxe, ni une affaire d'occasion : non, non, c'est aux affaires de salut public, au fondement des institutions militaires et civiles que le royaliste et l'antidémocrate doivent coopérer avec l'État démocratique et républicain, à peine de mort pour cet État, qui, livré à lui-même, ne connaîtrait sur ces points-là qu'hésitation funeste, débat stérile et furieuse contradiction. . . La sécurité nationale est livrée à un jeu de forces dont la présence et la mise en œuvre, nullement assurées en fait, sont, au contraire, exclues formellement par le droit constitutionnel du régime.

Aussi, quand y naît par hasard un accord spontané des bons citoyens, c'est un bienfait que rien ne prolonge et que personne ne maintient. Entre ce bien présent et les maux ultérieurs possibles l'État est neutre. L'État semble se désintéresser de conduire sa bonne et heureuse fortune jusqu'à l'aurore d'un lendemain qu'il ne peut avoir souci de garantir. La garantie n'existerait que par l'institution d'un magistrat préposé et intéressé uniquement à l'accord, au bien. Mais ce magistrat est exclu par le seul nom de République. La République confie le soin de maintenir l'accord à cet accord lui-même, c'est-à-dire à rien du tout. Elle fait confiance à la fermeté de l'opinion, à la raison du jeu des partis. Autant dire qu'elle se confie à la vague. Patriotes, conservateurs, assurez-vous sur cet élément. . .

De plus, nos idées, nos formules, qui mettent si haut l'idée de l'État, ont la vertu d'irriter tel républicain et d'attirer tel autre : contribuant ainsi à les diviser furieusement, elles les poussent à s'entre-détruire avec plus d'entrain. Discuter et se prendre aux cheveux sur tout, aboutir le plus tard possible à l'action, qui impose l'union, c'est chez eux, à la fois, habitude, système et fatalité. Ils n'en sortent que s'il s'agit de préserver cette façon de perdre la vie et le temps : en ce cas de défense républicaine, ils agissent d'autant plus vite qu'ils sont plus pressés de revenir à leur cher entr'égorgement.

On est patriote, on est royaliste avec quelqu'un, pour quelque chose. On est républicain, surtout contre quelqu'un, pour réprouver ou désavouer quelque chose. Ce n'est pas en vertu d'un raffinement vain que de « jeunes républicains », voulant honorer Jeanne d'Arc, trouvent à la louer comme victime de l'Église et du Roi plutôt que de la considérer tout d'abord en libératrice de la patrie : la libération de la France mettrait les gens d'accord, mais elle ôterait du culte de Jeanne le piment spécial dont les Partis ne se passent point. Dès qu'une circonstance quelconque oblige ces partisans-nés à reléguer au second plan l'intérêt factieux pour se maintenir dans la communauté de l'intérêt ou du sentiment national, ils y sont mal à l'aise, ils en souffrent, leur conscience républicaine ne tarit pas de ses chicanes à leur conscience française : chicanes juridiques, chicanes philosophiques ou religieuses, toutes ayant figure et force de scrupules. Même chez les meilleurs, elles devaient cruellement envaser la direction gouvernementale.

Mais ce n'est pas tout. Il faut tenir compte du profit que l'on tire de toute division dans le système diabolique où le fait d'agiter l'opinion et de contredire le gouvernement fait la fortune politique des hommes.

Les méchants, qui existent, sont nés pour abuser de la conscience des bons. Leurs embûches auront d'autant plus de succès qu'elles pourront agir sur des esprits troublés et des caractères irrésolus. Les circonstances difficiles créeront des adjuvants et des stimulants nouveaux pour leur intrigue. Tandis que les Français loyaux s'imposaient, après Agadir, une réserve dont on a vu plus haut la rigueur, il était naturel que les patriotes conditionnels tinssent une conduite tout opposée ; les étrangers du dedans et les séditionnels à leur solde, voyant s'élever leurs facultés de tout entreprendre, devaient essayer de mettre l'aventure à profit. S'ils apercevaient mieux le point faible de l'État, leur indifférence à la cause française les dégageait de l'embarras sur le choix du moment et celui des moyens. À la renaissance du patriotisme devait, par conséquent, répondre comme un renouveau révolutionnaire. L'effort cosmopolite est appelé à grandir assez promptement. On ne voit pas ce qui l'empêchera de dominer bientôt les partis républicains, lui qui, au fond, ne diffère en rien de la République. Pas plus que lui, la République, dans l'esprit de ses fondateurs et de ses logiciens, n'admet ni armée, ni famille, ni classes, ni épargne, ni propriété, ni ordre, ni patrie, rien enfin qui soit national ou social. Le point de départ des républicains les induit à laisser complaisamment se réaliser le programme révolutionnaire, sinon à le réaliser d'eux-mêmes. La démocratie vénère obscurément l'anarchie, comme son expression franche, hardie et pure. Quand le malheur des temps l'oblige à la combattre, elle en subit secrètement la fascination, et c'est toujours de ce côté qu'elle tombera dès qu'une cause extérieure cessera de l'impressionner.

Comme deux de ces causes agissaient puissamment (les menaces européennes, notre action sur l'esprit public), il était difficile aux républicains de gauche de traiter d'idolâtres et d'adorateurs de Moloch les demi-radicaux qui pressaient le pays d'adopter pour commune mesure le critère de son intérêt national. L'esprit républicain se consolait en prévoyant que les partis ont toujours été subtils et habiles à se déchirer sur la manière de comprendre le bien public. Tout débat un peu prolongé sur le meilleur moyen de servir la patrie peut finir par causer tout autant de désordres que l'antipatriotisme, l'antimilitarisme et l'anarchisme réunis. On peut d'ailleurs adopter ce critère en le détestant. C'est le parti que prirent notamment Jaurès et Sangnier – le Jaurès de l'Affaire, le Sangnier de *Par la mort*<sup>283</sup>...

---

<sup>283</sup> Dans ce drame, M. Marc Sangnier bafoue l'idée de la revanche et tourne en ridicule le patriotisme guerrier. Voyez, à l'appendice de mon *Dilemme de Marc Sangnier* une analyse de *Par la mort*, rédigée par M. François Veuillot.

Ces ennemis publics prétendirent servir, et bien mieux que les autres, et même servir seuls l'intérêt sacré. Ce privilège revendiqué hardiment leur assura le libre usage de toutes les ressources du vocabulaire patriotique et les introduisit dans le débat à la manière de ces belligérants sans drapeau ni uniforme qui déterminent les plus sinistres méprises. Grâce à eux, par l'effet de leurs cris confus et leur agitation de filles furieuses, l'objet de la discussion se déplaça : on ne contestait plus de la valeur ni de l'utilité de certaines mesures pour la patrie, on ne traitait que du mérite des patriotes avoués, de la sincérité des patriotismes mis en comparaison : tout le débat se réduisit à savoir en un mot si le préopinant était aussi patriote que l'opinant. C'est sur ce petit point que, par l'art oratoire, on se foudroya.

— ... *Vous manquez de patriotisme...*

— *Je suis aussi patriote que tous...*

Ces misères feront comprendre pourquoi nous conseillions aux écrivains de la réaction poincariste de ne pas abuser de l'étalage des bons sentiments et pourquoi nous disions qu'il importait de substituer méthodiquement aux explosions du bon cœur français l'étude des moyens de réorganiser notre France. Ce n'était pas mépris ni sécheresse, mais désir d'un ouvrage utile. On a enivré les Français du doux spectacle de la générosité de leur âme. La question n'est pas là. La question, c'est d'armer, d'exercer et de protéger cette âme si belle. Ni l'idée et l'amour de l'unité française, ni l'idée et l'amour de la patrie française ne suffisent à réaliser l'unité ni à servir effectivement la patrie. Seul, le gouvernement de la parole et de la plume peut encore se leurrer de cette fumée vénéneuse.

Le patriotisme tribunitien exhumé par les chefs révolutionnaires de leurs magasins d'autrefois rendait hommage à la vigueur de l'opinion patriotique. Mais il la minait de toutes ses forces. Après tout, pourquoi pas ? L'opinion faite, l'opinion nantie et devenue maîtresse du gouvernement a-t-elle le droit d'étouffer l'opinion à nantir et qui se fait ? De très abondantes contributions matérielles sont assurées du dehors à l'opinion antipatriote<sup>284</sup> ; l'Étranger prend trop d'intérêt à ce que nous soyons divisés et faibles pour cesser de soutenir l'opinion qui affaiblit notre esprit public. L'afflux des étrangers à Paris, une garnison de plusieurs milliers de Juifs russes, galiciens et roumains, tous révolutionnaires, qui campent au Marais, aux Gobelins et à la Glacière depuis l'affaire Dreyfus, ajoute aux subsides financiers un certain appoint de militants armés, ceux que l'on a vus opérer en 1909 à l'assaut de l'ambassade d'Espagne<sup>285</sup> et que l'on a revus en 1913 au Manège du Panthéon. Ces

---

<sup>284</sup> En 1920, les socialistes avouent les subventions de la *sozial Demokratie* allemande avant la guerre.

<sup>285</sup> Le 13 octobre 1909, au soir, dans de nombreuses capitales et ville d'Europe, se déroulent des manifestations afin de protester contre l'exécution en Espagne de Francisco

militants suffisent pour conserver un reste de vie à la doctrine des « vive l'Allemagne » et des « à bas la patrie ». Or, celle-ci devait soutenir et encourager le centre et la droite des unifiés.

Les parlementaires d'extrême-gauche devaient aussi trouver un avantage personnel à seconder énergiquement, et coûte que coûte, le mouvement anti-militaire. Ils reprenaient contact avec les organisations révolutionnaires, dont l'avant-garde avait fini par se détacher d'eux. Ils employaient à leur service une idée basse et lâche, mais courante, qui fournissait à leur agitation la force motrice naturelle, capable de la mettre en marche. Ils y trouvaient ou comptaient y trouver de quoi balancer, pensaient-ils, ce réveil patriotique, réactionnaire, royaliste qui inspire aux prétendus avocats du peuple tant de surprise mortifiée et de honte envieuse ! Enfin, toute perturbation permet toujours au « Parti » de faire figure devant le pays pendant l'heure qui passe.

Quant au lendemain, qu'aurait-il pu apporter de pire que l'état d'atonie où vivait le « Parti » ? Le raisonnement de Jaurès et de ses amis en mars 1913 était d'une grande simplicité : — Si la loi de trois ans est votée, et que la guerre éclate, l'agitation menée nous aura donné des forces en vue de tout événement consécutif ou concomitant aux hostilités ; si la loi est votée sans que la guerre éclate, il y aura sous peu fatigue, mécontentement et murmure — toutes choses inhérentes à un service militaire égal, et à long terme ; si enfin le projet de loi est rejeté ou considérablement amendé, nous en tirerons mérite et honneur aussi longtemps que la paix sera maintenue et, quand viendra la guerre, notre mauvaise action sera mise en oubli par le rapide cours d'événements plus graves, et qui balaient tout, comme fut oubliée en 1870 et 1871 la conduite des républicains pacifistes de 1867, 1868, 1869 : ne devinrent-ils pas, au Quatre Septembre, les maîtres de tout <sup>286</sup> ?

Par le régime républicain, ce Parti hostile à la France joue donc sur le velours en France : des hypothèques prises par lui sur les quatre faces de l'avenir, s'il est vrai que toutes sont ignobles et conduisent à l'abaissement de la patrie, aucune ne trompe l'intérêt personnel et alimentaire de ses auteurs. Aussi séduisent-elles bon nombre de radicaux et de radicaux-socialistes, — la « jeunesse » du Vieux Parti. Le génie opposant et l'esprit de contradiction propre à la nature du démocrate a retrouvé son élément vital dans cet élan nouveau donné tout d'un coup aux intérêts et aux sentiments anti-

---

Ferrer. À Paris, de violents affrontements ont lieu devant l'ambassade d'Espagne entre police et manifestants, des kiosques sont abattus, des tramways renversés, des coups de feu claquent, une dizaine de manifestants sont blessés, mais également le préfet Lépine et un agent de police qui mourra de ses blessures. Il y eut de nouvelles manifestations les 16 et 17 octobre. (N.D.É.)

<sup>286</sup> Ce n'était pas mal raisonné, et c'est un oubli de ce genre qui s'est produit en 1914. (Note de 1920.)

militaires<sup>287</sup>. C'est pourquoi les bonnes résolutions de l'année précédente ont craqué toutes à la fois, les bons propos se sont débandés, pour les motifs les plus simples, les plus grossiers et les plus faciles à prévoir.

Mais, éternel enfant qui chante dans la nuit pour se donner du cœur, c'est l'instant que choisit le gouvernement pour formuler les prétentions les plus sensiblement contraires à sa structure profonde et à la crise qu'il traversait. La cérémonie annuelle des Jardies, en commémoration de Gambetta, fournit l'occasion d'attaquer un air de bravoure ! Le ministre de la Guerre Étienne vanta « la *continuité d'action* » de la République, malgré la composition (« *souvent si diverse* ») de son personnel dirigeant. Joseph Reinach, sorte de ministre sans portefeuille et perpétuel, plus que ministre même, comme Warwick était plus que roi, voulut enchérir sur Étienne. Fort de son inviolabilité personnelle et de l'impudence particulière au peuple juif, il déclara :

Ces erreurs et ces fautes ne se sont produites que dans la politique intérieure de la République, le pays n'en a pâti qu'au dedans ; mais jamais la France, sous la République, n'a été atteinte, au dehors, par la faute de la République, comme elle l'a été en d'autres temps, sous les gouvernements personnels, dans sa force et dans son prestige !<sup>288</sup>

Un peu plus modeste ou moins hardi, le ministre des Affaires étrangères M. Pichon, jura que « *notre régime, si décrié par ses ennemis* », était « *capable* » « *de subordonner ses intérêts de parti à l'intérêt suprême de la patrie* ». Ah ! vraiment, il en est capable ? Sous les yeux du monde ironique, la production de ce paradoxe de démocrate, qui eût fait figure d'inavouable truisme chez tout représentant d'un gouvernement régulier, fit juger que les fortes têtes du mouvement républicain national commençaient à n'être plus très certaines d'avoir raison contre M. de Selves, contre M. Anatole France, contre nous-mêmes. Leur inquiétude s'exprimait au travers du plus fallacieux des chants de triomphe.

---

<sup>287</sup> En juillet 1913, nous avons eu l'amer plaisir de revoir jusque dans *L'Action* de M. Béranger, qui était devenu ultrapatriote, des déclamations contre le militarisme et les traîneurs de sabre.

<sup>288</sup> Ce discours de M. Reinach, paru au *Temps* du 14 avril 1913, fut loué sans restriction dans *Le Temps* du lendemain 15 par M. André Tardieu. Or, les louanges prodiguées à ces contre-vérités sont incluses au même article, cité plus haut, où M. Tardieu écrivait : « M. Pichon... était au quai d'Orsay à l'heure où la guerre a été la plus menaçante – en octobre 1905 – et il sait ce qu'il en peut coûter à ces heures-là de n'être pas assuré militairement quand on a la lourde charge d'agir diplomatiquement. » Voilà comment la République n'a « jamais été atteinte du dehors ! » On se demande : avec quoi tout ce monde-là pense-t-il ? Est-ce avec sa moelle épinière ? Un encrier renversé tracerait des figures plus raisonnables.

Il eût été beaucoup plus sage que MM. Pichon, Étienne, Barthou, Poincaré, Millerand, toutes ces créatures d'un même mouvement, tous ces fonctionnaires d'une même idée vraie, s'occupassent de faire aboutir ce mouvement en suivant l'idée jusqu'au bout. Il leur eût appartenu de réaliser ce que Méline et Hanotaux (ces Poincaré-Barthou de 1896) ont manqué avant eux. Ceux-ci l'avaient manqué faute de savoir et de voir. Mais eux ! Avec tous les exemples de l'histoire de leurs aînés, avec les souvenirs de leur propre aventure, avec les clartés du programme royaliste qu'ils empruntaient, avec toutes les facilités du pouvoir, comment en étaient-ils à rédiger en ces termes affirmatifs de simples désirs ou des rêves, à mettre au temps présent leurs vues optimistes sur le futur, à contredire jusqu'au son de l'heure même où tout commençait d'ébranler cette chimérique espérance ?

Leur cantique insensé est de la mi-avril 1913.

Cinq semaines plus tard, tous les voiles se déchiraient, l'identité hautement invoquée entre la patrie et la République tombait de toutes parts. Le 21 mai, à la Chambre, devant les faits nouveaux qui venaient de se produire<sup>289</sup>, M. Barthou se voyait contraint de crier que la défense nationale était actuellement la forme la plus impérieuse de la défense républicaine. M. Vallée proclamait, le même jour, dans la Marne : « Il y a quelque chose au-dessus de la République, c'est la défense et la conservation de la Patrie. » L'avant-veille, un autre sénateur, M. Henry Bérenger, avait posé la distinction et l'opposition en termes plus crus. « La France. . . n'acceptera définitivement la République que *si la République ne favorise pas la désorganisation de la France.* » – Plus loin : « Le devoir s'impose donc au Parlement, *s'il veut maintenir la République*, de refuser toute compromission avec les alliés officiels du drapeau noir et de l'antipatriotisme. » Pour mieux serrer sa pensée, Bérenger accouchait de la forte maxime : « *La République a pu vaincre, non sans des luttes pénibles, les partis monarchiques et le parti clérical. Il lui reste à SE VAINCRE ELLE-MÊME ou à disparaître.* »

Se vaincre elle-même ! Le système politique chargé de faire vivre la nation contient donc un ennemi de cette nation ? Il lui faut vaincre l'ennemi intérieur pour remplir le premier de tous ses devoirs, qui est de repousser l'ennemi du dehors ; il lui faut lutter contre son moi avant d'aller contre la Prusse ? Son « moi » secret est donc l'allié du Prussien ?

Les mêmes inquiétudes apparaissaient dans les articles d'un jeune écrivain républicain inquiet, qui n'est pas sénateur comme Bérenger, mais qui le sera, à son heure, et qui est dès aujourd'hui le porte-parole d'une jeunesse

---

<sup>289</sup> Maurras fait allusion, comme plus bas, à l'agitation qui entourait les débats sur la loi rétablissant à trois ans la durée du service militaire : il y eut des manifestations de protestation tant à Paris qu'en province.(N.D.É.)

très républicaine, mais plus troublée encore que républicaine : M. Edmond du Mesnil, directeur du *Rappel*. Que s'était-il passé ? D'où venait tout ce trouble ? Tout simplement les idées de la République avaient repris un corps. En revêtant ce corps naturel et logique, en se révélant ce qu'elles étaient, sédition militaire et indiscipline civique, en faisant explosion à Toul, à Châlons, à Belfort, à Rodez, un peu partout, les idées républicaines établissaient par des actes incontestables leur incompatibilité avec l'honneur, le devoir, le drapeau, la cité. Tout ce qu'avaient prédit les politiques, les moralistes, les historiens du Droit, les psychologues sociaux et les philosophes d'État s'était réalisé sans plus, et l'opposition éclatait entre le citoyen et le soldat, entre « l'armée disciplinée, équipée scientifiquement, et une nation gouvernée démocratiquement » (Charles Benoist).

Ce n'était certes pas la première fois que des troupes se révoltaient, ni que l'Ennemi essayait de les débaucher ; mais ce n'était qu'en régime républicain que la mutinerie avait pu invoquer la Charte même du régime : la souveraineté de l'individu, l'autorité et l'insurrection du sens propre, les maximes de liberté civile, d'égalité politique, de fraternité internationale, tout ce qui se placarde, au nom du Peuple français, sur tous les murs, tout ce qui se récite, d'après la déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, dans les écoles de l'État. L'esprit des principes directeurs et fondamentaux de l'État insurgeait les défenseurs de l'État. Devant cette révolte, moins grave en soi qu'on ne l'a pu craindre<sup>290</sup>, mais extrêmement significative, chacun a dû poser, reconnaître et examiner la double et invincible difficulté de soumettre la République au service de la Patrie ou d'accommoder la Patrie au naturel de la République.

*Elles sont deux*, voilà le fait mis en lumière par le grave échec militaire qu'un simple murmure venu des camps fit essuyer au poincarisme devant la Chambre. Preuve, et preuve par neuf, qu'il n'était pas aussi facile que l'on voulait bien s'en flatter de « prendre » aux royalistes leur programme patriotique pour en confier la réalisation à la mauvaise ouvrière qui s'appelle démocratie<sup>291</sup>. Le statuaire eût été sage de calculer la dureté du marbre, la fragilité du ciseau. « Elle est le Mal », disait M. l'abbé Lantaigne en parlant de la République.

---

<sup>290</sup> C'est toutefois cette révolte qui a fait mutiler la loi de trois ans tombée à trente-deux mois et décider le renvoi de la classe de 1910, par la Chambré des députés ; malgré l'objurgation des radicaux patriotes tels que M. André Lefèvre, et au grand scandale de ce bon apôtre de Clemenceau devenu nationaliste pour le simple plaisir de faire tomber des ministres : un mouvement d'indiscipline militaire sans grande importance aura été décisif dans ses répercussions politiques. Toujours l'œuvre d'institutions inertes pour le bien, mais ardentes multiplicatrices du mal !

<sup>291</sup> L'expérience de la guerre a fait saisir en grand les conditions de ce mauvais travail. Les sacrifices de la France ont durement payé celle malfaçon. (Note de 1920.)





## Chapitre VII

### Faites un roi

On ne saurait trop le redire, le premier bienfait de la Monarchie ne sera pas de réaliser son programme réparateur, mais d'abord de détruire la République et ainsi d'arracher le pays à cette trahison permanente et profonde, à ce « mal » d'un gouvernement qui, au lieu de garder et de faire vivre, détruit. Le désordre cessera d'être prêché par l'institution : nos virtualités positives cesseront de rencontrer l'adversaire et l'obstacle au point central où l'appareil politique doit prendre son appui.

*Kiel et Tanger* a soutenu énergiquement que, pour ce qui est de la solidité de la nation française, il convient d'avoir confiance. Le fond du pays reste bon, il s'améliore peut-être. Il n'y a rien à retrancher du XXIV<sup>e</sup> chapitre où nous avons exprimé cette vérité « que la France pourrait manœuvrer et grandir ». Il ne serait pas impossible d'ajouter de nouvelles clartés à ces évidences.

Ce n'est pas notre peuple qui est coupable de nos revers. Sa valeur physique et morale en son élément militaire, déjà mise en lumière par la guerre du Maroc, a été confirmée par la guerre des Balkans : là, notre « canon franc », et notre tactique française, l'œuvre militaire des Deloye, des Mercier, des Bonnal, auront, au dire des vainqueurs, établi la supériorité de l'industrie et de l'intelligence de notre patrie. Ni la race ni la patrie n'ont rien à envier en France. Le mal qui nous arrive arrive à tous les peuples qui tombent en démocratie. C'est celui du peuple ottoman, malheureuse victime de ses parlementaires. C'est celui du peuple chinois qui se trouve déjà misérablement tiraillé entre les passions du séparatisme intérieur, les actions de la ploutocratie, les hautes et croissantes exigences de l'étranger, les violents mais inévitables remèdes de la tyrannie. La ruine d'une civilisation comme la nôtre est nécessairement plus lente que la chute d'une barbarie. Elle se produira pourtant si nous refusons d'en extirper la cause vivace. Les grandes lois matérielles et morales qui sont à l'œuvre depuis la fondation de la nature humaine n'ont pu changer en vertu de 1789 ou de 1848. Elles fonctionnent à nos dépens, voilà tout, au lieu de s'exercer pour nous aux dépens des

républiques de Venise ou de Gênes, de l'empire électif allemand<sup>292</sup>, comme il arrivait sous notre ancien régime. C'est ce qu'il importe de faire voir à ceux qui objectent à tout propos, comme des exemples qu'il appartiendrait à notre seule volonté d'imiter, ce qui se fait de beau ou de bon chez deux ou trois grands peuples. Toujours l'Angleterre ! Toujours l'Allemagne ! On oublie d'indiquer les deux génératrices de la force anglo-allemande : l'aristocratie et la monarchie.

Il est vrai, nous ne sommes plus au temps où la critique et la science se mettaient d'accord pour nous rabaisser devant la race et l'esprit des Germains<sup>293</sup>. On avoue qu'ils ne sont pas plus élevés que nous sur l'échelle humaine. On concède qu'ils n'ont aucun droit à se dire nos maîtres. Mais, si les résultats supérieurs qu'ils ne cessent de récolter à notre barbe ne viennent pas de leur substance propre, mystérieuse, incommunicable, ils doivent leur venir d'un ordre, d'une discipline, d'une organisation : belles choses que nous connaissons assez bien, puisqu'en Allemagne tout au moins elles ont été imitées et empruntées de nous ! Il n'y a donc qu'à nous organiser en commençant par nous libérer du régime désorganisateur par essence. Rétablissons notre discipline historique. Secouons le joug d'une anarchie systématisée. C'est le seul parti acceptable pour la raison, et en dehors duquel on devra toujours répéter aux bonnes volontés vagabondes : « Que voulez-vous ? Où allez-vous ? Que ferez-vous ? Que pourrez-vous ? » sans qu'elles puissent rien répondre, entre l'incertitude de l'objet qu'elles visent et la mémoire insoutenable de tous leurs échecs du passé. « Améliorons ce qui existe », répète M. Piou. Justement on vient de le faire<sup>294</sup>. On vient de voir aussi où s'arrête forcément l'amélioration. Elle reste bien en deçà de l'important, du nécessaire. Cette évidence n'est pas encore tout à fait comprise ? Raison de plus pour en recommencer la démonstration. Nous ne serons de bons citoyens qu'à ce prix.

Précisément parce que le gouvernement démocratique n'a pas tari les réserves morales ni épuisé les richesses matérielles de la nation ; parce que le grand cœur de la France ne s'est pas encore fatigué d'expier l'instabilité des institutions ni d'en satisfaire l'incomparable voracité ; parce que le pays

---

<sup>292</sup> Remarque originale développée par son auteur, M. Jacques Bainville, dans le livre *Le Coup d'Agadir et la Guerre d'Orient* à la Nouvelle Librairie nationale.

<sup>293</sup> Pour se rendre compte de l'état d'esprit antérieur, il faut se reporter aux « enquêtes » faites, vers 1895, sur les mérites comparés de la France et de l'Allemagne. – [Note de 1920–1921 :] Voir mon livre de 1916 *Quand les Français ne s'aimaient pas*.

<sup>294</sup> Du point de vue du mérite, le vote de la loi des trois ans par la Chambre est une merveille. Du point de vue du résultat, qui seul importe en politique, il n'y a rien de plus mal venu et de plus piteux. – [Note de 1920–1921 :] Même remarque pour notre défense nationale de 1914–1918 : très méritoire mais si l'on compare les moyens dépensés aux résultats acquis, déception.

produit et donne sans hésiter tout ce qu'on lui demande : très précisément, si j'étais un homme politique du parti libéral ou du monde républicain gouvernant, la spontanéité magnanime du dévouement de la nation me ferait réfléchir. Je me demanderais jusqu'à quel point, dans un pays qui prodigue avec tant d'insouciance bravoure la plus belle fleur de sa confiance, de son sang, de son or, il peut être moralement permis à ses chefs de ne pas être attentifs, prudents, prévoyants, économes, je dirai jusqu'à l'avarice. Dès lors l'honnêteté commanderait d'examiner tout au moins l'origine de ce gâchage et, si l'on démontrait qu'elle est dans la nature du gouvernement, je m'occuperais de pourvoir à faire disparaître cette abominable nature.

Je prêterais l'oreille au conseil de Marcel Sembat : « *Faites un Roi* », et « *pratiquiez la silencieuse concentration de toutes les énergies nationales autour du chef monarchique* »<sup>295</sup>. Le conseil tombe à pic, puisqu'il s'adresse, à « ces animaux hybrides qui s'appellent des républicains militaristes » ; mais il convient en outre, à tous les Français : qu'ils veuillent ou non la revanche, qu'ils désirent ou non le relèvement national. En effet, le militarisme est la loi de la situation présente. En disant que l'Allemagne ne prétend pas nous attaquer, on ne prouve pas qu'elle ne doive point nous envahir sur un autre champ de bataille ni renoncer à nous infliger le Sedan<sup>296</sup> économique promis par Bismarck. L'entente avec ce peuple n'y changerait rien, au contraire. La paix armée veut la force. Nous n'avons pas le choix, le militarisme s'impose. S'il faut monter la garde pour prévenir une agression, il faudra la monter aussi pour défendre notre sol, notre sous-sol, nos ports et nos chantiers, contre le produit, le producteur et le capitaliste d'Allemagne, pacifiques envahisseurs.

Et ce n'est pas au seul point de vue militaire et national qu'apparaît la nécessité d'une économie vigilante appliquée à l'emploi des ressources de la nation. La République, étant reconnue par le même Sembat *une « préférence donnée aux luttes intérieures des partis sur les luttes extérieures »*, devait jeter le désordre partout ; les fureurs de ces divisions ne peuvent céder qu'à une autorité forte, liée, durable, d'accord avec elle-même, proportionnée à son objet. La justice, les finances, les relations stables des particuliers, des corps de l'État, de la religion, réclament donc tout le contraire de la démocratie et de la République. Le gaspillage universel par le gouvernement de tous et de personne pose sans cesse cette question de l'autorité vers laquelle tout nous rabat. La paix ne résout rien. « *Faites un roi* » demeure l'inévitable issue logique de tout mouvement réformateur désintéressé.

---

<sup>295</sup> *Courrier européen* du 11 avril 1913. Voyez l'appendice XX. Cet article paraît avoir été l'origine du livre *Faites un roi, sinon faites la paix*.

<sup>296</sup> Sedan est la défaite française qui décida de la victoire allemande en 1870. (N.D.É.)

Quant au doute sur la possibilité de la réalisation monarchique, c'est l'argument de la mauvaise volonté et de la paresse.

Il est toujours possible de composer ce dont on possède les éléments<sup>297</sup>. Ceux qui parlent d'impossibilité vont la chercher dans une métaphysique de l'histoire du monde. Ils devraient commencer à s'apercevoir qu'ils retardent affreusement. Les « succès » de la Monarchie, comme dit Jacques Bainville dans le maître livre qui découvre, pièces en mains, l'avenir des grandes monarchies autoritaires au XX<sup>e</sup> siècle<sup>298</sup>, comme aussi les insuccès de la République, sont des vérités également visibles en France, en Allemagne, au Portugal et en Chine<sup>299</sup> ; surtout depuis la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, l'expérience parle un langage unanime et concordant<sup>300</sup>. La réussite du gouvernement personnel commence même à paraître distincte et décisive dans cette Amérique du Nord, seule patrie des formes républicaines en vogue aux âges récents. Quelles singulières paroles ont été portées à la tribune du Congrès de Washington par le nouveau président de l'Union américaine, M. Woodrow Wilson ! Rompant avec une fausse tradition de quelque cent ans, il a dit :

J'ai la satisfaction de m'adresser de vive voix aux deux Chambres et de leur prouver ainsi par ma présence qu'un président des États-Unis est une personne, et non une simple fraction du gouvernement qui communique avec le Congrès comme une entité politique jalouse de son pouvoir, confinée dans son isolement comme dans une île, et envoyant des messages au lieu de faire entendre naturellement sa propre voix. C'est un être humain, essayant de coopérer avec les autres êtres humains pour le bien public.

Après cette agréable expérience je me sentirai tout à fait à l'aise dans nos futures relations.

Il y a seulement trente années, tous les libéraux des deux mondes eussent couvert ces maximes de leurs vives protestations et de leurs cris perçants. Est-il possible ! « Le président est une personne », il n'est plus une « entité » ni une « incarnation » ? Il n'est plus le simple produit ni le total brut, ni la différence nette des deux totaux, ni la résultante des volontés du corps qui l'a élu, il n'est plus une glaciale figure de la Loi... Ah ! le monde a marché.

---

<sup>297</sup> Voyez l'appendice XIV.

<sup>298</sup> *Le Coup d'Agadir et la Guerre d'Orient*.

<sup>299</sup> Voyez l'appendice XXI.

<sup>300</sup> La chute des empires centraux à peine obtenue par l'intervention de M. Wilson, l'évolution antérieure a aussitôt repris dans le sens de la réaction en Hongrie et en Allemagne (Note de 1921).

Au berceau des idées « nouvelles », au cœur de la modernité constitutionnelle, on fait « l'expérience » et même, ô blasphème, « l'expérience agréable » d'une autorité vivante, animée de la volonté énergique de reprendre, pour vivre mieux, la salubre aventure du gouvernement personnel !

De l'avis de tons ceux qui voudront réfléchir à la courbe générale des idées politiques depuis 1776 ou 1789, il y a peu de faits plus significatifs ni plus harmonieux, j'entends plus en rapport avec l'ensemble de la vie politique présente. L'initiative de M. Woodrow Wilson apparaît aussi neuve, aussi moderne que la République de Lisbonne apparaît rétrograde, ou retardataire notre comité Mascuraud<sup>301</sup>. L'initiative de M. Woodrow Wilson porte avec elle sa raison consciente. Le monde moderne perçoit les périls dont l'environnement l'anonymat, l'impersonnalité, l'irresponsabilité du gouvernement collectif. On veut désormais que l'État soit une personne avec une tête et des membres, une cervelle, un cœur, des entrailles vivantes, quelqu'un enfin à qui le public puisse dire, comme autrefois : *L'État, c'est vous*.

Reste à désigner ce vous, ce moi, ce roi. Comme il n'y a rien de plus onéreux pour l'État que les compétitions parlementaires ou plébiscitaires armées ou non, telles que l'Union américaine est en train de les subir chez elle ou de les réprimer au Mexique, telles que nous les connaissons, avec tous leurs désastres, sous la forme la plus hypocrite et nocive, cette question se posera de savoir si l'Hérédité (en d'autres termes, le Passé et l'Histoire) en établissant la souveraineté nationale dans une famille où elle roulera et se transmettra par le sang, ne sera pas chargée d'arbitrer, une fois pour toutes, l'énervante question du *qui sera chef*<sup>302</sup> ?

En attendant la solution de ces graves difficultés dont nos traditions nous dispensent, l'initiative nouvelle est riche de sens. Ce que les premiers

---

<sup>301</sup> Chez nous, le fait de l'effort poincariste était un signe du même ordre. On vient de voir comment cet échec, dérivé du mécanisme républicain, laisse intactes les bonnes volontés spontanées de la France. – C'est en pleine régression caillautiste que le coup de tonnerre du 2 août libéra de nouveau ces bonnes volontés (Note de 1921).

<sup>302</sup> Le lecteur que ces calculs de vraisemblance pourraient surprendre fera bien de méditer ce qu'un prêtre catholique américain disait à l'un de nos amis :

La France sera mieux, agira mieux avec un roi (*France will be better with a King*). – Les hommes ne sont pas faits pour se gouverner eux-mêmes, il leur faut un maître (*all men want a Ruler*). La République n'est pas une forme de gouvernement qui peut durer, ce n'est jamais que du provisoire ; tout pays va à la ruine avec ces changements continuels. En Amérique, nous arriverons à la Monarchie, moins vite que vous, parce que nous n'avons pas de dynastie. Vous avez les Orléans : une race d'hommes, *Orléans are men*. C'est une race capable de grandes et nobles choses.  
(*L'Action française* du 1<sup>er</sup> juillet 1913.)

présidents américains avaient fait par habitude d'ancien régime, ce que leurs successeurs depuis cent ans ne faisaient plus, par scrupule de modernité erronée, ce nouveau président y revient par libre choix, par calcul réfléchi d'une meilleure entente de la chose publique. Thiers, qui avait fait tâter de cette méthode à l'Assemblée nationale, où le libéralisme était en force, ne put pas la continuer : il dut se réduire aux « messages ». Quand le Congrès américain n'y aurait pas applaudi autant qu'il l'a fait, l'essai du nouveau président composerait déjà un sérieux indice ; mais le Congrès, ayant témoigné sa satisfaction, fortifie notre vieille maxime que, par ses besoins et ses mœurs, la civilisation actuelle est plus près d'un régime intermédiaire entre Louis XIV et saint Louis que des assemblées de la Restauration ou des comités de la Convention.

Nous ne sommes pas des métaphysiciens. Nous savons que les besoins peuvent changer. Il peut y avoir un moment où les hommes éprouvent la nécessité de se garantir contre l'arbitraire par des articles de loi bien numérotés ; à tel autre moment, cette autorité impersonnelle de la loi écrite leur paraît en soi dérisoire. Dans le premier cas, ils réclament des constitutions et des chartes. Au second, les statuts leur paraissent importer de moins en moins : c'est pour l'association et la fédération des citoyens et des sujets, pour la responsabilité effective et personnelle des administrateurs, des exécuteurs et des chefs que l'on se passionne partout.

L'Europe et le monde s'éloignent de la première zone. Et c'est dans la seconde qu'entrent à pleines voiles les États civilisés résolus à ne pas sombrer. L'observation que l'on en fait ne forme certes pas la raison unique, ni la plus forte, de la nécessité et de l'urgence d'une restauration monarchique dans la France contemporaine, c'est à peine s'il est permis de l'appeler une raison ; mais quiconque travaille à ce relèvement y trouvera un motif de sécurité et un sujet de confiance. Non seulement il est utile et pressant de s'affranchir de la démocratie, mais cela apparaît en plein accord avec les réalités prépondérantes de l'heure : dans ces voies royales nouvelles, les courants et les vents favorables ne manquent plus ; au milieu des nuages, les constellations se prononcent pour nous.

*25 juillet 1913.*

# Post-scriptum d'avril 1914

## Avertissement pour le troisième tirage

25 avril 1914.

Le nouveau *Kiel et Tanger*, daté du 25 juillet 1913, a paru le 23 août suivant. Mais, depuis, les conclusions de cette analyse de la politique extérieure de la République ont été vérifiées rigoureusement ou cruellement aggravées par la suite naturelle des destinées de ce régime.

À l'automne de 1913, l'historien Edmond Barthélemy, du *Mercure de France*, me jugeait un peu prompt à déclarer la faillite de l'expérience Poincaré. Mais au 1<sup>er</sup> janvier, il s'avouait vaincu par l'évidence : « Qu'au bout de quarante ans et plus la République en soit là, à gouverner révolutionnairement, c'est à se demander si elle ne peut durer autrement ! » Les écrivains qui avaient pris en pitié mon inquiétude ou qui parlaient avec hauteur de mon pessimisme, M. Henry Bérenger, le comte de Lanessan se montraient plus inquiets et plus pessimistes que moi. Je m'étais proposé de répondre à leur critique de septembre et d'octobre. Il suffira de lire leurs lamentations de janvier.

En effet, la chute du second cabinet formé par M. Poincaré (2 décembre 1913) a fait réfléchir tout le monde. Sans parler des crises et des scandales intérieurs qui se sont succédé, de la rébellion du général Faurie à l'assassinat de Gaston Calmette par la femme d'un ministre en fonctions, il a fallu s'apercevoir que, en moins d'une année, le portefeuille des Affaires étrangères venait de changer de titulaire quatre fois. Il a fallu constater, au dehors, pendant le même temps, les progrès de l'Allemagne dans l'Europe méridionale, son essai d'installation à Constantinople, son invasion de l'Asie turque, les accords européens pour le *Bagdadbahn*, où la France a été éliminée, diminuée, expropriée selon le langage du *Temps* (17 février 1914) et parallèlement à notre « éviction », à notre « disparition » de ce beau domaine, les voies d'accès et d'influence de l'Afrique équatoriale ont été partagées entre l'Allemagne et l'Angleterre aux dépens de deux Républiques, la portugaise et la française ;

la Triple-Alliance a été étendue à la Méditerranée, où l'Autriche et l'Italie prennent un essor plus hardi. . .

Devant ces déceptions, M. Hanotaux a pu s'écrier dans la *Revue hebdomadaire* du 4 avril 1914 : « les incertitudes de l'heure présente paraissent d'autant plus cruelles qu'elles ont succédé, avec une rapidité foudroyante, aux espérances conçues il y a un an à peine. L'avènement d'un parti national, l'élection de M. Poincaré, le vote d'une loi d'abnégation et de patriotisme, tout permettait d'escompter le relèvement ; ce fut une heure d'espoir et de confiance comme nous en avons peu connu ; et il a suffi de quelques mois pour tout ravager. » Oui : « la veille », ce « système » de la République modérée « avait tout : l'éloquence, la majorité, le pouvoir ». « Le lendemain, il n'avait plus rien. » On se serait cru en 1898. . .

. . . C'est avec une armature aussi inconsistante et aussi menacée, c'est avec un État pareil, toujours instable, branlant et dont les bons moments sont toujours pleins de pièges et de surprises, que nous courons au-devant de complications européennes tragiques : « le nœud du drame se serre et nul ne peut en deviner le dénouement. » « Il n'est pas nécessaire d'être prophète pour pronostiquer, après la crise balkanique, la crise méditerranéenne, la crise européenne. . . Un jour ou l'autre, il faudra choisir. S'il en est ainsi, l'expérience et la suite dans les idées sont nécessaires au pouvoir. » Plus nécessaires que jamais, elles en sont aussi plus absentes que jamais : or « c'est toujours quand les peuples sont divisés et affaiblis que le danger extérieur se dresse à la frontière ».

Ainsi parle un républicain, un héros de *Kiel et Tanger*, qui fut aussi de ses critiques. . .

Un autre républicain, grand lecteur de *Kiel*, a déjà répliqué : — Faisons un roi<sup>303</sup>, sinon résignons-nous à une espèce de protectorat allemand. Mais un Français est survenu : — Non, non, le roi de France plutôt que le roi de Prusse<sup>304</sup> ! Voilà le mot qui sera repris en chœur par la France.

---

<sup>303</sup> *Faites un roi, sinon faites la paix*, par Marcel Sembat. 1 vol. chez Figuière.

<sup>304</sup> *Le roi de France, plutôt que le roi de Prusse*, par Henri de Monpezat, 1 vol., à la librairie Oudin.



ET LE ROI DE PRUSSE EST TOMBÉ  
LE ROI DE FRANCE N'EST PAS RÉTABLI ENCORE  
ASRA ET LE MALHEUR DE L'ENNEMI  
N'AURA PAS FAIT  
NOTRE BONHEUR

LE PROTECTORAT ALLEMAND CÈDE  
AU PROTECTORAT ANGLO-AMÉRICAIN  
ET LA FRANCE VICTORIEUSE DEMANDE  
CE QU'EST DEVENUE  
SA SOUVERAINETÉ NATIONALE

[1921]



## Appendices de *Kiel et Tanger*



## Appendice I

# Conversation de Scheurer-Kestner avec Jules Grévy

Et d'abord, dès les origines, la grande affaire, la préparation de la Revanche, à laquelle le pays entier se croyait fermement exercé et conduit, avait été rayée du programme réel. Page 15.

Scheurer écrit, pages 262, 263, 264 et 265 de ses *Souvenirs* :

Ma femme vint bientôt me voir. Nous allâmes ensemble rendre visite à Jules Grévy, le président de l'Assemblée, mon ancien défenseur de 1862, avec qui ma famille avait conservé d'amicales relations. Grévy nous reçut dans son superbe cabinet de la présidence, tout plein des souvenirs de Louis XIV. Cet appareil, au milieu du deuil de la patrie, produisit sur nous une impression pénible. Nos jeunes imaginations, exaltées par le malheur, *ne pensaient qu'à la préparation de la revanche immédiate*. Nous nous trouvions au milieu d'un luxe qui nous révoltait.

Grévy était assis derrière son bureau. Il se leva, avec cette gravité qui lui était habituelle, même dans les circonstances les moins solennelles, s'avança vers ma femme, lui prenant les deux mains, et lui dit avec un air paternel et protecteur : « Ma chère enfant, je suis heureux de vous voir, je sais ce que vous avez dû souffrir pendant cette horrible période au milieu des Prussiens. »

Après nous avoir demandé des nouvelles des nôtres, il ajouta avec un tact médiocre : — Il est « douloureux d'avoir perdu son pays, le pays qui vous a vu naître, où l'on a toutes ses affections. Mais, que voulez-vous, mes enfants ? Le régime qui

a pesé si longtemps sur la France ne pouvait laisser que des désastres derrière lui. Vous qui n'êtes pas responsables de ses fautes, vous êtes punis cependant avec les autres, peut-être plus que les autres ». Dans notre émotion, nous attendions un correctif à ces paroles un peu cruelles dans leur banalité. Comme il tardait à venir, je me permis de dire au président : « La France a un grand devoir à remplir envers l'Alsace. Elle en a fait son bouc émissaire et n'en avait pas le droit. » Je ne pus achever. Grévy me regardait d'un œil sévère. « Mes enfants, dit-il, je sais que vous êtes pour la guerre. Eh bien ! je vous le dis à vous, mon ami, qui avez voté contre la conclusion de la paix : *il ne faut pas que la France songe à la guerre. Il faut qu'elle accepte le fait accompli, il faut qu'elle renonce à l'Alsace.* » Les larmes coulaient de nos yeux. Le président nous prit les mains et ajouta : « Ne croyez pas les fous *qui vous disent le contraire et qui sont cause que nos malheurs ont été aggravés par une lutte sans espoir.* » Comprenant l'allusion perfide à Gambetta et sentant l'injure faite au grand citoyen en qui l'Alsace-Lorraine mettait tout son espoir, nous sortîmes navrés de cette entrevue, comme si un mauvais génie venait de nous enlever tout ce qui nous restait de courage.

Ce jour-là, j'ai jugé Grévy. J'avais jusqu'alors considéré cet homme, remarquable à bien des titres, comme un vrai Romain, grave et austère, d'une simplicité peut-être un peu apprêtée. Derrière le masque antique, je vis reluire, pour la première fois, l'œil malin et madré du paysan franc-comtois. Le héros s'évanouissait. Depuis cette triste et décourageante entrevue, je n'ai plus eu avec Grévy – et je sais qu'il s'en est plaint quelquefois – que des rapports officiels et obligatoires.

## Appendice II

# L'idée de la Revanche d'après Scheurer-Kestner, le comte de Mun, Drumont, Jaurès, Gambetta, Ranc, etc.

Cette idée fut vraiment une reine de France. Page 38.

## I

Déçu par cet accueil de Grévy, Scheurer-Kestner courut se réchauffer auprès de Gambetta, qui mit beaucoup de vivacité dans ses paroles de « fidèle souvenir à l'Alsace ». L'Alsacien déclare qu'il en fut touché et conquis. Ce ne serait pas beaucoup dire, car certaines démarches et certaines attitudes de Scheurer à Strasbourg inspirent la même inquiétude que les relations étroites et intimes de Gambetta avec Henckel de Donnersmarck, le confident et le messenger de Bismarck. Cependant, la qualité d'ancien député de Thann et le fait d'avoir été élu à Paris comme enfant de l'Alsace devaient (tout au moins jusqu'à l'affaire Dreyfus) régler la conduite publique de Scheurer et lui composer un langage. Par ce qu'il veut bien nous en dire, on voit quel pouvait être, vers 1871, l'état d'esprit des patriotes républicains, dont il parle avec une pointe de malignité saisissable :

Un soir, dans notre petit café, on parlait de la Revanche, dont personne ne doutait, et que nous croyions tous, ou presque tous, prochaine. Clemenceau me dit : « Es-tu sûr de la fidélité des Alsaciens ? Pendant combien de temps nous feront-ils crédit ? »

— Soyez sans inquiétude, répondis-je à mes amis. L'Alsace vous laissera le temps nécessaire. Seulement il faut qu'il lui soit bien démontré que la France ne l'oublie pas. » Cinq ans de patience nous semblaient alors le maximum qu'on pût demander à nos frères annexés, et ce délai paraissait bien long à beaucoup d'entre nous. Pour moi, instruit par l'expérience de la guerre, je reportai à quinze ans l'échéance suprême. Hélas ! vingt-quatre ans se sont écoulés au moment où j'écris ces lignes, et l'Alsace attend toujours, toujours fidèle. La France l'est-elle autant ? Depuis un quart de siècle, elle trouve dans son patriotisme les moyens de supporter des charges écrasantes et de concilier l'existence d'une armée permanente, formidable, avec les aspirations d'une démocratie républicaine. Une nation capable d'un si long effort mérite une récompense de la destinée...

## II

À la date où Scheurer-Kestner écrivait ces lignes (1894-1895), il était presque indifférent que l'échéance fût reculée. L'imagination des Français pouvait atermoyer tant qu'elle était bien sûre de ne pas renoncer. Les arrière-pensées se traduisaient avec une clarté particulière toutes les fois qu'on discutait au parlement les crédits de la défense nationale. La dette étant sacrée, on lui votait le nécessaire à l'unanimité. M. de Mun a raconté une séance de l'ère boulangiste où, seize années après le traité de Francfort, le sentiment national se révéla intact et pur comme au lendemain de la guerre :

Le 8 février 1887 fut, dans les annales parlementaires, une journée mémorable. Aucun discours n'y fut prononcé ; nulle séance, cependant, ne m'a laissé une plus durable impression.

En ce temps-là, Guillaume I<sup>er</sup> régnait sur l'Empire allemand, et le prince de Bismarck dirigeait la politique impériale. La France achevait l'œuvre laborieuse de son relèvement militaire, et la haine clairvoyante du chancelier prussien préludait à l'affaire Schnaebelé par des propos chaque jour plus provocants. M. René Goblet était président du Conseil, le général Boulanger, ministre de la Guerre. Pour hâter la fabrication du fusil Lebel, le gouvernement déposa une demande de crédits supplémentaires destinés à la réfection de l'armement.

C'était vers le milieu de cette journée du 8 février. Le projet fut aussitôt envoyé à la Commission du budget, et la séance,



de fait, se trouva suspendue. Dans les couloirs, les groupes se formèrent, nombreux, agités. La droite, la gauche et le centre, radicaux et modérés, catholiques et libres penseurs se confondirent, dominés par la même et unique pensée. On était pourtant au lendemain des grandes discussions de la loi de 1886, qui organisait définitivement la laïcité de l'enseignement primaire. M<sup>gr</sup> Freppel les avait soutenues avec éclat ; chacun de nous avait, à ses côtés, besoin de son mieux. Nos adversaires, M. Goblet lui-même, avaient ardemment poussé le combat. Mais, à la première nouvelle de la demande de crédits, toute autre préoccupation disparut des esprits : on entoura le président du Conseil, en lui demandant toute la vérité.

M. Goblet, calme et maîtrisant son ordinaire impétuosité, nous déclara nettement que les circonstances étaient graves et qu'il faisait appel au patriotisme de tous pour que les crédits fussent votés sans débat. Ce fut assez.

On rentra en séance. En un moment, les bancs furent garnis. Les tribunes étaient pleines, la loge diplomatique au grand complet : le silence de cette foule remplissait la salle d'une poignante émotion. Le président Floquet se leva, tenant dans ses mains, qui tremblaient un peu, le cahier des crédits. Sa voix résonna, seule et grave, Après le premier chapitre, lorsqu'il dit : Quelqu'un demande-t-il la parole ? le silence retomba lourdement. Alors vinrent les mots sacramentels :

— *Que ceux qui sont d'avis d'adopter le chapitre premier veuillent bien lever la main !*

Aussitôt, cinq cents bras se dressèrent ensemble avec un bruissement sourd : je vois encore M<sup>gr</sup> Freppel, à côté de moi, jetant en l'air, d'un élan saccadé, comme pour un mouvement du manie-ment d'armes, sa main largement ouverte : le feu de la Revanche était dans ses yeux<sup>305</sup>. Ce fut ainsi, avec une régularité toujours plus saisissante, après chacun des chapitres, le geste banal avait pris l'apparence d'un rite sacré. Au vote sur l'ensemble, il se prolongea comme une muette acclamation. Il sembla que l'âme de la patrie traversait la salle. Les spectateurs retenaient leur souffle. Les diplomates regardaient, sérieux et surpris. Quand le

---

<sup>305</sup> On a récemment publié une lettre de M<sup>gr</sup> Freppel au pape Léon XIII, qu'il priait d'intervenir auprès de l'empereur Guillaume II, pour obtenir la rétrocession de l'Alsace-Lorraine contre indemnité.

président eut dit : — *Le projet de loi est adopté*, sans un mot, les députés se levèrent presque tous. De nouveau, la salle fut déserte.

La journée historique était finie. Elle eut à Berlin un retentissement énorme : le Reichstag l'entendit bientôt invoquer comme un exemple. (*Le Gaulois* du 21 septembre 1905.)

L'étonnement des diplomates s'explique bien. Ils venaient d'avoir là, enfin, la sensation, la révélation du souverain auprès duquel ils se trouvaient accrédités sans le connaître. Ce n'était ni le cabinet en fonctions, ni le président en exercice, ni le suffrage universel. Ce n'étaient pas non plus les membres visibles de cette assemblée, ni la nation dans sa multitude ou dans ses éléments variés. C'était ce qui avait fait passer, sur cette assistance, le frisson d'un esprit, d'un élan public unanime. Le souverain régnant sur la France, encore unie et sans partage, c'était, en 1887, le grand désir de recouvrer le plus tôt possible, les armes à la main, notre Alsace et notre Lorraine ! Ce désir faisait la synthèse des vœux du pays, il représentait légitimement la nation, en ce qu'elle avait de meilleur, de mieux défini, de plus fort. Il l'actionnait, il la dirigeait, il régnait.

### III

Ce souverain idéal, ce mâle rêve de la reprise de Metz devait d'ailleurs être berné et mystifié sans miséricorde jusqu'au jour où on le détrôna sans façon. Les serviteurs professionnels de l'idée de revanche ayant passé leur vie politique à détruire les conditions de notre unité morale et de notre vigueur militaire, il ne reste, après quarante ans, qu'à souligner avec Drumont « l'ironie amère et violente » du souvenir de ces belles années de foi :

Pendant les premières années qui suivirent la guerre, la pauvre France naïve vivait dans l'admiration d'un Gambetta patriote qui, jour et nuit, méditait sur la Revanche. C'était le temps où l'on voyait des visages pâlir, où l'on entendait de vrais sanglots quand, dans la fumée d'une salle de café-concert, une chanteuse apparaissait avec le costume alsacien. *L'atelier et le salon étaient d'accord dans le même sentiment*. À 3 heures du matin, on pensait encore à la Revanche. Dans les brasseries littéraires et les sous-sols artistiques, on trouvait alors Paul Arène, ce poète exquis et cet obstiné noctambule. Accompagné par un piano, dont les touches à moitié cassées rendaient des sons affreux, il chantait et mimait *Le Roi de Thulé*.

Le Roi de Thulé, c'était le vieux Guillaume qui, en compagnie de ses barons et de ses généraux, vidait joyeusement la coupe dans la haute salle du château qui donne sur la mer. Soudain, un bruit formidable retentissait. Guillaume, saisi d'épouvante, se levait en trébuchant, la coupe encore à la main. Quel était ce bruit ? Parbleu, c'était l'armée de la Revanche qui arrivait tout à coup. C'étaient

Les conscrits pieds nus de Faidherbe  
Et les mobiles de Chanzy.

*Pendant ce temps-là, Gambetta dînait chez la Païva avec Henckel de Donnersmarck, le fameux Henckel dont Le Matin nous a signalé les louches manœuvres pendant le conflit marocain.*  
(Extrait de la *Libre Parole* du 20 octobre 1906.)

Il fut un temps où les amis de Gambetta essayaient encore de nier cet ordre de faits qu'ils présentaient comme une invention des ennemis de la République ou le mensonge audacieux de la réaction. Henckel était un mythe, Donnersmark un fief dans la lune, la Païva une création de satirique et de romancier. Mais tout cela se trouve aujourd'hui vérifié par les publications récentes qui ont été faites en Allemagne. Les journaux gambettistes auront vainement essayé d'en tronquer et d'en esquiver les morceaux difficiles. M. Jacques Bainville, dans sa brochure en collaboration avec M. Marie de Roux, *La République de Bismarck*, a complété les textes et rétabli la vérité<sup>306</sup>, qui fut amplement avouée depuis par la nouvelle orientation imprimée à l'esprit et à la volonté des républicains.

## IV

Car ils ont bien marché. Ce que le Gambetta d'il y a vingt-cinq ans était réduit à dissimuler, non seulement on en convient, mais on l'utilise en manière d'argument et d'autorité. L'accord explicite de Gambetta et de Bismarck, ses rencontres secrètes avec l'envoyé de Bismarck, sont invoqués publiquement au secours de cette opinion que Jules Grévy se contentait d'exprimer dans l'intimité : « Il ne faut pas que la France songe à la guerre. . . Il faut renoncer à l'Alsace. » Pour tout dire, ce Gambetta inconnu ou nouvellement découvert

---

<sup>306</sup> Dans la *Gazette de France* du 21 octobre 1905. M. Jacques Bainville défia vainement *Le Figaro* et *Le Temps* de publier dans leur texte complet les lettres échangées entre Gambetta et le rabatteur de Bismarck ; cette correspondance était mutilée et atténuée dans la version du *Temps*.

fortifie M. Jean Jaurès : il lui fournit de quoi bien démontrer que l'idée de Revanche est une pure honte et pourquoi elle réalise le plus funeste ; le plus fol anachronisme dans la « conscience » d'un peuple européen au XX<sup>e</sup> siècle. Voici la thèse générale soutenue par M. Jaurès dans *L'Humanité* du 16 octobre 1905, au cours des polémiques inspirées par les révélations de MM. Delcassé, Sarraut, Lauzanne, etc.

Tant que la revanche restera parmi les possibles de la politique française, la tentation viendra à des hommes d'État de profiter des circonstances qui leur paraissent favorables à ce dessein, et la tentation viendra à d'autres peuples, qui auront contre l'Allemagne des griefs d'un autre ordre, d'exploiter cette survivance obscure de l'idée de revanche pour nouer une coalition anti-allemande.

Le surlendemain (18 octobre), M. Jaurès ne se borna point à flétrir l'idée de revanche et le désir d'en sauvegarder de vagues semblants, il affirma de plus que, en fait, cette obsession devait prendre fin, du moment que les « combinaisons anglaises » offertes à M. Delcassé avaient été repoussées, cinq mois auparavant, par les autres membres du cabinet Rouvier.

Ces combinaisons, M. Rouvier les a renversées pour le plus grand bien de la France, de la République et de l'Europe. Mais quel est le gouvernement qui pourra reprendre avec quelque autorité une politique de Revanche, maintenant que, sur cette politique, grosse de son fruit détestable sans doute, mais viable, une opération d'avortement a été pratiquée ?

C'était faire beaucoup d'honneur à M. Delcassé que d'expliquer sa politique par l'idée de revanche, mais là n'était pas la nouveauté ni l'intérêt de l'article de M. Jaurès ; au contraire, tout ce qui suit est fort piquant :

Par un singulier paradoxe, c'est le gambettisme, dont il semblait que la politique de revanche fût l'âme profonde, qui s'y est opposé. Une première fois, c'est Gambetta lui-même. Après l'éclatante victoire républicaine du Seize Mai, il se crut désigné pour le pouvoir ; et qui l'eût été, en effet, mieux que lui, sans les timidités réactionnaires du centre gauche puissant encore, sans les intrigues de la jalousie et l'hostilité sournoise de l'Élysée ? Mais son nom était comme le symbole de la Revanche. *Gambetta s'appliqua aussitôt à rassurer la France et l'Europe. Il affirma, en toute occasion, que la France voulait la paix avec tous. Et il alla jusqu'à préparer un voyage à Berlin et une entrevue avec M. de Bismarck. Détail frappant : le même Henckel de Donnersmarck, celui qui avait servi d'intermédiaire entre Gambetta et*

*M. de Bismarck, et combiné une rencontre d'où devait sortir AU MOINS UN AJOURNEMENT DE L'IDÉE DE REVANCHE, est venu à Paris dans la crise récente [1905] ; et il a été mêlé aux négociations officieuses qui ont préparé la détente de la situation redoutable créée par Delcassé. Il n'a eu, sans doute, à invoquer auprès de M. Rouvier que le nom et le souvenir de Gambetta.*

M. Rouvier, lui, c'est d'abord contre le général Boulanger <sup>307</sup>, c'est ensuite contre M. Delcassé, qu'il a sauvé la paix. C'est la destinée extraordinaire du Gambettisme de faire avorter périodiquement la politique de revanche.

M. Jaurès résume ensuite son avis personnel dans l'audacieuse exclamation suivante : « Comme si, dans l'état présent du monde et avec le douloureux effort de l'humanité vers la justice sociale, la guerre de revanche, MÊME AVEC LA CERTITUDE DE LA VICTOIRE, n'était pas un désastre ! »

Ce mot impie fit scandale dans le petit monde des modérés.

Quelques-uns osèrent répondre nettement que la tradition gambettiste, si elle eut des faiblesses, n'avait jamais admis qu'une victoire de la France sur l'Allemagne pût être qualifiée de « désastre ». En quoi les modérés se trompaient gravement. Le gambettisme le plus orthodoxe, le plus autorisé, n'a peut-être pas dit cela, mais il l'a laissé dire, il a coopéré de toute sa force en faveur de M. Jean Jaurès, lequel l'a dit... En effet, peu de jours après avoir produit cet aphorisme, en faveur duquel l'ensemble de l'article paraissait invoquer l'autorité de Gambetta, M. Jaurès fut honoré de la plus haute approbation qu'il pût rêver pour lui à ce moment : celle de M. Ranc.

Personne n'était mieux placé que M. Ranc pour rétablir, si on l'eût dénaturée, la vraie pensée de Gambetta. Loin de rectifier, M. Ranc confirma. Avec la plus incroyable facilité, il a mis en morceaux la légende militaire de Gambetta. Il a flétri la généreuse contrefaçon du grand homme telle que l'ont accréditée quelques généraux illusionnés, et, avec eux J.-J. Weiss, Déroulède, Georges Duruy. M. Ranc a restitué la véritable définition du Gambettisme. On me saura gré de la reproduire en entier, d'après *Le Radical* daté du vingt-trois octobre 1905 et paru, en réalité, le vingt-deux. M. Ranc disait :

Dans la séance déjà célèbre du Conseil des ministres dont les détails – vrais ou faux – ont été livrés à tous les vents de la publicité, sinon par M. Delcassé, au moins par ses amis, le protégé du tzar a eu l'outrecuidance, pour justifier sa folle politique, d'évoquer le souvenir de Gambetta ; il a même poussé l'impertinence jusqu'à en appeler au témoignage de ceux de ses collègues

---

<sup>307</sup> Dix-huit années avant d'imposer au président Loubet le renvoi de M. Delcassé, M. Rouvier avait été le collaborateur de Grévy dans les premiers pièges tendus à Boulanger.

qui avaient été les collaborateurs ou les amis de Gambetta. C'était une façon d'insinuer que les gambettistes, s'ils ne partageaient pas les vues de M. Delcassé, s'ils ne le suivaient pas aveuglément dans ses fantaisies de haute politique, se mettraient en contradiction avec les enseignements du grand patriote, du grand homme d'État.

On va voir ce que signifient les mots de « grand patriote » dans l'idiome du gambettisme, d'après M. Ranc :

Or, voici ce que, le 12 août 1881, à l'Élysée-Ménilmontant, dans une réunion publique, devant ses électeurs de Belleville, Gambetta disait :

« À la politique extérieure je ne demande qu'une chose, c'est d'être digne et ferme, c'est de se maintenir les mains libres et les mains nettes ; c'est *de ne choisir personne dans le concert européen* et d'être bien également avec tout le monde ; c'est de considérer la France non pas comme isolée, mais comme parfaitement détachée des sollicitations téméraires ou jalouses ; c'est de dire : — Désormais, la France n'appartient qu'à elle-même, elle ne favorisera les desseins ni des dynastiques du dedans, ni des ambitions du dehors ; elle pense à se ramasser, à se concentrer sur elle-même, à se créer une telle puissance, un tel prestige, un tel essor, qu'à la fin, à force de patience, elle pourra bien recevoir *la récompense de sa bonne et sage conduite*. Et je ne crois pas dépasser la mesure de la sagesse et de la prudence politiques en désirant que la République soit attentive, vigilante, prudente, toujours mêlée avec courtoisie aux affaires qui la touchent dans le monde, *mais toujours éloignée de l'esprit de conflagration, de conspiration et d'agression*, ET ALORS, *je pense, j'espère que je verrai ce jour où, par la majesté du droit, de la vérité et de la justice, nous RETROUVERONS, nous rassemblerons les frères séparés.* »

M. Ranc ajoutait à la citation :

Ne semble-t-il pas que ces belles paroles, empreintes d'une profonde sagesse et du plus pur patriotisme, ont été prononcées hier ? Ne s'appliquent-elles pas admirablement aux événements d'hier ? Ne sont-elles pas la condamnation des combinaisons folles, de la politique d'aventures où, dans son infatuation, M. Delcassé espérait entraîner le gouvernement de la République ? Non, nous ne sommes pas infidèles aux enseignements de Gambetta, quand

nous répétons avec lui : *pratiquons la politique des mains libres* ; quand nous disons : *ne soyons les complaisants de personne*, ni de l'Allemagne, ni de l'Angleterre ! C'est bien assez, c'est trop d'avoir été pendant des années les complaisants de la Russie ! C'est grand dommage qu'un de ceux à qui, le 6 juin, s'adressait M. Delcassé, ne l'ait pas tout bonnement renvoyé au discours de Ménilmontant. Malgré sa gloriole, malgré son bel aplomb, M. Delcassé serait resté quinaud. Il serait rentré... sous son portefeuille.

L'Écriture ne vaut pas sans la Tradition qui l'interprète.

Grâce à la forte autorité de ce prêtre du gambettisme, la doctrine est donc fixée : parmi les échappées contradictoires du tribun, nous savons bien lesquelles nous ont porté sa vraie pensée.

Un accord parfait s'est conclu en octobre 1905 entre le gambettisme, représenté par M. Ranc, et le renoncement, représenté par M. Jaurès. Quand on voit à quel point cela fut spontané, facile, naturel, on commence à sentir ce qu'a été la comédie de la Revanche. Il « semblait » que la politique de revanche fût « l'âme profonde du gambettisme », a déclaré d'une part M. Jaurès. D'autre part, a-t-il ajouté, c'est le « gambettisme » qui, trois fois – par Rouvier en 1905, par Rouvier en 1887, par Gambetta lui-même en 1877 – « fit » certainement « avorter » la politique de revanche. Et Ranc ne proteste ni contre l'une ni contre l'autre de ces deux propositions de M. Jaurès. Il en sanctionne la double thèse en fournissant, comme à l'appui, un texte authentique et public de Gambetta, tiré du discours de 1881 à l'Élysée des Beaux-Arts. Enfin, il n'élève aucune objection contre cette écœurante assertion de M. Jaurès qu'une guerre de revanche, même victorieuse, serait toujours un « désastre » pour l'Humanité.

Jaurès comprit, et, dans les vingt-quatre heures qui suivirent la bénédiction gambettiste de M. Ranc, le 23 octobre 1905, il publiait en tête de *L'Humanité* un article qui liquida la question des provinces perdues, au point de vue démocratique et républicain. En dissipant toute équivoque sur le sens historique de la revanche, M. Jaurès instruisit les lecteurs de *L'Humanité* de ce qu'il leur faut croire, de ce qu'il leur faut rejeter, en un mot, de ce qui doit rester de la tradition gambettiste prise pour centre de l'orthodoxie républicaine. Les petits catéchismes diocésains ne sont pas plus précis dans leurs définitions dogmatiques. La *Revue de l'Action française* du 15 avril 1907 analyse dans les termes suivants la définition de M. Jaurès :

### **1° Ce qu'il faut croire :**

La plupart des Français traitant des Provinces perdues en ont considéré soit la fonction stratégique, la valeur comme « Marches » françaises, soit la part morale ou matérielle prise au commun

travail intérieur de la nation. On a lu des pages admirables de Proudhon pour montrer l'éternel effort des maîtres de la Gaule, qu'ils fussent Césars ou Capets, à pousser leurs frontières jusqu'aux berges du Rhin. Le feu duc de Broglie a su noter, en quelques mots, la légitimité de l'effort dont Proudhon n'a voulu voir que la constance. On ne saurait demander à M. Jaurès d'arrêter son regard sur des problèmes « nationaux » qu'il doit négliger par état. Cependant, abstraction faite du patriotisme, de l'intérêt national ou du point d'honneur, l'Alsace et la Lorraine existent ; elles ne forment pas un territoire abstrait disputé entre deux concepts : le labeur de quatorze siècles s'y est incorporé, elles représentent une œuvre, un produit, en même temps qu'un instrument des travaux futurs, et cet outil, fait en majeure partie de main d'homme, semble, par là, éminemment précieux à l'esprit humain et au genre humain. Un tel capital collectif, qui n'est pas seulement moral, devrait atteindre à quelque valeur « sociale » aux regards de M. Jaurès. Chose bien remarquable, M. Jean Jaurès n'en dit rien. Dans le litige franco-allemand qui l'occupe, l'objet lui paraît tellement insignifiant qu'il n'en fait aucune mention.

Il n'y a point d'Alsace, il n'y a point de Lorraine. Jaurès ne retient, il ne compte que l'idée d'une offense morale faite en 1871 aux Lorrains et aux Alsaciens, à ceux, du moins, qui vivaient à ce moment-là. Où nous parlons géographie, économie, histoire, art militaire, il nous répond jurisprudence, éthique et religion : les Allemands ont fait du mal aux Alsaciens et aux Lorrains, ils les ont annexés sans leur consentement ; les Allemands sont donc tenus à réparer leur tort. M. Jaurès est inflexible sur ce dommage. Mais on peut lire et relire son article, on n'y trouve rien qui soit relatif au fait alsacien-lorrain considéré comme nécessaire à la force et à la durée du reste de notre patrie.

Ce vide est d'autant plus sensible que l'article est loin d'être composé de pures nuées. Indifférent aux conditions générales de l'existence nationale, M. Jaurès se soucie énergiquement de préserver nos contemporains d'une guerre, et il examine, avec attention, toute chose réelle qui risquerait de l'amener. Il dénonce comme un péril toute diplomatie trop active, tout système de manœuvre, tout défi prolongé qui nous menacerait de la moindre complication. La politique de revanche lui déplaît surtout à ce titre. Il ne néglige rien de ce qui assure, au jour le jour, la sécurité apparente : si la frontière découverte et le territoire amoindri ne



lui inspirent que des vues idéalistes sur l'iniquité du Germain, la moindre perspective de mobilisation lui suggère une opposition très pratique et très véhémente. Il est impossible de ne pas en conclure que sa témérité de penseur se réserve pour les sujets qui n'entraînent pas de risques corporels.

Un de ces sujets, c'est la *faute* des Allemands. M. Jaurès semble penser que le dommage qu'ils ont fait à la population de l'Alsace et de la Lorraine constitue, à leur charge, à leurs dépens, un grief absolu, perpétuel, indélébile. Cela lui permet de se cantonner avec autant de résolution que de force dans son point de vue *uniquement*<sup>308</sup> juridique.

On ne saurait trop louer la commodité de ce point de vue. Suivez bien. Du moment qu'il y a procès, qu'il n'y a que procès, et qu'on ne se représente cette affaire internationale qu'à la manière d'une cause destinée à quelque assemblée de grands juges européens qui ne siégeront peut-être jamais; du moment surtout qu'on pose le problème dans la langue de la chicane, il arrive infailliblement que les idées changent de place et que les faits perdent leur sens, de sorte que les situations en paraissent interverties. C'est à la partie lésée que le « beau rôle » échoit alors. Elle en vient à penser qu'elle tient (comme on dit vulgairement) le bon bout. Ce n'est plus pour l'Alsace ni pour la France qu'il faut s'inquiéter, c'est pour la pauvre Allemagne qui s'est donné le tort de ne pas traiter les populations d'Alsace-Lorraine comme la France avait traité les Niçards et les Savoyards : faute d'un plébiscite en règle, elle perdra, nous gagnerons, quand on jugera entre nous. Quelle situation privilégiée ! Mais, dès lors, attention de nous y tenir ! Prenons bien garde d'en remplir exactement les devoirs, c'est-à-dire de ne rien changer à l'état des faits ! Surveillons-nous ! Un avantage militaire détruirait manifestement le bel ordre qui nous favorise. Évitions-le. Mais pas de concession non plus. Nous ne renonçons pas. Nous maintenons les « droits » des Alsaciens-Lorrains. Nous avons même l'air de maintenir tous les nôtres, puisque nous en parlons encore, à l'instant même où

---

<sup>308</sup> J'avais souligné avec intention cet « uniquement ». Comment de bons esprits, tels que M. Henri Galli, ont-ils pu s'y tromper et m'attribuer le désir d'exclure ce point de vue ? Le point de vue juridique est incomplet. Il expose ceux qui s'y tiennent « uniquement » à toutes les erreurs de pensée, à toutes les fautes de conduite commises par Gambetta et par ses élèves. Qu'est-ce à dire, sinon que le point de vue demande à être complété et subordonné, nullement rejeté, ni même négligé. Il faut des médecins, il faut des avocats, on peut le reconnaître, même en leur refusant les honneurs suprêmes.

nous pressons nos compatriotes, dans les termes les plus formels, d'en abdiquer une partie, en réprouvant toute revendication par les armes. . .

Quand Gambetta disait cela, ou tournait plus ou moins autour de ces idées, les Français comprenaient si mal qu'ils se méprenaient tout à fait. Mais cela devient clair et net sous la plume de M. Jaurès reprenant l'affaire au point où M. Ranc l'a laissée en nous conseillant « les mains libres » :

« Nous voulons, dit M. Jaurès, que la France réserve envers tous son entière liberté d'action.

Mais cette liberté d'action, *quel usage en fera-t-elle ?* S'en servira-t-elle pour une politique de revanche militaire, ou pour une politique de paix ? Voilà la question décisive. *Voilà la seule* question. Tant que la France n'aura pas reconnu, *dans l'intimité de sa conscience*, que ce n'est point par les combinaisons et les hasards de la force que LE DROIT *violenté en 1870 peut être réparé*, tant qu'elle ne se sera point *engagée envers elle-même*<sup>309</sup> à ne mêler *aucun calcul de revanche militaire, avoué ou secret*, à sa politique extérieure et à sa diplomatie, tant que les hommes d'État français pourront croire que leur devoir envers la nation est de préparer cette revanche militaire et de la rendre possible par le jeu des alliances, c'est le poids intérieur qui fera toujours dévier notre politique vers les aventures ; et nous verrons se reproduire, périodiquement, des entraînements funestes comme celui qu'a subi M. Delcassé<sup>310</sup> ou des tentations imprudentes comme celles que le gouvernement anglais ne nous a pas ménagées.

*Le Temps* dit que nous nous efforcerons de prévenir les conflits entre l'Angleterre et l'Allemagne. Comment le pourrons-nous, si nous-mêmes, *dans le fond de notre*

---

<sup>309</sup> Ces trois derniers mots soulignés par M. Jaurès. Il est bon d'observer combien l'on nous veut purs de toute rancune envers l'étranger dans le parti qui prêche la haine de nos concitoyens.

<sup>310</sup> Encore une fois, il est d'intérêt capital pour M. Jaurès de faire croire que l'échec de M. Delcassé fut aussi un échec de l'idée de revanche. Mais redisons qu'il n'y eut jamais rien de commun entre cette idée et cet homme, sinon quand celui-ci, mal tombé du pouvoir, éprouva le besoin de lustrer sa honteuse histoire. Tandis qu'il se donnait chez ses nouveaux amis pour le libérateur éventuel de l'Alsace, ses amis plus intimes, tels que M. Maurice Sarraut, soutenaient et établissaient le contraire.

*pensée, nous croyons que notre devoir est de guetter et de saisir une occasion favorable de revanche ? Si la France est convaincue, comme le sont les socialistes, que les groupes humains opprimés en Finlande, en Pologne, en Alsace-Lorraine, en Irlande même, seront réconfortés et restitués dans leur droit par l'effort intérieur des peuples vers la démocratie et par l'action croissante de la classe ouvrière internationale, si elle croit cela comme nous, et si elle croit que la paix hâtera cette croissance bienfaisante de la démocratie européenne et du prolétariat, alors oui, elle peut servir la cause de la paix générale. Alors oui, elle peut travailler à prévenir entre l'Allemagne et l'Angleterre des chocs funestes ; car elle adhère du fond même de sa conscience à une politique pacifique. Mais si elle peut être justement soupçonnée, si elle peut, en s'interrogeant tout bas, se soupçonner elle-même de chercher dans les événements l'occasion longtemps attendue d'une revanche militaire contre l'Allemagne, quelle sera son autorité morale, quelle sera la sincérité et l'efficacité de son action quand elle prétendra s'employer à prévenir les conflits ? Voilà la vraie question, question décisive, celle qu'on n'ose pas aborder ou qu'on aborde obliquement et qui pèsera sur toute la situation européenne, tant qu'elle n'aura pas été résolue ou par la détestable aventure de la guerre ou par l'affirmation française de la paix définitive, en qui la promesse de justice est contenue. »*

Ne reprenons de cet exposé que le dogme central en réservant les raisons vraies ou fausses dont il est soutenu. — *Est-il vrai qu'une politique de revanche française soit le seul cas de guerre pour les Européens*<sup>311</sup> ? M. Jaurès conviendra tout à l'heure qu'il n'en est rien. La guerre peut nous être déclarée contre notre attente et contre notre vœu. Nous pouvons y être entraînés par nos affaires coloniales ou méditerranéennes, par notre évolution politique ou économique. Enfin, elle peut éclater chez les autres. Tout cela ne dépend en rien de notre volonté de résignation ou de revanche ; mais tout cela interromprait, de l'avis de M. Jaurès, le mouvement démocratique et, par une conséquence qu'il tire lui-même, retarderait indéfiniment le triomphe du « droit »...

---

<sup>311</sup> Singulièrement vérifié par l'événement.

D'autre part, est-il vrai que la démocratie ne puisse être arrêtée que par la guerre ? Ne lui connaît-on d'autres ennemis ? M. Jaurès le dit mais ne le montre pas. Enfin, la démocratie, certainement inapte à l'organisation militaire, en est-elle plus apte à créer l'état de justice et de paix ? Autant dire qu'il suffit d'ignorer la stratégie et la tactique pour savoir l'économie politique et le tibétain. . .

Mais, M. Jaurès a pris tous ces postulats pour accordés, il suppose que tous ces vœux seront exaucés et sur cet enchaînement d'hypothèses repose la série des actes de foi proposés à l'Humanité : « Droit violenté » mais qui peut être réparé ; « promesse de justice » ; « autorité morale » de la France ; « réconfort » et « restitution » des « groupes humains opprimés » ; retour au « droit » par « l'effort intérieur vers la démocratie », cet effort coordonné par l'Internationale ouvrière. . .

DOGME : *le droit alsacien-lorrain revivra comme celui de tous les peuples opprimés quand aura lieu l'avènement du prolétariat d'un bout à l'autre de la terre habitée.* Croire autre chose est adhérer de près ou de loin à une erreur dont M. Jaurès va nous découvrir la malfaisance horrible. Il est intéressant de lui voir rechercher une exacte et complète formule de cette erreur. Quel digne adversaire la fournira ? M. Jaurès n'espère point que M. Delcassé ou *Le Temps*, auxquels il répliquait tout à l'heure, lui opposent rien de très pur. Au fond, il sait parfaitement que M. Delcassé n'a jamais voulu la Revanche, et *Le Temps*, toujours pris entre la vergogne civique et l'intérêt électoral, ne cesse de flotter entre les patriotes et la démocratie. Ces contradicteurs sont trop près de lui. Dès qu'il lui faut citer l'expression radicale d'un système opposé au sien, M. Jaurès est obligé de chercher plus à droite. Il ne trouvera ce qu'il cherche que passé les frontières du Vieux Parti républicain, tout proche du parti national et en pleine réaction, chez ceux que M. Ranc a excommuniés ou qu'il a reniés : les amis de M. Méline ! N'est-il pas significatif qu'il faille habiter loin du Bloc pour se trouver véritablement en conflit avec M. Jaurès sur la question de l'Alsace-Lorraine ?

## **2° Nous arrivons à ce qu'il faut rejeter :**

L'avant-veille, en critiquant la politique de M. Delcassé, mais en faisant à ce ministre la royale largesse de lui prêter des desseins tels qu'il n'en eut jamais, la feuille de M. Méline, *La République française*, avait écrit quelques lignes bien faites pour appeler sur les joues de M. Jaurès les roses de la pudeur offensée :

L'intérêt de la patrie, même lorsqu'on le place dans la reconstitution du patrimoine national, n'est pas de faire la guerre à toute occasion, c'est de remporter la victoire – on reconnaîtra que ce n'est pas tout à fait la même chose – et le devoir d'un homme qui préside aux destinées de la France, c'est de ne risquer la guerre que lorsqu'il aura la conviction d'avoir accumulé toutes les chances de succès. M. Delcassé y travaillait ardemment, et il a pu dessiner une politique de revanche (!) très séduisante.

M. Rouvier ne tient pas moins que lui à la revanche (!), mais il n'a pas estimé que nous fussions prêts à soutenir victorieusement la guerre, et il s'est opposé à une politique qui aurait pu conduire à la guerre.

— Quel pitoyable état d'esprit ! répond M. Jaurès :

C'est dire que la France n'attend pour faire la guerre à l'Allemagne que l'heure où elle se croira assurée du succès. C'est dire qu'elle n'aura, en attendant, d'autre politique que de préparer, de hâter cette heure de la revanche et de la guerre. Quel effet doivent produire ces paroles, reproduites et commentées en Allemagne ! Quel argument elles fournissent au chauvinisme et au militarisme allemands ! Il en sera ainsi *tant que la politique de revanche n'aura pas été décidément éliminée de la pensée et de l'action de la France*.

Par là, certes, ne disparaîtra pas toute menace à la paix de l'Europe et du monde. J'ai déjà dit combien la politique de l'Allemagne en Asie était rétrograde et violente, grosse de périls de tout ordre et de sinistres aventures. Je sais *aussi* que l'Allemagne, même quand elle doit simplement se prémunir contre une agression du dehors, a une manière brutale et lourde qui laisse dans les cœurs le ressentiment et le malaise (!) ; et ces procédés sont comme aggravés par les brusques oscillations d'une volonté irresponsable (?). L'Angleterre *aussi* a ses vues égoïstes, ses arrière-pensées mauvaises que l'entente cordiale ne nous oblige point à seconder. Mais plus grande sera *l'autorité morale* de la France pour COMBATTRE dans le monde la politique d'égoïsme, de violence et de ruse quand elle-

même, *répudiant à jamais tout dessein d'agression*, se sera élevée par une sublime anticipation au point de vue de l'avenir, quand elle aura affirmé sa *foi idéaliste* en la *justice immanente* qui *s'accomplira* pour les PEUPLES VIOLENTÉS comme pour les classes opprimées, *par la démocratie et le socialisme* grandissant dans la paix. »

Eh ! en attendant l'heure qui accomplirait les promesses, on ne voit pas très bien comment notre nation pourrait « combattre » n'importe quoi ou n'importe qui « dans le monde », du moment qu'on lui supposerait ce grand dégoût et cet extrême effroi de la guerre que M. Jaurès s'attache à lui inculquer ! Comprend-on qu'il nous conseille de renoncer à la volonté de revanche pour pacifier l'univers, dans l'instant même où il assure que la guerre européenne peut éclater autrement que de notre fait ?

Le fait d'oublier et de sacrifier l'Alsace peut nous valoir la guerre autant et plus que le fait de nous souvenir ou de nous armer. On peut attaquer les gens de peur de leurs bâtons et de leurs grands couteaux ; mais la plupart des agresseurs donnent leur préférence aux passants qu'ils estiment incapables de se garder. Étions-nous, dans la réalité des choses, assez pacifistes, démunis, renonciateurs, sous le gouvernement de ce « Delcassé le provocateur » qui n'était pourtant rien que le digne collègue d'André, de Loubet et de Combes ! Or, cela n'a pas empêché (au contraire) Guillaume II de traiter Delcassé comme Bismarck n'osa traiter ni le général Boulanger ni les ministres du maréchal qui lui inspiraient des inquiétudes plus légitimes.

Dans son très vif désir d'écarter, par tous les moyens, l'idée de la guerre, M. Jaurès ne craint pas d'avancer une vérité de bon sens. Il y a du vrai dans son objection générique à tout système de politique étrangère dont le but avoué, public, officiel, serait le retour vers le Rhin. Non seulement ce serait le cas du joueur qui se trahit lui-même en laissant voir son jeu, mais la provocation constante le condamnerait au soupçon perpétuel, aux pièges, aux mauvais coups et à la plus solide impopularité en Europe. Reste à savoir s'il est inévitable d'être découverts à ce point. On peut méditer une politique sans la dire, la préparer sans la crier. Il suffit de posséder un gouvernement capable de secret, de réflexion et d'esprit de suite. Que ce gouvernement ne puisse être républicain, c'est peut-être de quoi nous imposer l'horreur

de la République<sup>312</sup>, mais M. Jaurès exagère la portée de ses arguments en se figurant qu'ils imposent l'oubli de Strasbourg et de Metz.

La vérité est que cet oubli est inhérent à la doctrine de M. Jaurès. Autant ses raisons adventices, empruntées à la supputation des faits ou au calcul des forces, semblent faibles, alors même qu'il leur arrive de contenir quelque chose de juste, autant, quand on remonte au principe formel de sa pensée, comprend-on que M. Jaurès se désintéresse du souvenir français en raison de l'objet et de la nature de ce souvenir : il est national !

Entre « les peuples violentés », qu'il mentionne avec émotion, M. Jaurès ne semble pas songer que l'un d'eux est le sien. Il peut s'attendrir sur le membre détaché du corps, il ne mentionne pas le corps privé du membre. S'il permet de garder du traité de Francfort une certaine pensée de deuil, ce n'est, en aucune manière, qu'il déplore l'affaiblissement du pays. Qu'est-ce là ? Le vrai mal, ce n'est pas d'avoir été diminué, mais de l'avoir été par force. Si, en même temps que l'Alsace-Lorraine, Nancy, Dijon, Châlons et Besançon nous avaient échappé à la fois, mais sans nulle contrainte, en douceur, l'intérêt du problème eût vraisemblablement disparu pour M. Jaurès, la plainte devrait cesser net. Dans une rupture accomplie sans violence, ni douleur, le litige et le corps du litige, le grief même seraient absents. Il n'y aurait ni mal ni offense.

L'offense spirituelle et morale reçue voilà trente-six ans étant notre seul titre contre l'Allemagne, ôtez-la, et vous enlevez tout ce que voit et déplore M. Jaurès. Retournez la situation, vous retournez son jugement et son sentiment. Que nous recouvrions nos provinces par le moyen qui a le malheur de lui déplaire, et ce sera son tour de se séparer de nous, car cette « violence » nouvelle ne se pouvant sans de nouvelles injustices, M. Jaurès ne pourrait que nous prendre en mépris ou en pitié, comme les membres d'une cité inférieure : plaignants naguère dignes et glorieux, bons spoliés d'hier, naguère bientôt heureux et irréprochables, en règle avec toutes les plus subtiles prescriptions du Code des devoirs internationaux, nous nous verrions déchus aussi bas que possible dans la triste posture des criminels diadémés

---

<sup>312</sup> Nous avons vu plus haut que la politique officielle de revanche était, dans notre République, le seul moyen de maintenir l'unité nationale. Nécessité intérieure d'en parler : impossibilité d'aboutir à l'extérieur si l'on en parle. Encore une des innombrables contradictions du régime !

qu'on appelle triomphateurs. M. Jaurès pâlit à la seule pensée de voir s'envoler l'auréole et tomber en lambeaux la robe du martyr que la France avait méritée. Le voilà, le « désastre » ! Puissent les lecteurs de *L'Humanité* n'être jamais enveloppés de cette infortune ! « L'autorité morale » de la France y succomberait. Elle y perdrait la foi, « sa foi idéaliste » dans les plans éternels de « la Justice immanente ».

Et je sais bien que ces derniers mots feront rêver, douter peut-être quiconque voudra se représenter comment ils ont été articulés par Gambetta : sous Gambetta, ils paraissaient vouloir signifier, à tout le moins, que nous ne devons pas avoir peur de faire la guerre, la Justice étant avec nous, et M. Jaurès leur fait exprimer que cette même guerre doit nous inspirer une sainte horreur !

### 3° La tradition de Gambetta

Serrons mieux la comparaison. Lorsque Gambetta prononce : « la majesté de la vérité et du droit », comme dans son discours de l'Élysée des Beaux-Arts, ou quand il assure que : « de grandes réparations peuvent sortir du droit », comme dans son discours de Cherbourg, le reste du morceau semble nous le montrer les sourcils réunis et l'œil étincelant, martelant les syllabes, un poing ou deux tendus contre un invisible ennemi, à la rumeur lointaine des cuivres, des tambours et de la fusillade : or, on ne trouve pas un terme guerrier dans le texte. Les métaphores sont du modèle que M. Ranc a passé à M. Jaurès. Elles sortent uniformément du cabinet de l'avocat ou de l'étude du notaire. Seulement, au rebours de ce qui se passe dans la sérénade de Mozart, l'orateur accompagne sur un rythme guerrier ces paroles d'une très pure sagesse bourgeoise. Oppose-t-il le droit au fait, le juste au violent, le moral au brutal, on croit entendre, au lieu du petit pas de l'huissier ou du bredouillement du greffier, le déclic des armes qu'on charge ou le commandement du feu. L'artifice est continu, et toujours semblable à lui-même.

À ce modèle de phraséologie, M. Jaurès n'ajoute rien. Ses propos vont montrer ce qu'il en retranche et comment la vertu de cette ablation lui permet des développements harmoniques. On va trouver le gambettisme conduit au dernier degré du raffinement dont il était capable. Rarement commentaire s'adapta aussi bien au texte, le serra de plus près en l'améliorant. Les conclusions de Gambetta sur *la majesté du droit, de la vérité et de la justice* se



complètent et s'illuminent en ces paraphrases destinées à exorciser, pour la dernière fois, *l'esprit de conflagration, de conspiration et d'agression*.

M. Ranc écrivait hier ces fortes paroles : « Ne soyons les complaisants de personne, ni de l'Allemagne, ni de l'Angleterre ; c'est bien assez, c'est trop d'avoir été, pendant des années, les complaisants de la Russie. »

J'y souscris pleinement. Je lui demande seulement la permission d'ajouter que toute politique de revanche, avouée ou secrète, fera de nous les complaisants, les satellites de la puissance en qui nous croirons trouver une compagne d'agression contre l'Allemagne.

M. Ranc cite l'admirable discours prononcé par Gambetta en août 1881 à l'Élysée-Ménilmontant :

« — Je ne crois pas dépasser la mesure de la sagesse et de la prudence politique en désirant que la République soit attentive, méfiante, prudente, toujours mêlée avec courtoisie aux affaires qui la touchent dans le monde, mais toujours éloignée de l'esprit de conflagration, de conspiration et d'agression, et alors, je pense, j'espère que je verrai le jour, où par la majesté du droit, de la vérité et de la justice, nous retrouverons, nous rassemblerons les frères séparés... » Voilà vingt-quatre ans que ces paroles ont été dites. Et plus le temps s'écoule, plus il apparaît que la condition des frères séparés, comme celle de tous les groupes ethniques qui pâttissent d'un régime de violences, ne pourra être relevée selon la justice que par l'avènement décisif de la démocratie européenne, inspirée de l'esprit socialiste. Cette majesté de la vérité et du droit, invoquée par Gambetta, elle ne peut prendre corps que dans les peuples libres<sup>313</sup> ; elle ne peut se manifester pleinement que dans ce prolétariat international dont l'élite, sans cesse accrue, cherche à éliminer de tous les rapports humains, rapports de nation à nation et d'individu à individu<sup>314</sup>, l'arbitraire et la violence. Ce prolétariat international, cette nouvelle démocratie européenne, ne peuvent accomplir leur œuvre que dans la paix.

---

<sup>313</sup> Et dévorés sans doute par la guerre des classes ?

<sup>314</sup> De classe à classe, probablement aussi ?

Pourquoi la France se refuserait-elle à prononcer la parole décisive ? Pourquoi laisserait-elle subsister une racine d'équivoque d'où repoussent sans cesse les tentatives d'ailleurs manquées ?

Loin d'altérer en rien la thèse gambettiste, cette adaptation pacifiste en découvre complètement le sens secret. Cette forme nouvelle en éclaire le fond originel. On dirait que l'idée de Gambetta, longtemps comprimée ou gênée par les circonstances, vient enfin de toucher à sa juste limite d'épanouissement. Grâce à la clarté explicite répandue sur le but et sur les moyens, M. Jaurès a pu débarrasser sa prose du bruyant cliquetis dont les oracles de son maître restent encombrés et couverts. Le rythme et le son de la voix vont d'accord avec la pensée. Nulle musique militaire ne l'accompagne plus, nul geste menaçant ne ponctue les propos conciliants et juridiques. M. Jaurès avoue ce qu'il fallait que Gambetta gardât pour lui. Il ne s'agit aucunement de préparer une guerre heureuse. Il ne s'agit plus de rattacher à la France les pays qu'on lui arracha. Des hommes violentés seront rendus à eux-mêmes, sans aucun effort national de notre part, du seul fait de la commune poussée démocratique de tous les autres hommes de l'Europe et du monde.

L'orateur est assez sûr de lui et de M. Ranc pour se résoudre à parler net et à cesser de battre des signaux de retraite sur le rythme de la charge et de la victoire. Le seul bon goût universitaire aurait pu suffire à conseiller cette innovation à M. Jaurès. Mais tant d'autres circonstances l'ont imposée à son esprit ! En vérité, s'il faut admirer quelque chose, ce n'est pas la liberté de langage de Jaurès, mais le détour que prit Gambetta. Jaurès, en 1905, est absolument libre de dire tout ce qu'il lui plaît. Un parti nombreux le soutient, il est presque au pouvoir. Le sentiment public ne peut se tourner contre lui, étant démoralisé, depuis la démarche de Kiel qui nous rapprocha de l'Allemagne, par l'affaire Dreyfus qui sépara la nation de l'armée, par la destruction officielle et régulière de la force publique au gré d'un André ou d'un Pelletan, enfin par la basse pratique de la délation et les appels continuels à la désertion. Ce que Jaurès demande est peu au prix de tout ce qu'il a obtenu ; dix ans d'un insolent triomphe donnent à sa démarche une assurance incomparable. Le désarmement qu'il réclame paraît, en soi, presque plausible. Assurément, tous nos intérêts nationaux, l'état certain des réalités de l'Europe,

contredisent nettement l'optimiste rêverie de M. Jaurès ; mais les apparences immédiates, les impressions diverses de l'opinion française ne sont pas très éloignées de lui. Tout se passe comme s'il parlait dans l'esprit de la situation, avec la lâche approbation, plus ou moins consciente, des meilleurs interprètes du « sens commun ». Ce qu'il veut apparaît possible par le seul fait qu'il le demande si ouvertement. Il exige avec violence ce qu'on ne lui refuse que mollement.

Gambetta eut affaire à plus forte partie. On saisit maintenant son art : en un temps où les forces vives de la nation, les éléments actifs et remuants tendaient à la guerre, il voulut, sut et put empêcher cette guerre, qui, faite sous la République eût été mortelle au régime qu'il fallait sauver à tout prix. Pour empêcher la guerre, il rassembla autour de lui ceux qui la voulaient, il fit semblant de la leur prêcher « à outrance », mais, en réalité, par le subtil usage du plus étonnant des jargons, remplaçant l'acte par le geste, le mot qui définit la pensée par l'émission de voix qui la trouble, il inspira, en fin de compte, aux véritables républicains, fort intéressés à la paix, un sentiment de confiance et de sécurité sans réserve.

L'arrière-pensée gambettiste, d'une simplicité si audacieuse, ne courait aucun risque de s'égarer jusqu'à la masse du pays. Celui-ci, s'il eût dû comprendre, aurait compris au premier mot ; car, toujours le tribun avait défini le plus clairement du monde sa pensée, mais, *toujours* aussi, il l'avait ornée et couverte de tels rugissements que, personne ne voulant s'en tenir à d'aussi inanes formules, tout le monde voulait penser que, à des éclats si rudes, devait correspondre un dessein plus grave dont on refusait de lui parler explicitement ; de sorte que, *toujours*, ce qui était la pure vérité passa pour une précaution oratoire destinée à donner le change à l'Europe, et les fausses intonations, les fausses mimiques, les jeux de scène patriotiques passèrent *toujours*, non moins nécessairement, pour le rayon voilé d'une conception formidable et sous-entendue que tout brave Français devait saisir à demi-mot. La vérité était prise pour une fable diplomatique et, au contraire, la suggestion subtile, la prudente insinuation de la fable guerrière, la réticence calculée et aussi menaçante que mystificatrice, obtint cet immense crédit qui est à peine épuisé.

C'est à la faveur de cette équivoque entre Gambetta et la France que la République a pu s'établir et se développer sans encourir l'hostilité de tous les

éléments patriotes et clairvoyants. Le mal une fois fait à la faveur du règne de la cause du mal, ce qui devait être a été.

La vraie doctrine républicaine, que Grévy n'osait professer hors du cercle de ses intimes et que Gambetta prenait soin de rendre tout à fait méconnaissable avant de la produire au dehors, cette doctrine demeurée longtemps mystérieuse s'énonce aujourd'hui toute pure.<sup>315</sup> Encore un coup, tel est l'effet de la perversion du sentiment public par les abominables discussions de l'Affaire. Telle est la conséquence éloignée, mais directe, de l'incompréhensible et démoralisante rencontre de Kiel, dans laquelle M. Hanotaux prétend ne plus reconnaître aujourd'hui qu'une « politesse diplomatique<sup>316</sup> », mais qui ouvrit une ère. Tel est, en un mot, le durable effet du régime, de son intérêt et de son esprit.

---

<sup>315</sup> Les Français d'aujourd'hui savent que la lumière a été faite sur ce point dans l'*Histoire de trois générations* de Jacques Bainville.

<sup>316</sup> Préface à *Politique extérieure*, de René Millet.

## Appendice III

# Les fonctions propres de l'État

Comme toujours, alors, sous le poids des choses, sous la pression des circonstances on essaya d'improviser. Page 55.

*D'après la revue L'Action française du 15 juillet 1901.*

Un ancien ami de M. Félix Faure vient de donner, dans *Le Figaro* du cinq juillet 1901, sous la signature « Saint-Simonin », de curieuses révélations sur l'état d'esprit gouvernemental au moment de Fachoda.

Ces révélations, fort curieuses, étaient aussi des plus complexes, la plupart des commentateurs, dans les journaux, en ont négligé l'essentiel.

1. Le confident de M. Faure a confirmé ce que nous avait appris le livre de M. Lockroy, *La Défense navale*. On était à deux doigts d'une guerre avec l'Angleterre, et, pour cette guerre, rien n'était prêt. Il a fallu improviser des ressources militaires, maritimes et financières. Des politiques estimables se sont contentés de gémir sur cette imprévoyance et la nécessité de l'improvisation à laquelle on se vit réduit.
2. Le confident de M. Félix Faure, voulant décharger le monde officiel de la responsabilité de l'humiliation africaine, en a rejeté la faute sur Marchand. Ce qui n'a pas manqué de causer de justes réclamations dans la presse nationaliste. Le héros africain, s'il voulait lire nos confrères, les prierait de s'intéresser d'un peu moins près à ses affaires et de mieux s'appliquer à comprendre celles du pays.
3. Le confident de M. Faure a révélé enfin que, dans le péril national de 1898, une grande résolution fut prise par le président et par ses ministres. Ils résolurent de violer la constitution et, passant de la résolution à l'acte, ils décidèrent d'affecter à la défense des côtes et à l'armement un certain nombre de millions dont le parlement

n'avait pas crédité le premier sou. Les présidents des deux Chambres, les présidents et les rapporteurs des deux commissions du budget, consultés, donnèrent la main à ce petit coup d'État secret. À cette occasion, le chef d'une de ces commissions parlementaires, M. Pelletan, fils d'un proscrit du Deux Décembre et grand défenseur de Dreyfus, se fit admirer pour son zèle patriotique. M. Pelletan admet que l'on viole les Lois constitutionnelles en vue d'une déclaration de guerre qui peut mener des milliers de citoyens à la mort ; il n'admettra jamais que l'on ait pu commettre une faute de procédure en vue de châtier le traître qui exposa ce pays à subir les mêmes risques de guerre dans des conditions d'infériorité odieuse. La pensée de M. Camille Pelletan est formée à l'image du parti républicain tout entier. Elle en a l'incohérence et le décousu.

Sur l'illégalité ainsi révélée par l'indiscret du *Figaro*, ont gabé et glosé nos distingués confrères de la presse conservatrice :

— Vous nous accusiez de complot contre la constitution ; ce n'est pas d'un complot, c'est d'un attentat consommé que vous vous êtes rendus coupables, vous autres. Etc., etc.

Le thème donné, les variations sont faciles. Soyons sérieux.

Examinons l'affaire, non par rapport aux textes constitutionnels, mais aux nécessités politiques.

La question n° 1 – improvisation et imprévoyance – se rattache aux éléments les plus connus et les plus vulgaires du procès général du régime. Une république démocratique ne peut ni se souvenir ni prévoir. Elle n'est constituée qu'en vue du présent. Le fait est donc normal, passons.

La question n° 2, pure question de personnes (soulevée entre des ministres et ce héros, Marchand), cette question pourra soulever un tumulte à la gauloise. C'est un point de fait à régler dans le cabinet de l'historien.

La question n° 3 est de la plus haute importance, à condition de ne pas la réduire à des effets de polémique. — On a violé la constitution ? Et après ? La démocratie parlementaire est un gouvernement à principes. Mais tous les gouvernements à principes, avant d'être « à principes », sont des gouvernements ; pour être des gouvernements, ils ont besoin d'exister. « Vivre, d'abord. » Ils feront donc toujours céder et plier les principes devant cette primordiale nécessité de la vie. Pour vivre, pour faire vivre sa république, M. Waldeck-Rousseau a dû violer tous ses principes, tous les principes républicains, dans la matinée du 13 août 1899, quand il a fait arrêter et emprisonner 75 personnes seulement suspectes de n'aimer ni Dreyfus ni les dreyfusiens. C'est parfaitement vrai. Mais, ce qu'il y a d'intéressant dans le coup d'État commis l'année précédente, à l'automne 1898, par M. Félix

Faure et par ses ministres, c'est que *l'opération avait pour but non la vie de la République, mais la vie de la France, non la défaite d'un parti à l'intérieur, mais la défense nationale contre l'Extérieur.*

Examinons les conditions de ce dernier coup d'État. Il fallait de l'argent pour défendre les côtes et armer les navires. Or, tandis que la constitution prescrivait aux pouvoirs responsables d'en référer au parlement pour obtenir les sommes nécessaires, les règles éternelles de la diplomatie et de la guerre, jointes aux circonstances particulières du cas donné, prescrivaient de ne fournir à l'antagoniste éventuel aucun avertissement, aucun indice même, d'éviter jusqu'à l'apparence d'une intention belliqueuse. Toute démarche publique nous eût trahis. La rapidité, le secret, telles étaient les nécessités de fait ; la lenteur, la publicité, telles étaient les obligations légales. Les dernières créaient un péril public. Il a donc fallu les sacrifier aux premières. On a sacrifié la constitution de 1875 à la nécessité politique, la loi écrite à la loi naturelle, le droit à la raison d'État. On a eu mille fois raison.

Édouard Drumont a remarqué avec justesse que, dans ces circonstances, Félix Faure agissait exactement comme son très antique prédécesseur, le roi Dagobert. Même il agissait comme tous les chefs d'États présents et futurs.

Le précédent du roi Dagobert peut paraître en effet d'une époque assez basse : car il est loisible de remonter au delà de César, d'Alexandre et de Sennachérib. Si les trois fils de Noé se sont fait la guerre, il est inévitable de supposer que ces potentats évitèrent de faire leurs préparatifs belliqueux avec trop de lenteur ou de publicité.

Un régime qui impose en ces graves matières ces deux principes du parlementarisme, la publicité, la lenteur, – se peut donc définir avec exactitude, *un État politique constitué de telle sorte que la principale, l'essentielle de ses fonctions, la préparation à la guerre, – ne puisse être exercée qu'en fraudant ou violant son principe constitutif.*

Je ne me contente pas de rappeler un fait. J'énonce la nécessité qui commande à tous les faits, car elle les gouverne tous, elle tient au régime. On ne la changera qu'en le changeant lui-même. Ainsi que l'ont montré les révélations du *Figaro*, le président Félix Faure s'était préoccupé de savoir comment on gouvernerait pendant la guerre, quand la moitié du parlement serait aux armées ; il se proposait de faire voter une « rallonge » à la constitution. Une réforme est en effet possible de ce côté, et cette « rallonge » est votable. Mais Faure était trop avisé pour concevoir aucun projet de réforme relatif à ce qui se ferait avant la guerre : préparation et déclaration. Ici, l'essence même du régime, l'essence même de la guerre, sont trouvées en contradiction.

Mais plus la guerre devient « moderne », plus cette contradiction s'accroît. Un membre (libéral) du Corps législatif déclarait, vers 1869, qu'il y aurait

toujours un écart de trois mois entre la déclaration d'une guerre et l'entrée en campagne. On sait que cet écart, en 1870, fut réduit à quelques jours. Tout esprit informé prévoit que la prochaine guerre comportera une offensive foudroyante, et dont les résultats seront fatalement décisifs. Le brave Félix Faure y pensait aussi, et, comme l'a fort bien dit encore Édouard Drumont, il y pensait beaucoup moins en homme de loi et en juriste qu'en homme d'action et en homme d'affaires. Une confidence de M. Hugues Le Roux, parue, je crois, dans *Le Journal*, peu de temps après la mort de Félix Faure, nous a appris que le défunt président s'était promis, au cas d'une guerre<sup>317</sup>, de violer la constitution plus effrontément encore qu'il ne l'avait fait en 1898 : M. Félix Faure voulait *mobiliser sans consulter les Chambres*. Et tout homme d'État, soucieux d'éviter des défaites certaines, en devra faire au moins autant.

Ainsi, en cas de guerre, le vote préalable des crédits par le parlement est un mensonge et une illusion. En cas de guerre, le vote de la mobilisation par les représentants de la nation souveraine est un autre mensonge et une autre illusion. Je sais que toute politique connaît des mensonges utiles et des illusions nécessaires. Pour avoir tout à fait raison, il me resterait à montrer que, dans le cas donné, – en République, – ce mensonge et cette illusion sont plus qu'inutiles, funestes.

Mais cette preuve est trop facile ; qui ne l'aperçoit clairement ?

Un coup d'État comme celui de Faure, en 1898, exige un esprit d'initiative que ce président possédait fort heureusement, mais qui pouvait manquer à son successeur. Supposons, toutefois, qu'un Grévy ou qu'un, Sadi Carnot, eussent fait ce que fit M. Faure : un coup d'État implique, outre quelque perte de temps, une dépense d'énergie et de volonté qui, dans une situation moins fautive, serait appliquée plus utilement à lutter contre l'État adverse. Et, de plus, un coup d'État suppose un élément de désordre et de trouble qui est commun à tous les actes précipités. Enfin... , mais il est clair que, – comme le

---

<sup>317</sup> Une étude comme celle-ci devrait être illustrée. À défaut de vignettes, voici quelques lignes de M. Francis de Pressensé sur les différents coups d'État réussis ou rêvés par Félix Faure.

On se frotte les yeux avec stupéfaction quand on lit le passage où, avec fin sang-froid qui serait cynique s'il n'était imbécile, ce zéro, qui ne multiplie que grâce à la position où il a été mis, réclame la dictature en cas de guerre. Il n'a pas l'air de se douter que la Révolution s'est faite, que le libéralisme existe pour prévenir la confiscation des franchises publiques sous prétexte du salut de la nation.

Oh ! « le libéralisme existe ». – Si le libéralisme de M. Francis de Hault de Pressensé n'existait point, il faudrait l'inventer pour nos menus plaisirs. Nous avons d'ailleurs entendu dire que la Révolution elle-même avait proclamé la patrie en danger, qu'elle avait suspendu les garanties de libéralisme « jusqu'à la paix » et que le « prétexte du salut de la nation » s'y était incarné dans un certain Comité de Salut public.



normal l'emporterait sur l'anormal, le régulier sur l'irrégulier, – ainsi un État étranger, organisé d'avance en prévision de cette éventualité, l'emporterait sur notre État condamné à s'improviser l'organisation nécessaire.

Un pays qui tient compte de la nécessité de fait, qui la connaît, qui la prévoit, qui la mesure, qui lui oppose ou lui propose, de longue main, des mécanismes appropriés, sera plus vite prêt qu'un pays démuni, pris de court, forcé aux expédients pour parer à la même nécessité. Toutes choses étant supposées égales d'ailleurs, la victoire de l'organisé sur l'inorganisé est fatale. Or, *notre constitution pose en principe cette absence d'organisation préalable*. Elle n'est républicaine, démocratique et parlementaire que parce que, suivant la remarque profonde de M. Anatole France, « *elle n'est qu'absence de prince* » : elle comporte, avant et par-dessus tout, la suppression de l'autorité centrale, supportant les responsabilités de la direction.

Ce moteur central, ce vivant mécanisme, existe en perfection dans une monarchie héréditaire, traditionnelle et antiparlementaire. Absolument comme dans la dictature plébiscitaire, un homme y concentre et résume tout l'État ; les initiatives vigoureuses y peuvent être prises avec le maximum de la rapidité ; mais, infiniment mieux que dans la dictature plébiscitaire, où ce tempérament n'existe à aucun degré<sup>318</sup>, l'homme est, par sa position, tellement identifié aux grands intérêts nationaux qu'il élève à leur maximum les garanties de la prudence, de la sagesse et du calcul. Le roi dans ses conseils, conseils qu'il peut réduire ou étendre à son bon plaisir, ce roi qui règne et qui gouverne ne dépend de personne ni de rien, que de l'intérêt national, pour la préparation et la déclaration de la guerre. Mais il en dépend de manière si directe qu'il ne peut pas oublier cette dépendance. S'il peut, comme tout homme, enfreindre cette règle, elle reste présente à son esprit, de manière à s'imposer à lui au premier avertissement du destin. Et c'est tout ce qu'on peut rêver de précautions humaines ! Il n'y a rien au delà de la garantie de l'hérédité. En essayant d'y ajouter, on ne peut qu'affaiblir le pouvoir compétent et, par conséquent, sa tâche et son œuvre, le salut public, l'intérêt capital de tout et de tous. Cette tâche essentiellement politique, l'œuvre dont il peut seul apprécier tous les motifs et composer tous les organes, doit s'attribuer franchement, comme le veut le sens commun, au seul pouvoir qui ait les moyens de la réussir.

---

<sup>318</sup> En effet, le César, le président, plébiscité avec les apparences du pouvoir sans limites, n'est pas une volonté autonome ni une raison libre. Il est le serf de dix millions d'électeurs, pour mieux dire, le serf du régime électif, c'est-à-dire de l'opinion, c'est-à-dire de ceux qui la font, c'est-à-dire de ceux qui payent ces derniers, c'est-à-dire, enfin, de l'argent. Le nom de Napoléon III, victime des idées et des intérêts révolutionnaires, illustre assez mélancoliquement cette vérité générale.

*Division du travail, selon la loi des compétences, voilà la seule solution réaliste.*

On me dira :

— Mais la guerre est faite par tout le monde. Il est juste que tout le monde soit consulté avant de la faire.

— Cela serait *peut-être* juste, mais cela ne serait point possible, à moins de tuer le pays. Or, il faut précisément éviter au pays d'être tué. C'est le but même de la guerre. Tout ce qu'on peut faire, en un tel sujet, pour la justice, c'est d'écrire une loi qui y soit conforme ; mais, en écrivant cette loi, on saura bien qu'à la première occasion cette loi sera violée pour notre salut, et l'on écrira par conséquent un mensonge, ce qui fera une première injustice, pour aboutir à en commettre une seconde, qui sera de violer cette loi inexécutable, mais respectable en tant que loi. Que si l'on ne la violait pas, on perdrait la patrie, ce qui ne serait peut-être point un monument de justice, et, de plus, comme en suivant les règles de cette loi, on consulterait une multitude d'incompétents sur un sujet dont ils ne peuvent savoir le moindre mot, de ce dernier chef, la justice recevrait un troisième accroc.

La politique réaliste songe moins à la règle de cette justice céleste qu'à la nécessité terrestre du salut public. C'est tout dire, et c'est ajouter que nous ne sommes pas disposés davantage à sacrifier ce salut (qui importe seul) à de vénérables mais bien contestables et, en tout cas, bien inutiles spéculations sur les règles de l'ancienne royauté « chez les Francs ».

Des traditionalistes zélés nous font observer, en effet, que nos anciens rois (ils devraient dire les plus anciens : mais les dynasties de la France sont-elles nationales avant Hugues Capet ?) consultaient ou leur peuple ou leurs lieutenants sur l'opportunité des expéditions militaires. Il est possible, bien que le contraire soit plus que possible, certain. . . Les philosophes de l'histoire particulière, comme ceux de l'histoire générale, convertissent en règles des cas privés. Quoi qu'il en soit de ce passé, il a changé. Il y a des transformations du pouvoir royal que l'on peut regretter : celle qui fit du roi l'arbitre de paix et de guerre était nécessitée par la nature même des choses. La rapidité des communications fera, de plus en plus, de toute guerre une affaire d'État ; de plus en plus, le roi sera l'agent naturel des guerres modernes : en lui seul est le point où s'entrecroisent tous les services supérieurs de l'État.

En tout cas, un pays soucieux de sa sécurité devra éliminer de l'œuvre de préparation et de déclaration de la guerre tout élément démocratique, tout élément parlementaire, tout élément républicain. Ce n'est pas un sujet où la foule, les collectivités, avec leur, délibération lente, verbeuse, indiscrete, soient de saison. Type de l'État faible incomplet, arrêté dans son développement ou amputé de ses fonctions supérieures et directrices, le régime

parlementaire-républicain-démocratique fut de tous temps inférieur dans la guerre, mais la guerre moderne achève de le condamner.

On peut prévoir deux cas : ou l'on respectera la constitution, et l'ennemi prendra une avance irréparable, et les premiers désastres seront multipliés par l'opinion qu'ils auront démoralisée ; ou la constitution sera sagement et patriotiquement violée par des actes pareils à ceux que le président Faure médita ou consumma, et, dans ce cas, l'on reniera le principe républicain-démocratique-parlementaire, on abolira, en pratique, l'institution. Seulement on le fera en des circonstances défavorables, à la précipitée, sans réflexion, peut-être sans fruit : pourquoi ne point le faire à l'avance, c'est-à-dire à tête reposée, méthodiquement, avec toute la réflexion et l'art nécessaires à ce grand travail ? Nous serions à peu près assurés de le faire bien, comme nous sommes à peu près sûrs de le manquer si nous le différons jusqu'au jour de l'irrésistible nécessité.

Il faut donc adjurer les citoyens français de se régler sur l'acte du président Faure, le jour où celui-ci a « renversé » la République : pour éviter d'autres renversements partiels, inefficaces et périlleux, renversons-la utilement et complètement, avant qu'il soit trop tard. Il y va de la sécurité nationale. *Rendons à notre État ce qui appartient à l'État*, ou plutôt ajoutons à son édifice un étage supérieur, un organe souverain, – un roi faute de quoi les libertés, les biens, l'existence même de chacun de nous, resteront sans défense et sans garantie.

*Comme on pourrait craindre que la nécessité de faire confiance à l'État politique ne nous ait induit à concevoir un État tyran, il n'est peut-être pas inutile de noter que cet examen des fonctions propres de l'État était suivi, dans la revue d'Action française, d'une étude non moins étendue sur les fonctions qu'il importe d'arracher à l'État. En conseillant de lui rendre le nécessaire, nous montrions qu'il fallait lui retrancher le superflu. L'ensemble du travail était intitulé : « Pour l'État et contre l'État. »*

*La deuxième partie, qu'il serait hors de propos de reproduire dans ce livre, établissait, d'après la discussion parlementaire du 16 juin 1901, à propos de la loi sur les caisses de retraites ouvrières, en faisant l'analyse d'un très ferme discours prononcé alors par M. de Gailhard-Bancel, comment il faut distinguer, en matière d'organisation économique, professionnelle ou locale, le rôle « présidentiel » de l'État d'avec le rôle « providentiel » de la société (LA TOUR DU PIN). Il existe un parlementarisme sain, utile, nécessaire, c'est celui des assemblées représentatives des corps et des communautés. Ces assemblées, dans l'ordre de leur compétence, paraissent avoir un rôle consultatif de la plus haute importance. Elles peuvent aussi administrer les intérêts professionnels et locaux, et c'est non seulement leur avantage propre,*

*mais, d'un point de vue plus général, c'est l'avantage de l'État, car elles le délivrent d'une lourde charge. En tant qu'il gouverne, l'État doit laisser les compagnies et les corps s'administrer sous son contrôle par leurs délégations et représentations. En tant qu'il légifère, il doit consulter à tout propos et aussi souvent que possible ces délégations compétentes. Tout manquement fait par l'État à cette double règle est une faute qu'il commet, et contre lui-même. Il se lie, il s'encombre, il se diminue en croyant s'agrandir, et les citoyens dont il pense faire le bonheur en sont liés, chargés et diminués avec lui... L'article se terminait ainsi :*

En fait donc, nous voilà plus libéraux que les libéraux de doctrine. Nous voilà, également en fait, plus autoritaires que les autoritaires de profession. Et cela, sans nous contredire, en exposant notre pensée successivement sous son double aspect.

De nos deux séries de remarques au sujet de l'État, *contre l'État et pour l'État*, se dégagent deux conclusions assez directes :

**I.** Il faut tendre à éliminer tout élément démocratique, parlementaire et républicain de l'*État politique* d'un grand pays. Cet État politique doit être indépendant. Cet État politique doit être « absolu », mot qui signifie indépendant en latin, et qui doit être répété, dans son grand sens, par tous les esprits sains qui, n'étant pas malades, n'ont pas la peur des mots, qui est une maladie. Il y a des questions qui ne peuvent être réglées sans une indépendance souveraine : là, le chef de l'État politique doit être un souverain indépendant, donc *absolu*.

**II.** Il faut tendre à éliminer de la vie sociale l'élément État. Il faut constituer, organiser la France, ou plutôt la laisser se constituer et s'organiser en une multitude de petits groupements, naturels, autonomes : véritables *républiques locales*, professionnelles, morales ou religieuses, d'ailleurs compénétrées les unes par les autres, mais se gouvernant par libres conseils spontanés. Le parlementarisme, expulsé de l'État central, peut se réfugier dans ces États inférieurs, à condition que l'État central soit demeuré le maître de la diplomatie, des armées de terre et de mer, de la haute police, de la haute justice, et qu'il veille à toutes les fonctions d'intérêt général.

Qui ne voit que ces deux questions, très connexes, s'appellent, mais se subordonnent ? Il existe en France une vigoureuse tendance à former de ces petites républiques, vraiment autonomes et, fortes ; jamais un État électif, jamais un État faible, jamais l'État parlementaire démocratique et républicain ne laissera se composer

des centres de forces si redoutables pour lui ; s'il a la distraction de les laisser paraître, ou bien leur répression vigoureuse s'imposera (souvenons-nous de la Gironde) ou bien ils lui échapperont complètement, ce sera la pure anarchie<sup>319</sup>. Il faut un État politique très puissant, tant pour constituer que pour maintenir et protéger les républiques, mais si cet État très puissant se constitue, – *en bon français si la Monarchie se fait*, – l'intérêt du Prince soucieux de réserver l'indépendance et l'intégrité nécessaires de son pouvoir politique, sera de seconder de toutes ses forces la renaissance de nos républiques d'autrefois. En laissant prendre à celles-ci les pouvoirs et les libertés de leur compétence, il garantira les pouvoirs et les autorités qui n'appartiennent qu'à lui, qui doivent être absolues en lui.

Je ne saurais terminer cette notice sans affirmer que tel est l'équitable et raisonnable partage d'attributions que j'attends pour ma part du règne de *Philippe VIII, roi de France, et protecteur des républiques françaises*.

De tous les actes de ce prince, de son nationalisme, de son antisémitisme, de sa politique populaire et militaire tout à la fois, de son goût pour l'autorité, de ses déclarations décentralisatrices<sup>320</sup>, nous avons le droit de conclure que Philippe VIII rétablira l'État français : par là même, il le bornera, il le limitera, il le DÉFINIRA en rendant aux États ce qui leur appartient.

---

<sup>319</sup> L'histoire des ministères Clemenceau (1906-1909) et Briand (1909-191...) ne vérifie pas mal ces deux pronostics du 15 juillet 1901.

<sup>320</sup> N'eût-il même rien fait ni rien dit en ces sens divers, l'on serait encore fondé à attendre les mêmes biens du chef de la Maison de France, une fois remonté sur le trône de ses aïeux : car, par position, par fonction, il y serait le sens même du bien public. Les esprits réfléchis admireront pourtant que le duc d'Orléans, éloigné du trône, absent du pays, ait fourni un programme aussi bien adapté aux nécessités générales.



## Appendice IV

# « Mais il faut la violer »

... On essaya d'improviser. Page 55.

*Suite du précédent.*

Les notes suivantes, publiées au *Figaro* du 8 novembre 1901, au moment où le gouvernement français envoyait en Orient une escadre pour assurer le recouvrement des créances Tubini et Lorando <sup>321</sup>, illustrent et précisent l'une des idées exprimées à l'appendice qui précède.

La presse de gauche et de droite nous assure depuis quelques jours que M. Émile Loubet et ses ministres sont en train de violer la constitution.

*Hardi, ferme, poussez !* dirai-je à ces messieurs. Ils font une œuvre pie. Toutes les fois qu'il leur arrivera de violer la constitution, je les prie d'être assurés de mes compliments. Et s'ils ont besoin de mon aide...

En fait, l'ont-ils violée ? Cela ne peut faire de doute, depuis l'appareillage de l'amiral Caillard. En embarquant cet officier général, avec des hommes, des canons et des munitions, le ministère nous embarquait par là même dans une de ces aventures dont

---

<sup>321</sup> Les deux banquiers Tubini et Lorando, installés à Constantinople depuis plusieurs générations, n'ont pu récupérer de l'argent prêté au gouvernement ottoman. Ayant, comme beaucoup de levantins originaires d'Europe occidentale, la nationalité française, les deux banquiers en appellent à la France pour recouvrer leur créance. La France envoie en 1901 des bateaux de guerre stationnés à Toulon, vers l'île de Mytilène (Lesbos) dont les troupes françaises occupent et bloquent les douanes. La France obtient finalement le remboursement de la dette contractée par le gouvernement ottoman auprès des deux banquiers et la reconnaissance officielle de toutes les institutions religieuses et culturelles françaises (jusque là seulement tolérées de fait), sur le territoire ottoman. Les autres puissances européennes s'empressèrent elles aussi de faire reconnaître officiellement leurs propres institutions. (N.D.É.)

personne ne saurait deviner l'issue. Le Grand Turc peut bien se soumettre, c'est un cas à prévoir, mais un autre cas doit être prévu aussi ! le Grand Turc peut nous résister, et alors c'est la guerre ; une guerre engagée par la seule initiative gouvernementale et sans l'aveu du parlement.

M. de Pressensé, qui choisit ses adverbess, écrit qu'un tel état de choses « viole effrontément la loi constitutionnelle ». Effrontément, ou non, on la viole, voilà le fait. On la viole, et on a l'habitude de la violer. C'est une habitude assez vieille. Elle a vingt-cinq ans : l'âge de la constitution.

Depuis vingt-cinq ans, la loi constitutionnelle dispose que la « législature seule peut exercer le droit de guerre ou de paix ». Et cela est conforme à cette justice théologique, qui est, à vrai dire, l'âme d'une bonne république démocratique.

La justice dit, en effet, que, si la guerre est faite par tout le monde, elle doit être aussi déclarée par tout le monde, ou du moins par les mandataires de tout le monde. Et la Justice veut que les soldats, avant d'être exposés au feu, soient aussi consultés au scrutin secret par leurs chefs. Et, peu importe, au point de vue de la Justice, qu'ils courent ainsi mille risques nouveaux de défaite et de mort. *Fiat justitia*, disent les justiciers, *ruat caelum* !<sup>322</sup> Que la Justice soit, et que la France en crève !

Une république démocratique est le régime dans lequel la volonté de chaque citoyen jouit des prérogatives du souverain. Mais de toutes les prérogatives souveraines, le droit de paix ou de guerre est bien l'essentielle. C'est proprement un cas royal que le *casus belli*. Si nous sommes des rois, ce droit nous appartient. Tout au plus, si nos délégués immédiats et les plus fraîchement élus peuvent l'exercer en notre lieu et place. Foin du président de la République, foin des ministres et du Sénat ! Républicainement, le seul pouvoir ici compétent, c'est la Chambre basse, et s'il était au monde une Chambre plus basse (j'entends plus près de l'électeur), c'est elle qu'il faudrait saisir.

Qui se méfie des députés se méfie de la République. Qui se substitue à leur assemblée substitue à la royauté populaire sa royauté : il renverse la République.

Tel est le droit républicain promulgué depuis vingt-cinq ans. Mais, depuis vingt-cinq ans aussi, les faits n'ont pas cessé de

---

<sup>322</sup> Maxime latine : « Que le ciel s'écroule, mais que la justice soit ! » (N.D.É.)



détruire la République, en obligeant les différents chefs de l'État à violer la constitution.

En effet, toujours ou presque toujours, l'exécutif a procédé de sa propre initiative à des expéditions qui, dit M. de Pressensé, ne se distinguaient que « nominalement » des entreprises militaires et qui, en tout cas, « pouvaient aboutir d'une minute à l'autre à la guerre ». L'expédition de Chine, celle de Tunisie, celle du Dahomey, celle de l'Indochine, en sont de bons exemples. L'histoire de Fachoda, que racontait naguère ici Saint-Simonin, en est un autre encore, tout aussi bon. Quand Saint-Simonin la conta, elle fit pousser les hauts cris à tous les amis de la constitution.

J'étais autrefois bien curieux de savoir quelles étaient les dispositions de M. Loubet sur ce point. L'initiative qu'il vient de prendre me rassure à quelque degré. Si je la tiens pour dangereuse (et je dirai tantôt pourquoi), elle est beaucoup moins dangereuse que ne le serait, par exemple, l'état d'esprit juridico-métaphysico-blagologique d'un président qui refuserait de tirer son pays d'affaire, dans la crainte de violer la constitution.

Pourquoi les actions diplomatiques et militaires de la troisième République ont-elles été toujours, ou presque toujours, en désaccord si violent avec le droit républicain, c'est, je pense, ce qui pourra s'expliquer d'un seul mot.

La Nécessité le voulait.

Ou plutôt deux nécessités : l'une aussi vieille que le monde, l'autre toute moderne.

Une nécessité aussi ancienne que le monde. De tout temps, les opérations militaires et diplomatiques étaient soumises à trois ordres de conditions : la rapidité, la continuité, le secret. De tout temps, les assemblées nombreuses ne pouvaient ni être très promptes, ni très sûres, ni très discrètes. C'est pourquoi, de tout temps, ce sont les rois, les chefs qui conduisent la diplomatie et la guerre. De tout temps, les démocraties, quand elles sont parlementaires, ne s'entendent pas plus à la guerre qu'à la diplomatie. Les républiques vigoureuses, comme celles de Rome ou de Venise, sont conduites par des patriciats puissants. Toutes choses étant égales d'ailleurs, on peut dire que le succès final en matière de diplomatie ou de guerre dépend de l'unité dans la direction et le commandement.

Ceci est très ancien. Passons au moderne. Les conditions de la diplomatie et de la guerre modernes exigent plus sévèrement que jamais la promptitude et le mystère. Il arriva aux chefs germains d'assembler leurs guerriers et de recueillir leurs opinions avant d'entreprendre une guerre. Nos anciens rois consultaient parfois leurs États. Serait-ce possible aujourd'hui ? De l'avis des spécialistes, la victoire appartient au peuple qui sera le plus vite et le plus nombreux sous les armes. On s'attendait, en 1870, à un laps de trois mois entre la déclaration de guerre et l'appel des réservistes : ce fut une question de jours. Et ce serait une affaire d'heures aujourd'hui. Le parlementarisme, sorti, dit Montesquieu, des forêts de la Germanie, est une machine barbare : bien lente et bien pesante pour répondre aux conditions de l'art nouveau ! Ce chariot mérovingien doit céder à l'automobile<sup>323</sup>.

C'est ainsi que la reine du monde, la Nécessité, accumule contre la République les faits qui la renversent. C'est ainsi qu'elle impose aux magistrats républicains, au nom des devoirs de leur charge, les procédés naturels à la monarchie. Toutes les fois qu'un fait politique important, un problème international se présente, ils sont conduits à violer la constitution.

Ils le font. Ils font bien. Leur seul tort est de ne la violer qu'en détail. Le salut du pays voudrait qu'ils eussent assez de cœur et d'esprit pour oser la violer en gros.

Ils s'improvisent rois. Un roi qui ne serait pas improvisé, mais reconnu, mais installé dans la fonction souveraine, pourrait faire à loisir et avec réflexion ce qu'ils sont obligés de bâcler en se dérobant.

Ils s'improvisent rois, c'est-à-dire ils usurpent l'autorité royale, mais la responsabilité royale, ils l'esquivent complètement. D'abord parce que la leur est divisée en plusieurs personnes. Ensuite parce qu'elle porte sur un espace de temps extrêmement court. Un roi est responsable devant son peuple, devant sa dynastie et devant l'histoire : j'ai trop bonne opinion du bon sens de M. Loubet pour lui prêter seulement l'idée la plus vague de cette triple responsabilité.

Enfin, nos magistrats républicains, en s'improvisant rois, usurpent l'arbitraire royal, et, tout le long de cet article, j'ai supposé, pour leur faire la partie belle, qu'ils l'usurpaient seule-

---

<sup>323</sup> Comparaison souvent reprise, dont on me permettra de rappeler, en ce qui concerne l'usage que j'en ai fait, la date et le lieu de naissance.

ment en vue du salut public. Mais, par hasard, s'ils l'usurpaient en faveur des intérêts de leur parti ? S'ils l'usurpaient au profit d'intérêts privés <sup>324</sup> ? Si ces intérêts privés étaient tournés contre l'intérêt général ? Nous n'avons, à ce triple égard, aucune GARANTIE. La royauté héréditaire identifie le roi régnant avec l'intérêt national : un roi peut se tromper, mais il a plus d'intérêt que personne à ne point se tromper, et, l'erreur commise, à s'en apercevoir, à la réparer au plus tôt. Même malhonnête homme, comme le fut Louis XI, il sert l'intérêt de son peuple, lorsqu'il sert son propre intérêt. Qui ne voit, au contraire, que ces deux intérêts se dédoublent trop facilement dans le cœur d'un président élu et de ses ministres, quelle que soit, au reste, la valeur intellectuelle ou morale de chacun ?

Oui. Nous avons une royauté, mais qui n'a pas l'expérience du « métier de roi ». Nous avons la royauté sans la compétence royale. Nous avons la royauté sans unité, sans responsabilité personnelle, domestique ni dynastique. Et nous avons la royauté sans ce patriotisme qui est naturel aux rois, comme l'expression de leurs intérêts les plus chers. Nous avons une royauté sans aucune de ses garanties essentielles.

C'est la royauté, cependant. Établie par la nécessité et par la nature des choses, c'est la royauté, malgré tout. Mais, puisque la nature nous en fait le présent, soyons hommes, faisons ce que les hommes de tous les âges ont fait avec les produits naturels : perfectionnons ce mécanisme brut. Tirons de cette royauté anonyme, irresponsable, fugitive, précaire, une royauté qui réponde aux quatre ou cinq grandes conditions du salut public.

Renversons la République une fois pour toutes, et revenons au roi national.

---

<sup>324</sup> Il semble bien que tel ait été le cas en novembre 1901 : les créances Tubini et Lorando étaient-elles seulement des créances françaises ?



## Appendice V

# Dirigeables et aéroplanes

Les incontestables progrès obtenus sous la République dans l'armée de terre ne doivent pas faire illusion. Page 60.

Tant que l'idée de la Revanche a été la reine de France, l'armée de terre s'est ressentie des heureux effets de cette régence. Comme l'a dit éloquemment M. Latapie dans sa brochure *Sommes-nous prêts ?* l'ancien État-Major, « tant décrié », « nous a tenus constamment au premier rang ». Les premiers, nous avons eu le fusil de petit calibre ; les premiers, nous avons eu le canon à tir rapide ; les premiers, aussi, nous avons connu « les réformes de la tactique nouvelle. . . » Mais, depuis que le stimulant de la grande guerre prochaine a disparu sous l'action de la politique et des politiciens, la technique du matériel de l'armée de terre menace d'incliner aux mêmes nonchalances et à la même incurie que la technique navale.

Non que cette dernière soit indigne du nom et du génie français. L'écrit que je cite plus haut rappelle que nous avons été également les premiers à posséder des torpilles et des sous-marins. Seulement, l'initiative brillante n'a pas été suivie d'application ni d'exécution dignes d'elles. La France invente, l'État français n'utilise pas, n'emploie pas l'invention de la France. L'administration de notre armée de mer cède au goût du sommeil, à ce désir de l'examen indéfini, qui est le fléau de toute bureaucratie livrée à elle-même.

La bureaucratie du ministère de la Guerre commence-t-elle à être touchée du même mal ? Un véhément et juste article, paru au *Temps* du 21 janvier 1910, permet de le penser. Il est inutile de dire combien l'appréciation d'un grand journal républicain qui est tantôt l'officieux du jour, tantôt l'organe des officieux du lendemain, mérite d'être prise en considération. Un réquisitoire aussi fort, lorsqu'il vient du *Temps*, équivaut à la confession du régime. Tout est digne d'être remarqué dans ce chapelet d'aveux, auquel il ne manque, pour être parfait, qu'une conclusion royaliste.

L'opinion publique s'est émue lorsqu'une lettre vigoureuse de M. Capazza, appuyée par le témoignage autorisé de M. d'Estournelles de Constant<sup>325</sup>, a comparé la continuité des efforts de l'Allemagne et notre nonchalance en ce qui touche l'aérostation militaire. Une fois de plus il était démontré que nos savants, nos ingénieurs, nos mécaniciens savent vaincre les résistances de la nature et reculer les limites de notre domaine, mais que nous ne savons pas – nous citoyens, nous Français, nous nation [j'ajouterais, pour dire mieux encore : nous État] – profiter de la victoire pour prendre, tout au moins, une avance considérable sur nos rivaux. Créateurs de l'automobilisme, pionniers de la navigation aérienne, nous avons laissé l'Allemagne se servir de nos découvertes ou de nos améliorations pour accroître sa puissance militaire. Et certes, nous ne voulons pas nier la science et l'industrie allemandes, que nous avons en très haute estime. Nos voisins ont dû certainement faire quelques trouvailles, adapter plus spécialement certains mécanismes à leur destination guerrière. Il ne s'agit pas ici d'une contestation d'amour propre national. Bien au contraire : nous proclamons un vice du gouvernement ou un défaut de sens pratique lorsque nous constatons ce qu'a fait l'Allemagne – tout entière – pour donner au pays une flotte aérienne.

Ici, nous disions que l'opinion publique s'est émue. On avait peine à concevoir l'inertie du ministère de la Guerre français, son manque d'initiative et son scepticisme délétère. Il n'aurait pas fallu un grand effort pour que la déception du public se changeât en une colère trop justifiée ; mais le général Brun trouva le biais – non point pour rattraper le temps perdu – mais pour détourner l'attention française des dirigeables militaires allemands et pour nous lancer sur une fausse piste. Il déclara que ce n'était point la peine de nous épuiser en efforts sur les dirigeables, puisque l'aéroplane – qui est par excellence une œuvre de chez nous – semble approcher du moment où il pourra être pratiquement utilisé. L'aéroplane devenu pratique sera bien supérieur au dirigeable. Attendons un seul instant, et, par un raccourci, nous aurons repris la tête du progrès.

Attendons... Attendons... Demain... Demain... Mots qui encombrant l'esprit français, l'encrassent et le rouillent ! L'habile diversion du ministre de la Guerre endormit encore une fois

---

<sup>325</sup> Saluons l'incohérence bien républicaine de ce pacifiste hanté d'aérostation militaire.

l'opinion. Mais voici qu'avant-hier *Le Temps* a publié une dépêche de son correspondant de Berlin : « Le gouvernement allemand vient d'adopter un type d'aéroplane ». Il suffit de cette ligne pour dégonfler toutes les promesses du général Brun. Vous avez bien compris. L'Allemagne a toute une flotte de dirigeables, et nous n'en avons pas ou pour ainsi dire pas. Nous aimions à nous consoler en disant que nos aéroplanes, bientôt, fourniraient à notre armée une aide bien supérieure, selon nous, à celle que les dirigeables pourraient apporter à l'armée allemande. Et voici l'Allemagne qui coupe court à cette vaine controverse entre dirigeables et aéroplanes : *elle avait les uns, elle aura les autres, elle aura de tout en quantité et vite, – avant nous, toujours avant nous !*... Nous sommes curieux de savoir quelle thèse nouvelle (naturellement très ingénieuse et toujours inféconde) le ministère de la Guerre va trouver pour nous démontrer une fois de plus que tout va pour le mieux, conformément à la tradition léguée par le maréchal Leboeuf<sup>326</sup>.

Notons que, si le général Brun est le ministre d'une République démocratique, le maréchal Leboeuf était le ministre d'une démocratie couronnée, d'un gouvernement plébiscitaire, obligé aussi à capituler devant l'opinion, non devant l'opinion de l'élite, mais devant ses éléments les plus inertes et les moins clairvoyants.

Nous avons aussi des sujets de controverses brillantes dans la marine. Fallait-il construire des cuirassés ? Des croiseurs ? De petites unités ? Chaque système avait des défenseurs éloquents, brillants, puissants par leurs grades ou par leur compétence technique. En fin de compte, nous avons passé ces dernières années sans construire ni un cuirassé, ni un croiseur, ni rien... Toujours rien. Pardon ! *Tantôt le Sénat et tantôt la Chambre nomment des commissions*...

Il est évident que cette méthode – laquelle aboutit au désarmement sans bruit... et à la mort sans phrases – met en jeu plus particulièrement la responsabilité des ministres techniques. Sauf de rares exceptions, sauf un très petit nombre de personnalités, les profanes ont mauvaise grâce à rappeler aux spécialistes le souci de la défense nationale. On déconcerte d'abord l'intrus ou l'indiscret

---

<sup>326</sup> Edmond Leboeuf, 1809–1888, général, ministre de la Guerre de Napoléon III en 1869, maréchal en 1870, on l'a réduit souvent et un peu injustement à sa malheureuse et célèbre déclaration selon laquelle il ne manquait *pas un bouton de guêtre* pour engager la guerre de 1870 contre la Prusse. (N.D.É.)

par quelques affirmations plus audacieuses que vraies, et l'on complète la thèse des bureaux avec des considérations techniques qui achèvent la déroute des curiosités gênantes. Procédé connu, mais qui réussit encore.

Le procédé réussira toujours, forcément, parce que la partie n'est pas égale. Les techniciens, les bureaucrates, sont maîtres du terrain pour deux bonnes raisons : ils y restent, et ils le connaissent ; l'élément parlementaire (ou ministériel), auquel la démocratie donne la charge de les contrôler, ne connaît pas ce terrain, et il n'y reste même pas le temps de faire un apprentissage sérieux. Le contrôleur compétent, c'est le contrôleur permanent, le contrôleur unique, le contrôleur héréditaire. C'est le Roi. Quand les assemblées politiques veulent faire du contrôle à tout prix, elles délèguent un André ou un Pelletan, lequel contrôleur casse tout et ne refait rien. *Le Temps*, qui sait bien tout cela, se retourne avec désespoir du côté de la fumisterie intitulée Conseil supérieur de la Défense nationale, dernier saint auquel il se fie et qui ne paraît guère plus puissant que les autres<sup>327</sup> :

Cependant, il n'y a pas que les responsabilités des ministres spéciaux. Il y a la responsabilité éminente des Conseils supérieurs de défense que préside M. le président de la République. Il y a aussi la responsabilité gouvernementale. Les ministres sont solidaires, d'après la constitution. Et quand même la constitution serait muette sur ce point, cette solidarité s'imposerait de toute évidence lorsqu'il s'agit de la sécurité nationale. D'ailleurs, la défense nationale ne peut être conçue qu'en fonction d'une certaine politique extérieure, puisque tout finit par des projets de loi et des demandes de crédits. Il n'est donc pas permis à un gouvernement, à une réunion de ministres solidairement responsables, de se désintéresser de ce qui se passe dans les ministères de défense nationale, et de les abandonner aux seules inspirations des titulaires de ces départements, si éminents qu'ils soient. Des échanges de vues constants sont nécessaires pour que l'impulsion ne se ralentisse pas ; et quand l'opinion publique est obligée de constater que, depuis quelque temps, l'inertie règne dans certaines administrations très importantes, c'est au gouvernement tout entier qu'elle en fait grief.

Si *Le Temps* voulait réfléchir sur ce sujet à propos duquel il préfère dormir ou bavarder, comme un simple parlementaire devenu ministre de la Guerre ou de la Marine, *Le Temps* se rendrait compte de l'inanité politique

---

<sup>327</sup> Voir le chapitre XXIII de ce livre



des entités qu'il appelle « le gouvernement tout entier », ou « réunion de ministres solidairement responsables ». Ces solidarités collectives ont un sens en jurisprudence, parce qu'il existe des tribunaux réguliers devant lesquels sont évoquées les collectivités responsables. Devant quel tribunal évoquerait-on la responsabilité des douze personnages que le hasard ou l'intrigue parlementaire a juchés au pouvoir, et comment, au surplus, seraient-ils rendus comptables des dégâts et désastres amenés par les trente ans de dégénérescence antérieure ?

La question du rapport de solidarité qui devrait unir nos techniciens militaires est très bien posée par *Le Temps*, qui n'oublie que de montrer comment, en république, elle est insoluble.



## Appendice VI

# Le royaume d'Italie et l'esprit révolutionnaire

Ainsi la République, si elle s'aliénait  
les catholiques, fortifiait une dynastie  
étrangère... Page 111.

## I

L'enseignement de politique royaliste enfermé dans les colonnes du *Temps* est, à la lettre, inépuisable. On lisait dans *Le Petit Temps* du 30 juin 1905, sous un titre déjà suggestif, « Mazzini et l'unité italienne par la royauté nationale », les deux documents, plus suggestifs, que voici :

Nous recevons la lettre suivante :

Paris, 28 juin.

Mon cher Hébrard <sup>328</sup>,

J'ai lu avec un bien vif intérêt le très instructif article : « Une leçon de politique », publié dans le *Temps* du 27 juin. J'y trouve ce passage :

*Comme Garibaldi, Mazzini, à la fin de sa carrière, a su sacrifier ses préférences personnelles à l'idéal commun : sacrifice plus pénible pour un homme de doctrine que pour un homme d'action. Théoriciens désintéressés, ces bons soldats de la patrie italienne avaient conçu l'unité de l'Italie sous la forme républicaine. Quand*

---

<sup>328</sup> Adrien Hébrard, alors directeur du *Temps*. (N.D.É.)

l'expérience eut prouvé que la monarchie seule était capable de réaliser cette unité, ils restèrent les soldats de la cause dont la direction leur échappait. *Et, d'une place effacée, parfois comme Mazzini sous un faux nom, survivance des conspirations d'autrefois, ils virent lever la moisson dont leur enthousiasme avait semé le grain – et ceux-là en recueillir le profit qui, jadis, n'avaient eu pour eux que défiance, hostilités, rigueurs.*

Peut-être trouveriez-vous intéressant de publier, à l'appui de cette constatation si exacte, la lettre ci-jointe, écrite par Giuseppe Mazzini au général Nino Bixio le 24 août 1859, au lendemain du traité de Villafranca. C'est la traduction d'une lettre originale en italien que j'ai dans ma collection.

La publication de cette lettre serait un hommage à la mémoire du grand agitateur qui, pendant tant d'années, a entretenu le feu sacré de la patrie italienne, à laquelle son existence entière a été vouée.

Bien à vous de cœur. BIXIO.

Voici la lettre de Mazzini :

24 août 1859.

Nino,

Le mouvement meurt de consommation.

La diplomatie voudrait que la restauration [des anciens petits États particularistes italiens] stipulée à Villafranca s'accomplît par réaction intérieure. Les anciens maîtres y travaillent sans se lasser. La troupe est gâtée ; l'artillerie surtout. À Florence, trois cents de l'aristocratie sont allés déposer leur carte de visite chez Poniatowski, et on signe en cachette des listes pour le retour du duc. Les éléments volontaires, Ombriens, Marchisans, Vénètes, qui entrent pour une grande partie dans le corps de Mezzacapo, trompés dans leurs espérances, se débandent ; aucun ne veut faire le soldat pour le simple plaisir d'être soldat. Le peuple sans liberté, sans journaux à lui, sans réunions, sous ce silence de dictature, est mécontent, sans savoir que faire, ou retombe dans le sommeil indifférent à toutes

choses. L'élan est éteint. Une révolution va en avant ou va en arrière. Elle se défend en attaquant, elle n'abdique pas le programme avec lequel elle s'est faite sans périr. *Et le programme était italien et unitaire ; en devenant toscan, parmesan, romagnol*, il périt. Ceci, croyez-moi, est le véritable état des choses. Nous cheminons vers la restauration.

Une seule chose peut sauver ce mouvement maladif, trahi : c'est ce que vous aviez promis en paroles, ce que je vous disais que vous n'avez pas tenu et que vous ne tenez pas : « l'italianiser ». Et un seul moyen peut l'italianiser : l'offensive.

Il faut marcher sur Pérouse, la reconquérir ; de là, en avant, à marches forcées, sur les Abruzzes, y entrer et donner le signal de l'insurrection du royaume [de Naples].

Cette opération et un nom : le nom devrait être Garibaldi.

Il faut, pour ce qui concerne Pérouse, réussir. C'est une condition *sine qua non*. Le reste viendra de soi-même. Garibaldi à Pérouse équivalait au soulèvement de toute l'Ombrie et de toutes les Marches. D'autre part, il équivalait à la réunion de tous les congédiés, de tous les volontaires des colonnes mobiles qui sont à San Archangelo, de tous les Ombriens et Marchisans qui sont dans les Romagnes. La victoire de Pérouse sera le signal d'une nouvelle mobilisation de tous les éléments qui, aujourd'hui, blâment le temps d'arrêt, et de tous les nôtres qui ne voulaient pas combattre sous Napoléon, *mais qui sont prêts à le faire pour l'unité, et si vous la voulez royale, royale*. Je n'ai pas besoin de dire que *tout ce que je puis* serait au service de celui qui assumerait l'entreprise.

Entre Pérouse et Rieti, ou un autre point quelconque de la frontière des Abruzzes, il n'y a pas de forces qu'on puisse nous opposer. Les Pontificaux s'uniront à nous.

Si on arrive six ou sept mille hommes dans les Abruzzes, l'insurrection y est immanquable. Garibaldi en tirera une douzaine de milliers de volontaires en peu de jours.

La Sicile, avec laquelle je suis en contact régulier, est prête à agir. Elle attendait d'abord le signal qu'elle n'a jamais eu de Turin : elle l'attend maintenant d'un mouvement qui menace le royaume et en divise les forces. . .

Pour retenir dans Rome le peu de troupes françaises qui penseraient à s'opposer à la marche, il suffit d'y susciter un ferment qui n'aille pas au delà, par prudence, mais qui force les Français à rester.

Si nous avons l'insurrection du royaume, nous ne devons pas craindre d'intervention : elle entraînerait la guerre à Napoléon de la part de la Prusse, de l'Allemagne et de l'Angleterre.

Je sais que Garibaldi se préoccupe du bonapartisme intérieur et prédominant à Bologne, mais il devrait voir qu'un tel coup serait le plus décisif pour le bonapartisme intérieur. La révolution devenue agressive, menaçante et forte, personne ne pense plus au bonapartisme, qui est le refuge de la peur, et non d'autre chose. D'autre part, le peuple de Bologne est organisé, et avec nous ; il supporte tant que les choses sont calmes ; une fois les choses en mouvement, elles le mettront en action, si nous le voulons.

Le mouvement, en réussissant, réentraînera le Piémont, et, s'il est de bonne foi, le roi.

De cette manière, nous accomplirons un grand devoir, et il me paraît que devrait vous peser sur l'âme la nécessité de l'accomplir.

J'aurais écrit à Garibaldi lui-même, mais, sans que j'en sache le pourquoi, trompé, je crois, par de faux rapports, Garibaldi ne m'aime pas. J'en parle à vous et à Medici pour que, si vous le croyez, vous lui en parliez.

Malgré la position actuelle, Garibaldi n'est rien s'il n'est pas une incarnation de l'action pour l'unité ; omnipotent sur le peuple, il trouvera dans les milices régulières, en partie, toutes sortes d'amertumes et d'obstacles.

Puisqu'il ne m'aime pas, je voudrais qu'on lui dît que j'aime avant toute chose l'unité de l'Italie, et abhorre par dessus toute chose le protectorat orgueilleux français ; que je suis avec qui partage ma haine et mes

affections ; *qu'AU ROI DE TOUTE l'Italie, nous ne nous opposons pas ; que j'assisterais inconnu à l'opération, sans que mon nom figure une seule fois ; que ce nom, au-delà de la frontière des Abruzzes, aiderait puissamment à l'insurrection ; qu'alors donc je le donnerai avec le sien et d'autres, s'il le veut ; s'il ne le veut pas, je ne le donnerai jamais.*

Fatigué des hommes, des choses, de la vie, des déceptions, de l'abandon des vieux amis, de tout, exilé dans ma patrie et forcé de me cacher comme si j'étais un voleur, je n'ai plus qu'une pensée : celle qu'on ne tombe pas dans la fange, et qu'après tant de serviles bassesses de municipalités, de gouvernements, de journaux au magnanime empereur des Français, il surgisse au moins un noble fait qui parle d'*unité, de conscience, de force propre. J'aiderai et je bénirai qui dirigera ce fait*, puis je m'en irai mourir en Angleterre, où, du moins, j'ai des amis, et des amis constants. Si donc il veut, qu'il compte sur moi pour toute chose que je pourrai faire à l'appui, en me montrant ou non à son choix. Qu'il ne craigne pas que je veuille partager la gloire de l'entreprise ou la vie politique avec lui ou avec d'autres. À vous j'écris par impulsion de devoir, avec peu ou point d'espérance.

GIUS. MAZZINI.

Les deux colonnes de volontaires mobiles commandées par Roselli, à San Archangelo, sont plus que disposées parmi les soldats et les sous-officiers : elles suivraient un mot de Garibaldi.

Quel patriotisme de flamme ! Et comme ces nationalistes comprenaient bien la primauté de l'idée de patrie sur l'idée de parti ! Révolutionnaires, mais dévoués à l'Unité, ils n'hésitaient pas à écrire : « SI VOUS LA VOULEZ ROYALE, ROYALE. » Encore un coup, quelle leçon pour les nationalistes français !

## II

Il n'est pas inutile de comparer à ces documents originaux le témoignage d'un écrivain libéral, avec qui nous avons peu d'idées communes, mais qui expose ce qu'il a vu, le comte d'Haussonville. À l'automne de 1905, il s'en revenait d'un séjour à Florence, qu'il n'avait pas traversée depuis quarante-trois ans. Quelques points de son article au *Gaulois* du 21 octobre complèteront heureusement la magnanime lettre qu'on vient de lire.

En 1862, date de mon premier séjour, l'unité italienne n'était pas accomplie, tant s'en faut. Venise était aux mains des Autrichiens. Partie des États pontificaux appartenait encore au Pape, qu'une garnison française protégeait dans Rome, et Turin n'avait pas cessé d'être la capitale de l'Italie. Le jeune royaume, né de la veille, était coupé en deux, et les plus graves doutes subsistaient sur sa durée. Cavour était mort... L'Italie traversait à l'intérieur des moments singulièrement difficiles. Tout l'ancien royaume des Deux-Siciles était livré au brigandage; la misère sévissait dans l'Italie du Nord et dans les anciens Duchés. La crise économique et financière était intense, et la plupart des grands États de l'Europe assistaient, non sans quelque satisfaction, à ces débuts pénibles d'une monarchie qu'ils n'avaient pas encore reconnue. Aussi, parmi les hommes les plus sérieux et les plus dénués de parti pris, se discutait chaque jour la question de savoir si l'unité italienne durerait et se complèterait, ou si, au contraire, le fragile édifice ne s'écroulerait pas bientôt et si les matériaux qui avaient servi à l'élever ne seraient pas repris par leurs légitimes possesseurs.

M. d'Haussonville constate que l'Italie a duré. Même il exprime la pensée qu'il n'y a plus rien à faire et que l'Italie une est « un fait définitif acquis à l'avenir autant que l'unité française, peut-être plus que l'unité allemande ». Quant à la crise économique,

L'Italie est également sortie de sa crise économique. Le cours de la rente italienne en fait foi. Le peuple est devenu plus laborieux et plus économe, bien que la déplorable institution de la loterie continue de le solliciter à gaspiller le produit de son travail. Partout on rencontre des caisses d'épargne et des sociétés coopératives. La mendicité a, sinon complètement disparu, du moins beaucoup diminué. L'administration fait de grands progrès; la propreté des villes est suffisante; la viabilité, excellente, au moins dans l'Italie du Nord et du Centre, et si l'exploitation des chemins



de fer demeure invraisemblable, si les trains sont toujours en retard, les employés toujours en grève, et les wagons toujours sales, on peut espérer que cet état de choses s'améliorera. . . Enfin, la question des rapports entre l'État et l'Église qui, par la force des choses, s'est posée en Italie d'une façon si aiguë, est en voie d'arrangement, et on peut prévoir le moment où elle sera résolue dans la mesure où elle peut l'être. De là une grande pacification dans les esprits dont il est impossible de ne pas être frappé quand on lit les journaux des opinions les plus diverses. La différence de ton, surtout depuis le pontificat de Pie X, est frappante. Sans doute, les Italiens n'en demeurent pas moins avec leurs divisions, leurs difficultés : quel est le pays qui n'en a pas ? Mais aucun des problèmes intérieurs qui se posent devant eux ne semble insoluble et n'est gros de menaces pour l'avenir. On sent qu'ils constituent un peuple jeune, vivant, plein de confiance en lui-même, et cette confiance est justifiée. À qui compare, comme j'ai pu le faire, l'Italie d'il y a quarante ans, avec l'Italie d'aujourd'hui, une chose apparaît avec évidence : c'est que de toutes les contrées de l'Europe elle est celle où ont été réalisés les plus rapides progrès.

Comment les Italiens ont-ils réalisé ces progrès ? En faisant juste le contraire de ce que les Français ont fait depuis trente-cinq ans.

D'abord, ils ont choisi une dynastie à laquelle ils se sont attachés passionnément. Ils ont compris que le sentiment national avait toujours plus de force lorsqu'il s'incarnait dans une famille, et que, pour eux, en particulier, cette famille deviendrait le symbole de leur unité. Aussi Florentins, Napolitains, Romains même, sauf une minorité respectable, se sont-ils ralliés de tout cœur à cette dynastie savoyarde, qui est aujourd'hui la plus vieille famille régnante de l'Europe, et qui, depuis huit siècles, se préparait, suivant le mot d'un de ses princes, « à manger l'artichaut italien feuille par feuille ». Ils ont eu raison, car elle leur a toujours fourni, comme le disait Weiss de la dynastie capétienne, *le juste roi au juste moment*, tantôt un hardi batailleur comme le roi *galant homme*, tantôt un politique avisé comme Victor-Emmanuel II, sans parler d'une reine comme la reine Marguerite. *C'est la maison de Savoie qui a fait l'Italie, comme c'est la maison de France qui a fait la France. . .*

Puis, tant que leur unité n'a point été réalisée ils n'ont point pensé à autre chose. Bien qu'à nos yeux à nous, cette unité paraisse aujourd'hui complète, ce qui les a détournés, sauf pendant

la période désastreuse où a dominé l'influence de Crispi, de la mégalomanie coloniale à laquelle s'abandonnent les autres peuples de l'Europe, et les en détourne encore, c'est *la pensée qu'il y a un territoire italien qui, à leurs yeux à eux, n'est pas encore réuni à l'Italie*. Je causais précisément un jour avec mon cocher de fiacre, ancien soldat, des affaires de l'Érythrée et des lamentables résultats de cette campagne coloniale. Il m'exprimait en termes énergiques les répugnances populaires pour les expéditions de cette nature ; mais tout à coup, et sans que je l'eusse provoqué, il s'écria : « Ah ! s'il s'agissait de l'*Italia irredenta*, ce ne serait pas la même chose ; il se lèverait des milliers de volontaires. » Cette ambition prochaine de racheter, peut-être, au fond, sans avoir envie d'en payer le prix, le Trentin et Trieste, couve, j'en suis persuadé, au fond de toutes les âmes italiennes, bien que leur diplomatie n'en convienne point, et elle les préserve des ambitions lointaines. En tous cas, si le territoire vénitien était encore occupé par les Allemands, ils demeureraient hypnotisés devant le quadrilatère. Nous, nous n'avons pas voulu demeurer hypnotisés devant la trouée des Vosges et nous avons cherché à nous consoler de la perte de l'Alsace et de la Lorraine en nous installant au Tonkin, à Madagascar, au Congo, au Maroc.

Enfin, dans l'œuvre, par plus d'un côté révolutionnaire, qu'ils ont accomplie, ils ont gardé certains ménagements, et, loin de poursuivre la révolution jusqu'au bout, ils s'efforcent au contraire aujourd'hui, dans la mesure du possible, de relever les ruines qu'ils ont faites. Je suis loin d'absoudre cette œuvre. Les procédés en ont été assez vilains, comme ceux de toutes les œuvres révolutionnaires, et on ne saurait oublier ni les manquements au droit des gens dont le gouvernement piémontais s'est, à l'origine, rendu coupable, ni les coups portés à l'Église, ni les blessures faites aux catholiques qui ont pris sa défense. Pour ne prendre qu'un point, la façon dont ils ont procédé vis-à-vis des congrégations a pu servir de modèle à nos radicaux dans leur dernière campagne, et ce qu'on appelait, dans la langue politique d'alors, les *incamérations* des biens conventuels, ressemble beaucoup à nos expulsions et confiscations françaises. La différence est cependant qu'en France la question des congrégations a été soulevée à plaisir par un ministre pour le moins imprévoyant dans un pays qui n'y pensait pas, tandis qu'en Italie elle s'imposait et qu'il était vraiment difficile d'y laisser subsister les *latifundia* que certaines communautés possédaient.

De plus, l'opération en elle-même, pour discutable qu'elle fût, n'a pas été opérée avec la brutalité, on pourrait dire la sauvagerie avec laquelle elle a été opérée en France. Dans un grand nombre de couvents confisqués, les moines, réduits à un petit nombre, ont été constitués gardiens et séquestres des biens qu'ils possédaient jadis et continuent d'en faire les honneurs aux visiteurs. À la chartreuse du Val d'Ema, près de Florence, c'est un chartreux à barbe grise qui vous montre les tombeaux de Donatello ; à Monte-Oliveto, c'est un olivetain, en froc blanc et noir, qui vous explique les fresques de Sodoma. Le pittoresque y gagne, et non pas seulement le pittoresque, mais aussi la liberté des cultes, car les chapelles de ces couvents n'ont point été fermées. La messe n'a pas cessé d'être célébrée, et les paysans des environs continuent d'y venir.

Une législation suffisamment libérale permet d'ailleurs aux congrégations de se reconstituer peu à peu dans des couvents qui leur appartenaient autrefois et qui ont été rachetés pour leur compte par des sociétés pieuses. Ils y recrutent librement des novices. Au couvent de l'Osservanza, près de Sienne, c'est un tout jeune moine, un moinillon, aurait dit Rabelais, avec une figure candide et des yeux magnifiques, qui nous a montré l'admirable della Robbia, gloire de ce couvent, et il nous a dit que les maisons de son Ordre étaient au nombre de quarante-trois. Ainsi, les disciples de François d'Assise peuvent encore promener en Italie la robe brune de leur saint fondateur et fouler de leurs pieds nus garnis de sandales les trottoirs des rues où circulent les tramways...

De même, si les maîtres des écoles publiques sont, autant que je puis savoir, généralement laïques, la législation n'interdit point de confier à des congrégations les écoles privées. Rendant visite, aux environs de Florence, à un grand seigneur romain, dans les veines duquel coule du sang français, et qui habite la demeure patrimoniale des Médicis, je n'ai pu voir sans envie une école libre tenue par sept sœurs de Saint-Vincent de Paul. Quand on pense que cet Ordre si français peut enseigner en Italie, où, de tous côtés, on s'adresse à lui, et qu'il ne le peut plus en France, on se sent, en face de ces étrangers, partagé entre la confusion et la tristesse.

Dans un autre ordre d'idées, les Italiens se rattachent par les souvenirs à ce passé, dont ils ont cependant supprimé les institutions, et ils s'efforcent de le marier au présent. Quand ils ont débaptisé certaines places ou certaines rues pour les appeler

place de l'Indépendance, *via* Victor-Emmanuel ou *via* Cavour, ils ont eu soin d'inscrire l'ancien nom au-dessous de la plaque nouvelle. Je ne sache pas qu'à Paris on ait fait la même chose pour la place si sottement baptisée place des Vosges. C'est qu'ils demeurent fiers de ce passé, dont ils sentent que l'éclat rejaillit sur eux, et ils ne coupent pas en deux leur histoire nationale : avant et après le *Risorgimento*, comme certains historiens coupent en deux notre histoire : avant et après la Révolution, décriant le passé pour mieux glorifier le présent. Leurs historiens à eux savent parfaitement que leur XIV<sup>e</sup> et leur XV<sup>e</sup> siècles, qui furent pour l'art une époque si brillante, furent aussi un temps de désordre et souvent de crimes, souvent aussi ensanglanté par des guerres. Mais ils ne s'avisent point à cause de cela de qualifier cette époque « d'époque barbare », car ils pensent avec raison qu'il faut pardonner certaines erreurs à un siècle qui a enfanté des chefs-d'œuvre. Aussi, les jeunes générations sont-elles élevées dans le culte, et non point dans la haine et dans le mépris du passé. Ceux qui ont charge de les former estiment que la meilleure manière d'entretenir chez elles l'amour de la patrie, c'est de leur apprendre à l'aimer dans les siècles antérieurs à celui qui les a vus naître et que les entretenir dans cette admiration un peu aveugle est le plus sûr moyen d'éviter *la crise du patriotisme à l'école* <sup>329</sup>.

---

<sup>329</sup> On connaît l'excellent livre de M. Émile Bocquillon qui porte ce titre.

### III

M. d'Haussonville avait abordé le point de vue économique sans toucher à la question sociale ni à l'agitation socialiste. Si l'on en jugeait par les imprécations d'Amilcare Cipriani, dans *L'Humanité* de Paris, le socialisme italien aurait adopté une attitude véhémement et farouche à l'égard de la Maison de Savoie. Toutefois, au moment de la mort du socialiste Andrea Costa, qui, en 1873 et 1874, en 1876, 1877, 1878, 1880, 1889, avait subi d'innombrables mois de prison pour des faits de conspiration continuelle, mais à qui tous les partis ont fait des funérailles « officielles, et quasi triomphales », *Le Temps* du 28 janvier 1910 disait dans son *Bulletin de l'Étranger* :

Il n'est pas, dans l'histoire de l'Italie moderne, de phénomène plus curieux que l'évolution du parti socialiste et c'est parce qu'elle éclaire cette évolution que la vie d'Andrea Costa offre un intérêt plus général encore que personnel. Quand, il y a trente ans, Costa passait de prison en prison, le socialisme apparaissait comme un groupement de subversion, incapable à tout jamais de participer, soit directement, soit indirectement, à l'exercice du pouvoir. Aujourd'hui, c'est un parti organisé, qui pèse dans la balance du parlement, qui influe sur le sort des ministères, qui discute et qui transige. Combien loin déjà le temps où Cavallotti, Imbriani et Costa lui-même, dans le pittoresque naïf d'une tenue où la longueur de leurs chevelures, l'ampleur de leurs chapeaux et l'éclat de leurs cravates passaient pour un symbole de hardiesse intellectuelle, effraient le « bourgeois » de leurs outrances révolutionnaires !

Aujourd'hui, les socialistes italiens sont, pour la plupart, des *gentlemen* corrects, que la lutte des classes ne détourne pas d'une existence pratique et mesurée, qui débattent à la Chambre les intérêts de l'État, qui exercent souvent dans les grèves une influence conciliatrice, qui se résignent aux dépenses militaires ; qui les justifient même et qui, aux heures de crise ministérielle, donnent, par l'organe de leurs journaux, de respectueux conseils à Sa Majesté le roi...

Tel a été le cas, tout récent, d'Enrico Ferri, faisant une conférence devant le roi et le saluant du titre de Majesté.



## Appendice VII

# Le comte Tornielli

S'il est vrai que le cabinet Waldeck-Rousseau fut en partie constitué par l'Italie, l'ambassadeur ne laissa pas oublier ses services. Page 112.

Comment ce crispinien, respirant la haine de la France, au point d'avoir osé signifier aux gouvernements de Casimir-Perier et de Félix Faure qu'ils avaient en Europe un rang de parvenus, comment, deux ans plus tard, ce gallophobe de profession avait-il pu être agréé à Paris ?

Mystère, et intrigue maçonnique peut-être. Peut-être aussi, la tension causée par le premier procès Dreyfus entre les puissances tripliciennes et le quai d'Orsay explique-t-elle notre capitulation. Après ce coup d'éclat de 1894, nos ministres modérés tenaient-ils à se montrer souples ? La politique d'entente allemande avait rencontré une pierre d'achoppement ; il fallait établir qu'on ne voulait pas élever de hautes murailles. Ce désir de sagesse peut paraître assez naturel chez des hommes que le souci de l'honneur n'a jamais étouffés. Une chose est certaine : dès le premier jour, le Vieux Parti républicain – juifs, protestants, maçons, métèques – fit sa cour à celui qui l'avait traité de si haut. La raison de cette attitude tenait également au secret de l'Affaire. On venait de dégrader Dreyfus ; Dreyfus avait trahi pour le compte d'un ami de l'attaché militaire Panizzardi ; Panizzardi avait tenu le rôle d'honnête courtier et, dès le lendemain de la condamnation, la révision du procès avait été mise à l'étude : impossible d'aboutir sans le patron de ce Panizzardi, sans Tornielli. . .

Pendant les trois ans qui suivirent, l'ambassadeur d'Italie manœuvra de manière à ne pas s'aliéner les divers cabinets modérés en fonction ; mais favorisa de son mieux les intrigues des gens qu'il tenait en réserve pour le gouvernement de demain. Il se montrait ainsi le digne concitoyen de Cavour et des grands hommes de l'Unité. Leur valeur militaire est plus que discutable,

leur marine ne s'est distinguée qu'à rebours : leur diplomatie fut de premier ordre, comme le prince qu'elle servait, comme l'idée que servait le prince. Jamais peuple n'aura mieux profité des fautes de ses rivaux. Ce que l'on avait vu entre 1855 et 1870 se reproduisit en 1898. Dès que les amis de l'ambassade furent maîtres de la France, l'ambassadeur organisa l'invasion économique, la pacifique pénétration qui, en dix ans, nous a recouverts de produits agricoles et industriels italiens. Les concessions et arrangements obtenus du cabinet précédent furent exploités à fond. Les secrets décisifs qu'il avait en dépôt le rendant maître du personnel au pouvoir, Tornielli imposa tout ce qu'il désirait. Bientôt, il fit signer de nouvelles facilités. Puis un traité d'arbitrage. Enfin, toujours par lui, l'Italie conduisait M. Loubet à Rome, le brouillait avec le Saint-Siège, nous acculait à la séparation, qui, pratiquement, nous chassait de l'Orient latin. La même année, nous devenions les vassaux de Londres.

Et, tandis que baissait ainsi notre fortune, celle des Italiens de Paris s'élevait. Le vieil ambassadeur pouvait s'apercevoir d'année en année que Paris devenait colonie italienne. En prenant pour centre l'horloge du carrefour où se rencontrent les rues de Richelieu et Drouot, il pouvait compter dans un rayon de quelques centaines de mètres plus d'une douzaine de restaurants italiens ; il en existait deux pour tout Paris en 1898. Depuis 1900 abondent les boutiques où l'on ne vend rien que le riz, les olives et la charcuterie de la péninsule. Ces denrées italiennes, autrefois simples amusements d'amateurs, sont entrées dans la consommation générale. Des bureaux de la rue de Grenelle jusqu'aux boulevards étincelants de vitrines timbrées à l'écu de Savoie et pavoisées aux trois couleurs de son pays, l'ambassadeur voyait vivre et grandir son œuvre. Il se redisait que le comte Joseph Tornielli Brusati de Vergano avait bien mérité de sa jeune patrie. Paysans, négociants, ouvriers, chefs d'industrie, lui devaient autant de reconnaissance que son roi pour ce résultat économique d'une bonne diplomatie.

Il y a de bons diplomates sous tous les régimes : on ne les utilise que dans les États organisés fortement, aristocraties nationales ou monarchies.



## Appendice VIII

# La gestion extérieure de l'ancien régime d'après M. Étienne Lamy

Si Louis XVI avait eu quatre ou cinq  
successeurs réguliers... Page 154.

Monsieur Étienne Lamy a publié, dans *Le Correspondant* du 25 septembre 1905, à propos de *La Question d'Égypte* de M. de Freycinet, un bien curieux et bien remarquable article. Il serait désolant de gêner cet ancien chef du catholicisme républicain, en s'attachant à exagérer la portée de ses paroles, mais, enfin, de sa part, les observations qu'on va lire paraissent bien manifester de profondes désillusions quant à la valeur intrinsèque du régime.

M. Étienne Lamy n'est pas un rallié, à proprement dire, bien qu'il ait, en 1898, présidé aux élections du ralliement. C'est un républicain d'origine. Une évolution monarchiste lui serait plus facile qu'à d'autres, il n'aurait point à se dédire pour la seconde fois.

Je relèverai, tout d'abord, quelques lignes pénétrantes sur Gambetta, auquel M. Lamy s'était rallié dans l'affaire des 363. Le dernier conducteur de la démocratie pouvait-il la diriger convenablement en Europe ? M. Lamy répond :

Le régime dont il est issu ne lui a appris ni la familiarité avec les gouvernements, d'où naissent les confidences, la divination et la plénitude des renseignements, ni l'habileté à manier en les mêlant les fils multiples de la diplomatie, ni l'art de trouver dans les forces ambiantes les auxiliaires des desseins nationaux.

Plus loin, l'opinion est appelée (p. 1185 du *Correspondant*) « la grande distraite ». Au contraire, le pouvoir suprême, « la nature de ce pouvoir », c'est-à-dire la faculté de gouverner seul, bénéficie, même chez un Napoléon III,

d'une appréciation favorable. Le gouvernement de Juillet est jugé inférieur aux dynasties européennes, faute de traditions et par la faute des révolutions, etc.

Mais, tout ceci n'est que préparation. Ce qu'il faut lire et retenir, c'est le témoignage apporté par M. Lamy à la constitution de l'ancienne France, c'est l'explication qu'il fournit de la bonne gestion des Affaires étrangères sous la royauté. Depuis que le Comité de salut public déclarait que « le département des Affaires sous la monarchie était le seul bien administré », en ajoutant que, « depuis Henri IV jusqu'à 1756, les Bourbons n'ont jamais commis une faute majeure <sup>330</sup> ! », on n'a rien écrit de plus fort, de plus net ni de mieux rassemblé sur ce magnifique sujet :

Sous l'ancien régime, un monarque héréditaire veillait sur les intérêts durables, sans demander conseil aux égoïsmes viagers de ses sujets. Son rang parmi les rois était fixé par le rang de son royaume parmi les États. Ce n'était pas une garantie pour le repos des peuples, c'était une sûreté contre l'oubli de leur grandeur.

La fortune de chaque État trouvait le principal de ses facilités ou de ses obstacles dans les dispositions des autres couronnes. *C'est donc au dehors que l'attention du souverain était naturellement appelée.* S'y ménager des amitiés par les alliances de famille, y surveiller les intentions et les préparatifs des cours par une diplomatie attentive et, quand il y avait lieu, corruptrice, tenir un marché perpétuel de combinaisons où s'échangeaient les concours et, par un travail continu, éliminer de ses desseins l'ignorance et de ses entreprises le hasard, voilà parfois « le secret du roi », toujours le devoir du roi.

*Il y avait une opinion publique*, mais elle n'était pas faite par la multitude. Celle-ci ne se reconnaissait pas compétence sur la politique, de toutes les sciences la plus complexe, et recevait docile ses pensées *de trois aristocraties : l'église, la noblesse et cette bourgeoisie* qui, sous le nom de Tiers État, administrait les villes, exerçait les professions libérales et dirigeait les métiers. C'est à elles que les rois donnaient la parole dans les circonstances extraordinaires où ils consentaient à recevoir des avis en même temps que des subsides ; c'étaient elles qui, par l'action de l'enseignement, de l'exemple et du prestige, étaient les évocatrices perpétuelles d'une *plus grande France*.

L'élite des bourgeois avait le souci d'étendre sa richesse en étendant ses marchés. Ces hauts arbitres de nos intérêts com-

---

<sup>330</sup> Toujours le rapport à l'arrêté du 14 octobre 1794.

merciaux savaient, dans les cités, gouvernées par eux, *préparer au loin et de loin l'avenir*. Non seulement les hardis armateurs de la Manche et de l'Océan avaient, les premiers, poursuivi la fortune jusque sur la côte occidentale d'Afrique, pris, peu après les Espagnols, pied sur le sol américain, aux Antilles, au Canada, exploré le Mississippi, occupé la Louisiane; non seulement le haut commerce de Marseille, plus ancien et plus puissant encore, *dominait* sur toutes les côtes de la Méditerranée et, associé à la puissance de l'État, *nommait et payait les consuls dans tout le Levant*; mais les grandes places de commerce, Lyon, Paris, Rouen, gouvernées de même par les « notables », les plus intelligents des intérêts généraux, s'associaient à ce trafic international et travaillaient à multiplier les rapports entre la métropole et les colonies.

La noblesse, guerrière de race et réduite par la monarchie absolue aux services de l'épée, était toujours prête à conquérir les colonies ou à les défendre. Outre que *la guerre était l'industrie des gentilshommes*, les possessions d'outre-mer offraient aux cadets la chance d'obtenir des terres et des emplois. Le concours des nobles secondait donc, toujours fidèle, toujours impatient, le dessein des rois, et souvent les gentilshommes n'attendaient pas l'invitation royale pour courir les fortunes d'outre-mer. Tantôt solliciteurs de privilèges qui leur assuraient le gouvernement de terres à découvrir ou à occuper, tantôt se fiant à eux seuls pour tirer les meilleures chances de l'inconnu vers lequel se tendait leur voile, ils employaient les années trop calmes aux explorations hardies et fécondes, où nombre d'entre eux ont illustré leur nom. Et l'exemple, donné par une caste dont la France était fière, entretenait *dans toute la nation un certain goût d'aventures, quelque curiosité des contrées lointaines, l'admiration pour le courage*.

L'Église, *universelle par sa vocation*, montrait à la plus vieille des races chrétiennes les autres races répandues sur toute la terre, rappelait à la sœur aînée la tâche de justice, de tutelle, d'amour envers les sœurs plus jeunes, plus faibles, encore enténébrées de barbarie, et par-dessus toutes les frontières élevait l'autel unique, symbole de la misère et de la dignité communes aux enfants du même Dieu. Cette conscience du devoir avait été assez puissante pour jeter en Asie, par l'élan des croisades, *le peuple d'Europe le plus attaché à son sol*. Quand les croisades eurent pris fin, elle se continuait plus parfaite par ces vocations qui portaient une partie

de notre sacerdoce hors de la terre natale et avec le dévouement d'une seule race suffisait presque à l'évangélisation du monde. Elle avait ouvert, outre le Levant de la Méditerranée, l'occident de l'Afrique, le nord de l'Amérique, l'Inde, le Siam, l'Annam, la Chine, au christianisme et à la France, et marquait d'avance à nos trafiquants et à nos soldats les places de nos conquêtes.

*Grâce à cette hiérarchie sociale et à ses influences concordantes*, un témoignage perpétuel était rendu à la mission de la France dans le monde par tous ceux dont les paroles et les actes avaient autorité. La foule qui, réduite à ses propres idées, les eût tenues closes dans *l'étroite enceinte des intérêts quotidiens*, recevait, par l'enseignement de ses chefs, *l'intelligence d'une vie plus vaste, de doctrines plus nobles*, s'élevait à un idéal de gloire nationale, avait une vision des sacrifices dus par chaque être aux autres, par chaque génération à la race, par chaque race au genre humain.

Sans doute, les rois eux-mêmes et leurs auxiliaires apportaient à l'œuvre leur caractère de Français : l'allure de leur sagesse n'était pas régulière. Dans les monarchies absolues, tout vice du souverain, s'il amoindrit chez ce maître la volonté saine qui est la garantie des sujets, devient un malheur public. Mais, malgré le désordre de ces mouvements, l'équilibre de notre fortune finissait toujours par se rétablir, *tant étaient efficaces et stables les institutions*. LEUR PUISSANCE RÉPARATRICE APPARUT ENCORE LA VEILLE DU JOUR OÙ ELLES ALLAIENT DISPARAÎTRE. L'initiative des Français, donnant à la mère-patrie deux royaumes d'Amérique et d'Asie, le Canada et les Indes, a travaillé en vain pour le roi qui s'amuse. Louis XV, qui n'a pas aidé à leur conquête, n'a employé sa prérogative qu'à les abandonner et n'a pas plus pleuré leur perte que la mort de M<sup>me</sup> de Pompadour. MAIS POUR QUE TOUT SOIT REMIS EN SA PLACE, IL SUFFIT QUE LE ROI REPRENNE LA SIENNE. Avec Louis XVI, la tradition de notre politique se renoue comme d'elle-même. Nos armes prennent contre l'Angleterre une revanche coloniale, en aidant à l'émancipation des États-Unis. Nos flottes obtiennent l'avantage sur les flottes britanniques. Avec ces forces reconstituées renaît l'espoir secret de Henri IV, de Louis XIII et de Louis XIV, qui, tout en maintenant au jour le jour le pacte des Valois avec l'Islam, rêvaient de revenir à la politique des Capétiens et de partager entre la chrétienté l'empire ottoman. Les anciens pourparlers recommencent avec la Russie et l'Autriche pour fixer les prétentions de chacun sur

l'immense dépouille. La part reconnue à la France par les chancelleries étrangères est la Syrie et l'Égypte, d'où sera reprise l'Inde. La France assemble sans précipitation toutes ses chances et attend, prête et attentive, l'occasion de cueillir au moment propice le beau fruit qui mûrit pour elle.

C'est alors que la Révolution détruit l'ancien régime et *que commence notre impuissance à en établir solidement aucun autre.*

On n'a pas exposé plus clairement les fonctions vitales de l'ancien État. Oh ! sans doute, M. Étienne Lamy peut ensuite se reprendre ou se dérober par quelque formule de fatalisme mystique, comme il en court un peu partout de nos jours : « La Monarchie est morte, vous ne la ressuscitez pas. » Mais ce sont là des mots qui ne signifient rien. Les réalités comptent seules. Une réalité bien constatée, une réalité vivante et agissante, – une force, donc, – c'est l'article du *Correspondant*. Il n'y a qu'à l'utiliser dans notre propagande, d'où s'élancera tôt ou tard, sous la pression des circonstances, un état d'esprit royaliste, à la faveur duquel la Monarchie démontrera sa subsistance et sa puissance en reparaissant.



## Appendice IX

# « Dans cent ans »

Une partie de l'univers s'unifie, mais une autre tend à se diviser, et ces phénomènes de désintégration, comme disait Herbert Spencer, sont très nombreux.

Notre ami Frédéric Amouretti avait profondément étudié ce point de vue.  
Page 154.

J'avais résumé quelques-uns des travaux d'Amouretti (si largement corroborés depuis) dans la *Revue hebdomadaire* du 20 août 1892, à propos du livre de M. Charles Richet : *Dans cent ans*. M. Richet ne prévoyait que l'unification croissante de la planète. Je lui répondais avec la timidité de mon âge :

Le monde tend à l'unité, dit-il à un moment, et je préférerais qu'il s'en tînt à paraphraser cette belle hypothèse platonicienne. Mais il la traduit en tableaux historiques et géographiques qui me désolent. L'unité de M. Richet tuera les langues, les nations et toute la variété de l'univers. Au *pambéotisme* qui nous régit, M. Richet fait succéder un *panyankeesme* abominable. Mais les statistiques dont il se sert donnent une envie folle de le combattre. Il ne serait point difficile de rassembler contre ces demi-certitudes un ramassis de demi-certitudes équivalentes. Par exemple, un poète, qui ne penserait point que l'unité fût bien souhaitable en ce monde ou qui n'admettrait ce règne de la monade que dans les systèmes supérieurs des sciences ou dans les figures de l'art, un poète pourrait répondre, et, selon moi, sans trop de désavantage, aux savants arguments de M. Richet.

Il dirait :

Sans doute, mon cher maître, le monde futur est destiné à voir se raccourcir l'espace et s'abrèger le temps. La vapeur, l'électricité, ne peuvent manquer d'aboutir à multiplier les rapports des hommes et des nations. Mais cela veut-il dire que les signes distinctifs des races soient plus proches d'être effacés ? Les nations seront-elles plus portées à confondre leurs langues et à noyer au même flot leurs souvenirs ? Laissez-moi n'en rien croire.

Une observation superficielle permet seule de dire que le voisinage et, pour ainsi parler, le frottement des individus amoindrissent les différences qui les séparent. Nulle part les distinctions nationales ne sont mieux affirmées que parmi les populations des frontières qui se trouvent pourtant en relation continuelle de voisinage et de parenté. L'exemple de l'Alsace est assez éclatant... Les peuples qui se détestent le plus sont ceux-là mêmes qui se fréquentent le plus.

La raison en est simple. Les rencontres fréquentes multiplient les occasions où l'on voit s'accuser profondément les traits particuliers de chaque sensibilité et de chaque pensée. On se connaît. La connaissance est loin d'envelopper nécessairement l'amitié. Paul Bourget, qui visite un peuple par saison, a déjà remarqué que ces fréquentations où nos cosmopolites ont fondé tant d'espoir ont plutôt compromis l'idée qui leur est chère. « Plus j'ai voyagé, écrit-il dans ses *Sensations d'Italie*, plus j'ai acquis l'évidence que, de peuple à peuple, la civilisation n'a pas modifié les différences radicales où réside la race. Elle a seulement revêtu d'un vernis uniforme les aspects extérieurs de ces différences. Le résultat n'est pas un rapprochement. » Il pourra bien être créé une langue internationale, la *lenga catolica* d'Alberto Liptay ou le célèbre *volapük*, qui rendra les mêmes services que rendait le latin aux voyageurs du moyen âge (car on sut, en ces jours de pèlerinage incessant, unir le particularisme à cette large bienveillance internationale sans laquelle il n'est point de haute intelligence ni de profondes conceptions) ; les savants pourront adopter, comme les diplomates et comme nos marins sur les Échelles du levant, un idiome à leur usage : cela sera commode, profitable et sensé. Mais qu'à la suite de ces conventions on doive ravir aux peuples leur langage et qu'il y ait, de notre temps, des raisons légitimes de s'attendre à ce rapt, voilà qui semble contredit par tout ce que l'on sait de l'histoire contemporaine.



Voyez plutôt ce qui se passe dans ces États-Unis<sup>331</sup>, pour lesquels vous rêvez un avenir si merveilleux et desquels vous prédisez avec assurance : « Dans l'Amérique du Nord, on parlera anglais. » Êtes-vous bien certain que toutes ces populations s'y doivent servir de l'anglais ? La vérité est qu'il se reforme là-bas une sorte de vieux continent et que les immigrants y parviennent à retenir tous leurs traits nationaux. Les Français du Canada, si fidèles à leur parler, envahissent les États du Nord, ceux-là mêmes qui forment la Nouvelle-Angleterre, premier berceau de l'Union, et leurs minorités sont si compactes et si solidement organisées qu'ils ont pu, dans le Maine, faire élire deux sénateurs et quatre députés de leur langue.

Les Allemands, dont on vantait jadis la facile assimilation, se sont groupés dès qu'ils en ont trouvé le moyen. Ils pullulent dans les États du Michigan et du Wisconsin. À Chicago, leur nombre est supérieur à celui des Américains de naissance. À Milwaukee, où il est question de fonder une université allemande, ils étaient naguère maîtres absolus du gouvernement ; il est vrai qu'ils ont été récemment battus aux élections municipales, mais par des Polonais tout aussi particularistes. Ils ont sept cents journaux. Il y a dans l'Union américaine trois États dans lesquels l'enseignement de l'allemand est obligatoire au même titre que celui de l'anglais. Les congrégations luthériennes allemandes sont distinctes des autres. Les catholiques allemands ont leurs paroisses spéciales, et leur Société de Saint-Raphaël, qui a tenu en échec le zèle un peu brouillon de l'évêque irlandais de Minnesota, ne cesse d'exiger de Rome que l'épiscopat ne soit point choisi uniquement dans le clergé de langue anglaise. C'est l'idée religieuse qui organise, on le voit, la solidarité nationale. Les Danois, les Suédois, les Norvégiens, au nombre d'un million, ont leurs congrégations particulières et leur organisation ecclésiastique séparée. Les Hongrois, fort nombreux autour des mines de pétrole de la Pennsylvanie, forment également un noyau résistant. Les Italiens commencent à se serrer de même, et ils ont obtenu de Rome l'envoi d'un clergé qui fit résonner le *si*. – Un César ne dissoudrait point tant de forces agglomérées. Si les pouvoirs américains s'en montrent soucieux, ils n'ont tenté rien jusqu'ici contre ce mouvement qu'ils sentent plus fort que tout.

---

<sup>331</sup> Le contradicteur de M. Richet doit confesser ici qu'il emprunte ses plus fortes raisons aux précieuses études de M. Frédéric Amouretti (note de 1892).

M<sup>gr</sup> Ireland semble vouloir serrer les liens de l'Union. Il a pu faire décréter au concile de Baltimore « le catéchisme unique » pour toute l'étendue des États-Unis. Mais, peut-être un peu malgré lui, les Pères ont ordonné que ce catéchisme fût traduit en français, en italien, en allemand, en espagnol, en portugais, en polonais, en hongrois, en tchèque et dans les langues indiennes. . .

Un semblable spectacle doit assurément préparer à l'Amérique des destins très particuliers ou tout à fait pareils aux destins de la vieille Europe. Ou ces nationalités distinctes iront s'accroissant, se différenciant jusqu'à l'inimitié – et ce sera le démembrement de la plus puissante unité ethnique de l'avenir. Ou, sage, instruit par nos expériences européennes de la vanité des discordes et, par ses souvenirs, des bienfaits de l'union dans la liberté, le peuple américain élargira les bases de sa constitution et formera une sorte d'Europe nouvelle, apaisée et harmonisée par une habile entente du principe fédératif, tous les instincts, toutes les langues étant, plus qu'aujourd'hui, livrés à leur propre vertu. . . Et, cher maître, dans les deux cas, votre cité des hommes et cet unitéisme dont vous ne doutez point semblent s'évanouir du pays des probables où vous avez voulu un moment les placer. . .

Le divorce de la Suède et de la Norvège, les mouvements sécessionnistes qui n'ont pas cessé d'agiter l'Empire ottoman, la fédération australienne, la fédération de l'Afrique du Sud, les progrès du mouvement autonomiste en Égypte, la résistance de l'Alsace-Lorraine et de la Pologne prussienne aux entreprises de germanisation, le mouvement catalaniste à demi triomphant sous le ministère Maura, le retour accentué de l'esprit public français au sentiment provincial, mille autres faits contemporains peuvent témoigner que la centralisation et l'unification sont loin d'être fatales, que les tendances à la désintégration abondent par tout l'univers et que Frédéric Amouretti ne se trompait pas en montrant que l'œuvre du XIX<sup>e</sup> siècle n'avait pas été purement et simplement une évolution régulière de tous les peuples vers l'unité.

## Appendice IX bis

# Les puissances de l'avenir

*Dans les premières années du XX<sup>e</sup> siècle, un écrivain qui fit le tour du monde pour le compte du Temps, M. Gaston Donnet, a ratifié purement et simplement les vues d'Amouretti et les nôtres : il admettait la coexistence future de quelques grands empires avec une poussière de principautés et de républiques, ainsi qu'on peut le voir par mon article du 1<sup>er</sup> mai 1904, à la Gazette de France, que je reproduis textuellement ci-dessous tel qu'il parut à une époque où pas une ligne de Kiel et Tanger n'avait été écrite.*

Je crois bien que M. Gaston Donnet est ce journaliste républicain qui reçut trente mille francs de M. Adrien Hébrard pour faire le tour du monde et en publier ses impressions dans *Le Temps*. Le journal de route de M. Donnet paraît arrêté pour le moment au Chili, et quelques-unes de ses remarques sur la constitution et la destinée de cette république nous avaient paru bien frappantes par leur extrême concordance avec les doctrines historiques et politiques qui ont servi de bases à l'*Enquête sur la monarchie*<sup>332</sup>. Il n'y avait pas de quoi s'étonner ; pourquoi les renseignements de l'histoire de l'ancien monde seraient-ils démentis par la géographie du nouveau ? M. Gaston Donnet regardait, observait avant d'écrire et de construire, et c'est de la méthode d'observation que nos maîtres se sont constamment inspirés.

Mais voici qui est plus amusant. Publiant (où ? mais dans *L'Aurore* !) un sommaire des conclusions générales de son voyage, qui pourra servir d'épilogue à l'*Itinéraire de Paris à Paris via Pékin et Santiago*, M. Gaston Donnet en arrive à développer certaines vues d'avenir dont les plus différentes concordent avec toutes les inductions que nous avons faites cent fois, sans en choquer directement aucune. Étrange leçon des voyages ! Le rédacteur de M. Hébrard, qui devient collaborateur de M. Clemenceau<sup>333</sup>, rapporte,

---

<sup>332</sup> Ce sont les vues exposées dans les *Notes posthumes* de Fustel de Coulanges, recueillies et publiées en 1896 par M. Paul Guiraud : la prospérité d'une république exige l'aristocratie et exclut la démocratie.

<sup>333</sup> *L'Aurore* était en effet le journal dirigé par Clemenceau. (N.D.É.)

en manière d'album, à son double public, public dreyfusien modéré, public dreyfusien radical, les idées de *L'Action française*. Que ne sommes-nous aussi riches que M. Hébrard ! Nous mettrions tous les ans deux ou trois bourses de voyage à la disposition des républicains distingués. Ces messieurs se formeraient le long de la route. Au retour, un léger coup de pouce leur donnerait figure d'excellents royalistes.

M. Gaston Donnet a exposé en quatre articles ce que sera, ou pour mieux dire, ce que pourra être le monde dans cent ans. Les trois premiers sont consacrés à l'hypothèse qui se présente d'abord à l'esprit, car elle s'accorde avec le mouvement qui paraît le plus général. Comme dirait M. Anatole France c'est l'hypothèse qui « prolonge la courbe commencée ». Nous voyons se développer un impérialisme effréné. Donc l'impérialisme triomphera partout ! Nous voyons se former de grandes unités ethniques. Donc ces grandes unités se maintiendront ; il s'en formera d'autres, et de plus en plus grandes ! C'est ce qu'un disciple de Spencer peut appeler, dans un langage affreux, l'intégration européenne et universelle. « L'Angleterre, l'Allemagne, la France, les États-Unis, la Russie s'empareront du monde entier et l'exploiteront comme une ferme. » Tous les cerveaux de formation sémitique, dominés par l'idée de l'unité, ou encore tous ceux que hantent d'inopportunes réminiscences mathématiques, se placent naturellement à ce point de vue.

Les vrais Européens, les vrais occidentaux y répugnent : ils savent ce que c'est que la prévision politique. Une chose est constante en histoire, c'est la merveilleuse inconstance des « tendances » les plus prononcées, des « séries » les mieux définies. L'historien, le critique savent qu'une formule est interdite à qui interroge l'avenir : la formule *de plus en plus*. Elle n'est jamais vraie. Les choses ne se développent jamais que jusqu'à un certain point. Et à ce point, c'est tantôt un retour brusque, tantôt une dégression lente, tantôt une déviation qui peut être également insensible ou très prononcée.

Dès lors, la prévision n'est plus affaire de calcul. Il ne s'agit point de continuer une courbe, mais de se livrer au plus délicat travail d'appréciation et de conjecture. On interroge non seulement le nombre et la masse des phénomènes, mais leur force (si variable !) et leur qualité (si mystérieuse) en vue de former, non une réponse unique en forme d'oracle, mais un faisceau de réponses conditionnelles destinées à suggérer un ensemble de précautions. De telles réponses, à multiples détentes, renseignent médiocrement sur ce qui sera. Elles proposent ce qui pourra être. Elles excluent ce qui, à la réflexion d'un esprit pratique et sensé, ne paraît ni viable, ni seulement possible.

M. Gaston Donnet exclut de la sorte l'hypothèse des grandes intégrations futures et des unités maîtresses du monde. « Il est impossible d'y croire », dit-il rondement, et il dit pourquoi. Un vaste mouvement désintégrateur

s'accomplit partout. M. Gaston Donnet l'appelle individualiste. C'est un terme mal employé. Nous dirions, nous, « nationalistes ». Mais le nationalisme de l'avenir ne sera pas très étendu. Les relations entre peuples pourront s'accroître, par le mouvement naturel de la science, des industries, du commerce : il ne se formera pas un sentiment international comme il s'est formé des sentiments nationaux, et ceux qui le croient sont les dupes de la figure géométrique donnée à la succession des faits historiques.

De ce que l'homme est allé de la famille à la cité et de la cité à l'État, il ne s'ensuit en aucune manière qu'il ira de l'État à la fédération d'États et à l'unification de la race humaine. Nous ne cessons de dire et d'écrire depuis cinq ans que l'unité du genre humain, loin d'être en progrès, est en décadence. Le genre humain est moins uni que sous Titus, où toutes les races civilisées se groupaient sous les mêmes faisceaux. Le genre humain est moins unifié que du temps de saint Louis, où toutes les couronnes chrétiennes étaient fédérées sous la tiare. La Réforme du seizième siècle et en conséquence la guerre de Trente ans ont constitué les nationalités comme autant de schismes.

Encore subsistait-il une Europe. Depuis la Révolution et l'Empire, il n'est plus d'Europe et le mouvement des nationalités qui a unifié l'Allemagne et l'Italie, a décidé ou préparé bien des scissions. Sans compter que la Belgique s'est séparée de la Hollande, que la Serbie, la Grèce, la Roumanie, la Bulgarie et le Monténégro ont quitté l'Empire ottoman, il est facile d'observer sur tous les points de l'Europe les différences qui se creusent entre nationalités, entre races : Catalogne et Espagne, Irlande et Angleterre, Suède et Norvège<sup>334</sup>, Finlande et Russie<sup>335</sup>, et, tandis que la petite Belgique est elle-même travaillée par les tiraillements entre Wallons et Flamands, la grande Autriche souffre de querelles autrement graves entre les trois ou quatre éléments qui la constituent, germaniques, slaves, magyars et latins. La forte Allemagne commence elle-même à s'apercevoir, malgré l'orgueil de ses grands rêves presque accomplis, qu'un Poméranien diffère d'un Bavarois, et un catholique rhénan d'un saxon protestant. Cet État merveilleusement décentralisé éprouve d'obscurcs poussées de séparatisme. Que dire de l'immense et disparate Russie !

M. Donnet fait une induction trop rapide et, à mon goût pleine de périls, lorsqu'il déclare que « la critique sociale » a tellement diminué « l'idée de pouvoir » que les pays de pure formation dynastique sont appelés à disparaître. Le pouvoir n'est pas une idée, c'est un fait, et l'on croit à ce fait quand il se fait sentir, et toute la critique sociale du monde ne peut rien contre la force d'un conquérant. Dire qu'il n'y aura plus de conquête

---

<sup>334</sup> La Norvège devait se séparer de la Suède en 1905.

<sup>335</sup> La Finlande devait se séparer de la Russie en 1917.

ni de conquérant, c'est ne rien dire et tomber dans la même erreur que ceux qui vaticinent le développement régulier et simultané de la politique de conquête dans cinq ou six grandes puissances à la fois. Des impérialismes menaçants se ralentiront tout d'un coup (par exemple, peut-être celui de la Russie). D'autres, inattendus, se feront jour soudainement et croîtront avec une vitesse inopinée.

C'est le train normal de l'histoire. La Prusse n'était rien, au milieu du règne de Louis XIV, et ce qu'elle paraissait être en 1865, après le grand Frédéric et après Blücher, pouvait bien inquiéter l'Autriche et la France non leur donner l'idée précise des progrès foudroyants accomplis pendant les cinq années qui suivirent. Des nouveautés nombreuses sont promises à nos neveux. Je doute que l'avenir change rien au rythme insaisissable de ce jeu d'intérêts et de passions utilisés par les intelligences et par les volontés.

La guerre subsistant, il y aura toujours des chefs de guerre.

La famille subsistant (M. Donnet, on le verra, cède ce dernier point) les chefs de guerre fixeront le pouvoir dans leur descendance. Les nations où l'ordre de la succession du pouvoir sera le mieux réglé auront des chances supérieures de se constituer et de se maintenir. L'expérience historique en est la garantie. Si les lois dynamiques des sociétés sont obscures, leurs lois statiques sont tout au contraire très faciles à vérifier, et M. Donnet les vérifie à son insu, quand il écrit des nations latines « dont l'unité est achevée, cicatrisée, depuis des siècles », c'est-à-dire sans doute de la France et de l'Espagne, qu'elles seront les seules à ne pas se dissoudre, à ne pas se désintégrer dans un avenir très prochain.

Sauf dans les deux nations chez lesquelles une longue habitude de l'unité crée une seconde nature, M. Donnet assure que « le monde civilisé de demain se divisera sans doute en autant d'États que de groupes ethniques ». Il faut tempérer cette assurance par l'oracle qui veut que tous les groupes existants soient demain ou après-demain fondus en deux ou trois groupes tout-puissants, sinon en un seul. Tout grand État n'est certes pas appelé à disparaître. Mais les petits semblent devoir recommencer à pulluler. Raison : le mouvement nationaliste, utilisera, les passions démocratiques et les passions démocratiques le mouvement nationaliste, ce qui n'empêchera, en aucune manière, telles nationalités de profiter de la décomposition du voisin pour se manifester sous la forme unitaire et impérialiste...

Et maintenant, lecteurs de *L'Aurore*, membres du peuple souverain, écoutez la leçon de M. Gaston Donnet. Instruisez-vous, bons citoyens qui allez voter pour l'Internationale et contre la patrie :

La « patrie », loin de disparaître, s'accroîtra, à ce point, que le monde ne se composera que de petites patries. Et ce sera le

triomphe de la famille qui reste, malgré tout, dans la vulgarité de sa morale, le pivot de l'humanité. On s'aime soi ; on aime sa famille qui est le prolongement de soi. Mais rien plus. Et rien ne nous fera aimer par nous, Français, un Afghan ou un Siamois, c'est-à-dire un être en dehors de notre conception sociologique et linguistique. Et ceux qui espèrent qu'un temps viendra où la vie sociale sera supérieure à la vie individuelle, ceux-là nous voient avec des lunettes roses.

Il convient de bien lire ceci, de lire en comprenant. Les organes de large unification, les créateurs de grandes nationalités, ce ne sont pas les individus, le troupeau immense des petites volontés autonomes. Celles-ci bornent leur champ à l'intérêt particulier de chacune d'elles et à celui, tout limitrophe, de la famille qui est le « prolongement de soi ». C'est tout ce que l'on peut demander à l'individu librement consulté. En histoire, tout le surcroît vient d'une race d'êtres bien différente, il vient des individus, des personnes, de la petite poignée des chefs : fondateurs, directeurs, organisateurs.

Ils ont créé une vie sociale qui est supérieure à la vie individuelle. Ôtez-la, supprimez les cadres fixés par eux, détruisez leurs organisations, essayez de tout fonder sur l'individu, donnez tout au nombre, enlevez tout à la qualité et vous verrez naître des formations nouvelles qui vaudront juste ce que vaut la moyenne individuelle. L'Italie vaut mieux que les individus composant aujourd'hui le peuple italien, de même la France vaut mieux que nos Français ; mais c'est que ni notre France, ni l'Italie n'ont eu pour principe générateur le suffrage universel et le régime égalitaire. L'une et l'autre reposent sur des générations de maîtres, de héros et d'artistes, de demi-dieux et de saints. (On me pardonnera de rappeler à un Français ces antiques idées françaises qu'un Nietzsche a tenté vainement de gâter. Mais les impressions si justes de M. Donnet mériteraient d'être inscrites dans un vocabulaire précis.)

Il continue, avec une lucidité féroce, son chapitre de l'individu désencadré, désorganisé et par là démoralisé :

Les vertus que commandent les religions et les philosophies, le sens de l'idéal altruiste, existent peu. Nous sommes tous difficilement sociables, égoïstes, répugnant au partage, à la propriété commune et, sans doute, créés pour vivre en petites subdivisions basées sur l'unité des coutumes et non en fraternité élargie. Comme le dit nettement un sociologue contemporain, l'amour n'a rien fondé, rien vraiment.

L'amour a pourtant fondé les États, dit Aristote. Mais il se combinait, dans une proportion subtile, avec la haine. L'amour du Germain pour sa Germanie, exclusif et haineux de tout ce qui n'était pas germain, l'amour de

l'Italien pour son Italie, parfaitement traduit par le cri de haine historique, *Fuori barbari, fuori Tedeschi* <sup>336</sup> ne peuvent être appelés des passions stériles. C'est peut-être affaire d'application, de direction. L'amour des hommes quand il s'adresse à nos voisins les plus proches, peut créer ou sceller l'unité des grands États, mais aussi déterminer la guerre étrangère ; quand, passant par-dessus les têtes fraternelles, l'amour ne s'adresse qu'aux nations les plus éloignées, il détermine la guerre entre citoyens, à la suite de quoi les plus vastes États peuvent connaître morcellement et dissolution.

C'est au fond ce que semble dire M. Gaston Donnet :

La collectivité universelle exige des hommes plus que des hommes, des moitiés d'anges, justes et bons, des chefs-d'œuvre de cœur. *Alors qu'au contraire, le principe des nationalités s'accommode des hommes tels qu'ils sont avec leurs facultés de renoncement, de charité, très courtes.* La médaille humaine vue de la sorte est moins belle ; mais plus vraie. Et ce n'est pas ma faute si elle n'est pas plus belle et si les collectivistes prêchent à des sourds.

Il est piquant de lire un tel morceau de réalisme politique en tête de *L'Aurore*. Vous n'êtes pas au bout de vos étonnements. M. Donnet précise son tableau de la désintégration universelle. Le monde dans cinquante ou cent ans pourra se présenter comme « une suite de petits propriétaires aux murs mitoyens, ces murs mitoyens que nous appellerons des frontières ». Il ne craint pas de mettre les points sur les *i* et d'appeler par leurs noms les pays destinés à se désagréger :

Une Autriche qui ne sera plus une Autriche ; une Allemagne qui ne sera plus une Allemagne, mais un ragoût de petits États : État slovaque, État tchèque, État hongrois, État bavarois, État prussien, etc., etc.

Une Russie travaillée par une action libérale et qui se cassera, elle aussi, en plusieurs États échappant à l'omnipotence d'un tsar universel.

Une Angleterre qui perdra, pièce à pièce, toutes ses colonies où l'élément blanc domine : Canada, Australie, Afrique méridionale. . .

Une Amérique du Nord coupée en deux, ou en trois. . .

Est-il besoin de souligner la fantaisie ou l'arbitraire ? Ces défauts sont inévitables en un tel sujet. L'Allemagne, dont l'histoire ne forme cependant qu'une longue anarchie, peut être destinée à des secousses moins vives

---

<sup>336</sup> « Dehors les barbares ! Dehors les Allemands ! » (N.D.É.)



qu'il ne paraîtrait au premier abord, et le paradoxe autrichien a la vie dure, en dépit des apparences et des prophéties. L'empire britannique peut se rompre en mille morceaux, ou composer la Fédération des peuples de langue anglaise, c'est-à-dire la plus formidable combinaison interocéanique et transcontinentale. Le pour ou le contre se peuvent parier à peu près à coup sûr. Mais voici le Passé, avec la majesté de sa certitude profonde.

M. Gaston Donnet écrit :

Seuls resteront intacts les Latins dont l'agglutination est achevée depuis longtemps. *De sorte que, dans une cinquantaine ou une centaine d'années, la France pourrait bien être la première puissance du monde. Et il faudrait remercier Louis XI à qui nous devons cette unité.*

On annonce tous les deux jours la fin de la race latine. Je suis heureux d'en apercevoir ici le triomphe, et cette politesse de M. Donnet pour Louis XI, qui m'a toujours semblé le vrai Père de la Patrie, ne peut manquer de chatouiller vraiment un cœur royaliste. Il est certain que l'unité française, au point où l'a portée la monarchie capétienne, reste un des faits les plus puissants et les plus denses du problème contemporain. Mais, sans y être allé voir, je peux bien assurer à M. Gaston Donnet qu'il existe en Europe et en Amérique un certain nombre d'hommes d'État qui discernent, aussi clairement que lui-même, la prépondérance possible des peuples dont l'unification est déjà parfaite. Ils savent la France dans ce cas. Ils voudraient bien, par patriotisme, que son cas fût différent. Et ils y travaillent. Ils travaillent du mieux qu'ils peuvent, à détruire notre unité. Les dreyfusiens ont été les meilleurs agents de ces ennemis de la France. M. Combes s'efforce de les égaler. Les premiers ont créé de fortes divisions morales. Le second travaille à séparer nos régions, à soulever l'un contre l'autre le nord et le midi, le centre et l'ouest. Hélas ! elle aussi, la France se désagrège. Le monument de Louis XI tend à crouler. Nous perdons notre chance de devenir, dans cinquante ans, « la première puissance du monde » et ainsi s'exécutent les volontés du dehors. M. Gaston Donnet ne les avait pas calculées. Il ne les calculera pas, si, comme je le pense, il tient à rester bon et fidèle républicain.



## Appendice X

# La monarchie et la politique extérieure : les raisons de Nansen

On a beaucoup exagéré la publicité donnée aux questions extérieures dans le Parlement britannique. . . Édouard VII était devenu le maître de ce département. Page 150.

La Norvège et la Suède ont divorcé. Page 155.

Le sens commun de l'Europe contemporaine tient pour vérité démontrée que l'État monarchique est particulièrement apte aux manœuvres de politique extérieure. Le divorce suédo-norvégien n'a pas témoigné seulement des tendances à la désintégration, il a mis en lumière l'évolution autoritaire et monarchique : la population « démocratique » de la Norvège<sup>337</sup> s'est prononcée hautement en faveur de « ces raisons de Nansen » qui sont devenues populaires et qu'il conviendra néanmoins de rappeler ici. Interrogé sur les motifs du choix de ses concitoyens, Nansen a répondu qu'il en connaissait trois :

- *Le premier, c'est que la Norvège n'étant pas riche, nous voulons un gouvernement économique, et, vous le savez, il n'y a pas de gouvernements plus coûteux que les républiques.*
- *Le deuxième, c'est que nous voulons être forts, et la république nous eût rendus trop faibles vis-à-vis de la Suède.*

---

<sup>337</sup> C'est en 1905 que la Norvège s'est séparée de la Suède, amenant un prince danois, Haakon VII, sur le trône. L'homme politique, explorateur et diplomate norvégien Fridtjof Nansen fut le principal négociateur du traité de séparation. (N.D.É.)

- *Enfin, le troisième motif, c'est que nous voulons être libres ; nous ne nous soucions nullement de subir la tyrannie des partis.*

La presse anglaise, la plus libérale, la plus avancée, souligna vivement un acte aussi sage, bien convaincue, nota M. Arren dans *L'Éclair* (4 novembre 1905), que l'on ne fait pas de bonne politique étrangère démocratiquement.

« Écoutons, dit-il, la grande revue libérale le *Spectator* célébrer la manière dont fut conclu le traité anglo-japonais » :

Il y a là un acte politique de l'intérêt le plus vital qui fut accompli sans qu'on ait fait la moindre tentative pour consulter la nation. La plupart des Anglais n'ont jamais entendu parler de l'ancien traité avec le Japon avant qu'il soit devenu un fait accompli. Le nouveau traité fut signé secrètement, et ses termes furent publiés presque par hasard deux mois après. Il est vrai que la grande masse du peuple anglais approuve de tout son cœur le nouveau traité dans son principe et dans ses détails ; mais on peut bien se demander ce qui arriverait si la majorité de la nation était d'une opinion contraire.

Et le *Spectator* répond lui-même :

La diplomatie ressemble beaucoup aux grandes combinaisons commerciales. Beaucoup de choses doivent se passer dans la coulisse, et une publication prématurée peut signifier un échec. D'autre part, la vitesse est aussi nécessaire que le secret, et le délai qu'implique la consultation d'une assemblée nationale serait fatal au succès. On pourrait tout aussi bien demander à un général de communiquer à un parlement tous les développements de son plan de campagne avant de les mettre en exécution.

Un journaliste français, collaborateur du *Temps* et de confession protestante, M. René Puaux, publia dans son journal, le 18 octobre 1905, une lettre de Norvège si curieuse qu'il faudrait la donner en entier. En voici tout au moins le mot décisif :

... Ce que veulent les Norvégiens, c'est avant tout une « situation internationale », des amitiés étrangères qui donnent un essor à leur industrie, un développement à leurs affaires.

Un prince danois... c'est l'amitié anglaise et danoise assurée, c'est la neutralité allemande, c'est une cour à Christiania, des capitaux anglais, une monarchie soucieuse de la dignité nationale vis-à-vis de la monarchie suédoise. Et le sentiment de jalousie,

de fierté, d'amour-propre vis-à-vis de la Suède est si fort, qu'on envisage comme une humiliation le mépris de la Suède pour la Norvège républicaine.

Ce sont ces éléments d'amour-propre et le spectre de l'étranger qui dirigent l'opinion. Le besoin de tranquillité vient s'ajouter à ces mobiles.



## Nos secrets d'État

Le public n'a pu voir sans en éprouver une surprise mêlée d'effroi comment les hommes d'État de la République, au sortir de négociations et de difficultés encore brûlantes, disposaient des plus grands secrets de la politique extérieure de leur pays. Page 165.

Pour être tout à fait complet, il faut savoir que la doctrine des secrets d'État a trouvé des contradicteurs dans le monde républicain.

D'écoles différentes, MM. Hanotaux et Delcassé avaient semblablement essayé de faire de la diplomatie classique en se passant des moyens naturels qu'elle met en œuvre. L'échec était inévitable. Si l'échec prouve infiniment contre l'homme qui emploie une méthode à contre-sens et à contre-temps, prouve-t-il contre la méthode elle-même ?

M. Deschanel et ses libéraux ont osé le dire. M. de Pressensé et ses anarchistes ont crié dans le même sens. Avant de se prononcer sur la valeur de ces opinions si vives, il faudrait être certain qu'elles ne signifient pas, tout uniment, qu'anarchistes et libéraux voudraient bien renverser le ministre existant afin de devenir ministres à leur tour. Ils n'en paraissent pas moins dévorés de la curiosité des mystères et parfaitement résolus à les publier devant tous. L'expérience de l'automne 1905 ne les a pas découragés. Ils ne se sont même pas rendu compte du tort presque matériel que ce gouvernement de la place publique avait fait au pays dans l'été précédent. M. Stéphane Lauzanne n'a pas fait réfléchir un seul député libéral par cet énergique tableau de la pression allemande contre M. Delcassé ; telle que M. Delcassé venait de la lui raconter :

---

<sup>338</sup> L'intérêt de ces pages sera ravivé pour les Français témoins de la guerre qui se souviendront des faits dont souffrirent nos secrets d'État, notamment en 1917, et de la divulgation de la lettre de l'empereur d'Autriche. (Note de 1921.)

Puisque l'Allemagne s'est tant indignée du débarquement éventuel de soldats anglais en son territoire, il semble que la France, elle, a quelque peu le droit de s'émouvoir du débarquement *effectif* d'émissaires allemands sur son sol. Cette invasion-là, personne ne l'a démentie, personne n'en a parlé. Elle a pourtant eu lieu, silencieuse et sûre. Rappelez-vous un peu, rappelez-vous l'atmosphère dans laquelle nous avons vécu et ces personnages bizarres qui en ces heures troubles, émergèrent brusquement à la surface. *Qui nous racontera le rôle de Henckel de Donnersmarck, depuis lors rentré dans l'ombre et le silence de ses campagnes poméraniennes ?* Et qui nous dira ce qui se passa dans ce déjeuner où, pendant six heures, il resta en tête-à-tête avec deux ministres ? Qui nous dévoilera le nom de cet envoyé de M. de Bülow, dont, il y a deux jours, nous parlait M. Maurice Sarraut, et *qui vint déclarer au chef du gouvernement français que la chancellerie allemande ne causerait pas avec M. Delcassé, parce qu'il n'avait plus sa confiance ?* Qui nous expliquera ce que M. le Dr Hamman, directeur du bureau de la presse à la *Wilhelmstrasse*, chef de cabinet de M. de Bülow, est venu faire à Paris au moment où les négociations étaient les plus critiques et les plus tendues ?

Il y a eu une mobilisation générale de toutes ces forces éparses, inconnues, mystérieuses, par lesquelles on arrive à troubler l'âme d'un pays, à l'empêcher de voir clair en lui-même, et ces forces ont agi simultanément sur tous les points de l'organisme national. On a agi sur le monde de la Bourse par l'entremise de cette coulisse allemande qui la tient entre ses mains, et M. Rouvier téléphonait avec colère à M. Delcassé : « Voyez, voyez... la rente baisse !... » On a agi sur le monde politique par les deux leviers les plus puissants qui meuvent le cœur humain : la vanité et l'ambition. « Vous qui, demain, serez le gouvernement de la France », disait M. Rosen à l'opposition. « Vous qui, demain, serez à l'Élysée », disait M. le prince de Radolin aux ministres ou aux hommes politiques qui le venaient voir pour s'entremettre. On a agi sur ce monde parlementaire, si facile à impressionner, en disant aux adversaires personnels du ministre des Affaires étrangères que le devoir patriotique exigeait qu'ils criassent très fort dans les couloirs, et en disant à ses amis particuliers que le devoir patriotique exigeait qu'ils se tussent en séance. (*Matin* du 17 octobre 1907.)

Stéphane Lauzanne n'oubliait qu'un trait ou qu'un personnage de ce tableau. C'était lui-même. Lui-même qui parlait, lui-même qui écrivait cette



protestation et qui, dans l'instant, répandait par la fenêtre des confidences qu'il eût été bien inspiré de garder pour lui. Ainsi péchait-il, en tonnait contre le péché. Mais on vit alors quelque chose de plus curieux encore. Ce fut la colère de M. Clemenceau, qui, simple sénateur, désireux de passer ministre, soucieux de se composer un visage d'homme d'État, se mit à crier contre tant de « bavardages », contre ces révélations que son esprit civique lui faisait devoir d'ignorer. Il poussait son oubli de ses indiscretions de 1899, pendant l'Affaire, au point de déclarer : « Si vous voulez une parole franche, je vous dirai qu'à mon avis nous en savons même un peu plus qu'il n'est absolument nécessaire. » Et d'en faire remonter la responsabilité à M. Delcassé ! Il écrivait dans la *Dépêche de Toulouse* du 22 octobre 1905 :

En somme, ce qui reste de tout ce tapage, c'est qu'on a inutilement aggravé les dissentiments des diplomates qui vont bientôt se rencontrer à la conférence d'Algésiras, et que M. Delcassé, en causant trop librement avec M. Stéphane Lauzanne, du *Matin*, a donné à l'étranger le sentiment qu'il était dangereux de confier un secret à la diplomatie française. Qui peut nier qu'il y ait là un préjudice porté à notre pays ? Enfin, si M. Rouvier a pu vraiment, au Conseil des ministres, pour exagérer l'argument contre M. Delcassé, émettre la crainte que, même avec l'aide de l'Angleterre, notre partie contre l'Allemagne fût incertaine, ce n'est pas une raison pour pousser l'opinion publique au découragement, en affirmant que, dans ces conditions, nous irions à une défaite probable, alors qu'il y a tant de raisons de juger l'événement d'une façon toute contraire.

On voit *le mal que peut faire l'indiscrétion ministérielle*. Il faudrait encore s'en réjouir si, par cette leçon, nos gouvernants apprenaient à refréner désormais leur fringale de bavardage.

Pour ceux qui se souviennent des « bavardages » pour Dreyfus, la gravité de cette farce a quelque chose de moliéresque. Le même auteur, dans le même ton, avait écrit articles sur articles à *L'Aurore* des jours précédents contre cette « diplomatie de Landerneau », qui aboutissait à faire mettre en cause « impertinemment » le roi d'Angleterre dans des journaux allemands, tels que le *Lokal Anzeiger*. Pendant que M. Clemenceau, posant en ces termes hardis et clairs sa candidature auprès d'Édouard VII, lui promettait d'être un Delcassé plus solide ou moins sot, les ministres en fonctions, comme M. Rouvier, faisaient chorus et déclaraient qu'il n'y avait pas de gouvernement possible dans ces conditions. En sa qualité d'ancien vaudevilliste, M. Lockroy trouva le mot de la fin :

Eh bien ! c'est lamentable ! C'est *lamentable*, parce que telle puissance *hésitera* maintenant, se méfiera, avant de traiter avec la France ou de conclure avec notre pays une alliance, ou même une entente, de peur que le secret dont dépend leur existence à toutes les deux ne soit révélé le lendemain à l'Europe entière. (*L'Écho de Paris* du 21 octobre 1905.)

Mais tous les gémissieurs commettaient exactement la même faute que tous les vitupérateurs : ils supposaient que M. Delcassé, le coupable, avait agi par une erreur quelconque de l'intelligence ou du sens moral alors qu'il n'avait fait que ce que chacun d'eux eût fait s'il eût été dans la même nécessité que lui de se faire réélire, et, pour cela, de maintenir intacte sa réputation d'homme politique chez les électeurs de l'Ariège. Il n'avait pas commis de faute. Du moment que, ayant pris habilement son temps, M. de Bülow l'avait accusé devant l'Europe, il n'avait plus le choix qu'entre la justification publique, dont le pays pouvait souffrir, ou le silence dont sa carrière électorale devait mourir.

Seul, un héros eût choisi la mort. Ce régime outrancier nous oblige donc à choisir entre l'héroïsme et la trahison. Le renverser, c'est revenir d'une zone inhumaine aux justes proportions de la nature et de la vie.<sup>339</sup>

---

<sup>339</sup> J'ai indiqué en note quelques-uns des ouvrages contemporains où l'on trouvera des renseignements sur les questions traitées au cours de ce livre. Je tiens à mentionner, en outre, *l'Avenir du patriotisme* de M. de Contenson, qui exagère la note chagrine ou pessimiste, – *La France conquise* de M. Flourens, à qui sa qualité d'ancien ministre républicain des Affaires étrangères donne une autorité particulière, – et enfin et surtout *La France qui meurt* de M. Alcide Ebray, livre hésitant et découragé, mais, sur un point, très ferme : l'auteur a l'immense mérite de ne point se tromper ni tromper son lecteur sur la cause essentiellement politique de notre mal.

Appendices du nouveau  
*Kiel et Tanger*



## Appendice XII <sup>340</sup>

# « L'Allemagne, puissance méditerranéenne »

Dès novembre 1912, il fallut constater l'avènement d'une nouvelle puissance maritime en Méditerranée. Page 182.

Le 5 novembre dernier, l'Amirauté allemande avait décidé de créer « une division navale de la Méditerranée », dit M. Jean Herbette dans *L'Écho de Paris* du 11 avril 1913 :

... La *Mittelmeer-division* atteint aujourd'hui six navires, 38 300 tonnes, 2 250 hommes d'équipage. Son vaisseau amiral, le *Goeben* <sup>341</sup> (23 000 tonnes), est venu mouiller le 7 avril devant Constantinople.

Il est bien clair que l'Allemagne n'envoie pas une pareille force dans la Méditerranée sans songer à l'y maintenir. Et il n'est pas moins clair qu'on ne maintient pas indéfiniment une escadre aussi loin de son port d'attache si l'on n'a pas l'idée de lui fournir tôt ou tard un abri dans les parages mêmes où on l'a transportée. Mais quel pourra être cet abri ?

M. Jean Herbette croit qu'il ne serait pas impossible que l'Allemagne eût jeté son dévolu sur le port (à construire) d'Alexandrette, débouché d'un embranchement du chemin de fer de Bagdad. Les travaux interdits autrefois par la Turquie ont été autorisés après la dernière révolution jeune turque.

L'Allemagne touche au but de son ambition médiévale.

---

<sup>340</sup> Dans l'édition de 1913, l'appendice XII, auquel il est renvoyé page 124, était la reproduction d'un article de la revue *L'Action française* du 15 juillet 1903. Le lecteur curieux pourra s'y reporter (Note de 1920).

<sup>341</sup> On n'a pas oublié qu'en août 1914 ce même *Goeben*, réfugié à Constantinople avec le *Breslau*, l'occupa, nous coupa de la Russie et ainsi prolongea la guerre de plusieurs années. (Note de 1920.)



## Appendice XIII

# Critique et défense de *Kiel et Tanger* : M. Hanotaux

*Kiel et Tanger* parut à la Nouvelle Librairie nationale, alors établie rue de Rennes, en 1910, le jour de la fête de la République : ce 14 juillet au soir, j'en emportai le premier exemplaire dans une course à travers l'Alsace-Lorraine, l'Allemagne et l'Autriche, qui me fit entrevoir et récapituler les deuils de la patrie et les forces de son vainqueur.

Les études de politique extérieure sont couronnées par l'Institut, mais il n'est pas très commun que l'esprit public s'en empare. Sans doute un peu piqué de ce qui était dit de son ministère, M. Hanotaux fut le premier à riposter dans *Le Journal* du 29 juillet. Son article fut jugé faible, mais me parut au contraire très fort, car il disait tout le possible. Ce tout est peu de chose ? Est-ce vraiment la faute de M. Hanotaux ?

Il était bien obligé de crier à « l'imagination »<sup>342</sup>, à la passion, au parti pris, aux sévérités mal fondées ou exagérées<sup>343</sup>. Plus nécessairement encore, il devait garder le silence sur la méthode dans laquelle ce petit livre est composé.

En opposant au procès de la République le procès de la Monarchie, M. Hanotaux m'a rappelé les réquisitoires enflammés de Lamartine contre le gouvernement de Juillet ; mais Lamartine était un adversaire de Louis-Philippe : ce n'est pas aux adversaires de la démocratie que j'ai demandé d'être mes témoins, c'est aux amis de ce régime. Je ne tire pas avantage des

---

<sup>342</sup> Par un juste retour, M. Hanotaux lui-même reçut, quelques mois plus tard, le même reproche d'imagination dans un discours de son ancien président du Conseil, M. Ribot, au Sénat.

<sup>343</sup> M. Alcide Ebray, auteur du beau livre désespéré et désespérant, *La France qui meurt*, m'a reproché tout au contraire l'excès de l'indulgence. – Toute la défense qui suit est citée d'après *L'Action française* du 2 août 1910.

discours de M. de Rosambo ou de M. Cochin. Les lecteurs l'ont bien vu, j'ai laissé parler les hommes, l'État, les philosophes, les hauts fonctionnaires de la République ; lorsque j'ai adressé le volume à M. Hébrard, j'ai dû le remercier du Trésor quotidien que son journal m'avait fourni. Mes conclusions, étant extraites du *Temps* et de l'*Officiel*, valent contre la République ce que vaudraient celles de M. Hanotaux contre le régime de 1830 s'il les avait tirées de Thureau-Dangin.

M. Hanotaux dédie sa gestion extérieure dans la République française au jugement de l'histoire. Quelle plaisanterie ! Ce n'est pas devant l'histoire qu'il est responsable. M. Hanotaux n'est pas roi. Il doit répondre devant moi, devant moi, citoyen, électeur souverain et dix-millionième de roi. Comme font les bons rois, je me suis informé. J'ai lu les rapports rédigés par les hommes que le suffrage universel m'a donnés comme lui, après lui, pour ministres. Je suis bien obligé de les croire, eux aussi. Ainsi, M. Hanotaux me reproche de faire peu de cas de notre empire colonial : ce n'est pas moi qui dis que l'empire colonial « ne recèle pas les richesses qu'on lui attribue », c'est un ministre de la Marine qui sortait à peine de charge, M. Lockroy. M. Hanotaux affirme que la République a laissé à la nation « le culte de tous les souvenirs, le ressort de tous les devoirs », mais ce n'est pas moi qui ai inventé le contraire, c'est Grévy qui disait dès 1871 : « Il ne faut pas que la France songe à la guerre, il faut qu'elle accepte le fait accompli, il faut qu'elle renonce à l'Alsace. » (*Souvenirs* de Scheurer-Kestner.)

M. Hanotaux aurait voulu qu'on traitât comme de simples outrances de langage les « dangereuses paroles » sur « l'humiliation sans précédent » de juin 1905. Pure rhétorique, ces mots ? *Erras, amice*<sup>344</sup>. Avant de tomber de la bouche d'un président du Conseil, dans un « terrible corps à corps », ces mots avaient été inscrits dans la *Chronique de l'Étranger*, au *Temps*, par un haut fonctionnaire des Affaires étrangères. M. André Tardieu les avait distillés dans le silence du cabinet, sans exaltation d'aucune sorte : mots si justes, si vrais, si forts qu'il les avait même réédités plusieurs fois sans éveiller indignation, ni doute, ni scrupule. Et l'expression de cette vérité désolante avait été reprise en des termes peu différents par un ami, l'ami en titre de M. Delcassé, quelque chose comme le Thureau-Dangin de ce puissant déchu, M. André Mévil.

On se tromperait d'ailleurs gravement en prenant M. Clemenceau pour un adversaire de la politique de M. Delcassé. Il était « anglais » comme lui. Ce jugement sur la crise de juin 1905 est donc rendu dans des conditions d'équité irréprochable, par un jury d'amis : ce n'est pas une opposition qui juge un gouvernement, c'est un gouvernement qui se juge lui-même. Les « paroles

---

<sup>344</sup> « Ami, tu te trompes. » (N.D.É.)



dangereuses » ne pouvaient pas ne pas correspondre à l'accablante vérité. Si elles la trahissent, où la trouver, Dieux bons !

M. Hanotaux fait d'ailleurs grand tort aux ministères antérieurs républicains ou monarchistes autant qu'à l'histoire de France, quand il veut contester que juin 1905 constitue une innovation dans l'infamie. Non, il n'y a pas eu d'exemple d'autre congé donné au ministre des Affaires étrangères de la France sur l'ordre de l'ennemi. C'est l'amour de l'alliance anglaise qui fit sacrifier M. Thiers en 1840 : or, ce n'est pas pour conserver l'alliance russe ou garder l'amitié anglaise que M. Delcassé tomba. Les exigences de nos amis et alliés sont pourtant éloignées de jamais nous faire défaut ; la Russie en Orient, l'Angleterre en Égypte, n'auront pas eu à menacer pour obtenir : tout leur cède. Si le roi de Juillet se ressentait de son origine élective et ne pouvait avoir les forces de cette « monarchie en règle » que Bismarck redoutait de voir rétablir à Paris, néanmoins, porté au pouvoir par la Révolution, soutenu par des libéraux démocrates et bonapartistes, Louis-Philippe a su préférer à leur sentiment, qui paraissait national, l'intérêt national, qui les contredisait. Il refusa de troubler l'ordre en Europe au profit des peuples asservis, au lieu que, après lui, par un beau contraste, l'Empire, né d'un mouvement conservateur et « répondant de l'ordre », fut, au contraire, l'organisateur du désordre européen où tout a sombré. Louis-Philippe s'est donc souvenu, malgré tout, de la tradition capétienne : conserver, maintenir, réparer et continuer. Telle est la différence du premier prince venu et d'un prince du sang de France.

Je crois tout ce que dit M. Hanotaux de l'imperfection de ce monde : aucun régime n'est à l'abri d'accidents. Mais tout régime meurt s'il ne répare point ces inévitables faiblesses. Le scandale que dénoncent toutes les pages de *Kiel et Tanger*, c'est qu'un noble État comme la France, après avoir fléchi en 1870, n'ait pas, en quarante ans, retrouvé sa stature. La royauté de Louis XV a perdu son empire colonial en 1763, mais, vingt ans plus tard, la royauté de Louis XVI balançait sur terre et sur mer les forces du Royaume-Uni, et ce durable résultat était acquis : on avait séparé l'Amérique de l'Angleterre. À quoi M. Hanotaux objecte peut-être que l'intervention anglaise répondit en nous infligeant la crise de la Révolution, comme elle infligea plus tard 1830, 1848, et, plus tard encore, en 1897, la révolution dreyfusienne, telle que je l'ai racontée. Eh ! M. Hanotaux ne voit pas une différence : en suscitant l'agitation révisionniste, l'Angleterre fit avorter la mission du commandant Marchand au lieu que la sécession américaine était assurée quand la première Révolution éclata. Quand le trône de Charles X fut renversé, l'expédition du baron d'Haussez avait traversé la Méditerranée, et Bourmont avait pris Alger. Les mariages espagnols étaient conclus, Palmerston enrageait, quand février renversa le trône de Juillet.

Dans les trois cas, la Monarchie avait fait son devoir tant qu'elle avait duré, tant que le sang français ne s'était pas sottement insurgé contre l'intérêt de la France : avant de briser l'action de la France, il avait fallu briser le pouvoir de ses rois ; au lieu que, pour arrêter l'expansion de la France sous la troisième République, il aura suffi d'y subventionner des agitateurs, postés à quelques encablures du pouvoir dont ils se sont emparés légalement avec la dernière facilité. Ce n'est toujours pas moi qui exprime cette faiblesse du gouvernement modéré d'alors, obligé de tout sacrifier, avant de s'y sacrifier lui-même, à l'examen approfondi de l'affaire Dreyfus : je tiens le fait d'un ancien collègue de M. Hanotaux, un républicain, un modéré, un ministre, un historien comme lui, M. Rambaud, dont l'aveu est transcrit au chapitre IX, *Comme en Pologne*. Dans le cas de la Monarchie, le gouvernement couvre de son corps la patrie. Dans l'autre cas, cette malheureuse est toute découverte quand elle n'est pas trahie par son gouvernement.

Les interventions étrangères en 1848, 1830 et 1789 ne sont d'ailleurs pas sans signification, mais leur leçon est royaliste : ne constituons pas une monarchie faible. La Royauté doit être forte et nous servons un prince qui s'est juré de « régner et de gouverner ».

C'est là ce qui manque à la France. M. Hanotaux me fait une injure bien vaine quand il semble feindre de me prêter un doute sur la valeur de nos troupes et de leurs chefs. Marchand, ai-je écrit « n'a pas été vaincu à Fachoda, où la victoire était possible, mais à Paris où elle ne l'était pas ». « Son instrument colonial et militaire était parfait. Pour qu'il fût employé, il eût suffi d'un gouvernement à Paris. En juillet 1896, ce gouvernement n'existait pas. C'était un malheur grave ; mais le pire malheur était qu'il eût l'air d'exister. » Tout le livre s'élève contre le trompe-l'œil de cette démocratie républicaine déguisée en gouvernement modéré et conservateur. La France, qui croit être conduite, ne l'est pas du tout, mais là où elle l'est le moins, c'est dans ses rapports avec l'Étranger. M. Hanotaux assure aujourd'hui que « cela ne lui est pas démontré ». Il faut le renvoyer à sa propre *Histoire de la troisième République*, où il avoue quantité de choses utiles dans son analyse d'un gouvernement qui, dit-il, « ne prévoit pas le danger extérieur ».

Ses anciennes idées le gênent-elles, dès lors qu'on en extrait les conclusions qui s'en dégagent directement ? Il les traite à peu près comme son beau roman de politique extérieure, conçu et poursuivi par lui dans l'intervalle de Kiel et de Fachoda et qui est raconté plus haut comme « l'erreur des républicains modérés » : programme trop bon, trop beau, trop lourd pour le frêle régime destiné à le soutenir et qui dut le laisser tomber. Quelle mélancolie ! Nos ministres des Affaires étrangères en sont réduits à renier leurs ouvrages passés

comme les auteurs d'un méchant poème suivant l'épigramme classique :  
— Plus n'ont voulu n'avoir fait l'un ni l'autre.<sup>345</sup>

---

<sup>345</sup> M. Hanotaux ne répliqua point à l'essentiel de ces réponses parues à *L'Action française* du 2 août 1910, mais, la quinzaine suivante, il revint, dans *Le Journal*, à l'une des questions posées dans mon livre : le secret diplomatique lui parut digne de mépris.

Jugement savoureux et gai, pour peu qu'on se rappelle que M. Hanotaux, ministre, a longtemps rebuté les Chambres par l'allure cachottière de ses communications et de ses lectures. Son successeur n'eut qu'à promettre de tout dire pour se faire applaudir sur les bancs de gauche. Il est vrai que le septennat de M. Delcassé se distingua par de nouveaux progrès dans l'art du mystère et du silence. Ces mystères ne purent empêcher, au reste, que les avances faites par l'Angleterre à la France fussent apprises à Berlin dès le lendemain de leur arrivée à Paris. (Cf. *supra*, p. 134 et 168.)

Que l'opinion soit un facteur en politique extérieure, un ministre de roi, Bismarck, n'avait pas attendu M. Hanotaux pour en produire la preuve ou plutôt mille preuves : le coup de la dépêche d'Ems a été précédé d'un long et subtil effort pour embaucher l'opinion européenne. Nous en étions si convaincu, pour notre part, que j'ai reproché au successeur de M. Hanotaux de n'avoir pas intéressé le public français à sa politique dans la mesure où celle-ci pouvait être anti-allemande et correspondre à notre sentiment national. M. Hanotaux ne dit rien de juste que je n'aie indiqué, mais il s'est tu obstinément sur les deux points de la discontinuité mêlée d'incohérence propres à l'État républicain. (Cf. *supra*, p. 172 et 173.)



## Appendice XIV <sup>346</sup>

# M. Henry Maret

Après M. Gabriel Hanotaux, M. Henry Maret ; après le plus compétent des critiques républicains, voici le plus spirituel. J'ai lu avec attention les deux articles que M. Henry Maret a bien voulu consacrer dans *L'Intransigeant* et dans *Le Petit Marseillais* à quelques-unes des questions soulevées par mon livre, et j'en reste à l'appréciation dure, mais juste, que me communique un jeune écrivain socialiste : « Je n'ai encore lu nulle part de réfutation passable. . . » Il n'y en aura pas contre l'évidence.

Peu d'hommes sont plus convaincus que M. Henry Maret de la bêtise des majorités, de la malfaisance des foules. Sa supériorité d'esprit l'a depuis longtemps enfermé dans une petite retraite approvisionnée de bons livres et parfumée de ce dédain amer et doux que l'expérience a laissé. Misanthrope ? Philinte<sup>347</sup> n'est pas un misanthrope ; humain sans être tendre ni faible, il est pitoyable sans charité. *O pectora caeca*<sup>348</sup> ! l'absurdité des hommes lui compose un sujet d'avertissement continu, mais ce sentiment toujours vivra trop distrait de l'objet de ses réflexions. Il joue du mal qu'il nous découvre, beaucoup plus qu'il ne l'étudie.

Ce médecin politique analyse le résultat des imprudences que son nigaud de malade n'a cessé d'ajouter à ses vices de constitution. Et la dissertation sur l'hygiène ou la morale lui fait oublier le client. Il le quitte sans ordonnance et sans diagnostic. Mais si on le rappelle : « C'est bon, dit-il, il est perdu. » Notez qu'il n'en croit pas un mot et ferait les hauts cris si on l'accusait de désespérer de la France ou seulement de la République.

---

<sup>346</sup> D'après *L'Action française* du 18 août 1910.

<sup>347</sup> Le personnage du *Misanthrope* de Molière, l'ami modéré d'Alceste, lucide et sans illusions sur le monde. Mais le personnage eut aussi à travers Rousseau et Fabre d'Églantine une postérité littéraire qui, renversant les intentions de Molière, en fait un hypocrite. (N.D.É.)

<sup>348</sup> « Ô cœurs aveugles » : Lucrèce, II, 14. (N.D.É.)

Élégant, décevant, mais ferme jusqu'à l'entêtement, M. Henry Maret commence donc par m'avouer que les foules assemblées ne valent pas cher. « Rien de plus imprudent que de leur confier les affaires publiques. Elles sont toujours dirigées le plus mal possible. » — Alors, vous êtes monarchiste ? Alors, vous estimez que le gouvernement d'un seul vaut, en lui-même, mieux que celui de plusieurs. — Pour n'avoir pas à le redire, M. Maret parle d'autre chose : la monarchie ressemble à « la jument de Roland, elle a cent bonnes qualités, mais elle est morte ». « On ne saurait discuter aujourd'hui des bienfaits de la monarchie, la monarchie étant devenue absolument impossible. » — « On ne redonne pas la vie à un cadavre. »

Le cadavre d'une monarchie est une idée qui ne me représente rien. Comment une institution peut-elle être un cadavre ? La liberté communale n'existe plus. Mais elle a existé, elle peut revenir. Bien des gens la désirent, et l'on a ce qu'il faut pour reconstituer ce grand bien du passé. Nous avons des villes, nous avons des citoyens, il existe des intérêts locaux en souffrance, on se rappelle comment nos pères les administraient librement, on voit comment s'y prennent les peuples étrangers, on peut faire de même. . .

On cite cent exemples de restauration monarchique en des pays républicains. Comme l'a rappelé Jacques Bainville<sup>349</sup>, les Hollandais, les Génois, les Vénitiens, les Allemands, les Anglais étaient plus ou moins en république du temps de Louis XIV. Ils en sont revenus. Pourquoi pas nous ?

La Monarchie serait impossible si les races royales s'étaient éteintes. Nous serions également des pêcheurs de lune et des chevaucheurs de chimères si nos mœurs de républicanisme farouche répugnaient à toute monarchie. Mais Henry Maret est le premier à s'écrier sur tous les tons qu'il n'y a même plus de républicains. Électeurs ou élus, chacun y parle volontiers « d'en finir », « de sortir de là » : pourquoi ne pas en sortir par la restauration du vieil instrument de notre ordre et de notre unité ?

La haine des rois a totalement disparu. On rencontre, tous les trois pas, de vieux républicains soupirant, à l'exemple de Henry Maret, après le « gouvernement d'un brave homme » le règne d'un « bon tyran ». Un Titus, un Marc-Aurèle vaudrait certainement mieux qu'un parlement. Mais que voilà une pensée bien timide ou bien gauche ! Quand on pense cela, on doit l'énoncer en termes corrects. Il faut dire : que vaut-il mieux d'un mauvais prince ou d'une mauvaise assemblée, d'un seul tyran ou d'une tyrannie collective ? Le mauvais prince est personnel et responsable, il craint la bombe et le poignard ; la pire monarchie demeure, à l'occasion, tempérée par le régicide. Mais une nouvelle assemblée n'est tempérée par rien. Dix Néron mourraient à la peine avant d'avoir empli les charniers de la Convention.

---

<sup>349</sup> *Le Coup d'Agadir et la guerre d'Orient*, 1 vol. à la Nouvelle Librairie nationale.

Puis, le monarque honnête homme est-il oiseau si rare en Europe ? Notre histoire de France n'en montre-t-elle pas une belle lignée ? Le décri de la royauté et, en général, de l'autorité et de ses détenteurs est un paradoxe de moralistes égarés dans l'histoire. On revient de cette fausse histoire et de ce roman politique à la Michelet. Comment le dégoût du présent stimulé par une volonté patriote ne décide-t-il pas un homme d'esprit à dire pour voir : — Essayons ?

Se déclarant hostile au gouvernement de plusieurs, comme au gouvernement de tous, comme au gouvernement d'un seul, il propose cette formule : pas de gouvernement du tout. Autre vieux paradoxe cher aux libéraux d'autrefois. Pas de gouvernement du tout ou le moins de gouvernement possible, est-ce le moyen d'activer notre diplomatie ?

Mais, sous le paradoxe, il y a là une idée juste. Oui, nous sommes trop gouvernés, oui, on fait trop de lois, oui, on nous étouffe de règlements, on nous caporalise, nous sommes « entravés », tout comme nos compagnes : impossible de se mouvoir sans se heurter à l'administration. Tout cela est très vrai, rien n'est plus nécessaire que de détruire le césarisme anonyme de l'administration, c'est-à-dire de décentraliser. Mais décentraliser n'exclut pas un gouvernement fort, cela est même impossible sans lui. Il faut fortifier l'État dans ses attributions propres si l'on veut « émanciper » ces groupes sociaux, professionnels, ou locaux : les « États ». L'État central, laissant les citoyens tranquilles, pourrait faire son métier devant l'Étranger.

M. Henry Maret ne me paraît pas résolu ni résigné à sacrifier ces hautes fonctions de l'État, comme le font les anarchistes, comme le faisaient les radicaux de 1869. Il ne le veut pas. Il a beau dire, l'idée lui fait horreur. Je n'en veux d'autre preuve que les premières lignes de son article de *L'Intransigeant*. Ayant remarqué que la République n'a pas de politique extérieure, il le déplore. Il souhaite qu'elle en ait une. Eh ! comment cette politique serait-elle possible sans un gouvernement ? Il montre entre « le chat anglais » et « le loup allemand », le pauvre chien français tendant l'échine, même quelque peu le derrière. Il envisage l'éventualité d'une grande guerre et dit les périls de la couardise. Il veut resserrer notre organisation militaire. Cela suppose une organisation politique.

Laquelle ?

Je lui offre nos « républiques sous le roi ».

M. Henry Maret peut me répondre zut. Mais je le défie de rien trouver qui soit plus sérieux.





## Marcel Sembat

Nous passions autrefois pour des docteurs très renfrognés et des théoriciens en chambre. Puis, nous avons été de vains agitateurs privés de boussole. Voici une dernière promotion : nous sommes poètes. Le journal de Briand, les juives *Nouvelles*, nous l'ont signifié.

Des poètes, des théoriciens : ces deux épithètes ne sont peut-être si vaines que pour nous être administrées à part l'une de l'autre. Ensemble, elles auraient leur vérité. Ne vivant pas tout entiers dans l'instant qui passe, comme font les animaux du Sénat et de la Chambre des députés, il est vrai que nous sommes en quelque façon des poètes : nous envisageons l'avenir, nous ne le concevons pas comme le reflet nécessaire et fatal de l'heure présente ; nous ne croyons ni à l'éternité d'un ministère Briand, ni à l'immortalité de la constitution de 1875 ; ce ministère et ce régime nous apparaissant, à des degrés divers, les sources de maux infinis pour la France, nous espérons bien que tout cela prendra fin, et nos vœux sont d'accord avec la nature des choses.

Nous ne nous en tenons pas au simple souhait. Nous rassemblons de jeunes troupes, nous les instruisons et les exerçons de notre mieux ; nous faisons tout ce qui dépend de nous pour leur inspirer la bonne humeur, l'esprit d'entreprise, le mépris des difficultés. Et c'est ainsi qu'entre deux cours à l'Institut d'Action française, on s'en va tourner en bourriques les ministres républicains. Puérilités ? Facéties vaines ? Il serait possible d'en convenir, si ces puérilités et ces facéties prétendues n'avaient été si âprement poursuivies et punies par les agents de la République toutes les fois qu'ils ont pu le faire à leur aise, en évitant de nous traduire devant le jury. Ces messieurs ont décerné à nos jeunes amis plus de 10 000 jours de prison.

Il faut être né bien dépourvu et bien malheureux pour croire que l'erreur soit compagne invariable d'une idée qui s'impose par sa poésie et par sa beauté. J'ai vu de près l'émotion de quelques cerveaux d'élite aux premières

---

<sup>350</sup> D'après *L'Action française* du 25 septembre 1910.

clartés de la vérité politique. Le sentiment les ébranla, mais pour les faire réfléchir : c'est parce qu'ils jugèrent sérieuse et forte notre critique de la République, notre exposition de la Monarchie, qu'il y a dix ans ces républicains nationalistes, appartenant aux groupes les plus avancés, nous firent le très grand honneur de s'arrêter auprès de nous et d'examiner point par point ce que nous en disions. Et quand ils eurent éprouvé la faiblesse de leurs objections et la valeur de chaque réponse, non seulement ils se rendirent, mais ils allèrent de toute part répéter à ceux de leur âge les solides raisons qu'ils avaient embrassées : notre solution monarchique répondait, et répondait seule d'une façon satisfaisante aux alarmes d'une prévoyante raison. Le cœur troublé de la nation consultant son intelligence et lui demandant d'où pouvait venir le salut, l'intelligence ou bien se taisait pitoyablement, ou bien répondait par l'aveu tantôt murmuré, tantôt fait à très haute et très distincte voix, que la monarchie nationale apparaissait de plus en plus la condition unique du salut national.

Cette année, j'ai reçu bien des lettres d'hommes d'État républicains dont je sollicitais le patriotisme, mon livre à la main, et toutes, évasives, me répondent comme l'Aréopage qu'on m'entendrait une autre fois ! L'une d'elles, dont je ne dirai pas l'auteur, homme éminent par l'intelligence et par le talent, et qui n'est pas un modéré ni un nationaliste, mérite bien d'être transcrite tout entière. Nos amis feront abstraction des paroles aimables qui me concernent, mais pèseront les termes qui se rapportent au sujet :

X. (*le nom*), Z. (*la fonction*) remercie M. Charles Maurras de l'envoi de son livre *Kiel et Tanger* dont la partie critique est vigoureuse et vraie. Quant à la partie constructive, ou il somme la France de choisir entre le partage et la Monarchie, je ne crois pas le choix inévitable. Il est certain qu'il y a un trou par en haut. Mais ce n'est pas le roi qu'il faut construire. C'est un nouvel organe collectif de coordination et de direction. J'avoue qu'il n'est pas inventé et que la carence est périlleuse.

#### APRÈS TROIS ANS

L'auteur de ce billet, étant revenu publiquement à plusieurs reprises sur les idées qu'il y exprimait, a pu être nommé, depuis, sans inconvénient : c'est M. Marcel Sembat, député de Paris et membre du Conseil national du Parti socialiste unifié.

Dans le premier chapitre de son fameux livre *Faites un roi, sinon faites la paix*, M. Marcel Sembat spécifie que la lecture de mes études, l'*Enquête sur la monarchie* et « surtout *Kiel et Tanger* », a posé dans son esprit le problème

de la haute politique française. En revanche, son « nouvel organe collectif de coordination et de direction » semble avoir cessé de lui plaire ou du moins de lui inspirer confiance. La proposition qu'il en fit n'eut aucun succès à la Chambre. (Voir *Faites un Roi*... pages 31 et suivantes.)



## M. Flourens

### I

Dans l'article que M. Flourens a bien voulu consacrer à ce livre, on voit les éléments d'un accord et d'un désaccord. Ce critique insigne confirme notre jugement sur les dix années d'histoire diplomatique. La démonstration lui paraît « d'une évidence irrésistible ». Ce qu'il met en doute, c'est notre conclusion de philosophie politique. M. Flourens me donne raison sur le sujet qu'il possède parfaitement. Où il me trouve « trop exclusif », c'est dans ma conclusion de la nécessité de la Monarchie, que je suis en état de justifier.

Pour mesurer la compétence de M. Flourens en politique extérieure, on doit se rappeler que, dans les seize mois où il a détenu le portefeuille des Affaires étrangères, il a réglé l'incident Schnaebelé et posé les premières amorces de l'alliance russe, telle que les patriotes pouvaient la désirer en 1886, 1887 et 1888. Aujourd'hui, obligé de quitter le camp républicain, c'est dans les journaux de droite, comme *Le Soleil* et *L'Univers*, qu'il publie son examen des grands litiges européens. Mais l'opposant y reste homme du métier : les données du métier plus que l'esprit d'opposition l'ont conduit à ce petit livre. M. Flourens traite de « l'inféodation » de la Turquie à la Triplice, quand il écrit : « Si l'on veut comprendre la gravité de la situation, c'est le moment de lire *Kiel et Tanger*... »

M. Flourens mentionne les écrivains très compétents, « très riches en révélations » qui ont traité avant nous la même matière : leurs ouvrages ne peuvent porter une « saine appréciation », étant l'œuvre de « partisans convaincus de deux politiques adverses » celle de M. Hanotaux ou celle de M. Delcassé.

---

<sup>351</sup> D'après *L'Action française* des 17 et 27 septembre 1910.

La « sereine impartialité », ajoute-t-il, se trouve dans *Kiel et Tanger*, lorsque nous y montrons comment le double effort Hanotaux et Delcassé, tenté en sens inverses, dut aboutir au même échec. Ce témoignage d'un bon juge m'est d'autant plus précieux qu'il correspond aux intentions et aux méthodes qui m'ont dirigé. Il m'eût été facile, sans sortir de la vérité, de forcer la note. Par exemple j'aurais pu aggraver Tanger par Algésiras. Mais le mécompte d'Algésiras se discute, et celui de Tanger ne se discute pas. On peut nier, comme on a pu le pallier, notre échec à la conférence : on ne peut pas nier qu'en deux mois l'action personnelle de Guillaume II, inaugurée le 31 mars 1905 à Tanger, fit renvoyer le ministre français qu'il tenait pour son adversaire. La qualité presque grossière de cette évidence était indispensable à la plénitude de la lumière.

M. Émile Flourens conclut donc : il nous manque un gouvernement qui tienne l'armée en état, le patriotisme en haleine, et, sans lui, toute entreprise diplomatique est une « dangereuse folie ». Voilà ce que M. Flourens admet avec nous. Et voici la matière où commence le désaccord : la faute de notre institution diplomatique est due « uniquement », disons-nous, à la République ; il y a autre chose, pense M. Flourens.

Nous concéderons qu'il y a autre chose dès que M. Flourens se rendra un compte exact de notre pensée. Quand nous disons : il faut la Monarchie, nous ne disons aucunement : il ne faut que la Monarchie ; nous ne disons pas : il suffit de la Monarchie. Comme nous avons cent fois pris la peine de l'expliquer, la Monarchie est bien l'instrument nécessaire, ce n'est pas l'instrument suffisant. On ne peut pas se passer d'elle, il faut donc commencer par elle : cela ne veut pas dire qu'avec elle on peut se passer de tout le reste et qu'une fois la Monarchie rétablie, il ne restera plus qu'à se croiser les bras. Tout au contraire, c'est alors qu'on pourra et qu'on devra travailler, et de tout cœur, au bien public, car alors seulement commencera le labeur utile ; d'à peu près impossible qu'il est aujourd'hui, le bien politique et social sera devenu possible et facile. *Aux institutions qui le combattent auront succédé des institutions qui le favorisent.* Il sera appuyé par ce qui le contrarie maintenant. Nous le disions à Marc Sangnier et aux sillonnistes des temps lointains où nous conversions paisiblement avec eux. Cela ne les empêcha point de nous représenter comme recommandant une panacée et prêchant un quiétisme qui résoudrait les difficultés par un puéril appel au Roi <sup>352</sup>. Je rectifie une fois de plus pour M. Flourens, qui, lui, est sérieux.

De notre point de vue, on n'exclut pas, on classe. On s'efforce de mettre les causes de notre diminution et les conditions de notre relèvement à leur rang historique, à leur numéro d'ordre. Nous mettons au tout premier plan

---

<sup>352</sup> En septembre 1910, on parlait beaucoup de Sangnier que Rome venait de condamner.

la destruction de la République non seulement parce qu'elle est le mal, mais parce qu'elle en est la suggestion permanente, le stimulant perpétuel, la génératrice surexcitée, surexcitante. Si nous mettons au même plan que la destruction de la République le rétablissement de la Monarchie, c'est que, dans l'état du pays, on ne détruira pas le régime sans le remplacer en quelque manière, à l'avance. Tant que l'on n'aura point procédé à cette double opération politique, on usera inutilement toutes les forces morales et intellectuelles du pays, patriotisme de l'armée, expérience de l'administration, pensée, talents, savoir et génie d'un grand peuple.

On dit bien que tout cela manque ou va manquer. Mais on se trompe. Que de richesses de tout ordre ! Et quel mauvais usage, quelle économie détestable ! La vie intellectuelle abonde, mais désordonnée. La vie sociale est pleine d'énergie, mais divisée et retournée contre elle-même. Le mal moral n'est pas plus fort qu'à d'autres époques. Mais l'État l'envenime en l'affublant des majestés usurpées de la loi et du droit.

D'immenses erreurs dans l'esprit public guériront d'elles-mêmes quand l'institution dirigeante ne sera plus dépensée tout entière à les soutenir et à les raviver. Les raisons ? J'en ai mille. Voici l'essentielle : le monde et la vie moderne tendent également, de leur mouvement spontané, aux principes d'autorité, de discipline, de hiérarchie, de différenciation, en bref à l'Ordre. Les idées de 1789 ne subsistent en 1910 que par des moyens artificiels, des moyens d'État. Mettez dans l'incapacité de nuire cet État dénaturé ou contre nature, et la nature toute seule achèvera la réaction anti-démocratique et anti-libérale qu'elle a déterminée par toute l'Europe, qu'elle a même commencée ici. Encore faut-il réussir à délivrer cette bonne nature de cet État pervers qui l'opprime et la fait dévier. De là le « Politique d'abord » tourné contre la République et vers le Roi.

Mais la nécessité primordiale du Roi, une fois posée, loin de rien écarter, favorise l'application des autres conceptions politiques salubres. Le futur royaume de France est le rendez-vous naturel et comme le rond-point nécessaire de toutes les idées justes. M. Flourens m'objecte que déjà Louis XVI, Charles X et Louis-Philippe ont été renversés à la suite d'intrigues anglaises. Nous l'avons souvent remarqué. Mais il a tort de dire que ces rois sont tombés « comme de simples ministères », car il a fallu faire des révolutions pour aboutir à leur chute ; l'ennemi savait qu'un changement ministériel ne suffirait pas à le satisfaire. Pour nous frapper au cœur, il a dû atteindre le Roi. Enfin, ces trois monarques ont succombé, en grande partie, parce que leur monarchie était insuffisamment monarchique et leur royauté insuffisamment concentrée dans son autorité, dans ses droits et dans ses devoirs. Nous ne travaillons pas pour un roi de carton.

Ni impeccable, ni infaillible assurément, la Royauté est chose humaine, nous l'avons toujours dit. Mais la République est inférieure à l'humanité. L'expérience ne l'éclaire pas, elle ne la corrige pas : au contraire, c'est à un mauvais Roi, Louis XV, que succéda Louis XVI, un roi faible, et pourtant mesurez l'œuvre maritime et militaire effectuée entre les deux dates de 1763 et 1783, du traité de Paris au traité de Versailles... Vous aurez mesuré la bonté de l'institution indépendamment des personnes.

Certes, M. Flourens a bien raison de souhaiter que notre Roi ne s'entoure pas de ministres francs-maçons et, à vrai dire, l'accident serait bizarre de la part du seul Prince d'Europe qui ait déclaré vouloir séparer la Maçonnerie de l'État. Admettons-le, par impossible : tous les gens de bien pourraient s'efforcer de remédier à cet accident, et leurs chances de succès seraient innombrables, et ce bon succès, une fois remporté, aurait chance d'être définitif.

Au surplus, il ne s'agit pas de savoir si l'organe essentiel à la vie de la France ne sera pas sujet à des erreurs ou à des fautes. Il faudra bien qu'il en commette, puisqu'il existera ! Un corps sans tête échappe au risque de migraine et de mal de dents. Devrait-on préférer les corps décapités ? Au lieu donc de poser des conditions bien superflues au Roi ni à la Royauté, commençons par les rétablir l'une et l'autre. Cela suppose qu'on leur donnera une marque de confiance, mais, ce n'est pas à M. Flourens que je l'enseignerai, la vie humaine ne consiste à peu près qu'à se confier : vivre est faire acte de crédit et acte de foi. Le tout est de ne pas le faire sans raison ; mais y a-t-il au monde acte de foi plus raisonnable, plus critique, plus sage et mieux délibéré que celui que la France pourra former dans l'héritier des quarante Rois qui l'ont faite, dans l'antagoniste direct des pouvoirs révolutionnaires qui l'ont décomposée !



## II

Un amusant proverbe grec raille ceux qui apportent des chouettes à Athènes ; nous rions volontiers des esprits généreux qui portent de l'eau à la mer. Mais je crois bien qu'anciens et modernes se trompent : apportons, apportons l'oiseau d'Athènes à Athènes et répandons à profusion les fontaines et les fleuves dans le sein du vaste océan. Il n'y aura jamais assez de lumière dans la lumière. Les vérités premières ne seront jamais trop brillantes sur l'édifice qu'elles enveloppent de leur clarté. Dans la réplique qu'il me fait l'honneur de m'adresser au *Soleil*, M. Flourens fait abonder quelques-unes des évidences essentielles qui jadis éclairèrent le départ de *L'Action française* et je ne saurais dire combien j'en suis heureux.

Notre conversation s'est engagée à propos du petit livre qui pose aux Français une question précise : *Oui ou non, la République peut-elle manœuvrer à l'extérieur sans péril ?* Question qui résulte de l'examen de nos dix dernières années : *Kiel et Tanger*, 1895–1905 forme un dossier impersonnel et, ni les faits, ni leur rapport n'étant de mon cru, je puis défendre ces feuillets avec autant de liberté d'esprit que s'il s'agissait du livre d'un autre.

La seule objection, c'est que voilà beaucoup de tapage pour un bouquin. J'en voudrais faire davantage, ce bouquin renfermant les vérités de salut contre lesquelles le gouvernement républicain et la presse républicaine interposent, faute d'éteignoir, mille écrans. Dans cette obscurité fatale où on les plonge comme avant 1870, les malheureux Français sont lancés à l'abîme. Celui qui réussirait à les prévenir à temps leur épargnerait des milliards et des provinces, sans compter des centaines de milliers de jeunes hommes florissants que les canons de la Triplice peuvent coucher d'un moment à l'autre sur nos guérets. Au moment où nous nous vantons de notre richesse, où même, dernière folie, nous prétendons user de notre or comme d'un moyen d'influence sans avoir protégé ce trésor par des armes sûres menées par un œil vigilant, le péril national s'aggrave et se complique. Et le pays ne le sait pas ! Et ceux qui le mènent font tout pour le préserver de savoir ! À ces crimes sociaux, doublés, chez les dirigeants, de crimes d'État, il n'y a qu'à répondre par de frénétiques exhortations à la propagande : — Propagez notre cri d'alarme avec nos idées de salut. Propagez nos livres, nos brochures, notre journal. Au point où nous voici, il n'y a que la vérité qui puisse sauver à la condition qu'elle soit pure et complète.

Aux preuves de l'incapacité de la République et de la nécessité de la Monarchie, M. Flourens ajoute, je ne dis pas objecte, que ce n'est pas seulement la République qui est pernicieuse : c'est (dit-il en somme) l'esprit démocratique tel qu'il a sévi chez nous, sous des étiquettes diverses, depuis 1789. Si donc, poursuit-il, un pouvoir fort est *nécessaire*, il n'y aura de

*suffisant* qu'un pouvoir affranchi du pouvoir maçonnique et des principes directeurs de la Maçonnerie : un pouvoir tel que la Monarchie nationale et traditionnelle. « En bon Français », M. Flourens « accepte l'augure » de la déclaration donnée par Monseigneur le duc d'Orléans sur ce point. Cette déclaration, j'aurais dû le faire observer dans ma réponse, n'est certes pas un acte unique et sans rapport avec l'ensemble d'une politique. Elle est tirée de la préface du recueil *La monarchie française*, paru en 1906, préface qui gouverne un ensemble de documents antérieurs où l'on trouve des rappels et des renvois comme celui-ci : « *J'ai défendu l'armée, honneur et sauvegarde de la France ; j'ai dénoncé le cosmopolitisme juif et franc-maçon, perte et déshonneur du pays.* » (18 août 1900.) Tout un régime est donc orienté et défini de la sorte. Ainsi que le disait le général Bonnal, si nul prince n'est plus moderne que Monseigneur le duc d'Orléans, il n'en est pas non plus d'aussi traditionnel. Un tel équilibre n'a rien de surprenant quand on prend garde qu'au XX<sup>e</sup> siècle foisonnent les signes de la contre-révolution spontanée. L'opinion est pour nous.

Les volontés perverses et les intérêts destructeurs qui ont révolutionné la France et le monde depuis cent vingt ans n'auraient pas opéré avec tant de bonheur sans le concours de l'opinion : l'esprit public et le sentiment des chefs étaient devenus complices de l'ennemi. Notamment chez l'empereur Napoléon III, dont l'intelligence n'est pas niable en effet, une foi mystique au principe des nationalités s'était substituée au « sentiment français » : le comte d'Haussonville l'a fort bien reconnu, et M. Judet, en traitant cette appréciation de « gros mot », serait bien embarrassé d'expliquer, même en sept colonnes, ce qu'il a voulu dire ainsi. L'erreur révolutionnaire, devenue idée napoléonienne, avait certainement oblitéré chez l'empereur jusqu'au sens de son intérêt. Si la Maçonnerie, par les engagements qu'il avait pris autrefois, le tenait au cœur et au corps, elle occupait plus fortement encore les profondeurs de sa croyance et de sa pensée. Sa rêverie croyait *devoir* refaire une Europe nouvelle au gré de fantaisies qu'elle appelait justice, de caprices qu'elle nommait humanité. Sous l'ancien *carbonaro* subsistait un étudiant romantique et cosmopolite, un doctrinaire passionné, un croyant exalté et froid. Je ne nie pas l'action des Ventes et des Loges. Je dis qu'elle opérait jusque dans le cerveau du conspirateur couronné.

Oui, la Maçonnerie a prodigieusement aidé à la diffusion des idées révolutionnaires, oui, elle avait aidé à les élaborer. Mais, avant comme après la Révolution, il ne faut pas non plus oublier l'action propre de la philosophie et des lettres, d'une part, ni d'autre part, celle d'un grand public qui n'était pas maçon ou ne voulait pas l'être. Toute la jeunesse intelligente et lettrée, entre 1850 et 1870, optait pour l'Italie et pour la Prusse, contre le Pape et contre l'Autriche. Pas seulement à gauche, ni au centre : à droite même. Et, des plus

ardents pour le Pape, combien faisaient aussi des vœux pour la jeune Italie ! M. de Mun et d'autres ont très noblement confessé ce libéralisme latent.

Ce qui n'était qu'absurde dans le public devenait sans doute impardonnable au sommet de l'État d'où l'on voit haut et loin ; mais l'erreur du public n'en était pas moins puissante, active, générale et ancienne. On était individualiste avant tout. Que les temps sont changés un demi-siècle plus tard ! Dès 1900, et bien avant qu'ils fussent devenus royalistes, les collaborateurs de *L'Action française* s'étaient déjà prononcés contre l'individualisme. Ce qui était jadis l'apanage de rares traditionnels, fidèles à la Monarchie et à l'Église, courait librement les rues. Le fait montre combien l'action philosophique de l'individualisme a diminué dans le grand public. Il est vrai qu'elle ronge le monde conservateur. M. Sangnier, naguère <sup>353</sup>, en était un bon témoignage. M. Piou en est un tout pareil. Libéralisme ici ; là, démocratie, même fond d'idées fausses.

Appelons cela maçonnerie, bien que le mot soit un peu étroit : tant que cette doctrine sera debout, le pouvoir occulte conservera des prises sur la pensée française, qui lui offrira les angles saillants et rentrants sur lesquels amorcer de nouvelles entreprises de corruption. De là est née simultanément notre critique concordante du romantisme, du germanisme et de la révolution : idées juives ou idées suisses, idées antiphysiques comme nous disions encore, ou de façon plus pittoresque, *Nuées*. L'analyse de ces absurdités fut le principe de notre résistance aux fables dreyfusiennes et, quand nous avons vu que la République démocratique et centralisée n'est que la couverture et l'instrument des quatre États confédérés (juif, protestant, maçon, mètèque), étranger de l'intérieur préposé à nous dépouiller en nous ôtant les yeux pour voir ou en empêchant la lumière d'atteindre nos yeux, il a fallu reconnaître que même au point de vue intellectuel et moral, rien de décisif n'est possible, nul retour à la santé de l'esprit français ne sera assuré tant que les sommets de l'État n'auront pas été reconquis et rendus à des mains très sûres.

Quelles mains ? C'est toute la dialectique de *L'Action française* que cette question remettrait en mouvement. Je ne peux condenser ici cette œuvre de près de vingt ans. De l'*Enquête sur la monarchie* et des *Monods peints par eux-mêmes*, tout cela se tient et s'appelle, et tout cela s'enchaîne jusqu'aux pages de *Kiel et Tanger*. La monarchie ne nous apparaît point comme le schéma du premier « pouvoir fort » venu. *L'Action française* est allée au Roi parce que le Roi seul signifie la nation et la tradition, le passé et l'ordre, l'avenir et le progrès. M. Flourens a pu s'en former autrefois une image moins complète. En fait, pourtant, cela est un. Nous l'avons vu, nous l'avons dit.

---

<sup>353</sup> L'auteur de ce livre croyait alors naïvement que la condamnation romaine du Sillon avait arraché Marc Sangnier à l'individualisme.

Que M. Flourens me permette de me féliciter de le rencontrer ainsi, altéré et lassé par une longue vie publique, debout et pensif sur la place d'où nos sources premières s'épanchèrent en bouillonnant.

### III

Ces remarques ont eu la rare fortune de persuader mon éminent contradicteur. L'un des auteurs du « ralliement » de 1890, confident et conseiller du cardinal Lavigerie, s'est depuis rallié à la monarchie. M. Émile Flourens eut la bonté de déclarer que nos discussions écrites n'avaient pas été étrangères à sa patriotique décision d'en finir au plus tôt avec la République. En le félicitant d'avoir pris ce noble parti, je tiens à le remercier de l'honneur qu'il m'a fait.



## Les jeunes patriotes des *Marches de l'Est*

Comme il est difficile d'avertir un vaste pays ! Vainement, semble-t-il, ou presque vainement, notre situation est devenue limpide, les données des problèmes se sont simplifiées au point de se réduire au conflit de l'organisation et de l'anarchie, des civilisés et des barbares, du bien et du mal. Tout le monde en serait d'accord si nous vivions dans une des petites bourgades d'Attique ou d'Ionie que l'histoire décore du nom de cités et d'États : on se serait déjà rassemblé sur la place et Philippe de France serait unanimement rappelé pour nous sauver de Philippe macédonien. Mais la France est si grande ! Les Français si nombreux ! Et leurs intérêts si divers ! L'ensemble leur échappe et doit leur échapper, il ne faut pas cesser de le voir et de le comprendre si l'on veut se soustraire aux deux vertiges du succès ou du désespoir : nous ne saurions trop nous redire que la France couvre 500 000 kilomètres carrés et qu'elle compte près de 40 millions d'habitants. Cet immense public ne peut se rendre à des lumières qui ne lui arrivent pas.

La plus heureuse propagande monarchique commencera au lendemain du coup de force qui aura rétabli le fait de la Monarchie : ce fait, et disons ce bienfait, disposera alors des moyens de l'État pour se faire connaître et aimer de tous. En attendant les affiches blanches, c'est aux élites qu'il importe de proposer et d'imposer la violence irrésistible du vrai. Élites militaires, élites civiles, élites populaires, élites historiques, élites du savoir et de la pensée, tout ce qui dispose d'un pouvoir de persuasion, ou d'une force matérielle, doit être ouvert à cet avertissement quotidien que la vie du pays est mise en jeu par ses misérables institutions.

Du haut en bas de la société, les réponses faites à cette adjuration composent depuis dix années un splendide encouragement. Nous avons cessé

---

<sup>354</sup> D'après *L'Action française* du 6 octobre 1910.

d'être un « parti » subsistant de ses forces anciennes et ralliant des cadres une fois comptés : nous sommes devenus une idée conquérante. La volonté de faire la monarchie a cessé d'être une chose distincte de la volonté de sauver et de maintenir la patrie, et cela est si vrai que le patriotisme ou le nationalisme est devenu suspect de royalisme, non certes en raison d'accointances ou de fréquentations personnelles, mais parce que, le vœu de conserver le pays une fois posé en principe directeur et souverain, tout ce qui s'ensuit mène au Roi. Ceux qui restent fidèles à Strasbourg et à Metz évitent mal l'obsession de la monarchie, seul moyen d'action pour la France.

Ils le sentent. Et cela ne saurait suffire. Qu'ils me pardonnent ce reproche, mais le devoir des bons Français serait d'en convenir publiquement et devant tous. Radicaux, socialistes, républicains de gouvernement ont traité peu ou prou de l'idée de ce livre. Mais où l'on est resté sans voix, c'est du côté de ces patriotes professionnels que le nom de M. Déroulède rallia si longtemps et qu'il enchante encore. Paul Déroulède s'est tu. Marcel Habert s'est tu. M. Galli s'est tu<sup>355</sup>, leurs amis ont gardé le même silence. S'ils avaient eu des objections, ils les auraient montrées. Ils n'en ont pas. Ils n'ont cependant pas confessé la vérité qui sauverait tout.

Mieux vaut n'en rien penser, à condition de constater le fait afin d'en bien souffrir et d'en tirer des énergies nouvelles en vue d'une action redoublée. Ce que ces vétérans ne veulent pas comprendre, des conscrits le verront. Ils y viennent un peu. Je suis loin d'interpréter comme une adhésion à la monarchie l'article de M. Georges Ducrocq dans *Les Marches de l'Est* et, à dire vrai, cet article si beau, et trop bienveillant, m'a fait de la peine. Oh ! sans doute, il est rassurant d'être compris et senti à ces profondeurs dans le jeune groupe posté en sentinelle des pays gallo-romains. J'avais écrit à l'intention de mes concitoyens de Lorraine certaines lignes de la page 135 pour les laver et les venger de calomnies dont ils étaient les premières victimes : non, la France « n'a pas eu peur », au moment de l'alerte de 1905. Mais M. Ducrocq ne peut pas imaginer le plaisir qu'il m'a fait en transcrivant ce passage dans son article. Notre correspondant de Constantinople m'avait déjà donné une idée du même plaisir en relevant les indications relatives au rôle futur du roi de France considéré comme le « fédérateur » des petites nationalités. La page que j'avais écrite à destination des Balkans n'avait donc pas manqué l'adresse : c'est un autre bonheur qu'un message analogue<sup>356</sup> ait été bien lu dans les Vosges. Mais pourquoi craint-il de poser la question constitutionnelle ? Il veut

---

<sup>355</sup> M. Galli a publié depuis son livre, *Gambetta et l'Alsace-Lorraine*, qui ne répondait qu'à notre appendice II et qui a été réfuté dans l'édition nouvelle de *La République de Bismarck*, par le marquis de Roux.

<sup>356</sup> Une joie semblable m'a été apportée depuis par M. Guy Balignac dans son livre : *Quatre ans à la Cour de Saxe* où il applique aux États secondaires de l'Allemagne des



éviter la « discussion du régime » parce qu'elle divise nos concitoyens. Eh ! ce régime même nous divise bien davantage puisqu'il nous fait un devoir moral et légal de nous inscrire d'un parti. Ses divisions sont obligatoires. Ce sont elles qui mènent au véritable dépècement.

Je sais bien : ce n'est pas timidité d'esprit, « l'intérêt de l'œuvre » entreprise par M. Ducrocq exige cette discrétion. Mais si les intérêts de mille œuvres particulières s'opposent de même manière à nos conclusions d'intérêt général, la généralité du pays est perdue, les Prussiens n'ont plus qu'à rentrer. Déjà à Paris, comme l'écrit Bainville, les trois ambassades de Russie, d'Allemagne et d'Italie, sans compter l'espagnole, sont habitées par d'anciens ministres des Affaires étrangères, de sorte que nos ennemis et nos tuteurs semblent vouloir tenir dans notre capitale une espèce de Congrès permanent qui pourra s'ériger, dès qu'il le faudra, en Bureau international souverain ou suzerain. Et des patriotes hésitent à se saisir de la vérité générale ! Ils nous parlent encore d'intérêts particuliers à préserver, comme s'ils pouvaient croire que les parties tiendront quand le tout, la nation qui les retient ensemble, sera écroulé <sup>357</sup> !

---

vues qui se rapportent au Danube et à la Vardar. (Guy Balignac était le pseudonyme de Philippe Gautier, tombé au champ d'honneur.)

<sup>357</sup> Georges Ducrocq est une victime de la guerre, il est tombé au champ d'honneur.



## M. André Tardieu, secrétaire d'ambassade, rédacteur au *Temps*

### I

Les républicains au pouvoir gagneront peu de chose à mettre la tête sous l'aile et à traiter un livre qui existe comme s'il n'existait pas ou comme s'il était autrement bâti qu'il ne l'est. Grâce à l'esprit d'organisation de nos amis de la Nouvelle Librairie nationale, *Kiel et Tanger* est un volume que les Français lisent et liront. La sixième édition que voilà sur ma table représente déjà pas mal de lecteurs bien placés.

... En recueillant les dépositions des témoins appelés par nous, témoins impartiaux, ou, la plupart du temps, du parti ennemi, le public avait cependant la ressource de se dire que l'on pouvait répondre, et il épiait avec curiosité les mouvements de la presse républicaine. Et, comme celle-ci, en immense majorité, est restée muette : « Elle ne répond pas, il faut que l'auteur ait raison », se sont dit les justes lecteurs.

Si quelques voix républicaines, fort isolées, se sont élevées çà et là, on a prêté l'oreille ; on a lu avec attention les deux articles de M. Hanotaux. Résultat, une impression pire : — Cela n'est pas répondre, le vrai débat est esquivé. Nos répliques immédiates ont confirmé l'impression. M. Hanotaux avait osé comparer l'affaire de 1905, la démission d'un de nos ministres sur l'ordre de l'empereur allemand, au départ de Thiers sous Louis-Philippe. Bainville s'est donné la peine de reprendre et de résumer la crise de 1840 dans la revue *L'Action française* du 15 octobre, et les différences éclatent entre une crise qui fut fâcheuse, mais que la Monarchie sut pallier, puis

---

<sup>358</sup> D'après *L'Action française* des 3 et 6 novembre 1910.

réparer, et la honte de la troisième République que ses propres partisans M. André Tardieu, M. Clemenceau, M. André Mévil, ont dû appeler, à l'envi, *l'humiliation sans précédent, la plus grande humiliation que nous ayons subie, un fait sans exemple dans notre histoire !*

En tournant, comme dit le peuple, autour du pot, M. Hanotaux n'avait pas été très heureux. On comprit que c'est le silence qui convient le mieux aux républicains.

Le livre les hante pourtant, car toutes les fois qu'il s'offre une occasion d'y toucher, pensent-ils, sans se brûler, ils s'y jettent avec une hâte révélatrice. Cela est arrivé lundi soir à M. André Tardieu.

M. André Tardieu, rédacteur au *Temps*, est notre vieux complice. Nous lui devons le plus grand nombre des appréciations les plus cruelles qui aient été portées sur la politique extérieure de la République. Après M. Anatole France, auteur de mon épigraphe : « Nous n'avons pas, nous ne pouvons pas avoir de politique extérieure », c'est à M. André Tardieu que ce livre de *Kiel et Tanger* doit le plus. J'acquiesce une dette en me disant son lecteur quotidien. Mon crayon n'est pas assez vif pour relever tous les aveux qu'il laisse tomber de sa plume. Tantôt dolent, tantôt colère, toujours attentif, le jeune diplomate est bien de cette école joliment définie par Jules Lemaître : implacable aux effets dont elle ne cesse d'aimer les causes ! Devant chacun de nos revers, M. Tardieu sent notre désorganisation politique. Il ne se trouble, il ne se tait que lorsqu'on lui nomme par un nom franc, direct (République, Démocratie), le mécanisme visé par ses périphrases, car, à chaque fois qu'il le peut, nous avons le chagrin de lui voir louer le grand mal qu'il nous a aidé à connaître.

À propos de la répression de la grève des cheminots et de l'éloge qu'en a fait la presse étrangère, c'est-à-dire à propos de bottes, M. Tardieu s'est mis à parler de *Kiel et Tanger*. En des termes courtois, il s'est efforcé de soutenir ou que le mal est inexistant, ou qu'il va guérir d'ici peu.

PRENONS DATE, CELA EST ÉCRIT EN NOVEMBRE 1910.

Et, tout d'abord, on se demande s'il est permis à un patriote français d'éluder un débat capital en disant : « C'est en somme la vieille idée de Bismarck sur l'incapacité gouvernementale de la République. – Que cette idée, poursuit M. André Tardieu, soit trop sommaire et fautive à force d'être sommaire, l'événement le prouve. Car un régime aussi inapte à vivre que celui dont il s'agit n'aurait pas duré quarante ans. »

Cette idée, si « sommaire », elle prévoyait, au juste, notre faiblesse extérieure, nos infériorités diplomatiques. Est-ce que l'événement nous les a épargnées ? On répond que nous avons bien fini par trouver des alliances. Mais l'historien de notre alliance avec la Russie aura à raconter des déceptions immenses. Le duc Decazes avait cependant amorcé l'affaire dès 1875.

Dès l'aurore de la vraie République, Bismarck, par Gambetta, recommençait à nous manœuvrer à plaisir, Comment ? Voyez le livre de M<sup>me</sup> Adam, *Après l'abandon de la Revanche*, qu'on ne saurait trop propager. Puis, au bout de quinze ans, quinze ans d'expédition des affaires courantes, quinze ans de point d'affaires, ou de gauches affaires coloniales, l'alliance franco-russe, à peine reprise, nous conduisait. . . où donc ? à Kiel, à l'entente avec l'Allemagne contre l'Angleterre : c'est-à-dire à Fachoda. Puis l'alliance avec l'Angleterre nous remettait dans la direction d'un nouveau désastre : Tanger.

Je ne sais pas si Bismarck avait mal calculé, mais les deux crises développées de 1895 à 1905 enseignent une conclusion si claire que, pour la mettre en doute, il a fallu la mutiler. M. Tardieu fait supposer à ses lecteurs que je me suis borné à déclarer la République incapable de durer ; j'ai dit, au contraire, qu'elle pouvait durer comme un interrègne où alternent l'inertie et les subversions ; j'ai démontré son inaptitude à une activité politique digne de nous, aux desseins prolongés, aux manœuvres de grand rayon. Elle l'a tenté une fois avec Hanotaux ; et elle a échoué. Elle l'a tenté une seconde fois avec Delcassé, et elle a échoué encore. Les faits ne me suffisaient pas : j'en ai établi les raisons. À l'histoire des choses a succédé leur analyse, pour donner le comment et le pourquoi des choses.

Je comprends qu'on ait intérêt à cacher cette histoire et ces preuves si l'on est républicain avant tout. Mais les bons Français ! Mais, parmi eux, ces esprits modérés, ces amis du régime parlementaire qui se plaignent le plus des menaces ou des violences de l'Action française ! Ils devraient bien sentir que leur silence déconfit autorise et légitime ce qu'ils blâment le plus. Éprouvant l'immobile consternation que leur impose la découverte des lacunes de leur régime, ceux qui mettent la patrie avant tout devraient, sans nous attendre, procéder au rétablissement de la monarchie.

Notre parlement redeviendrait une « assemblée des rois » comparable aux États de Hollande au XVII<sup>e</sup> siècle, si, un beau jour, la conscience du pays s'y traduisait enfin par la démission volontaire d'un pouvoir d'incohérence et d'incompétence, simple succession d'instabilités, incapable de durée vraie. La chose n'est pas possible ? Je le vois parbleu bien. Ni les passions ni les intérêts, ni les erreurs courantes ne le permettront. Indice évident qu'il faut, pour briser cette absurde résistance matérielle, faire appel à la grande « accoucheuse des sociétés », à la force. Ce que refusera la déraison parlementaire les épées patriotes et rationnelles, les baïonnettes intelligentes l'imposeront. Une résistance aveugle et fatale aux nécessités de salut public confère au coup de force toute la majesté du droit national.

## II

L'autre soir, tout le monde était de nouveau satisfait au *Temps* et à *L'Action française*. *L'Action française*, parce que *Le Temps* s'était décidé à discuter les conclusions de *Kiel et Tanger* et n'avait pas trouvé grand-chose à leur opposer ; *Le Temps*, parce que M. André Tardieu avait réussi à former sur deux grandes colonnes un beau petit tableau d'histoire républicaine, qui, lu à part de son objet, pourra mettre du baume au cœur des républicains malheureux.

Le régime ne fait pas trop mauvaise figure dans ce miroir de magie blanche. Je souhaite à l'article du premier journal officieux de la République la même agréable fortune qu'à cette note répandue par l'agence *La Défense républicaine* contre la brochure où nous nous demandions, Dutrait-Crozon et moi, « *Si le coup de force est possible* <sup>359</sup> ».

Ce papier fait le tour des feuilles de province et, quand ils y jettent les yeux, nos amis ont l'avantage de constater que l'on ne nous y fait pas d'objection qui ne soit résolue dans le petit livre.

Que M. Tardieu ait fait une plaidoirie, mon contradicteur en convient lorsque, à deux reprises, il insiste terriblement pour nous assurer qu'une telle discussion le met absolument à l'aise ou qu'il traite Anatole France comme une espèce de chaud-froid de la révolution et de la réaction. Quelle insouciance légère ! Du moins M. Tardieu ne me trouve-t-il, pour ma part, que partial, incomplet et chimérique.

L'a-t-il prouvé ? Nos lecteurs communs peuvent s'en assurer. D'abord, pour nous confondre, il a dû commencer par refaire, supposer et imaginer lui-même nos thèses. À l'entendre, mardi, notre idée était sommaire : nous avons établi qu'elle était sommaire, en effet, mais seulement dans sa pensée. Vendredi, il assure qu'elle est simpliste. Il serait, en effet, simpliste de penser ceci : « Avec une monarchie le plan Hanotaux eût été bon et le plan Delcassé aussi. Le roi eût suffi à en amener le succès. » Malheureusement, ce n'est pas nous qui sommes simplistes, c'est M. Tardieu, seul responsable de ces vues hardies. Ce que nous disions, c'est que les deux plans étaient plausibles : pour réaliser l'un ou l'autre, le Roi de France était nécessaire. Nécessaire, cher Monsieur. Vos pieds vous sont indispensables pour marcher : ils ne sauraient suffire à vous éviter les faux pas. Cette confusion courante entre le suffisant et le nécessaire ne nous étonnait pas dans la bouche de Marc Sangnier, mais chez un écrivain politique formé au maniement des réalités, cette vénérable méprise désole. Elle désole d'autant plus que, en se figurant que le Roi « suffit », on doit se figurer aussi que le Roi viendra rendre inutile la

---

<sup>359</sup> *Si le coup de force est possible*, par H. Dutrait-Crozon et Charles Maurras. Nouvelle Librairie nationale.

collaboration des bons citoyens, quand, tout au contraire, le rôle du monarque est de rendre leur œuvre utile, efficace et fertile. Mais elle est stérile sans lui, mon livre le démontre sans ombre d'utopie.

L'esprit de parti m'aveugle-t-il ? Mais alors pourquoi M. Tardieu m'accorde-t-il en nuances et demi-teintes à peu près tout ce que j'ai posé en franches couleurs ? C'est le degré des appréciations qu'il conteste et, pour ainsi dire, les mots. À propos du voyage de Tanger et de ses suites, j'ai parlé d'*impasse* et d'*abîme*. Impropropriétés, dit M. Tardieu. Cependant, une impasse est une avenue au bout de laquelle il faut revenir sur ses pas : nous sommes revenus jusqu'à la conférence dont nous ne voulions point, jusqu'à l'entente marocaine avec l'Allemagne que nous avons cru pouvoir éluder. Quant à l'abîme, ne l'a-t-on pas côtoyé ? Pour éviter de faire la guerre avec une armée désorganisée pour Dreyfus, nous avons dû tomber dans le déshonneur. L'abîme est un trou si profond qu'on l'imagine sans fond : 1905 aura été le point le plus bas qu'aient atteint jusqu'ici nos dépressions morales ; ce n'est pas moi qui le prétends, c'est M. André Tardieu qui a gémi de l'*humiliation sans précédent*. Mot cruel qu'il voudrait aujourd'hui rattraper. Hélas ! On ne rattrape ni les mots ni même les choses.

M. Tardieu dit bien que l'on s'attache à les réparer soit en Europe, soit en Afrique, et il en attend le meilleur effet. C'est possible. Comme il était possible en 1906 ou 1907 que l'Allemagne fût à la veille d'être encerclée. Les événements de Bosnie ont répondu en 1908. Des efforts nouveaux sont tentés. Puissent-ils réussir contre tous nos calculs, contre toutes les évidences<sup>360</sup> ! Mais une sagesse aussi ancienne que le vieil Amasis et aussi courante qu'une fable de La Fontaine interdit de juger d'aucune entreprise avant d'en avoir vu la fin. J'ai apprécié Fachoda parce que là fut le terme de notre espérance égyptienne, terme constaté six années plus tard dans l'accord franco-anglais. J'ai apprécié Tanger et son humiliant contrecoup à l'intérieur, parce que là fut aussi le terme d'une certaine politique africaine : on travaille aujourd'hui sur des données tout autres, dont les spécialistes ont pu âprement discuter. Ce n'est pas du discutable que je m'occupe, c'est du certain. Des certitudes pures, j'ai extrait la leçon que mon livre soumet aux patriotes de mon pays : IL NOUS FAUT UN GOUVERNEMENT.

Le nôtre n'a pas même la durée, la durée vraie, disais-je, M. Tardieu sourit de ce « mot ». Devrai-je pourtant me flatter de lui apprendre que la durée, c'est l'identité ?

Le progrès de l'action présidentielle (qui soulève d'ailleurs autant d'objections républicaines que la monarchie elle-même<sup>361</sup>) nous apporterait si peu

---

<sup>360</sup> Le coup d'Agadir répondit en juillet suivant à ces appréhensions de novembre.

<sup>361</sup> Prévisions confirmées au courant de l'expérience Poincaré.

cette identité que M. Tardieu, en réclamant une telle réforme, ne s'y tient pas : de dépit, il se jette dans la mysticité, faisant appel à « cette réalité morale qui s'appelle l'instinct national et dont Albert Sorel a lumineusement suivi l'action dans l'histoire de la révolution, héritière inattendue, mais traditionaliste, de l'ancienne monarchie ». La chimère est là, prise au nid. Là aussi la vérité incomplète. Car enfin ce traditionalisme a eu des résultats bien divers, selon qu'il a été pratiqué par la République et l'Empire ou bien par nos Rois.

Malgré les hauts et les bas des choses humaines, les torts des hommes, les abus des institutions, malgré la guerre de Sept ans et la perte des colonies, l'œuvre monarchique avait eu ce résultat : la constitution d'une France qui, en 1789, venait de reprendre un commencement de revanche sur l'Angleterre et qui put tenir tête aux forces coalisées de l'Europe. La démocratie républicaine ou impériale, quoique servie par le génie ou secondée par l'enthousiasme des masses, s'est vue traversée par tant de principes contraires, soumise à des directions si gauches et si défectueuses en elles-mêmes, que le résultat (car notre politique est de résultats) en a été de perdre définitivement la partie maritime et coloniale engagée avec Colbert contre l'Angleterre, pour nous laisser tomber ensuite sur le continent, mutilés et inertes depuis quarante ans. (Eugène Cavaignac, *Esquisse d'une histoire de France*.)

Oui, aux leçons comme Sadowa et Sedan, « l'instinct national » se réveille. Oui, face à face avec les affaires, les hommes spéciaux parviennent rapidement à renouer le fil des traditions. J'ai observé cela chez d'obscurs instituteurs primaires devenus hommes politiques, puis administrateurs : cela doit se retrouver, à raison plus forte, chez un Danton, un Cambon, un Gambetta ou un Hanotaux. Mais la nation doit-elle attendre Sadowa, Sedan, Fachoda<sup>362</sup> ? La France attendra-t-elle que chacun s'adapte aux réalités ? Un seul parti est sage, c'est de donner à l'instinct national un centre vivant, *le trône* ; un serviteur, *le roi* : l'unité de pouvoir garanti par l'hérédité, éclairé par la tradition, est le seul moyen de conduire de haut la manœuvre au dehors. En se fiant aux impulsions d'un instinct diffus sans organe fixe, on se fait manœuvrer du dehors et d'en bas.

Ainsi fut manœuvré en 1870 Napoléon III, non par une idée dynastique, comme le croit M. Tardieu<sup>363</sup>, mais par le souci de l'opinion maîtresse de sa dynastie plébiscitée. Ainsi à Fachoda et à Tanger fut manœuvrée la République de Félix Faure et de Loubet, comme l'avait été, par Bismarck et le prince de Galles, la République de Gambetta, comme l'avait encore été

---

<sup>362</sup> Ou Agadir, qui éclata sept mois plus tard ?

<sup>363</sup> M. Faguet a repris cette erreur de M. Tardieu.



la République de M. Ribot et de M. Hanotaux par la Russie, quand nous en attendions une aide anti-allemande et qu'elle nous mena, par Kiel, à Berlin !

Comment M. Tardieu peut-il dire que j'ai fait peu de cas de l'alliance russe ? Je fais peu de cas des conditions que la République lui ménageait. Je ne saurais blâmer en tout ceci que la République. Mais je la hais autant que j'aime la France. La France, avait, sous le malheur, reconstitué son armée : c'est la République qui l'a détruite. Une timide reconstitution militaire a recommencé : elle sera brisée par la même cause régnante, alors que le facteur contraire, la Monarchie, vivifie et stimule tout ce qui progresse en Europe ! M. Tardieu m'engage à prendre le train de Stamboul afin de constater les revers du roi d'Angleterre. Je le supplie de prendre le bateau de Constantinople : il verra les progrès de la dynastie héréditaire allemande.

### III

Le surlendemain, mon collaborateur et ami Jacques Bainville publiait, dans *L'Action française*, sur les objections de M. Tardieu à la monarchie, ces remarques décisives qu'il veut bien m'autoriser à reproduire ici :

#### Monsieur André Tardieu et Louis XV <sup>364</sup>

Avouerais-je que j'ai été consterné en lisant le grand article que M. André Tardieu, dans le *Temps* de samedi, a consacré à *Kiel et Tanger* ? Consterné non pas comme royaliste. Non pas comme ami de Maurras. Non pas comme lecteur ordinaire, c'est-à-dire un peu aussi comme ami inconnu de M. André Tardieu. Si le sentiment d'une immense tristesse m'a envahi, c'est en trouvant sous sa plume les exemples historiques qu'il oppose à notre idée de la monarchie et en songeant à l'effort de tant d'historiens, au travail de tant d'archivistes, au zèle de tant de savants, de professeurs et même de libraires, à tout cet amas de bons livres enfin d'où l'on croyait qu'il était sorti un peu de lumière sur le passé, – à tout cela qui aura été vain, inutile, mort-né, puisque des écrivains sérieux parlant à un public de choix peuvent n'en tenir aucun compte. Nous vivons dans un temps où l'on se pique d'être au courant des théories, au moins les plus générales, des sciences exactes. Un homme du monde rougirait d'ignorer le principe de la télégraphie

---

<sup>364</sup> D'après *L'Action française* du 8 novembre 1910.

sans fil et n'oserait pas soutenir la génération spontanée. Mais l'histoire reste la pauvre petite science conjecturale avec laquelle toutes les libertés sont permises. Comme s'il n'y avait pas des certitudes, là aussi !

Je m'empresse de reconnaître que M. André Tardieu a emprunté ses arguments contre la monarchie au siècle pour lequel les contestations ont toujours été les plus vives, le XVIII<sup>e</sup> siècle, le grand siècle embrouillé. Avec la loyauté de l'intelligence, M. André Tardieu n'a rien opposé à Louis XIII, à Louis XIV, à Louis XVI, à la Restauration : époques où la ligne est si pure, le succès si éclatant qu'elles ne se discutent pas. C'est le règne de Louis XV que M. Tardieu a isolé pour démontrer que la monarchie, en matière de politique extérieure, n'est pas infallible. Eh bien ! nous parlerons tout à l'heure de Louis XV. Mais je veux dire tout de suite que je suis plus sévère que l'écrivain du *Temps*. Au point de vue de l'intérêt et de l'avenir de la France, c'est l'erreur de direction et le gaspillage de temps et de forces représentés au XV<sup>e</sup> siècle par les guerres d'Italie qui font saigner le cœur du patriote. Pourquoi M. Tardieu n'a-t-il pas parlé de Charles VIII et de Louis XII ? Tout simplement parce que les « guerres de magnificence » n'ont été qu'une diversion regrettable, mais accidentelle<sup>365</sup>. On les a oubliées parce qu'elles n'ont pas nui à l'œuvre principale, celle de l'agrandissement et de la sécurité du territoire, et que, dès François I<sup>er</sup>, la grande route royale a été reprise. Il n'y a pas d'institutions infallibles, en effet, mais il y en a pour qui l'expérience n'est pas perdue ; et c'est ce qui fait que nous donnons la préférence à la monarchie.

Nous ne serons donc pas gêné, après cela, pour accorder à M. Tardieu que, sous Louis XV, on a tout simplement pataugé. C'est très compliqué, la diplomatie sous Louis XV, mais il faut bien dire que, pour la France, jamais les données du problème extérieur ne furent moins simples. Aussi suis-je navré qu'un écrivain aussi bien informé que celui du *Temps* se plaise à entretenir la confusion. Ô maîtres de l'école des sciences politiques ! N'avez-vous pas lu samedi que M. André Tardieu mettait côte à côte, pour en accabler Maurras, le « secret du roi » et le « renversement des alliances » ? Cependant l'un est le contraire de l'autre. Le « secret du roi » était anti-autrichien, et c'est ce qui lui

---

<sup>365</sup> Encore montraient-elles le chemin à la politique méditerranéenne de la France. – *Note de Jacques Bainville.*

a valu les tendresses d'un démocrate anticlérical comme Henri Martin. Le « renversement des alliances », à l'opposé, était la réconciliation de la France avec l'Autriche, et, depuis 1870, on a trouvé que cette, réconciliation était bien conçue. Il faut donc, mon cher confrère, charger la mémoire de Louis XV soit du secret, soit du renversement, mais pas des deux, sinon il n'y a plus moyen de s'entendre.

Oh ! quand on étudie, non pas du tout en spécialiste, mais en simple curieux, en amateur, la diplomatie du XVIII<sup>e</sup> siècle, on est beaucoup plus indulgent pour tout le monde. Risquerais-je, en trente lignes, cette rapide démonstration ? Louis XIV, avant de mourir, avait compris que la situation internationale de la France n'était plus du tout la même qu'au début ou au milieu de son règne... Un Bourbon régnant en Espagne, l'Autriche n'était plus à craindre. C'est la Prusse, la Savoie qu'il fallait se garder de favoriser. Et puis l'Angleterre devenait puissance formidable. C'est pourquoi Louis XIV, au commencement de 1715, essayait déjà de nouer à Vienne l'alliance continentale que devaient réaliser Bernis et Pompadour et qui devait être aussi l'idée de ces sages : Fleury, Choiseul, Vergennes. Idée juste, idée raisonnable : dès la première heure, elle partit de la tête de la monarchie. Et pourquoi n'a-t-elle pas suffisamment guidé notre diplomatie au XVIII<sup>e</sup> siècle ? Pourquoi tant de heurts, tant de contradictions chèrement payées ? Ici c'est la politique qui répond. La destinée avait voulu que Louis XIV ne laissât pour lui succéder qu'un enfant et non pas un homme, et les minorités sont la seule faiblesse à la cuirasse de la monarchie héréditaire. Une minorité, c'est un régime de république. Des partis, des factions s'y forment. Les grands parlent haut. L'opinion a voix au chapitre, et l'intérêt public n'a plus de gardien sûr. La Régence, à ce point de vue, engagea terriblement le sort de la France, et ses conséquences pesèrent sur tout le règne de Louis XV. Le Régent s'était comporté comme un véritable candidat, et, persuadé que le jeune roi ne vivrait pas, il « préparait » une succession qu'il craignait de voir contestée. Un de ses moyens pour ainsi dire électoraux – à côté de la diplomatie secrète qu'il inaugura – fut de flatter la grande passion populaire de la France, héritage des luttes soutenues aux deux siècles précédents : la haine de l'Autriche.

Par là sera faussée toute notre politique au XVIII<sup>e</sup> siècle : l'esprit public fera de nos alliances une affaire de « tradition » quand elles ne sont qu'une affaire d'opportunité. Non seulement le

peuple, non seulement les militaires, mais encore les philosophes seront aveuglément « traditionnels » sur un sujet où Louis XV était novateur ; point lumineux de notre histoire et que je dédie aux méditations de M. Tardieu, sans aller jusqu'à lui recommander la lecture du célèbre *Manuel* du républicain Émile Bourgeois. . . Oui, c'est M. Émile Bourgeois, à qui l'on a donné je ne sais quelle sinécure pour le récompenser de son zèle anticlérical et démocratique, qui a écrit que nos échecs du XVIII<sup>e</sup> siècle étaient imputables au « défaut d'un gouvernement fort », autrement dit à la condescendance du pouvoir envers l'opinion publique. On a trop fait, au XVIII<sup>e</sup> siècle, ce que les factions voulaient et pas assez ce qu'eût voulu la monarchie. Voilà, au point de vue politique, la raison profonde des funestes va-et-vient de notre diplomatie en ce temps-là. D'ailleurs, sous Louis XVI, le malentendu qui sépara la royauté de la nation n'eut-il pas en grande partie la même origine ? Le plus grand, le seul crime peut-être, de Louis XVI, aux yeux des hommes de 1792, était d'avoir épousé une « Autrichienne ». Et, la révolution faite, le peuple français livré à lui-même n'eut d'autre hâte que de déclarer la guerre à l'empereur. C'est en ce sens qu'Albert Sorel – cité par M. Tardieu – a pu démontrer que la révolution était « traditionnelle ». Fâcheuse « tradition » ! Le peuple français avait tout simplement pris un mannequin pour un homme, et le vrai danger, que Louis XIV avait distingué dans l'avenir dès 1715, il a fallu à la nation la plus spirituelle du monde le coup de Sedan pour le sentir, puisqu'elle n'avait pas su le voir. . .

Et M. Tardieu parle aussi du traité de Paris, et de l'Inde, de l'Amérique perdues – il le souligne – définitivement. Ce traité de Paris, c'est pourtant le grand Choiseul qui l'a négocié. Et si Choiseul était d'avis que notre situation en Europe valait toutes les colonies du monde, qu'un arpent de terre française dépassait mille arpents de terre canadienne, qu'une bourgade de Lorraine ou de Flandre était au-dessus d'un royaume hindou, vive Choiseul et puissions-nous avoir toujours des ministres qui calculent comme celui-là ! Et puis, si, en 1763, nous avons perdu un bon morceau de planète, est-ce que, vingt ans plus tard, les Anglais à leur tour n'en lâchaient pas une sérieuse portion ? On parle toujours du traité de Paris, jamais du traité de Versailles. Pourquoi ? Nous n'avons plus le Canada. Les Anglais ont-ils les États-Unis ? Sans compter que les territoires que nous avons regagnés au traité de Versailles

ont été le point de départ de notre empire colonial actuel, en Afrique comme en Asie.

Maurras, dimanche, répondait à M. Tardieu qui lui opposait l'échec de la monarchie anglaise à Constantinople : c'est la monarchie allemande qui en a profité. La leçon est la même pour un autre cas invoqué par l'écrivain du *Temps* : et nous ayons eu le plaisir de la trouver sous sa propre plume dès hier soir. Il est bien certain en effet que la malheureuse diversion de Mandchourie qui a ébranlé l'Empire russe a été longuement préparée par l'astuce d'un ministre de la monarchie prussienne, et M. Tardieu ne soutiendra pas que la République française ait été le bon marchand du Congrès de Berlin. Ainsi l'on pourrait dire qu'il est constant que, de deux monarchies en rivalité, la plus autoritaire ou la mieux ordonnée l'emporte. C'est une sorte de théorème que nous avons pu vérifier, il y a peu de mois encore, dans les affaires d'Orient. Et pour en revenir à Louis XV, le fait est qu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, la royauté française, en vingt ans, a pris sa revanche sur l'Angleterre et que, pendant ce temps, parmi la très confuse mêlée des nations, on n'a vu qu'une catastrophe définitive, celle de la République de Pologne, dont notre confrère du *Temps* a d'ailleurs omis de parler.

Près de trois ans plus tard, le 18 juillet 1913, M. Edmond du Mesnil, du *Rappel*, reprenait l'objection Louis XV ; et le 19, dans *L'Action française*, Jacques Bainville proposait de nouveau quelques-unes des vérités qu'on vient de lire.



## Agadir

... la soudaine arrivée d'un vaisseau allemand au Maroc... Page 181.

Nos organes officieux venaient de s'étendre avec complaisance sur les résultats aussi efficaces que prompts de l'occupation française dans la Chaouïa ; ils énuméraient avec fierté ce que nous avons fait pour rétablir la sécurité et la facilité des communications, la régularité des péages, l'ordre fiscal et même la justice et la paix. L'excellence des troupes, le sérieux du commandement, avaient réussi à combler les lacunes et les contradictions des ordres supérieurs venus de Paris. Il ne manquait à ces bons effets qu'un peu d'avenir. Et cet avenir vient de leur être contesté une fois de plus. L'Allemagne dessine un mouvement imprévu de rapide offensive sur l'un des rivages qu'elle avait guignés sournoisement jusque-là. « Agadir », disait un de leurs journaux, « est la clef des immenses trésors du Sud. Tout ce pays est rempli d'or, d'argent et de pierres précieuses ». Cette terre promise, ajoutait-il, dans un style moins digne des temps héroïques, « a le plus grand avenir, et celui qui en est le maître peut dire le mot décisif dans l'exploitation économique de la région ».

Bainville a déjà montré dans quelles conditions d'amitié (*Le Temps* écrit : « de confiance et de bons procédés ») nous est porté ce brutal coup de poing teutonique. Jamais tonnerre n'éclata dans un ciel plus serein. Jamais gouvernement n'avait accumulé plus de précautions de tout ordre pour éloigner tous les risques d'intempéries. On allait au-devant des vœux de l'Allemagne. On avait soin de faire approuver par elle à l'avance les plans de campagne qu'on ébauchait. L'ambassadeur ou le chancelier étaient priés de nous dicter leurs ratures.

Toutes ces platitudes, faisant suite à un traité d'entente et de bon accord qui n'a que deux ans d'existence, n'auront en définitive rien empêché. L'empire guerrier fondé par les rois de Prusse est loin d'être l'ennemi des

---

<sup>366</sup> D'après *L'Action française* du 3 juillet 1911.

arts de la paix. Seulement, il manie les instruments de diplomatie d'une main exercée à tenir l'arme du soldat.

On croyait trop en France que M. Delcassé était la cause de tout le mal. Et l'on s'était d'abord beaucoup trompé en lui attribuant je ne sais quels projets de Revanche guerrière. M. Delcassé n'avait aspiré à d'autres victoires qu'à celles de sa vanité, dont les sourires du feu roi d'Angleterre lui figuraient le triomphe. Pour plaire à son suzerain, ce ministre d'une République vassale avait eu le tort de se montrer envers l'empereur aussi platement arrogant que ses successeurs Rouvier, Pichon, se montrèrent serviles ; sa politique était centrifuge par rapport à l'axe de Berlin et de Vienne, elle n'était pas essentiellement anti-allemande.

Comme on comprend dès lors que Guillaume II n'attachât plus aucune signification désagréable à la présence de M. Delcassé dans un ministère français ! Comme on se rend compte de cette indifférence que la *Gazette de Cologne* nous a signifiée en toutes lettres l'autre jour ! Le fruit des cinq saisons 1906, 1907, 1908, 1909 et 1910 est exactement aussi amer que celui des cinq saisons précédentes. Il ne nous aura pas mieux servi de rechercher que de fuir. La fuite nous avait rapporté un affront. La recherche apporte une surprise grosse de désastres.

Or, cette expérience cruelle d'une action commune avec l'Allemagne, tournant en fin de compte à notre détriment, n'est pas nouvelle du tout.

Si les républicains étaient capables de mémoire, ils sauraient qu'il n'y a pas plus de seize ans, toutes les fortes têtes de leur République, de leur meilleure République, de la République modérée et conservatrice, nous conduisaient, en juin 1895, sous la direction de l'empereur de Russie, saluer l'empereur d'Allemagne à cette ouverture du canal de Kiel qui fut une grande date de l'expansion maritime des Allemands.

Je n'ai pas besoin de vous redire ce qui suivit et comment le désastre de Fachoda devait sortir de l'agitation dreyfusienne qui nous avait paralysés. Mais au cours de l'agitation on avait pu toucher du doigt deux vérités édifiantes. La première était que l'excellence de nos relations avec l'Allemagne n'avait jamais empêché l'armée allemande d'entretenir une nuée d'espions autour de notre armée ; la seconde, que les mêmes relations excellentes ne firent pas hésiter bien longtemps l'empereur ni son chancelier, M. de Bülow, ni son ambassadeur à Paris, ni le personnel militaire et civil de cette ambassade, à soutenir, par tous les moyens, l'anarchie dreyfusienne qui désorganisait l'armée et l'État. En vain demeurions-nous leurs quasi-alliés, les amis de leurs amis russes, les ennemis de leurs ennemis d'outre-Manche : notre position de Français suffisait à nous classer comme la première puissance à dissoudre. Ce qui faisait du mal à la force militaire française apportait à Berlin un bien



si évident qu'on ne perdait pas un seul instant à lui faire des objections de diplomatie.

Le précédent suffit à montrer que l'Allemagne a de nombreux progrès à faire du côté de la politesse et de l'élégance du cœur. Mais il n'est pas probable qu'elle se rende de plein gré chez le maître à danser. Ni ses sentiments, ni ses intérêts, ni même ses nécessités ne l'y induisent. Tout la pousse au contraire à vouloir fermement s'agrandir, se développer, se fortifier. Un point l'arrêterait : c'est une résistance. Elle n'en trouve pas <sup>367</sup>.

Je connais, pour ma part, un moyen, mais un seul, de moraliser la politique allemande. Ce serait, de ce côté des Vosges, d'être très forts. On ne l'est pas en République. Quant à l'Empire français, il a créé lui-même cette Allemagne que les Rois de France avaient défaite plus d'une fois.

---

<sup>367</sup> La cession du Congo, qui solda l'incident d'Agadir, n'a pu décourager l'ambition allemande. Nos ministres signèrent le traité les larmes aux yeux, comme Boabdil. L'opinion allemande, s'estimant peu payée, l'accueillit par des grognements significatifs. C'est un peuple qui continue à avoir faim.



Appendice XX <sup>368</sup>

# Gambetta, la Revanche, la République

d'après Marcel Sembat

Je prêterais l'oreille au conseil de  
Marcel Sembat : *Faites un roi...*  
Page 235.

Notre appendice II sur l'idée de Revanche est la seule partie de ce livre à laquelle il ait été fait une réponse développée. Après avoir lu l'ouvrage de M. Galli, *Gambetta et l'Alsace-Lorraine*, on se reportera à la forte réplique de Marie de Roux, dans sa nouvelle édition de *La République de Bismarck* (Nouvelle Librairie nationale).

## I

La thèse par nous soutenue s'est dernièrement fortifiée historiquement et politiquement. En avril 1913, quelques jours avant que les gambettistes fissent leur pèlerinage aux Jardies, M. Auguste Lalance, ancien député alsacien au Reichstag, disait à M. André Morizet, de *L'Humanité*, des paroles qu'il faut verser au dossier :

Gambetta, Monsieur, mais il était tout acquis à la thèse que je défends ! À partir de 1878-79, il avait complètement renoncé à la guerre de revanche, et je me souviens qu'un jour il me dit : « Les Allemands, nous les vaincrons, certes mais nous les vaincrons par la paix <sup>369</sup> ! »

---

<sup>368</sup> D'après *L'Action française* des 12, 18 et 26 avril 1913.

<sup>369</sup> Est-il besoin de remarquer que la paix de 1871 n'a pas tourné à la victoire de la France ? Répétons : c'est au « Sedan économique » rêvé par Bismarck que nous oriente la paix.

L'idée de la revanche pacifique, de la revanche sans guerre, est la seule qui permette à un Français raisonnable une ombre d'illusion sur la République. Gustave Hervé, qui nous étonnera un jour, s'attache, en ce moment, à élaborer une solution socialiste de la question d'Alsace-Lorraine. Il suit le droit fil de la pensée gambettiste, qui pleurerait une simple défaite juridique et qui rêvait d'une réparation « par le droit » pur.

Si Jaurès avait du courage intellectuel, il ferait ce que fait Hervé. Et il échouerait avec lui, car Gustave Hervé commet la même faute que Gambetta. Il pense individu, droit individuel, action des individus dans les États, là où les véritables politiques – un Bismarck, un Broglie, un Metternich, un Richelieu – ajoutent à ces idées élémentaires celle des droits nationaux, des intérêts territoriaux, des organisations historiques.

Avocats, métaphysiciens, orateurs, ils peuvent raffiner sur les règles supérieures de la légitimité. Mais, légitimes ou non, les réalités sont soumises à des conditions d'existence, et celles-ci se ramènent précisément à des questions de force, elles-mêmes sujettes des questions d'organisation qui préoccupent le politique.

Le retour de nos alarmes extérieures a d'ailleurs eu pour effet direct d'accentuer le rapprochement que j'ai fait, quant au langage et aux idées entre Gambetta et Jaurès, aux pages 255 et suivantes. Comme le vent est au patriotisme, M. Jaurès s'efforce, comme Gambetta, d'exploiter une équivoque patriotique.

## II

Marcel Sembat a parlé très franchement dans le *Courrier européen* du 11 avril 1913 : la République, c'est la paix systématique, l'idée de la Revanche suppose le Roi.

Cette idée n'est pas née d'hier dans son esprit. Il l'a formulée dans un article de la *Revue Hebdomadaire* de 1910 et plus anciennement dans un discours à la Chambre. Il y est revenu dans la *Revue de l'Enseignement* <sup>370</sup>.

---

<sup>370</sup> Voici quelques extraits de cet article et du commentaire d'Henri Cellerier dans *L'Action française* du 28 mars 1913 :

*Sembat traite à la Revue de l'Enseignement primaire (23 mars) la « Question du jour », savoir : la question de l'Alsace-Lorraine, de la guerre et de la paix, du militarisme et du pacifisme. On ne peut résister au plaisir d'en citer les premiers paragraphes :*

« Il faut opter ! Oui ou non, voulons-nous poursuivre ou abandonner le projet d'une revanche ? Tout est là ! et selon qu'on répond à cette question par l'affirmative ou la négative, toute notre vie nationale doit se développer différemment. »

*Suit cette page que je vous prie de retenir. Elle pose le problème avec une admirable netteté et tel (sauf réserves) que nous l'avons toujours posé :*

Bien que Marcel Sembat affecte le ton de gageure, ses lecteurs ne se sont pas trompés sur l'importance et le sérieux de son exposé : les explications

---

« Il y a des Français qui ne peuvent pas se résigner à accepter le traité de Francfort. Je crois, pour ma part, qu'ils sont en fort petit nombre. Mais je les félicite au moins de savoir ce qu'ils veulent, d'avoir pris leur parti, et d'y conformer leur conduite. Les seuls Français de ce genre qui me paraissent parfaitement et rigoureusement logiques sont les royalistes de *L'Action française*, les Camelots du roi, les disciples de Charles Maurras et de Léon Daudet. Je l'ai dit ici, à une époque où ce n'était guère de mode de parler d'eux dans la presse républicaine : je le répète aujourd'hui, puisque la France se trouve acculée, par les événements, à la nécessité de choisir. Oui ! ces messieurs sont en possession d'un système clair, cohérent ; et si l'on entend préparer et poursuivre la revanche, c'est jusqu'à eux qu'il faut aller. c'est avec eux qu'il faut marcher, Si l'on est nationaliste, la logique exige qu'on soit nationaliste intégral.

Je ne suis pas nationaliste. C'est pourquoi je ne les suivrai pas. Je suis d'avis qu'en acceptant la République, après la guerre de 1870, la France a opté. Elle a opté ! elle a choisi ! puisqu'elle préférerait un régime de liberté, elle préférerait par là même l'action intérieure à l'action extérieure. Elle préférerait poursuivre à l'intérieur le développement d'institutions démocratiques, la pratique de la liberté, la recherche de la justice économique. Elle sacrifiait à cet idéal l'idéal opposé, l'expansion au-dehors, de conquête, de revanche.

Oh ! je n'ignore pas qu'on ne s'en est pas clairement rendu compte. La France aime, je l'ai dit plus haut, à courir tous les lièvres à la fois. Les républicains ont préparé, pendant de longues années, la revanche ! et ils n'ont pas cru qu'il y eût contradiction entre leur ferveur républicaine et leur désir de reprendre l'Alsace et la Lorraine. Il y avait cependant contradiction. Si la France entendait, au lendemain de la guerre, ou si elle entend aujourd'hui attaquer l'Allemagne, la vaincre, détruire l'unité allemande, reconquérir l'Alsace, la Lorraine, la rive gauche du Rhin, ce n'est pas trop pour une telle œuvre de son énergie entière. Elle doit renoncer, au moins pour un temps, aux luttes intérieures des partis, renoncer à la liberté, renoncer aux institutions républicaines qui organisent cette vie de lutte et de liberté. Elle doit se donner un chef, un souverain, un roi, qui dès le temps de paix soit déjà le chef de guerre. La paix n'est plus pour elle, dans cette hypothèse, qu'une veillée d'armes. »

*Aussi bien, Sembat a-t-il par trop rétréci les termes du problème. Ce n'est pas seulement « si l'on entend poursuivre la revanche » qu'il faut aller jusqu'au nationalisme intégral. C'est, plus simplement, si l'on veut que la France vive et se développe, car, pour les peuples comme pour tout, ne pas avancer, c'est reculer, se borner à un idéal statique revient à accepter toutes les diminutions et tous les démembrements. En « optant » pour la République, après 1870, non seulement la France renonçait à l'Alsace-Lorraine, mais elle se vouait à Fachoda et à Agadir, – à « cuire dans son jus » jusqu'à l'os.*

*En optant pour la République, la France a opté pour la mort, comme, en optant pour la royauté, elle eût opté pour la vie, la vie interne aussi bien que l'« impérialisme ». Car Sembat ne sera point surpris de nous voir sourire devant l'identification qu'il vient d'esquisser entre le régime démocratique et l'« action intérieure », c'est-à-dire « la liberté », la « justice économique », etc. Les libertés sont-elles moins nombreuses en Angleterre, en Allemagne, en Belgique... que chez nous ? Les lois ouvrières y sont-elles en retard sur les nôtres ? Alors, Sembat ? Alors ? La seule « action intérieure » que la République et les institutions démocratiques introduisent dans le corps d'une nation, c'est la lutte des partis et la décomposition physique – après quoi il ne reste qu'un cadavre.*

qu'il vient de donner éloignent désormais l'hypothèse d'une simple doctrine de taquinerie politique destinée à faire le désespoir de l'adversaire radical.

On ne peut pas y voir non plus une pure manœuvre. Jadis, certains doctrinaires de la République, M. Arthur Ranc, M. Eugène Ledrain, se figuraient qu'aider les royalistes, en leur faisant une certaine publicité, était le moyen assuré de nuire à l'ensemble de l'opposition conservatrice. Pour que ce calcul fût exact, il aurait fallu que l'horreur des royalistes ou de la royauté fût l'un des sentiments profonds de la masse française. Nous savons par expérience que cette horreur n'existe pas. Dans l'étroite mesure où quelques royalistes fossiles ont subi plus ou moins iniquement le malheur d'être impopulaires, le sentiment qu'ils inspiraient n'avait rien de comparable pour l'intensité, ou l'étendue, ou la violence, à l'anticléricalisme par exemple ou à l'antisémitisme. En fait, les républicains qui, vers 1900 ou 1901, se crurent bien malins, en aidant la réputation naissante du nationalisme intégral, en furent les mauvais marchands, car, depuis 1906, à peu près tous les mouvements nationaux, sociaux, religieux, qui causèrent un réel embarras à leur gouvernement, tous ceux mêmes qui réussirent étaient vivement appuyés par des royalistes quand ils n'étaient pas absolument conduits par eux. Cela est si certain qu'on a fini par se résoudre à adopter à leur égard, pour seule réponse efficace, le régime indécis des conspirations du silence.

Sembar est trop malin et trop bien renseigné pour avoir perdu de vue tout cela. Lors donc que, s'adressant « à ces êtres hybrides qu'on appelle des républicains militaristes », il leur dit et redit : *Faites un roi*, il parle sérieux et raison. Cela ressort du ton et du texte de ses articles. Mais que répondront les hybrides ?

Vos projets, leur dit-il, n'ont rien d'inavouable. Après tout, votre rêve, si c'en est un, a sa beauté. Ce que je vous reproche, ce n'est pas de le faire, mais de ne pas en accepter les conditions.

En effet, dit Sembar, que je viens de résumer brièvement et que je voudrais citer mot pour mot, si nos nationalistes, si nos militaristes « deviennent maîtres de la France », « LA MONARCHIE EST INDISPENSABLE À LEURS DESSEINS. ELLE EST LE COMPLÉMENT NÉCESSAIRE DE LEUR PROGRAMME, LA CONCLUSION LOGIQUE DE LEURS EFFORTS ET L'INDISPENSABLE OUTIL DE L'ŒUVRE QU'ILS ENTREPRENNENT ». Sembar pourrait citer à l'appui de son dire les expériences classiques du nationalisme prussien, du nationalisme italien, du nationalisme bulgare. Tous ces peuples ont senti que leur résurrection nationale demandait un ordre, une discipline, une convergence de desseins que nulle idée (ni l'idée de la Loi ni même l'idée de la revanche) ne pourrait suffire à maintenir contre les divergences naturelles des intérêts et des passions. L'espoir de revanche prochaine était abandonné le jour où l'Assemblée nationale, découragée, renonçait à faire la monarchie.

La monarchie, ce n'était certes pas, comme pourraient le croire ou le dire les adversaires de mauvaise foi, la guerre immédiate et la revanche au pied levé. Mais en la constituant, ON CONSTITUAIT UN ORGANISME ADAPTÉ À SUIVRE LA MARCHE DES AFFAIRES EUROPÉENNES, À NOUER DES ALLIANCES UTILES ET À GUETTER TOUTES LES OCCASIONS PROPICES. C'était quelque chose de plus : c'était, au centre de l'État, la vie et la durée d'un esprit dans lequel se rassemblaient et se concentraient les regrets, les désirs, les deuils, les ambitions de la France. Un roi de France a les yeux tournés vers le Rhin, l'oreille tendue du côté de l'Allemagne, la main prête à tirer l'épée ou à signer le document destiné à lui valoir de ce côté-là des amis plus nombreux ou des rivaux plus faibles, tous ces actes divers lui étant aussi naturels qu'à un avocat de plaider, à un professeur d'enseigner, à un savant d'observer et d'étudier. Les plus médiocres de nos rois ont tous su quelque chose de cet art ou de ce métier. Tout roi de France aurait souffert de Strasbourg et de Metz d'une manière à peu près identique à celle du Lorrain ou de l'Alsacien exilés après leur option. La monarchie française portait en elle-même la nostalgie du Rhin.

Cette monarchie écartée, il nous resta l'idée de revanche : elle ne sut pas nous arrêter sur la route de Kiel. . .

Déroulède protesta bien, et quelques autres, que je connais. Si peu, hélas ! Ou si vainement ! On pouvait leur répondre comme Sembat à ses hybrides : « Les chauvins n'ont rien à faire en République. Ils ne restent en République et ne demeurent dans les rangs du parti républicain que par manque de logique et faute de réflexion. La République tend d'elle-même à les chasser et à les détruire. Elle est orientée en sens contraire. Ils doivent eux-mêmes y respirer mal et s'y trouver mal à l'aise. » Raison ? Sembat la donne ailleurs, sans hésiter : la République, « *c'est la préférence donnée aux luttes intérieures des partis sur les luttes extérieures.* »

Voilà la vérité. Et c'est pourquoi, au fond, en secret, dans l'intimité et la liberté parfaite du for intérieur, la République est un objet de tacite scandale pour tout patriote. Le patriote peut se croire républicain : mais il aime mieux voir la force française s'unir et se multiplier contre les forces étrangères que se diviser et s'épuiser elle-même dans les conflits intérieurs. Quand il ne s'avoue point les muets sentiments de sa révolte généreuse au spectacle du déchirement chronique et systématique de la cité, chaque fait de guerre intestine éveille en lui une horreur violente : ce qu'il évite de réprouver en général, il le blâme et le repousse en détail. Son républicanisme est un système auquel il peut croire, mais qu'il ne peut pas voir pratiquer sans chagrin. Il assigne au fait détesté des causes diverses : ce sont tantôt les hommes méchants (dont le Droit républicain lui enseigne à révéler l'égale valeur), tantôt des partis enragés (dont le même Droit valide les conflits

et implique le gouvernement). Si bien qu'il est républicain sans consentir aux conséquences de la République ni à la condition de son fonctionnement. Il est vrai qu'il est patriote de la même manière. Il veut relever sa patrie sans en vouloir le moyen comme il veut garder la République sans en admettre les effets les plus naturels.

Cette inconséquence n'est pas durable. Et déjà elle passe. Elle passe, puisque l'on commence à reconnaître qu'elle existe et n'a pas le droit d'exister. Nous avons connu un temps où l'on était certain de produire un effet de surprise et quasiment d'admiration en développant (ce dont nous ne nous faisons pas faute) cette opposition profonde entre la vie républicaine et la vie patriotique. Maintenant, cela va tout seul. Mais aussi cela va au roi : l'*Enquête sur la monarchie*, dont Marcel Sembat vérifie et vivifie les bases premières, l'Action française, dont il corrobore les mouvements, n'ont jamais eu d'autre point de départ.

Comme nous, Sembat compte sur la logique des républicains patriotes. Il estime qu'ils saisiront enfin les vérités royalistes comprises par Mazzini et les révolutionnaires italiens, en 1860 ; reprises par Nansen et les républicains norvégiens, en 1905. « Ils y viendront ! » écrit Marcel Sembat. « Ce qu'ils ont essayé avec Boulanger, ils seront conduits par la logique des choses à l'essayer avec le duc d'Orléans. Ils rallieront l'Action française tôt ou tard. »

Seulement, de nos jours, tout est réglé de sorte que l'État le plus militaire est aussi celui qui possède en outre la meilleure condition économique, morale, sociale, celui où les intérêts des travailleurs sont le plus solidement garantis, où l'hygiène est la mieux observée et, tout compte fait, l'instruction publique la plus répandue. Les nécessités nationales de l'Empire allemand ont engendré des nécessités militaires et, celles-ci ayant obtenu de grands avantages politiques, presque tout le reste a été donné par surcroît. . .

Si la plupart d'entre les nouveaux royalistes sont arrivés à vouloir la monarchie par la passion du salut national, il en est qui y sont parvenus aussi par goût des libertés locales, ou des réformes sociales, ou de l'ordre public, ou du progrès de l'intelligence et de la civilisation. . . Ces biens divers, tant ceux de la sécurité nationale que ceux que Marcel Sembat appelle l'organisation économique, la culture des individus, la justice sociale, ne sont donc répartis ni dans le monde des réalités, ni dans celui de la pensée, en deux groupes opposés s'excluant l'un l'autre. Nous les concevons réunis, et nous les voyons tous deux communément soumis hors de France à la condition de la monarchie.

Dès lors, il faut se demander quelle est, au juste, la qualité des biens, réels ou prétendus, que la discipline monarchique élimine : à quoi faut-il donc renoncer quand on a opté pour le roi ?



### III

Dans un article nouveau (*Courrier européen* du 25 avril), Sembat promet de faire à ma question une réponse dont il se contentait d'indiquer le sens : « En renonçant à la République, nous ne perdrons guère, je l'avoue, que des espérances. Mais ces espérances sont telles que, dépouillés d'elles, le présent ni l'avenir n'auraient plus rien qui nous intéressât. » Attendons<sup>371</sup>.

L'idée du « faites un roi », liée à la notion de revanche militaire, semble avoir été prise en sérieuse considération par le monde socialiste. Traitant dans son jargon de ce qu'il appelle les « inimitiés héréditaires » et « les guerres fatales », M. Francis de Pressensé disait à *L'Humanité* du 29 mai : « Je ne touche point ici à la valeur, à la légitimité de ces concepts, à leur accord ou à leur désaccord avec le principe vital d'une démocratie républicaine, à la question de savoir si une telle politique n'entraîne pas logiquement la faillite de la France nouvelle et le retour à un système lié et conséquent de nationalisme royal... »

---

<sup>371</sup> Nous ne savons si le public sera satisfait par les éclaircissements que Sembat a donnés, depuis, à cette partie du sujet dans son *Faites un roi*. Son espérance démocratique manque de netteté. On ne fera pas le même reproche à ses pages de critiques et de démolition.



## Vérités visibles en Chine

Vérité également visible en France et  
en Allemagne, au Portugal, en Chine. . .  
Page 236.

Un « correspondant particulier » envoie de Canton ces remarques au *Temps* :

« La période électorale, ouverte il y a deux mois, dit-il, vient de se clore ici au milieu de l'indifférence générale. »

L'abstentionnisme sévit donc là-bas comme ici, et la passion démocratique est, là-bas comme ici, le privilège d'une oligarchie. Rien de plus naturel quand on y réfléchit, mais il est cependant utile de connaître que ce qui devait être a été.

Pourtant, les républicains du Cathay n'avaient rien négligé pour rendre la cuisine électorale appétissante pour l'électeur. Ils avaient commencé par rédiger un beau règlement, portant les conditions de leur électorat. Des questions litigieuses s'étant présentées, ils s'étaient fait gloire de les résoudre dans le sens le plus « libéral ». Les anciens oppresseurs mandchous voteraient-ils ? Ces ci-devant furent admis aux délices du vote. Les Chinois émigrés à l'étranger jouiraient-ils de la même prérogative ? On la leur accorda généreusement.

Seules, les femmes furent exclues du paradis légal.

Quoi qu'il en soit de cet aménagement constitutionnel, les résultats ont été plus que piteux. Du calme, oui. L'absence de toute perturbation, oui. Mais pourquoi et à quel prix ? Marc Sangnier, que la République chinoise console des échecs répétés de la démocratie en Europe, aura été navré d'apprendre que « la principale caractéristique de ces élections paraît être, à vrai dire, le manque d'enthousiasme ou même l'inconscience ». De plus, « la compréhension du droit et du devoir électoraux semble avoir manqué complètement aux électeurs du premier degré ».

---

<sup>372</sup> D'après *L'Action française* du 2 avril 1913.

Parmi les électeurs du second degré, dit *Le Temps*, beaucoup se sont « laissés aller parfois à vendre leur bulletin de vote ». Quant à ceux du premier, le correspondant du *Temps* note « que malgré les démentis des autorités chinoises, le trafic des cartes électorales paraît s'être opéré sur une vaste échelle ; les cartes achetées par les candidats étaient confiées par eux à des amis qui votaient à la place des titulaires ». Donc, là-bas, comme ici et comme partout, au premier linéament de démocratie correspond une ébauche de ploutocratie. Au suffrage du nombre est naturellement associée l'influence de l'or.

À ce couple démocratie-ploutocratie vient s'adjoindre, en vertu des mêmes nécessités tout à fait prévisibles, un troisième terme qu'on peut nommer xénocratie : « il est à signaler aussi, ajoute le Chinois du *Temps*, que le gouvernement japonais paraît s'être intéressé particulièrement aux élections. On a beaucoup remarqué la présence, dans la salle de vote du second degré à Canton, du consul général du Japon, qui s'enquérât avec soin, auprès des assistants, des chances d'un certain candidat, lequel a d'ailleurs été élu. »

Parbleu !

Un État normal tient à la nation et au sol par les liens naturels et traditionnels de l'hérédité. Mais quand, à la suite d'une révolution ou d'une autre, l'État ne tient qu'à l'opinion mobile et à la volonté flottante de citoyens éphémères, il devient le jouet d'intérêts particuliers factieux, que l'or étranger domestique facilement. Ces vérités évidentes ne devraient pas avoir besoin d'être corroborées par les faits. Un homme intelligent devrait les porter tout écrites dans le cerveau et dans le cœur. Néanmoins, on est satisfait de les voir illustrées par l'histoire de Chine et confessées par le roseau du rédacteur extrême-oriental du *Temps*<sup>373</sup>.

---

<sup>373</sup> M. de Pressensé a confirmé dans *L'Humanité* socialiste du 2 mai 1913 les jugements sévères portés par *Le Temps* opportuniste.

Comme il importe de s'amuser, notons que *L'Humanité* du lendemain 3 mai accusait *Le Temps* de je ne sais quelle « jésuitique campagne contre la République chinoise » et jurait ses grands dieux qu'elle ne se lasserait pas de la dénoncer!...

Enfin, *Le Temps* du 13 mai écrivait à la suite d'une effroyable peinture de la répression dictatoriale de Yuan-Chi-Kaï :

Pour tous ceux qui ont suivi les fluctuations de la politique chinoise, ces dernières années, il n'y a pas de doute que l'effet de cette répression, si elle vient à se produire, soit radical. C'est du reste, en de telles conjonctures, ce qui pourrait arriver de mieux aussi bien à l'immense population laborieuse de Chine qu'aux intérêts considérables que les étrangers possèdent dans ce pays. Quelque sympathie de principe que l'on puisse avoir pour les aspirations des « Jeunes Chinois », on est forcé de reconnaître que les possibilités d'ordre et de réorganisation ne sont pas de leur côté. Plus que toute autre chose, c'est cela et le caractère de nécessité pressante qui en découle pour l'action de

---

Yuan-Chi-Kaï qui détermineront le grand rôle historique que ce personnage sera vraisemblablement appelé à remplir.

Pauvres Jeunes Chinois! Pauvre, pauvre République chinoise! Pauvre sympathie de principe hère à M. Léon Bourgeois! En Chine comme en France, comme partout, c'est du côté de la tradition et de la monarchie que s'allument « les possibilités d'ordre et de réorganisation ». Telles sont les étoiles de l'avenir!



## Appendice XXII

# Une lettre de M. Paul-Boncour

Ayant pris connaissance de la note de la page 199, M. Paul-Boncour, ancien ministre, m'a écrit :

30 septembre 1913.

... Pourquoi me faites-vous dire qu'allant jusqu'au bout d'une détestable logique, je témoigne qu'à chaque crise extérieure la République a désarmé ! J'ai dit que les étapes de notre évolution vers la nation armée coïncidaient avec nos crises extérieures et se traduisaient par la diminution du temps de caserne, et le renforcement de nos réserves. C'est notre divergence, j'entends bien. Mais cherchant une réponse à l'Allemagne dans un renforcement nouveau de ces réserves — je crois que c'est là le salut et qu'il faudra y venir — j'étais en droit d'indiquer que, dans des crises aussi redoutables, c'était également de ce côté que nous nous étions tournés.

Je renvoie les lecteurs à l'*Officiel* du 2 juillet 1913. Ils y verront que, en effet, M. Paul-Boncour met tout son espoir dans l'utilisation des réserves et tire son argument de ce qui a été fait ou rêvé en 1882, 1889 et 1905 en ce sens. Mais il ne prend pas garde que, dans son parti, cette utilisation des réserves a surtout voulu dire démilitarisation et désarmement graduel. Preuve : quand la loi de 1905 nous eut fait toucher à la limite de la réduction de l'armée active, c'est sur les périodes d'instruction et d'entraînement des réserves que l'esprit anti-militaire commença à ronger (voir p.188 de ce livre). Il fallut Agadir pour renverser le mouvement.





***Note des éditeurs :***

*L'« édition définitive » de Kiel et Tanger, en 1921, comprend un index des noms. À cet index correspondent les mentions des pages en caractères romains dans l'index suivant, qu'elles renvoient au texte même ou aux notes de Charles Maurras. Elles ont parfois, mais rarement, été complétées quand la mention d'un personnage n'était pas explicitement celle de son nom dans le texte original.*

*Les mentions de pages en italique, elles, ne renvoient pas au texte de Maurras mais à nos notes.*



# Index

- Abd-el-Aziz, 189  
 Abdul-Hamid, 190, 280  
 Adam (M<sup>me</sup>), 365  
 Albert (Marcellin), 189  
 Albert Ier, xviii, *xviii*  
 Alexandre (régent de Serbie), xix  
 Alexandre (roi de Grèce), *xvi*, xvii  
 Alexandre II (empereur), 96, 97  
 Alexandre le Grand, 271  
 Alphonse XIII, xiii, xix  
 Amélie (reine de Portugal), 132  
 Amouretti (Frédéric), 28  
 Amouretti (Frédéric), vii, 311, 313–315  
 Andler (Charles), 185  
 André (général), 56, 56, 120, 123, 130, 196, 262, 266, 288  
 Angot des Rotours, 181  
 Aoste (duc d'), 110  
 Arène (Paul), 250  
 Aristophane, 38, 199  
 Aristote, 319  
 Arren (Jules), 324  
 Asquith, 183  
 Aulard (Alphonse), xii, *xii*, xiii  
 Avellane (amiral), vi, *vi*  
 Bailly (Hubert), 181  
 Bainville (Jacques), xiv, 16, 171, 234, 251, 268, 342, 361, 363, 369, 373, 375  
 Balignac (Guy), 360  
 Barboux (Henri), 47  
 Bardoux (Jacques), 183, 184  
 Barrère (Camille), *xiv*  
 Barral-Montferrat (marquis de), 156  
 Barrère (Camille), xiv  
 Barrès (Maurice), 12, 27, 49  
 Barthélemy (Edmond), 239  
 Barthélemy-Saint-Hilaire (Jules), 18, 19  
 Barthou (Louis), 219, 230  
 Baudin (Pierre), 136, 145, 187, 194  
 Beaunier (André), 178  
 Benoist (Charles), 231  
 Bérenger (Henry), 229, 230, 239  
 Bernis (cardinal de), 371  
 Bert (Paul), 12  
 Berteaux (Maurice), 121  
 Besnard (amiral), 59, 59, 60  
 Bismarck, 16, 16, 20, 21, 31, 53, 91, 96–98, 103, 117, 121, 158, 164, 168, 172, 247, 248, 251–253, 262, 337, 339, 364, 365, 368, 379, 380  
 Bixio, 292  
 Bjoerkoe, 24  
 Blücher, 318  
 Bocquillon (Émile), 300  
 Boisdeffre (chien), 30  
 Boisdeffre (général de), 30, 30, 100  
 Bonnal (général), 233, 354  
 Bonnières (Robert de), 38, 38  
 Boué de Lapeyrère (amiral), 59  
 Boulanger (général), viii, 12, 21, 75, 216, 248, 253, 262  
 Bourbon-Parme (princes de), xiii, *xiii*

Bourgeois (Émile), 372  
 Bourgeois (Léon), 12, 12, 389  
 Bourget (Paul), 183, 312  
 Bourmont (maréchal de), 337  
 Boutroux (Émile), 47  
 Briand (Aristide), 19, 192, 197, 198, 204, 211, 277, 345  
 Brisson (Adolphe), 77  
 Brisson (Henri), 44, 54, 73, 73, 74, 195  
 Broglie (duc Albert de), 6, 17, 164, 256, 380  
 Brun (général), 286, 287  
 Brunetière (Ferdinand), 152  
 Bucard (Marcel), 2  
 Buffet (Louis), 11, 11  
 Bülow (prince de), 84, 84, 166–168, 328, 330, 376  
 Burdeau (Auguste), 12  
 Buré (Émile), xvii  
  
 Caillard (amiral), 279  
 Caillaux (Joseph), vii, x, 166, 204, 207, 212  
 Calmette (Gaston), 239  
 Cambon (Jules), 207, 368  
 Canovas, 158  
 Capétiens, 256  
 Capazza, 286  
 Capétiens, 200, 308, 321  
 Carnegie, 82  
 Carnot (Sadi), vi, 11, 12, 13, 74, 76, 272  
 Caserio, 13, 13  
 Casimir-Perier (Auguste), 3  
 Casimir-Perier (Jean), 3, 3, 11, 12, 303  
 Cavaignac (Eugène), 11, 73, 368  
 Cavaignac (Godefroy), 54, 73, 73, 74  
 Cavaignac (Jean-Baptiste), 73  
 Cavalotti, 301  
 Cavour, 121, 158, 296, 303  
 Cellerier (Henri), 380  
 César, 3, 38, 271  
 Chénier (André), 60  
 Challemel-Lacour (Paul-Armand), 18, 18  
 Chamberlain, 42, 42  
 Chanoine (général), 74  
 Charlemagne, 91  
 Charles (Étienne), 181  
 Charles Ier (empereur), xix  
 Charles VIII, 370  
 Charles X, 19, 105, 337, 351  
 Charles-Quint, 90, 91  
 Charriaut, 152  
 Chaudordy (comte de), 17, 20, 131  
 Chéradame (André), 133  
 Choiseul, 28, 158, 371, 372  
 Christiani (baron), 12, 74  
 Cipriani, 301  
 Clemenceau (Georges), xii, 3, 75, 75, 121, 135–137, 145, 146, 165, 178, 189, 189, 191, 192, 197, 198, 231, 247, 277, 315, 315, 329, 336, 364  
 Cochin (Denys), 76, 76, 163, 336  
 Coigny (Aimée de), 60  
 Colbert, 368  
 Combes (Émile), vii, 2, 2, 12, 43, 55, 56, 120, 123, 124, 262, 321  
 Constans (Ernest), 11, 11, 197, 198  
 Constantin (roi de Grèce), xvi, xvii, xviii  
 Contenson (de), 330  
 Costa, 301  
 Costa (Andrea), 301  
 Crawford, 82  
 Crispi, 298  
 Cuignet (commandant), 73, 112, 124, 125, 136  
 Dagobert, 271

- Danton, xii, 368  
 Darwin (Charles), 154  
 Daudet (Léon), 100, 223, 381  
 Dausset (Louis), 130  
 Decazes (duc), 364  
 Delafosse (Jules), 163  
 Delcassé (Théophile), vii, *vii*, xxi, 1, 21, 24, 27, 30, 34, 35, 42, 56, 59, 74, 76–79, 83–85, 87, 93, 95, 97, 99, 110–112, 117–119, 120, 121, 123–125, 125, 126, 127, 129, 134, 136, 137, 143–146, 150, 163–169, 181, 187, 188, 190, 192, 197, 198, 205, 208, 215, 215, 216, 218, 219, 252–255, 258, 260–262, 327–330, 336, 337, 339, 349, 350, 365, 366, 376  
 Delescluze (Charles), 44  
 Deleuze (Gilles), 193  
 Deloye (général), 233  
 Démosthène, 129, 141, 206–208  
 Derby (Lord), 97  
 Déroulède (Paul), viii, 74, 76, 126, 163, 253, 360, 383  
 Deschanel (Paul), 30, 31, 149, 327  
 Develle (Jules), 18, 18  
 Dimier (Louis), xiv  
 Disraeli, 158  
 Donnet (Gaston), 315–321  
 Dousmanis (général), *xvi*  
 Drefus (Alfred), 270  
 Dreyfus, 28  
 Dreyfus (Alfred), vii, *vii*, *x*, *xxi*, 2, 11, 12, 16, 27, 28, 28, 30, 33, 44, 45, 47–49, 53, 55, 56, 56, 73, 74, 74, 76, 92, 100, 101, 112, 112, 118, 121, 124, 125, 131, 143, 164, 168, 170, 188, 189, 195, 197, 217, 219, 227, 247, 266, 270, 303, 329, 338, 367  
 Dreyfus (Auguste), 168  
 Dreyfus (Mathieu), 48  
 Drumont (Édouard), 49, 119, 125, 149, 163, 168, 181, 250, 271, 272  
 Du Mesnil (Edmond), 231  
 du Mesnil (Edmond), 178, 373  
 du Paty de Clam (Armand), 219  
 Du Paty de Clam (colonel), 219  
 Duclaux (Émile), 47  
 Ducrocq (Georges), 360, 361  
 Dufaure (Jules), 17, 60  
 Dupuis (Charles), 181  
 Dupuy (Charles), *vii*, *xxi*, 12, 18, 19, 42, 44, 74, 74  
 Durkheim (Émile), 193  
 Duruy (Georges), 253  
 Dutrait-Crozon (Henri), 28, 46, 112, 125, 366  
 Ebray (Alcide), 181, 203, 330, 335  
 Édouard VII, 78, 99, 99, 101, 103, 109, 110, 113, 115, 117–119, 133, 134, 145, 146, 150, 165, 183, 184, 329, 376  
 Elisabeth (reine d'Angleterre), 79  
 Esterhazy (Ferdinand), 48  
 Estournelles de Constant (D'), 131, 131, 286  
 Étienne (Eugène), 184, 229, 230  
 Faguet (Émile), 115, 368  
 Fallières (Armand), 152, 152, 215, 218  
 Faure (Félix), *xxi*, 3, 3, 11, 14, 30, 33, 42, 44, 47, 53, 55, 59, 74, 76, 77, 110, 269, 271, 272, 275, 303, 368  
 Faurie (général), 239  
 Ferdinand (tzar des Bulgares), 190, 190  
 Ferrer, 228  
 Ferrette (Henry), 111, 112, 132, 149

- Ferri (Enrico), 301  
 Ferroul (Ernest), 189  
 Ferry (Jules), *xxi*, 14, 15, 18, 19, 37, 37, 42, 55, 74  
 Fisher (Lord), 88  
 Fleury (cardinal), 371  
 Floquet, 249  
 Flourens (Émile), 208, 330, 349–357  
 Fournier (amiral), 54  
 France (Anatole), i, vii, xx, 12, 45, 54, 144, 172, 178, 187, 198, 204, 206, 208, 229, 273, 316, 364, 366  
 François d'Assise, 299  
 François Ier, 90, 370  
 François-Ferdinand (arch.), viii, 172  
 Frédéric II, 91, 318  
 Freppel (Monseigneur), 249  
 Freycinet (Charles de), 19, 21, 47, 50, 74, 82, 149, 202, 305  
 Fullerton (Morton), 224  
 Fustel de Coulanges, 28, 315  
  
 Gailhard-Bancel (de), 275  
 Galles (prince de), 368  
 Galli (Henri), 257, 360, 379  
 Galliffet (Gaston de, général), 56, 56, 71, 152  
 Gambetta, 368  
 Gambetta (Léon), xii, *xxi*, 15, 16, 16–19, 44, 56, 76, 144, 198, 202, 229, 246, 247, 251–255, 258, 264–268, 305, 365, 368, 379, 380  
 Garibaldi, 291, 293–295  
 Garnier des Garets (général), 152  
 Gaudin de Villaine, 146  
 Gautier (Philippe), 361  
 George V, x, 184  
 Georges Ier (roi de Grèce), *xvi*  
 Georges II (roi de Grèce), *xvii*  
 Goblet (René), 248, 249  
 Goethe, 91, 92  
 Gohier (Urbain), vii  
 Goltz (amiral von der), 63  
 Gortchakov, 96  
 Grévy (Jules), 15, 16, 18, 19, 37, 76, 144, 245–247, 251, 253, 268, 272, 336  
 Grimaux (Édouard), 47  
 Guibert (Denis), 111, 112, 132, 149  
 Guillaume Ier (empereur), 248, 251  
 Guillaume II (empereur), vii–ix, *xvi*, xviii, xix, 3, 24, 32, 64, 65, 67, 78, 83, 89–91, 97, 99, 100, 118, 119, 120, 132–137, 145, 146, 156, 164, 166, 167, 184, 199, 204, 207, 249, 262, 350, 376  
 Guillaume le Conquérant, 146  
 Guiraud (Paul), 315  
  
 Haakon VII, 323  
 Habert (Marcel), 360  
 Hagron (général), 188  
 Hamman (D<sup>r</sup>), 328  
 Hanotaux (Gabriel), *xxi*, *xxi*, 23, 24, 27, 28, 29–31, 33, 34, 37, 38, 42, 44, 47–49, 53, 55, 73, 76, 78, 79, 85, 87, 99, 104, 109, 110, 112, 121, 126, 143, 144, 164–166, 169–174, 181, 182, 206, 230, 240, 268, 327, 335–339, 341, 349, 350, 363–366, 368, 369  
 Hansen (Jules), 110  
 Harduin, 133  
 Harduin (H.), 144  
 Haussez (baron d'), 105, 337  
 Haussonville (comte d'), 296, 301, 354  
 Hébrard (Adrien), 199, 291, 291, 315, 316, 336

Henckel de Donnersmarck, 168, 247, 251, 252, 328  
 Henri IV, 97, 306, 308  
 Henry (Émile), 13, 13  
 Henry (colonel), 73, 100  
 Herbette (Jean), 222, 333  
 Herr (Lucien), 2  
 Herriot (Édouard), 12, 178  
 Hervé (général), 100  
 Hervé (Édouard), vii, 220  
 Hervé (Gustave), 2, 2, 380  
 Herz (Cornelius), 75, 75  
 Herzen (Olga), 30  
 Hobbes, 172  
 Hoog (Georges), 220, 221  
 Hugo (Charles), 16  
 Hugo (Victor), 16, 87  
 Hugues Capet, 274  
 Humbert (Frédéric), 82  
 Humbert (Gustave), 82  
 Humbert (Thérèse), 82, 82  
  
 Imbriani, 301  
 Innocent III, 158  
 Ireland (Monseigneur), 314  
  
 Jacques (Léon), 201  
 Jamont (général), 100  
 Jaurès (Jean), 2, 2, 21, 185, 216, 220, 221, 224, 226, 228, 252, 253, 255–264, 266, 267, 380  
 Jeanne d'Arc, 211, 225  
 Joffre (Joseph), xii  
 Joinville (prince de), 60, 60  
 Jonnart (Charles), 219  
 Judet (Ernest), 46, 163, 169, 171, 173, 354  
  
 Klotz (Louis-Lucien), 16, 130  
 Knorr (amiral de), 64  
 Kruger (président), 115, 115  
 La Barre de Nanteuil (comte de), 96  
 La Fontaine, 367  
 la Rochefoucauld-Doudeauville (duc de), 151  
 La Rocque (général de), 66  
 Labori (Fernand), 82  
 Lacroix (général de), 118  
 Lalance (Auguste), 379  
 Lamartine, 123, 335  
 Lambelin (Roger), 119  
 Lámpros (Spyrídon), xvi  
 Lamy (Étienne), 60, 60, 107, 305, 306, 309  
 Lanessan (Jean-Marie de), 59, 59, 61, 221, 239  
 Langlois (général), 16, 130, 191  
 Larisson, 183  
 Latapie (Louis), 100, 135, 285  
 Lautier (Eugène), vii  
 Lauzanne (Stéphane), 252, 327–329  
 Lavigerie (cardinal), 357  
 Lavissee (Ernest), 33, 163  
 Le Flô (général), 96, 97  
 Le Roux (Hugues), 272  
 Leboeuf (maréchal), 287, 287  
 Leboucq (Charles), 177  
 Lebrun (Albert), 219  
 Ledrain (Eugène), 382  
 Lefèvre (André), 191, 231  
 Lemaître (Jules), 33, 33, 43, 163, 211, 364  
 Léon XIII, 249  
 Léopold II, 105  
 Leygues (Georges), 59  
 Lionne (Hugues de), 158  
 Liptay (Alberto), 312  
 Lloyd George, x  
 Lockroy (Édouard), 16, 16, 17, 54, 59, 59, 63–65, 73, 269, 329, 336  
 Loew (Louis), 112  
 Loftus (Lord), 97

Lohengrin, 119  
 Lorando, 279, 279  
 Loubet (Émile), 12, 74, 74, 75–79, 81, 84, 85, 87, 95, 99, 111, 115, 126, 129, 134–136, 152, 167, 253, 262, 279, 281, 282, 304, 368  
 Louis IX, 317  
 Louis IX (saint Louis), 238  
 Louis XI, 283, 321  
 Louis XII, 370  
 Louis XIII, 67, 158, 308, 370  
 Louis XIV, xix, 38, 67, 97, 158, 238, 245, 308, 318, 370–372  
 Louis XV, 97, 158, 308, 337, 352, 370–373  
 Louis XVI, xix, 103, 104, 154, 158, 308, 337, 351, 352, 370, 372  
 Louis-Philippe Ier, xix, 3, 60, 103, 335, 337, 351, 363  
 Lozé (Henry), 43  
 Lyons (Lord), 20  
 Médicis, 299  
 Mac-Kinley, 87, 87  
 Mac-Mahon (maréchal de), 15, 17, 37, 75, 75, 164  
 Maistre (Joseph de), 22  
 Malet (Georges), 181  
 Malvy (Louis), xii  
 Marc-Aurèle, 342  
 Marchand (colonel), 15, 15, 42–44, 48, 92, 163, 183, 269, 270, 337, 338  
 Maret (Henry), 181, 341–343  
 Marguerite (reine d'Italie), 297  
 Martin (Henri), 29, 29, 87, 371  
 Mascuraud (Alfred), 144, 144, 217, 237  
 Massé (Alphonse), 181  
 Maura, 314  
 Maurras (Charles), xvii, 38, 211, 219, 224, 366, 370, 373, 381  
 Mazzini, 291–295, 384  
 Medici, 294  
 Méline (Jules), xxi, 14, 14, 30, 33, 42, 44–47, 49, 53, 73, 112, 161, 174, 230, 260  
 Mercier (général), 28, 233  
 Metternich, 158, 380  
 Mévil (André), 132, 136, 166–168, 187, 336, 364  
 Meyer (Arthur), 98  
 Mezzacapo, 292  
 Michelet (Jules), 343  
 Millerand (Alexandre), 209, 219, 219, 230  
 Millet (René), 187, 268  
 Millevoye (Lucien), 188  
 Miquel (von), 168  
 Mithridate, 92  
 Mohrenheim (von), 110  
 Moltke, 53  
 Monet (Claude), 76  
 Monis (Ernest), 204  
 Monod (Gabriel), 27, 27, 28, 30, 112  
 Montesquieu, 114, 282  
 Montpezat (Henri de), 240  
 Monts (comte de), 167  
 Morizet (André), 379  
 Moulay-Hafid, 189  
 Mozart, 264  
 Mun (comte Albert de), 152, 248–250, 355  
 Münster (comte de), 125, 168  
 Nansen (Fridtjof), 323, 323, 384  
 Napoléon Ier, 146  
 Napoléon III, 44, 287, 294, 305, 354, 368  
 Négrier (général de), 130, 130  
 Néron, 342



- Nicolas II, *xvi*, xix, 23, 32, 78, 89, 196  
 Nietzsche, 319  
 Nion (François de), 96  
 Noé, 271  
 Orléans (Philippe d', comte de Paris), 3  
 Orléans (Philippe d', le Régent), 371  
 Orléans, (Philippe d', duc d'Orléans), 11, 277, 354, 359  
 Othon Ier (roi de Grèce), *xvi*  
 Painlevé (Paul), xii  
 Païva (la), 168, 168, 251  
 Paléologue (Maurice), 124, 124, 125, 190, 218  
 Palmerston, 337  
 Panizzardi, 28, 73, 303  
 Paul-Boncour (Joseph), 202, 211, 391  
 Pédoya (général), 196  
 Pelletan (Camille), 55, 55, 59, 61, 62, 120, 130, 196, 266, 270, 288  
 Pelletan (Eugène), 55  
 Perier (Casimir), 3  
 Peytral (Paul), 12, 12  
 Peytral (Victor), 12  
 Philippe (roi de Macédoine), 206, 207, 359  
 Philouze (Léon), 181  
 Picard (Alfred), 59, 61  
 Pichon (Stéphen), 376  
 Pichon (Stéphen), 146, 190, 219, 222, 229, 230  
 Picquart (Marie-Georges), 118, 188, 189, 191, 196  
 Pie X, 220, 297  
 Pinon (René), 207  
 Piou (Jacques), 234, 355  
 Plastiras (Nikolaos), *xvii*  
 Poincaré (Raymond), *vii*, x, x, xii, 18, 23, 124, 183, 204, 209, 215, 217–219, 230, 239, 240  
 Pompadour (M<sup>me</sup> de), 308, 371  
 Pompée, 3  
 Poniatowski, 292  
 Pressensé (Francis de), 30, 31, 272, 280, 281, 327, 385, 388  
 Prinetti, 110  
 Proudhon, 256  
 Puaux (René), 324  
 Pujo (Maurice), 223  
 Racine, 92  
 Radolin (prince de), 120, 120, 328  
 Rambaud (Alfred), 49, 338  
 Ranc (Arthur), 44, 44, 89, 114, 144, 217, 253–255, 258, 260, 264–266, 382  
 Ravachol, 13, 13  
 Rebell (Hugues), 28  
 Reinach (Jacques de), 75, 75  
 Reinach (Joseph), 11, 44, 46, 75, 76, 112, 136, 195–198, 211, 217, 229  
 Renan (Ernest), *xvii*, 29, 178, 197  
 Reuter (amiral von), *ix*  
 Rey (Étienne), 205, 209, 210  
 Ribot (Alexandre), *vii*, *xxi*, 12, 12, 18, 23, 24, 173, 174, 335, 369  
 Richelieu, 31, 90, 121, 158, 164, 380  
 Richet (Charles), 311, 313  
 Robbia (Luca della), 299  
 Rockefeller, 82  
 Roon, 53  
 Roosevelt, 87, 87, 151  
 Rosanbo (marquis de), 336  
 Roselli, 295  
 Rosen, 328  
 Rothschild, 151  
 Rousseau, 114  
 Rouvier (Maurice), *vii*, 1, 1, 43, 121, 129, 134, 136, 144, 145, 166–

- 168, 195, 198, 252, 253, 261, 328, 329, 376
- Roux (marquis de), 16, 251, 360, 379
- Rubat du Mérac, 181
- Russell (Lord), 97
- Saint-Simonin, 269, 281
- Salisbury (Lord), 106, 183
- Sandherr (colonel), 100
- Sangnier (Marc), 220, 221, 226, 350, 366, 387
- Sarraut (Albert), 145, 165
- Sarraut (Maurice), 21, 125, 126, 134, 252, 258, 328
- Sarrien (Ferdinand), 74
- Saussine, 47
- Scheurer-Kestner (Auguste), 15, 15, 16, 18, 44, 245–248
- Schwartzkoppen, 73, 125
- Selves (Justin de), 166, 205, 229
- Sembat (Marcel), 177, 178, 181, 205, 235, 240, 346, 380–385
- Sennachérib, 271
- Simon (Jules), 17, 118
- Sodoma, 299
- Sophie (reine de Grèce), xvi, *xvi*
- Sorel (Albert), 157, 368, 372
- Spencer (Herbert), 154, 154, 316
- Spuller (Eugène), 11
- Steinhell (Marguerite), 3
- Stock (P.-V.), 124
- Stuart (Marie), 79
- Syveton (Gabriel), 35, 56, 130
- Talleyrand, 29
- Tarde (Gabriel), 193, 193
- Tardieu (André), 136, 137, 181, 183, 187, 190, 192, 207, 229, 336, 364–370, 372, 373
- Thiers (Adolphe), 19, 37, 87, 194, 198, 238, 337, 363
- Thomas (Albert), xii
- Thomas d'Aquin (saint), 221
- Thomson (Gaston), 59, 59, 61
- Thureau-Dangin, 336
- Titus, 317, 342
- Tolstoï, 89
- Tornielli (comte), 112, 125, 303, 304
- Trarieux (Ludovic), 45, 112, 112
- Tubini, 279, 279
- Ullmo, 92, 92
- Urbain II, 158
- Vaillant (Auguste), 13, 13
- Vallée (Ernest), 230
- Vallès (Jules), 44
- Valois, 308
- Vaugeois (Henri), 29
- Venizelos, *xvi*, xvii, *xvii*
- Vergennes (comte de), 31, 157, 158, 371
- Vesins (comte Bernard de), 181
- Veuillot (François), 226
- Victor-Emmanuel II, 297
- Victor-Emmanuel III, xiv, xix, 110, 111, 133
- Victoria, 111
- Victoria (reine d'Angleterre), 98, 99
- Villiers (Georges), 166
- Viviani (René), *vii*
- Voltaire, 114
- Waddington, 18, 18, 126
- Waldeck-Rousseau (Pierre), *vii*, 2, 12, 43, 47, 56, 56, 74, 74, 112, 120, 270
- Waldersee (maréchal de), 98
- Warwick, 229
- Weiss (Jean-Jacques), 253, 297
- Wilson (Woodrow), xiv, *xiv*, xv, 236, 237

Xerxès, 84

Yuan-Chi-Kai, 388, 389

Zola (Émile), 28, 48, 73

Zurlinden (général), 74, 149



# Table des matières

Examen de l'édition définitive	v
Introduction	1
 <b>PREMIÈRE PARTIE : KIEL</b>	
L'erreur des républicains modérés 1895–1898	9
Chapitre I. – L'avènement des modérés	11
Chapitre II. – Avant 1895 : « Point d'affaires ». Aucun système	15
Chapitre III. – L'alliance russe	21
Chapitre IV. – Grave erreur de principe : un système apparaît	23
Chapitre V. – La République conservatrice et ses jeunes ministres	27
Chapitre VI. – Du système Hanotaux : qu'il reniait la République	33
Chapitre VII. – Suite du système Hanotaux : le sentiment de la Revanche	37
Chapitre VIII. – Suite du système Hanotaux : la mission Congo-Nil. – L'Affaire	41
Chapitre IX. – Comme en Pologne	47

Chapitre X. – La fin du système Hanotaux : le désarroi de la Marine	53
Chapitre XI. – L’oscillation de la Marine	59
Chapitre XII. – Une réforme en Monarchie	63
 <b>DEUXIÈME PARTIE : TANGER</b>	
Le septennat des radicaux et la politique du monde 1898–1905	71
Chapitre XIII. – Pourquoi Loubet fut magnifique	73
Chapitre XIV. – La diplomatie spéculative	81
Chapitre XV. – Le réalisme universel	87
Chapitre XVI. – Le précédent nous engageait	95
Chapitre XVII. – Le pouvoir du roi d’Angleterre : nos colonies	103
Chapitre XVIII. – L’amitié italienne et les doctrines libérales	109
Chapitre XIX. – Le plan Delcassé. – De la faute ou du crime	117
Chapitre XX. – Du plan Delcassé (suite). – La défense républicaine	123
Chapitre XXI. – « Humiliation sans précédent » et « chose unique dans l’histoire » : <i>de mars à juin 1905</i>	129
 <b>TROISIÈME PARTIE : INERTIE</b>	
Nos mouvements depuis 1906	141
Chapitre XXII. – Le retour à l’inertie	143
Chapitre XXIII. – Raison de l’inertie : que nulle république ne pourra manœuvrer et vaines réformes qui témoignent pour le roi	149

Chapitre XXIV. – Que la France pourrait manœuvrer et grandir	153
ÉPILOGUE – LA TRAHISON CONSTITUTIONNELLE	161
LE NOUVEAU KIEL ET TANGER	177
Histoire de huit ans de 1905 à 1913	177
Chapitre I. – Après trois ans	181
Chapitre II. – Le passé de <i>Kiel et Tanger</i>	187
Chapitre III. – Un gouvernement inhumain	193
Chapitre IV. – Essai loyal d’une réforme après Agadir	203
Chapitre V. – Le déclin de l’expérience Poincaré	215
Chapitre VI. – L’esprit du mal	223
Post-scriptum d’avril 1914	239
APPENDICES DE <i>Kiel et Tanger</i>	245
I – Conversation de Scheurer-Kestner avec Jules Grévy	245
II. – L’idée de la Revanche d’après Scheurer-Kestner, le comte de Mun, Drumont, Jaurès, Gambetta, Ranc, etc.	247
III. – Les fonctions propres de l’État	269
IV. – « Mais il faut la violer »	279
V. – Dirigeables et avions	285
VI. – Le royaume d’Italie et l’esprit révolutionnaire	291
VII. – Le comte Tornielli	303

VIII. – La gestion extérieure de l'ancien régime d'après M. Étienne Lamy	305
IX. – « Dans cent ans »	311
IX. bis – Les puissances de l'avenir	315
X. – La monarchie et la politique extérieure : les raisons de Nansen	323
XI. – Nos secrets d'État	327
 APPENDICES DU NOUVEAU <i>Kiel et Tanger</i>	 333
XII. – « L'Allemagne, puissance méditerranéenne »	333
XIII. – Critique et défense de <i>Kiel et Tanger</i> : M. Hanotaux	335
XIV. – M. Henry Maret	341
XV. – Marcel Sembat	345
XVI. – M. Flourens	349
XVII. – Les jeunes patriotes des <i>Marches de l'Est</i>	359
XVIII. – M. André Tardieu, secrétaire d'ambassade, rédacteur au <i>Temps</i>	363
XIX. – Agadir	375
XX. – Gambetta, la Revanche, la République d'après Marcel Sembat	379
XXI. – Vérités visibles en Chine	387
XXII. – Une lettre de M. Paul-Boncour	391